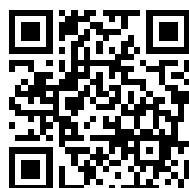

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

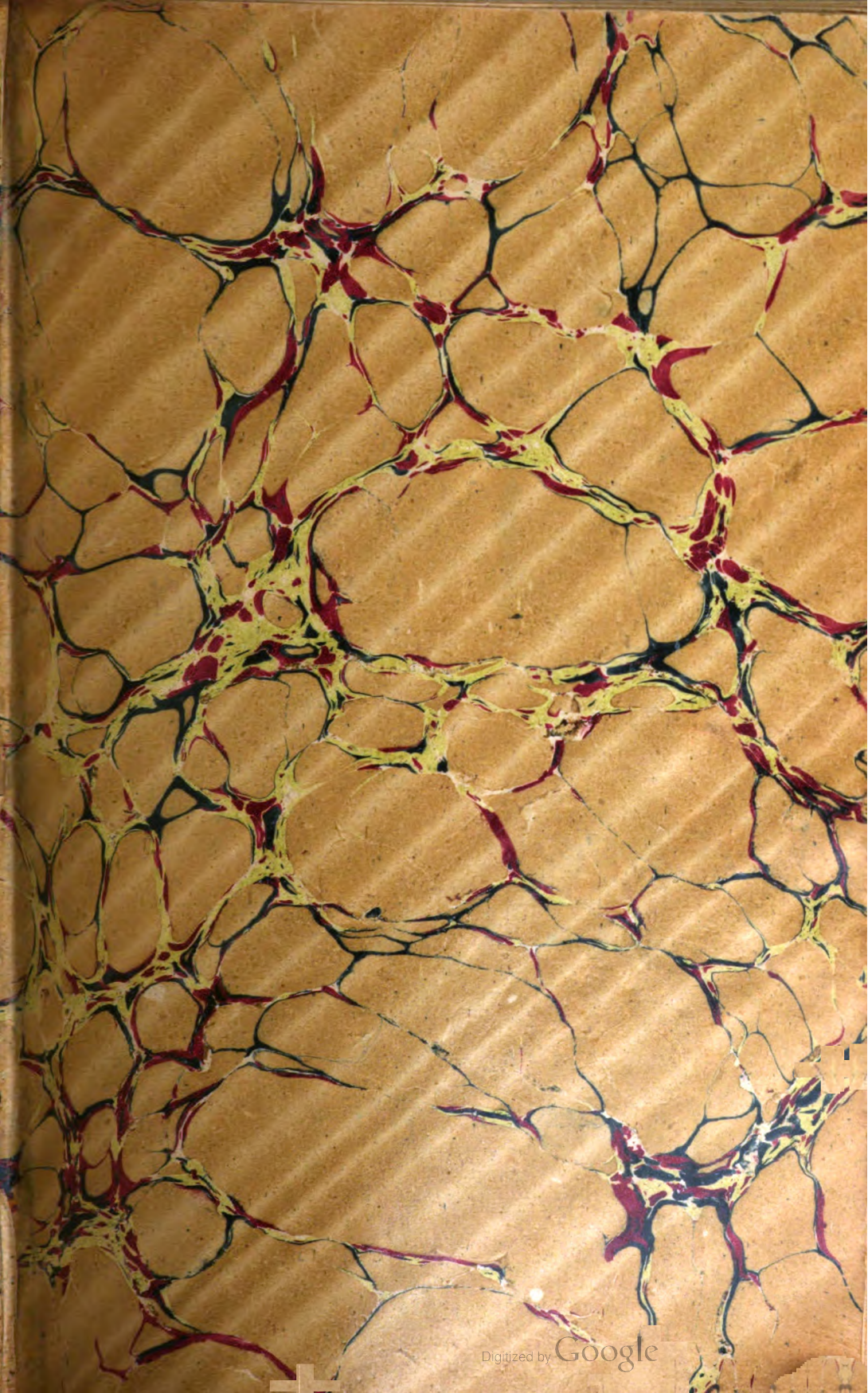


Fr 38.12
(33/34)

Bought with the income of
THE
SUSAN A. E. MORSE FUND
Established by
WILLIAM INGLIS MORSE
In Memory of his Wife



Harvard College Library



BULLETIN

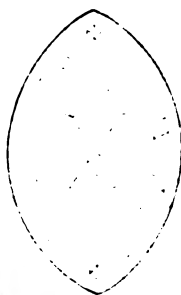
DE LA

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE ET HISTORIQUE

DU LIMOUSIN

BULLETIN
DE LA SOCIÉTÉ
ARCHÉOLOGIQUE
ET HISTORIQUE
DU LIMOUSIN

TOME XXXIII
(TOME XI DE LA DEUXIÈME SÉRIE)



LIMOGES
IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE LIMOUSINE
V. H. DUCOURTIEUX

Libraire de la Société archéologique et historique du Limousin
7, RUE DES ARÈNES, 7

1886

A
Fr 38.12 (33/34)



Morse

SCEAUX

DES DEUX COMMUNES DE LIMOGES

AU XIII^e SIÈCLE



1. Sceau du Consulat de la Cité, d'après des empreintes de 1228 et 1303 (Archives nationales, J, 627 8^a et J, 480 72^a). — 1 bis. Contre-sceau du Consulat de la Cité, 1228 et 1303, *ibid.* — 2. Sceau du Consulat du Château, reconstitué d'après des empreintes et fragments d'empreintes de 1229, 1246, 1254, 1259 (Archives de la Haute-Vienne, fonds de la Règle, pièces relatives à la Maison-Dieu, et Archives de l'Hôpital de Limoges : *Rentes unies*). — 2 bis. Contre-sceau du Consulat du Château, 1229 et 1246.

SCEAUX ET ARMES
DES
DEUX VILLES DE LIMOGES
ET DES
VILLES, ÉGLISES, COURS DE JUSTICE, CHANCELLERIES,
CORPORATIONS
DES TROIS DÉPARTEMENTS LIMOUSINS (1).

SUPPLÉMENT

Nous avons publié, en 1878, une étude sur les *Sceaux et armes de l'Hôtel-de-Ville de Limoges*, étude qu'accompagnait un catalogue des sceaux et armes des villes, églises, cours et communautés religieuses ou civiles de l'ancienne province limousine.

Pendant les six années qui se sont écoulées depuis la publication de ce travail, nous avons, au cours de diverses recherches, rencontré plusieurs échantillons de sceaux inconnus de nous en 1878 et dont la description, par suite, ne figure pas à la liste annexée à notre mémoire. Il nous a été permis également d'étudier nous-même des empreintes dont nous avions été amené à donner la description d'après d'autres auteurs et de contrôler de cette manière nos précédentes indications. Enfin, des textes concernant les armoiries de quelques-unes de nos villes nous ont été signalés et sont venus corroborer ou modifier les résultats de nos premières recherches.

(1) Voir le *Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin*, t. XXVI, pages 62 et suivantes. Une centaine d'exemplaires ont été tirés à part.

De là un certain nombre d'articles nouveaux et de notes rectificatives ou complémentaires à ajouter à notre mémoire. Il ne nous paraît pas inutile de réunir tout ce que nous avons ainsi recueilli sur les sceaux et armes des divers corps et communautés de la province et de le publier en supplément à cette étude. Celle-ci, malgré ces *addimenta*, reste bien incomplète encore. Des confrères plus heureux que nous dans leurs investigations, pourront combler mainte lacune et enrichir notre liste de bien des types que nous n'avons pas su découvrir. Ils en trouveront notamment en Angleterre, où les nombreux documents d'origine limousine conservés dans divers établissements publics, doivent avoir gardé quelques-uns des sceaux destinés à les authentifier, — et dans plusieurs villes de France, où l'obligeance de nos correspondants nous a fait défaut ; mais ils constateront, comme nous l'avons fait nous-même, la pauvreté désolante des dépôts de notre province en matière d'empreintes sigillaires. Cette pauvreté, et surtout la dévastation complète des archives départementales de la Haute-Vienne, dont les sceaux ont visiblement été l'objet d'un pillage intelligent et méthodique, — on n'y a pas laissé un sceau sur cent, peut-être sur deux cents, et tous les exemplaires épargnés sont, à très peu d'exceptions près, des types courants, d'un très médiocre intérêt : des cachets d'officialités, par exemple, ou de juridictions royales des xv^e et xvi^e siècles, — nous donnent lieu de craindre que jamais le Limousin ne possède, de cette intéressante catégorie de documents, un catalogue comparable à ceux déjà dressés pour plusieurs provinces de la France.

On doit le regretter d'autant plus, que la gravure des sceaux a été vraisemblablement une des vieilles industries de notre ville. Tout le monde sait que la monnaie frappée dans toute la région offre, dès l'époque mérovingienne, un type spécial, caractéristique, facilement reconnaissable, et que les savants en ont conclu à l'existence d'une école de glyptique limousine. Qui dit graveur en médailles ou en monnaies, dit aussi graveur en sceaux. Il ne faut pas oublier que cet art touche de bien près à l'art de l'orfèvre et que l'orfèvrerie fut une des principales industries de la capitale de notre province, et de beaucoup la plus célèbre. Aussi ne peut-on guère douter qu'un grand nombre de sceaux ne soient sortis des ateliers de Limoges, au moyen-âge. Indépendamment de nos hôtels de ville, de nos abbayes, de nos communautés religieuses ou laïques, de nos confréries de toute sorte, nombreux sont, aux treizième et quatorzième siècles, les particuliers qui ont un cachet spécial et l'apposent sur les actes

auxquels ils interviennent comme parties ou comme témoins. Des femmes mêmes de marchands en possèdent et en font usage dans les contrats, comme cette Valérie Maigne — *Manhana* — veuve d'Elie Maigne — *Manha* — qui prend le titre de bourgeoise de Limoges et scelle en 1287 de son propre sceau son testament, un des plus curieux de nos Archives départementales, et où nous avons puisé déjà de précieuses indications (1).

Toutefois, ce n'est pas seulement sur l'existence à Limoges d'une école de monnayeurs et sur l'usage commun, au moyen-âge, des sceaux dans toute la contrée que nous appuyons notre opinion. Plusieurs textes semblent la corroborer. Les *senheirs* qui figurent au XIII^e siècle dans la liste des trente-trois corps de métiers (2), s'ils ne sont pas des fondeurs de cloches, pourraient très bien être des graveurs de sceaux. M. Ph. de Bosredon, dans l'introduction au *Supplément* de son important ouvrage : *Sigillographie du Périgord*, cite un passage du Registre des comptes de la commune de Périgueux mentionnant la réfection, en 1331-1332, par « le maître de Limoges (3) » du sceau et du contre-sceau consulaires, ainsi que des marques destinées à indiquer les divisions de l'aune. Qu'il s'agisse d'un graveur de notre ville ou d'un artiste originaire de Limoges et établi à Périgueux, l'indication n'en est pas moins précieuse à recueillir et de nature à confirmer ce que nous avons avancé touchant la fabrication de matrices sigillaires par nos graveurs et nos orfèvres.

Il n'y a pas lieu d'insister sur ces considérations; mais il n'était peut-être pas superflu de les énoncer au commencement de ce nouveau recueil, malheureusement bien court, de documents et d'échantillons sigillographiques concernant le Limousin.

Grâce à l'obligeance de notre confrère et ami, M. Louis Bourdery, nous avons pu, au lieu des croquis informes qui accompagnaient notre mémoire sur les *Sceaux et armes de la ville de Limoges*, mettre en tête de ce supplément un très beau et très fidèle dessin représentant les sceaux et contre-sceaux du Château et de la Cité au temps de saint Louis : les premiers restitués d'après la réunion des divers fragments d'empreintes de cette époque conservés dans nos dépôts d'archives, les seconds abso-

(1) Arch. de la Haute-Vienne, liasse 8393 bis du classement provisoire.

(2) Ancien registre du Consulat, à l'Hôtel-de-Ville, fol. 86 verso.

(3) *Item baylem al maytre de Lemotges, qui refetz lo sayel e'l contra sayel et las mercas am que om mercava las aunas en cobdes, etc.* (Introduction, p. 15).

lument conformes aux reproductions qu'a bien voulu nous faire délivrer l'éminent directeur des Archives nationales. Nous devons tous nos remerciements et toutes nos félicitations au jeune maître émailleur qui nous a prêté l'aide de son aimable et souple talent pour faire revivre, avec leur caractère de puissante originalité, ces vieux symboles de nos communes bourgeoises.

CONSULAT ET COMMUNE DU CHATEAU DE LIMOGES. — Nous avons signalé et décrit le plus ancien exemplaire connu du sceau de l'Hôtel-de-Ville du Château, découvert par nous dans une liasse des Archives départementales et remontant au mois de janvier 1245 (1246 nouveau style). Les Archives de l'Hôpital de Limoges, qu'il nous a été permis d'étudier en 1883, grâce à l'obligeance de M. Giost, secrétaire-général de l'établissement et de notre confrère, M. Alfred Leroux, archiviste départemental, nous ont fourni plusieurs empreintes de ce sceau, appendues à des pièces du treizième siècle, presque toutes malheureusement en fort mauvais état. La plus ancienne date de 1229 et est apposée à un acte concernant l'acquisition d'une rente par la confrérie des *Pauvres à vêtir*. De la légende, on ne distingue plus que quelques lettres TRI LEMO..CENS.; mais le type du sceau et celui du contre-sceau sont absolument semblables à ceux du sceau et du contre-sceau de 1246. Un contrat du même dépôt, de 1254 (*Rentes unies : Rue Torte*), présente, avec une empreinte identique, la légende complète : SIGILLVM CONSVLATVS CASTRI LEMOVICENSIS, que n'offre aucun autre échantillon. Ce dernier exemplaire est le mieux conservé des sceaux du Consulat du Château que nous ayons jamais rencontrés et c'est lui qui a fourni à M. Bourdery les traits principaux de son dessin.

Le sceau du type de 1229, 1246, 1254 est en usage dès les premières années du treizième siècle. On trouve dans la collection Gaignières, à la Bibliothèque nationale (t. CLXXXVI, p. 339), la description d'un exemplaire du cachet du Consulat appendu à un acte daté de 1206. Sceau et contre-sceau sont entièrement conformes à ceux dont se servent les consuls vingt-trois ans plus tard. La date de l'empreinte fournie par Gaignières nous autorise à penser que le type de notre cachet municipal remonte au moins au douzième siècle.

Nous signalerons encore quelques fragments à peine reconnaissables du sceau du Château, appendus à des pièces de 1259 et de 1272 des fonds de Saint-Pierre-du-Queyroix et de Saint-Martial, aux Archives de la Haute-Vienne.

On remarquera qu'à aucun des anciens exemplaires de ce sceau, nous ne voyons figurer, comme support de l'écu, l'ange qu'on trouve au xviii^e siècle et pendant une partie du xviii^e, comme l'accessoire ordinaire des armoiries de notre Hôtel-de-Ville. Aucun document du moyen-âge, aucune description antérieure au règne d'Henri IV ne signalent ce support, qui n'a, pas plus que la devise : *Spes mea Deus*, rien d'authentique et de traditionnel. Notons toutefois que plusieurs sceaux du moyen-âge sont accompagnés d'un ange qui les soutient ou semble s'y appuyer : celui, par exemple, de Charles d'Orléans (1440) qu'on trouve aux Archives nationales dans le carton K, 66, n° 12.

En ce qui a trait aux armoiries de l'Hôtel-de-Ville, l'*Inventaire des Archives communales de Limoges*, dressé en 1882 par M. Antoine Thomas, fait mention de l'existence, à la maison commune, au milieu du xvi^e siècle, d'une copie authentique des lettres du Dauphin, depuis Charles VII, octroyant aux bourgeois le privilège d'ajouter le chef de France à leurs vieilles armoiries et d'orner d'un dauphin symbolique le manteau dont le buste de saint Martial, pièce principale de ces armoiries, était revêtu : « 39^e ung vidimus fait par Monsieur Verjus, conseiller du » Roy à Paris et président des Enquestes, des lettres patentes de » Mgr le Daulphin de France commençans : *Karolus*, par lesquelles, en l'an mil quatre cent vingt ung (nouv. style : 1422) » passant par Limoges, il donna et octroya à la ville et communauté de Limoges, que les armoiries de la ville aient *escu vermeil en teste de bleu, avec troys fleurs de lys d'or, et au milieu d'icelluy le chief Saint Marcial avec les lettres S. M. des deux costés, et un daulphin sur l'espaule dextre*. N° XIII » (GG, 208. Extrait d'un inventaire dressé vers 1550). Il nous sera permis de faire remarquer que ce texte confirme, de la façon la plus précise et la plus complète, tout ce que nous avons dit, dans notre mémoire de 1878, sur les armoiries de l'Hôtel-de-Ville de Limoges, leurs émaux et leur composition.

CONSULAT ET COMMUNE DE LA CITÉ DE LIMOGES. — Nos recherches aux Archives départementales de la Haute-Vienne et dans les dépôts de l'Hôtel-de-Ville et de l'Hôpital de Limoges ne nous ont fait découvrir aucun exemplaire du sceau de la Cité. Nous avons publié, en 1878, le seul qui fût alors connu, lequel est conservé aux Archives nationales, où M. Douët d'Arcq l'a catalogué sous le n° 5693 de son *Inventaire*. Il y a peu de temps, de nouvelles recherches nous ont fait mettre la main sur un autre exemplaire

du sceau de la Cité : celui-ci, antérieur de près d'un siècle au précédent, était jadis appendu à un acte daté du vendredi après la Purification 1227 (nouv. style 1228), et constatant la prestation, par les consuls et les prudhommes de la Cité, du serment de fidélité à Louis IX ; malheureusement il se trouve aujourd'hui détaché de cette pièce et gît au fond d'un carton du Trésor des Chartes (J, 627).

Le sceau de 1303 est l'exacte reproduction de celui de 1228. Peut-être même les deux empreintes ont-elles été produites à l'aide de la même matrice. Toutefois l'exemplaire de 1228 est assez flou et il y a plusieurs détails qu'il est impossible de distinguer, comme les ferrements de la porte, le trait qui accuse les colonnettes de la double fenêtre à plein cintre du donjon, et relève la courbe des cintres d'une sorte de cordon. On n'aperçoit même pas les petites baies géminées qui, soixante-quinze ans plus tard, se détachent nettement sur les deux tourelles.

La première mention que nous connaissons du sceau de la commune de la Cité nous a été fournie par un acte du Cartulaire de Saint-Etienne de Limoges, sous la date de 1203 (Bibliothèque nationale : Recueils de D. Col, mss. latin 9193, et Fonds Moreau : Collection de chartes, t. CV, fol. 22).

A propos du lion rampant dont la tête semble surmontée d'une couronne, et qui figure au contre-sceau de la Cité, il convient de rappeler que plusieurs communes de l'Aquitaine portaient un lion ou un léopard sur leur sceau ou sur leurs bannières. De ce nombre était la commune de Noblat-Saint-Léonard, près Limoges. On sait également que, d'après l'abbé Legros (1), une tête de lion aurait été, dans des temps reculés, l'emblème de la ville de Limoges. Il y a peut-être quelque rapport à établir entre le lion ou le léopard du contre-sceau de la Cité et nos lions de pierre, véritable énigme archéologique dont nul de nos savants limousins ne paraît encore avoir dit le mot (2).

PRIEURÉ DE SAINT JEAN L'ÉVANGÉLISTE D'AUREIL (chanoines réguliers). — Le sceau du prieuré est souvent mentionné dans les chartes de ce monastère ; mais nous n'en possédons aucun exemplaire. Le sceau de 1364 qu'on trouve aux Archives de la Haute-Vienne (D, 777) et qui représente, entre une étoile à six rais à

(1) *Essai historique*, p. 6.

(2) Voir les *Dissertations* de Nadaud et de Legros, l'article de M. Allou dans sa *Description des monuments de la Haute-Vienne*, etc., etc.

gauche et une fleur de lis très allongée, à droite, un saint debout, nimbé et drapé dans une robe étroite et un manteau, tenant de la main droite une palme, de la gauche un livre qu'il serre contre sa poitrine, appartient vraisemblablement à un prieur et non au monastère (sceau en *vesica piscis*, de 41 mill., entouré d'un cordon très mince, fragments de légende : RIS DE AURELI..... contre-sceau rond présentant un écu échiqueté, mais dont le chef pourrait être différent du reste, et les lettres S. P. MARCH. POR').

ABBAYE ET COUVENT DE BEUIL. — Nous devons à l'obligeance de M. Astaix, ancien directeur de l'Ecole de médecine de Limoges, communication de l'empreinte d'un sceau de ce monastère, dont il possède la matrice : — Sceau rond, de 35 millimètres de diamètre, représentant la Vierge, debout, couronnée, portant l'Enfant Jésus, et tenant de la main droite une branche qui paraît terminée par trois fleurs. A droite et à gauche, une fleur de lis : ces deux fleurs non symétriquement disposées, celle de droite étant placée plus haut, et de plus grandes dimensions que celle de gauche. Légende : † S. CVET. ABBIE. SCE. ME. DE. BVLIO (XIII^e ou XIV^e siècles).

COUVENT DES CORDELIERS DE BRIVE. — Le sceau de ce couvent représente saint Antoine de Padoue, revêtu du costume de l'ordre de saint François, avec la légende : SIGILLVM CONVENTVS FRVM MINORVM BRIVE. (*Société scientifique et archéologique de Brive*, séance du 5 octobre 1880.)

VILLE DU DORAT, CHAPITRE DU DORAT. — Un de nos bienveillants correspondants, M. l'abbé Lecler, nous fait connaître que la cloche portant l'écusson décrit par nous d'après lui subsiste encore, et sert de timbre à l'horloge de la grande église.

VILLE D'EYMOUTIERS. — Sceau représentant un écu supporté par une sorte de cul de lampe. En chef, trois fleurs de lis; dans le champ, un buste de saint avec un manteau, cantonné des lettres S. et E. Au-dessus de l'écu, une couronne de comte avec un lambrequin ou une guirlande retombant à droite et à gauche. Légende : MUNICIPALITÉ DE LA VILLE D'EYMOUTIERS (communiqué par M. l'abbé A. Lecler). — Bien que ce sceau soit apposé à une pièce datée du 16 septembre 1792 et appartenant, par conséquent, à l'époque révolutionnaire, son type le rattache à la période antérieure. Peut-être faut-il voir là les véritables et anciennes armoiries de la commune d'Eymoutiers, que l'Ar-

morial général de d'Hozier dote d'un écusson banal : *de sinople à deux bandes d'or*. Il y a lieu de faire remarquer, dans tous les cas, que ces armoiries diffèrent complètement de celles du Chapitre. On peut se demander si la ville d'Eymoutiers ne s'est pas inspirée, dans la composition de son sceau, de celui de la commune du Château de Limoges; nous sommes porté à le croire et nous ne voyons pas d'autre explication à donner de l'existence du chef de France sur les armoiries que son corps de ville s'est vraisemblablement octroyées à lui-même.

BAILLIAGE ROYAL DE LARON. — Le bailliage royal de Laron, Leront ou Loron, dont nous croyons avoir été le premier à signaler l'existence et auquel nous avons consacré une notice sommaire dans le *Livre de raison d'Etienne Benoit* (Limoges, V^e Ducourtieux, 1882, p. 64 à 68), où il en est fait mention, a laissé dans nos archives plusieurs sceaux en médiocre état de conservation. Aux liasses non inventoriées du fonds de l'abbaye de Solignac (Archives départementales), on en trouve un, appendu à des lettres de 1307, et dont voici la description : Sceau rond, de 53 ou 54 mill., avec un écu de 27 mill. de hauteur chargé de dix fleurs de lis : 4,3,2,1. La légende est illisible. Au contre-sceau, une grande fleur de lis cantonnée de deux petites qu'elle semble projeter à droite et à gauche. Une autre liasse des archives (n^o 4167 du classement provisoire) garde un fragment du même sceau à un acte de 1304. A l'Hôpital de Limoges, même empreinte sur des lettres de février 1315-16 et sur un acte du jeudi après l'octave de Pâques 1316. Les Archives de la Haute-Vienne fournissent quelques fragments du même sceau, de 1292 et 1297; sur aucun de ces exemplaires on ne peut lire une seule lettre de la légende.

ÉGLISE CATHÉDRALE DE LIMOGES, LE SIÈGE ÉPISCOPAL VACANT. — Sceau ogival de 44 millimètres, sur papier, plaqué sur des lettres délivrées le 12 février 1627, pendant la vacance du siège épiscopal, par le Doyen, le Chantre, le Chapitre et les grands vicaires de l'église cathédrale de Limoges. Dans la partie supérieure du champ, un personnage nimbé à mi-corps, saint Etienne sans doute, revêtu d'une sorte de robe assez ample, à manches, qui pourrait être l'ancienne dalmatique des diacres. Il tient de la main droite un livre, de la gauche un objet de peu de volume et qu'il est impossible de distinguer, peut-être une pierre de la lapidation. Au-dessous, occupant toute la partie inférieure du champ et formant une sorte de cul-de-lampe, l'écusson du chapitre cathé-

dral, à cinq fleurs de lis : 3 et 2. Légende : † s. ECCLESIE † LEMOVICENCI. SEDE VA. Nous devons la communication de ce sceau (qui appartient à la collection de M. le baron de Costa, de Beaulieu), à M. Philippe de Bosredon, le savant auteur des belles publications sigillographiques sur le Périgord et le Bas-Limousin.

CHAPITRE DE SAINT-ETIENNE DE LIMOGES. — Des lettres du 16 des calendes d'août 1273 (Arch. Haute-Vienne, liasses diverses non inventoriées), données par l'Official, le Doyen et le Chapitre de Limoges, pendant la vacance du siège épiscopal, présentent, à côté d'un sceau de l'officialité dont nous parlerons plus loin, un contre-sceau qui paraît être celui du chapitre. On ne distingue pas l'objet gravé dans le champ; mais on lit assez nettement autour : † s. c. s. STPH. (*Sigillum Capituli Sancti Stephani*).

OFFICIALITÉ DE LIMOGES. — Au bas des mêmes lettres figure un sceau ogival de l'officialité, qui doit être du même type que celui de 1274 dont nous avons signalé les fragments : sceau ogival de 39 millimètres, un moine à genoux, la tête nimbée, un ange planant au-dessus de lui; en haut à droite, quelque chose que nous avons pris pour un nuage et qui pourrait être « le dextrochère bénissant » du sceau de 1272, décrit par M. Raymond, n° 987 de l'Inventaire de la *Collection de Sceaux des archives des Basses-Pyrénées*. Légende : † SIGILLVM GVRIE LEMOVICENSIS. Cette légende est séparée du sujet par un grênetis.

JURIDICTION DE L'ABBAYE DE SAINT-MARTIN-LÈS-LIMOGES. — La liasse 1172 des Archives départementales nous a fourni un exemplaire très net du sceau que nous avons décrit d'après M. Maurice Ardant. La description de ce dernier est exacte; nous lisons toutefois distinctement en légende : SIGILL. JURISDIS. (*sic*) ABBATIE S. MARTINI LEMOVI. CONGRE. B. MARIE FULLI. ORD. CISTER. au lieu de : S. MARTINI LEMOVICENSIS ET B. MARIE, etc.

CUSTODIE DES FRÈRES MINEURS, A LIMOGES. — Nous avons déjà signalé le sceau ovale de la Custodie des Cordeliers (xvi^e siècle) dont le musée de Limoges possède la matrice et que M. Ardant attribuait à la milice bourgeoise. Dès le xiii^e siècle, le custode des Franciscains de Limoges avait un sceau spécial affecté à son office, et plusieurs documents de cette époque, entre autres des lettres du mois de mars 1297 ou 1298, conservées aux Archives de la Haute-Vienne (fonds divers, liasses non inventoriées) l'attestent expressément : *Nos, Custos Lemovicensis.... sigillum mei officii*, etc. Toutefois, il nous a été impossible de retrouver de ce sceau autre chose que des fragments insignifiants.

COLLÈGE DES JÉSUITES DE LIMOGES. — Sceau rond de 32 mil-

limètres offrant le monogramme de Jésus-Christ (IHS), surmonté d'une croix dans un cercle rayonnant, avec la légende : † REC-TORIS COLLEGI... JESU. Cordon en bordure. Cet exemplaire, apposé à une pièce de 1624 conservée aux Archives de la Haute-Vienne (D. 945), ne diffère pas sensiblement de celui signalé par M. Ardant et dont avons donné la description.

COMMUNAUTÉ DES PRÊTRES DE SAINT-PIERRE, A LIMOGES. — Plusieurs documents du fonds de cette communauté, aux Archives départementales, mentionnent aux xv^e et xvi^e siècles un sceau à son usage. Nous n'en avons trouvé aucun exemplaire.

COMMUNAUTÉ DES PRÊTRES DE SAINT-MICHEL-DES-LIONS, A LIMOGES. — Elle possédait également un sceau dont il est parlé dès 1372 : ... *Et de leur autorité scelloyent des lettres de leurs seaulx et sans licence de Mgr de Lymoges, dont ilz abuzoyent*, etc. (Lettre de l'évêque Aymeric Chapt. Reg. *Ac singularem*, fol. 51, fds de l'Evêché, aux Archives de la Haute-Vienne.)

CONFRÉRIE DE NOTRE-DAME DU PUY, A LIMOGES. — Sceau d'environ 34 mill. de hauteur, presque tombé en poussière, renfermé dans une gaine ronde, mais affectant lui-même une forme oblongue, comme l'encadrement du sujet, qui paraît être une Vierge tenant l'Enfant-Jésus sur ses bras. De la légende, on ne lit plus que les mots ONFRATRI... B. Nous avons trouvé cette empreinte, la plus ancienne que nous connaissions du sceau d'une confrérie limousine, appendue à des lettres du carême de 1332-33, données par les bailes de la confrérie. Mention de ce sceau est faite à l'acte : *Sigillum nostrum et confratrie nostre pro nobis et successoribus nostris duximus apponendum*. (Hôpital de Limoges : rente des confréries.)

CONFRÉRIE DE SAINT-MARTIAL, A LIMOGES. — Nous ne connaissons pas de sceau de cette association ; mais elle en possédait un, en vertu des lettres d'érection de 1356 : *Sigillo etiam communi uti valeant, impressionibus et caracteribus insignito, ad arbitrium supplicantium*. (Armoires de Baluze, arm. I, t. XVI, fol. 342.)

BAILLIAGE DE LIMOGES. — Plusieurs liasses des Archives de la Haute-Vienne et de l'Hôpital nous ont fourni des exemplaires assez bien conservés du sceau de ce bailliage. L'un des spécimens de l'Hôpital est de 1358 : sceau rond, de 51 mill. Ecu semé de fleurs de lis. Légende : SIG. AUTENTICV. DNI REGIS FRACIE IN BAL-LIVIA LEMOVICENSI. Sur d'autres exemplaires, de 1383, 1387, 1388, 1390, à peu près semblables, peut-être d'un diamètre un peu moindre, on lit : S. AUTHENTICVM REGIS FRANCIE IN BAILIVIA LEMOVICENCI (*sic*). L'écu se trouve entre deux rameaux ou rinceaux. Les contre-sceaux de 1387 et 1388 offrent une grande fleur de lis

cantonnée de quatre plus petites : celles du haut penchées sur le côté.

SIÈGE SÉNÉCHAL DE LIMOGES. — Sceau rond de 28 millimètres, apposé à une pièce de 1694. Deux petits écus aux armoiries, le premier de France, le second de Navarre ; au-dessus, une large couronne fermée, ornée de fleurs de lis et de fleurons. Au bas, une couronne traversée par un sceptre ou une main de justice. Légende : **LIMO-GES.** (Arch. Haute-Vienne, D, 1087.)

GÉNÉRALITÉ DE LIMOGES. — Timbres des papiers marqués. Nous avons trouvé, sur des pièces de 1678 qui nous ont été communiquées par M. Brifaut, la vignette que nous avons décrite sous la date de 1705. En 1723 et 1729 : une fleur de lis ; au-dessus, une couronne ouverte ; de chaque côté, des banderolles terminées par des têtes d'oiseaux et mentionnant le prix de la feuille. Au bas, une sorte de lambrequin et au-dessous une banderolle avec rinceaux portant le mot **LIMOGE.**

COUR DU PARIAGE DE LA CITÉ DE LIMOGES ET DE SAINT-LÉONARD. — Nous avons pu étudier, depuis 1878, plusieurs nouveaux exemplaires du sceau de cette juridiction. Deux ou trois, de la seconde moitié du ^{xiv}^e siècle, ont gardé des fragments de légende. On lit notamment sur une empreinte du type français, de février 1372, (nouv. st. 1373) : ... **ARIATGH CIVITATI...** (Archives Haute-Vienne, fonds de l'abbaye de Saint-Martin, liasses diverses.) Comme nous l'indiquions dans l'article consacré à cette juridiction, le sceau du pariage a environ 38 millimètres de diamètre.

SCEAU AUX CONTRATS DE LA JURIDICTION CONSULAIRE DU CHATEAU DE LIMOGES. — Il existe aux Archives de l'Hôpital de Limoges un certain nombre d'empreintes de ce sceau aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles. Les exemplaires les mieux conservés sont de juin 1380, 1392, 1396, 1398-99, 1404-5, 1458 : Sceau rond, de deux grandeurs : 54 et 58 millimètres, présentant, à l'intérieur d'un double cercle à cordon perlé, un troisième cercle dans lequel est inscrit un encadrement lobé ; au milieu se détache le buste de saint Martial. Le dessin du buste est conforme au type traditionnel gravé sur le sceau du Consulat de 1229, 1246, 1254 : les cheveux, bouclés, sont séparés au milieu de la tête ; la barbe est entière et se termine, sous le menton, par deux boucles opposées, accusées fortement. L'expression du visage est grave ; le détail des vêtements semble moins net qu'aux sceaux du Consulat du treizième siècle. L'exemplaire de 1404-5 porte la légende tout entière : † **SIGILLVM CONSVLVM CASTRI LEMOVICENSIS AD CONTRACTVS.** Ces caractères et les lettres **S. M.** (cette seconde lettre est surmontée d'un signe en forme d'oméga) paraissent accuser les formes du quatorzième siècle. — Le contre-sceau de

1392 représente, comme celui du Consulat au xiii^e siècle, l'agneau avec l'étendard et la haste en croix. Légende : CONTRASIGILLVM.

Le sceau aux contrats des consuls paraît avoir été refait vers 1400, avec un diamètre de 3 ou 4 millimètres de moins, et le contre-sceau complètement modifié ; car nous trouvons, au contre-sceau de 1458, le buste de saint Martial, de petites dimensions, avec les lettres S. M. à droite et à gauche, et la légende : CONTRASIGILLVM CONS. ou peut-être CONSVLVM. Encadrement lobé.

SCEAU DE LA COUR DES CONSULS DU CHATEAU DE LIMOGES. — Nous avons signalé des fragments du sceau de la justice des Consuls à un acte de 1367 et constaté que ce type ne paraissait pas différer sensiblement de celui du Consulat lui-même. Toutefois l'état de cet unique exemplaire ne nous avait pas permis de dire si, dès le xv^e siècle, la commune du Château faisait usage de sceaux différents pour la justice et pour l'administration et les contrats. Nous pouvons l'affirmer aujourd'hui, ayant découvert plusieurs échantillons du sceau *ad causas* du Consulat. Les Archives de l'Hôpital nous en ont fourni deux, qualifiés l'un et l'autre, aux documents auxquels ils sont appendus, de *sigillum ad causas curie dominorum Consulum*. Sceau rond, de 18 millimètres, représentant le buste barbu et nimbé de saint Martial, cantonné des lettres S et M. De la légende, on lit sur la plus ancienne empreinte, qui est de 1389 : † SVM? CONSVLVM....; sur la plus récente, du samedi après *Oculi mei* 1400-1401 : † s. c... LEM... Un acte du 11 août 1423, appartenant à la liasse 5807 des Archives de la Haute-Vienne (classement provisoire) conserve une empreinte du même sceau.

SCEAUX OU MARQUES DE FABRIQUE DES DIVERS CORPS DE MÉTIERS DE LA VILLE DE LIMOGES. — Les statuts des *Pintiers* du Château de Limoges (*la ordonnansa de la Pintaria*), qui remontent à 1394, disposent que le baile poinçonnera les ouvrages de pinterie faits dans le Château de Limoges, avec un cachet qui servira pour la fabrication de cette ville, et qui représentera un château avec trois tours : « *Ordanen que y aya un senhal comun de la vila, aus laquella y am uns chasteu contrefach de tres tors, que tenha lo bayle loqual aya a marcar la dicha obra, quant l'aura jutjada per bona.* » (LEYMARIE, *Limousin historique*, t. II, p. 50.) — Il y a lieu de faire remarquer l'analogie qui existe entre cette marque et le sceau de la Cité de Limoges. — Les statuts des *Argentiers*, dont nous avons un texte de 1395, mentionnent souvent la marque que devaient porter tous les ouvrages d'orfèvrerie fabriqués dans la ville, mais n'en donnent pas la description. Tout ce que nous savons, c'est que le poinçon était déposé entre les mains des consuls.

COLLÈGE DE MAGNAC-LAVAL. — Nous devons à l'obligeance de notre confrère, M. Brifaut, employé à la gare du chemin de fer à Tours, l'empreinte du sceau du collège de Magnac-Laval au siècle dernier : Sceau ovale de 53 millimètres sur 46. Monogramme de la Sainte-Vierge, composé des lettres MA entrelacées au milieu d'une sorte d'encadrement allongé, formé par deux rameaux ou rinceaux reposant sur deux livres et supportant eux-mêmes une console à coins chargés d'enjolivures, sur laquelle sont placés divers instruments de mathématiques et marche un oiseau destiné peut-être à rappeler les alérions de l'écu des Montmorency; de chaque côté des livres, divers objets de mathématiques ou de mécanique, compas, roues, etc. Légende : COLLEGIUM LAVALLIENSE.

VILLE DE MAGNAC-LAVAL. — La devise du blason des Montmorency est *Ἀπλανος* ou *Ἀπλανως*, et non *Ἀπλαθως*, comme une faute d'impression nous l'a fait dire dans notre catalogue de 1878.

CONSULAT DE MASLÉON. — On ne connaît malheureusement pas les circonstances exactes dans lesquelles a été créée, en 1289, cette petite commune; la seule, croyons-nous, de tout le Limousin à laquelle des actes authentiques donnent la qualification de ville franche. M. Leroux, archiviste de la Haute-Vienne, a signalé la mention d'un sceau de ses consuls dans un acte de 1292 (*Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin*, t. XXXI, p. 392, séance d'octobre 1882). Nous avons dit ailleurs qu'on trouve plus tard les consuls de la « ville franche » de Masléon constitués gardes du sceau royal établi au bailliage de Laront.

PRÉVÔTÉ LAIQUE DE PIERREBUFFIÈRE. — Au XIII^e siècle, il existait, à Pierrebuffière, une prévôté laïque inféodée à une des familles de chevaliers qui possédaient alors des droits sur cette ville : celle des Jaunhac. Cette prévôté avait son sceau spécial et il est parlé, dans une charte donnée en 1255 par Pierre de Jaunhac dit *le Roux*, chevalier, prévôt, tant pour lui que pour Pierre de Jaunhac dit *Les Flammes* et Gérard de Jaunhac, chevaliers, et pour Gui et Hugues, damoiseaux, — du sceau commun dont ces co-posseurs faisaient usage : *Sigillo quo ego et dicti porcionarii in talibus communiter utimur* (Arch. de la Haute-Vienne, D, 1086).

SCEAU AUX CONTRATS DE LA SEIGNEURIE DE PIERREBUFFIÈRE. — Sceau rond, de 45 millimètres, un écu chargé d'un lion rampant, à la queue en panache; fleurons autour de l'écu. Légende effacée.

Contre-sceau : un château à deux tours (?) dans un encadrement quadrilobé. Appendu à un acte de 1344. (Archives Haute-Vienne, D, 1087.)

CHAPITRE DE SAINT-GERMAIN-LES-BELLES. — M. Auguste Bosvieux, dans les notes recueillies par lui au dépôt départemental des Basses-Pyrénées et léguées aux Archives de la Haute-Vienne, où elles ont été constituées en fonds spécial, mentionne un sceau de ce Chapitre sur un acte de 1455 compris à l'article E, 850 de l'*Inventaire*. Il représente l'écu des Roger, famille du fondateur de ce Chapitre : *de.... à une bande de... accompagnée de six roses de..., trois en chef et trois en bande*. De la légende on ne peut lire que MANO.)

COUR DU PARIAGE DE SAINT-LÉONARD. — Voir ci-dessus PARIAGE DE LA CITÉ DE LIMOGES.

CHAPITRE DE SAINT-LÉONARD. — Un in-folio précieux, conservé à Saint-Léonard : *Officium Sⁿⁱ Leonardi ad usum ecclesiæ regalis et collegiatæ Sⁿⁱ Leonardi de Nobiliaco*, représente, dans un encadrement circulaire placé entre deux rameaux dont les tiges se rejoignent au-dessous de l'écu et sont rattachées par un ruban, l'écusson de l'église collégiale de Saint-Léonard, tel à peu près qu'il figure au sceau de 1778 déjà signalé par nous. Une crosse, dont la hampe divise l'écusson en deux, couronne seule ces armoiries qui offrent d'un côté les armes de France, de l'autre les ceps. Ce dessin porte la date de 1755. — M. Ardant a signalé (t. XIV du *Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin*, p. 17) « un très beau sceau du Chapitre de Saint-Léonard, représentant » cet anachorète avec les menottes dans sa main droite et son » livre de prières pressé sur son cœur. Il est dans une niche » gothique, au-dessous de laquelle se voit un écusson aux armes » des Dalesme. »

Cette dernière indication nous ferait croire que M. Ardant a attribué au Chapitre le sceau d'un de ses membres.

VILLE DE SAINT-LÉONARD. — Nous avons dit que, d'après les indications de l'Armorial général, cette ville portait : *d'azur à un lion passant d'or en chef et deux arcs de même, cordés d'argent et passés en sautoir, en pointe*. Bien que le sceau du Consulat représente, dès 1303 (Catal. Douët D'Arcq n° 5695) un sujet n'ayant aucun rapport avec celui-là, il est certain que le lion est le plus ancien emblème connu de la commune bourgeoise de Saint-Léonard et peut être considéré comme la pièce capitale et caractéristique de ses armoiries traditionnelles. Henri III, roi d'An-

gleterre, aurait lui-même donné aux consuls de Noblat un étendard avec ce signe (1); des documents émanant des contemporains et postérieurs d'un quart de siècle seulement à l'octroi de la charte de confirmation de ce prince, mentionnent les lions ou les léopards qui figurent sur les bannières de la commune (2).

CHAPITRE DE SAINT-YRIEIX. — Ecu : *parti, au premier d'azur chargé d'une fleur de lis et d'une demi-fleur de lis d'or, au deuxième d'azur (sic) à la crosse d'argent (sic)*. L'écu est entouré du collier de l'ordre de Saint-Michel et surmonté, au premier parti, de la couronne royale, au second d'une mitre. M. Auguste Bosvieux a vu des exemplaires de ce sceau, qui figure du reste sur des pièces imprimées existant dans sa bibliothèque et a été reproduit sur des reliures des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles. Ses indications sont évidemment fautives. Du reste, il semble qu'il s'agisse ici d'un sceau du pariage et non d'un sceau du chapitre.

PARIAGE ROYAL DE SAINT-YRIEIX. — M. Ph. de Bosredon a bien voulu nous signaler l'existence, dans la collection de son collègue, M. A. de Froidefond de Boutazac, vice-président de la Société archéologique et historique de Périgueux, de plusieurs exemplaires du sceau du pariage de Saint-Yrieix, dont nous n'avions pu découvrir un seul dans nos dépôts d'Archives limousins. Avec la plus gracieuse obligeance, M. de Froidefond nous a communiqué un de ces sceaux, appendu à un acte du mois de mars 1374 (probablement 1375 nouveau style). En voici la description :

Sceau rond, en cire verte, d'environ 42 mill. de diamètre. Un personnage debout, vêtu d'une robe assez ample, drapée, tenant de la main gauche un livre et de la main droite une crosse (?), occupe toute la première partie du champ. La tête est peu distincte; elle semble nimbée, toutefois cette apparence est peut-être due à l'écrasement de la cire. Sur la seconde moitié du champ, on voit un écu, chargé de six fleurs de lis — 3, 2, 1, — qui occupe seulement le bas et laisse vide toute la partie supérieure de ce côté. La légende manque presque tout entière; quelques lettres

(1) *Ipse vidit privilegium Henrici quondam regis Anglorum... in quo continebatur quod dominus Rex eisdem contulerat communitatem... et dederat eis vexillum in quo est signum leonis*. Déposition de Léonard Goudelli, clerc. — (Arch. Haute-Vienne, fonds de l'Evêché, liasse 2440.)

(2) *Et dicit quod dicti homines habent duas banerias in quibus arma Regis Anglie sunt depicte, scilicet leopardi*. (*Ibid.* Déposition de Pierre d'Arfeuille.)

du milieu de l'inscription ... DEC (?)... — *decani* — peuvent seules se lire. Le contre-sceau présente à gauche une fleur de lis et à droite une crosse. Légende : S... EDII — S. S^u *Aredii* (?). On peut constater que cette empreinte se rapporte assez exactement aux indications données par l'article concernant le sceau commun, au traité conclu en 1307 entre le roi Philippe-le-Bel et le Chapitre.

Un autre sceau du pariage de Saint-Yrieix, qui appartient également à la collection de M. de Froidefond et dont notre bienveillant confrère nous a communiqué un dessin fort net, mais dont nous ignorons la date, diffère notablement de celui que nous venons de décrire. L'écu de France est placé à la gauche et non plus à la droite du spectateur, et occupe par conséquent ici la première partie du sceau. Il présente un semis de fleurs de lis (4, 3, 2, 1), et se trouve placé, non dans le bas du champ, mais dans la partie médiane : le chef correspondant à la hauteur des épaules du personnage et la pointe à celle de ses genoux. Cet écu semble accroché à un arbre ; tout au moins voit-on deux branches, issues de la même souche, se croiser au-dessous de l'écu, et quelques rameaux ou lambrequins s'élever comme des panaches au-dessus de celui-ci. Le personnage qui représente la juridiction et les droits du chapitre, et qui occupe le côté droit du champ, est debout et coiffé de la mitre ; sa main gauche s'appuie sur une crosse. Sa main droite bénit. Un double cordon sépare le champ de la légende, dont la seconde partie manque tout entière ; de la première, on distingue seulement cinq ou six lettres appartenant, selon toute probabilité, aux mots *Curie Pariatgii*. Le contre-sceau n'offre pas d'écu ; le champ porte : à gauche, trois fleurs de lis ; à droite, trois crosses, avec la légende *contra sigillum*. Le sceau, rond, a environ 40 mill. de diamètre ; le contre-sceau, 20.

· ABBAYE DE SOLIGNAC. — Beau sceau rond, de 54 millimètres, malheureusement un peu dégradé. Il représente, dans un double cercle perlé, un personnage couronné, le col découvert, revêtu d'une sorte de robe à larges manches qui descend presque jusqu'aux pieds, tenant de la main gauche un sceptre terminé par un fleuron, peut-être par une fleur de lis, et assis sur un siège dont la forme rappelle le fameux « fauteuil de Dagobert ». Les pieds de ce siège finissent en griffes et les bras représentent des têtes d'animaux. A gauche du spectateur, et agenouillé devant le roi, se tient un personnage de très petite taille, couvert d'une robe et les mains jointes. On ne distingue pas bien la tête, qui paraît nimbée. Ce sceau, qui représente probablement Dagobert

concédaient à saint Éloi les domaines où l'évêque de Noyon fondera le monastère de Solignac, n'est pas d'un type antérieur au treizième siècle ; mais il pourrait avoir été inspiré par les données d'un sceau plus ancien. Notre exemplaire est appendu à un acte de 1260. Légende : † S : CONVENTVS SA.....? DE SOL..... (*sancti Petri de Sollempniaco*) ; on lit au contre-sceau le mot SECRETVM. (Archives de la Haute-Vienne, fonds de Solignac, liasse 6037.)

Autre, entre 1772 et 1789 : ovale, 43 millimètres sur 35. Deux clefs en sautoir, le panneton en bas et tourné vers l'extérieur, accompagnées d'une épée en pal, la pointe en bas. Légende : ONRI SS PET..... Nous devons la description de ce très singulier type à l'obligeance de M. Ph. de Bosredon, qui l'a trouvé sur des lettres de nomination d'un greffier de la prévôté de Brivezac communiquées par M. l'abbé Chièze, ancien curé d'Obazine.

La liasse 4595 des Archives de la Haute-Vienne (fonds de Solignac) renferme une pièce du mois de mars 1304 à laquelle est appendu un sceau ogival de 60 millimètres environ, représentant un personnage debout, couvert d'une robe et d'un manteau, portant de la main droite un long bâton ou une crosse. La main gauche, repliée devant lui, paraît tenir un objet qu'on ne distingue pas : peut-être un calice ou un livre. La tête est complètement effacée. A droite et à gauche, à la hauteur des coudes de ce personnage, une fleur de lis, au-dessous de laquelle est un signe ou un petit fleuron ; on pourrait presque reconnaître une S dans le premier. De la légende, il ne subsiste que quelques lettres. On croit lire à droite, en bas : ABBAT. Un double cordon sépare le sujet de cette légende. Le contre-sceau présente une crosse entre deux fleurons — peut-être deux fleurs de lis — dans un encadrement quadrilobé, aussi orné de fleurons. Légende : CONTRASIGILLVM. Un fragment du même sceau, appendu à des lettres de 1312, existe dans la liasse n° 4593 du même fonds. — Ce cachet pourrait avoir été celui de l'abbé Archambaud III (*al.* IV) et non celui du monastère.

Les clefs de saint Pierre, qu'on voit dessinées ou peintes sur plusieurs manuscrits provenant de l'abbaye de Solignac et en divers endroits de l'église et des bâtiments de l'ancien monastère, sont en général accostées de deux fleurs de lis, qui rappellent celles que nous venons de signaler à droite et à gauche du sujet principal d'un sceau.

VILLE DE LA SOUTERRAINE. — La mairie de cette ville fait actuellement usage d'un cachet où sont gravées les armoiries enregis-

trées en vertu de l'édit de 1696; seulement les fascés sont figurées d'*argent* et non d'*or*.

VILLE DE TULLE. — Nous avons eu occasion de confirmer, par plusieurs lettres auxquelles la *Société des Lettres, Sciences et Arts* de Tulle a bien voulu accorder la plus gracieuse hospitalité. (*Bulletin de la Société*, 1^{re} et 2^e livraisons de l'année 1881), l'opinion que nous avons émise en 1878 touchant le chef fleurdelisé ajouté depuis un petit nombre d'années seulement aux vieilles armoiries de la ville de Tulle. La tradition voulait qu'il remontât au xiv^e siècle. Or l'établissement d'officiers municipaux à Tulle ne paraît pas être antérieur à 1566. La population du futur chef-lieu de la Corrèze ne possédait, semble-t-il, avant cette époque, ni consuls, ni maison de ville, ni sceau par conséquent. Les lettres qu'on invoquait et par lesquelles Charles V aurait octroyé à l'écusson des bourgeois le chef fleurdelisé que la ville de Tulle s'est adjugé depuis un petit nombre d'années, ne disent mot de cette concession : elles sont accordées à l'évêque, au clergé et aux habitants, et il semble en ressortir que Tulle n'avait effectivement pas d'organisation municipale dans la seconde moitié du quatorzième siècle.

Une obligeante communication de M. Clément Simon est venue confirmer notre manière de voir. Le savant auteur de la *Vicomté de Limoges* a bien voulu nous signaler l'existence, dans une collection particulière, d'une pièce émanant de l'administration municipale de Tulle, datée du 25 juillet 1790, et portant non-seulement le sceau, sur cire rouge, de l'Hôtel-de-Ville, mais encore une vignette où la gravure a reproduit le même écusson : ni le sceau ni l'écusson n'offrent trace de fleurs de lis. Si on veut bien se reporter à la date du 25 juillet 1790 et à la situation politique du moment, on jugera comme nous absolument inadmissible que la municipalité de Tulle, si elle eût porté dans ses armoiries un chef fleurdelisé, l'eût enlevé dès cette époque.

L'opinion que nous avons soutenue se trouve consacrée par un témoignage absolument décisif. M. le chanoine Talin, de Tulle, a communiqué à notre confrère, M. René Fage, plusieurs documents du siècle dernier, revêtus du sceau municipal. Aucun des exemplaires de ce sceau ne porte les fleurs de lis; or un de ces exemplaires est apposé à une pièce du 16 janvier 1781. Ce sceau légèrement oblong, 19 millimètres sur 17, porte le mot TULLE au milieu du champ et en occupant toute la largeur, accompagné de trois rocs : deux en chef au-dessus de l'inscription et un en pointe, au-dessous. Le type paraît appartenir au xviii^e siècle.

La question nous semble donc suffisamment éclaircie, et la constatation que nous venons de signaler excuse et justifie l'insistance que nous avons mise à soutenir notre thèse. En présence du témoignage nouveau que nous fournissons, il incomberait à nos contradicteurs d'établir que, par un acte officiel, la ville de Tulle a été autorisée, depuis la Restauration, à ajouter à ses armes le chef fleurdelisé. A défaut de cette preuve, il demeurera acquis que cette addition n'est pas justifiée et que la composition actuelle des armoiries municipales n'est ni traditionnelle ni authentique.

SIÈGE PRÉSIDENTIAL DE TULLE. — Deux ou trois pièces de la fin du ^{xvii}^e siècle, présentent un sceau assez curieux, désigné au document auquel il est apposé, comme étant le sceau du siège présidentiel, et offrant l'écu de France couronné avec cette légende **AYDES DE TVLLE** (fonds de la chambre ecclésiastique de Limoges et de l'abbaye de la Règle, aux Archives de la Haute-Vienne).

ADDITIONS.

GÉNÉRALITÉ DE LIMOGES. — Sceau rond, de 30 millimètres. Ecu aux armes de France, surmonté d'une couronne fermée. Lég. : **GÉN. DE LIMOGES.** ^{xviii}^e siècle. Nous possédons la matrice de ce beau cachet, que nous devons à la gracieuse bienveillance de M. Du Boucheron, manufacturier à Limoges-Montjauby.

OFFICIALITÉ DIOCÉSAIN DE LIMOGES. — M. Champeval a bien voulu nous signaler un type que nous ne connaissions pas encore : Sceau oblong de 36 millimètres sur 30; une crosse en pal, entre deux palmes dont les tiges se rejoignent et se croisent. Légende : † **OFFICIALIS LEMOVICENSIS.** Plaqué sur une pièce de 1781. (Arch. Haute-Vienne, D 1182).

JÉSUITES DU COLLÈGE DE LIMOGES. — Sceau de 1686, conforme à celui décrit au t. II, p. 40 du *Recueil de la Société de Sphragistique*. Toutefois la légende diffère; on lit très nettement : † **RECTOR COLL. LEMOVICEN. SOC. IESV.** (Arch. Haute-Vienne, D 967 : signalé par M. Champeval).

VILLE DE SAINT-LÉONARD. — M. Fray Fournier, chef de bureau à la Préfecture de la Haute-Vienne, veut bien nous communi-

quer un intéressant exemplaire du sceau de l'Hôtel-de-Ville de Saint-Léonard, détaché malheureusement de la pièce sur laquelle il avait été apposé. C'est un sceau rond, de 25 millimètres, présentant l'écu aux armes de France, surmonté d'une couronne fermée. Dans la partie supérieure du champ, de chaque côté de la couronne : ED-IT 16-96. Autour : SCÉL D. L'HOTEL D. VILLE D. S. LEONARD.

Louis GUIBERT.

LES ERMITES

DU LIMOUSIN

CHAPITRE PREMIER

DIVERSES SORTES D'ERMITES.

Dans cet aperçu sur l'histoire des ermites et des reclus, principalement en Limousin, nous n'avons pas l'intention de comprendre les ermites qui ont mené la vie cénobitique, tels que, par exemple, les ermites de Saint-Augustin ou de Saint-Jérôme, mais seulement les ermites et les reclus qui ont vécu isolément et mené la vie solitaire. Nous pouvons distinguer, suivant les époques, trois sortes d'ermites ou de reclus :

1° Les ermites tout à fait séparés du monde, comme les anachorètes des premiers siècles ;

2° Les ermites rapprochés du monde, séjournant près des villes ou des bourgades, recevant de leur prochain des secours temporels, et lui donnant quelques secours spirituels ;

3° Les ermites que nous appellerons « municipaux », parce qu'ils étaient entretenus aux frais des communes, nommés et installés par les consuls, à la condition de prier pour les habitants de la ville et de la bourgade ; et parce qu'ils recevaient de la commune et des consuls, en échange de leurs prières, l'habitation, les vivres et les vêtements.

Nous pouvons distinguer, dans l'histoire des ermites et des reclus, trois époques distinctes : la première, du ^v^e au ^{viii}^e siècle ; la seconde, du ^{vi}^e au ^{xiii}^e siècle ; la troisième, du ^{xiii}^e siècle jusqu'au milieu du siècle dernier.

1^o Dans la première époque (du v^e au viii^e siècle), nous trouvons des ermites entièrement séparés du monde ; des amants de la solitude, qui, marchant sur les traces des anachorètes de la Thébaïde, quittaient leur famille, fuyaient loin de leur patrie, et venaient chercher une retraite dans nos campagnes inhabitées, dans nos forêts vierges, au bord de nos fleuves déserts. Au vi^e siècle, saint Léonard, — que le docte Mabillon appelle « le fils spirituel du grand Clovis, parce que, d'après sa légende, ce prince l'avait tenu sur les fonts de baptême, — vint mener la vie érémitique dans la forêt de Pavum, appelée plus tard Noblac, aujourd'hui Saint-Léonard ; — saint Junien, disciple de saint Amand, se retira à Comodoliac, et une ville florissante s'est élevée autour de son tombeau ; — saint Vaulry (*Valericus*) fixa sa demeure sur une âpre montagne non loin de laquelle il fut inhumé, et sa tombe a servi de berceau à la bourgade de Saint-Vaulry ; — saint Goussaud (*Gonsaldus*) établit son ermitage au sommet d'une montagne froide et déserte à laquelle il a donné son nom ; — saint Marien se sanctifia dans une solitude non loin d'Évaux, dans la Combraille. Au vii^e siècle, saint Victurnien vint d'Écosse vivre et mourir sur les bords de la Vienne, au lieu où s'élève aujourd'hui une charmante bourgade ; — saint Psalmet, solitaire dans une forêt, près d'Eymoutiers, — saint Léobon, ermite à Salagnac, aujourd'hui le Graud-Bourg, sont devenus les patrons de la contrée qu'ils habitèrent ; et c'est ainsi que, dans notre province du Limousin, la plupart de ces ermites ont été les véritables fondateurs de quelques-unes de nos villes et de nos bourgades ; c'est ainsi que les villes de Saint-Léonard, de Saint-Junien, les bourgades de Saint-Victurnien, de Saint-Vaulry, de Saint-Goussaud, se sont formées autour du tombeau du saint ermite dont elles portent le nom.

Grégoire de Tours a écrit la vie de plusieurs de ces reclus, dont la vie austère était un sujet d'admiration pour les peuples : — de l'ermite Patrocle, qui s'était retiré dans le Berry (1) ; de Caluppa qui vivait dans le creux d'un rocher, dans un coin désert de l'Auvergne (2) ; du célèbre Valfroi (*Wiflaicus*), qui, à l'imitation de Siméon Stylite, se tenait debout sur une colonne (3), au sommet d'une montagne située dans le diocèse de Trèves (aujourd'hui près de Carignan, Ardennes).

(1) GREGOR. TURON., *Histor. Franc.*, lib. V, cap. X, — *Vitæ patrum*, cap. IX.

(2) *Id.*, *Histor. Franc.*, lib. V, cap. IX, — *Vitæ patrum*, cap. XI.

(3) *Id.*, *Histor. Franc.*, lib. VIII, cap. XV.

2° Dans la seconde époque (du vi^e au xiii^e siècle), nous trouvons des ermites rapprochés du monde, des reclus dont la cellule se trouvait près de l'enceinte des villes ou non loin des bourgades, et qui, en échange des secours temporels qu'ils recevaient des habitants du voisinage, leur donnaient des avertissements salutaires ou des secours spirituels.

Le plus ancien exemple que nous connaissions de cet ordre de reclus se trouve dans la vie de Léonien, abbé du monastère de Saint-Pierre, dans la ville de Vienne, en Dauphiné, au milieu du vi^e siècle (vers 540).

« Dans cette ville, dit le savant Mabillon, c'était la coutume qu'on enfermât dans une cellule particulière un homme de sainte vie qui vaquait à la vie contemplative, et qui était chargé d'offrir assiduellement à Dieu les vœux du peuple. De ce nombre avait été l'abbé Léonien, qui, pendant de longues années, s'était acquitté de cet office (1). »

Au vii^e siècle, nous trouvons mentionnés, dans la vie de saint Eloi, deux reclus, dont l'un, nommé Dulciolénus, habitait dans le suburbium de la cité de Paris, sur la montagne Sainte-Geneviève, et dont l'autre, appelé Ebrigisile, demeurait près de la ville de Bourges (2) ; ce dernier avait accès à la cour des rois.

Au ix^e siècle, les reclus étaient devenus si nombreux, qu'un prêtre, nommé Grimlaïcus, leur composa une règle, prenant pour base la règle de saint Benoît, et ajoutant quelques particularités d'après les écrits des Pères de l'Eglise. On y trouve de curieux détails sur la cérémonie de leur réclusion. L'évêque, tenant le reclus par la main, le conduisait jusqu'à la porte de sa cellule ; ses frères, qui l'accompagnaient en chantant des psaumes, l'embrassaient pour lui donner un dernier adieu ; puis l'évêque scellait de son sceau la porte de la cellule, où le reclus restait enfermé pour toujours (3).

Écoutons sur ce sujet le savant dom Pitra, aujourd'hui cardinal. « Un reclus était alors aux yeux des peuples un être sacré, mis à part comme une victime choisie de Dieu et déjà marquée du sceau des prédestinés. Chaque ville tenait à en avoir et les plaçait comme un trophée au lieu le plus éminent, souvent aux portes mêmes de la cité. C'était le pénitent public, le patron vivant des peuples. L'Eglise se plaisait elle-même à l'environner de ce pieux prestige ; elle bénissait sa cellule comme un oratoire,

(1) *Annal. Benedict.*, lib. IV, cap. XLIV.

(2) *Vita Eligii*, cap. XVIII, XXIII.

(3) *MABILLON, Annal.*, lib. VII, cap. LVIII.

elle y déposait le solitaire comme un enfant mis dans la tombe pour y prendre avec Dieu le repos éternel. Elle employait tout le solennel appareil des funérailles chrétiennes; l'évêque, accompagné de ses clercs, conduisait en procession le reclus à son tombeau; l'abbé le tenait par la main et lui en ouvrait la porte, tous ses frères l'embrassaient dans un dernier adieu; on chantait sur lui les antiennes et les prières pour les défunts; on répandait sur cette mystique sépulture l'encens et l'eau bénite, la porte était scellée du sceau de l'évêque, et le reclus n'avait plus de communication avec le monde que pour prier pour ses frères. S'il était prêtre, il avait avec lui son autel et célébrait dans son tombeau les saints mystères; s'il ne l'était pas, une fenêtre de sa cellule s'ouvrait sur un oratoire pour participer aux sacrifices et aux prières publiques. Une fenêtre extérieure servait de tour pour quelques aliments, de tribune pour édifier les peuples, de tribunal pour concilier les esprits et arrêter les discordes; c'était l'héroïsme des stylites et des anciens anachorètes transporté au milieu des cités; aussi les âmes d'élite avaient-elles seules le privilège d'être admises à la réclusion, après avoir longtemps milité dans la vie commune et éprouvé leur vertu.

» Les peuples accouraient aux fenêtres de ces cellules, les pécheurs s'y convertissaient, les justes s'y enflammaient à de nouveaux sacrifices, des communautés entières étaient dirigées par ces humbles reclus, qui se trouvaient investis d'une sorte de sacerdoce et de magistrature mystérieuse. C'était même là l'écueil le plus terrible, plusieurs se cachèrent pour être vus (1). »

Au ^x^e siècle et au ^{xii}^e, il y eut une certaine modification de la vie érémitique. La réclusion était moins sévère : les ermites, en se retirant dans un lieu écarté, y bâtissaient un petit oratoire, dans lequel ils admettaient quelques fidèles du voisinage.

C'est ainsi que, vers la fin du ^x^e siècle, Humbert de La Feuille, prieur de Bénévent, dans le diocèse de Limoges, donna la permission à l'ermite Ainard, qui demeurait au Bois des Areys (2), de chanter la messe dans son ermitage, à la condition qu'aucun autre ermite, clerc ou laïque, n'y assistât, à l'exception de ses serviteurs, d'un prêtre et d'un clerc, et cette permission n'était accordée que pendant la vie du dit ermite.

« *Umbertus Folii, prior, cum conventu canonicorum, dedit licen-*

(1) Comme dit le Concile de Tolède, cap. VI.—*Reclusos non raro latere velle, ut pateant.* (*Histoire de saint Léger*, 1846, p. 198-200.)

(2) Autrefois paroisse de Saint-Hilaire de La Faye, aujourd'hui commune de Saint-Etienne-de-Fursac.

tiam Ainardo heremita cantandi missam in Bosco-Ary, in parrochia S. Hilarii, tali pacto, ut nec heremita alius, nec laicus, nec clericus, excepta sua familia et quodam presbytero et clerico, illam audiret, ad vitam tamen prædicti heremite (1). »

Parfois ces ermites recevaient auprès d'eux quelques compagnons qui étaient attirés vers leur cellule par la renommée de leurs vertus ; et alors ces ermitages servaient de noyau à des maisons religieuses où l'on menait la vie cénobitique ; c'est ainsi que, en Limousin, saint Étienne de Muret († 1124), le bienheureux Geoffroy († 1125), saint Gaucher († 1130), posaient dans leur ermitage les fondements des monastères de Grandmont, du Chalard et d'Aureil (2).

3^e Dans la troisième époque, c'est-à-dire du XIII^e siècle jusqu'au XVIII^e, les ermites ou reclus, ayant une réclusion moins rigoureuse et menant une vie moins austère que les ermites des siècles précédents, s'établissaient auprès des villes et des bourgades. C'étaient en quelque sorte « des ermites municipaux », installés officiellement par les consuls des communes, entretenus à leurs frais, et chargés d'offrir à Dieu des vœux et des prières pour les habitants de la cité. C'est dans cet ordre qu'il faut ranger les ermites de Montjauby, établis à Limoges dans le faubourg de ce nom, près de l'antique église paroissiale de Saint-Martial-des-Ardents, et dont nous allons écrire l'histoire dans le chapitre suivant.

CHAPITRE SECOND

ERMITES DE MONT-JAUBY

ARTICLE PREMIER. — *Fondation de l'ermitage.*

La fondation de l'église de Saint-Martial de Mont-Jauby remonte à la fin du X^e siècle. Après la procession solennelle qu'on fit sur cette colline, l'an 994, avec les reliques de l'apôtre, après la cessation subite de la peste des Ardents, ce lieu, disent les écrivains du temps, fut appelé *Mons-Gaudii*, *Mont-Joie*, en langue vulgaire *Mount-Jauby* ; et on bâtit sur cette éminence une église

(1) *Bibliothèque nationale*, ms. latin 47,146, cité par M. Mayaud, *Bulletin archéologique du Limousin*, t. XXXII, p. 124.

(2) On peut citer encore le monastère de l'Artige, fondé par les bienheureux Marc et Sébastien, venus de Venise établir leur ermitage aux environs de Saint-Léonard, et le monastère d'Aubasine, fondé par saint Étienne aux environs de Brive.

sous le vocable de Saint-Martial, comme un monument qui rappellerait ce miracle (1).

L'ermitage de Mont-Jauvy commença-t-il à cette époque ?

Nous n'avons pas le titre de fondation de cet ermitage, mais nous lisons dans les *Registres consulaires* que, « le 17 mars 1761, les consuls prirent connaissance du titre de fondation, par lequel il paraissait que la communauté de la ville de Limoges avait anciennement consacré ce petit fonds pour l'établissement d'un ermite, en reconnaissance de la cessation d'une maladie contagieuse qui désolait les habitants (2). »

Ainsi, d'après ce titre que nous n'avons pu retrouver, la fondation de l'ermitage remonterait, comme l'église de Mont-Jauvy, à la fin du x^e siècle.

Il est possible qu'il y ait eu, dès cette époque, un ermite près de l'église de Mont-Jauvy, toutefois nous pensons que les revenus affectés à l'entretien de l'ermite n'ont été assignés que plus tard par les consuls du château de Limoges.

Jusqu'à présent, nous n'avons trouvé, dans les documents du xi^e et du xii^e siècle, et même dans ceux du xiii^e, aucune mention de l'ermitage de Mont-Jauvy ; toutefois ce n'est pas une raison de nier leur existence à cette époque.

Au xiv^e siècle, comme il y avait une recluse près des Carmes, à Limoges, et une autre près de Pierre-Buffière, il est à présumer qu'il y avait aussi un ermite à Mont-Jauvy.

Au xv^e siècle, l'existence de cet ermite est hors de doute. Frère Denys, mort en 1516, devait avoir habité l'ermitage dans les dernières années du siècle précédent, et d'ailleurs cette coutume était alors regardée comme ancienne. Au reste, à cette époque il y avait des ermites dans d'autres villes du Limousin, et l'exemple, tout le fait présumer, était parti de Limoges, le centre du diocèse. A partir de ce temps, c'est-à-dire dans tout le cours du xvi^e et du xvii^e siècle, et dans la première moitié du xviii^e, l'ermitage de Mont-Jauvy ne fut jamais vacant, comme nous le montrerons en donnant la série à peu près complète des ermites qui l'ont occupé.

ARTICLE 2. — Élection et installation des ermites de Mont-Jauvy.

L'élection et l'installation des ermites de Mont-Jauvy se faisaient avec une certaine solennité.

(1) *Et hac de causa gaudii, loco nomen impositum est Mons-Gaudii, et ecclesia nova ibi facta est, ut nulla oblivio illam oblitteraret translationem.* (ADÉMAR, *serm.* XV, ap. BONAVENT., t. II, p. 643). — *Portatur ad montem, qui ex tunc Mons-Gaudii est dictus.* (Acta SS., t. V, junii, p. 160).

(2) 3^e *Registre consulaire*, fol. 329-330. (Arch. communales de Limoges),

Et d'abord les consuls se réunissaient dans l'église de Saint-Martial, auprès du tombeau de l'apôtre de l'Aquitaine, et là, ils faisaient célébrer une messe du Saint-Esprit pour attirer sur eux les lumières d'en Haut, et pour savoir sur qui ils devaient porter leur choix (1).

Ils se retiraient ensuite dans la maison commune et ils examinaient ensemble les titres de ceux qui prétendaient à la jouissance de l'ermitage. Leur choix se portait ordinairement sur un homme âgé, de bonne réputation, donnant des signes d'une piété sincère. Le dimanche qui suivait l'élection de l'ermitage, on procédait à son installation solennelle. On convoquait le peuple dans la grande salle du consulat, et là, en présence d'une nombreuse assistance, l'un des consuls adressait à l'ermitage une pieuse exhortation (2). On octroyait au postulant l'habitation de l'ermitage, avec les profits et émoluments qui en dépendaient, à la condition que l'élu résiderait dans le dit ermitage, en vaquant à la prière et à l'oraison, pour la prospérité du roy, des consuls et habitants de Limoges, « comme doit faire un bon et vray hermite (3) ».

Il devrait séjourner au dit ermitage, sans aller vivre ni demeurer avec ses filles ou autres parents, sans dépenser avec eux les fruits et revenus de son ermitage. Il devrait entretenir et réparer selon son pouvoir, la maison qui lui était confiée. Au cas qu'il ferait le contraire, les consuls se réservaient la faculté, pour eux et pour leurs successeurs, de pourvoir ce lieu d'un autre ermite, et d'en chasser celui qui ne remplirait pas ces conditions.

L'ermitage élu acceptait les conditions qui lui étaient faites, et promettait de résider toute sa vie au dit ermitage.

Après cela, on revêtait l'élu de ses habits d'ermitage, c'est-à-dire d'une robe, d'un manteau et d'un chaperon convenables à son état; on suspendait à son côté de grandes patenôtres, c'est-à-dire un grand chapelet de bois; puis les consuls, accompagnés de leurs officiers, procureur, gens à gages et d'une grande foule de peuple, conduisaient processionnellement l'ermitage au lieu de Mont-Jauvy. Il était reçu à l'entrée de l'église paroissiale de Saint-Martial de Mont-Jauvy par le chapelain ou curé de cette église; on chantait une messe solennelle où l'ermitage recevait la communion, puis on le conduisait à l'ermitage où il devait vivre solitairement, vaquant à la contemplation, et faisant des prières et des

(1) *Registres consulaires de Limoges*, t. I, p. 274.

(2) *Ibid.*, p. 275.

(3) *Ibid.*, p. 325.

oraisons pour le roy, pour les consuls et pour les habitants de Limoges (1).

ARTICLE 3. — *Série des ermites de Mont-Jauvy.*

Les *Registres consulaires de Limoges*, publiés par la Société archéologique, nous ont conservé le nom d'un certain nombre d'ermites de Mont-Jauvy. Nous en donnerons la série, qui paraît complète pour la première moitié du xvi^e siècle :

1^o Frère DENYS, † 1516.

Frère Denys mourut à la fin de l'année 1516 (vieux style), c'est-à-dire au commencement de l'année 1517;

2^o Glaude ARGELIER (1517-1536).

« En gardant la coustume ancienne de Limoges », on songea à lui donner un successeur, et le dimanche 22 mars 1516 (vieux style), on installa, avec les formalités d'usage, Glaude Argelier, « homme veuf et bonhomme, de bonne vie et honnête conversation, dévot, et de bonnes mœurs et vertus rempli, idoine, suffisant et capable pour être ermite au dit Limoges ». Reçu à l'entrée de l'église paroissiale de Mont-Jauvy par Antoine de Lachassaigne, licencié en décrets, qui remplaçait maître Pierre Benoit, chanoine et official de Limoges et chapelain de la dite église, l'ermite entendit la messe où il communia, et il fut ensuite conduit au dit ermitage (2).

Glaude Argelier, « ermite et orateur du dit Limoges », mourut dix-neuf ans après, le 11 janvier 1535 (vieux style) et fut inhumé dans le cimetière de Mont-Jauvy (3).

3^o PIERRE LAS AYRAS (1535-1538).

Le jeudi 20 janvier suivant, on procéda, selon les règles accoutumées, à l'élection de son successeur, qui fut Pierre Las Ayras, « homme ancien et bien famé ». Un des consuls, Simon Descoutures, licencié ez lois, fit une pieuse exhortation au nouvel élu, en présence d'un peuple nombreux. Le dimanche suivant (23 janvier), on lui donna le costume d'ermite, et les consuls, accompagnés de leurs officiers, le conduisirent à l'église de Mont-Jauvy (4).

Pierre Las Ayras mourut au bout de trois ans.

(1) *Registres consulaires de Limoges*, t. I, p. 275.

(2) *Ibid.*, p. 84.

(3) *Ibid.*, p. 274.

(4) *Ibid.*, p. 275-276.

4° HÉLIEYS FAURE (1538-1548).

Le 19 mars 1538, les consuls assemblés au nombre de dix dans la maison commune, élurent, pour remplacer l'ermite décédé, Hélieys Faure, qui, le 22 mars suivant, ayant reçu des mains des consuls les draps hérémittiques, et ayant été exhorté par Joseph de La Chassaigne, fut conduit solennellement à l'ermitage de Mont-Jauvy (1).

Frère Helies (*alias* Alyey) Faure, dit Claustre, mourut de la peste dix ans après, en 1548 (2).

5° PIERRE GUYARD (1548-1551).

Le 8 juillet 1548, les douze consuls de Limoges, réunis dans la maison du Consulat, élurent, à la place de l'ermite décédé, frère Pierre Guyard, qui était prêtre et natif du pays de France (3).

Trois ans plus tard, Pierre Guyard se démit de sa charge, et, sans avertir les consuls, partit pour aller à Nontron dans le couvent des cordeliers (4).

6° LÉONARD VANEU (1551).

Le 25 juillet 1551, les douze consuls en charge élurent Léonard Vaneu, qui fut installé trois jours après avec les cérémonies d'usage (5). Mais quelques mois après, frère Léonard Vaneu laissa l'ermitage vacant.

7° LOYS BERNARD (1551-1559).

Le 19 février 1551 (vieux style), messire Loys Bernard, dit de Leschelle, prêtre, habitant au bourg de Saint-Priest-las-Olieyras (*Saint-Priest-Taurion*), fut, sur sa demande, élu ermite de Mont-Jauvy (6). Il mourut huit ans plus tard, le 11 avril 1559, et fut enseveli au grand cimetière des Arènes (7).

8° FRANÇOIS DES GOUTTES (1559).

Deux jours après, le 13 avril, on élut à sa place François des Gouttes, appelé *le Tullent*, parce qu'il était de Tulle.

Le dimanche suivant, 16 avril, François des Gouttes, après avoir été, dans la maison du consulat, revêtu de son costume

(1) *Registres consulaires*, t. I, p. 325-326.

(2) *Ibid.*, p. 416-417.

(3) *Ibid.*, p. 416-417.

(4) *Ibid.*, p. 446.

(5) *Ibid.*, p. 446, 447.

(6) *Ibid.*, p. 456.

(7) *Ibid.*, t. II, p. 169.

d'ermite, fut mis solennellement en possession de son ermitage. Le prévôt des consuls, Etienne Baud, ayant son chaperon sur la tête, conduisit l'ermite en le tenant par la main droite, depuis la maison commune jusqu'à l'église paroissiale de Mont-Jauvy. Le dit prévôt était accompagné des autres consuls qui marchaient deux à deux, couverts de leurs chaperons, ayant devant eux leurs gagiers (*gens de service*). Les consuls étaient suivis de plusieurs gens notables, hommes et femmes, de la ville de Limoges. Quand le cortège fut arrivé à l'église de Mont-Jauvy, on chanta une messe solennelle du Saint-Esprit, avec diacre et sous-diacre, puis l'ermite fut accompagné par les assistants jusqu'à l'ermitage, où on le laissa, après que le prévôt et les consuls lui eurent adressé quelques avis et remontrances sur « sa façon et manière de vivre ». Après quoi les consuls s'en retournèrent à la maison commune (1). Frère François des Gouttes mourut au mois de juillet de la même année (1559).

9° GÉRALD CARDENAUT (1559).

Gérald Cardenaut, natif et habitant de Limoges, fut installé dans l'ermitage de Mont-Jauvy au mois de juillet 1559, par Jean Froment, dit Maubaye, prévôt des consuls, avec les mêmes cérémonies que son prédécesseur (2). Mais il ne jouit pas longtemps des fruits de son ermitage, car il mourut au mois de décembre suivant.

10° PIERRE OLIVIER (1559-1566).

Le jour de Monseigneur saint Thomas, 21 décembre 1559, on mit en possession de l'ermitage, frère Pierre Olivier ; seulement la prédication qui était faite en pareille circonstance et la messe qui était célébrée dans cette cérémonie eurent lieu, non dans l'église de Saint-Martial de Mont-Jauvy, mais dans l'église paroissiale de Saint-Michel-des-Lions (3).

11° MARTIAL GADAUD (1566).

Au mois d'avril 1566, sans doute après la mort de frère Pierre Olivier, les consuls élurent pour ermite, frère Martial Gadaud, « jadis hoste de la Poyre », c'est-à-dire précédemment maître d'hôtel de l'auberge de ce nom (4).

(1) *Registres consulaires*, t. II, p. 170.

(2) *Ibid.*, p. 176.

(3) *Ibid.*, p. 200.

(4) *Ibid.*, p. 318.

12° GAUTHIER PINCHAUD (1566).

Après le décès de ce dernier, au mois de septembre suivant, les consuls firent élection de frère Gauthier Pinchaud (1).

A partir de cette date, pendant un siècle, les *Registres consulaires* négligent de mentionner l'élection des ermites.

13° ANSELME DIEUL (1611).

L'abbé Nadand, dans son *Catalogue des écrivains limousins*, cite un Anselme Dieul, ermite de Mont-Jauvy, mort en 1611 (2). Nous ne connaissons pas ses ouvrages.

14° LÉONARD ROUSSET (1667).

Le 17 janvier 1667, le prévôt et les consuls, ayant à pourvoir à la place d'ermite, vacante par le décès du dernier titulaire, nomment « Léonard Rousset, prêtre de la paroisse de saint Domnolet, qui est conduit en sa cellule et ermitage à la manière accoutumée (3). »

15° JEAN CHAMBINAUD (1699).

A la fin du *xvii*^e siècle, vers 1680, à l'époque où le P. Bonaventure terminait son troisième volume, consacré aux *Annales du Limousin*, cet écrivain parle de l'ermite de Mont-Jauvy, sans toutefois l'appeler par son nom. « A Limoges, dit-il, hors des murailles de la ville, au lieu de Mont-Jauvy, — où fut portée, l'an 994, la chasse de saint Martial et des saints d'Aquitaine pour la guérison des Ardents, et où l'on bâtit une église pour action de grâces, — il y a un ermite que les consuls de la ville y mettent, et, l'un étant décédé, en substituent un autre, ce qui montre l'ancienne piété des habitants (4). »

L'ermite d'alors était sans doute un des prédécesseurs de Jean Chambinaud, qui mourut au mois de juin 1699.

16° JEAN VALADE (1699-1706).

Le 6 juillet 1699, la place d'ermite étant vacante par suite du décès de Jean Chambinaud, le prévôt et les consuls nomment Jean Valade, habitant de cette ville, pour jouir de tous les droits, gages et émoluments dépendant du dit ermitage (5).

(1) *Registres consulaires*, t. II, p. 318.

(2) NADAUD, *Pouillé* ms., t. II, p. 32.

(3) 3^e *Registre consulaire*, BB. 3, fol. 8. (Archives communales de Limoges.)

(4) P. BONAVENTURE, t. III, p. 806.

(5) 3^e *Registre consulaire*, fol. 84, v^o.

17° MARTIAL RIBOUILLE (1706-1709).

Le 20 octobre 1706, attendu que la place d'ermite est vacante par la mort de frère Valade, décédé ces jours derniers, les maire, prévôt et consuls nomment Martial Ribouille, habitant de la présente ville.

Le 25 octobre suivant, M. le Maire le revêt de ses habits d'ermite. Le corps de ville assemblé, « ayant les marques », se rend à l'église de Saint-Michel, avec l'ermite placé dans le cortège après les deux premiers. L'ermite, reçu à la porte du clocher par le clergé de la paroisse, s'agenouille devant le curé, revêtu de la chape, et reçoit sa bénédiction. Après que le curé a chanté la messe du Saint-Esprit, l'ermite est conduit processionnellement à la chapelle de Mont-Jauvy, et il est reçu à l'entrée par le curé qui le bénit. Puis on chante le *Salve regina* dans la chapelle, et M. le Maire remet à l'ermite les clefs de l'ermitage (1).

18° MICHEL MARTIALOT (1709-1719).

Le 31 octobre 1709, MM. le maire, prévôt et consuls, étant assemblés dans la chambre du conseil de l'Hôtel commun de Limoges, avisèrent à remplacer Martial Ribouille, décédé quelques jours auparavant. Leur choix se porta sur Michel Martialot, né à Limoges, qui était, en ce temps-là, desservant de l'ermitage de Pierre-Buffière. Il fut installé, avec les cérémonies d'usage, le 4 novembre suivant (2), et mourut dix ans après.

19° JEAN BONNET (1719).

Le 17 octobre 1719, Jean Bonnet, habitant de la paroisse de Saint-Michel, fut nommé ermite de Mont-Jauvy, pour remplacer Michel Martialot décédé ; il fut installé le 23 octobre suivant (3).

Cette institution municipale des ermites de Mont-Jauvy, qui montre l'esprit religieux et l'antique piété des habitants de Limoges, devait tomber en décadence, depuis surtout que, à l'esprit religieux du xvii^e siècle, avait succédé l'esprit philosophique du xviii^e. *Ceci devait tuer cela*. On était déjà au milieu de ce siècle que Voltaire a appelé le *siècle de Louis XV*, et que d'autres, avec plus de raison peut-être, ont appelé le *siècle de Voltaire*. Les couvents se dépeuplaient, l'ermite de Mont-Jauvy était condamné à disparaître.

(1) 3° *Registre consulaire*, fol. 113, 114.

(2) *Ibid.*, fol. 125.

(3) *Ibid.*, fol. 186.

Le 9 mai 1743, M. de Tourny, l'intendant du Limousin, écrivait de Paris aux consuls de Limoges :

« L'hermite de Limoges menant, Messieurs, une conduite peu convenable à cette sorte d'état, le Ministre qui en a été informé m'a chargé de lui ordonner, de la part du Roy, de quitter son hermitage pour se retirer où bon luy semblera.

» J'écris en conséquence à M. Maledent, de luy dire de s'y conformer sans différer. Quant aux petits gages pour lesquels il est employé dans l'état des charges de la ville, je ne trouve aucun inconvénient, s'il reste à Limoges et s'y comporte raisonnablement, que vous les luy fassiez payer annuellement, afin de l'aider à subsister ; que même vous le gratifiés des deniers qu'on pourra retirer du loyer de l'hermitage, l'entretien du bastiment déduit ; car il ne doit point être question de nommer à sa place un autre hermite.

» Je suis, Messieurs, votre très humble et très affectionné serviteur.

DE TOURNY (1). »

ARTICLE 4. — *Suppression de l'Ermitage.*

La lettre de M. de Tourny renfermait un décret royal contre lequel les consuls ne songèrent pas à protester au nom de leurs libertés municipales et de leurs anciennes traditions. De par le Roy, l'ermite de Mont-Jauvy était expulsé de son ermitage, et les consuls n'avaient pas la permission de le remplacer. L'abbé Legros et l'abbé Bullat disent que l'ermite de Mont-Jauvy fut supprimé en 1756 (2). C'est sans doute en cette année que mourut le dernier ermite, dont le nom ne nous a pas été conservé dans les écrits du temps. L'ermitage, devenu inhabité et n'étant plus entretenu, ne devait pas tarder à tomber en ruine.

En 1760, les consuls dressèrent procès-verbal de l'état des lieux, comme nous le voyons par l'acte suivant, inscrit dans les *Registres consulaires*, et dont M. Louis Guibert, avec l'obligeance qu'on lui connaît, a bien voulu nous communiquer le résumé. Après avoir lu l'acte lui-même, nous avons fait quelques modifications à son travail.

« Au lieu de Montjovis, près Limoges, le 15 décembre 1760, par devant nous, Pierre Thoumas, notaire et témoins soussignés,

(1) 3^e Reg. consul. fol. 329, v^o.

(2) L'ABBÉ LEGROS, ap. ALLOU, *Monuments de la Haute-Vienne*, p. 301.
— L'ABBÉ BULLAT, *Tableau de la ville de Limoges*, ms., p. 65.

est comparu Pierre Barny de Romanet, bourgeois, un de mes-sieurs les prévôts, consuls en charge de ladite ville, lequel nous a requis de dresser procès-verbal de l'état de l'ermitage, » en se faisant assister par Pierre Labrousse, entrepreneur, présent.

On entre dans le jardin par une porte en pierres de taille qui menace ruine. La porte de bois est en très mauvais état. Le jardin est « fermé depuis le coin de la chapelle du dit ermitage jusqu'au coin et porte de Montjovis » par des murs en mortier de terre, qui sont en très mauvais état. Ils ont 86 pieds de long du coin de la chapelle du dit ermitage jusqu'à la porte d'entrée du jardin, et 50 pieds depuis la porte d'entrée du jardin en droite ligne jusqu'au coin qui tourne du côté de l'église de Montjovis. » Cette dernière partie du mur est ruinée et renversée.

Du dit coin à la porte de la dite église, il y a 35 pieds. Le mur a une brèche de 3 pieds de largeur et le reste menace ruine. Il y a un autre mur en pierres sèches du coin de la maison jusqu'à l'église de Montjovis, de 47 pieds.

La porte de la maison est pourrie, « le jour au-dessus de la dite porte » sans vitre. A côté de cette porte on en voit une autre « pour entrer dans un colidor (*sic*), qui conduit à la cave et à l'ancienne chapelle, laquelle porte est hors d'usage ». La cave est sans porte ni montant. La porte de la chapelle est assez bonne, mais sans serrure ni verrou. La grande porte de la dite chapelle (*sans doute la porte extérieure*) est hors d'usage. « La dite chapelle est sans aucune vitre ni chassy ; le lambris d'icelle tout pourri, le mur qui sépare la chapelle de la maison a des lézardes et menace ruine. » De même le pan qui sépare le corridor du bûcher est en très mauvais état.

La cuisine est « à rès de chaussée du chaussée du jardin ». Elle est séparée de l'escalier par une mauvaise porte. Le « degré » est crevassé, sans balustres et éclairé par une fenêtre sans vitres et en mauvais état. Au haut de l'escalier une chambre présente l'aspect d'une ruine. La fenêtre qui donne sur le jardin n'a ni contrevent ni châssis, mais celle qui s'ouvre du côté du jardin du curé est assez bonne. Le pan de bois, du côté du jardin, a perdu son aplomb et a besoin d'être refait, quant au plancher, au-dessus de la dite chambre, il faut le refaire, une solive a été brisée.

Sur « le degré » on trouve une petite décharge qui n'est pas en meilleur état. Les couvertures de la maison et de la chapelle ont besoin d'être refaites.

Le jardin n'a ni arbre ni allée. « On y voit seulement un petit sentier par le milieu pour conduire de l'entrée à la maison. »

Suivent les noms des témoins.

Le 17 mars 1761, les consuls constatent que, vu le mauvais état de l'ermitage, il faudrait de trop grandes réparations.

« Et ayant pris connaissance du titre de fondation, par lequel
» il paroît que la communauté de la ville de Limoges avoit
» anciennement consacré ce petit fonds pour l'établissement d'un
» hermite en reconnaissance de la cessation d'une maladie contagieuse qui desoloit ses habitants, pénétrés des mêmes sentiments et voulant conserver ce monument de la piété de leurs
» prédécesseurs, et reconnaissant en même temps que le dit fonds
» et son revenu sont trop peu considérables pour la subsistance
» honnête et entretien d'un hermite, ils ont cru devoir consulter
» le seigneur évêque pour [se] concerter avec luy de l'employ
» pieux et utile qu'ils pourroient faire du dit fonds, et après avoir
» pris son avis et consentement, ont estimé qu'il seroit plus avantageux à la dite communauté de donner ces héritages en arrentement perpétuel à celui qui feroit la condition meilleure, qui,
» outre le prix de l'arrentement, fera réparer les dits bâtimens
» et héritages, les entretiendra de même, pour que la rente qui y
» sera assise puisse être exactement acquittée; et encore faire célébrer annuellement à perpétuité un service solennel, avec messe
» chantée, à chaque jour et fête de la purification de la Vierge. »

Les enchères sont annoncées par le crieur public. Léonard Boutaudon, prêtre et communaliste de Saint-Pierre-du-Queyroix, est celui qui offre la rente la plus élevée. En conséquence on lui adjuge l'héritage, à la charge d'entretenir à perpétuité les lieux, d'acquitter ou de faire acquitter les services et fondations, notamment « un service solennel avec messe chantée, le jour de Notre-Dame-de-Février de chaque année, dans l'église de Montjovis, ou ailleurs, au choix des dits consuls »; il fournira, ce jour-là, aux consuls « une chambre au dit lieu, assez décorée pour recevoir les dits sieurs consuls, qui pourront faire la visite, une fois l'année, du dit héritage ». Il acquittera un cens de 3 deniers, payable à chaque fête de Noël, et tous droits seigneuriaux; en outre, une rente annuelle de 18 livres, payable à chaque fête de Notre-Dame du mois de février, laquelle rente « sera employée par les sieurs consuls au soulagement et urgent besoin des prisonniers ».

Le 10 avril 1761, Mgr d'Argentré donnait son approbation à l'arrentement.

Le 4 octobre de la même année, l'intendant du Limousin, homologuait et autorisait le dit contrat d'arrentement. Signé à l'original : TURGOR (1).

(1) *Registres consulaires*, BB 3, fol 329-330. (Archives communales de Limoges).

Dans une délibération du 1^{er} septembre 1768, sont rayés des dépenses quelques articles, notamment l'article suivant :

« 23 livres pour l'hermite, attendu qu'il n'en existe plus, ni ne doit plus en exister (1). »

Outre ces 23 livres de rente, que l'ermite de Mont-Jauvy recevait de la commune de Limoges, il avait certains droits, ainsi que la recluse des Carmes, dans les honoraires des sépultures d'une certaine classe. Dans les derniers temps, ces revenus ne pouvaient pas suffire à sa subsistance; mais les aumônes des fidèles devaient y suppléer.

CHAPITRE TROISIÈME.

AUTRES ERMITES LIMOUSINS.

Outre l'ermite de Mont-Jauvy, qui résidait à Limoges, il y avait plusieurs autres ermites en Limousin, notamment à Saint-Léonard, Pierre-Buffière, Saint-Junien, Rochechouart, Bellac, Le Dorat, Château-Ponsat, Bourgneuf, etc.

§ 1^{er}. — *Saint-Léonard.*

Il y avait un ermite à Saint-Léonard au xvi^e et au xvii^e siècle; son ermitage était situé au pont de Noblac, non loin du lieu où s'élève aujourd'hui l'église moderne de Saint-Martial. Nous connaissons trois de ces ermites, Radgou, Mathieu de la Firge, Pierre Roland. Nous lisons dans le P. Bonaventure :

« Le 26 de novembre (1593) l'ermite de Saint-Léonard, nommé Radgou, retournant de la ville à son ermitage, apres souper, au lieu de passer sur le pont, prit le chemin de la rivière. Comme il y faisait obscur, et la rivière étant grosse, il y fut submergé et emporté par l'eau, de sorte qu'on ne trouva le corps que le 29, auquel jour il fut ensevely. Les consuls y mirent en sa place Mathieu de la Firge, surnommé le baron du pont de Noblac. »

Ainsi, à Saint-Léonard comme à Limoges, l'ermite était nommé par les consuls.

Le P. Bonaventure ajoute : « Il y a quelques années qu'il y avoit un hermite en ce lieu, fort simple, pénitent, dévot et vertueux, lequel est décédé (2) ».

(1) *Registre de délibérations (Hôtel-de-Ville)*. Note communiquée par M. Louis Guibert.

(2) P. BONAVENTURE, t. III, p. 806.

Cet historien écrivait ces lignes vers l'an 1680. Quel était cet ermite qui semble avoir été le dernier du pont de Noblac ?

Nous lisons dans une autre page du P. Bonaventure : « Le premier de septembre (1668), mourut à Saint-Léonard, frère Pierre Roland, ermite, âgé de quatre-vingt-quatre ans ou plus, ses funérailles furent fort honorables, à cause de sa piété. Les pères Récollets ayant tout préparé pour l'enterrer chez eux, les prêtres le prirent et l'inhumèrent au cimetière; où est une grande tombe, il était renommé pour sa simplicité, sobriété et bonne vie (1) »

§ 2. — *Pierre-Buffière.*

En 1571, comme nous le lisons dans les manuscrits de l'abbé Nadaud, il y avait un ermitage à Pierre-Buffière (2). Cet ermitage existait encore au siècle suivant.

En effet, le P. Bonaventure, qui écrivait son troisième volume vers 1680, dit ces paroles : « A la descente de Pierre-Buffière, un ermite y a sa logette, et reçoit l'aumône de ceux qui le visitent (3).

En 1709, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, Michel Martialot, ermite de Pierre-Buffière, quitta son ermitage pour desservir celui de Mont-Jauvy.

§ 3. — *Saint-Junien.*

Au xv^e siècle, il y avait à Saint-Junien un ermite dont la cellule était située près de l'église romane de Saint-Amand. On lit dans les mémoires de Nadaud :

« Le 7 février 1458 (vieux style), Pierre Chatard, chanoine et curé de Saint-Amand-le-Vigen, consent à ce que frère Guillaume *Regis* ou Reix, ermite, demeure dans les maisons de la cure, en y menant une vie honnête et chrétienne. Après qu'il se sera servi des aumônes qu'on lui donnera pour sa nourriture et son vêtement, il emploiera tout le reste aux réparations des maisons curiales, sans qu'il en puisse rien donner ni à ses parents, ni à d'autres; que s'il le fait, le curé pourra le mettre dehors. A la mort de l'ermite, tout ce qu'il laissera appartiendra au curé et à ses successeurs (4). »

A partir de la fin du xvi^e siècle, en 1598, le chapitre de Saint-Junien cède aux pères Récollets de Saint-François, « l'église de

(1) P. BONAV., t. III, p. 865.

(2) NADAUD, *Pouillé* ms., p. 214.

(3) P. BONAVENTURE, t. III, p. 807.

(4) NADAUD, *Mémoires mss.*, t. IV. — Nous avons publié ce passage dans les *Documents historiques sur la ville de Saint-Junien*, p. 190.

Saint-Amand, les vieilles mazures et le jardin de l'ermitage près icelle », et permet qu'« iceux religieux jouissent des jardins, comme souloient faire les anciens religieux ermites qui ont ci-devant habité au dit lieu (1). »

§ 4. — *Rochechouart.*

Il y avait, à Rochechouart, près de la chapelle de Baumoussou, non loin du chemin qui conduit aux Bonnes-Fontaines, un ermitage dont la tradition a conservé le souvenir. L'abbé Duléry, dans son *Histoire de Rochechouart* (2), fait de l'ermitage de Baumoussou un contemporain de Saint-Junien et de Saint-Victurnien. C'est une erreur. Les ermites n'ont dû habiter ce lieu qu'au ^{xv}^e ou au ^{xvi}^e siècle.

§ 5. — *Bellac.*

Au ^{xvii}^e siècle, il y avait un ermite à Lorette, près Bellac. La chapelle qui s'élève en ce lieu, et qui est connue aujourd'hui sous le nom de Notre-Dame de Lorette, s'appelait antérieurement chapelle de *Vadat* (3). On lit dans les *Archives municipales de Bellac* (registre 55), un acte du 9 février 1643, portant nomination de frère François d'Ablemont, prêtre de l'ordre de Saint-Antoine, à la place de frère Germain, ermite, décédé. — Cette nomination fut faite par le curé, les officiers du roi, les consuls et les principaux habitants. — Cet acte est signé, Moulinier, curé, De Lassalle-Gallicher, Desbordes, Gallicher, Charon, consuls, et de Pontcharaud, avocat et procureur du roi, Charon, conseiller, Faulconnier, lieutenant particulier, et de plusieurs autres habitants de Bellac (4).

Cet ermitage de Lorette n'était pas ancien, car la chapelle ne fut bénite que le 22 mars 1621. Les habitants de Bellac, en 1625, avaient demandé des Cordeliers pour desservir cette chapelle, mais comme ces religieux n'étaient pas venus, on y avait installé un ermite.

En 1695, le prêtre qui desservait cet ermitage, Jean Chabelard, fut assassiné par cinq brigands originaires de Bellac (23 mai). Trois de ces malfaiteurs furent exécutés, les deux autres ne le furent qu'en effigie (5).

(1) Acte de concession que nous avons publié dans les *Documents historiques sur la ville de Saint-Junien*, p. 258.

(2) *Histoire de Rochechouart*, 1853, p. 294-295.

(3) MALLEBAY DE LA MOTHE, *Plan pour servir à l'histoire du Comté de la Marche*, 1767, p. 110.

(4) MALLEBAY DE LA MOTHE, *ibid.* — ROY-PIERREFITE, *Histoire de Bellac*, 1831, p. 127.

(5) ROY-PIERREFITE, *Histoire de Bellac*, p. 127-129.

La ville de Bellac, par son contrat du 29 septembre 1648, s'était obligée envers les Doctrinaires de faire réunir à leur collège la chapelle de Lorette avec ses dépendances; mais à l'époque où écrivait Mallebay de Lamothe, c'est-à-dire en 1767, la mesure n'avait pas reçu d'exécution (1).

§ 6. — *Le Dorat.*

Au xv^e ou au xvi^e siècle, il y avait un ermitage au Dorat. Nous lisons dans une notice sur les couvents de Recollets de la province de Guyenne, à propos du couvent du Dorat. « La croix fut plantée le dimanche 16 juillet 1617. Ce fut devant une petite chapelle dédiée à Notre-Dame-de-Reconvrance, *près d'un ancien hermitage*, qui étoit hors des murs de la ville, au lieu appelé l'Ormeau de Jocours (2) ».

§ 7. — *Bourganeuf.*

Il y avait un ermite à Bourganeuf au xvii^e siècle. Le P. Bonaventure, qui écrivait vers l'an 1680, dit ces paroles: « J'ay encore vu proche de Bourganeuf, hors de la ville, un autre hermite sur une colline (3). »

Cet ermitage est connu aujourd'hui sous le nom de chapelle de la Roche, sous le vocable de sainte Elisabeth, près de l'ancienne route de Bourganeuf à Saint-Léonard. Situé sur une éminence escarpée dont un ruisseau baigne le pied, ombragé par de vieux tilleuls, cet ermitage est très pittoresque.

§ 8. — *Autres ermitages limousins.*

L'abbé Nadaud, dans son Pouillé manuscrit, signale d'autres ermitages en Limousin : à Château-Ponsat, un ermitage en ruines, bâti dans le fonds de du Fénieu, sieur de Vaubourdolle (p. 133); à Muret, près Ambazac, la chapelle de l'ermitage (p. 108); un autre ermitage à Rancon (p. 120); à La Souterraine (Creuse), un ermitage nommé « *Arenum*, mieux *Heremus* (p. 128); à Etaignac (aujourd'hui Charente), un ermitage ruiné (p. 65), etc.

§ 9. — *Ermîtes des provinces voisines.*

Ce n'est pas seulement en Limousin qu'on trouvait des ermites. Les nombreuses localités appelées du nom de l'Ermitage en sont la

(1) *Plan pour servir à l'histoire du Comté de la Marche, 1767*, p. 110.

(2) *Notice ou abrégé historique des couvents des Recollets de la province de l'Immaculée-Conception en Guyenne.* — Limoges, P. Chapoulaud, 1778, p. 43 (par le P. Elie Jacquet).

(3) P. BONAVENTURE, t. III, p. 807.

preuve. Quelle est la province de France qui n'en renferme pas plusieurs? Nous nous bornerons à mentionner deux provinces voisines, le Périgord et l'Angoumois.

Il y avait un ermitage au Toulon, commune de Champsevinel, canton de Périgueux. Dans une séance de la Société archéologique de cette ville, à propos de quelques sculptures bien conservées, qu'on voit sur un rocher, au-dessus de la source du Toulon, on lit ce qui suit : « M. le Secrétaire général rappelle à cette occasion qu'un ermite existait au Toulon, dès les premières années du xv^e siècle au moins, ainsi que nous l'apprennent les registres mémoriaux de l'Hôtel-de-Ville, comme il y en avait un autre au xvii^e au pont de la Cité, qui tous les deux recevaient des secours de la communauté de Périgueux, à la charge de prier Dieu pour elle. Il n'y aurait donc aucune invraisemblance à supposer que le refuge dont on vient de parler devait servir d'habitation ou d'oratoire à l'ermite; c'est même l'explication la plus naturelle qu'on puisse fournir de la destination de ce monument (1). »

Dans la *Statistique monumentale de la Charente* (p. 253), l'abbé Michon cite : 1^o l'ermitage de Bellevau, situé dans la paroisse de Sers, que mentionne un document du 13 juin 1652; 2^o l'ermitage de Saint-Martin-de-Lyon, qui se trouve dans la paroisse de Puy-Moyen à peu de distance de Frégeneuil. D'anciens titres qui parlent de ce dernier ermitage sont datés de l'an 1516 et de 1537.

CHAPITRE CINQUIÈME

DES RECLUSES.

Le plus ancien exemple de recluses que nous connaissions est rapporté dans Grégoire de Tours. Citons le pieux historien : « Une jeune religieuse du monastère de Sainte-Radegonde, à Poitiers, eut une vision mystérieuse qui la remplit de componction; elle pria l'abbesse de lui faire préparer une cellule dans laquelle elle voudrait être renfermée. Cette cellule ayant été promptement exécutée, l'abbesse lui dit : « Voici la cellule, que désirez-vous maintenant? La jeune fille demanda qu'il lui fut permis de s'y renfermer. Cette permission lui est accordée. Les vierges sacrées se mettent en cortège et chantent des cantiques, portant des flambeaux allumés. Sainte Radegonde, tenant la jeune fille par

(1) *Bulletin de la Société archéologique du Périgord*, t. IV, p. 26.

la main, la conduit jusqu'au lieu désigné. Alors elle dit adieu à toutes ses sœurs, et après avoir embrassé chacune d'elles, elle fut renfermée dans une cellule. On mura la porte par où elle était entrée ; et maintenant elle vaque à la prière et à la lecture (1). »

C'est probablement d'après cet usage que des recluses s'établirent dans divers diocèses. La cellule qu'elles habitaient s'appelait *reclusage*, et quand une recluse venait à mourir, une autre personne dévote demandait à la remplacer.

Nous voyons que, dès le *xiv^e* siècle, trois recluses au moins, se trouvaient dans notre diocèse. La recluse des Carmes, à Limoges, la recluse de la Souterraine, et la recluse de Pierre-Buffière, dont la cellule était située dans le prieuré de Saint-Hilaire de Bonneval.

ARTICLE PREMIER. — *Recluse des Carmes.*

Il y avait à Limoges, non loin de l'ancien amphithéâtre des Arènes, et tout près du monastère des Grands-Carmes, une recluse qu'on appelait, à cause du voisinage de ce couvent : « *Recluse des Carmes* ». La plus ancienne mention que nous en trouvions dans nos *Annales limousines* remonte au *xiv^e* siècle.

Barthélemy Audier, fils de Jean Audier, riche bourgeois de Limoges, par son testament daté du 7 septembre 1362, fait différents legs pieux ; et, entre autres, « il donne trois gros tournois d'argent à la recluse des Arènes ». Il n'est pas question, dans ce document, de l'ermite de Mont-Jauvy.

Le P. Bonaventure, après avoir cité cette pièce, ajoute : « il faut remarquer en ce testament, qu'on légua à la recluse des Arènes. Elle demeure encore proche des Carmes des Arènes, vêtue de cordillac blanc comme religieuse (2) ».

Le même historien dit autre part : « Il y a aussi une recluse habillée toute de blanc en façon de religieuse, proche des pères Carmes des Arènes. Elle est entretenue en ce lieu pour vaquer à des prières et à de saints exercices (3). » Le P. Bonaventure écrivait ces lignes en 1682.

Depuis le *xiv^e* siècle jusque vers le milieu du siècle dernier, le reclusage des Carmes, a été occupé presque sans interruption. C'était là, comme pour l'ermitage de Mont-Jauvy, une institution municipale. Les consuls de Limoges choisissaient, nommaient et installaient solennellement la recluse. Ils lui fournissaient son

(1) GREGOR TURON, lib. VI, ch. 29, éd. RUINART, col. 303.

(4) P. BONAVENTURE, t. III, p. 650, 651.

(2) *Id.*, *ibid.*, p. 807.

costume, qui consistait en robe, manteau et chaperon (1) ; ils lui faisaient porter les aliments nécessaires ; le garde-porte de Manigne et de Boucherie devait lui fournir, de quinze en quinze jours, une charge de bois (2).

Le cérémonial de l'installation de la recluse des Carmes était assez curieux ; transcrivons ou plutôt traduisons le procès-verbal de l'installation de Catherine Guillotte, veuve de Jean des Coutures, et fille de feu honorable maître Rillaud Guillot, licencié en droit, et, de son vivant, avocat à Limoges :

« Le dimanche de la Passion, 29 mars 1517, après que messieurs les consuls eurent fait inviter au consulat, ce dit jour, à huit heures du matin, pour assister à l'installation de la recluse, — quand ils furent assemblés, Catherine Guillotte arriva de sa maison, avec son costume de veuve, accompagnée de plusieurs gens de bien et d'un grand nombre de femmes de bien et de condition, qui s'étaient rendus chez elle. Là elle quitta ses habits de veuve, et prit la robe, le manteau et le chaperon que messieurs les consuls lui avaient fait faire à leurs frais. Ensuite elle fut conduite de la maison du consulat par MM. François Audier et Pierre Petiot, consuls de Limoges ; elle était accompagnée de messieurs les autres consuls et de leurs officiers, et d'une grande foule de peuple qui suivait en bon ordre jusqu'à l'église paroissiale de Saint-Michel, à l'entrée de laquelle se trouvaient vénérable personne maître Guillem Jouviond, licencié en décrets, chanoine de Limoges et chapelain (*curé*) de la dite église, ayant une chape sur son aube, accompagné de ses vicaires, de diacre et de sous-diacre assistant en dalmatique, et des prêtres de la dite église.

» Guillaume de Jouviond reçut de messieurs les consuls la dite dame recluse, laquelle se tenant à genoux, fit et promit entre les mains de monsieur le chapelain le vœu de chasteté ; puis il l'aspergea d'eau bénite, la prit par la main, et la mena au grand autel, à côté des bancs des bayles du Saint-Sacrement, où l'on

(1) Nous lisons dans les *Registres consulaires* de l'an 1508, après la mention des consuls qui avaient les clefs du trésor : « Qu'il soit mémoire que l'an susdit, mil cinq cent et huit, Messieurs les consuls eurent un manteau et un chaperon de la dame recluse qui se tient dans son reclusage devant les Carmes » (t. I, p. 22).

(2) Dans le règlement du garde-porte Balthazar du Peyrat, garde des portes Manigne et Boucherie, on lit cet article : « Item, de quinze en quinze jours fournira à la recluse de notre reclusage devant les Carmes une charge de bois ». — 26 juillet 1508. (*Registres consulaires*, t. I, p. 8.)

avait étendu une couverture (*un tapis*) sur lequel la dame recluse se prosterna. Après que MM. les gens d'église eurent dit le *Veni creator*, avec l'oraison, on chanta la messe du jour avec l'oraison du Saint-Esprit, en grande solennité; et le sermon fut prononcé devant le grand autel par Mgr maître Antoine de la Chassaigue, licencié en droit, assesseur de Mgr l'official de Limoges. Durant la messe la dame recluse demeura prosternée devant le grand autel. Quand l'office fut terminé, M. le chapelain administra la dame recluse, et ensuite la reprit par la main, son vicaire étant de l'autre côté, et la conduisit processionnellement au reclusage, messieurs les consuls suivant en bon ordre. Après que l'absoute générale eut été donnée par messieurs les gens d'église, le cortège s'en retourna à Saint-Michel en chantant le *Te Deum*, et les consuls rentrèrent dans la maison du consulat. « Que la dame recluse prie Dieu pour tous ! Amen ! Jésus ! (1). »

Nous avons recueilli dans les *Registres consulaires* les noms de quelques recluses qui ont séjourné au reclusage des Carmes depuis la fin du xv^e siècle jusque vers la fin du siècle dernier : nous allons les donner ici :

MATHINE MARTELLE († 1496).

Mathine Martelle est la plus ancienne recluse dont nous ayons trouvé le nom. Elle mourut le 9 mars 1496 (vieux style), comme on le voit par cette note insérée dans le calendrier de l'ancien registre consulaire (fol. 96).

« Lo ix^e jour d'aquest meys de mars lan mil IIII^e IIII^{xx} setge anet de vito a trespas Mathine Martella reclusa, et lo x^e deu dit meys et an fust sebeli a S. Michel et y furent plusors de Messors los consols, los quals baillèrent per la mectre a sepultura la somme de cinquante sols. »

JEANNE DE LA GARDE (1497-1516).

Le dimanche 9 avril 1497 eut lieu l'installation de la recluse Jeanne de la Garde, veuve de Jacques de la Vigne, chapelier de Limoges.

Cette recluse est appelée Jeanne de la Roche dans une note insérée au calendrier du vieux registre consulaire, 9 avril.

« XIII A. V.—Aquest jour a dieumenc lan mil IIII^e IIII^{xx} dict-sept fut mesa reclusa Johanne de la Roche, relicta de feu Jacme de la Vinha, femme devota et honesta per messeignours los con-

(1) *Registres consulaires de Limoges*, t. I, p. 85, 86.

suls de la dite annade en grande honor et en belle et honeste compaignie » (fol. 96 v°).

Jeanne de la Garde (ou de la Roche) mourut après dix-neuf ans de solitude, le mardi 23 décembre 1516 (1).

CATHERINE GUILLOTTE (1517).

Le dimanche 29 mars 1517, les consuls installèrent avec les cérémonies que nous avons rapportées, Catherine Guillotte, veuve de Jean Las Coutures, fille de Rillaut Guillot, licencié en lois (2). On voit que cette recluse appartenait par sa naissance et son mariage à la bourgeoisie limousine.

Les amis ou ennemis que cette jeune veuve avait laissés dans le monde vinrent troubler son repos. Ils faisaient tapage la nuit auprès de sa cellule. Deux ans après son installation, Catherine Guillot, la veuve de Petit-Jean Coutures, ne voulut plus résider au reclusage. Elle disait « ne pouvoir résister à plusieurs tentations et troubles de nuit qui lui survenoient ». C'est en vain que les consuls « lui firent remontrer » par plusieurs gens de bien, et la firent prier de résider, comme elle était tenue, au dit reclusage elle n'en tint point compte, et malgré les remontrances qui lui furent faites par le prévôt de la ville et des consuls, elle rendit les clefs de sa cellule à Jean Deboscheys, l'un des consuls (3).

ANNE ANGELAUD (1520-1523).

Pour remplacer Catherine Guillot, démissionnaire, les consuls en charge, l'an 1520, firent choix d'Anne Angelaud, veuve de feu Michel Charle, dit Nyot, pâtissier de Limoges. Le vendredi avant la fête de la Pentecôte, 25 mai, on lui donna « les draps de devotion » et l'habit de recluse dans la maison du Consulat; et, ce même jour, accompagnée de plusieurs gens de bien, tant hommes que femmes, elle fut conduite devant le portail de l'église paroissiale de Saint-Michel-des-Lions. Là, elle fut reçue par vénérable et scientifique personne frère Jean Gigonnet, docteur ès-droits, religieux du couvent des Augustins de Limoges, accompagné des autres prêtres de l'église de Saint-Michel; et elle fut conduite devant le grand autel par le dit Gigonnet, qui célébra la messe en solennité, et fit le sermon authentique, puis la dame recluse, en présence et en compagnie des consuls fut conduite au

(1) *Registres consulaires de Limoges*, t. I, p. 85.

(2) *Id.*, *ibid.*

(3) *Id.*, *ibid.*, p. 104.

reclusage, près du couvent des Carmes « en procession et cantiques honorables (1) ».

CATHERINE GUILLOTTE (1523).

Anne Angelaud mourut en 1523. Catherine Guillotte, l'ancienne recluse, n'ayant plus peur « des tentations et troubles de nuyt », fut réintégrée à sa place (2).

MARIE ARAING (1559-1563).

Sur la fin d'octobre 1559, une recluse dont on ne dit pas le nom étant allée de vie à trépas, les consuls élurent, pour la remplacer, Marie Araing. Revêtue des habits de recluse, elle fut conduite de la maison du consulat jusqu'au couvent des Carmes par Jean Alesme, consul et prévôt, accompagné des autres consuls, allant deux à deux, avec leurs chaperons; et, devant eux leurs six « gagiers », avec leurs bâtons, suivis d'un grand nombre d'hommes et de femmes de la ville. Après qu'on eût chanté, dans l'église des Carmes, une messe solennelle du Saint-Esprit, la dite recluse fut menée en procession jusqu'à son reclusage. Là on lui montra quelle devait être sa manière et façon de vivre. « Et, ce fait, les consuls s'en retournèrent (*sic*) à la maison commune (3). »

AUTRE RECLUSE (1563).

En 1563, Marie Araing étant morte, les consuls s'assemblèrent le 1^{er} avril, qui était un dimanche, et firent élection d'une autre recluse dont le nom a été laissé en blanc dans le manuscrit. On lui donna la robe accoutumée dans la chambre du conseil (4).

Dans le troisième volume des *Registres consulaires de Limoges*, qui a été publié, et qui s'étend du 7 décembre 1592 jusqu'au 20 décembre 1662, nous n'avons trouvé aucune mention de la recluse des Carmes. L'institution était en décadence : les consuls et le public n'y attachaient pas la même importance qu'autrefois.

Dans le *Registre consulaire* qui n'a pas encore été publié, M. Louis Guibert a eu l'obligeance de nous signaler quelques passages où il est question de la recluse des Carmes.

(1) *Registres consulaires de Limoges*, t. I, p. 405.

(2) *Id.*, *ibid.*, p. 135.

(3) *Id.*, *ibid.*, t. II, p. 481.

(4) *Id.*, *ibid.*, p. 257.

ANNE LEMOYNE (1688).

En 1688, « il y a déjà longtemps que la place de recluse de la présente ville est vacante ». Le 31 mars, on nomme Jeanne Lemoynes. Elle paraît devant les consuls qui la conduisent, « avec leur marque », dans l'église de Saint-Michel, et de là en procession au reclusage (1).

PÉTRONILLE MÉNAGER (1715).

En 1715, la place de recluse est depuis longtemps vacante par le décès d'Anne Lemoynes. Le 26 mars, on nomme Pétronille Ménager (2).

SUZANNE MAUMONT (1734).

Après le décès de la précédente, Suzanne Maumont est nommée recluse le 4 septembre 1734 (3).

LOUISE LALOY (1734).

Suzanne Maumont étant morte presque aussitôt, on la remplace le 7 décembre de la même année par Louise Laloy (4).

Le décret royal qui frappait l'ermitage de Mont-Jauvy s'appliquait aussi à la recluse des Carmes. Chassée de sa cellule vers 1748, elle vivait retirée chez ses parents. Elle recevait toujours la petite rétribution annuelle que lui votaient les consuls de Limoges. On lit dans un registre de délibérations des consuls du 1^{er} septembre 1768 :

Sont rayées des dépenses les articles suivants :

« 23 livres pour l'ermitage, attendu qu'il n'en existe plus, ni ne doit plus en exister;

» Autres 23 livres pour la recluse après son décès, en sorte qu'elle ne pourra plus être remplacée, et les dites 23 livres lui seront néanmoins payées pendant sa vie (5). »

La recluse des Carmes ne jouit pas longtemps de cette rente, car l'abbé Legros écrivait en 1777 : « La dernière recluse est morte il y a environ huit ans (1769); son ermitage était détruit depuis près de trente ans (1748); elle vivait retirée chez ses parents (6). »

(1) Registre BB³, fol. 47 v^o.

(2) *Ibid.*, fol. 162.

(3) *Ibid.*, fol. 241.

(4) *Ibid.*, fol. 242.

(5) Note fournie par M. Louis Guibert.

(6) L'abbé LEGROS, *Annales du Limousin*, ms. in-4^o, t. II, p. 532 (Manuscrits du grand Séminaire).

ARTICLE 2. — *Recluse de La Souterraine.*

L'existence d'une recluse, à La Souterraine, est constatée par des documents du ^{xiv}^e et du ^{xv}^e siècle. C'est ainsi qu'on lit dans un document de l'an 1388 : « *Item*, toutes les gens qui sont officiers de Monsieur de La Souterraine (*c'est-à-dire du prévôt*) doivent être sépulturés par le secrestain, comme le prévost Lage, la Crye, dit Eusche, *la recluse*, l'ospitalier (*l'hôtelier*) et le cusi-nier (1). »

Nous lisons dans un autre document de l'an 1458 la prise de possession de l'ermitage de la recluse, constatant les droits du sacristain de la prévôté de La Souterraine sur ce bénéfice.

« Le 23 fevrier 1457 (vieux style), entre une heure et deux heures de l'après-midi, en presence des Frères Jean de l'Ort et Guy de Bonnegnays, moines de La Souterraine, — Pierre de Boussac, licencié en décrets, après avoir pris possession de la dignité de sacristain, se transporta à la recluse de la dite prévôté, pour prendre possession de la chapelle du reclusage.

Le Frère Jean de France l'introduisit dans la chapelle du dit reclusage, et le mit en possession en lui faisant toucher l'autel, et un cierge allumé placé sur l'autel.

Pierre de Boussac ferma et ouvrit la porte de la chapelle; de là il se rendit à la maison de la recluse, et lui dit entre autres choses que c'était lui qui devait lui administrer ou lui faire administrer les sacrements (2).

Citons un troisième document de la fin du ^{xv}^e siècle :

Olive Blanchet, épouse de Jacques de la Cour, fille de sage homme Jacques, sieur du Queyroix, paroisse de Saint-Maurice, près La Souterraine, par son testament du 29 mai 1483, fit un légat (*sic*) à la recluse de La Souterraine (3).

ARTICLE 3. — *Recluse de Pierre-Buffière.*

Dès le commencement du ^{xiv}^e siècle, il y avait une recluse près de Pierre-Buffière, sur le territoire de la paroisse de Saint-Hilaire-Bonneval. Nous trouvons de curieux détails sur l'installation de cette recluse dans un document daté de l'an 1331. C'était le dimanche après l'octave de la Saint-Luc, c'est-à-dire le 27 octobre. La dernière recluse étant morte, Etienne Adémar, prieur de Saint-Hilaire-Bonneval, installa à sa place Almodie

(1) Archives de la Haute-Vienne, fonds Bosvieux, p. 11.

(2) *Ibid.*, manuscrits Bosvieux, p. 33.

(3) NADAUD, *Nobiliaire Limousin*, édition Lecler, t. III, p. 13.

Saboureux, autrement nommée Manihaga ou Mourine. Almodie, se tenant à genoux et les mains jointes devant le dit prieur, lui demanda avec supplications de vouloir bien lui céder ce reclusage, parce qu'elle était une pauvre femme qui n'avait pas de quoi vivre; elle ajouta qu'elle désirait beaucoup être sa paroissienne et qu'elle prierait Dieu pour lui. Le prieur, accueillant favorablement sa demande, la prit par la main et lui ordonna de se lever. Quand elle fut debout, il lui adressa les paroles suivantes : « D'après le témoignage de personnes dignes de foi, votre conduite est excellente, et vous jouissez d'une bonne réputation. C'est ce qui résulte des informations que nous avons prises, l'abbé de Solignac et moi. C'est pourquoi je vous accorde et je vous donne ce reclusage avec ses bénéfices et ses dépendances, autant que je le puis et que je le dois en raison de mon prieuré. »

Et alors, prenant Almodie par la main, il la conduisit dans la maison du reclusage et lui en livra la possession; il fit sur elle le signe de la croix, en disant : « Au nom du Père et du Fils et du Saint-Esprit », puis il l'aspergea d'eau bénite.

Il la conduisit ensuite dans l'intérieur de la maison depuis la porte d'entrée jusqu'à la fenêtre où la recluse a la coutume de recevoir l'aumône; après cette cérémonie, le prieur entonna à haute voix et chanta avec les assistants l'antienne *Salve Regina*, avec l'oraison *Omnipotens, sempiterna Deus, etc.*

Puis il exhorta la dite Almodie à vivre honnêtement, à prier avec ferveur et à le recommander lui-même à Dieu dans ses prières.

Comme le prieur se disposait à partir, la recluse lui demanda de lui faire connaître quand et dans quels temps elle devrait aller à la messe; le prieur lui répondit qu'il reviendrait prochainement en compagnie du curé de Saint-Hilaire-Bonneval, et qu'ensemble ils lui diraient ce qu'elle aurait à faire à ce sujet.

Le procès-verbal de cette installation fut fait en présence de Jean Ramier, laïque de Pierre-Buffière, d'Etienne Dallier, paroissien de Saint-Paul, d'Hugues Judicis et de Pierre Lavau, paroissiens de Saint-Hilaire-Bonneval, et de Pétronille Lachantade, qui fut donnée comme suivante et servante à la recluse. Le procès-verbal fut dressé par Pierre Baju (*Bajuli*), clerc du diocèse de Limoges, notaire public par l'autorité du roi de France.

Nous publions ici le texte de ce curieux document, en remerciant M. Alfred Leroux, archiviste de la Haute-Vienne, qui nous a aidé à le déchiffrer.

In nomine Domini Jesu-Christi. Noverint universi et singuli hoc presens publicum instrumentum visuri, inspecturi, seu eciam audituri, quod anno Domini millesimo ccc^o tricesimo primo, die dominica post octabas beati Luce evangeliste, regnante excellentissimo ac serenissimo principe domino Philippo, Dei gracia nostro Franc[orum] rege, — in mei publici infrascripti notarii et testium subscriptorum presencia, religiosus vir Stephanus Ademari, prior prioratus sancti Hylarii Bonnevallis, accedens nomine sui prioratus predicti, ut ibidem asseruit, ad locum et domum reclusatgii vocati de Petrabufferia, sitam, prout idem prior asserbat, in parochia prioratus ecclesie predictae sue; cumque dictum reclusatgium vacaret per mortem ultime recluse, prout idem prior ibidem asserbat, ipseque prior diceret et assereret ibidem provisionem dicti reclusatgii, et institutionem recluse, et donationem dicti loci reclusatgii ad ipsum priorem in solidum spectare et pertinere ratione prioratus sui predicti, et tam ad ipsum quam ad ejusdem prioris predecessores ab antiquo; comparuit ibidem coram ipso priore et se presentavit ante domum reclusatgii predicti Almodia, aliter dicta Saborosa, Manihaga, aliter vocata Mourina, prout ipsa Almodia ibidem ita se nominavit; que quidem Almodia ibidem coram dicto priore existens, flexis genibus, et manibus complois, humiliter et devote quesivit et requisivit et supplicavit dicto priori ibidem presenti, ut amore Dei ipsam provideret, tanquam pauperi mulieri, que non habebat, ut ibidem asserbat, unde viveret, de dicto reclusatgio cum suis pertinenciis quia multum volebat esse parochiana sua, et rogaret pro ipso: qui prior annuens supplicationi et rogationibus suis, cepit tunc dictam Almodiam, ibidem flexis genibus et manibus complois existentem, per manum suam, precipiendo et dicendo eidem quod surgeret sursum; que surrexit, et, ipsa levata de terra, idem prior dixit per hunc modum verba sequentia: « Almodia, ex relatu fide dignorum audito de vobis et vestra bona fama et conversione, conversatione de quibus ego et domnus abbas Solemniacensis sumus informati et contenti, de hoc reclusatgio cum pertinenciis suis universis et singulis vos provideo, et vobis concedo illud quatinus possum et debeo, et ad me spectat et spectare potest, ratione mei prioratus.» — Et eandem Almodiam sic tenendo per manum suam, in domum dicti reclusatgii duxit et misit, et possessionem tradidit de eodem, et supra ipsam signando eandem in nomine Patris, et Filii et Spiritus-sancti, amen, aquam benedictam infudit et aspersit; et alias ducendo ipsam ab initio et introitu reclusatgii usque ad locum fenestre ubi dicta reclusa consuevit elemosinam querere, idem prior cum communia sua alta voce

cantando antiphonam de *Salve Regina*, et postmodum dicendo alta voce orationem *Omnipotens sempiterne Deus, qui gloriose*, etc., complectis que premissis, idem prior ibidem precepit dicte Almodie ut honeste viveret, et Deum rogaret, et ipsum priorem in orationibus suis recommendatum haberet. Et cum dictus prior vellet recedere a loco, dicta reclusa petiit ab ipso quod eandem certificaret quando et quo tempore deberet ad missam ire. Qui prior respondit eidem recluse, quod ipse prior et capellanus sancti Hylarii venirent ad ipsam cito, et tunc insimul certificarent ipsam de et super premissis, qualiter se haberet et gubernaret. — Acta sunt hec die, anno, et regnante, et loco quibus supra, presentibus Johanne Ramerii de Petra-Bufferia, laico, Stephano Dallier, parochiano sancti Pauli, Hugone Judicis et Petro Lavau, parochianis sancti Hylarii Bonevallis, et Petronilla Achantada, que fuit per dictum priorem tradita dicte recluse in pedisecam et servientem, ad predicta testibus vocatis et rogatis.

Et ego, Petrus Bajuli, clericus Lemovicensis dyocesis, publicus auctoritate regia ubique in regno Francie notarius, cui constat de conversatione.

unā cum dictis testibus premissis omnibus presens interfui, premissa manu mea scripsi et in hanc formam publicam redegi, signoque meo publico solito signavi hoc presens publicum instrumentum in testimonium premissorum vocatus, requisitus et rogatus (1).

L'Abbé ARBELLOT.

(1) Archives de la Haute-Vienne.

LE TOMBEAU DU CARDINAL DE TULLE

A SAINT-GERMAIN-LES-BELLES

La maison Roger est une de celles qui, pendant le moyen-âge, ont jeté le plus d'éclat sur le Limousin. En moins d'un demi-siècle, elle a donné à l'Eglise deux papes, quatre cardinaux et deux archevêques. Celui de tous ces grands personnages dont le nom demeure le plus étroitement attaché à l'histoire religieuse de notre province, est le cardinal Hugues Roger.

Né, comme son frère Clément VI, au château de Maumont, près d'Egletons, il prit l'habit de saint Benoît dans le monastère de Tulle et y passa sa jeunesse. Ayant prononcé ses vœux à dix-huit ans, par permission spéciale, il alla à Paris suivre les cours du savant Nicolas de Lyre. De retour à Tulle dès 1326, il s'y livrait à l'enseignement, lorsque son frère, alors évêque d'Arras, l'appela auprès de lui pour remplir l'office de vicaire général. Treize ans plus tard il fut fait abbé de Saint-Jean-d'Angély, et appelé bientôt après (août 1342), par son frère devenu le pape Clément VI, au gouvernement du diocèse de Tulle (1). Le nouvel évêque n'était pas encore sacré, lorsqu'il fut créé cardinal du titre de saint Laurent *in Damaso* (21 septembre 1342). Les Limousins Aymeric de Châlus, Étienne Aubert qui devait prendre le nom d'Innocent VI en montant sur le trône de Saint-Pierre, Adémar Robert, Gérard de La Garde et Guillaume de La Jugie reçurent

(1) Hugues Roger n'a jamais été évêque de Rodez, comme le disent Justel, Papire Masson et Nadaud (voir le *Nobiliaire du Limousin*, t. IV, p. 96); leur erreur provient de ce qu'Onuphre l'appelle H. de Rhodes, parce qu'il était, en effet, prieur du monastère de Rhodes (*Rhodensis*) de l'ordre de saint Benoît, au diocèse de Gironc, en Espagne.

la pourpre en même temps que lui. On l'appela le cardinal de Tulle parce qu'il venait d'être nommé à l'évêché de cette ville lorsqu'il entra dans le sacré collège.

Son rôle à la cour pontificale fut des plus modestes. Nous le trouvons résumé en quelques lignes dans les notes manuscrites de M. L.-Th. Juge (1). « Il assista, en 1346, à Avignon, à la prestation par Charles, marquis de Moravie, futur empereur d'Allemagne, du serment par lequel il s'engageait à défendre les droits de l'Eglise romaine, comme on le voit dans Odolric Raynald (1346, parag. 19 et 26). Le 3 novembre 1347, il acquit d'Aymar de Poitiers, fils d'Aymar de Poitiers, comte de Valentinois, les châteaux de Bouzole et de Servissac et la borderie de Gordac au diocèse du Puy, comme on le voit à l'acte de vente inséré par Duchesne, aux preuves de l'*Histoire des comtes de Valentinois* (p. 113), et par Justel, aux preuves de l'*Histoire de la maison de Turenne* (p. 93), et les donna, en 1351, à son neveu Guillaume de Beaufort, vicomte de Turenne (Justel, *Preuves*, p. 105). Lorsqu'en 1349, Louis, roi de Hongrie, envoya des députés à Clément VI, Hugues, cardinal de Saint-Laurent, et Guillaume, cardinal de Sainte-Marie *in Cosmedin*, assistèrent le pape qui répondit aux députés par une allocution très diffuse, dit Odolric Raynald (1349, parag. 1^{er} et suiv.). Le pape Clément VI, frère de notre cardinal, étant mort le 6 décembre 1352, son corps fut transféré l'année suivante au monastère de La Chaise-Dieu, en Auvergne; cinq cardinaux l'y accompagnèrent, parmi lesquels figurait le cardinal de Tulle (Bzovius, 1352, parag. 20) (2). »

Frère du souverain pontife, gouverneur du comtat Venaissin, propriétaire de biens importants, maître d'une fortune mobilière considérable, il aurait pu marquer d'une façon éclatante sa place au sacré collège. Il préféra s'effacer. Baluze raconte qu'en 1362, lorsqu'après le décès d'Innocent VI les cardinaux, au nombre de vingt-et-un, étaient assemblés pour nommer un successeur au pape défunt, les deux tiers des voix se portèrent sur Hugues Roger; le cardinal de Tulle, par humilité, renonça à son élection.

Il mourut le 21 octobre 1363 au couvent de Montolieu, diocèse

(1) *Dictionnaire biographique des hommes illustres du Limousin*, par L.-Th. Juge, v^o *Hugues Roger*. Manuscrit appartenant à la *Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*.

(2) On trouvera de plus amples détails biographiques dans la notice consacrée au cardinal Hugues Roger, par M. l'abbé Niel. (*Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, 1881, p. 219-238.)

de Carcassonne, et y fut provisoirement enterré (1). Par son testament il avait fondé un collège de chanoines séculiers dans ses propriétés de Villeneuve-d'Avignon ; mais le Saint-Siège ayant été transféré à Rome en 1376, ses exécuteurs testamentaires, Hugues de Saint-Martial et Pierre de Cros, furent autorisés par le pape à établir le chapitre dans le bourg de Saint-Germain-les-Masseré, au diocèse de Limoges (2).

C'est dans le chœur de l'église, qui venait ainsi d'être adoptée pour sa fondation, que les restes du cardinal de Tulle furent portés solennellement et placés sous un magnifique mausolée.

Les biographes de Hugues Roger ont signalé son tombeau comme une œuvre artistique de grand mérite. Mais ils ne donnent aucun détail sur la forme et la décoration de ce monument de bronze. L.-Th. Juge nous apprend qu'on y lisait l'épithaphe suivante : *Anno 1363 die xxi octobris migravit ad Dominum Reverendissimus Pater Hugo sancti Laurentii in Damaso, presbyter cardinalis Tutelensis, sepultus in ecclesia hujus monasterii*. Le dernier mot de cette inscription nous fait douter de l'exactitude du renseignement de M. Juge. Il n'y avait pas de monastère, en effet, à Saint-Germain-les-Masseré, mais un chapitre de chanoines séculiers. L'épithaphe, d'ailleurs, ne mentionne pas la translation des cendres du cardinal, et elle diffère de celle qu'on voit encore dans l'église de Saint-Germain. Nous pensons donc que M. Juge a commis une confusion et que l'inscription qu'il reproduit est celle qui fut gravée sur le tombeau provisoire de Hugues Roger au monastère de Montolieu.

Un chanoine de Saint-Germain, dont le nom est demeuré inconnu, avait eu le soin, vers la fin du xvii^e siècle, de décrire minutieusement le mausolée du cardinal de Tulle. Sa notice, précédée d'un résumé de l'histoire du chapitre, est restée jusqu'à ce jour inédite. Baluze l'avait précieusement classée dans son importante collection de documents. C'est dans ses *Armoires*, conservées à la Bibliothèque nationale, que nous avons pris la copie que nous publions.

Hugues Roger, cardinal du titre de Saint-Laurent en Damas, évêque de Tulle en Lymousin, frère de Clément sixte et oncle de Grégoire onze, — les illustres ancêtres de Messieurs de Bouil-

(1) Nadaud, dans son *Nobiliaire limousin*, t. IV, p. 96, dit à tort que Hugues Roger fut d'abord enterré à Avignon.

(2) Aujourd'hui Saint-Germain-les-Belles, chef-lieu de canton de la Haute-Vienne.

lon, viscomtes de Turenne (1), et la digne progéniture, l'un de Guillaume de Rogier, seigneur de Maulmont et Rosiers (2), et l'autre de Guillaume, comte de Beaufort et d'Halets, vicomte de la Motte-Fondue (3), — institua par son testament un chapitre de chanoines séculiers dans la ville d'Avignon où il voulait qu'ils fissent la demeure et jouissent des biens, rentes et domaines qu'il avoit à Villeneuve d'Avignon, et de plus laissa dans trente bourses rouges six mille florins d'or outre autre quantité d'argent et pièces d'or qu'on trouva après sa mort dans un coffre d'acier rouge, comme il paroît par acte que le chapitre a dans le trésor (4), et institua pour exécuteurs de son testament Pierre, cardinal du titre de Saints-Nérée-et-Achillée, et Hugues, cardinal de Sainte-Marie *in Porticu* (5), lesquels, après la mort d'Hugues Rogier, cardinal, le pape Grégoire XI^{me} ayant établi le saint-siège à Rome, et les exécuteurs testamentaires ne pouvant faire ladite fondation en ladite ville d'Avignon, établirent le chapitre à Saint-Germain en Lymousin, chapitre qui est composé d'un doyen, le chef et seule dignité du cors, et de douze chanoines, l'un desquels est sacristain, curé ou vicaire perpétuel et un autre desdits chanoines chantre, et de huit vicaires ou bénéficiers qui sont tous obligés à faire l'office, les chanoines à dire la messe convantuelle, et les vicaires disent tous les jours messe par rang d'hebdomade pour le repos du fondateur. Quant aux bénéfices des doyen, chanoines et bénéficiers, ils dépendent du chapitre qui se trouve fondé de l'an mil troys cent soixante-dix-sept; Clément septier, sous l'obédience duquel estoit la France, fulmina les bulles de la fondation le dernier décembre

(1) Guillaume Roger, troisième du nom, comte de Beaufort et d'Alais, frère de Grégoire XI et neveu de Clément VI, « acheta de Cécile de Comminges, sœur aînée de sa femme, le 26 avril 1330, la vicomté de Turenne, moyennant la somme de 145,000 florins d'or ». *Nobiliaire de Nadaud*, t. IV, p. 99.

(2) Le pape Clément VI était fils de Guillaume Roger, seigneur de Rosiers, premier du nom, et de Guillemette de La Monstre ou de Monteruc.

(3) Le pape Grégoire XI était fils de Guillaume Roger, seigneur de Rosiers, deuxième du nom, et de Marie de Chambon.

(4) Baluze a publié dans *Vitæ Paparum Avenionensium*, t. II, col. 762-767, l'inventaire de l'argent trouvé dans le coffre de Hugues Roger après sa mort.

(5) Les exécuteurs testamentaires de Hugues Roger étaient, avec Pierre, cardinal de SS. Nérée et Achillée, et Hugues, cardinal de Sainte-Marie *in Porticu*, les cardinaux suivants : Guillaume, du titre de Sainte-Marie *in Trans-Tyberim*; Guillaume, du titre de Sainte-Marie *in Cosmedin*; Nicolas, du titre de Sainte-Marie *in Via Lata*; Pierre, du titre de Sainte-Marie-Nouvelle.

1385, la première année de son pontificat; et le cinquième des ides de décembre, l'an 1484, le pape Innocent confirma les bulles de Clément sept, annexa de nouveau, tant que besoin seroit, la cure de Saint-Germain au chapitre, et fulmina ladite fondation.

Le corps du fondateur est en quaiasse de plomb au milieu du chœur de l'esglise où il y a un fort beau mausolée.

Les exécuteurs testamentaires du fondateur donnèrent son palais et autres domaines qu'il avoit à Avignon à Mess^{rs} de Saint-Martial de Limoges lors religieux, où ils establirent un couvent, en ce qu'ils chargèrent l'esglise de Saint-Martial en faveur du chapitre de Saint-Germain d'une pension annuelle de certaine monnoye nommée sterling; et le parlement de Bordeaux a réglé à 80 livres une pareille pension sur leur monastère de Sainte-Valérie du Chambon, et le parlement de Paris a réglé à 50 escus, preuve manifeste que la valeur du sterling leur a été plus connue.

Le chapitre de Saint-Germain est seigneur en toute justice de la ville, et pour laquelle, avec ses dépendances, il est hommageable aux comtes de Turenne, auxquels aussi il a rendu hommageable, pour la terre de Salon (1) qui lui estoit propre, le seigneur du Pic la Capelle.

Quant à la situation, Saint-Germain-les-Masseret est ainsi nommée comme appert des tiltres de la fondation en Lymousin, *prope Mansum Serenum* (2), cause de la noblesse que la ville de Masseret avoit à son égard et de laquelle elle a deschu en tous les chefs et laissé le chapitre de Saint-Germain partprennant aux dismes de son sol et dépendances.

La ville de Saint-Germain, après avoir longtemps souffert la violence des gens de guerre tant en leur marche et garnison et veu plusieurs fois les chanoines ses seigneurs avoir esté contraints de quitter la ville de Saint-Germain et prendre celle de Lymoges pour faire leurs offices en une de ses eglises après notable perte de ses thrésors sacrés et temporels, reste dans son entier par la bonne religion des ducs de Bouillon et viscomtes de Turenne, qui la tiennent en leur filiation par la pieuse adoption qu'en a faite le cardinal du titre de Saint-Laurens il y a plus de 300 ans.

(1) Aujourd'hui Salon-la-Tour, chef-lieu de commune du canton d'Uzerche (Corrèze).

(2) Comme on la qualifioit autrefois parce qu'elle avoit de beaux privilèges et beaucoup de noblesse aux environs comme il appert des titres de la ville. Le chapitre en est aujourd'hui le seigneur en toute justice et partprennant aux dixmes de son sol et dépendances. (*Note du mémoire.*)

Le mausolée du Sgr cardinal évêque de Tulle est fait de bronze doré esmaillé de longueur de neuf pieds, trois de largeur et deux de hauteur, soutenu par un berceau de boys d'un pied de hauteur.

Le cardinal y est représenté couché, mitre en teste, vestu de ses habits pontificaux. L'amict est chargé du costé droit de la figure de saint Martial disant la messe, et sainte Valérie à ses pieds tenant sa teste en sa main, et au-dessus un ange soustenant son corps, et du costé gauche est l'adoration des roys mages en la cresche, Jésus entre les bras de la Vierge et saint Joseph à costé en petites figures, le tout siselé, doré, esmaillé; une ceinture couvrant le haut des espauls et poitrine, la ceinture coupée sur le devant d'une bande de longueur de la chasuble. Le tout enrichi de ses armes composées de six roses traversées d'une barre d'azur tirée de la main droite à la gauche; l'escusson couvert du chapeau de cardinal. A ses pieds est un lion béant. La tradition dit y avoir eu une poule avec douze poussins, et sur la teste, à demy toise du coussin et mitre, il reste un embelissement également enrichi des figures et tel qu'on peut voir sur les mausolées des anciens abbés et évêques de Tulle aux costés du grand autel de leur eglise cathédrale et sur ceux qui sont à la porte des cloistres et chapelle de saint Eloi.

Le plan ou assisé du mausolée est rempli de tous costés des figures buriuées à double personnage, l'un couronné portant en main l'expression de son chiffre comme *charitas*, *humilitas* et *patientia*, et l'autre à la gauche un demy ponce plus bas.

Le bord du berceau de bronze est chargé, de toise à toise, d'une plaque de mesme matière faicte en poincte de diamants et en quatre quarrés finissant de deux costés en ailes de mousches. La plaque est chargée dans les quarrés d'escussons, deux portant ses armes et les deux aultres le chapeau de cardinal, le cordon entre-lacé au-dessous et dans la distance de toutes les plaques. L'on y voit des figures de la Vierge, des apostres, de saint Laurens et aultres saints burinés et enrichis comme le reste avec leur nom en lettre gothique.

Le tour du berceau est enrichi des figures en bosse de mesme matière, et entre des pilastres, vis-à-vis de la teste du cardinal, est Jésus en croix, la Vierge et saint Jean à ses pieds; saint Germain et saint Laurens par costé dans leur niche.

Celle qui se voit au bas du mausolée est Jésus assis, monstrant son costé ouvert entre deux anges dont l'un porte sa couronne, l'autre la croix et les clous,

Au milieu, du côté gauche, l'on voit Jésus dans le Jordain et saint Jean tenant la main sur sa teste.

Dans l'autre milieu, l'on voit saint Martial à l'autel et sainte Valérie à ses pieds dans la posture cy-dessus collée, fors qu'il y est en bosse et l'autel dans sa fermeté.

Dans le reste du berceau l'on y voit les apostres, chacun avec son nom en main, et autres saints dont l'inscription est inconnue au peintre.

Pour les privilèges du chapitre, ils restent inconnus à ceux du corps de présent. Ils sont seulement savants, par tradition, que leurs anciens ayant eu procès avec le Sgr evesque de Lymoges en la Cour de Rome, ils y furent envoyés et du depuis on ne les a vus (1).

Le tombeau du cardinal de Tulle^e était encore intact au siècle dernier. On trouvait, il y a trente ans à peine, des vieillards ayant vu la statue en bronze de Hugues de Roger, de grandeur naturelle, qui reposait sur le monument. Les fidèles embrassaient sa pantoufle dorée comme on fait de la mule des papes. La Révolution l'a détruit. On a accusé de cet acte de vandalisme un personnage qui s'est signalé en 1793 par son exaltation jacobine et dont la femme a joué à Saint-Germain le rôle de déesse de la Raison ; la tradition disait même qu'il avait caché dans sa cave la statue du cardinal. Après sa mort, on a fouillé vainement sa maison (2).

La place qu'occupait le mausolée est vide aujourd'hui. Sur une pierre, à l'entrée du chœur, on lit l'inscription suivante :

HIC JACENT
REV. DOM. HUGONIS ROGERII, C. P.
ST. LAURENTII IN DAMASO
EPISCOPI TUTELENSIS
NEC NON MOR. CONSPICUI
VITA FUNCTI M. OLIVETO
ANNO M CCC LXIII
OSSA TRANSLATA.

Cette épitaphe inédite, à peu près fruste, est tout ce qui reste, dans l'église où reposait son corps, pour perpétuer la mémoire du cardinal fondateur du chapitre de Saint-Germain-les-Masséré.

RENÉ FAGE.

(1) Extrait des titres du chapitre de Saint-Germain, par un des chanoines, ancien syndic. — Bibliothèque nationale : *Armoires de Baluze*, t. XXI, p. 48.

(2) Nous devons ces renseignements à M. le docteur Sensaud, ancien conseiller général de la Haute-Vienne,

EXTRAITS
DU
REGISTRE DE LA COMPAGNIE DU S. SACREMENT
DE LIMOGES
1647-1663

La Compagnie du Saint Sacrement de Limoges (qu'il ne faudrait pas confondre avec la confrérie du Saint Sacrement) se rattache par ses origines et son organisation aux compagnies du même nom fondées vers 1635 par le P. de Gondren, second supérieur général de l'Oratoire. Elle ne fut établie dans notre ville qu'en 1647 et dut subsister tout au plus jusqu'à la fin du siècle. Mais l'obscurité de son existence fut telle qu'aucun chroniqueur de cette époque n'en fait mention, à telles enseignes que M. Pierre Laforest, le consciencieux historien de *Limoges au xvii^e siècle*, ne l'a pas connue.

Mais cette obscurité était voulue, et l'action occulte considérée comme essentielle par ces sortes de compagnies, comme en font foi plusieurs des mentions qui suivent. Il en résulte que cette action, aussi intense qu'elle ait été, serait ignorée de la postérité si le premier registre des délibérations de cette compagnie ne nous avait été conservé. Ce registre, qui appartient depuis une vingtaine d'années à M. Emile Hervy, notaire à Limoges, est un gros in-folio de 244 feuillets. Il a été cité pour la première fois par M. l'abbé Grange, qui en a même reproduit quelques passages dans son *Etude sur le Père Lejeune* (1867, p. 25, 26 et 29). A notre avis, ce registre mérite d'être publié par larges extraits, car c'est un document hors de pair pour la connaissance du mouvement ecclésiastique à Limoges au milieu du xvii^e siècle. Nous ne croyons devoir reproduire ici que les passages les plus saillants de ce registre, ceux qui peuvent le mieux donner une idée de l'activité des membres de la compagnie et en même temps éclairer les mœurs de l'époque. Nous publierons ailleurs les nombreux passages, recueillis dans ce registre, qui témoignent des luttes de la compagnie contre les communautés calvinistes de la contrée.

Nous n'avons point cru pouvoir supprimer ni même amender dans ces extraits certaines expressions dont la crudité choquera peut-être le lec-

teur moderne. Ces expressions étaient reçues par les ecclésiastiques et les magistrats qui formaient la presque totalité de la compagnie. Pourquoi affecterions-nous une prudence dont ils se sont affranchis ?

Ce n'est point ici le lieu de montrer le rôle propre de la compagnie du Saint Sacrement au milieu des autres corporations et confréries religieuses de Limoges à la même époque. Nous l'avons fait du reste ailleurs, quoique brièvement, en racontant la contre-réformation du ^{xvii}^e siècle dans les diocèses de Limoges et de Tulle. Nous nous permettons de renvoyer le lecteur à cet article (1).

Alfred LEROUX.

JÉSUS MARIE JOSEPH

Loué soit le très saint sacrement de l'autel pour jamais.

REGISTRE

DE LA COMPAGNIE DU SAINT-SACREMENT ESTABLIE A LYMOGES
LE 21^e FEBVRIER 1647

Ad majorem Dei gloriam.

(F^o 4^{ro}). Messieurs de la compagnie du Saint-Sacrement de Paris nous ayant honoré d'une lettre dattée du dernier de janvier 1647, signée : *Vos tres humbles et tres affectionnés serviteurs et confreres, les superieur, directeur et compagnie du Saint-Sacrement establie a Paris* : GASTON DE RENTY, sieur DE POUSSEMOTTE, abbé de Saint-Seurin, directeur; FROTTÉ, secrétaire; laquelle lettre portoit l'institution de nostre compagnie en ceste ville, avec les statuts, exercices et resolutions de celle de Paris, avec le grand seau de la mesme compagnie, de couleur rouge, attaché à la fin, signés DANTY, secrétaire, — le 21^e febvrier 1647, jour du jeudy, consacré à l'honneur du Saint-Sacrement, nous avons jetté les premiers fondements de ceste compagnie à Lymoges soubz le consentement et approbation de monseigneur l'evesque et avons faict eslection, conformément aux statuts envoyés de Paris, et à la lettre que nous avons dans le coffre de la compagnie.

Première eslection faicte le 21^e feborier 1647.

Supérieur : Mons. François de Villemonteix, prestre.

Directeur : Mons. Nicolas de Brouas, prestre.

(1) *Bull. Soc. des Lettres de Tulle*, 1885, 2^e livraison, p. 210.

Conseiller : Mons. Baltezar de la Charlonye, prestre.

Conseiller : Mons. Jacques Dupeyrat.

Secrétaire : Mons. Pierre Londeis.

Résolutions prises dans la Compagnie.

1647, 21 février. — Resolu que veu le petit nombre de la compagnie, qui n'est que de douze, moytié ecclesiastiques, moytié seculiers, on n'eslira que deux conseilliers.

Resolu que pour la plus grande commodité de tous, la compagnie commencera precisement à une heure apres midy et finira à deux heures et demye environ.

Les predicateurs seront priés d'exorter le peuple, surtout les hommes, d'accompagner le Saint-Sacrement quand on le portera aux malades, comme aussy de tenir les boutiques fermées, les jours de festes, et on a jugé [bon] d'employer pour ce poinct les juges de police.

Resolu que ceux qui seront commis pour visiter les prisons [et] hopitaux et pourvoir à teles autres necessités n'entreprendront rien sans le consentement de la compagnie, exceptée la seule necessité, dans laquelle pourtant ils prendront l'advis du supérieur ou de quelque autre.

La conférance se fera : Sur les motifs et moyens de glorifier dignement Dieu.

Pour les exercices, commis les sieurs de Villemonteys, curé de St Damnolet, et Londeys.

Resolu que veu le petit nombre de la compagnie d'un costé, de l'autre le petit nombre des prisonniers et mesme la difficulté d'y entrer, de peur qu'on ne soit cogneu, on n'y ira que de moys en moys, hormis que la necessité nous y appelle.....

Election des officiers faicte le 23 may 1647.

Supérieur : Mons. François Peyront.

Directeur : Mons. Jehan Gaudin, prêtre.

Conseiller : Mons. Pierre Jaiac.

Conseiller : Mons. Antoine Boiol.

Secrétaire : Mons. Jacques Dupeyrat.

23 mai. — M. Mercier sera adverty de vouloir prendre la peyne de confesser les petits enfans de l'hospital agés de douze années.

11 juillet. — Resolu que M. de la Charlonie avertira Madame Nicot, demeurant à la Ferrerie, de ne plus exposer sa tapisserie pour parade en la rue.

18 juillet. — M. de la Charlonnie est prié de pourvoir à la prison des débauchées.

Resolu que M^{re} Delacharlonie et Rouard auroient le soing d'entretenir les Dames de Charité dans leur bon zèle touchant les prisons des fames (*sic*) mal vivantes. M. de Rigoulene a esté député pour faire mettre en pratique l'arrest qui nous a esté envoyé par M^{re} nos confreres de la compagnie du St-Sacrement de Paris touchant les jureurs et blasfémateurs du nom de Dieu.

22 août. — Resolu qu'il sera parlé à la première assamblée du secret contre lequel l'on a manqué.

1648, 3 janvier. — M. le curé de St-Maurice parlera à Monsieur de Lymoges touchant le trouble qui se faict dans les eglises et irreverences (1).

13 février. — M. Masjambost sera prié de parler à M. nostre intendant (2) pour obtenir de luy une nouvelle publication contre les jureurs, suivant le dernier arrêt que nous avons reçu et pour confirmer l'ordonnance de M. de Corberon.

27 février. — M^{re} nos confrères seront priés de rapporter à la compagnie où ils ont habitude aux petites villes ou bourgades, pour pouvoir establir la société du St-Sacrement.

4 mars. — A esté résolu que M^{re} Masjambost et Peyron fourniront les status des sociétés du St-Sacrement à M^r le seneschal de Montberon pour l'establir en sa ville (3).

3 avril. — Pour la conference, M. Goudin : Des marques de la resurrection.

10 juin. — Chacun sera soigneux d'avertir les baillesses pour faire cesser les danses (4).

11 décembre. — M. Barrier sera prié de parler au prédicateur de St-Martial de la compagnie des Agonisans pour le luy faire publier derechef en chère (*sic*) et le prier de le proposer à M^r l'evesque pour en faire eriger une semblable compagnie dans Limoges.

(1) Mention fréquente.

(2) Jacques de Chaulnes. Il avait succédé peu auparavant à M. de Corberon, nommé plus loin.

(3) Il est parlé ailleurs de l'établir à Saint-Junien, à Rochechouart, à Brive, à Ayen (?), à Eymoutiers, à Saint-Yrieix et à Saint-Léonard.

(4) Mention fréquente — Baillesses est le nom dont on désigne, dans le registre, les femmes qui tiennent des salles de bal. Voy. plus loin à la date du 17 août 1657.

15 octobre. — M^r de Chamboursac parlera à M^{rs} les consuls pour pouvoir faire entendre la messe aux prisonniers de guerre étrangers (1).

1649, 21 janvier. — Pour la conférence, sur le 5^e chapitre [de Gerson] : *De lectione sanclarum scripturarum* (2), M. Villemon-teix en fera l'ouverture.

1^{er} juillet. — Il a esté résolu que MM. les confrères ecclésiastiques et laïques seront distribués par quartiers pour visiter les cabanes prochaines et instruire charitablement les vigneron et autres habitants [de la Maison-Blanche] en la créance et les disposer à la confession et rapporter à la compagnie le fruit qu'ils auront fait.

9 juillet. — Résolu qu'on travaillera à empêcher les desordres des comédiens. M. le directeur parlera à M. le promoteur pour défandre à M^{rs} les ecclésiastiques [d'y assister] ; M. le supérieur à M. de Chamboursac pour obtenir qu'on limite leurs temps et qu'on ne joue pas les dimanches et [qu'on les fasse] changer de lieu.

15 juillet. — A esté résolu que l'on écrira à M. le curé de St-Maurice..... pour le prier d'obtenir une lettre de Mons. de Limoges afin que M. le promoteur empesche les ecclésiastiques d'aller aux cabarets (3) et de voir les bastleurs.

12 août — M^r Chastaniac sera adverti de menacer ceux qui logent ceste femme qui demeure [aux] Tanneries chez Couder, enceinte, qui est poursuivie de son honneur. M. Bouiol luy parlera en passant.

22 août. — A esté arrêté que M. Peiron parlera au P. Leo pour recognoistre la nécessité de cette damoyse de noblesse. On donnera 4 ll. 5 sols si M^{rs} Peiron et Jaiac trouvent qu'elle aie nécessité (4).

(1) Ils sont qualifiés d'Espagnols dans quelques autres passages. C'étaient en effet les Espagnols faits prisonniers à la bataille de Lens. Cf. *Reg. consul. de Limoges*, III, 352. — Il est aussi plusieurs fois question d'aumônes faites à des Irlandais habitant Limoges.

(2) Plusieurs de ces conférences hebdomadaires ont souvent pour objet un passage du N. T., ce qui confirme une assertion bien connue de la princesse palatine, duchesse d'Orléans, qu'au xvii^e siècle les catholiques de France étaient grands lecteurs de la Bible.

(3) Mention fréquente sous diverses formes.

(4) Il faudrait reproduire tout le registre pour donner une idée de la multiplicité des aumônes faites au nom de la compagnie. Les ressources semblent avoir provenu uniquement du tronc de la compagnie, dont il est parlé à plusieurs reprises sans qu'on indique jamais où il est placé.

16 septembre. — M. Malleden prié de parler à M. de Cham-boursac pour le scandale qui se commet dernier (*sic*) le *Cheval-Blanc* (1).

7 octobre. — M. Martin prié de parler aux predicateurs de St-François pour blâmer la trop grande familiarité du sexe de l'un avec l'autre.

1650, 10 mars. — M. Londeix prendra le soin de parler à M^{rs} les juges de police touchant l'abus que les bouchers commettent à donner indifferamment de la viande à toute sorte de personne, et de retirer le livre de Jarrige (2).

21 avril. — M. Deboria sera prié de presenter a M. l'official les statuts de la confrerie des Agonizants.

19 may. — A esté resolu.... que M^{rs} les confreres, qui seront deputez pour les exercices, rapporteront à la compaignie ce qu'ils auront remarqué dans l'hospital.

9 juin. — A esté resolu que M. le curé de St-Maurice parlera à Monsgr. de Limoges et que M. Deboria parlera à M. l'official pour empescher le desordre qui se commet parmy quelques filles devottes.

11 août. — A esté arresté qu'on tachera de faire cesser les dances qui se font aux freries des filles.

29 décembre. — Pour la conference : S'il est mieux de donner l'aumône aux religieux qu'aux pauvres hors de necessité.

1651, 26 may. — Resolu qu'on escrira à Paris touchant les miseres de nostre province foulée par les gens de guerre.

10 août. — Resolu que M. Martin s'informerá de ce prisonnier qui nourrit une garse au pont St-Martial, pour y remedier.

1^{er} décembre. — On escrira a M^{rs} nos confreres de Paris pour faire administrer le saint sacrement de l'autel aux criminels condamnés.

(1) Ailleurs il est parlé des abus ou des désordres qui se commettent derrière Saint-Cessateur, au sépulcre de Saint-Martial et dans le chœur de la basilique de ce nom, à Saint-Michel-des-Lions, au moulin du pont Saint-Etienne, près l'hôpital de Saint-Gérald, aux Petites-Maisons, à l'Arbre-Peint, dans la chapelle d'Aigueperse, à la Croix-Buchilien, au Cluzeau, près des Arènes, au Piauleau, aux Tuilières, aux Pousses, à la Roche-au-Guet (*sic*), à la Brugère, etc. Le mot *désordres* souvent employé ne paraît pas avoir toujours la force qu'il a aujourd'hui.

(2) Il s'agit sans doute du fameux livre : *Les Jésuites sur l'échafaud*, publié en 1648. La rétractation de Jarrige est de l'année 1650.

1652, 13 janvier. — M^{rs} les confrères seront exhortés à rapporter à la compagnie les divisions et animosités qu'ils scauront chacun dans son quartier.

25 janvier. — M^r le curé de St-Maurice et M. de Boria parleront à Monsgr. de Limoges pour tacher de faire faire aux maisons religieuses et aux paroisses instruction et charité spirituelle aux pauvres (1).

22 février. — M^r le curé de St-Maurice s'informerá si on mange de la viande au logis de la Poste.

21 mars. — MM. les députés pour la Mission iront premièrement à Nueil (2). M^r le curé de Nueil prendra la peine d'avertir M^{rs} les curés ses voisins de disposer leurs paroissiens à gagner le jubilé et d'assister aux instructions de M^{rs} les missionnaires (3).

19 avril. — M^r Mercier fera un memoire avec M^r de Savignat des desordres de l'hospital [de St Gerald] (4).

26 avril. — M. le curé de St-Maurice prendra le soin de faire faire à M^r l'official des ordonnances pour l'hospital de St-Géral.

M. le curé de St-Maurice parlera à M^r l'official pour faire transporter le revenu de la maladrerie de St-Junien à l'hospital du dit lieu.

M^r Londeix et M^r Rouard tacheront de descouvrir des femmes propres pour travailler à faire secourir les malades honteux de la paroisse.

2 mai. — (5) M^r de Savignac et M^r Croisier ont esté députés pour aller à une esglise dediée à N.-D. saluer de saint sacrement et rendre les devoirs de la compaignie à la Ste Vierge, et puis à St Marcial honnorer le dit saint dont les reliques y reposent et de là à l'hospital de St-Geral visiter les pauvres malades, les instruire, les exhorter et consoler, les disposer à faire des confessions generales.

23 mai. — M^r le curé de St-Maurice parlera à M^r de Limoges touchant l'instruction des paizans au St-Sacrement et autres

(1) *Passim* : résolutions analogues vis-à-vis des Bénédictins, des Jésuites, des Oratoriens et des Jacobins de Limoges.

(2) *Lisez* Nieuil, arr. de Limoges.

(3) Il y eut aussi des missions à Excideuil, Châteauponsac, etc., sans parler des localités où les protestants étaient en nombre.

(4) Mention analogue sous la date du 26 février 1654. Cf. notre *Invent. des Arch. hospit. de Limoges*, II^e fonds, F 1.

(5) Mention qui revient périodiquement avant chaque réunion, à partir de cette date du 2 mai 1652.

mistères, qu'on a remarqué estre tres ignorans et y manquer durant ceste ostension.

30 mai. — M^r de Limoges sera prié par M^r le curé de St-Maurice de permettre qu'on envoie une lettre circulaire par toutes les paroisses touchant l'instruction des paisans au saint sacrement de l'autel.

1653, 15 mai. — Pour la mission sont esté deputez M^{rs} Villemonteys, Malafilhe, David, Leschausié, Merlin, Dhouet, pour aller comencer à Neysson (1), La Meyze, La Roche-l'Abeille et Saint-Yrié.

22 mai. — M^r le curé de St-Maurice parlera à M^r de Limoges touchant la ceremonie de la Colombe au jour de la Penthecoste (2).

5 juin. — Il a esté rezolu que M^r le curé de Saint-Maurice parlera à M^r l'official pour empescher que les habitans d'une maison de la Boucherie ne baizent le porte-Dieu à la procession de la Penthecoste, comme ils font.

12 mai. — Il a esté proposé par M^r Mercier que M^r Dubois, heritier de feu M^r le prieur de St-Geral, a 150 ll. pour employer à marier de pauvres filles orfelines; et les confreres seront advertis, s'il s'en treuve, d'en advertir la compagnie.

Il a esté rezolu que l'on advertiroit M^{rs} de la police pour savoir le boucher qui a acheté un bœuf de la meterie appartenant à Mad. Bagniol, lequel estoit piqué d'un aspic, d'autant que ce boucher est amendable.

16 octobre. — La compagnie a resolu que pendant trois moys tous les confreres, lorsque les Cordeliers et les Carmes yront chez eux demander la queste, les renvoyront doucement et leur diront que, ayant permis les dances devant leurs eglizes, M^r de Limoges leur ayant deffendu, on ne leur peut donner l'aumosne, et les prier d'en parler à leurs supérieurs.

6 novembre. — M. de Rigoulene est prié de s'informer quelle vie mène l'hostesse des *Choux* qui demeure dans la rue du Temple.

11 décembre. — M^{rs} le curé de St-Maurice et Villemonteix

(1) *Lisez* Nexon. Les quatre localités dénommées sont aujourd'hui dans l'arr. de Saint-Yrieix.

(2) Ce passage nous semble indiquer qu'on figurait devant la foule, dans une cérémonie particulière, la descente du Saint-Esprit sous la forme d'une colombe.

examineront s'il y a lieu de faire que les chariots ne roulent pas les jours de dymenches et de bonnes festes.

1654, 28 mars. — M^r de St-Maurice s'informerà s'il y a moyen de mettre ceste pauvre filhe qu'il a proposée chez la Germaine (1).

23 avril. — M. le curé de St-Maurice prié de parler à Mons. de Limoges pour retenir le Pere Lejeune dans quelque chière du diocese pour l'année 1656 (2).

3 juillet. — M. le curé de St-Maurice s'informerà avec M^r de Limoges de l'affaire de la femme qui a deux maris.

3 juillet. — M. Martin parlera aux Pères des Carmes des Arènes touchant le bouchon qu'ils ont mis à la porte de leur monastère (3).

9 juillet. — Laissez à la prudence de M^r Ruben pour la capture de cette concubine proche de sa paroisse.

16 juillet. — Pour la conference : Combien il est important de garder le secret de la compagnie et de ce qui se traite en icelle.

6 août. — M^r de Leschausier s'informerà du logis chez le gros Martial réputé pour un bordel. M. Londeis s'informerà du menuisier qui demeure dans la Porte-Magnine pour le mesme sujet.

3 décembre. — M. Duvert s'informerà de ces damoiselles de Perigort logées chez M^{lle} Barny.

7 décembre. — Le curé de St-Maurice s'est chargé de s'informer d'avantage des damoiselles de Perigueux, des aydes qu'elles peuvent avoir pour se retirer et, s'il est besoin, leur donner 7 ll.

1655, 18 février. — M^r Duvert priera M^r Martin de parler aux Peres des Carmes des Arenes touchant quelques dentelles qu'ils ont exposé en vente.

22 avril. — M^r Sage parlera à M^r l'official pour remedier au desordre qui se pratique en quelques endroits du Bas-Limousin touchant quelque jeu de quilhes où il se fait d'horribles juremens.

13 may. — M^{rs} de Savignac et Londeys pourvoiront à faire

(1) *Ailleurs* Madame Germain. Il s'agit très vraisemblablement de Marcelle Germain, fondatrice des Filles-de-la-Providence.

(2) C'est la première fois que le P. Lejeune est nommé dans ce registre. Mais son nom revient si souvent dans les pages suivantes que nous nous bornerons à relever les passages importants.

(3) C'est la branche de gui qui est aujourd'hui en Limousin l'enseigne distinctive des cabarets de campagne.

escrire à Paris par M^{rs} les consuls au Pere general des Peres de l'Oratoire touchant le Pere Lejeune.

3 juin. — Peyront parlera à M^r Leschausier touchant le service divin de St-Michel auquel presque aucun prestre n'assiste, et specialement, comme a esté remarqué, à la grande messe; comme aussi d'un tableau des Ames du purgatoire (1) pour faire remedier et couvrir les nudités qui sont dans le dict tableau.

26 août. — M. le curé de St-Maurice est prié de voir M. de Lymoges touchant ce prestre jenseniste (2).

2 septembre. — M. de Leschausier prié d'avertir l'hermite de Montjovis touchant ses petits désordres (3).

25 novembre. — M^r de Savignac parlera à Mad. Germain pour remettre la société des Dames de la Charité (4).

1656, 3 février. — Cejourd'huy a esté payé au R. P. superieur de l'Oratoire la somme de 400 ll. pour la nourriture et entretien du R. P. Lejeune, dont le dit Pere superieur a donné acquit sous le nom de M^r Londeix, l'un des confreres de la compagnie, sous les conventions verbales suivantes : que le Pere Lejeune séjournera au moins deux mois dans la ville de Lymoges et emploiera le reste de l'année dans le diocese et ne pourra aller ailleurs. Il a esté convenu qu'au cas qu'il ne put venir environ les festes de Pasques, ainsi qu'il est porté par le billet, que le dict superieur remettra la somme recueue. La dite année commence ce jourd'huy.

.....

9 mars. — M^r Barrier est prié d'avertir le R. P. predicateur qu'il y a quelques fames qui se mettent tout contre les prestres lorsqu'ils disent la sainte messe, et qu'il les avertisse qu'elles ne sont pas au lieu où elles doivent estre.

M^r Martin est prié d'avertir les R. P. de l'Oratoire d'estre secrets sur ceste compagnie et qu'ils ne parlent pas que nous ayons donné l'argent au R. P. Lejeune.

13 juillet. — M^{rs} Gaudin et Martin parleront au P. Lejeune touchant les Dames de la Charité, surtout pour leur assigner un directeur et un lieu d'assemblée. On parlera à Mad. Mercier et a

(1) Très ancienne confrérie de piété de Limoges.

(2) Peut-être Jean Fauconnier, qui entra à l'Oratoire de Limoges en 1648 et publia en 1656 un *Traité sur la Grâce*, qui obtint les suffrages d'Arnaud. (LAFORÉST, *Limoges au xvii^e siècle*, p. 569.)

(3) Il est souvent question de cet ermite dans le registre.

(4) Nombreuses résolutions à l'égard de cette société.

Mons. Beaubreuil pour emprisonner une garce qui court deca et delà.

27 juillet. — Resolu que M^r Goudin, qui a esté nommé directeur des Dames de la Charité par les dites dames, portera les dites Dames à voir M^r l'official et luy demander sa protection pour les choses qui peuvent arriver.

3 août. — M^r le curé de St-Maurice parlera à M^r l'official touchant M^{rs} les curés de la campagne pour faire le cathechisme et empescher les dissolutions des frairies.

20 octobre. — Resolu de nommer un ecclesiastique et un laïque pour procurer l'avancement de l'establissement du seminaire [de la Mission]. De plus, resolu qu'on choisiroit quelques-uns de la compagnie pour avoir correspondance avec les petites sociétés establies dans le diocese (1).

9 novembre. — L'on parlera aux administrateurs de l'hôpital St-Martial touchant l'affaire des duels.

L'on s'informerá s'il y a quelqu'un de la compagnie qui veuille prendre le soing d'assister les Dames de la Charité contre les femmes desbauchées. Faudra se souvenir d'avertir les predicateurs d'exorter les juges à faire justice des personnes desbauchées et des lieux scandaleux (2).

1657, 8 mars. — On retient cent imprimés de feuilles intitulées *Mirabilia sacrisancti Eucharistiæ sacramenti*, par M. Chapoulaud (3).

19 avril. — M^r Saige prié d'avertir M^r l'official de ce que quelques prestres vont voir les operateurs (4).

4 mai. — M^r Londeix aura soing de faire en sorte qu'on tienne une lampe allumée devant le St-Sacrement aux Penitants-Blancs (5).

M^r Goudin prié d'apprendre aux Dames de la Charité le desordre qui se passe dans la maison du maistre des œuvres.

14 juin. — M^r de Leichosier [devra] prendre garde aux deportements des operateurs et prendre garde s'ils parlent deshonnêtement et en donner advis à M^r Beaubreuil et s'informer des noms des prestres qui y assistent.

(1) Celles de Confolens, Uzerche, Saint-Léonard, Brive, Saint-Junien et Le Dorat sont dénommées ; plus loin, Treignac et Les Salles.

(2) Mention fréquente sous diverses formes.

(3) La *Bibliographie limousine* de M. Poyet ne mentionne pas cette petite publication.

(4) Invitation plusieurs fois renouvelée.

(5) Préoccupation constante à l'égard de toutes les églises de Limoges.

M^r Goudin et M^r de Leichosier prendront garde au desordre commis par la femme du bourreau (1).

5 juillet. — M^r Londeix prié de parler à M^r le prevot touchant l'ignorance des habitants de la paroisse de Verneuill.

17 août. — M. Chastaignac prié d'avertir M^r de Leichosier du bal qu'on pretend faire dans ce voisinage et lui faire scavoir le nom des baislles (2).

8 novembre. — M^r Martin parlera à un imprimeur pour faire imprimer un catechisme.

13 décembre. — M^r le curé de Saint-Maurice avertira le predicateur de St-Martial, et M^r Poilevé celui de St-Estienne des desordres qui se commettent dans des maisons particulieres touchant les servantes.

1658, 3 janvier. — On parlera à M^r le superieur touchant les comediens qui doivent venir en ville.

6 février. — M^r de Mamouret parlera à quelqu'un d'Uzerche pour le disposer à se rendre sujet dans cette compagnie et ce dans le secret et instruction qui luy a esté donnée.

M^r Douhoit (*sic*) s'informera de ce deguisé en hermitte.

7 mars. — Il sera adjousté aux articles des resolutions qu'on pourvoira aux abus escandaleux qui se font les trois jours du caruaval.

15 mars. — M^r Mailhot chargé de parler à M^r le procureur du Roy touchant l'impiété de cet hermitte deguisé, pour en informer.

4 avril. — A esté resolu que ceux de la compagnie qui estant en ville se seront absantés pendant un an sans excuse legitime seront privés des prières qu'on a accoustumé de faire pour les morts et que cependant les moins assidus seront advertis de la presente resolution.

25 avril. — Nous avons receu une lettre de Paris portant une resolution qu'il ne sera plus escript aux compagnies par lettres, mais par memoires ou billets sans subscription ou adresse, sans inscription et souscription, dattes du lieu, du jour, année, signes du superieur ou directeur et cachetés du sceau de la compagnie sous enveloppe adressée au correspondant.

16 mai. — Pour le subject de la prochaine conference : *Amartudo compassionis erga Christum et contritio cordis*.

4 juillet. — Resolu qu'il seroit fait inventaire des papiers de la

(1) *Ailleurs* « la veuve du bourreau ».

(2) Ce nom qui se retrouve plusieurs fois dans le registre semble s'appliquer aux femmes qui tiennent une salle de bal, comme nous l'avons dit plus haut.

compagnie et que M^r les officiers commettront ceux qu'ils jugeront propres pour travailler au dict inventaire.

Le secretaire verra sur le registre ceux que la compagnie a mis de mestier (1) pour scavoir par le moien de ceux qui avoient fait la proposition si les charités ont esté bien employées.

18 juillet. — M^r Martin parlera avec Catu, imprimeur, pour voir s'il y auroit quelque disposition pour l'impression des missions du P. Lejeune.

14 août. — Le R. P. Lejeune sera prié de se servir d'ecclesiastiques seculiers pour la mission ; et en cas qu'il en manquera, le dict R. P. appellera des religieux.

29 août. — On parlera à la prochaine [assemblée] du desordre dont on accuse les fames des paveurs.

26 septembre. — M^r Maledent ayant representé que le R. P. Lejeune estoit appelé pour aller à Thoulouse, le dict R. P. sera prié de ne quitter, sy faire se peult, en tout cas de revenir apres Pasques.

22 octobre. — A esté resolu que pour contribuer à l'embracement (2) de l'eglise de Razès, la compagnie y contribuera en cas qu'on ne trouve d'ailleurs.

31 octobre. — Aresté pour ce prestre qui vogue (*sic*) dans la ville faisant le fou, [que] M. Vilemonteys est prié d'en parler à Mgr de Lymoges ou à M. Maliard.

28 novembre. — M. Maliart est chargé de prier Monsgr de Lymoges de remedier aux desordres commis par un ecclesiastique insensé.

5 décembre. — M^r Martin pourvoira faire faire la carte des jours où N. S. sera exposé. M^r Chastagnac prié de parler au Bureau (3) pour voir s'il y auroit fonds pour faire faire le pavé depuis la porte Magnine jusques à St-Gérald.

1659, 2 janvier. — Resolu de ne communiquer plus les statuts pour les porter à la campagne.

9 janvier. — M^r Chastagnac parlera aux personnes qu'il jugera à propos pour la delivrance des prisonniers qu'il a visités (4). . .

(1) Le registre fait effectivement souvent mention de gens mis en apprentissage ou pourvus d'un métier par les soins de la compagnie.

(2) Il faut entendre probablement l'illumination du maître-autel autour du Saint-Sacrement.

(3) Le Bureau des finances, qui avait la voirie dans ses attributions.

(4) Il est souvent question dans le registre de délivrer des prisonniers que l'on juge avoir été incarcérés trop légèrement.

M^r de Laborie est prié de travailler à l'établissement des enfans pour servir aux messes.

30 janvier. — M^r Montaudon priera M^r de La Batide, de la part de la compagnie, d'enjoindre au concierge d'amener samedi ce prisonnier pour présenter ses lettres au bureau.

6 février. — M^r Ruben parlera à Mgr de Lymoges pour la conférence que doivent faire Messieurs les prestres tous les moys (1).

13 février. — M^r de Beaubreuil sera prié d'ouyr en ses justes plaintes une fille qui s'appelle.... et se plaint de quelque valet du Jeu de paume.

20 février. — M^r de St-Maurice parlera à M^r le promoteur de l'escandale du curé d'Oradour (2).

13 mars. — M^r Goudin continuera ses soins pour cette misérable detenue prisonnière, aux fins ou de la faire punir ou faire sortir hors de la basse fosse.

20 mars. — M^r Montaudou parlera à M^r le curé et aux Dames de la Charité touchant le desordre d'un concubinage public. M^r Martin s'informera à M^r Barrier d'une femme qui couche dans le chapitre de St-Martial (3) avec quelque valet. M^r Goudin parlera aux Dames de la Charité touchant quelques bordels publics.

27 mars. — M^{rs} les vicaires de St-Pierre et de St-Michel pourvoiront qu'on n'ailhe mandier du vin pour les messes dans les cabarets.

17 avril. — M^r Grand est chargé de voir M^r de Leychausier touchant la chapelle d'Aygueparce pour les désordres qui s'y commettent par Mess. les prestres.

15 mai. — M^r le curé de St-Maurice priera M^r Ruben pour venir loger avec les missionnaires pour les diriger.

10 juillet. — M^{rs} de St-Maurico et Goudin visiteront de temps à autre les femmes qui sont detenues dans les prisons de l'hôpital (4).

(1) Il en est encore question à la date des 27 février et 20 mars suivans. — Ces conférences avaient été instituées au commencement du xvii^e siècle par Bardon de Brun. Cf. *l'Invent. des Arch. comm. de Limoges*, par A. Thomas, GG, 68.

(2) Le registre des brevets de la sénéchaussée de Bellac, année 1639, fait mention d'un procès mû entre Jean Lesage, curé d'Oradour-Saint-Genest, et Anne Mondot, gardienne de l'Hôtel-Dieu de Bellac. (Voy. notre *Invent. des Arch. dép.*, série B.). Est-ce le fait que l'on vise ici?

(3) Il faut entendre sans doute le bâtiment où se tenaient les assemblées du dit chapitre.

(4) Les hôpitaux servaient souvent, à cette époque, à la fois de refuge, de dépôt de mendicité et de maison de force.

17 juillet. — M^r Maledent, thresorier, parlera à M^r de Laborie à ce qu'il parle à M^{rs} les prestres qui tiennent eschole de prendre chasqu'un un des chantres pour les instruire dans leurs escholes.

28 septembre. — M^r de Laborie advertira M^r Goudin de proposer aux Dames de la Charité d'agir vers Madame l'intendante pour faire en sorte que les comediennes ne paroissent pas si des-couvertes et d'avertir les dites dames de la mauvaise vie de la nommée Frison.

2 octobre. — M^r Goudin prendra soin de conferer a[vec] M^r l'offi-cial pour faire que les comediens ne jouent de farces deshonestes.

9 octobre. — M^r Goudin est chargé de parler aux Dames de la Charité de procurer quelque maison de retraite pour y retirer les femmes desbauchées lorsqu'elles sortiront des prisons de l'hos-pital (1).

16 octobre. — M^r de Savignac et M^r Poilevé sont priés de visi-ter les prisons et informer la compagnie de l'infection qu'on dict estre dans les prisons.

1660, 1^{er} janvier. — M^r le curé de St-Maurice parlera à M^r l'offical touchant M^{rs} les curés d'Etagnac et de Bussière-Beaufl sur ce qu'ils ne font point de catéchisme.

15 janvier. — M^r le lieutenant-criminel prié de faire fermer la tour Martiale proche Mommaliér, à cause des joueurs et jureurs qui s'y renferment.

18 mars. — M^r l'offical prendra soin d'escrire au R. P. Clo-che (2) pour procurer quelque cognoissance envers des particu-liers de M^{rs} de la compagnie de Poitiers et pour ayder à ceste femme dans la bigamy de son mari.

26 mai. — M^r Goudin prié de donner charge à quelque per-sonne d'espier lorsque les femmes desbauchées se randront au lieu dont il a parlé, pour en donner advis à M^{rs} les juges de police affin qu'ils les puissent surprendre.

8 juillet. — Les correspondants des petites sociétés sont priés de tascher de retirer quelque contribution pour la pension du P. Lejeune.

12 août. — Le R. P. Lejeune travaillera à l'impression de la première partie des missions (3), et cependant on lui continuera la pension.

(1) Le sort de ces femmes préoccupe constamment la compagnie. Nous trouvons ici la plus ancienne trace du projet d'établir un refuge à Limoges, projet qui ne fut réalisé définitivement qu'en 1683.

(2) Recteur du collège des Jésuites.

(3) Cf ci-dessus 18 janvier 1658. Le premier volume des *Sermons* du P. Lejeune ne parut cependant qu'en 1662, à Toulouse, chez Boude,

27 août. — M^r Montaudon prié de parler à M^r de la Batide touchant la bienvenue qu'on fait payer dans les prisons aux nouveaux prisonniers.

7 octobre. — M^r Goudin prié de parler à la fille qu'on dict avoir veu l'inceste par lui proposé, et où il sera persuadé du mal, faire mettre dans les prisons de l'hospital la personne coupable.

M^r Chastagnac parlera à M^r Londeix pour remédier avec les autres M^{rs} de la police au desordre qui se commet dans plusieurs bouchons par l'excès de vin qui s'y boit.

21 octobre. — M^r Roulhac, diacre, est prié de procurer que les dames qui se sont retirées de la compagnie des Dames de la Charité, y reviennent.

2 décembre. — Il sera donné à M. de Lagorce 3 ll. pour assister la nommée Peluche dans ses accouches.

16 décembre. — M^r de Lagorce prié de parler à M^r le lieutenant-criminel et le prier de la part de la compagnie, de faire, s'il se peut, qu'un de la compagnie soit juge de police.

30 décembre. — M. l'official prié d'avertir le vicaire de St-Geral de ce qu'un de ses paroisiens a demeuré si longtemps sans se confesser.

1661, 29 avril. — M^r de Savignac prié de parler à M^r l'official touchant la sepulture précipitée que parfois on fait dans les paroisses.

26 mai. — Il a esté resolu de lire les *Mémoires de M. de Renty* (1).

9 juin. — M^r Duver est chargé de publier qu'on tienne les rues plus nettes pour la procession du très saint Sacrement.

22 juin. — M^r Rouliac aura soing de pourvoir aux renfermées pour leur faire gagner le jubilé.

14 juillet. — M. Montaudon et le curé de St-Maurice priés de visiter les pauvres debauchées.

M^r le supérieur prié d'crire à M^r Malledent pour obtenir arrest à faire changer les jours des foires quand elles tombent les jours des festes (2).

(1) J.-B.-Gaston de Renty († 1648), fort connu au xvii^e siècle par les communautés d'artisans qu'il avait instituées sur le modèle des premières communautés chrétiennes. Nous ne sachions pas qu'il ait laissé de Mémoires. Ailleurs la compagnie propose de lire en commun la *Vie de M^r de Renty*. Il s'agit de l'œuvre publiée sous ce titre par le Jésuite Saint-Jure. — Les écrits du P. de Grenade sont aussi au nombre des lectures pieuses de la compagnie.

(2) Mention fréquente dans les années qui précèdent. Les efforts n'étaient donc pas encore couronnés de succès.

21 juillet. — [Il est] conclud que, dans la rencontre d'un parti sortable pour la fille proposée, la compagnie fournira quelque chose et M^r de Lagorce en pourra assurer ceux qui luy ont parlé.

Si quelqu'un a memoire des duels, il est exorté de les fournir à M^r le lieutenant-criminel (1).

4 août. — M^r de St-Maurice advertira M^r l'official que l'invention de St-Etienne (2) n'a point esté observée dans les faubours et ponts St-Martial et St-Martin (3) ny à Monjauby.

18 août. — Les juges de police seront priés de visiter quelques maisons du costé des Ursulines où logent des pelerins et encore quelques cabanes du costé des osières de St-Geral et y accompagner les Dames de Charité.

1^{er} septembre. — M^r de Lagorce prié de parler à M^r le procureur du Roy pour avoir ordonnance pour empescher que les pourceaux et autres animaux n'entrent dans les cimetières (4).

15 septembre. — M^r de St-Pierre et le secretaire parleront à M^r de Limoges touchant la mauvaise conduite de l'ecclesiastique qui va dans un lieu suspect.

22 septembre. — M^r Goudin prié de recommander aux Dames de la Charité de travailler à empescher le desordre qu'on soubconne (*sic*) dans une maison [de la rue] du Temple.

13 octobre. — Ceux qui voudront donner des memoires pour le sinode les metront entre les mains de M^r de St-Maurice.

1^{er} décembre. — La resolution [est prise] que l'on communiera pour obtenir la benediction de Dieu sur l'ospital general dans le dessein de renfermer les pauvres (5).

1662, 3 février. — M^r de Labatide prié de s'informer du concierge ce qu'il a fait de la *Vie des Saints* de M^r Croisier (6).

16 février. — M^r Goudin est prié d'advertir les Dames de la Charité pour faire mettre en justice ces macquerelles publiques et en parler à M^r le lieutenant-criminel et M^r l'avocat du Roi.

2 mars. — M^r le lieutenant-criminel prié d'esprouver l'autorité de M. Pelot (7), pour le jugement de ce blasphemateur. Que si le

(1) Les compagnons se préoccupent à trois reprises de faire cesser les duels.

(2) Fête qui se célèbre en effet le 3 août.

(3) On avait d'abord écrit St-Etienne.

(4) Cf notre *Invent. des Arch. hospit. de Limoges*, A. 6.

(5) La fondation de l'hôpital général est en effet de 1661.

(6) Serait-ce le Croisier, prêtre, qui figure dans le catalogue ci-après ?

(7) Claude Pellot, intendant de la généralité de Limoges, 1658-1664.

sieur Pelot ne le peut, la compagnie a résolu de contribuer aux frais.

27 avril. — M^r le curé de St-Maurice parlera à M^r l'official pour faire envoyer à M^{rs} les archiprestres l'ordonnance des foires pour en donner avis à M^{rs} les curés.

2 mai. — M^r Debort est prié d'empêcher aux danseurs des marionnettes l'escandalle qu'ils causent.

7 juin. — M^r Chastaniac est prié de parler à M^r Barrier touchant le jeu du palet qu'on fait pendant la grande messe sous les arbres.

21 septembre. — Tous les ecclésiastiques de la compagnie diront une messe et les laïques feront une communion pour le désordre de Romme (1).

30 novembre. — M^r de Villemonteix prié de parler à M^r de St-Maurice pour la fête des orpheuvres (2).

1663, 4 janvier. — M^r Chastagnac prié de parler à M^r le lieutenant des chirurgiens pour mettre ordre à l'abus qui se commet le jour de Noël (3).

7 juin. — M^{rs} Delajourdanie et Lagorse s'assembleront pour faire emprisonner les gens sans aveu qui se trouvent d'ordinaire devant Chez-Porquet au fauxbourg de Boucherie. M^r Duvert en advertira M^r son frère.

11 octobre. — M^r Duvert continuera ses soins pour le livre de St-Martial par lui proposé, et chacun exhorté et invité d'y contribuer au mieux pour faciliter qu'il soit mis au jour (4).

27 décembre. — Pour les exercices, M^{rs} le supérieur et directeur visiteront une église dédiée à N.-D., salueront le très saint sacrement de l'autel, rendront leurs devoirs à la Ste Vierge, puis à St-Marcial, honoreront les reliques qui y reposent, visiteront l'hospital, communieront à l'intention de la compagnie et prieront pour la paix du roi et du pape et pour la chrétienté.

(1) Il s'agit évidemment de la réparation exigée par Louis XIV pour l'insulte faite à son ambassadeur à Rome, le 20 août 1663.

(2) Ailleurs ce sont les frairies des compagnons cordonniers et des compagnons cloutriers qui sollicitent l'attention.

(3) Il s'agit ici sans doute des excès du réveillon. Ailleurs il est question d'interdire aux chirurgiens d'ouvrir boutique les dimanches et fêtes.

(4) L'expression *par lui proposée* signifie que M. Duvert en avait déjà entretenu la compagnie. — Ce « livre de S. Martial » est tout simplement l'*Histoire de S. Martial* que le P. Bonaventure de S. Amable commença vers 1656 et publia en 1676-1683.

CATALOGUE DES CONFRÈRES DE LA COMPAGNIE

DU SAINT-SACREMENT

Barrier, chanoine de St-Martial.	Carrier, bourgeois et marchand.
De Villemonteix, curé de St-Domnolet.	Malleden, élu.
De Broua, curé de St-Maurice.	Delort, receveur.
Guérin, prêtre de St-Pierre.	De la Charlonye, prêtre à St-Michel.
Boyol, avocat.	Beaubreil, chanoine à St-Junien.
Dubois, sieur de Chamboursat.	Malleden, sieur de la Boric.
Rouard, receveur du taillon.	Verthamond, élu.
Londeix, receveur général du taillon.	Saige, prestre.
Dupeyrat, sieur de Majambo.	Bardinet, curé de Peyrilhac.
Mercier, prêtre.	Duvert, avocat.
Peyron, bourgeois et marchand.	Beaubreil, prévôt de la ville.
Goudin, curé de St-Cessateur.	Brugière, prêtre.
Jaiac, prêtre.	Duboucheyron.
David, prêtre à St-Pierre.	Marchandon, prêtre.
Dalesme, trésorier.	Chevailhe, sieur de St-Maurice, d'Uzer-
Malleden, sieur de Fonjaudran.	che.
Merlin, prêtre à St-Michel.	Faute, curé d'Esse, proche de Confolens
Martin, l'aveugle.	Benoist, marchand.
André, théologal à St-Etienne.	Masmouret, de la ville de Treignat.
Béchameil, prêtre à St-Pierre.	Blondeau, trésorier.
Mandat, curé d'Aixe.	Grand, procureur.
Chastaignac, trésorier.	Malleden, prêtre.
Durand, prêtre à St-Maurice.	Maillard, prêtre et aumônier de M. de
De Boria, prêtre, neveu de M. Saige,	Limoges.
officiel.	De la Poupémie, prêtre à Eymoutiers.
Pabot, promoteur.	Roche, procureur.
Lachèse, prêtre étranger du diocèse	Montaudon, prêtre.
de Cahors.	Marrand, abbé du Dorat.
Debroua, curé de Nueil.	Porchier, aumônier de M. de Limoges.
Lacure, chanoine à St-Etienne.	Croisier, prêtre.
Poilevé, chanoine à St-Etienne.	Malleden, trésorier.
Douhet, prieur.	De Douet, lieutenant criminel.
André, prêtre natif de Magnac.	Roulhac, bourgeois et marchand.
Vételay, sénéchal de Maignac.	Roulhac, son frère, ecclésiastique.
Nicaud, procureur fiscal de Maignac.	De Douet, sieur de la Gorce.
Maslaflilhe, prêtre à St-Michel et curé	Volondat, prêtre de St-Michel.
d'Azac.	Juge, curé de St-Pierre.
Croisier, prêtre à St-Pierre et vicaire.	Dubois, prieur.
De Savignac, prêtre.	Lapine, élu.
Ruben, chanoine d'Eymoutiers.	David, avocat du roi en la grande
Ruben, théologal d'Eymoutiers.	prévôté.
Mourel, président.	Malignaud.
Robert, prêtre à l'abbaye de la Règle.	Debort, avocat du roi au présidial.
De Reculès, prêtre, conseiller, clerc.	De la Biche, sieur de Rilhac.
De la Batide, conseiller au présidial.	Devignes, prêtre à St-Michel.
Mailhot, accesser au présidial.	De Chamboursat, prêtre à St-Pierre.
De la Jourdanie, accesser à la grande	Volondat, prêtre à St-Michel.
prévosté.	Barny, curé de St-Michel.
De Leschausier, prêtre à St-Michel et	Delabourgade.
vicaire.	Docincy.

.

VISITE

AUX

ÉMAUX ANCIENS ET MODERNES

DE LIMOGES

Beaucoup de gens s'imaginent que Limoges a conservé un grand nombre de ces émaux qui ont jadis fait sa gloire; d'autres croiraient volontiers qu'il n'existe plus dans notre ville aucune de ces précieuses pièces, que les amateurs se disputent aujourd'hui au feu des enchères et qui atteignent des prix presque fabuleux. Les uns et les autres sont également dans l'erreur, et nous croyons que beaucoup de nos concitoyens nous sauront gré de leur faire connaître la vérité sur ce point.

Les membres de la Société archéologique, à qui leur bonne fortune avait permis de se trouver au rendez-vous que leur avait assigné notre honorable président, le 27 février 1885, pour étudier les émaux du Musée céramique d'abord, puis l'importante collection de M. Taillefer, et pour achever cette tournée artistique en visitant l'atelier de notre sympathique confrère, M. Louis Bourdery, ces heureux élus, pouvaient se dire le soir, comme cet empereur romain : « *Diem non perdi*, je n'ai pas perdu ma journée. » Pour nous, après que tous les bruits du dehors avaient cessé de frapper nos oreilles, dans cette béatitude de l'esprit et du corps qui suit d'ordinaire une journée bien remplie, nous avons vu longtemps défiler, comme une procession magique, devant nos yeux que n'avaient pas encore fermés le sommeil, toutes les belles choses que renferment la modeste vitrine du Musée céramique, les riches panneaux de la collection Taillefer, et enfin l'intéressant atelier de M. Bourdery. Il nous eût été difficile assurément de décrire, encore plus difficile peut-être de classer d'une

façon exacte toutes ces belles œuvres dont l'image traversait notre esprit ; car l'art ancien, dans ce qu'il nous a laissé de plus pur, de plus merveilleux, et l'art moderne dans ce qu'il nous offre de plus charmant, se mêlaient dans le plus agréable désordre.

En contemplant ensemble ces petits chefs-d'œuvre de nos pères recherchés aujourd'hui avec tant d'ardeur par les collectionneurs et les hommes de goût, n'eussions-nous pas été, Messieurs, tout à la fois heureux et émus de pouvoir presser la main de ces ancêtres, de ces alliés, de ces parents, dont nous lisions les noms ou les initiales sur les magnifiques émaux que nous avions la bonne fortune d'admirer. Mais la mort a depuis longtemps fauché ces vaillantes générations d'artistes : des Nardon Pénicaud, des Léonard et des Jean Limosin, des Suzanne de Court, des Raymond, Limoges ne garde plus aujourd'hui qu'un petit nombre d'ouvrages, et nous ne pouvons entrer en communication avec nos vieux émailleurs, qu'en scrutant ces rares œuvres et en leur demandant le secret des sentiments et des pensées de leurs auteurs ! Chez M. Bourdery, au contraire, quand nous avons quitté son atelier, l'esprit et le cœur tout émus par les belles choses qu'il venait de nous faire voir, nos mains ont pu serrer avec effusion les siennes et nos lèvres lui dire : merci !

Si Limoges a été, pendant un temps, comme le foyer de l'art de l'émaillerie, dont les produits charmants avaient su s'imposer à l'Europe, aujourd'hui ce Limoges, cette pépinière si féconde d'artistes, est bien pauvre de chefs-d'œuvre. Comme le prophète qui pleurait sur la grandeur déchue de Jérusalem, et s'écriait en se déchirant la poitrine : « Où sont maintenant les vierges, les guerriers, les chars de guerre ? » aujourd'hui l'amateur-citoyen de Limoges pourrait s'écrier lui aussi, en se voilant les yeux (il n'est plus de mode de se déchirer la poitrine) : « Où sont les huîtres et les aiguières de nos Raymond ? les grandes plaques aux vives couleurs de Léonard ? les beaux coffrets des Courteys ? les rares compositions des Pénicaud ? Où sont ces salières, ces bénitiers, ces flambeaux, ces tableaux éclatants, pleins d'originalité et de bonhomie, reproduisant les scènes de la Passion, ou les têtes vénérables des saints et des saintes de notre chère province ? »

— « Hélas ! pourrait répondre, à la manière du chœur antique, la voix des archéologues contristés, tous ces chefs-d'œuvre ont été emportés loin de nous ; ils se sont dispersés aux quatre coins du monde, au bruit des marteaux d'ivoire des commissaires-pri-seurs ? Regarde dans notre Musée céramique, unique dans son genre, la petite vitrine que l'administration nous a conservé pour dernier asile, comme on réunit dans un sarcophage dont elle

a la forme, les restes épars et mutilés qu'on a ramassés après la bataille. Vois ce qu'il te reste, patrie des émailleurs, de l'œuvre de tes enfants ! A peine quelques plaques ébréchées de tes grands maîtres, quelques modestes émaux des artistes de la décadence !»

Seule une grande plaque datée de 1630, d'un Léonard Limosin, le petit-fils sans doute du valet de chambre de François I^{er}, pièce rare et documentaire pour l'histoire de notre cité, nous montre M. de Verthamond, présentant un placet à saint Martial. Aux deux angles du haut de la pièce sont les bustes de saint Martial et de saint Aurélien, nos apôtres, et au-dessous les images de saint Ignace et de saint François-Xavier, canonisés en 1625.

Un autre émail d'un certain intérêt, de la fin du xv^e siècle, représente Jean Barton de Montbas, ancien évêque de Limoges, archevêque de Nazareth, à genoux devant l'enfant Jésus et la sainte Vierge. On voit, au bas de l'émail, l'écusson de la famille de Montbas. Nous remarquons aussi, de la même époque, ou tout au moins du commencement du xvi^e siècle, une très curieuse mise au tombeau.

Plus loin, c'est un magnifique coffret du xiii^e siècle, d'un émail à fond bleu turquoise, sur lequel se détachent des figures d'anges en relief et magnifiquement ciselées, comme savaient ciseler les artistes inconnus de cette grande époque.

Salut enfin, vénérable figure du patron de notre ville, image respectée de saint Martial, antique symbole de notre Consulat, dont tu décoras la maison au xv^e siècle, peut-être vers l'époque où le siège de notre administration municipale fut transféré dans la vieille rue Font-Grauleu ! Arrachée de l'hôtel-de-ville par quelque main impie, transportée loin de tes enfants, tu avais fait longtemps partie d'une collection célèbre dans les fastes de la curiosité ! tu nous es enfin rendue ! tu reviens à ton troupeau par les soins, par les mains d'une jeune femme, qui avait compati à tes douleurs et aux nôtres !

Avec un sentiment de tristesse de voir notre émaillerie si insuffisamment représentée au Musée de Limoges, nous nous sommes éloignés de ces maussades bâtiments où ont trouvé asile les riches et belles collections que nous devons à la munificence de notre regretté Adrien Dubouché. Il nous semblait qu'un remords nous poursuivît, criant à nos oreilles : « Qu'avez-vous fait des œuvres de vos pères ? Où sont leurs souvenirs ? Vous les avez laissés échapper, tentés par l'appât d'un gain dérisoire. Ce que vous vous êtes laissé prendre, ravir pour le poids du cuivre, s'est vendu dans le monde, s'est enlevé, s'est arraché au double, au triple poids de l'or et des banknotes, et s'étale maintenant, à votre

remords et à votre honte, dans toutes les grandes collections particulières de France et de l'étranger, comme dans tous les musées de l'Europe ! »

Aussi, avec quel plaisir nous avons franchi le seuil de la maison qu'habite notre concitoyen et notre ami M. Taillefer ! Comme tous nous avons avec effusion serré cette main amie, que nous tendait toute grande ouverte, ce collectionneur émérite qui a su découvrir, réunir et conserver tant de pièces si belles et si rares. M. Taillefer a trouvé le temps, au milieu du tracas des affaires, de recueillir cette magnifique collection que le Louvre et de richissimes banquiers amateurs lui envient aujourd'hui.

Au milieu se détache un Léonard Pénicaud, un *Nardon*, comme se plaisait à signer par abréviation de son prénom, cet illustre maître. Cette pièce qui porte au dos de la plaque le poinçon de la famille, un L et un P dans un petit cartouche couronné, est de la plus belle et de la plus saisissante facture. C'est une représentation de la mise au tombeau du Christ. Le maître s'est départi dans ce tableau de sa première manière ; on sent qu'il a pu contempler, qu'il a eu entre les mains peut-être quelques-uns de ces tableaux des grands maîtres, que le roi-chevalier avait su enchaîner à sa suite, en revenant d'Italie. La Renaissance vient de pénétrer jusque dans notre province éloignée : son souffle bien-faisant commence à se faire sentir, et tout d'abord elle produit des chefs-d'œuvre.

Nous admirons ensuite deux Léonard Limosin : l'un daté 1534, par conséquent de la belle époque. Ils représentent, le premier : l'expulsion d'Adam et d'Ève du Paradis terrestre ; le second : Jésus aux limbes, délivrant les âmes des justes.

Dans le cadre du premier, Adam et Ève, nus comme nous les représente la tradition, sont vus de dos en trois-quarts. Adam tourne un regard de terreur et de colère vers l'épée de l'archange, pendant qu'Ève sa compagne, plus timide, fuit, craintive et la tête baissée, le glaive exterminateur ; les cheveux de la mère du genre humain, dénoués sur ses épaules, cachent une partie de sa nudité et s'étalent en une masse opulente d'un blond un peu roux, semblables à ceux de la Vénus sortant de l'onde. L'ange envoyé par Dieu, et qui a revêtu pour cette circonstance une forme mortelle, se détache d'une façon éclatante au premier plan, par les belles couleurs et les beaux plis de sa robe antique, pourtant un peu lourde, sur le vert sombre des arbres et des fleurs du Paradis perdu. La longueur de son glaive indique sans doute dans l'esprit du compositeur que la Justice divine ne connaît pas de bornes, et qu'elle peut atteindre partout le coupable.

La seconde plaque de Léonard nous représente une autre scène, assez curieuse aussi, et sur laquelle il serait impossible de ne pas s'arrêter un instant, comme nous venons de le faire pour la première. Au second plan, on aperçoit tout d'abord à gauche la porte du Paradis, sur le seuil de laquelle se tient déjà un saint personnage, Abraham peut-être ou Melchisedech, qui s'apprête à pénétrer dans le céleste séjour. A côté de lui, est représenté Moïse, qu'on reconnaît facilement aux deux rayons qui brillent de chaque côté de son front ; il pousse vers le Paradis une jeune femme, notre mère Ève, dont le geste chaste tempère la nudité. Ève s'appuie sur Adam son époux, nu comme elle. Près d'eux se tient le Christ lui-même, qui se baisse et tend les mains à un beau vieillard, qu'il aide à sortir de l'abîme, pendant que dans le fond, au dernier plan, se détachent, vigoureusement peintes, les figures horribles et grimaçantes de tout ce que l'enfer a vomi de démons : ceux-ci s'efforcent dans toutes espèces de contorsions de ressaisir leurs victimes.

Les yeux se reposent de ce spectacle sur une délicieuse plaque où un Léonard Limosin du ^{xvii}^e siècle, petit-fils du maître, nous a peint une sainte Claire, comme en extase, devant un saint ciboire, qu'elle tient de la main gauche. La tête de la sainte, adorable d'expression, est couverte d'un voile gros vert qui tombe sur la tunique de couleur carmélite qu'elle couvre par endroits, pendant que le fond bleu indigo, presque noir et pointillé d'or, sert de vigoureux repoussoir à ces couleurs déjà sombres. L'encadrement de cette délicieuse plaque est relevé de paillons éclatants, qui se détachent comme des pierres précieuses, au milieu d'entrelacs et d'arabesques infinies.

Que dire aussi de ce saint Charles Borromée, que Jean Limosin, vers la même époque, nous représente dans un autre cadre, priant devant un crucifix d'un modelé, d'une perfection achevée — petit chef-d'œuvre dans tout son ensemble !

Maintenant, c'est un autre artiste bien connu des amateurs, c'est Pierre Raymond, dont nous admirons deux grisailles ; la première, une *Sancta Maria*, la seconde une magnifique tête d'homme, aux traits fortement accentués, aux muscles vigoureux et saillants. Pierre Raymond qui a fait surtout des grisailles, dessinait comme un maître, et cette tête d'homme suffirait à le prouver.

Les yeux s'arrêtent avec plaisir sur un autre genre de grisaille ; c'est la main délicate d'une femme qui a dessiné ce beau groupe, représentant une jeune romaine allaitant un vieillard, son père ; on connaît cette légende de l'antiquité. La plaque est

remarquable par son magnifique modelé, la pureté du dessin, l'expression de douleur des visages, et d'autant plus précieuse que les grisailles de Suzanne de Court sont fort rares. Généralement les émaux de cette femme, qu'on désigne aussi sous le nom de Court, sans la particule, sont ornés de paillons, relevés par des rehauts d'or.

Que dire de ces trois plaques en grisaille aussi, dont deux représentent l'éducation d'Achille par le centaure Chiron, et la troisième Orphée, charmant les monstres et les animaux des forêts, aux doux accents de sa lyre, par Jean de Court, élève certainement de Léonard Limosin, successeur de François Clouet comme peintre du roi, maître et professeur de Suzanne, pensent les uns, son heureux époux, croient les autres? « Regardez bien cette lyre, Messieurs, nous disait notre excellent guide, M. Taillefer, avec un rayon de bonheur sur le visage, regardez-bien! que votre imagination écoute, vous l'entendrez vibrer, vous l'entendrez chanter! » Admirable amour du connaisseur, de l'amateur véritable, qui se traduit ainsi par des explosions de tendresse pour ces belles choses qu'il a su discerner, quelquefois même arracher à des mains ignorantes, et sauver de la destruction. N'allez pas sourire! Ne sommes-nous pas tous les mêmes, et ne donnons-nous pas nos plus chères caresses, souvent nos plus douces affections, celui-ci, bibliophile distingué, au rare manuscrit qu'il a su découvrir dans la boutique d'un brocanteur; celui-là à une belle faïence de Pesaro ou de Faenza, à quelque plat d'Urbino, où hier encore on donnait peut-être la becquée aux poules! et cet autre, à quelque effroyable rapière, signée d'un Sahagun de Tolède, qu'un sordide marchand de ferrailles allait transformer sans doute en quelque nécessaire, mais assurément odieux tourne-broche! Que les collectionneurs, les amateurs me jettent la pierre!

Vous vous arrêterez encore avec M. Taillefer, l'esprit un peu troublé devant ce François Guibert si rare, qui nous conserve le portrait rébarbatif et étrange du président Mathieu Molé, comme nous l'indique la légende : **MATHIEU MOLÉ, CHR. CONS. DU ROY, EN SES CONSEILS PRIVÉS. PRÉSIDENT AU PARLEMENT DE PARIS.** Signé : *F. Guibert*, 1656.

Et cet H. Poncet dont les œuvres sont presque introuvables, et dont on connaît à peine la vie! que les hommes compétents appellent les uns Henri et les autres Hélié, mais qui dans tous les cas, fut probablement l'élève de Jean Court, dit Vigier, qui vivait à Limoges en 1545. M. Taillefer possède de cet artiste remarquable un tableau, *le baptême du Christ par saint Jean*, qui

lui rend d'autant plus amer le regret de n'avoir que ce seul ouvrage d'un semblable maître. Les regards ardents de convoitise et d'admiration dont n'a cessé de l'honorer à différentes reprises le directeur d'un des musées de Londres, suffiraient pour faire l'éloge de cette magnifique pièce, couverte de rinceaux et de figures nombreuses, avec deux anges en support, à droite et à gauche d'un mascaron. La friandise de nos bons voisins d'Outre-Manche pour des morceaux semblables, et les banknotes qu'ils mettent avec tant de prodigalité au service de leurs goûts artistiques n'ont pas attendri M. Taillefer, qui a résisté bien souvent à des tentations de ce genre.

Que penser et que dire de ce Noël Laudin ? Quel est celui d'entre nous, Messieurs, qui n'aurait plaisir à tremper ses doigts dans ce bénitier, pour chasser les mauvaises pensées ? Quelle expression de béatitude céleste resplendit dans toute la figure de saint Jean, versant l'eau du baptême sur la tête de son divin maître ! Et le modelé des bras, des mains, de ce Dieu qui s'est fait homme ! Cette perfection absolue du corps nous aide à comprendre la perfection de son âme ! Le bleu lumineux de la robe de saint Jean fait ressortir l'admirable rose de la tunique de Jésus ! Le rose, cette couleur si tendre, si délicate, si difficile à employer, à réussir, si belle et si rare dans les émaux que nous avons eu la bonne fortune de pouvoir admirer, étudier, est employée là dans toute son intensité d'effet, dans tout son éclat, et, s'il m'est permis de le dire, dans tout son parfum.

Les portraits du duc et de la duchesse de Bourgogne, de ceux qu'on est convenu d'appeler émaux de bourse, terminent la nomenclature des œuvres de cet artiste que possède M. Taillefer.

Il serait injuste cependant de ne pas ajouter que ce Noël Laudin est le même artiste à qui nous devons les magnifiques canons d'autel que possède notre cathédrale.

Mais de Jean Laudin les œuvres abondent, et parmi toutes ces plaques remarquables, nous n'aurions que l'embaras du choix. Nous trouvons d'abord deux grandes et belles grisailles : l'une, saint Jean-Baptiste, sa houlette surmontée d'une croix dans une main, l'agneau pascal couché à ses pieds. L'autre : *Sanctus Petrus penitens*, avec les attributs de ce saint. Puis c'est une autre très bonne grisaille signée Jean Laudin aussi : Notre Seigneur remettant à saint Pierre les clefs du Paradis, entourée d'un magnifique encadrement de sujets religieux, au milieu desquels se détachent le Christ et saint Pierre avec des figures adorables de douceur.

En dépit de notre cadre restreint, nous ne pouvons passer devant ces deux autres grisailles du maître sans nous y arrêter un instant. Ces sortes de scènes représentant des sujets profanes sont très rares, et c'est pour cela peut-être que l'artiste y a porté tant de soins. L'une nous montre une jeune fille, belle de visage et de formes presque autant qu'une déesse : c'est Psyché, bandant les yeux de l'Amour. Restons un instant les yeux charmés devant cette création aimable et lumineuse ; devant ce jeune corps de femme dont la mythologie grecque, dans son imagination la plus charmante, dans sa fable la plus incomparable, nous a tracé les contours ! Psyché, nom immortel, qui a servi si souvent de thème aux grands artistes et aux grands poètes ! L'expression du tableau est complète ; rien n'y manque. Combien de victimes se laisseront prendre encore comme Psyché aux artifices du cruel Enfant ! Et ces guirlandes de roses qui jonchent le sol ; et ce couple de colombes n'est-il pas toujours le même éternel symbole !

Le pendant de ce petit tableau est un autre poème que le pinceau de l'émailleur a peint à nos regards. Psyché lasse de la lutte, l'Amour de ses jeux, se sont endormis tous les deux là où ils sont tombés, sur les bords d'une fraîche fontaine ; le Dieu dans l'abandon le plus charmant, celui de l'enfance ; la jeune fille, sa tête appuyée sur son bras gracieusement replié, a cédé elle aussi à la fatigue, en veillant sur le sommeil de celui qu'elle ne peut déjà plus oublier. Ces deux compositions sont charmantes de grâce et de fraîcheur à la fois.

Si Jean Laudin est passé maître dans les grisailles, il n'excelle pas moins dans ses émaux en couleur. Nous en voyons la preuve dans une belle sainte Magdeleine, avec une tunique bleue et une robe de dessous marron ; avec un magnifique saint Jean Chrysostôme, dont la tunique est bleue chamarrée d'or avec des revers jaunes superbes. Et enfin, Messieurs, avec une coupe représentant un sujet historique, Jaël et Sisara ; c'est un trait de la vie de Jaël, de cette illustre femme juive, qui perça avec un clou le front de Sisara, général des Chananéens, qui s'était retiré chez elle après sa défaite. Jean Laudin nous montre dans cette délicieuse petite coupe, une guerrière et un guerrier revêtus du costume antique. Le guerrier est couvert d'un grand manteau rouge à plis flottants, cachant une partie de la cuirasse d'un bleu de fer, laissant apercevoir une chemise verte et les jambes nues, avec la chaussure grecque. Il tourne les bras et les yeux vers le cadavre qui est encore dans la position où il a été frappé, le montrant à une guerrière vêtue d'une longue tunique blanche, sur

laquelle se détache la couleur tranchante de la cuirasse. Cette jeune femme, d'une éclatante beauté, est coiffée d'un casque d'acier poli, ombragé d'un grand panache blanc ; la figure est merveilleuse de finesse et de crainte curieuse ; la tente sous la porte de laquelle est étendu le cadavre, est peinte d'un gros vert superbe.

Je mentionnerai encore du même un magnifique saint Antoine de Padoue tenant l'Enfant Jésus sur son bras, et ce saint Joseph pressant l'Enfant Jésus sur sa poitrine, et j'en aurai fini, Messieurs, avec cet émailleur, qui n'est pas représenté dans la belle collection de M. Taillefer par moins de dix à douze pièces toutes vraiment dignes d'attention.

Notons enfin deux jolis Pierre Noualhier en grisaille : le premier, saint Simon Chananéen, avec la scie qui a été l'instrument de son supplice, et un saint Bernard très bien traité aussi ; enfin un bénitier intact représentant saint Guillaume. Nous croyons avoir terminé avec cette riche collection, et nous avons oublié un *Ecce homo*, de Jean Laudin, en grisaille ; un saint Alexis près de mourir, dont les couleurs sont très belles, et les mains d'une finesse remarquable ; puis un petit émail vénitien, Jésus après la flagellation, conduit par un bourreau, et un dernier enfin de facture italienne aussi : Ponce-Pilate se lavant les mains du sang de Jésus.

Il est impossible de quitter la collection Taillefer sans signaler un petit tableau sur cuivre de facture italienne, que des connaisseurs ont, paraît-il, attribué au pinceau du Dominiquin. Je ne parle de ce petit chef-d'œuvre que pour mémoire, car je me suis proposé seulement de parler des émailleurs.

Après avoir décrit avec quelques détails cette collection d'émaux anciens, unique malheureusement dans notre chère cité, nous voudrions signaler quelques collections plus modestes, mais qui possèdent des émaux d'un grand prix. Mentionnons, parmi ces dernières, le cabinet de M. Astaix, ancien directeur de l'École de médecine de Limoges, dont la pièce capitale est une magnifique statuette de saint Jacques en cuivre repoussé sur une plaque couverte d'arabesques et d'ornements d'émail bleu. Cet émail pourrait provenir du maître-autel de l'abbaye de Grandmont.

Nous venons de parler de nos émaux anciens ; comment ne pas dire à présent quelques mots du continuateur et de l'héritier de tant d'artistes, de notre confrère, M. Louis Bourdery, qui nous a si obligeamment ouvert les portes de son atelier ? Sans entrer dans

tous les détails de la préparation et de l'emploi de l'émail, M. Bourdery a bien voulu néanmoins nous en donner à grands traits un aperçu. Il faut être bien doué pour pouvoir devenir un émailleur ! On doit se familiariser d'abord avec les propriétés des métaux que l'on va employer, apprendre à les choisir et à les préparer, à les tailler et ensuite à emboutir ses pièces de cuivre. Puis il faut être un peu chimiste, pour la composition des couleurs, et la coloration des émaux. Voilà pour le commencement à peine, car ce n'est là que la préparation matérielle du merveilleux travail ; il faut être aussi dessinateur, modelleur, un peu graveur, et avoir enfin du peintre la couleur et le sentiment. Beaucoup de grands maîtres en émaux ont été en même temps des ciseleurs hors ligne. M. Bourdery nous a expliqué avec une complaisance infinie de quelles façons si diverses pouvait être faite l'application de l'émail ; de là les noms différents qui sont donnés aux émaux. Tout d'abord les basse-taille, qui sont des émaux translucides, qu'on applique sur des bas-reliefs en bronze, ou en argent, ou en or ciselés ; puis les cloisonnés, formés par des lamelles de cuivre, qu'on pose de champ et qui forment par elles-mêmes les contours du dessin ; enfin les champlevés, qui sont un peu comme les cloisonnés, mais avec cette différence qu'on a enlevé au burin les parties du métal qui doivent recevoir l'émail. Ce sont maintenant les émaux dits par apprêt, procédé connu vers le milieu du xv^e siècle, qui n'a plus qu'un pas à faire pour le franchir à l'époque de la Renaissance et créer nos émaux peints, nos émaux de Limoges. Ceux-là sont sur plaque de cuivre, avec un fond de couleur sombre, unie, admirables et véritables tableaux, que l'artiste est obligé de peindre avec de l'émail blanc ; les uns sont ornés de paillons éclatants qu'il obtient avec une légère lame d'or, d'argent ou de platine, qu'il recouvrira d'émail. M. Bourdery se livre principalement à ce dernier genre. Cependant, il emploie, nous a-t-il assuré, d'une façon éclectique un peu de tous les procédés, choisissant avec son tact et sa grande expérience en cette matière, ce qu'il trouve de meilleur, de plus pratique aussi dans les différentes méthodes que suivaient les anciens maîtres. Les nombreux tableaux qu'il nous a montrés et qui ont été admis avec honneur dans plusieurs expositions, sont fort remarquables, et en tous points bien dignes de la grande faveur dont ils jouissent. Sept médailles d'or ou d'argent obtenues déjà par notre sympathique confrère prouvent mieux que je ne le pourrais dire de quelle appréciation favorable ses ouvrages ont été l'objet.

Disons maintenant quelques mots de la cuisson de l'émail,

importante opération qui soulève des difficultés sans nombre sous les pas de l'artiste et qui suffirait à elle seule peut-être, pour jeter souvent dans son cœur le découragement. La température du four pour cette cuisson, qui va donner le brillant et faire la beauté de l'émail, est en moyenne de huit à neuf cents degrés centigrades ; le feu qui est le collaborateur indispensable de l'artiste, détruit quelquefois l'œuvre presque achevée, et l'émailleur peut se dire à lui-même, en contemplant son tableau, que s'il est près du Capitole, il n'est pas loin non plus de la roche Tarpéienne. La durée de chaque passage au feu est de 30 à 35 secondes, quelquefois moins selon différentes causes. A ce moment critique de la cuisson, nul instrument, nul chronomètre qui puisse guider l'artiste ; l'œil constamment fixé, rivé pour ainsi dire sur sa pièce, il suit de toute son attention cette opération décisive, si délicate, et ne quitte la plaque un seul instant du regard ; un mouvement à faux, un rien, la moindre distraction, une seconde de trop au four, et tout est perdu, le désastre est irréparable. Chaque pièce doit passer généralement six, huit, dix fois à la chaleur du four, quelquefois même douze et quinze fois, soit pour les différentes couleurs dont elle est peinte, soit pour les paillons dont est enrichi l'émail, soit enfin pour telle ou telle nuance que sa composition chimique rend plus ou moins réfractaire, plus ou moins rebelle à la cuisson.

Il faudrait citer, si nous en avions ici l'espace, presque toutes les œuvres que M. Bourdery a bien voulu nous montrer dans son atelier, car toutes possèdent à un degré différent, et chacune dans son genre propre, des beautés qui charment et captivent le regard. Je ne puis résister au plaisir de vous en citer quelques-unes au courant de la plume : en première ligne, cette magnifique châsse commandée par les sœurs de l'Hôpital, dans la forme d'un petit édicule du moyen-âge : le grand médaillon du fond représente la mort de saint Alexis, savante composition où l'art de grouper les personnages se trouve uni à la pureté du dessin, à l'expression et à la variété des attitudes, le tout se fondant dans un harmonieux mélange des couleurs les plus riches dont la palette du jeune artiste possède le secret. Voici un autre grand triptyque dans le genre Limosin, représentant, dans le panneau du milieu, la Vierge tenant l'Enfant-Jésus sur ses genoux, ayant à sa droite un ange jouant de la viole, et revêtu d'une longue robe, sur le bas de laquelle se détache en décoration un cartouche portant les armes de Limoges. A gauche se tient sainte Valérie à genoux présentant sa tête. La Vierge est sous un dais gothique ; à travers une arcade finement élancée dans le goût

architectural du xiv^e siècle, on aperçoit, se déroulant, la ville de Limoges, avec ses maisons et ses clochers, ceux notamment de Saint-Michel, de Saint-Pierre et de Saint-Martial. Les deux volets du triptyque offrent l'image, l'un de saint Martial, vêtu de ses habits sacerdotaux, bénissant la ville ; l'autre de saint Éloi, le patron des orfèvres et des émailleurs, tenant le marteau, symbole de son art, et ayant à ses pieds une châsse. M. Bourdery destine ce bel émail à l'Exposition de 1889.

Continuons notre visite : c'est d'une scène de Mantegna que l'artiste a tiré le motif : ce jeune noble vénitien à l'attitude fière et arrogante, dont le costume aux riches couleurs est relevé par d'éclatants paillons, recevant une lettre que lui présente un horrible nain. C'est ensuite d'après Albert Durer, d'après le célèbre maître allemand, qu'il nous montre une autre composition charmante, une femme enlevée par un dieu marin. C'est enfin chez M. Dalpayrat, où je vous engage à aller, Messieurs, pour en terminer avec cette série d'émaux, que votre aimable confrère a dessinés et peints d'une façon remarquable. Arrêtez-vous tour à tour devant les portraits de Beaudoin, 17^e comte de Hainault et de sa femme, tenant chacun leur écusson armorié ; devant cet autre aussi d'un grand caractère, connu sous le nom de Giovanni Bandini ; puis devant cette jolie composition, Joseph reconnu par ses frères ; n'oubliez pas enfin ce portrait d'Anne de Clèves, sur un fond brun, entièrement sur paillons, dont les éclats paraissent jaillir de pierres précieuses.

Faut-il vous dire enfin, pour terminer, que M. Bourdery est aussi bon peintre sur toile, que sur faïence et sur émail ? Faut-il ajouter qu'il dessine parfaitement à la plume ? Qu'avant de prendre la palette d'émailleur, notre sympathique confrère avait débuté par de fortes études de dessin, qu'il avait également travaillé dans l'atelier d'un peintre renommé de Paris, et qu'il avait enfin suivi les cours de notre École nationale des Beaux-Arts ?

Notre promenade est terminée. Ne pensez-vous pas avec moi, qu'aux regrets que nous témoignions tout à l'heure de la perte de tant d'œuvres remarquables, il doive se mêler de belles et sérieuses espérances ? La visite que nous venons de faire à l'atelier de M. Bourdery, ne vous a-t-elle pas prouvé que l'art de l'émailleur et les traditions de notre grande école limousine, subsistent encore dans notre cité ? L'avenir justifiera certainement nos espérances, et nous nous consolerons un peu, en contemplant les émaux de nos jeunes maîtres, d'avoir laissé ravir par les étrangers, tant d'œuvres qui n'auraient jamais dû quitter notre Limoges.

CAMILLE MARBOUTY.

MÉLANGES

SOMMAIRE. — La littérature limousine au moyen-âge. — Publication nouvelle sur Bernard de Ventadour. — L'historien Jacques Duroux. — D'une source importante de l'histoire limousine. — Pastorale contre les Huguenots. — Un traité de Pierre de La Cipière. — Le prétoire d'un sénéchal du Limousin. — Renseignements sur le cardinal Dubois. — Différend entre le vicomte de Turenne et les états de Quercy et Limousin. — Extraits de la « Correspondance des contrôleurs généraux ». — Extraits des « Lettres de Colbert ». — Inscription du moulin Baignol. — Les Récollets en Limousin et le P. Salomon Goyrand. — Notes sur le Collège des consuls de Limoges. — Quelques manuscrits des Archives de la Haute-Vienne. — Manuscrits liturgiques limousins. — Un manuscrit liturgique du prieuré d'Aureil. — Travaux d'Archives.

Il n'y a guère plus d'un siècle que la littérature vulgaire du Limousin au moyen-âge a commencé de revivre à la lumière, grâce aux travaux de Sainte-Palaye et de l'abbé Millot. Mais la philologie romane de notre temps, avec ses méthodes rigoureuses et ses investigations approfondies, a singulièrement renouvelé le sujet en précisant les faits et en les amenant à leur juste valeur. Nous avons déjà signalé ici même quelques travaux importants qui viennent s'ajouter à ceux de Diez et des auteurs modernes de l'*Hist. litt. de la France*. Nous ne pouvons laisser passer sans le mentionner le *Discours d'ouverture* de M. Chabaneau, chargé de l'un des deux cours de langues romanes à la Faculté des lettres de Montpellier (1879).

L'auteur montre le peu de justesse de l'appellation encore si répandue aujourd'hui de *roman* ou *langue romane*, appliquée à la langue d'oc. Il détermine subsidiairement le sens exact du terme *lo llemosi*, dont les Catalans se servent pour désigner leur dialecte (1). L'explication qu'on a voulu donner de ce dernier fait en supposant une émigration limousine en Catalogne, au commencement du XIII^e siècle, se trouve réfutée du même coup.

M. Chabaneau marque aussi avec une grande netteté le rôle prépondérant que le dialecte limousin prit dès le XI^e siècle, parmi ses congénères, jusqu'à devenir, grâce aux troubadours, la langue littéraire de toute la France méridionale. Il explique ingénieusement cette primauté de rang par une priorité de naissance qui résulterait elle-même de la situation géographique du Limousin, en vertu de cette loi formulée par M. Boucherie : que les idiomes romans les plus éloignés de la source commune sont les premiers nés à la vie littéraire : la langue d'oïl avant la langue d'oc ; — le picard et le normand avant le bourguignon, le limousin avant le languedocien.

Cette loi du *plus grand éloignement* se vérifie encore à notre profit d'une autre manière. La langue d'oc existait bien avant que les premiers troubadours l'aient employée à leur usage, et elle se documente pour nous dans trois ou quatre écrits, dénués d'ailleurs de toute valeur littéraire. Le poème de Boèce qui est du X^e siècle (2), une chanson pieuse anonyme du XI^e siècle, et un fragment d'une traduction de l'Evangile selon Saint-Jean, qui est de la même époque. Or ces trois écrits sont incontestablement sortis du Limousin et composés dans le dialecte particulier de notre province. Voilà quelques résultats trop peu connus parmi nous.

Autre gain inattendu pour l'histoire du Limousin.

Une des très rares chansons de geste provençales, Girart de Roussillon, vient d'être traduite en français par M. Paul Meyer. Dans sa préface, le traducteur prétend que l'œuvre, à en juger par la langue, a dû être composée sur les confins de la langue

(1) Le terme est usité, paraît-il, même par les non Catalans. Preuve, ce vers du grand poète espagnol Balaguer :

Lo llemosi es la llengua en que ma mare m'ensenyà un jorn a benedir a Deu.

(2) Ce poème a été récemment l'objet d'un nouveau travail, jugé très sévèrement par les compatriotes de l'auteur, M. Huendgen : *Das altprovenzalische Boethiuslied unter Beifuegung eines Glossars*, etc. (1884).

d'oïl et de la langue d'oc, vers le nord du Limousin. On trouvera peut-être quelque jour la confirmation directe de cette conjecture.

- * *

Parmi les récentes publications du séminaire de langues romanes de l'Université de Marburg, nous relevons la suivante : HOFMEISTER, *Sprachliche Untersuchung der Reime Bernarts von Ventadorn*. (Recherches linguistiques sur les rimes dans Bernard de Ventadour).

* *

Jacques Duroux, dont nous allons dire quelques mots, n'est connu que par son *Essai historique sur la Sénatorerie de Limoges*, publié dans notre ville en 1811. De l'œuvre même, nous n'avons pas à nous occuper ici. Sur l'homme il est bon de recueillir les quelques renseignements qui subsistent.

Des notes prises par M. l'abbé Lecler sur les registres de l'état civil de Saint-Pardoux-Rancon (1), il résulte que Duroux fut nommé maire de cette commune, en 1817, et qu'il mourut dans cette même localité, le 29 octobre 1824, à l'âge de soixante-sept ans. Il était donc né vers 1757, soit à Limoges, comme quelques-uns l'affirment, soit peut-être à Auriac, canton de Servièrès (Corrèze), où naquirent deux Duroux (2), entrés plus tard dans les ordres et que l'on croit être ses frères.

On prétend que Duroux a porté, avant la Révolution, le titre de secrétaire du comte d'Artois (Charles X), le dernier prince apagnagiste du Limousin. Ce qui confirmerait assez bien ce fait, c'est

(1) Voici la teneur de l'acte de décès : « L'an 1824 et le 29 octobre, à dix heures du matin, pardevant nous, Saturnin Combret, adjoint du maire de la commune de Saint-Pardoux, canton de Bessines, arrondissement de Bellac, département de la Haute-Vienne, sont comparus Pardoux Demassias, journalier, âgé de cinquante-neuf ans, et Pierre Méricot, cultivateur, âgé de quarante ans, tous deux voisins du décédé, lesquels nous ont déclaré que cejourd'hui, à huit heures du matin, Monsieur Jacques Duroux, maire de la dite commune de Saint-Pardoux, âgé de soixante-sept ans, époux de Marie Duris, est décédé dans sa maison sise au village de Froidour, et les déclarants nous ont dit ne savoir signer, de ce interpellés après lecture faite. » (Signé au registre) : COMBRET, adjoint.

(2) Jean Duroux, curé de Sainte-Fortunade, Corrèze — et N.... Duroux, aussi prêtre dans la Corrèze.

que Dom Col s'intitule lui-même quelque part historiographe du comte d'Artois, et que l'évêque de Limoges Duplessis d'Argentré s'est dit, jusqu'en 1791, premier aumônier en survivance de Monsieur, frère du roi (Louis XVIII).

Duroux semble avoir eu de bonne heure l'amour des vieux parchemins puisque dès 1787 il prenait le titre de généalogiste et faisait insérer dans la *Feuille hebdomadaire* de Limoges (1787, p. 149), un avis annonçant que lui, Duroux, demeurant rue des Combes, avait « beaucoup de notes de titres concernant la noblesse des provinces de Limoges, Périgord, Quercy, Poitou, Bourbonnais, Berri, Auvergne, Marche et Angoumois ». Il fut aussi chargé de dresser le répertoire des archives de l'hôpital général, et une partie de son travail subsiste sous la forme d'analyses rédigées sur les chemises mêmes qui enveloppent nombre des pièces de ce fonds. (Voy. la série B de ces archives et les art. B 433 et E 30 de notre *Inventaire*.)

..

Nous ne saurions laisser passer la récente *Notice sur Magnac-Laval* de M. de Couronnel sans protester encore une fois contre le sans-façon avec lequel les historiens de nos villes croient pouvoir s'abstenir de puiser à l'une des sources les plus importantes qui s'offrent à eux. Fidèle à l'exemple légué par les abbés Roy-Pierrefitte et Duléry, et par M. Aubugeois, quand ils ont traité de leurs villes respectives (1), M. de Couronnel a dédaigné de consulter la riche collection de registres paroissiaux que l'on conserve à Magnac-Laval (1564-1790) et s'est contenté de quelques extraits insignifiants trouvés dans les papiers de M. Normand. Ils apprennent pourtant bien des choses, ces modestes registres, à qui sait les interroger. Chiffre et composition de la population au dernier siècle, nombre des illettrés et des mendiants, professions libérales et métiers manuels, écoles, hôpitaux, couvents, événements extraordinaires, ils renseignent sur tous ces points et sur bien d'autres encore quand on entreprend de les dépouiller la plume à la main. Mais il y a chez nous comme un parti-pris d'autant plus déplorable que, confiés à la garde de secrétaires de mairie souvent négligents ou bornés, ces registres vont chaque

(1) Comme aussi par les abbés Pataux et Marche, dans leurs récentes histoires de Felletin et de Turenne.

année diminuant. Le nombre de ceux qui remontent au delà du XVIII^e siècle est déjà fort restreint dans la Haute-Vienne. Attendra-t-on pour les utiliser qu'ils aient disparu?

..

Les archives du consistoire d'Orthez possèdent un exemplaire d'un pamphlet du XVIII^e siècle dont on connaissait depuis longtemps le titre : *Pastorale ou intermède contre les Huguenots, pièce nouvelle en un acte, du sieur Lenfant*. A Limoges, sans date, petit in-8° de 31 pages. D'après le *Bulletin de la Soc. de l'hist. du prot. français* (1883, p. 513), c'est un dialogue en vers, moitié béarnais moitié français, entre un paysan, sa femme, son fils, un ami et deux protestants, lesquels, après une longue controverse, finissent par être arrêtés par les cavaliers de la maréchaussée. D'après le *Bulletin*, les deux protestants sont les deux pasteurs Montagny et Journet qui, en 1755-1757, remplissaient régulièrement les devoirs de leur ministère en Béarnais parmi les églises du désert. Il resterait à expliquer qui est le sieur Lenfant et pourquoi le pamphlet fut imprimé à Limoges.

..

Le catalogue récemment paru du fonds de Helmstedt de la bibliothèque ducale de Wolfenbüttel mentionne (p. 190, notice 245, ms. 213), une copie faite en 1473 d'un traité intitulé : *Petri de Ciperia, Lemovicensis diocesis, tractatus moralis de oculo*, traité sur lequel l'*Hist. litt. de la France* (XXV, 194-196) nous a déjà donné quelques détails.

..

Nous relevons dans la suite du catalogue du fonds Bourré, publié par la *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes* (cf. ci-dessus le Bull., XXXI, 104), la mention suivante :

N° 983, 14 déc. 1481. Limoges. — Requête des « lieutenant, advocat et procureur en Limousin pour le roy, nostre sire », à « nos très honorés seigneurs, nos seigneurs les trésoriers de France et à chacun d'eulx », pour faire imputer sur la recette du domaine du roi à Limoges la somme de 300 ll. t. nécessaire à la reconstruction « des prison et auditoyre pour tenir la court de monseigneur le seneschal de Limosin ».

*
* *

Dans la récente publication de M. Ed. de Barthélémy : *Les Correspondants de la marquise de Balleroy* (2 vol.), on trouve quelques renseignements nouveaux sur le cardinal Dubois, originaire de Brive, comme on sait.

*
* *

Le Registre des commandements et expéditions faites au Conseil du roi Charles VIII vient d'être publié dans la *Bibliothèque de l'École des chartes* (1883, p. 419 et suiv.). Nous y relevons l'article suivant :

« 7. — Plus, sont commis le premier président de Bourdeaux M^e Louis Tindo, M. le général M^e Jehan Chambon pour oyr la question d'entre le vicomte de Turenne et les gens des estats de Quercy et de Limosin touchant l'exemption des tailles, et en faire le rapport au Conseil (mars 1483). »

Nous ne croyons pas qu'on trouve mention de ces faits dans nos histoires locales. Ces quelques lignes ont donc leur valeur.

*
* *

Le tome II de la *Correspondance des Contrôleurs généraux des finances avec les intendants des provinces* (1699-1708) vient de paraître. Ce volume est plus riche que le précédent en documents intéressants pour l'histoire de la Marche et du Limousin et nous en avons souvent profité pour annoter le *Mémoire* de M. de Bernage. Nous nous bornerons ici à en extraire la curieuse pièce qui suit :

P. 321, n^o 1019. — Dans une lettre du 27 avril 1706, M. Rouillé de Fontaine, intendant à Limoges, avait rendu compte au contrôleur général « d'une procédure pour billonnage qui a été instruite par le juge-garde de la monnaie de Limoges contre un ancien orfèvre accusé de faire le commerce des médailles antiques ».

L'éditeur de la *Correspondance*, M. de Boislisle, ajoute en note :

« Voir, dans le mois de janvier précédent, plusieurs lettres de l'orfèvre, Pierre Ardant, et d'un conseiller au Présidial qui s'était chargé d'envoyer les médailles à Paris, sur l'invitation que le contrôleur général lui en avait faite depuis deux ans. M. Desmaretz avait transmis, le 13 janvier, un ordre de surseoir aux poursuites et de donner main-levée des meubles et effets saisis. Le 19,

il écrivait au conseiller du Présidial, le sieur Noalhié des Bailles : « Je vous renvoie toutes les médailles de cuivre que vous avez pris soin de ramasser pour moi ; elles sont toutes si communes qu'elles ne méritaient pas les soins que vous vous êtes donnés. J'en use de même pour celles d'or, qui ne sont la plupart que des monnoies dont on ne fait aucun cas en ce pais-ci. La médaille de cuivre d'Othon est gravée. Ne vous donnez plus la peine de m'en ramasser aucune pour l'avenir : il n'y a rien d'assez curieux dans le pays où vous êtes, ou du moins qui ne se trouve dans tous les cabinets de Paris. »

..

Il y a aussi beaucoup de choses à recueillir pour notre histoire locale dans ces *Lettres, Instructions et Mémoires de Colbert*, publiés par M. Pierre Clément, et nous y avons largement puisé pour annoter et compléter le *Mémoire* de M. de Bernage *sur la généralité de Limoges*. Nous n'avons pu cependant tout prendre et l'on trouvera encore à glaner après nous. Par exemple : la mention d'une lettre de Colbert à l'intendant de Limoges (novembre 1672) pour le prier de recueillir en sa faveur les manuscrits et livres précieux qu'il pourrait obtenir des abbayes et monastères de la province (*l. VII*, p. 68, *note 4*) (1); — une lettre de Colbert au même intendant (mars 1673) pour l'inviter à prêter ses bons offices à M. Baluze qui, pourvu des prieurés d'Auriac et d'Espagnac, et de la prévôté de l'église cathédrale de Tulle, se propose de prendre possession (*ibid*, p. 71); — une quinzaine de lettres de Baluze à Colbert (1668-1682), traitant toutes de la bibliothèque du ministre (*ibid*, p. 371 et ss.). Ces dernières viennent d'être analysées du reste par M. René Fage dans son *Complément des œuvres de Baluze* (p. 21 et ss.).

..

Duroux a publié, dans son *Essai sur la sénatorerie de Limoges*

(1) Il est bon de rappeler à ce propos que, dès 1669, Baluze avait entamé, au nom de Colbert, des négociations avec les chanoines de S. Martial pour qu'ils lui cédassent leur riche collection de manuscrits. (Voy. L. DELISLE, *le Cabinet des mss.*, I, 444).

(p. 270), une inscription du moulin Baignol, sis en aval du pont S. Martial, sur la rive droite de la rivière (1).

XII VIRI MVNICIP
BEG BENEF Æ REPUB
ANNO CD LJ LXXVIII

Et il traduisait la date *Anno condictæ Romæ*, 778 ou 25 de J.-C. (1)

M. l'abbé Texier a reproduit cette inscription dans son *Manuel d'Epigraphie* (p. 287) d'après l'abbé Legros, sous cette forme :

XII VIRI MVNICIP
BEG. BENEF ÆERE PUB
ANNO D CIO D XXVIII

La date qu'il donne est donc celle de 1528.

Prise dans son ensemble, cette reproduction ne vaut pas beaucoup mieux que la précédente. Une nouvelle collation faite sur la pierre même, qui nous avait été signalée par M. Vigneron, sous-chef de bureau à la Préfecture, nous permet de restituer à cette inscription sa véritable forme et d'en trouver par conséquent le sens probable :

XII. VIRI MVNICIP.
REG. BENE ÆERE PVB.
ANNO CIO IO L XXVIII

C'est-à-dire : *XII viri municipales regunt bene ære publico anno 1578*, que nous traduisons par : *les douze consuls font bon emploi des deniers publics, l'an 1578*.

La seule difficulté de lecture vient de ce que la pierre porte bien réellement BEG et non REG. Mais il est facile de constater que le R a été modifié après coup ou tout au moins que le ciseau du sculpteur a hésité. La lecture REG nous paraît donc acceptable.

D'après Duroux, la pierre qui porte cette inscription sortait des fondations de l'ancienne église de S. Martial. La date que nous avons restituée suffit à montrer que cette assertion est inadmissible.

D'après l'abbé Legros cité par l'abbé Texier, la pierre se voyait, en 1775, aux remparts de Limoges, sur l'éperon Saint-

(1) C'était l'ancienne fabrique de pâte à porcelaine de la manufacture royale, aujourd'hui chemin de la Filature, n° 3.

Martial (1), entre la porte Montmailler et celles des Arènes. Or cette partie des murailles fut démolie vers 1810, et comme Duroux, qui écrivait en 1811, nous dit que le moulin Baignol est bâti à neuf, on en doit conclure que c'est vers 1810 que la pierre fut encastree dans la muraille orientale du dit moulin.

Quant à l'interprétation de cette inscription, nous y voyons purement et simplement une allusion élogieuse à la prudence des consuls qui, en effet, firent exécuter de grandes réparations vers 1577-1578, à la partie des murailles comprise entre la tour des Arènes et la porte Montmailler, par crainte des gens de guerre huguenots qui couraient la campagne. Les *Registres consulaires*, II, 434, sont très explicites sur ce point.

..

Nous avons tenu en main, il y a quelques mois, un curieux petit livre format in-16 dont le premier feuillet fait défaut, mais dont le titre subsiste encore heureusement. Le voici : *Notice ou abrégé historique de la fondation des couvents des Récollets de l'Immaculée Conception en Guyenne* (2). Parmi les localités auxquelles l'auteur consacre une notice spéciale, comme ayant possédé un couvent de Récollets, nous trouvons Saint-Léonard où ces religieux s'établirent en 1594, Saint-Junien en 1598 (3), Saint-Yrieix en 1613, Guéret en 1614, Limoges en 1614 (4), Le Dorat en 1617, Confolens en 1618. Ces notices n'ont pas grande valeur historique. Elles méritent pourtant d'être connues.

A propos des Récollets de Limeuil, on lit : « Nous devons au P. Salomon Goyrand le recueil de tous ces mémoires. Ce religieux, natif d'Aixe en Limousin, mourut à Limeuil, après un long séjour pendant lequel il s'occupa à la recherche des titres et mémoires de la province dont il avoit projeté l'histoire. »

..

Sur le feuillet liminaire d'un recueil d'arpentements, dressés

(1) Et non Saint-Mathieu.

(2) Comme on y mentionne un fait de l'année 1757, nous en devons conclure que ce petit livre a été imprimé dans le dernier tiers du XVIII^e siècle.

(3) M. l'abbé Arbellot a extrait de ce petit livre ce qui concerne les Récollets de St-Junien, à la suite de la *Chronique de Maleu*, p. 214.

(4) C'est le 14 avril 1614 que les Récollets s'établirent à Limoges dans l'ancien *Bastiment* ou *Bayardère*, aujourd'hui École primaire supérieure.

en 1783-1785 par le sieur Faure, arpenteur ordinaire du Collège de Limoges (n° prov. F. 5620 des Arch. dép. de la Haute-Vienne), nous avons relevé les indications suivantes qui semblent autant d'extraits faits par Faure pour son instruction personnelle sur le vu des documents originaux.

Premier collège.

Le 4 aoust 1568, M^e Jessé Godet, vicaire-général, M^e Sebastien de Lopespinc (*sic*), eveque de Limoges, M^{rs} les doyen, chanoines et chapitre de l'église cathédrale, M^{rs} les consuls et autres députés de la ville ont élu pour precepteur dans la dite ville et y tenir college, M^e Ant. de Bojol, avec placet de Charles 9^e portant confirmation de la dite election, enregistré au Presidial du dit Limoges le 14 nov. 1571, signé de Buelly.

Du 15 may 1568. Sentence qui condamne le chapitre de S. Estienne a donner au dit college les fruits d'une prebende.

Du 2 juin susdit an 1568. Sentence du seneschal qui prescrit faire saisir le revenu du chapitre pour la prebende preceptoralle.

12 mai 1569. Quittance de 50 ll. pour un quartier de la dite prebende.

24 oct. 1574. Lettres patentes du roi Henri 3^e accordant au principal le revenu de deux prebendes.

1 aoust 1562..... Dinematin donna au dit college 100 ecus.

Suivent quelques mentions analogues relatives au collège des Jésuites. Elles se réfèrent toutes à des faits connus, et leur scrupuleuse exactitude nous donne le droit d'ajouter foi à celles qui concernent le premier collège. Or il résulte de celles-ci quelques faits nouveaux que n'enregistre pas notre notice sur l'ancien collège de Limoges. Nous nous bornerons ici à rectifier la liste des régents de ce premier collège en nous aidant des notes de Faure et de quelques autres que nous avons recueillies depuis longtemps.

1525 ? M^e Pierre Bonnet.

1525 ? M^e Pierre de l'Artige, licencié en théologie, religieux de l'Ordre des FF. PP. de Limoges.

1536. M^e Pierre Pomeranus.

1540. M^e Etienne Groulaud, maître ès arts.

1540. M^e Nicole des Ytrins, maître ès arts.

1553. M^e François Veyriaud, docteur ès lois.

1553. M^e Ismaël Fauroin.

1557. M^e Etienne Bellengard, auteur des *Sententiarum volumen absolutissimum*, imprimé à Lyon en 1559 et 1587 (d'après la *Biographie limousine*).

1568. M^e Antoine de Bojol (d'après Faure), Antoine de Brion (d'après notre *Inventaire* de la série D).

1583. M^e Guillaume Malerbaud ou Malervaud, théologal de Limoges.

1593-1597. M^e Cibot, prêtre séculier.

∴

Le Ministère de l'instruction publique prépare la publication d'un catalogue des manuscrits d'archives qui par leur nature se rapprochent des manuscrits conservés dans les bibliothèques; autrement dit un catalogue des manuscrits qui n'appartiennent pas à la catégorie des cartulaires, inventaires, pouillés, registres de comptes, atlas de plans, etc.

Voici la liste de ceux dont nous avons adressé la description au ministère.

Archives départementales.

1^e Série C, n^o 296. — Mémoire sur l'utilité et la nécessité des chemins publics et les moyens de les exécuter, xviii^e siècle.

2^e Série D, n^o 271. — Cahier de parchemin contenant une chronique du prieuré d'Altavaux, l'inventaire des reliques et un fragment des règles du dit prieuré, xii^e-xiv^e siècles (Cf. nos *Doc. historiques*, I, 81).

3^e Série D, second complément à publier. — Recueil liturgique provenant du prieuré d'Aureil, xiii^e siècle. Cf. ci-dessus.

4^e Série F, fonds Bosvieux. — Traduction française du Decaméron de Boccace, xv^e siècle.

Série G, fonds du séminaire des Ordinands, n^o prov. 44 bis. — Fragment d'une chronique du dit séminaire pour 1696.

Série H, fonds de l'abbaye S. Martial, n^o prov. 9162. — Chronique de Geoffroi de Vigéois, manuscrit du xvii^e siècle.

Série H, *ibid.*, n^o prov. 9237. — Compendium veteris manscripti abbatis Sti Marcialis Lemovicensis, scripti ante annum 1250, cujus titulus est : Cereemoniale festorum et preces in processionibus dicendæ et ratio moralis horum festorum, xvii^e siècle.

Série I, n^o 1. — Fragments de la Vulgate, de divers traités théologiques, éthiques ou liturgiques et de Vies des saints, xii^e-xv^e siècles.

Série I, n^o 2. — A. Cinq miniatures provenant d'un missel et représentant l'adoration des mages, la fuite en Egypte, la descente du S. Esprit sur les apôtres, le couronnement de la Vierge et le martyre de S. Jean, xiii^e siècle (?). — B. Miniature prove-

nant d'un recueil de Vies des saints et représentant un Christ (?) byzantin, ^{xii}^e siècle (?).

Série I, n° 3. — Fragments de plain-chant et notations musicales.

Série I, n° 4. — Fragment d'une chronique française traitant des Capétiens et des premiers Valois, ^{xiv}^e siècle.

Série I, n° 5. — Noël français rédigés en 1518.

Série I, n° 6. — A. Eclaircissement sur la musique ancienne. — B. Traité d'optique. — C. Traité sur l'art de construire les cadrans. — D. Recueil de recettes et de remèdes empiriques, ^{xviii}^e siècle.

Archives communales.

Limoges. Série AA. I. — Recueil factice appelé quelquefois premier registre consulaire, ^{xiii}^e-^{xvii}^e siècles.

S. Yrieix. Série P. — Biblia Sacra, ^{xii}^e siècle (?).

..

Nous n'avons point compétence pour nous occuper des questions de liturgie. Nous nous bornerons donc à donner ici quelques indications bibliographiques.

M. Duplès-Agier a publié un catalogue de la bibliothèque de l'abbaye Saint-Martial dans lequel figurent un assez grand nombre de manuscrits liturgiques. Quelques-uns subsistent encore à la Bibliothèque nationale, comme le prouve le Catalogue de M. L. Delisle : *Le Cabinet des manuscrits*, p. 389 et ss.

Le Livre d'heures de la bibliothèque de feu Aug. Bosvieux et celui que possède le comte de Villelume sont peut-être d'origine limousine, comme aussi quelques-uns des manuscrits de la bibliothèque communale de Limoges. L'examen des calendriers que l'on trouve ordinairement en tête de ces sortes de manuscrits, suffisent d'ordinaire pour se prononcer sur cette question d'origine.

L'abbé Legros dans son *Abrégé des Annales* ou dans ses *Mélanges manuscrits* (je ne sais plus au juste), mentionne (p. 162) un Sacramentaire de Saint-Martial qui mériterait d'être identifié. Du Méril dans ses *Origines latines du théâtre moderne* et Dom Martène dans son *De antiquis Ecclesiæ ritibus* (III), ont publié un *Officium Lemovicense* dont le professeur K. A. M. Hartmann a tiré parti dans son étude sur le Mystère des rois mages en ancien espagnol (*Ueber das altspanische Dreikönigsspiel*. Bautzen, 1879).

Au tome I de son recueil, Dom Martène cite aussi un *Ordinarium vetus ecclesie Lemovicensis ex codice ejusdem ecclesie* et un *Antiquum ordinarium S. Martialis ecclesie Lemovicensis*. La bibliothèque du grand séminaire de Limoges possède encore un *Ordinarium* manuscrit du xvii^e siècle qui n'est peut-être qu'une copie d'une œuvre plus ancienne. Nous analysons nous-même plus loin un recueil liturgique du prieuré d'Aureil qui remonte au moins au xiii^e siècle, et nous avons signalé plus haut un *Compendium* moderne d'un Cérémonial de l'abbaye de Saint-Martial que l'on attribuait au xiii^e siècle.

Comme on le voit, la matière ne fait pas absolument défaut aux futurs liturgistes. Leurs recherches devront prendre pour point de départ le Sacramentaire d'Aurillac dont nous avons dit un mot dans un précédent *Bulletin* (XXIX, 368).

..

Par une erreur de classement encore réparable, M. C. Rivain avait attribué au fonds de l'évêché de Limoges un manuscrit liturgique du xiii^e siècle qui, tout bien examiné, provient du prieuré d'Aureil (1). C'est le seul spécimen de ce genre que nous connaissions dans les Archives de la Haute-Vienne. Nous nous proposons de le décrire ici soigneusement, en attendant qu'il puisse être définitivement signalé dans le nouveau *Complément* que nous préparons à l'inventaire de la série D des Archives départementales.

Ce manuscrit compte 56 feuillets parchemin, de formats un peu différents, les plus grands mesurant 0^m,20 c. sur 0^m,30 c. Il est recouvert d'une basane qui servait de vêtement à deux plats de bois tellement rongés par les mites que nous avons cru devoir les détruire dans l'intérêt même du manuscrit. Voici maintenant l'analyse du contenu.

(1) L'indication « N° 4 de la première liasse du prieuré d'Aureil » qui se lit au bas du second feuillet, d'une écriture du xvii^e siècle, rend déjà le fait certain. Les mentions relatives à S. Gaucher et à B. de Quinsac, prieur d'Aureil (1205), que nous relevons plus loin, le mettent tout à fait hors de conteste. — Il est possible toutefois que ce manuscrit ait appartenu postérieurement aux archives de l'évêché et soit celui-là même que mentionne l'inventaire des meubles de Mgr de l'Isle du Gast († 1739), sous ce titre : *Benedictionale juxta ritum ecclesie Aurelianensis*. (Voyez notre *Invent. des Arch. hospît. de Limoges*, B. 8.)

F° 1 r°. Prose d'église avec musique. (Le début fait défaut, ce qui suppose la disparition d'un premier feuillet.)

F° 2 r°. Hymne de 27 vers dactyles. (Le début fait également défaut.)

V°. Invocations à S. Gaucher.

*Dilectus Deo et hominibus beatus Gaucherius.
O beate Gaucheri, magna est fides tua. Intercede pro nobis.
Sancte Gaucheri, confessor Domini gloriose, adesto nostris precibus,
Sancte Gaucheri, Christi confessor, audi rogantes,
Ora pro nobis, beate Gaucheri,
Ut digni efficiamur pro [missionibus Christi].*

Suivent quelques préceptes moraux, en forme de vers.

F° 3 r°. Notes pour la fixation des temps et l'établissement du calendrier.

F° 4 r° et suiv. Calendrier romain, avec lettres dominicales, indication des anniversaires ecclésiastiques et des fêtes des saints. Chaque page est consacrée à un seul mois. Pâques est marqué au vi des kalendes d'avril (27 mars). On en peut conclure que ce calendrier a été rédigé pour les années 1239 ou 1250.

F° 10 r°. *B. de Quinsac expendit primo edificio monasterii MDCC sol. De hoc data fuerunt que valuerunt MCCCC sol. P. de Sancto Martino priusquam esset prior XL VII libras e IV sol. e VIII d. (1) B. de Quinsac iterum per duos annos et dimidium expendit in edificio MM XXI libras et XII sol. e VIII d. et de hiis recepit valentia MCCIX sol. e VIII d. G. de Quinsac (2) expendit in edificio DIII sol e IX d. De hoc CCC sol. e LX sol. XVIII sol. e IX d. e M. Summa datarum MMM. sol. e XLVI libras et XVIII sol. et I d. Summa locius expense MMMMM sol. et XXX libras et VII sol. e IX d.*

W. d'Esjau pro communi XL III l. e VIII sol. Capellanus P. de Juanac (3) pro se XXV l.

Suivent quelques notes chronologiques à peu près illisibles.

F° 11 r° à 43 v°. *Abbrevationes de dominicis diebus.* Voici le début : *Notum sit omnibus quod semper a V^o kalendas decembris*

(1) En marge : *Hoc totum datum fuit.*

(2) Nous ne connaissons aucun prieur d'Aureil du nom de G. de Quinsac.

(3) Il faut lire, sans doute, *de Jougnac*, nom que l'on retrouve dans la liste des prieurs d'Aureil.

usque in III^o nonas ipsius mensis ubi dies dominicus evenerit, ibi adventus Domini inchoetur. Sabbato in vigilia adventus Domini, capitulum ad vespervas. Ecce dies veniunt, quod dicitur tantum in hac hora. â. Missus est. ʒ. Dabit ei Dominus, etc.

F^o 44 r^o à 53 v^o. La partie supérieure et de droite du feuillet 44 est déchirée, en sorte que tout titre fait défaut. Le reste du feuillet et les feuillets suivants contiennent une série d'invocations pieuses en strophes de quatre vers, commençant toutes par le mot *Veni*, ou par le mot *Ave*, ou par le mot *Salve*, ou par le mot *Gaude*, ou encore par le mot *Dulce*, sous cette forme :

Jubilate Domino.

*• Veni nobis ad salutem, consolator Spiritus,
Qui laus semper leta..... liberaque.*

*Ut nos oves recognoscens Christus sue pascue
Introducat ad quietis atria perpetue.*

Verba nostra.

*Ave templum fidei, domus sanctitatis
Summe tabernaculum facta majestatis.*

*Nos scuto premuniens bone voluntatis
Coronat in patria Christus.*

F^o 54 r^o à 56 v^o. Prose d'église avec musique. Suite du premier feuillet.

..

Archives départementales. — M. J. de Cessac fils a été chargé par l'Ecole des Chartes de rédiger l'inventaire du fonds Bosvieux des Archives de la Haute-Vienne. Les richesses des dix-huit cartons de ce fonds seront donc bientôt connues de tout le monde.

Archives communales. — Le classement des Archives modernes de la mairie de Limoges a fait découvrir un certain nombre de documents antérieurs à la Révolution qui nécessiteront la rédaction d'un important supplément à l'*Inventaire* de M. A. Thomas. Nous citerons, entre autres pièces, un registre paroissial de S. Julien de Limoges pour les années 1554-1587, et trois courtes lièvres, en provençal, des aumônes Sainte-Croix (xiii^e et xiv^e ss.), etc. Nous en avons donné le relevé sommaire dans notre *Rapport annuel* à M. le Préfet de la Haute-Vienne (1884).

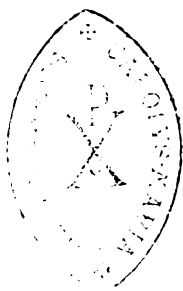
Nous avons inséré, dans ce même rapport et dans le suivant, un tableau exact des anciens registres paroissiaux conservés dans les mairies des arrondissements de Rochachouart, S. Yrieix et

Bellac, avec leurs dates extrêmes. Nous publierons un relevé semblable pour l'arrondissement de Limoges, quand les renseignements demandés seront enfin parvenus.

Les archives anciennes de S. Junien ont été, en 1884-85, l'objet d'un dépouillement attentif. Ces archives comprennent :

- 1° Un curieux *Estat topographique* de la ville de S. Junien, dressé en 1655 par le chanoine Collin ;
- 2° Trois matrices cadastrales de 1744 ;
- 3° Les registres paroissiaux de N.-D.-du-Moutier, de 1698 à 1792 (huit gros vol. in-4°) ;
- 4° Les registres paroissiaux de S. Pierre, de 1707 à 1792 (sept gros vol. in-4°).

ALFRED LEROUX.



BIBLIOGRAPHIE

HISTOIRE DU PARLEMENT DE TOULOUSE

Par M. DUBÉDAT

2 vol. in-8 de 759 et 731 pages (1).

Un magistrat distingué, dont nos compatriotes ont pu apprécier le charmant esprit et l'érudition, M. Dubédat, ancien conseiller à la Cour d'appel de Limoges, ancien président de la Société archéologique et historique du Limousin, vient de publier l'histoire du Parlement de Toulouse. C'est un travail important et de longue haleine; comme le dit l'auteur, « l'histoire de ce Parlement est l'histoire de la vaste province à laquelle un chroniqueur donnait le nom de royaume. » Les parlementaires, en effet, ne s'enfermaient pas uniquement dans l'étude des affaires contentieuses qui leur étaient soumises par les justiciables; ils touchaient aux questions les plus diverses de la religion, de l'administration et de la politique, édictaient des règlements en matière d'instruction publique, imposaient des taxes et veillaient au maintien des bonnes mœurs et de la discipline ecclésiastique. Leur contrôle s'étendait sur tous les pouvoirs; l'autorité royale elle-même avait à compter avec eux. « Parmi les grandes institutions de l'ancienne Toulouse, l'Eglise, le Parlement, le Capitoulat et l'Université, dit M. Dubédat, le Parlement s'élève au-dessus de l'Université, du Capitoulat et de l'Eglise, pareil à ces hautes montagnes des Pyrénées qui ferment l'horizon du côté de l'Espagne, et dont les cimes se dressent au-dessus des courbures de la chaîne. A Toulouse, qui a été surtout une ville se gardant et se défendant par les arrêts de la justice, le Parlement n'était pas seulement une puissance, comme dans les autres provinces du royaume; il formait toute une société embrassant des légions de magistrats, d'avocats, de procureurs, de greffiers, d'huissiers, de clercs de la basoche, d'officiers de robe longue et de robe courte, tout un peuple

(1) En vente chez M^{me} Duçourtieux, 7, rue des Arènes, Limoges.

vaillant et hardi, épris des tumultes de la guerre et des combats de la parole, enorgueilli de la gloire parlementaire et ayant des racines profondes dans les classes diverses de cette grande cité, qu'en France on saluait du nom de Toulouse la savante et la sainte. Au Parlement, cette vraie patrie des hommes de robe, rayonnait un foyer d'intelligence et d'éloquence, éclairant d'une chaude lumière le souvenir de leurs aïeux, le berceau de leurs enfants, les luttes et les espérances de leur vie. (1) »

Pour écrire l'histoire de cette grande compagnie judiciaire, il fallait dépouiller les archives de la Cour de Toulouse, celles du département de la Haute-Garonne et des villes principales de l'ancienne province du Languedoc, puiser dans les collections de la Bibliothèque nationale, étudier les mémoires et les chroniques, compulser enfin les recueils d'arrêts, d'édits, de déclaration et d'ordonnances. M. Dubédut ne s'est pas arrêté devant ce travail de plusieurs années, et a su mener à bonne fin la lourde tâche, qu'il avait entreprise. Il n'y a rien d'aride dans son récit ; un style éclatant, une remarquable habileté de mise en œuvre, des tableaux disposés avec art en rendent la lecture attachante. Cet ouvrage, plein de faits, se prête difficilement à une analyse ; nous nous bornerons à en indiquer le plan et les traits principaux, et nous signalerons les passages, peu nombreux du reste, qui intéressent directement l'histoire de notre province du Limousin.

Après un rapide coup d'œil jeté sur les institutions judiciaires du midi de la Gaule, depuis le iv^e siècle (2), nous arrivons à la veille de la création du Parlement. En 1280, Philippe le Hardi, pour épargner aux plaideurs les fatigues et les dépenses du voyage, envoya à Toulouse trois membres de son Conseil, qui s'adjoignirent des assesseurs clercs et laïques, pour juger les affaires de la contrée défrées jusque là à son Parlement de Paris. Ce premier Parlement de Toulouse siégea jusqu'en 1291. Les frais de la guerre, qui absorbaient toutes les ressources, n'avaient pas permis d'entretenir plus longtemps cette juridiction. Mais l'expérience était faite et avait réussi ; le démembrement de la cour souveraine de Paris allait être bientôt définitivement consommé.

C'est en 1302, que Philippe le Bel institua le Parlement de Toulouse. Son ressort comprenait les sénéchaussées de Toulouse, de

(1) Tome I^{er}, introduction, p. vi et vii.

(2) Nous relevons à la page 7 une faute d'impression. C'est le pape Clément IV, qui est fils de Pierre Fucoldi, et non le pape Clément VI.

Carcassonne, du Périgord, du Rouergue, du Quercy et de Beaucaire. C'était la grande province du Languedoc, qui parlait un langage spéciale, et qui avait conservé le droit écrit. Il lui fallait des juges entendant sa langue et connaissant son droit. Le Parlement prit possession du château Narbonnais ; le roi assista en personne à la séance d'installation.

Dans les premières années, les procès furent peu nombreux. « A la cour du Palais, l'herbe verdissait comme aux champs. » Mais cet âge d'or ne dura pas longtemps ; les registres du greffe se couvrent bientôt d'arrêts. La Cour fait comparaître à sa barre des personnages de marque, et compte au nombre de ses justiciables des rois et des reines, et le pape lui même, comme souverain temporel du Comtat Venaissin. Son rôle était si encombré en 1506, que pour suffire à la besogne, le Parlement commença ses audiences dès cinq heures du matin en été, et dès six heures en hiver.

Un des grands procès jugés à cette époque, fut celui de Pierre de Rohan, maréchal de Gié, victime de la reine Anne de Bretagne. Accusé d'exactions, le maréchal en fut quitte pour une suspension de sa charge pendant cinq années, avec défense d'approcher de la cour à la distance de dix lieues. Les parlementaires eurent bientôt à frapper un des leurs ; le président d'Ulmo, obéissant à des instincts de cupidité, se laissa aller à accepter l'argent que lui offrait ses justiciables ; convaincu de prévarication, il fut condamné au pilori, à la marque au front, et à la détention perpétuelle dans les prisons du château de Saint-Malo. Par ce rude châtiment, la Cour témoignait du souci qu'elle avait de sa dignité.

Si l'on veut avoir une idée exacte de la majestueuse grandeur de cette compagnie, il faut lire, dans l'ouvrage de M. Dubédut, la description d'une audience solennelle. L'entrée des magistrats, au nombre de cent seize, en costume royal, au milieu d'une foule de prélats et de seigneurs, donnait, dit Jean de Coras, une sorte de tremblement.

Au-dessous de la Cour s'étaient formées des associations de gens de robe, sur lesquels elle exerçait sa surveillance et qu'elle couvrait au besoin de sa protection ; les avocats, les procureurs, les huissiers, les clercs de la basoche s'étaient groupés, avaient leurs règlements, leurs prérogatives et leurs libertés.

De toutes ces confréries, la basoche, composée en majeure partie de jeunes gens, était la plus originale, mais aussi la plus tumultueuse. Elle apportait l'animation et la gaieté dans les cours sombres du château Narbonnais. Cette joyeuse bande se répandait dans les rues de la ville, cherchait querelle à la police, malmenait les Capitouls et conduisait quelquefois sa farandole jusque dans les salles

d'audience. Le Parlement fut obligé, à maintes reprises, de sévir contre elle.

Des questions de préséance, des difficultés avec les officiers municipaux de Toulouse ou les gouverneurs du Languedoc avaient plusieurs fois agité le Parlement, sans compromettre sa tranquillité. Les troubles de la Ligue vinrent le remuer profondément. La division se mit dans ses rangs. Toulouse étant à la merci des ligueurs, les conseiller dissidents, menacés dans leurs personnes et dans leurs biens, prirent la fuite et se retirèrent à Castelsarazin, où ils tinrent séance. Il y eut alors deux Parlements, celui de Castelsarazin qui restait fidèle au roi, et celui de Toulouse qui tenait pour la Ligue. Les deux Cours se firent une guerre acharnée. On sait comment la paix fut rétablie en France en 1596, après que le pape Clément VII eut levé la sentence d'excommunication qui avait frappé Henri IV. Les magistrats qui avaient émigré à Castelsarazin, rentrèrent à Toulouse ; on oublia bientôt le passé, et l'on s'efforça de part et d'autre, d'effacer les traces de cette révolution du Palais.

Les guerres civiles amenaient parfois devant le Parlement des accusés qui comptaient parmi les plus grands personnages du royaume. Dans ces moments de trouble, les passions politiques ne restèrent pas toujours étrangères à l'œuvre de la justice. Pendant que les diverses phases de la procédure se déroulaient, l'émotion populaire avait le temps de franchir le seuil du Palais et d'exercer sa contrainte sur les juges. Ils montrèrent pourtant, dans le fameux procès du duc de Montmorency, qu'ils savaient résister à la pression du dehors et refouler au fond de leur cœur la sympathie et la commiseration qu'inspirait à tout le monde ce rebelle héroïque.

La tolérance religieuse était absolument inconnue des magistrats de l'ancien régime. La conscience n'était pas un asile fermé pour eux. On croirait qu'à certains moments le tribunal de l'Inquisition tenait ses audiences dans la grande salle du Parlement. Le napolitain Vanini, théologien aussi sceptique que railleur, après avoir couru le monde, était venu enseigner à Toulouse. On l'accusa d'athéisme. Son procès dura cinq mois. Traduit devant le Parlement, il affirma qu'il croyait en Dieu, et dans une défense éloquente développa les preuves de l'existence du Créateur. Les juges ne crurent pas à sa parole, le déclarèrent athée et le condamnèrent au bucher.

C'est surtout contre les partisans de la réforme que le Parlement de Toulouse déploya ses rigueurs. Dans les Grands-Jours tenu à Nîmes en 1666, nous voyons la Cour prononcer contre les protestants quatre condamnations au bucher, vingt-neuf à la roue, quarante à la décapitation et soixante-huit à la potence.

Le procès Calas fut l'épilogue de cette longue et cruelle persécu-

tion. M. Dubédat croit à l'innocence du condamné. D'après lui les juges n'ont pas conservé leur sang-froid, au milieu des querelles religieuses et dans le trouble des esprits ; ils ont cru à des apparences. Ce célèbre procès eut du moins une heureuse influence : « La politique intolérante et inhumaine de Louis XIV envers les protestants expira, dit l'auteur, sur l'échafaud de Jean Calas. »

Après les protestants, les jésuites durent comparaître devant le Parlement. Un arrêt du 26 février 1763 prononça leur proscription. Ils quittèrent le ressort au nombre de six cent quatre vingt neuf. Le premier président François de Bastard, qui les avait chaleureusement défendus, dit à ses collègues : « Vous venez de donner un exemple funeste, celui des suppressions. Vous serez supprimés à votre tour. »

Trente ans après, la révolution supprima le Parlement. La plupart de ses membres furent emprisonnés ; il en mourut la moitié sur l'échafaud.

Nous sommes arrivés aux dernières pages de l'ouvrage. Que d'intéressants chapitres, que nous n'avons pu faire entrer dans cette analyse et que M. Dubédat a traités avec l'amour et le goût d'un lettré ! Les magistrats savants, les avocats, les avocats généraux, la langue française au xvi^e siècle, l'éloquence judiciaire sous Henri IV, au xvi^e, au xvii^e et au xviii^e siècles, les parlementaires aux jeux floraux sont autant d'études littéraires, très attachantes, très complètes, que nous ne retrouvons dans aucune autre histoire des Parlements, où l'auteur, mainteneur des jeux de Clémence Isaure, a mis le soin pieux d'un fils qui parle de ses glorieux ancêtres.

Avant de fermer le livre de M. Dubédat, nous tenons à en détacher les lignes qu'il consacre à trois de nos compatriotes limousins, qui ont appartenu au Parlement de Toulouse.

Le plus ancien est Jean Belly, évêque de Lavaur, nommé conseiller par Charles VII, le 20 mars 1420, lorsqu'il rétablit le Parlement un moment suspendu (1). « C'était, dit l'auteur, un vif et savant esprit, docteur ès-décrets, auditeur de rote, et dont la somme *De ordine judiciorum* fit alors grand bruit. On ne sait pas bien s'il était conseiller ou président ; mais il est certain qu'il assistait, en 1415, en qualité de représentant de la province de Toulouse, au concile de Constance, où il fut un des prélats chargés de dégrader

(1) M. Dubédat dit que Jean Belly est sorti du Limousin ; il nous a été impossible de contrôler cette affirmation, et de découvrir les liens qui pouvaient rattacher ce prélat à notre province.

Jean Huss, et, quelques années après, au concile de Castelnaudary. Dans l'ancienne chambre capitulaire de la vieille cathédrale de Lavaur, on voit encore ses armoiries : *d'argent, à la fasce de gueules, surmonté d'une étoile à huit raies d'azur, accompagné en chef de deux tourtereaux de gueules et en pointe d'un écureuil assis tenant à la bouche une pomme de gueules* (1). »

Sur la fin de sa carrière, Jean Belly eut pour collègue « Elie de Pompadour, envoyé du roi au Conseil de Bâle, et plus tard évêque d'Alet, de la grande famille des Pompadour du Limousin. » Moins attaché à ses fonctions judiciaires que l'évêque de Lavaur, Elie de Pompadour n'assistait pas exactement aux audiences ; nous trouvons en regard de son nom, sur le registre d'inscription des gages payés aux officiers, cette annotation : « rien, parce qu'il n'a pas servi ». D'un caractère militant, il se jeta à corps perdu dans les querelles que souleva la Pragmatique sanction de Bourges. Malgré un arrêt du Parlement, il « s'empara de l'évêché de Viviers, et en chassa Pierre Barillet, conseiller au Parlement, le premier de ceux qui eurent le double titre de professeur de l'université et de conseiller d'une cour souveraine. Le clergé résista à Elie de Pompadour qui lança des excommunications. Le clergé en appela au Parlement ; c'est cette sorte d'appel se rattachant aux droits du royaume qui prit le nom d'appel comme d'abus (2). »

De même qu'Elie de Pompadour, Antoine de Lestang, ancien lieutenant général au présidial de Brive, eût une jeunesse agitée par les passions religieuses de l'époque ; il sut, du moins, dès son entrée au Parlement de Toulouse, trouver le calme et le sang-froid d'un magistrat. Président à mortier, conseiller d'Etat, commandeur de l'ordre du Saint-Esprit, il se montra digne de ces hautes distinctions, honora son pays par son talent et mérita par sa générosité, la reconnaissance de sa ville natale. « Son enfance et sa première jeunesse s'étaient écoulées dans la maison de Guise, avec le duc de Mayenne ; ses souvenirs de la vingtième année et son attachement aux Guise, le jetèrent dans la Ligue. Un moment, Mayenne lui confia la charge d'intendant de justice de son armée, et c'est lui que le Bas-Limousin députa aux fameux Etats de Blois, aussi funestes au duc de Guise qu'à Henri III. On sait que Henri IV, qui voulait tout pacifier et tout gagner à sa cause, le nomma président à mortier.

» Il mourut plein de jours, le 9 décembre 1617, à Castres, où il présidait la Chambre de l'Edit, sans enfants, après avoir consacré une grande partie de sa fortune à la fondation d'un collège des frères

(1) Tome I, p. 23.

(2) Tome I, p. 44.

de la doctrine chrétienne (1) et d'un couvent d'Ursulines à Brive. On a de lui un *Traité de la réalité du Saint-Sacrement de l'autel*, un *Traité de l'orthographe*, une *Histoire des Gaules et des conquêtes en Italie, en Grèce et en Asie, jusqu'au règne du roi Jean*, et un *Recueil d'arrêts prononcés en robe rouge*, recueil où abonde l'érudition confuse des parlementaires et des avocats du siècle qui venait de finir (2). Un lieutenant général en la sénéchaussée du Bas-Limousin, Pierre de Fenis a célébré, en vers latins et en vers français, le savoir et les vertus du président de Lestang, qu'il appelle, « l'ange du Sénat, rare merveille de son âge, orateur faisant pâlir la renommée de la Grèce, et dont la couronne de cheveux blancs est plus belle que le soleil qui luit dans les cieux », Pierre de Fenis, entraîné par l'imagination, va jusqu'à dire que les plus grands poètes ne cesseront de chanter cette gloire jusqu'à la fin des siècles.

« On sourit de cette enflure de louanges. Les poètes n'ont guère songé au président de Lestang, et ce qui garde le mieux sa mémoire est le marbre de son tombeau. Ce tombeau est sur une des portes latérales du chœur de l'église Saint-Etienne, en marbre blanc et rouge: le vieux président est agenouillé, les mains jointes devant une image de la Vierge, enveloppé de sa robe aux plis lourds, le mortier à ses pieds, les yeux largement ouverts, le visage rude, la moustache un peu relevée et la royale en pointe comme celle de Richelieu. C'est là, selon le mot de son épitaphe, que ce noble esprit, égal en vertus et en savoir, attend la résurrection (3). »

La page que nous venons de citer, malgré la pointe de raillerie qui y perce, fera plus pour la mémoire d'Antoine de Lestang que la splendeur de son tombeau, puisqu'elle rappellera à ses compatriotes que cet homme de bien a employé sa fortune à l'établissement de deux des plus anciennes maisons d'instruction du Bas-Limousin.

RENÉ FAGE.

(1) Il faut lire : Pères de la doctrine chrétienne.

(2) Un des ouvrages d'Antoine de Lestang, a échappé à M. Dubédat : il est intitulé : *De la traduction, ou règles pour apprendre à traduire la langue latine en la langue française, tirées de quelques-unes des meilleures traductions du temps*. Paris, Jean le Mire, 1660, un vol. in-8°.

(3) Tome II, p. 47 et s.

UN CAS DE TRIGAMIE

—
AU XIII^e SIÈCLE

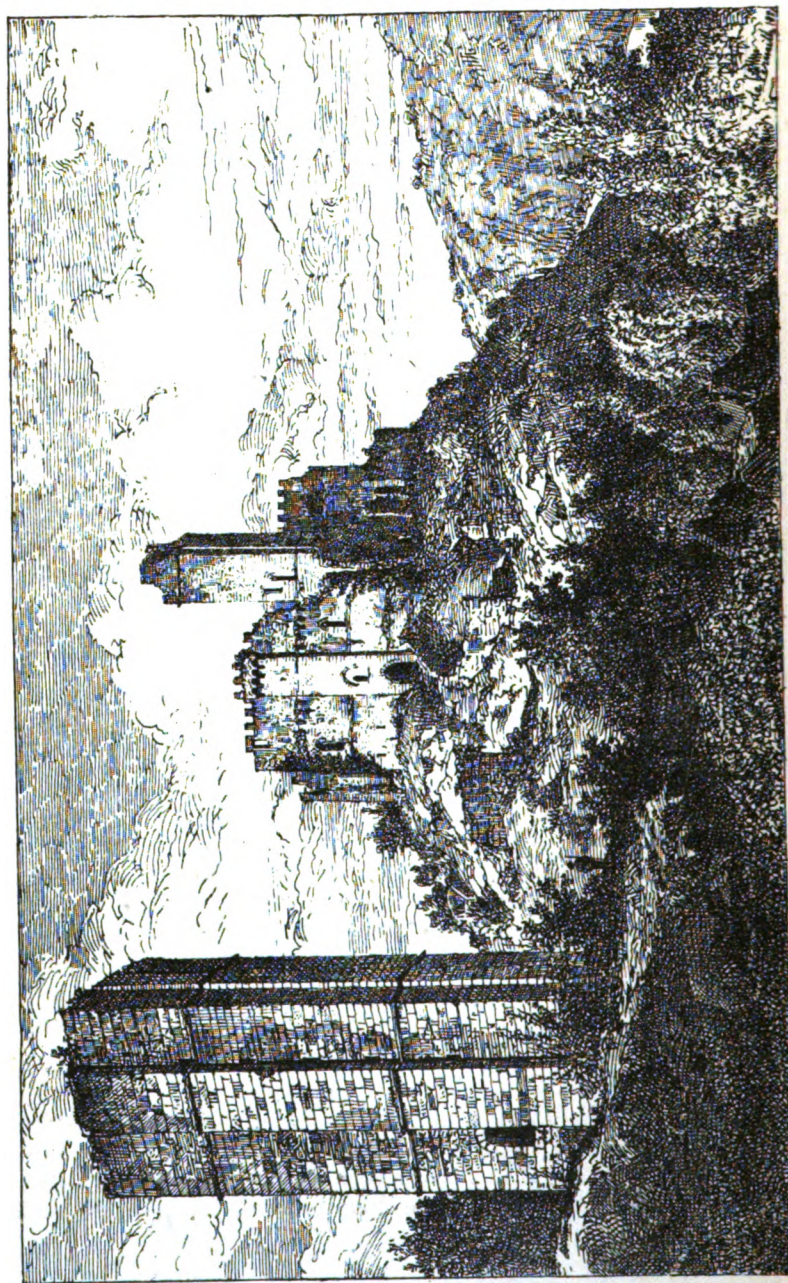
Un des témoins produits par les Consuls de Noblat Saint-Léonard, au cours de leur procès avec l'Evêque (1287-88), est récusé par le procureur de ce dernier. Il est assez curieux d'indiquer les motifs allégués contre lui :

« Léonard Godeau, qui se dit clerc, se trouve sous le coup de l'excommunication majeure et de plusieurs *réaggraves* et ces monitions ont été publiées par les ordres de l'official de Limoges. Ce Godeau est, en effet, un personnage vil et mal famé ; à telles enseignes qu'après avoir contracté un premier mariage avec Valérie de Paulhac et avoir eu d'elle un enfant, il convola, en secondes noces, du vivant même de cette Valérie, avec Mariette, fille d'Etienne du Moutier, et que, par la suite, ayant quitté le pays et étant allé s'établir à, diocèse de Saintes, il y épousa une troisième femme, les deux autres étant encore en vie (1). »

Nous n'avons pu trouver aucune autre mention de cette singulière affaire.

L. GUIBERT.

(1) Dicit et proponit excipiendo procurator Episcopi Lemovicensis contra Leonardum Godelli, qui dicit se esse clericum... Quod idem Leonardus est excommunicatus majori excommunicacione et multipliciter aggravatus et publice nunciatus auctoritate Officialis Lemovicensis. Item dicit quod idem Leonardus est persona vilis et infamis, utpote qui contraxit cum Valeria de Paolhac matrimonium, et ex ea prolem suscepit; ac postmodo, eadem Valeria adhuc vivente, contraxit cum Mariota, filia Stephani de Monasterio, et deinde, transferens se ad villam de, Xantonensis diocesis, contraxit cum terciâ, aliis duabus viventibus. (Arch. Haute-Vienne, fonds de l'Evêché, liasse 2440.)



RUINES DE CHÂLUCET

VUE GÉNÉRALE

CHALUCET

Tout chemin, dit-on, mène à Rome. — Nous ne connaissons pas plus de deux chemins qui, du Vigen, conduisent à Châluçet. Le premier sera préféré par les voyageurs pressés, par les dames et par toutes les personnes que la nature n'a pas douées de bonnes jambes ou à qui la marâtre a enlevé l'usage de ces précieux auxiliaires de la santé, après les en avoir laissé plus ou moins longtemps jouir. Nous recommandons le second aux gens bien portants, aux vrais promeneurs, aux touristes, aux rêveurs, aux hommes qui ne mesurent pas leur temps et qui peuvent dépenser quelques heures à exercer leur corps pour le plus grand délassement de leur esprit.

Donze kilomètres, au témoignage des bornes plantées par le service des ponts et chaussées, séparent le Vigen de Limoges. L'étranger pressé ou la personne qui a ses raisons pour ne pas aimer la promenade, fera ce trajet en voiture, en suivant d'abord la route nationale n° 20, de Paris à Toulouse et à Barèges, puis la route départementale n° 2, de Limoges à Saint-Yrieix, bien abandonnée depuis l'ouverture des lignes de fer. Après avoir dépassé la petite église du Vigen, on devra prendre, à gauche, le chemin de grande communication n° 32, d'où se détache, sur la droite, une petite route récemment ouverte et conduisant au nouveau pont de la Briance, au pied même de la colline qui porte Châluçet. Pendant la durée de cette dernière partie du trajet, le voyageur aura, tantôt à droite, tantôt en face de lui, les ruines imposantes des tours, qu'il pourra admirer sous leurs aspects les plus pittoresques et les plus variés.

Le touriste, lui, quittera la ville de bon matin. Il traversera la Vienne sur l'ancien pont Saint-Martial, longtemps l'unique avenue du vieux Limoges du côté sud. A quelques centaines de mètres du pont, il prendra le chemin de Solignac, et, au bout de

deux heures de la plus charmante promenade, il atteindra la profonde et gracieuse vallée où saint Eloi obtint de Dagobert la permission d'élever « un escalier qui les conduisit l'un et l'autre jusqu'au ciel ». Le promeneur qui nous a accepté pour guide, saluera le souvenir de notre illustre compatriote, qui fut un grand évêque, un grand ministre, et l'artiste le plus renommé de son siècle. Il ne manquera pas de visiter la belle église abbatiale dont les intéressants vitraux laissent, en ce moment même, tomber leurs derniers fragments. Il jettera en passant un coup d'œil sur le monastère bénédictin, reconstruit au xvii^e siècle, et dont les cellules ont vu, penchés sur leur laborieuse et patriotique tâche, Dom Estiennot, Dom Colomb, Dom Rivet, Dom Col. Ces beaux bâtiments, devenus, après la Révolution, un pensionnat tenu par d'anciennes religieuses de Fontevrault, servent aujourd'hui de fabrique de porcelaines. De Solignac, on gagne le Vigen en moins d'un quart d'heure. Notre touriste passera fièrement devant le poteau indicateur du chemin n° 32, et poursuivant sa droite route, traversera la Briance sur le pont de pierres (1) qui, depuis une dizaine d'années, a remplacé l'ancien pont suspendu, jadis objet de la complaisante admiration des gens de l'endroit. Quelques pas plus loin, il trouvera sur la gauche un petit chemin ombreux, inégal, rapide, qui s'enfonce sous une voûte de feuillage, descend par une pente rapide jusqu'à un premier ruisseau (dont le lit renferme d'ordinaire beaucoup moins d'eau que de cailloux), remonte aussitôt pour redescendre un peu plus loin, glisse le long des murs de clôture des prairies, frôle les haies, tantôt enjambe, tantôt contourne les replis du sol, et se perd bientôt derrière les arbres et les accidents de terrain.

Si l'on s'engage dans ce chemin, on arrivera, après vingt minutes d'une marche laborieuse, à un ruisseau dont l'eau filtre lentement, avec un bruit clair, entre deux morceaux de rocher usés; on le traversera sans être obligé d'allonger le pas. On prendra alors un étroit sentier suspendu au flanc de la colline; sur le versant poussent ça et là, dans un terrain maigre et sablonneux, quelques malingres châtaigniers. Une centaine de pas plus loin, ce sentier joint le ravin au fond duquel coule la Briance et fait brusquement un coude pour remonter la rivière. A ce moment, au milieu du plus pittoresque paysage, entre le rocher bleuâtre, semé de mousses et de bruyères, qui borne la vue à

(1) Les restes d'un vieux pont de pierres émergent encore de l'eau à quelques mètres en aval. Ce pont est mentionné dans plusieurs titres des xiii^e et xiv^e siècles.

droite, et les prairies verdoyantes qui, sur la gauche, descendent en pente douce jusqu'au bord de l'eau, le voyageur apercevra tout à coup en face de lui et s'élevant au-dessus des plus hautes branches des arbres, la silhouette décharnée et les tours grises d'une vieille forteresse. C'est tout ce que le temps et la main des hommes ont laissé de Châluçet (1).

I

ÉTAT ACTUEL DES RUINES ET DESCRIPTION DE CHALUCET.

Il ne faut pas se laisser rebuter par la difficulté du chemin : la fatigue des jambes doit ici payer le plaisir des yeux. La nature si pittoresque de nos pays s'offre aux regards sous les aspects les plus divers. Le sentier descend maintenant vers la rivière : la pente est rapide ; le granit se montre à fleur de terre ; à certains endroits il a fallu y pratiquer des degrés. À droite, on touche pour ainsi dire du coude le flanc escarpé de la colline ; à gauche, à trente ou quarante mètres au-dessous du chemin, murmure la Briance, qui promène ses eaux sur un lit de fin gravier. L'œil erre avec complaisance et se repose successivement sur les champs couverts de moissons robustes, encadrés de buissons, d'arbres et de murs bas où s'ouvrent de larges brèches, sur les prés dont mille fleurs piquent d'étoiles d'un ton vif la douce et calme verdure, sur les villas dont les blanches façades et les toits rouges ou bleus égaient le paysage. Derrière le voyageur, les châtaigneraies forment un épais rideau cachant la campagne qu'il vient de parcourir ; devant lui des peupliers grêles, profilant sur le ciel leurs rameaux droits et leur feuillage menu ; des ondulations de terrain revêtues de mousses, de ronces, de fougères, d'arbustes à profil tourmenté ; un peu plus loin la masse imposante de la forteresse en ruines.

On est arrivé tout au bord de la rivière ; le chemin est affreusement défoncé, et en si mauvais état que, huit jours après une pluie, il reste impraticable. Les racines de quelques arbres, pro-

(1) Nous écrivons *Châluçet*, parce que, dans les plus anciens documents qui mentionnent ce château, on lit presque toujours *Chaslucetum*, *Castrum Luceti*, *Castrum Lucii*, — très rarement *Chalussetum* ou *Chalusset*.

fondement enfoncées dans le sol, soutiennent seules ce qui reste de la chaussée ; quelque jour d'inondation, tout descendra dans la rivière. Un peu plus loin, il faut, pour ne pas s'embourber, franchir un buisson à l'aide d'une de ces fourches de bois appuyées à une haie, si communes dans nos campagnes, et prendre par les prés, où le pied n'est pas toujours très assuré. Bientôt on retrouve la Briance, avec un vieux pont (1) dont le tablier, à demi pourri, est attaché par une chaîne de fer à une pile de maçonnerie chancelante et lézardée, — si chancelante et si lézardée qu'on se demande si l'on a compté sur le tablier pour retenir la pile ou sur la pile pour arrêter la chute du tablier.

Quelques pas encore et on arrive en face des tours, étagées sur une colline escarpée que baignent d'un côté la Ligoure, de l'autre la Briance. Les deux rivières, la première surtout, sont profondément encaissées et ne doivent pas être regardées comme une des moindres fortifications naturelles qui rendaient Châlucaet presque imprenable avant l'usage du canon ; elles unissent leurs eaux un peu plus bas, au sommet du triangle très allongé dont le fossé pratiqué en arrière du château forme la base. Ce promontoire est situé sur le territoire de la commune de Saint-Jean-Ligoure et non de celle de Boisseuil comme on le lit dans un trop grand nombre d'ouvrages ; mais il appartient à la paroisse du Vigen.

A la pente très douce du chemin succède tout à coup un ressaut de terrain ; puis on commence à gravir une rampe assez rapide, qui franchit, sur la droite, un amas de débris, entre deux murs en ruines ; on se trouve ici au milieu d'un premier groupe de constructions tout à fait indépendant de la forteresse. La plupart de ces bâtisses ont sans doute servi d'habitation tant aux familles des

(1) Ce pont se trouvait sur un chemin appelé le « Chemin du Capitaine », qui venait, à ce qu'on prétend, du Pont-Rompu et se dirigeait vers Château-Chervix. Nous ne croyons pas qu'une voie importante ait jamais passé très près de Châlucaet ; mais le château était placé, comme aujourd'hui, entre la route de Saint-Yrieix et celle de Pierrefeu, à moins de deux mille mètres, à vol d'oiseau, de l'une et de l'autre. — Nos anciens manuscrits renferment, à partir du XIII^e siècle, de fréquentes mentions du chemin de Limoges à Châlucaet — *iter Castri Luceti* — qui passait, comme la route actuelle, à Saint-Lazare et sous Crochat. Un acte de 1245 (liasse 3918 des Archives de la Haute-Vienne) mentionne les chemins qui conduisent de la Croix de Lobéac à Châlucaet et à Solignac, — *Vias publicas per quas itur de Cruce de Lobeac apud Chalucetum et apud Sollempniacum*.

tenanciers des Jaunhac et des Périgord qu'aux gens qui, à diverses époques, sont venus se mettre sous la protection du château. Mais tous les murs dont on aperçoit des vestiges ne semblent pas avoir appartenu à des maisons : évidemment certains d'entre eux ont été élevés pour défendre l'approche de la place. Quoiqu'il en soit, ces bâtiments et les chaumières qui s'étaient construites au pied de la colline, presque au bord de l'eau, formaient la « ville » ou bourg de Châlusset, mentionnée par un certain nombre de documents du ^{xiii}^e au ^{xv}^e siècles (1). Un très ancien moulin en dépendait. On aperçoit encore les ruines de son barrage au pied des tours.

Une grande tour carrée de huit mètres environ de côté, construite en pierres plates de moyennes dimensions, et à larges contreforts plats sur chaque face, se dresse à peu de distance, assise sur le roc vif et solidement plantée sur l'échine même du promontoire. Du côté de l'arrivée, elle présente, à trois mètres et demi environ du sol, à gauche du contrefort, une ouverture à plein cintre, qui devait servir d'entrée. On y accédait par une échelle qu'on retirait ensuite, comme cela se pratiquait dans beaucoup de châteaux. Sur les autres faces, on n'aperçoit qu'un petit nombre de meurtrières. Par derrière, une archère surveille et commande le chemin, dans la direction de la forteresse. Détail assez curieux : les encoignures de la tour ne sont garnies de pierres de taille qu'à partir d'une certaine hauteur, et les arêtes des assises supérieures, comme celles des assises inférieures, sont constituées par des matériaux analogues à ceux du reste de la maçonnerie. On comprend que, pour économiser la pierre de taille, les constructeurs ne l'aient pas employée dans la partie basse de l'édifice, qui se trouvait garantie des projectiles ou de la sape par les bâtiments avoi-

(1) *In territorio ville de Chaluset* (Arch. Haute-Vienne, l. 5788) ; *in toto castro predicto seu villa ejusdem et in barriis et pertinenciis castri et ville* (Appendice ci-après, pièce 40) ; *dans le chastel, dix hommes d'armes et deux dans la ville d'illeuc* (Mandements de Charles V, n° 619). Si le mot de *villa* a été, pendant la première partie du moyen âge, employé pour désigner un centre d'exploitation rurale, il a eu, plus tard, exactement le sens de « bourg ». C'est ainsi que l'agglomération de maisons existant sur le bord de la Vienne, auprès du plus ancien des ponts connus de Limoges, était appelée, depuis un temps immémorial, « ville du pont Saint-Martial. » — *Villa pontis Sancti Martialis*. — Le sens que nous indiquons est précisé dans un grand nombre de pièces : *decima ville et parrochie de Sussac*, — *villa et parrochia de Esgallo*, — *in burgo seu villa et parrochia de Aurelio*. (Arch. Haute-Vienne, fonds de Solignac et d'Aureil.)

sinants; mais il est plus difficile de trouver l'explication de cette économie en ce qui a trait à la partie haute. L'anomalie que nous signalons ici, ne paraît pas provenir, au surplus, d'une réparation ou d'une réfection partielle. Tout le bâtiment offre le même appareil, indique les mêmes procédés, montre la même pierre de nature schisteuse, de même échantillon. Le couronnement de la tour est tombé. L'intérieur ne présente rien d'intéressant.

Autour de ce premier donjon s'élevaient des constructions dont on observe encore les restes, mais dont on ne saurait préciser ni l'usage ni les dispositions. Il semble toutefois qu'à côté de la tour dont nous venons de parler et séparée d'elle par le chemin, se trouvait une tour ou redoute, carrée aussi. Cet ensemble de bâtiments formait le *Bas Château de Châlucaet*, — *Castrum inferius* (1) — auquel appartenaient trois ou quatre constructions placées sur le bord du chemin, à moitié suspendues sur le ravin, et dont le pied heurte les décombres ou les murs à fleur de terre, quand on continue à avancer dans la direction du château haut. Ces dépendances ne s'étendent pas à moins d'une cinquantaine de mètres de ce côté. Nous ne retrouvons pas de traces bien précises d'une enceinte; il est à peu près certain toutefois qu'il en a existé une.

Le bas château devait avoir plus d'importance que n'en annonce l'aspect presque mesquin de ses débris; car nombre de documents, dont nous aurons l'occasion de citer des extraits, nous le montrent habité aux *xiii^e* et *xiv^e* siècles par plusieurs chevaliers avec leurs familles et leurs serviteurs, et pourvu de toutes les dépendances nécessaires, même d'une chapelle. Peut-être, en avant du bas château et le séparant du village, existait-il une porte fortifiée, qu'un testament daté de 1330 (2) désigne sous le nom de *Porte Neuve*. On n'en retrouve du reste nul vestige, et ce premier groupe de constructions ne présente aucune pierre sculptée, aucun détail remarquable d'architecture.

La tour du Bas Châlucaet ne saurait être postérieure au *xii^e* siècle. On la désigne dans le pays sous le nom de *tour Jeannelle*. Les habitants des environs racontent qu'une jeune bergère y fut ren-

(1) C'est ici le lieu de remarquer quelle précision on trouve souvent dans le langage courant, et comme une expression passée en usage et sans conséquence à ce qu'il semble, conserve parfois le souvenir de faits dont la science a perdu toute notion. M. Allou et M. Mérimée, disaient « le château de Châlucaet »; le peuple n'a jamais dit autrement que « les Tours ».

(2) Appendice, n° 16.

fermée par des brigands, qui la laissèrent mourir de faim. Le fait n'a rien que de vraisemblable et a pu se produire au moment où les routiers occupèrent la forteresse. Cependant nous serions tenté de voir tout simplement, dans ce nom de Jeannette, une réminiscence, ou plutôt une forme corrompue du nom des anciens possesseurs du château, les seigneurs de Jaunhac.

Le sentier qu'on a suivi jusque-là, et qui se maintient sur la crête du promontoire, se dirige vers le haut château, tantôt à découvert, sur des rochers et des décombres, tantôt à travers des fourrés et des broussailles au milieu desquels le touriste disparaît complètement. De temps à autre on est arrêté par un monticule formé de matériaux mêlés de terre ou par quelque énorme éclat de granit recouvert de lichen. A droite et à gauche, le voyageur entend rouler des pierres et voit fuir des lézards ou des serpents que son approche a dérangés de leur béate sieste. Il atteint enfin le premier ouvrage de défense de la forteresse, qu'une distance de trente-cinq mètres à peine sépare des derniers débris paraissant appartenir au groupe du bas château, mais qui n'est pas à moins de 80 mètres de la tour dont nous venons de parler.

Cette première enceinte était commandée en avant par un ouvrage en saillie, à contreforts plats, dont la construction offre beaucoup d'analogie avec celle de la tour Jeannette ; elle se continuait sur le versant de la colline qui regarde la Ligoure, et faisait le tour du château, tantôt ne présentant qu'une simple muraille percée de meurtrières, élevée sur une corniche de granit et au-dessous de laquelle la pente abrupte du rocher rendait à l'assaillant l'escalade presque impossible, tantôt renforcée de terrasses ou de galeries du haut desquelles les guetteurs et les combattants dominaient le ravin : plus ou moins haute, mais jamais assez élevée pour gêner le tir des archers ou des arbalétriers postés dans le bâtiment central, et qui pouvaient constamment apporter à la défense de ce premier boulevard un précieux concours. L'enceinte dont il s'agit se terminait, en arrière du château, par une grande terrasse au devant de laquelle on avait pratiqué une profonde coupure formant fossé. Le point où ce fossé rejoint le chemin de ronde du côté de la Briance, était défendu par une tour dont les traces sont fort apparentes. De là on suit, à travers les broussailles et les ronces, le tracé de ce mur extérieur, jusqu'à une sorte de corps de garde ou d'orillon placé en arrière d'un grand portail élevé du même côté. Ce portail, qui semble avoir été la principale entrée de l'enceinte extérieure, n'avait ni pont-levis ni herse : aucun ornement ne relève son aspect lourd et sa fruste maçonnerie. Son mur, très épais, se termine carrément du côté

de la campagne et n'a conservé aucun vestige d'attaches ; mais, à l'intérieur, on reconnaît les traces d'un petit toit qui garantissait, selon toute vraisemblance, le corps de garde dont nous venons de parler. Peut-être le mur extérieur, de ce côté, n'était-il pas très haut, et était-il garni d'une palissade, entre le portail et l'amortissement de la terrasse qui couronnait l'escarpe du grand fossé creusé au sud-ouest.

L'entrée principale du haut château de Châluçet, dont la majestueuse et solide façade, flanquée de deux tours rondes, était munie de meurtrières, de créneaux et d'une galerie en encorbellement, avec machicoulis, s'ouvrait sous un avant-corps peu saillant. Elle se trouvait protégée par une sorte de demi-lune : en arrière on avait construit une terrasse peu élevée, permettant, au cas où ce premier ouvrage aurait été emporté, d'arrêter les assaillants et de les empêcher de briser la herse. Au revêtement de cette demi-lune se rattachait un mur allant rejoindre l'enceinte extérieure et destiné, si l'ennemi forçait la tête de la première enceinte, à lui fermer l'accès du chemin de ronde, et à créer un obstacle de plus au devant de lui.

Si tous les ouvrages avancés étaient enlevés, et la terrasse bastionnée du sud-ouest qui commandait le chemin de ronde et l'enceinte extérieure, occupée par l'ennemi, l'assiégé se réfugiait dans la forteresse proprement dite, dont il fermait les portes. L'assaillant parvenait-il à forcer la herse qui défendait l'entrée, — et qui était cependant maintenue par de solides pierres de taille en saillie, encore à leur place, — et à pénétrer dans le château, il se trouvait d'abord dans une cour étroite, entourée de hautes murailles et où il ne devait s'engager qu'avec prudence. Les défenseurs du fort, du haut d'une galerie ménagée au-dessus de la porte, et par des fenêtres et meurtrières s'ouvrant à droite et à gauche, dans l'épaisseur des murs latéraux, faisaient pleuvoir sur lui des pierres, de l'huile bouillante, du plomb fondu ; en face, sur une sorte de terrasse élevée à l'extrémité de la cour intérieure, en avant du donjon, et dans une position fort avantageuse — le couloir allait en s'élargissant — d'autres tiraient sur lui presque à coup sûr. S'ils ne réussissaient pas à arrêter les progrès de l'adversaire, les hommes du château, après s'être défendus de cour en cour, de salle en salle, de porte en porte, se réfugiaient dans le grand donjon, où des provisions et des munitions avaient été accumulées à la première nouvelle de l'approche de l'ennemi, et où on pouvait tenir longtemps et attendre des secours ou obtenir du moins une capitulation honorable.

Outre la grande terrasse et le fossé dont nous avons déjà

parlé, trois tours rondes et une longue galerie pratiquée dans l'épaisseur du rempart et percée d'étroites meurtrières, défendaient les derrières du château. Ce côté, complètement dépourvu de fortifications naturelles, était regardé à juste titre comme le point le plus faible de la position ; aussi y avait-on multiplié les ouvrages de défense. — Au nord-ouest et au sud-est, les murs du château qui faisaient face à la Ligoure et à la Briance étaient munis de machicoulis, de meurtrières, et protégés par les tours rondes des angles. Pour faciliter les communications du fort avec la première enceinte, plusieurs puits ou fausses cheminées, dont on trouve des traces, avaient été ménagés dans l'épaisseur des remparts, et ouvraient sur le chemin de ronde. Ils servaient aussi à monter des provisions, des matériaux, des fardeaux de toute espèce ; quelques-uns étaient utilisés comme latrines.

Le château proprement dit a 70 mètres de long ; sa façade se développe sur une largeur de 27 mètres environ. La ligne formée par le rempart postérieur dépasse 43 mètres. Les courtines étaient hautes de 20 mètres et plus.

Outre son donjon, le Haut Châlucaet était défendu par cinq tours rondes, dont on reconnaît la situation et dont le diamètre intérieur n'est guère de moins de 3 mètres. Quatre d'entr'elles sont placées aux angles du trapèze formé par l'ensemble des bâtiments de la forteresse ; à côté de chacune de ces tours se trouve un escalier pratiqué dans l'épaisseur du rempart et faisant communiquer entr'eux les divers étages des tours et des corps de logis auxquels elles étaient accolées. La cinquième s'élève au milieu de la galerie qui défendait la partie postérieure du château et qui, voûtée en berceau, avait 2 mètres 75 environ de hauteur sur 1 mètre 20 de large et plus de 40 mètres de long ; elle concourait, avec cette galerie et les deux tours qui la flanquent, à la défense du fort de ce côté. C'est dans ces tours, aujourd'hui comblées par les décombres, que la tradition place les oubliettes de la forteresse. Tout vieux château doit avoir ses oubliettes, et, s'il faut en croire certains récits, celles de Châlucaet étaient particulièrement horribles : des vieillards racontaient, au commencement de ce siècle, qu'on pouvait encore voir, dans leur enfance, les piques qui garnissaient le fond d'une sorte de puits et sur lesquelles les malheureux précipités par les bandits, tombaient et se déchiraient affreusement. Il est fort croyable que piques et oubliettes n'ont jamais existé que dans l'imagination des bonnes gens des environs. Quoiqu'il en soit, les basses-fosses de Châlucaet devaient être un triste séjour pour les pauvres prisonniers qu'on y jetait. Les ancêtres de beaucoup de bourgeois de Limoges ont dû en savoir quelque chose.

Au milieu du fort s'élève le donjon, qu'à l'intérieur un mur de refend de 2 mètres d'épaisseur partage du haut en bas. Il n'offre rien de remarquable si ce n'est, sur une de ses faces extérieures, un contre-fort en angle très saillant que l'on a comparé avec raison à l'éperon d'un navire. Tout porte à croire que cet édifice est une des parties les plus anciennes du château. La maçonnerie est plus soignée que celle de la Jeannette, et composée de matériaux plus beaux ; mais l'appareil n'offre, contrairement à ce qu'on a prétendu, aucune analogie avec l'appareil romain. Non-seulement les encoignures de la tour, mais celles des contre-forts, ne sont en pierres de taille qu'à partir d'une certaine hauteur : la partie basse se trouvant à l'abri des gros projectiles lancés par les machines, à cause des constructions qui l'entouraient. Il est difficile de faire remonter cet édifice au delà du ^{xiii}^e siècle. C'est du reste, on va le voir, la date que nos chroniques assignent à la première construction du château. A l'intérieur, on trouve les vestiges d'un escalier de pierre à deux courses qui a été coupé, et dont on ne peut plus faire usage. Il n'atteignait pas, du reste, le haut de la tour ; on accédait aux étages supérieurs par un escalier à vis, pratiqué dans l'épaisseur du mur de refend (1). — Tous les planchers sont tombés. Une voûte qui tient bon encore, couvre le compartiment nord et supporte une partie de la plate-forme ; mais le donjon a perdu son couronnement. On pénètre aujourd'hui dans l'intérieur de cette tour en passant, non sans peine, au-dessus de deux voûtes presque effondrées. Il y a vingt ans, l'accès en était plus facile. A l'intérieur du donjon, on remarque quelques beaux machicoulis d'assez grandes dimensions. Leur présence, fort rare, on le sait, dans les châteaux forts antérieurs au ^{xiii}^e siècle, pourrait faire contester la date que nous assignons à la tour, si nous n'avions d'autres exemples de la même singularité dans notre pays. Montbrun notamment nous offre, dans sa partie la plus ancienne, — le donjon carré dont la construction remonte certainement au dernier tiers du ^{xiii}^e siècle, et qui ne paraît pas avoir subi d'importantes réparations, — des machicoulis dont la galerie est détruite, mais dont les corbeaux et une partie de la console sont encore en place.

Au surplus, il n'est pas impossible que la tour Jeannette soit plus ancienne que le donjon, et qu'elle marque l'emplacement

(1) Plusieurs personnes assurent être montées, à l'aide d'échelles et non sans péril, jusqu'au sommet du donjon. Leurs récits confirment nos indications et signalent l'existence d'un petit escalier tournant dans l'épaisseur de la muraille.

d'un premier château, bâti peut-être par les vicomtes de Limoges et sur lequel ils avaient conservé des droits.

La cour qui s'étend au pied du donjon a, de l'arête de l'éperon au rempart dans lequel est pratiqué la galerie de l'extrémité méridionale et qui, profondément miné, ne tardera pas sans doute à tomber, une longueur de 21 mètres ; sa largeur est d'environ 27. Elle communique, à l'Est, avec un bâtiment rectangulaire à deux étages dont la pièce supérieure mesurant près de 16 mètres de long, très haute de voûte et ornée d'arcatures ogivales, a dû être la grande salle du manoir, l'appartement d'apparat et de cérémonie. Cette pièce paraît avoir été restaurée, ou même refaite au début du ^{xiv}^e siècle, peut être au temps où les Sully ont possédé la forteresse.

Tout cela est ruiné, triste, nu, désolé, battu par les vents et la pluie. L'eau du ciel s'infiltre entre les pierres, et les déchausse peu à peu ; dans les crevasses gisent des oiseaux de nuit et des reptiles de toute espèce. Le lierre éventre de tous côtés les murailles que sillonnent de profondes lézardes ; chaque jour y fait sa plaie et y laisse sa trace. Tous les bâtiments sont découverts et rien ne défend ces restes contre les injures de l'air et les intempéries des saisons (1). Des amas de matériaux couvrent le sol, exhaussé par les décombres. De temps en temps quelque bloc énorme de maçonnerie se détache tout d'un coup, roule avec fracas le long du flanc de la colline, brisant les malingres arbustes qui s'y sont accrochés, écrasant les fougères, bondit de roche en roche et va tomber dans la rivière.

Avec quelques larges cheminées dont les dimensions seules appellent les regards et qui n'ont même pas toutes gardé leur manteau, sept ou huit chapiteaux assez frustes sont les seuls restes de sculpture qu'offrent les ruines de Châluset. L'un d'eux est orné d'une fleur de lis très reconnaissable, qui se détache entre deux masses ailées où l'imagination peut à son gré reconnaître des anges ou des chauves-souris ; un autre est formé de deux têtes fort barbares, de la bouche desquelles s'échappent des rinceaux terminés par des fleurons ; ces fleurons, juxtaposés, forment le centre du motif ; un troisième présente trois fruits ou fleurs, un peu lourds, mais groupés avec une certaine entente de l'effet ; sur un quatrième, au-dessous d'une console ornée de besants, se voyait un oiseau (2) en pal entre deux objets qu'il est aujourd'hui

(1) L'édifice a subi depuis cent ans des dégradations considérables : une notice manuscrite du dernier siècle, conservée aux archives de la Haute-Vienne, affirme que jusqu'à cette époque toutes les voûtes avaient tenu bon.

(2) L'oiseau n'est pas reconnaissable sur la principale face du chapiteau, mais il est très visible à droite et à gauche.

impossible de déterminer. Les autres n'offrent que des palinettes, des fleurons, des trèfles et des quintefeuilles, de courts et pesants feuillages. Rien de tout cela n'est antérieur au ^{xiii}^e siècle, et quelques-uns de ces morceaux nous semblent beaucoup plus récents.

Nous n'essaierons pas de rechercher la destination spéciale de chacun des appartements du château. Cette étude serait fort difficile, et ses résultats très hasardés, vu la disposition des bâtiments, leur délabrement extrême, les changements qu'ils ont subis pendant la période la plus récente de leur histoire. Châluset qui du reste, dès le principe, avait été avant tout une forteresse, ne fut guère, aux ^{xiv}^e, ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles, qu'une caserne de soudards ou un repaire de brigands. — Les seules pièces dont on puisse, avec quelque certitude, préciser l'usage, sont la grande salle, dont nous avons parlé un peu plus haut, et la chapelle, dont on voit quelques arrachements au pied du donjon. Cette chapelle, qui appartient au ^{xiii}^e ou ^{xiv}^e siècles (1), avait sans doute remplacé la chapelle primitive dont il est fait mention à la date de 1147, dans une bulle adressée par le pape Eugène III au monastère de Solignac. Sous l'arcade qui tient au donjon, on observe encore quelques restes de peintures; on en retrouve dans diverses pièces, entre autres dans une chambre au nord-ouest.

D'après la tradition, il existerait, sous le château, des souterrains creusés dans le roc et allant aboutir à une des rivières qui coulent au bas de la colline, ou même ayant une issue de l'autre côté du ravin, dans la campagne. Il n'y a là rien d'absolument impossible; cependant, vu la dureté du rocher et les difficultés énormes qu'aurait offertes l'exécution d'un semblable travail, il est permis de croire que ces galeries n'ont été creusées que par l'imagination des paysans et des visiteurs. Nous n'avons pu, dans l'exploration complète à laquelle nous nous sommes livrés, retrouver aucune indication sur les souterrains de Châluset, où personne n'a jamais pénétré (2). Ce qui a pu accréditer la tradition, c'est qu'on ne voit, sur la colline, ni

(1) Il ne faut pas oublier que notre architecture « retarde » sur celle des contrées voisines : il est aisé de s'y tromper.

(2) Au ^{xvii}^e siècle, on croyait déjà à l'existence d'un « conduit souterrain pour aller abreuver les chevaux »; mais le P. Bonaventure de Saint-Amable (*Histoire de Saint-Martial*, t. I, p. 535) dit qu'au rapport d'un religieux Carme qui avait visité avec soin Châluset, le prétendu orifice de ce souterrain était tout simplement une citerne.

puits ni fontaine, et qu'on a dû se demander comment la garnison du fort pouvait, en cas de siège, s'approvisionner d'eau. Beaucoup de châteaux anciens sont, à cet égard, dans les mêmes conditions, et à Châluçet comme ailleurs, à défaut de l'eau de la rivière, les hommes et les animaux se contentaient de l'eau de pluie recueillie dans des citernes. Il est probable, du reste, que des sentiers avaient été pratiqués dans le flanc abrupt de la colline pour permettre aux assiégés de descendre la nuit jusqu'au ruisseau ; il aurait fallu, pour les empêcher d'y arriver, que le blocus fût bien étroit, et les postes établis en deçà des deux rivières, au pied de la colline, eussent été singulièrement exposés.

Un lierre magnifique étendait autrefois son feuillage sur la façade principale, qu'il revêtait presque entièrement. Quelques visiteurs ont eu, il y a sept ou huit ans, l'imbécile fantaisie d'y mettre le feu. Sa verdure vigoureuse donnait un peu de ton et de vie à ces débris dont elle adoucissait les lignes trop raides. Le squelette desséché du lierre, avec ses bras morts accrochés à la vieille muraille grise, ajoute maintenant au spectacle des ruines une tristesse de plus.

Tels qu'ils sont aujourd'hui, les restes de la forteresse de Châluçet peuvent être rangés au nombre des plus curieux échantillons de l'architecture militaire du moyen âge qui subsistent en France : nous avons visité un grand nombre de châteaux plus connus et plus remarquables, sous certains rapports, que celui-ci ; nous n'avons rencontré nulle part un système d'ouvrages extérieurs aussi bien combiné et aussi complet. — « Je n'ai jamais vu, dit M. Mérimée dans son *Voyage en Auvergne*, de château du moyen âge dans une situation plus avantageuse, aucun où l'art de l'ingénieur eût déployé plus de ressources. »

II

LÉGENDES ET TRADITIONS. — CHALUCET SOUS LES BERNARD DE JAUNHAC.

L'histoire de Châluçet est encore à faire. Elle ne pourra être écrite que plus tard, après que le passé féodal de notre province et certaines périodes de l'histoire générale elle-même seront mieux connus. Nous allons chercher à en donner un aperçu, sans dissimuler les lacunes que notre notice doit nécessairement offrir.

Nos *Annales manuscrites* attribuent à la forteresse une respectable antiquité. S'il faut les en croire, un proconsul romain, le propre père de sainte Valérie, Léocadius, fit bâtir, entre les rivières de la Briance et de la Ligoure, à deux lieues de Limoges, « un fort beau chateau qu'il nomma *Castel-Lucii*, du nom de son fils Lucillius, à présent nommé Chasluscet. » (1). Ce Lucilius mourut, d'après le même annaliste, à Déols, en revenant de Bourges. On ne le connaît pas autrement.

Il semble qu'il eût été plus rationnel d'appeler ce château *Castellum Lucilii*, puisqu'il était destiné, dans la pensée du fondateur, à perpétuer le souvenir de Lucilius. Mais l'annaliste, qui s'était vu obligé de remuer beaucoup de vieux parchemins, avait trouvé partout la forteresse désignée sous le nom de *Castrum Lucii*, *Castrolucium*, *Castlucium*, *Chaslucium*, *Chaslucetum*, *Castrum Luceti*, et pas plus que nous il n'avait découvert un seul document où il fût question d'un *Castrum* ou d'un *Castellum Lucilii*. Il corrigeait donc, tout en acceptant la tradition elle-même, la dénomination donnée par les récits traditionnels.

Le nom de Lucius, au surplus, n'est pas seulement fourni par des documents du moyen âge et des compilations d'*Annales* relativement récentes. Il a existé plusieurs chefs Gaulois du nom de Lucius ou Loucios, et tous les numismates savent qu'on possède un certain nombre de pièces de monnaie frappées par ou pour un chef Pétrocorien appelé Lucios ou Lucoios (2).

Après de cette indication précise que nous fournit une science destinée à suppléer souvent aux oublis ou aux lacunes de l'histoire, il pourrait y avoir place pour une hypothèse plus éloignée de la tradition : cette hypothèse se présente tout naturellement à l'esprit après la lecture de l'ouvrage d'une érudition un peu hardie peut-être, mais à coup sûr ingénieuse, de notre compatriote, M. Deloche, sur les Lémovices de l'Armorique (3). La plus importante des tribus qui formaient cette petite confédération, habitait, d'après le géographe de ce peuple retrouvé, une bande de territoire dont la Briance, depuis sa source jusqu'au confluent de la Ligoure, formait précisément la limite. La colline au sommet de laquelle se dressent les vieilles murailles de Châluset se trouvait placée sur l'extrême frontière des Leukes, et il est fort possible que cette tribu, si elle a jamais existé, eût établi

(1) *Annales manuscrites de Limoges*, dites *Manuscrit de 1638*. Limoges, V^e H. Ducourtieux, 1873, p. 28.

(2) DE SAULCY : *Revue numismatique* ; HUCHER, *Art Gaulois*, etc.

(3) *Les Lémovices de l'Armorique*, Paris, Lahure, 1836.

un poste ou observatoire à l'endroit même où s'éleva plus tard le château de Léocadius. Nous ne croyons pas qu'on ait rien à redire à l'étymologie *Castrum Leukorum*.

Il faut confesser toutefois qu'on ne retrouve à Châluçet ni traces de l'occupation gauloise, ni restes de constructions romaines. Nous donnons donc notre hypothèse, comme la légende de l'annaliste, pour ce qu'elle vaut. Rien ne répugne à ce qu'on accorde à Châluçet soit une origine gauloise soit une origine romaine. Une voie romaine ne passait pas loin de là, et bien que le coteau fût absolument nu, la position était admirable. On a trouvé quelques pièces impériales aux environs, et au mois de janvier 1884, un ouvrier de M. Lachenaud découvrait, à Fongeras, tout près du chemin dit du Capitaine, un modeste trésor composé de monnaies des empereurs du III^e siècle et des tyrans Gaulois et renfermé dans un vase de terre. — Nos chroniques, au surplus, ne parlent pas une seule fois de Châluçet pendant la première période du moyen âge. Si le château du proconsul a vraiment été bâti, on peut admettre que les Wisigoths, les Vandales, les Franks l'abattirent ou le livrèrent aux flammes, ou bien qu'il fut ruiné durant les terribles guerres du VIII^e siècle, entre Pépin et Waïfre.

L'étude de l'histoire de Châluçet offrirait assurément moins de difficultés, si nous ne possédions, en Limousin même, un autre château qui a longtemps porté le même nom. C'est Châlus, dont l'annaliste attribue la fondation à un autre proconsul ou gouverneur du pays au temps de la domination romaine, Lucius Capreolus, et qui, désigné sous la dénomination de *Castrum montis Leuci* (1) dans un document du VII^e siècle, est appelé plus tard *Castrum Lucii*, *Castrolucium*, *Chaslucium*, *Castucium*, *Chasluz*, ou *Chaslutz*, exactement comme Châluçet. Il y a là une source perpétuelle de confusion et d'erreur qu'il n'est pas toujours possible d'éviter, même en y regardant de très près. Ajoutons qu'il existe, près de Jumilhac, dans le département de la Dordogne, non loin des limites de la Haute-Vienne, une troisième localité appelée Châlusset, et que les deux Châtelus, en Marche et Poitou,

(1) *Vie de saint Waast*. Nous pensons, comme M. Deloche, qu'on ne saurait attribuer cette dénomination à une localité autre que Châlus. Il convient de rappeler, à propos du nom de Châlus, ce que nous avons dit plus haut du chef Pétrocorien Lucios.

sont appelés parfois *Castrum Lucii* (1): ces derniers, heureusement, n'ont pas eu l'importance de Châluçet et de Châlus, et peuvent rarement fournir une occasion de malentendu.

Geoffroi, prieur de Vigeois, rapporte, dans sa chronique si intéressante pour l'histoire de nos contrées, qu'Itier, élevé au siège épiscopal de Limoges en 1052, et appelé par d'anciens titres Itier Chabot ou Itier de Châlus, « transféra — nous traduisons littéralement — le château de Châlus (*Chaslutz*, *Chasulus*, *Chaslas*) du lieu appelé Fraisenjas (*Fraisenias*, *Fraissenges*, *Fraiselinas*) (2) « à l'endroit où on le voit aujourd'hui. » Le prélat, ajoute le chroniqueur, était frère du seigneur de ce château (3).

S'agit-il ici de Châlus ou de Châluçet? Le doute est permis. S'il y a, autour de Châlus, plusieurs localités dont le nom se rapporte aux leçons diverses de nos manuscrits, Saint-Martin-de-Fressengeas, par exemple, paroisse des environs de Thiviers, et Fraischeix, paroisse de Saint-Martin, où les Magnac possédaient en 1274 la dime d'une borderie (4), on connaît, dans un rayon peu éloigné de Châluçet, un assez grand nombre de loca-

(1) On rencontre, dans les *Registres d'hommages de l'Évêché*, plusieurs mentions de seigneurs de Châtelus, dénommés de *Castro Lucii* ou de *Chastro Lucii*: de Foulques, notamment, — première moitié du xiv^e siècle — (*Reg. Mei Sancta Maria*). Le *Cartulaire* d'Aureil nomme Pierre Le Brun « de Chaslut » qui fait un don aux chanoines en présence de Bernard de Jaunhac (fol. 52). Foulques « de Chasteluz », chevalier, figure à deux actes au moins (fol. 73 et 81). Elie de Chastelud, appelé aussi de *Castel-lucio*, est nommé au *Cartulaire* de l'Artige (fol. 12 et 26).

(2) On ne trouve *Fraiselinas* que dans un manuscrit, et c'est probablement à une erreur de copiste qu'on doit cette variante. Il ne saurait être ici question de Fresselines (Creuse).

(3) *Successit Iterius, qui castrum de Chaslas de loco vocato Fraisenias ad locum ubi nunc cernitur permutasse narratur. Erat quippe frater principis illius castri* (LABBE, *Nova bibl. manuscript. libr.* t. II, p. 284). Le manuscrit latin n° 5452, de la Bibliothèque nationale, donne *Chaslutz* et *Fraissenges* (fol. 6, recto). Dans un manuscrit du xvii^e siècle des Archives de la Haute-Vienne, qui renferme la copie d'une portion de la chronique de Geoffroi, d'après un cahier du F. Pardoux de La Garde, religieux de Grandmont dans la seconde moitié du xvi^e siècle, et qui, comparé avec le texte édité par Labbe, offre de nombreuses variantes, on lit *Chasulus* et *Fraiselinas vel Fraisenias*. Itier, dit l'auteur des *Annales*, p. 141, « avoit fait edifier le chasteau de Chaslux Fraisinges. »

(4) Bibl. nationale, mss. français 18757. Les localités du nom de *Fraise* ou *Le Fraise*, ne sont pas rares dans le département de la Dordogne (Voy. le *Dict. topographique* de ce département, par M. de Gourgues).

Haut-Châluçet

Fosse

G^{de} Galerie

Gour

Donjon

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Porte

Bas

Tour

Servante
Chaluçet

Bâtiment
moderne

Château

Rivière
Briance

Ligoure

Rivière

Sud

Ouest

Nord

Plan
des Ruines de
Châluçet

(Haute-Vienne)

Digitized by Google

lités qui semblent avoir tout autant de titres à être le « Fraissenjas » du moine de Vigéois. Nous citerons en première ligne Fressanges, hameau de la commune de Saint-Bonnet-La-Rivière, à 1,500 mètres nord-nord-est de Saint-Bonnet, et Fressanges ou Fraissanges (en patois Fressenjas) village de la paroisse de Vicq, distant de 3,200 mètres environ du bourg ; ce dernier Fressanges, en particulier, nous paraît avoir fort bien pu servir d'emplacement au château du frère de l'évêque Itier. Placé sur une hauteur et dominant le cours de la Blanzou, il possédait une chapelle, qui tombait en ruines en 1751 et fut interdite à cette époque. On y voit encore une grande maison à peu près moderne, que les gens du pays appellent le *château*. Toutefois, dans sa construction, on ne remarque pas de débris paraissant avoir appartenu à un ancien édifice (1). Fressanges dépendait, au xv^e siècle, de la seigneurie de Château-Chervix, et Jean de Laigle, alors vicomte de Limoges, l'accensa, le 4 janvier 1437, à Jean Audoin (2). On le trouve plus tard possédé successivement par plusieurs familles. Son dernier maître avant la Révolution fut Léonard de Fressanges, ancien trésorier de France (3). Parmi les autres hameaux ou lieux dits de la région auxquels pourrait se rapporter le passage de la chronique de Vigéois, mentionnons le Fraisseix, à 3 kilomètres nord-nord-ouest de Château-Chervix, où l'on observe encore quelques ruines ; le Frachet, à 2 kilomètres ouest-nord-ouest de Saint-Germain-les-Belles ; Fraissinet, *al.* Fraichenet, village de la commune de Saint-Priest-Ligoure, où il a existé jusqu'en 1790 une église paroissiale ; enfin le Fraisseix et le Freyssinaud, situés à peu de distance l'un de l'autre, entre Boisseuil et Eyjeaux (4). A ces dernières localités se rapportent vraisemblablement la plupart des mentions fournies par les terriers, les lièves, les titres des monastères des environs de Limoges, et pouvant concerner

(1) Nous devons ces renseignements à l'obligeance de M. l'abbé Joyeux, curé de Vicq.

(2) Bibliothèque du séminaire de Limoges : LÉGROS, *Abrégé des Annales du Limousin*, t. I, p. 415.

(3) NADAUD : *Nobiliaire de la généralité de Limoges*, publié par M. l'abbé Leclerc. Limoges, V^e H. Ducourtieux, t. II, p. 157.

En juillet 1230, *Jaucinellus*, chevalier de Fraissinet, *miles de Fraicheneto*, fait un don à l'abbaye de Solignac (Arch. Haute-Vienne, 9041).

(4) Nous avons emprunté la plupart de ces renseignements au *Dictionnaire géographique de la Haute-Vienne*, de M. Emile Grignard, précieux manuscrit d'un travailleur infatigable, que le Conseil général de la Haute-Vienne a bien voulu acquérir, il y a trois ans, sur notre proposition, et a déposé aux archives.

un des lieux que nous venons d'énumérer. Nous nous bornons à citer quelques-unes de ces mentions. Le plus ancien des cartulaires de Solignac signale une redevance due sur le mas de Fraissenc et payé par la Fraissange (1). Un des fondateurs du château édifié à Châlucaet au ^{xiii} siècle, et dont nous allons parler, donne à Aureil le mas de Fraisse (2); un membre de la même famille cède au chapitre de Saint-Etienne ses droits sur Fraisenet (3) et un chevalier de Mouts donne aux chanoines ce qu'il a *al Fraisina* (4). Le *Cartulaire d'Aureil* mentionne le mas *del Fraissenc* et *li Fraisines* dans l'alleu de Gérard de Laron. Au ^{xv} siècle, Jean Seduiraud fait hommage, pour les terres de Fraisseys, à Isa-beau de La Tour, tutrice de Jean d'Albret, seigneur de Châlucaet (5).

Nous ne nous dissimulons pas que nous n'avons fourni aucune preuve de l'identité du Fraisenjas nommé par le chroniqueur et d'une des localités ci-dessus énumérées des cantons de Saint-Germain, de Nexon et de Pierrebuffière, non plus que de celle de son Chaslutz et de notre Châlucaet. Nous reconnaissons d'autre part qu'il existe une certaine ressemblance entre le nom de Chabot donné à l'évêque Itier et à son frère par la chronique, et le nom ou plutôt le surnom de *Chabrol* que portèrent les anciens maîtres de Châlus et que conserve la ville moderne (6). Mais cette ressemblance n'est pas plus frappante que celle qu'on pourrait alléguer entre ces deux mots et la dénomination du mas de Chabros ou de Chabroas, dans la paroisse de Saint-Priest-Ligoure, mentionné par plusieurs titres de l'abbaye de Solignac (7). Du reste, nous apprenons par un passage du *Cartulaire* de Vigeois (8) qu'un des fils d'Itier Bernard, appartenant sûrement à la famille d'où

(1) *Mansus de Freissenc* : II. sol. de la *Fraissenga* (Bibl. nationale, mss. latin, 18363).

(2) *A Fraise*. Appendice, pièce n° 1.

(3) Collection Moreau, *Chartes*, t. XVII, p. 96.

(4) *Cartulaire d'Aureil*, fol. 40.

(5) Archives des Basses-Pyrénées, E. 729.

(6) Cet argument contre notre opinion nous a été signalé par M. le chanoine Arbellot, dont on connaît la compétence et l'autorité en ces matières.

(7) Ubilis, veuve de Gérard de Jaunhac, donne à Solignac, au ^{xiii} siècle, le mas de Chabroas : *mansum qui vocatur Chabroas*; un peu plus tard, Pierre de Royère donne une borderie à Chabroas. (Bibl. nationale, mss. latin, n° 18363, fol. 16, 17, 24). Des pièces de 1250 et 1256 aux Archives de la Haute-Vienne (fonds de Solignac, liasses non dépouillées) nomment le mas de *Chabros*.

(8) Bibl. nationale, mss. lat. 2018, nouv. acquis., fol. 13.

Châluçet a tiré ses maîtres, porte le nom de *Cabrols*. Quant à l'appellation d'Itier de Châlus, constamment donnée au prélat (1) dont il s'agit, elle ne prouve pas grand chose, puisque *Castrum Lucii* et *Chasluz* désignent indistinctement les deux localités. Le doute subsiste donc et le passage de l'historien peut se rapporter à l'une comme à l'autre des deux forteresses Limousines. Il est même possible qu'elle n'ait trait à aucune des deux.

Au ^{xii}^e siècle seulement, nous trouvons un texte qu'avec une entière certitude on peut rapporter à Châluçet; c'est encore la chronique du prieur de Vigeois qui nous le fournit. Ce texte, que confirment des passages de plusieurs autres chroniques limousines, fixe à l'épiscopat d'Eustorge et à l'an 1132 environ la construction du château. Faut-il en conclure que nous avons là non-seulement l'acte de naissance de la forteresse actuelle, mais le récit de la première fondation, de l'origine même de Châluçet? Devons-nous croire qu'à aucune époque antérieure cette position n'avait été utilisée pour la défense du pays? On a émis cet avis, et dans ce cas, il y aurait lieu, cela va sans dire, d'écarter toute application, à Châluçet, de la phrase qui plus haut nous a arrêté un instant. Telle n'est pas notre opinion et il nous paraît impossible qu'avant le ^{xii}^e siècle les avantages du site de Châluçet n'aient appelé l'attention de personne. La dénomination de *Castrum Lucii*, donnée à la forteresse par beaucoup de titres des ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, semblerait, à elle seule, être l'indice d'une origine plus ancienne, et s'il ne faut pas exagérer l'importance de l'emploi persistant de cette forme du nom de la vieille forteresse, au moins aussi commune que celles de *Castrum Lucetum*, *Castrum Luceti*, *Chaslucetum*, *Chaslucet* ou *Chaslusset*, il convient aussi de ne pas négliger une indication de cette nature. D'autre part, il ne faut pas l'oublier, la colline portait autrefois deux châteaux,

(1) Un autre évêque de Limoges du même nom qu'Itier, Sébrand Chabot, (1178 + 1198) appartenait à une famille bien connue du Poitou. On trouve au nécrologe de Saint-Etienne cette note relative au père du second de ces prélats : *Obiit Scebrandus Chabot, pater Scebrandi, Lemovicensis episcopi, et mater ejus Agnes Chabossa, et Theobaldus, frater dicti episcopi, ad quorum anniversarium debentur xxv ll. de ecclesia Sancti Severini de Valeria*. Un peu plus loin se rencontre ce passage qui peut se rapporter à un membre de la famille de l'évêque Itier : *Obiit W. Chabot, ad cujus anniversarium debentur v sol. de dono Michaelis de Frachet*. Les Frachet, on le verra plus loin, sont au nombre des chevaliers qui, au ^{xiii}^e siècle, ont des droits sur le Bas-Châluçet.

et si l'un ne remontait pas au delà du ^{xii}^e siècle, l'autre, celui sur lequel le vicomte de Limoges avait des droits, par exemple, pouvait avoir une origine beaucoup plus ancienne.

En l'an 1130, un schisme des plus graves se produisit dans l'Église. Innocent II et Pierre de Léon se disputèrent le siège apostolique. Ce dernier, élu par quelques cardinaux et intronisé sous le nom d'Anaclet, comptait, parmi ses plus zélés partisans, le comte de Poitiers, Guillaume X, alors en guerre ouverte avec Adémar III, vicomte de Limoges. L'évêque Eustorge avait soutenu Adémar et s'était prononcé en faveur d'Innocent. Gérard d'Angoulême, légat de l'anti-pape, déposa Eustorge, et, avec l'aide de Guillaume, plaça Ramnulf, abbé du Dorat, sur le siège de Limoges. Eustorge, contraint par la force de quitter la cité épiscopale, se réfugia d'abord auprès du vicomte, dans la partie de la ville qu'on désignait sous le nom de Château (1), puis au delà de la Vienne, sur les terres de l'abbaye de Solignac. C'est là qu'avec l'aide de deux nobles de la contrée, Arnaud Bernard et Bernard de Jaunhac (2), il aurait construit le château de Châluçet (3); c'est là qu'un chroniqueur lui fait rendre le dernier soupir. Geoffroi de Vigeois, avec plus de raison, ce semble, dit qu'il mourut à Saint-Augustin-lès-Limoges.

Le fort des hôtes d'Eustorge avait été construit sur les terres

(1) *Historiens de France*, t. XII, p. 433, 434.

(2) Ce nom tire son origine, selon toute probabilité, du bourg de Journac, situé dans le canton d'Aixe (Haute-Vienne) et à peu de distance de Solignac. Il ne serait pas impossible, toutefois, qu'il eût été emprunté à une localité de l'Angoumois : Jaugnat, actuellement commune de Vitrac et Saint-Vincent, canton de Montembœuf, arrond. de Confolens (Charente).

(3) *Episcopus ultra Vigennam, in terra Ademari, demorabatur. Oderat quippe Pictaviensis comes pontificem, eo quod Eustorgius favebat Ademaro : ea de causa multoties dux præsulem persecutus est, et ideo non procul a Solemniaco construxit, una cum Arnaldo Bernardi et Bernardo de Javarnas, Eustorgius castrum quod vocatur Chaslucet, alias Chaslasset* (Chron. Vosiense, ap. LABBE, Bibl. nov. man. librorum, t. II, p. 301). — *Eustorgius, ... non erat ausus morari nisi in terra vicecomitis, et cum Arnaldo Bernardi et Bernardo de Jaunhac, edificavit Chaslusset*. (Chroniques limousines, mss. lat. 5452 de la Bibliothèque nationale, f. 25). Le manuscrit des Archives de la Haute-Vienne écrit : *Arnaldo Bernardi et Bernardo de Javernat*; Bernard Gui, ap. LABBE : *Arna'do Bernardi et Bernardo de Janiliaco*; le P. Bonaventure de Saint-Amable (*Annales du Limousin*) : *Arnaud, Bernard et Bernard de Javarnas*.

de l'abbé de Solignac (1). Les plus anciens actes d'hommages conservés dans nos archives le constatent et un passage très explicite de nos chroniques limousines l'affirme. L'abbé de Solignac était le seigneur de Châluçet, comme il était seigneur (en partie) du château d'Aixe, que les vicomtes de Limoges tenaient en fief du monastère, et de celui de Larche, pour lequel il recevait l'hommage des vicomtes de Turenne. Il se peut toutefois qu'à une époque antérieure à la période à laquelle se rapportent ces titres, la colline formant promontoire entre la Briance et la Ligoure, eût appartenu, soit aux vicomtes de Limoges, soit aux Pierrebuffière. Nous verrons plus loin, en effet, les premiers occuper la forteresse au ^{xiii}^e siècle, et, de certaines pièces, on pourrait inférer qu'au siècle précédent ils y entretenirent une garnison ou du moins y eurent des officiers sous le règne de Richard Cœur-de-Lion (2). Toutefois, le fait est douteux. Ce qui est certain, c'est que, dès une époque assez reculée, ils possédèrent des droits sur le Bas-Châluçet. Il faut se rappeler, à ce sujet, la phrase du prieur de Vigeois : « Eustorge n'osait résider que sur la terre du » vicomte. » — Quant aux seigneurs de Pierrebuffière, qui figurent parmi les principaux bienfaiteurs de Solignac, on les voit, à une certaine époque, prétendre, au cours de difficultés avec le monastère, que la juridiction de Châluçet a dépendu, à l'origine, comme Tranchelion et Saint-Jean-Ligoure, de leur châtellenie (3).

(1) *Castrum de Chaluset, quod est de dominio abbatis Sollempniacensis.* (Historiens de France, t. XXI, p. 785, 786.) Quant aux hommages, nous en citerons plus loin.

(2) Un de ces documents est la déclaration par laquelle Adémar III, en présence de plusieurs nobles, notamment de Bernard de Jaunhac, peut-être seigneur de Châluçet à cette époque, déclare renoncer aux redevances abusives levées par ses baillis de « Chastel » sur les terres de Solignac : *De mestioa... quam ego ex toto genere meo primus ex abbacie terra leari feceram, et de omnibus aliis exactionibus quod ballivi mei de Chastel faciebant in terra ad eandem abbatiam pertinente... Et, sic me precipiente, Emericus de Cossac, qui tunc erat ballivus meus de Chastel, in manu domini Sebrandi episcopi concessit et promisit se nichil prorsus... quæsiturum.* (Extrait des Antiquités Bénédictines de DOM ESTIENNOT, mss. des Archives de la Haute-Vienne, p. 163). Ce document nous semble toutefois se rapporter à Château-Chervix ou même au château de Solignac plutôt qu'à Châluçet. L'original existe dans le fonds de Solignac.

(3) *Trenchaleo, Sanctus Johannes Ligora et Chalucet dicuntur esse de castellania de Petra Bufferia.* (Bibl. nat., coll. GAIGNIÈRES, t. 186, p. 134.)

Au plus ancien cartulaire de l'abbaye est mentionné, comme faisant partie du fief donné à l'abbaye par Gaucelin de Pierrebuffière, un mas qui est appelé *Alucenc* ou *Alucenes* (1). Le même document nomme, dans la baylie du Vigen, la borderie de *Chauchet* (2); mais y a-t-il quelque rapport entre Chauchet ou Alucenes et Châluçet?... Quoiqu'il en soit, nous ne connaissons aucun acte positif de juridiction concernant la forteresse qui émane des seigneurs de Pierrebuffière. Plusieurs documents affirment, au contraire, que tous les chevaliers habitant Châluçet tiennent leurs droits du monastère seul, et, dans les pièces des procès entre l'abbaye et les Pierrebuffière dont nous parlions plus haut, ces derniers semblent vouloir plutôt tirer avantage, à un point de vue général, de l'ancien état de choses rappelé dans leur *intendit*, que réclamer la restitution de droits dont ils ne sont plus en possession depuis longtemps.

Les plus anciennes mentions certaines que nous ayons rencontrées de Châluçet après le passage signalé plus haut de la chronique de Vigieois, sont relatives à la chapelle de ce château. Entre 1142 et 1147 il s'était élevé, au sujet de cette chapelle, entre le seigneur et l'abbé de Solignac, des difficultés assez graves qu'avaient suivies, semble-t-il, des actes de violence trop communs à cette époque. Pierre, archevêque de Bourges, écrivit, à ce sujet, à Gérard de Cher, évêque de Limoges, pour lui ordonner d'interdire la chapelle (3) jusqu'au moment où une satisfaction convenable aurait été donnée au monastère. Vers la même époque, un peu après peut-être, le pape Eugène III confirma, par une bulle datée du mois de septembre 1147, les droits du monastère de Solignac sur un certain nombre d'églises et d'autres lieux consacrés au culte, entr'autres sur la chapelle de Châluçet (4). De 1147 à 1204, nous ne connaissons aucun titre où il soit parlé de la forteresse relevée ou réédifiée par Arnaud Bernard et Bernard de Jaunhac. Le cartulaire d'Aureil prononce une fois seulement le nom de *Chalasset*; encore n'est-il pas sûr qu'il s'agisse de Châluçet dans le passage que nous avons en vue.

(1) *Fecum quod G. de Petrabufferia dedit Beato Petro... in manso Alucenes.* (Bibl. nat., mss. lat. 18363.)

(2) *In baillia de Vicano..., bordaria Chauchet.*

(3) ... *Capelle que est in castro de Chaslut.* (Appendice, pièce n° 3.)

(4) ... *Ecclesiam Sancti Eligii de Vicano, ecclesiam Sancti Hylarii de Bonavalle, cum capella de Castuceth, decimis et prosessionibus earum.* (mss. ESTIENNOT déjà cité, p. 146).

Les manuscrits de nos chroniques, un seul excepté (1), défigurent comme à plaisir le nom d'un des chevaliers à qui Eustorge, chassé de son siège, demanda un asile; mais peu importe : il ne saurait s'élever aucun doute sur l'identité de la famille à laquelle appartenaient ces deux personnages.

Arnaud Bernard et Bernard de Jaunhac étaient vraisemblablement frères; peut-être le premier était-il le neveu du second. A coup sûr, il existait entre eux des liens de parenté. De vingt textes il ressort avec la dernière évidence que les Bernard et les de Jaunhac ne sont qu'une seule et même lignée. En 1101, Bernard de Jaunhac est dit frère d'Aymeric Bernard et d'Arnaud Bernard (2); en 1233, Pierre Bernard, seigneur de Châlucaet, est dit fils de feu Hugues de Jaunhac (3). Bernard est, dans cette famille, ou du moins dans une de ses branches, un nom traditionnel et caractéristique, et il semble que celui de Pierre Bernard ait été, au ^{xiii}^e siècle, donné aux aînés de cette branche. Toutefois, les deux noms de Bernard et de Jaunhac paraissent être portés presque indifféremment à certaines époques; le premier semble être le véritable nom patronymique de la race, le second a servi à désigner un fief qui n'appartient plus à la branche qui nous occupe. Celle-ci a cependant conservé cette dénomination pour se distinguer des autres Bernard : Bernard de Bré, Bernard d'Aixe et Bernard de Royère (4).

C'est vers le milieu du ^{xi}^e siècle que l'existence de cette famille nous est signalée. Elle paraît avoir été très anciennement fixée à Pierrebuffière où elle avait, à ce qu'il semble, sa tour (5), et dont elle tenait en fief la prévôté. En 1063, Gaucelin de Pierrebuffière, son neveu Gaucelin, Aimeric de Jaunhac, Almodis, femme de ce dernier, Pierre, Bernard, Etienne et Gui, leurs fils, et plusieurs membres de la famille de Monts, donnèrent à Solignac le monas-

(1) Le manuscrit latin 5452 de la Bibliothèque nationale. Voir plus haut.

(2) Voir l'appendice, pièce n° 1.

(3) Appendice, pièce n° 5.

(4) On verra plus loin que les Bernard de Jaunhac paraissent avoir emprunté aux Royère leurs armoiries. Au douzième siècle, une fille de Gaucelin de Royère est mariée à Pierre de Jaunhac de Saint-Vitte et a pour fils un autre Pierre de Jaunhac (Cartulaire d'Aureil, fol. 41 v°).

(5) Appendice, pièce n° 1. Cette tour appartenait probablement au château bas de Pierrebuffière et se trouvait auprès du manoir de Tranchelion. Un titre de 1391 mentionne un immeuble *in castro inferiori de Petrabufferia, juxta ospitium vocatum de Trenchaleone*. Arch. Haute-Vienne, c. 8623.

rière situé au pied du château de Pierrebuffière, et qu'ils avaient commencé à édifier en l'honneur de la Sainte-Croix (1), plus le fief presbitéral de Saint-Martin (2). Les témoins sont Aimeric de Jaunhac, Gérard de Jaunhac, Hugues et Gérard de Ponroi et Pierre de Monts. On retrouve Aimeric de Jaunhac et ses fils donnant le mas de Fraisenet au chapitre cathédral de Limoges (3). Peu après, en 1073, le cartulaire de Solignac fait mention de Pierre Bernard et de son fils Gérard. Un peu plus tard, Robert de Jaunhac est témoin à l'acte constatant une donation de Bernard Taillefer, fils d'Armand de Bonneval, à l'abbé Gui I^{er} et au monastère de Solignac (4). Vers le même temps, nous voyons Ubilis, veuve de Gérard de Jaunhac (sans doute le fils de Pierre Bernard) et ses quatre fils, Bernard, Pierre, Aldegaire ou Hildegair et Aimeric, compter au nombre des bienfaiteurs de l'abbaye (5), à laquelle, entre 1090 et 1103, Aldegaire, sur son lit de mort, abandonne, en présence de ses trois frères, ses droits sur la terre de Lobéac (6). Gaucelin de Jaunhac et Gérard de Jaunhac sont nommés dans une autre charte (7). Gérard, fils de Hugues, donne à Solignac le mas du Coudier—*a Coder* (8), — situé près d'Ambazac, et qui fut cédé plus tard par l'abbaye au monastère de Grandmont. Lors de la consécration du cimetière d'Aureil, qui a lieu avant 1096, Gérard de Jaunhac, Bernard, son neveu, et les autres possesseurs de la dime d'Eyjeaux, renoncent à toute redevance sur le sol du cimetière et

(1) *Ego, Lauzcelinus* (sic) *de Petrabusferia et nepos meus qui similiter vocatur Gauzcelinus, Aymiricus de Jaunac, et uxor ejus Aalmodis, et filii eorum Petrus, Bernardus, Stephanus atque Guido, sed et Petrus del Mon... et filius (?) ejus Gauzcelinus, donamus aliquam porcionem hereditatis nostre, hoc est monasterium quod edificare ceperamus in honore... Sancte Crucis... apud castrum quod dicitur Petrabusferia.* (Arch. Haute-Vienne, liasse 3534). D. Estiennot a inséré cette charte dans son recueil, page 136.

(2) Très vraisemblablement Saint-Martin-le-Vieux, aujourd'hui chef-lieu de commune du canton d'Aixe, arrondissement de Limoges (Haute-Vienne).

(3) Bibl. Nationale : fonds Moreau, coll. de chartes, t. XVII, p. 96.

(4) Bibl. Nationale, mss. latin 18363, fol. 39.

(5) *Ego, Ubilis, que fui uxor Geraldi de Jaunac... Testes fuerunt IIII^{or} filii mei, scilicet Bernardus, Petrus, Aldegarius, Aimericus* (mss. 18363 fol. 16, 17).

(6) *Ildegarius de Jaunac, etc.* (mss. 18363, fol. 17).

(7) Mss. 18363, fol. 17.

(8) Mss. 18363 et copies d'Estiennot aux Archives de la Hte-Vienne.

sur les arbres et les vignes que planteront les chanoines (1), Bernard de Jaunhac, fils de Pierre, Gui de Jaunhac et Aimeric de Jaunhac vivent entre 1098 et 1105 (2). En 1101 une libéralité en faveur du monastère d'Aureil est ratifiée par Bernard de Jaunhac et ses frères, Aimeric Bernard et Arnaud Bernard ; Aimeric et Arnaud font cette donation « dans leur tour » (3), vraisemblablement celle de Pierrebuffière comme nous l'avons dit plus haut. Arnaud Bernard, fils d'Aimeric ou de Guillaume, confirme à Aureil, après la mort de son frère Pierre, la donation, faite par ce dernier à la communauté, d'une rente assise sur le mas de Fraïse ou Freisseix (4). A un acte du mois de juillet 1105, relatif à une libéralité pieuse du vicomte de Limoges, Adémar III, interviennent Itier Bernard, Bernard de Jaunhac et le frère de celui-ci, Aimeric. Un autre Bernard de Jaunhac est mentionné à la même pièce (5). Itier paraît être le même qu'Itier Bernard nommé avec ses fils, Gérard, Gaucelin et Cabrols, dans une charte du monastère de Vigeois (6). Un peu plus tard, deux membres de cette même famille sont nommés par la chronique de Vigeois à l'occasion d'un traité intervenu entre Adémar, vicomte de Limoges, et Gaucelin de Pierrebuffière, qui, au cours d'une guerre avec le vicomte, avait été fait prisonnier et était resté un an renfermé dans le château de Ségur. Les deux adversaires se reconcilièrent solennellement et jurèrent, en présence de l'évêque Eustorge et d'Amblard, abbé de Saint-Martial, et sur le sépulcre de l'apôtre d'Aquitaine, de tenir fidèlement toutes leurs promesses réciproques. L'accord avait surtout trait à l'occupation par divers seigneurs de la grande tour

(1) *Placuit nobilibus et probis viris Geraldo de Jociniaco et Bernardo, nepote suo, et aliis viris ad quos pertinebat decima de ecclesia d'Esjau. ut donarent Deo et sancto Johanni, etc...* (Arch. Haute-Vienne, cartul. d'Aureil).

(2) *S. Bernardi de Jouaniac, filii Petri.* — *S. Guidonis de Jouaniac.* — *S. Aimerici de Jouaniac.* (Bibliothèque nat., coll. Moreau, t. CCLXXXIV, fol. 97).

(3) *Aimericus vero et Arnaldus fecerunt hoc donum in turre sua* (voir ci-après, appendice : n° 1).

(4) *Arnaldus Bernardi, filius Guillelmi Bernardi* (al. Aimerici) *post mortem fratris sui.* (*Ibid.*)

(5) Man. lat. 18363, fol. 20.

(6) Cartulaire de Vigeois, man. lat. 2048, nouv. acqu. Nous retrouvons cette Almodis, mentionnée au cartulaire d'Aureil (fol. 7) où ses fils sont nommés Gérard, Gaucelin et Bernard. C'est sans doute ce dernier qui est appelé Cabrols à la charte de Vigeois. — Il s'agit ici d'un mas sur la limite actuelle de la Corrèze et de la Haute-Vienne.

de Pierrebuffière. Il fut convenu que Gaucelin la garderait six mois, Gérard Bernard (1) et Itier, son fils, trois mois; Séguin et Gui de Lastours, trois mois, ainsi de suite. Tous devaient rendre la tour au vicomte de Limoges et celui-ci les en remettre aussitôt en possession, « sans fraude (2) ».

Arnaud Bernard (1101, 1105), fils d'Aimeric, et peut-être petit-fils de Gérard (1073) et arrière petit-fils de Pierre, et son frère Bernard de Jaunhac (1101), sont-ils les deux fondateurs de Châlucet? Nous ne saurions l'affirmer; car trente années séparent la date des actes mentionnant leurs noms que nous fournissent les cartulaires de Solignac et d'Aureil, de celle de la construction ou de la reconstruction de la forteresse; mais il y a sans aucun doute identité entre Bernard de Jaunhac, donné par Geoffroi de Vigcois comme le coopérateur d'Eustorge, et le seigneur du même nom à qui les chanoines d'Aureil doivent la visite du vicomte Adémar V, ami du même évêque (3), et qui, se préparant à suivre Louis VII à la croisade avec son frère Gérard, renonce, en faveur des mêmes chanoines, à ses prétentions sur la dime d'Eyjeaux (4). Peut-être ce Bernard est-il neveu d'Arnaud, et faut-il reconnaître en lui le chevalier de la même famille marié à une dame de la maison de La Porcherie (5). Il est permis enfin de voir la mention des deux fondateurs de Châlucet dans deux articles fort rapprochés d'une vieille liève de Solignac, mentionnant une redevance payée sur les mas de la Roche et de la Chalucie pour l'anniversaire de

(1) Ce Gérard Bernard n'est pas le Gérard de Pierrebuffière du cartulaire de Vigcois : *Omnibus hominibus notum sit quia ego, Iterius Bernardus, et Geraldus de Turribus, damus... Deo et sancto Petro Vosiensi totum quidquid habemus in manso Alroi de Aliafagia... Hoc donum concessit similiter Geraldus de Petrabuseira, filius Iterii Bernardi, audiente Bernardo de Bre. Simili modo concessit Almodis, uxor Iterii Bernardi, et filii eorum, Gaucelinus et Cabrols* (Bibl. nat., man. lat. 2048, nouv. acq., fol. 43.)

(2) *Gaucelinus debet turrem sex menses tenere unoquoque anno, Geraldus et Iterius Bornar (sic), filius ejus, tres menses; Seguinus et Guido, filii Geraldus de Turribus, tres menses, etc.* (LABBE : *Bibl. nova manuscriptorum libr.*, t. II, p. 303.)

(3) *Rogatu et ammonitione domini Bernardi de Joviniano* (Appendice n° 4).

(4) *Tempore quo Lodoicus, rex Francie, cum exercitu Jerosolimam perrexit, Bernardus de Joviniano et frater ejus Geruldu, cum illo pergere cupientes, in capitulo Aureliensi venerunt.* (Ibid.)

(5) *Eodem anno quo Bernardus de Jounnac mortuus est, Agnes, uxor ejus, donavit, apud castrum de La Porcharia, etc.* (Ibid.)

Bernard de Jaunhac et une autre due sur le moulin du Bas-Château pour celui d'Arnaud Bernard (1).

Les Jaunhac étaient une des familles féodales les plus puissantes des environs de Limoges. Leurs possessions s'étendaient sur le territoire des communes de Condat, de Saint-Martin-le-Vieux, de Jourgnac, d'Aixe, du Vigen, de Boisseuil, d'Eyjeaux, de Pierrebuffière, de Saint-Bonnet-La-Rivière, de Saint-Jean et de Saint-Priest-Ligoure, de Saint-Vitte, de Glanges, de Saint-Germain. Ils paraissent appartenir à la même souche que les Bernard de Royère, les Bernard de Bré (2), les Tranchelion, les de Monts ou des Monts, les Périgord, etc., et il est fort possible qu'entr'eux et les anciens seigneurs de Pierrebuffière, il y eût communauté d'origine. Un membre de cette famille avait épousé Aiba, de la race des vigiers de Laurière, sœur d'Adémar, abbé de Saint-Martial dans les dernières années du XI^e siècle (3). De là peut-être, ou d'une alliance avec les Montcocu, les mas et redevances possédés par les Jaunhac auprès d'Ambazac et de La Jouchère; d'autres alliances avec les seigneurs de La Porcherie, leurs terres dans les environs de Masseret, de Meuzac et de Benayes. Un membre de la famille fait même une donation de droits dans la paroisse de Villac, sur les limites du Bas-Limousin et du Périgord. Des mariages, dans le cours des XII^e, XIII^e et XIV^e siècles, resserrèrent les liens de parenté, d'alliance ou d'amitié qui les unissaient déjà aux familles riches du voisinage : les Lastours, les Laron, les Pierrebuffière, les Tranchelion, les de Monts, les de Breuil, les de Veyrac, les La Brosse. Outre leurs tours de Pierrebuffière et de Châluçet, ils avaient des résidences, dès cette époque, dans la paroisse d'Eyjeaux, où Itier Bernard devint, avant 1270, seigneur du Breuil par son mariage avec l'héritière de ce fief, Alaïde; dans celle de Saint-Vitte et dans celle de Saint-Hilaire-Bonneval, où un titre de 1271 signale l'existence d'une terre appelée « du Château de Gui Bernard (4) ». On les trouve aussi à Eymoutiers et aux environs. C'est pour des domaines situés dans cette partie de la province qu'Itier Bernard, chevalier, en 1299, plus tard

(1) 1 sol. a la Rocha et a la Chaslucia, pro anima Bernaudi de Jaunhac..., in molendino de Chasluz, VII sol. pro Arnaudo (Arch. Hte-Vienne, 613.)

(2) Cartulaires d'Aureil et de Vigois.

(3) *Uxor Stephani de Jaonac... Aiba, soror Ademari, Abbatis Sancti Marcialis, que nata fuit de vicariis de Laurieira.* (Cartul. d'Aureil).

(4) ... *Terra deu chasteu Guidonis Bernardi.* (Archiv. Haute-Vienne, D. 1086).

Guillaume Bernard, puis Constantin, fils de feu Guillaume, en 1309 et 1328, et Guillaume, fils de feu Constantin, en 1339, rendent hommage à l'évêque (1). Cette famille a même une habitation dans le Château de Limoges et compte, peut-être, parmi celles auxquelles la vigerie a été inféodée par les vicomtes. On la voit, dès la seconde moitié du ^{xr} siècle, sous l'abbatiate d'Adémar, dont l'un de ses membres, nous l'avons vu, a épousé la sœur, posséder un jardin dans les Combes, qui ne sont pas encore réunies au bourg de Saint-Martial, le futur Château de Limoges (2). Plus tard ils ont une maison dans le haut de la ville, sur la place de Saint-Michel, à proximité de la tour vicomtale (3).

A tous les monastères de la contrée, à Saint-Martial, à Saint-Augustin, à la Règle, aux Allois, à Uzerche, à Solignac, les Bernard fournissent des abbés, des abbesses, des prieurs, des religieux. Pas une communauté du pays qui ne leur doive d'importantes libéralités, Solignac surtout, malgré quelques différends qui parfois prirent une tournure assez grave, motivèrent l'intervention de l'autorité épiscopale et appelèrent même sur eux les sévérités de l'Eglise, compta les Jaunhac parmi ses bienfaiteurs les plus généreux et ses plus fidèles amis. On les voit figurer, comme témoins, à tous les contrats importants qui intéressent l'abbé ou les religieux. Quand ceux-ci ont besoin d'une caution, c'est à un Jaunhac qu'ils s'adressent. En 1247, après une lutte entre l'abbé et les habitants de la ville, signalée par de regrettables excès de part et d'autre, on sent le besoin d'entrer en arrangements et l'official de Limoges est choisi d'un commun accord pour régler les questions en litige. Les deux parties fournissent des répondants : ceux de l'abbaye sont Pierre Bernard, seigneur de Châluçet et Hugues de Périgord, un de ses cheva-

(1) Livre d'hommages de l'évêché, aux archives départementales, t. I, p. 346, et t. II, *passim*.

(2) *Hortum in Combis Lemovicenis, penes ipsum burgum Sancti Marcialis*. (Cartulaire de l'Aumônerie de Saint-Martial, compris aux *Documents historiques* publiés par MM. LEROUX, MOLINIER et THOMAS, t. II, p. 6.

(3) 1204. *Obierunt III^{or} milites Castri Lemovicensis... Boso Bernardi... Petrus Bernardi, miles Castri Lemovicensis... 1256... Obiit Boso Bernardus, et dedit nobis XII sol. in domo sua in platea Sancti Michaelis de Leonibus*, etc. (Arch. de la Haute-Vienne, nécrolog. de Saint-Martial; Chron. de Saint-Martial, p. 75). — En 1284, les Bernard ont même deux maisons à Limoges. (Arch. Hte-Vienne, 5269, D 368, etc.)

liers (1). Les archives de Solignac nous fournissent d'autres exemples que nous pourrions citer.

Dans la mort comme dans la vie, les Jaunhac étaient fidèles au monastère. Ils avaient leur sépulture à Solignac, dans l'église et sous le porche. L'obituaire de l'abbaye mentionne un grand nombre de membres de cette famille et il n'est pas de nom qui s'y trouve plus souvent répété; c'est Hugues de Jaunhac, chevalier, seigneur de Châluçet, qui repose sous le vitrail de Saint-Théau, auprès de la porte; c'est Bernard de Jaunhac, aussi seigneur de Châluçet, enterré à côté du précédent; c'est Pierre Bernard et Arnaud Bernard, chevaliers, déposés entre la grande porte du cimetière de Notre-Dame et l'autel de Saint-Eloi; Pierre Bernard de Jaunhac, chevalier, seigneur du Haut-Château de Châluçet, et ses frères Bernard, damoiseau, et Guillaume, etc. (2). Auprès des seigneurs principaux, leurs chevaliers et

(1) *Datis ex parte dictorum abbatis et conventus duobus fidejussoribus, videlicet nobili viro P. Bernardi, domino de Castro Lucii, et Hugone de Peyrigos, militibus.* (Archiv. de la Haute-Vienne, 6521.)

(2) *Anniversarium domini Hugonis de Jaunhac, militis, domini de Castro Lucii, qui est sepultus in portico (sic), subtus vitream Sancti Tillonis, juxta portam... A. Bernardi de Jaunhac, militis, domini de Castro Lucii, qui est sepultus in portico, juxta magnam portam cimiterii Beatæ Mariæ, subtus vitream altaris Sancti Tillonis... A. Dominorum Petri Bernardi et Arnaudi Bernardi, militum, sepultorum in arnouto, inter magnam portam cimiterii et altare Sancti Eligii., etc., etc.* (Bibliothèque nationale., man. latin 9193, copies de Dom Col : nécrologe de Solignac, n^{os} 53, 88, 89, 102, 120, 139, 141, 142, 143, 144, 157, 216, 243, 244, 257, 258, etc.

Aucun de ces chevaliers n'est enterré dans le chapitre, réservé aux seuls abbés et aux seigneurs du château d'Aixe et à leur famille. Ce privilège, que signale un document du Recueil de D. Estienne, p. 158, est établi par un très curieux titre du dernier tiers du XII^e siècle... *Cum Trenchaleos miles ab abbate Sollempniacensi, Gauberto scilicet, et a monachis ejusdem in capitulo Sollempniacensi sepulture traderetur, domini Axie, ad eandem sepulturam accedentes, nullum alium in eodem capitulo nisi dominos et dominas castri Axie et filios eorum et filias, sicut predecessores eorum quondam habuerant, debere sepeliri constanter asseruerunt. Quibus auditis, prenomiatus abbas et Helias prior et conventus... dominis Axie, duobus scilicet Aymericis, libere concesserunt quod, exceptis abbatibus Sollempniacensibus, aliquis militum seu baronum vel alius de cetero, nisi ipsi domini et domine et filii et filie eorum predicatorum, in jamdicto capitulo non habeant canonicam sepulturam.* (Arch. de la Haute-Vienne, liasse 5261.)

coseigneurs, les Frachet (1), les Périgord (2) les de Monts (3), les La Brosse (4). Même les habitants de Châluçet qui mouraient dans des expéditions lointaines et dont les cendres ne reposaient pas à Solignac, y avaient un anniversaire et on y conservait leur mémoire (5).

Nous avons dit que plus d'une fois la bonne intelligence qui régnait entre l'abbaye et le château fut troublée. Fort peu d'années après la construction de la forteresse, le monastère avait déjà à souffrir de ce redoutable voisinage. Entre 1140 et 1147, plusieurs seigneurs du pays commirent des déprédations sur les terres de Solignac : l'église d'Ayen, qui dépendait de l'abbaye, lui fut disputée, probablement même enlevée, et le doyen de Saint-Yrieix prit une grande part à ces excès. Parmi les chevaliers dont le monastère eut alors particulièrement à se plaindre, deux lettres de Pierre, archevêque de Bourges, à Gérard, évêque de Limoges, signalent V. de Jaunhac (6) : celui-ci ne s'était pas contenté de jeter un religieux du couvent en prison ; il l'avait maltraité et n'avait laissé panser les blessures du pauvre moine qu'après s'être fait payer par lui ou ses frères une forte somme d'argent. Le même seigneur avait mis à rançon plusieurs vassaux du monastère. L'archevêque ordonna à son suffragant de jeter l'interdit sur les terres de V. de Jaunhac et de sévir contre lui. Le chevalier ne céda pas à la première semonce de l'Eglise ; toutefois il se décida, après un peu de temps, à se soumettre, et chargea Gérard de traiter de la paix entre lui et l'abbé de Solignac. Vers la même époque, il y avait, entre le monastère et la forteresse, un autre sujet de différend : c'était la chapelle, qui, construite probablement pendant le séjour d'Eustorge, était restée dans le principe indépendante de la juridiction de l'abbaye, mais sur laquelle, après la mort de ce prélat, l'abbé avait sans doute revendiqué certaines prérogatives. Le métropolitain prescrivit à l'évêque d'interdire la célébration du service divin dans cette chapelle jusqu'au moment où l'abbé, ayant reçu une satisfaction convenable, intercèderait lui-même en faveur du seigneur

(1) *Inter tumbas illorum de Frachet*, nécr. n° 86, etc.

(2) *Ibid.*, n° 166 et 167, etc.

(3) *An. Bozonis de Monte, militis de Castro Lucii, qui obiit mense maii... in domo sua de castro.* (Nécrologe de Solignac, n° 264.)

(4) *An. Hugonis La Brossa, militis de Castro Lucii.* (*ibid.*, n° 266.)

(5) *An. Domini Guidonis de Peyrigos, militis, qui obiit ultra mare.* (*Ibid.*, n° 166.)

(6) *Tirannus etenim quidam de vestro episcopatu, V. de Jaunac, etc.* Appendice, pièce n° 2.

de Châluçet (1). Nous avons dit qu'une bulle du Pape Eugène III, datée de 1147, consacra l'autorité et la juridiction de l'abbaye sur cette chapelle. Les évêques de Limoges n'y gardèrent aucun droit. Peu après, à ce qu'il semble, et certainement avant 1153, puisque la pièce donne au roi de France le titre de Duc d'Aquitaine, Louis VII lui-même intervint pour réprimer de nouveaux excès commis par Hugues de Jaunhac, Pierre Bernard et Hugues de Lastours, et enjoindre à ces seigneurs d'avoir à réparer les dommages qu'ils avaient causés aux biens du monastère (2).

Ce que fut Châluçet pendant les guerres qui marquèrent en Limousin la seconde moitié du ^{xii}^e siècle, il est plus aisé de l'imaginer que de le savoir d'une façon précise. Quand la lutte éclata entre Richard Cœur-de-Lion et Philippe-Auguste, la forteresse paraît avoir été occupée par une bande de ces routiers que le roi d'Angleterre avait appelés de nouveau dans le pays, (où ils s'étaient montrés pour la première fois à l'époque des longs démêlés entre Henri II et ses enfants), et qui constituaient la presque totalité des forces Anglaises au midi de la Loire. Peut-être cette occupation eut elle lieu dès 1183, après la prise de Pierrebuffière par les bandes de Sanche et de Curbaran (3), peut-être seulement 1199, l'année même de la mort de Richard, au moment où les troupes de Merchaders pillèrent Solignac et attaquèrent le Château de Limoges. Il règne quelque obscurité dans les événements de cette période. On voit, après la convention conclue, au mois de mai 1200, entre les deux rois, le vicomte de Limoges Gui V, — qui vient de succéder à son père Adèmar, assassiné, dit-on, par un bâtard du Cœur-de-Lion — faire hommage pour sa vicomté à Jean Sans-Terre (4); le vicomte reçoit même du roi à cette occasion un sauf-conduit, daté de Chinon, le 25 juin 1200, et l'invitant à se trouver à Lusignan, le mercredi après la fête des

(1) Appendice, pièce n° 3. Il va sans dire que cette chapelle ne saurait être celle dont on voit les restes auprès du donjon et qui ne peut pas remonter au delà du ^{xiii}^e ou du ^{xiv}^e siècles.

(2) *L. Dei gracia Rex Francorum et Dux Aquitanie... Hugoni de Jaunaico, et Petro Bernardi, et Hugoni de Turribus... Mandamus atque precipimus... Vobis, de Jaunaico, ut universa dampna que Sollempniacensi ecclesie intulistis, competentî ratione reparetis.* (Arch. Hte-Vienne, 4598).

(3) CHRON. DE VIGOIS, p. 333 du t. II de la *Nouvelle Bibliothèque* de Labbe.

(4) RYMER : *Fœdera* : t. I, 80 : *Itinerary of the king John et Rotuli Chartarum, etc.*

apôtres Saint-Pierre et Saint-Paul (1), mais peu après on trouve Gui mêlé au complot qui de nouveau menaça la domination Anglaise en Aquitaine, et dont les chefs, Hugues-le-Brun, Arthur de Bretagne, Geoffroi et Raoul de Lusignan, furent faits prisonniers, en août 1202, sous les murs de Mirebeau, où ils assiégeaient la vieille reine Aliénor. Gui avait sans doute pris les armes ou organisait en ce moment même une levée de boucliers dans la province, lorsque Gouffier de Lastours et les Malemort s'emparèrent de lui ; ils cédèrent ou vendirent leur capture à Jean-Sans-Terre. Le malheureux vicomte fut transféré à Chinon, où on le traita probablement comme ses complices, à qui le roi avait fait mettre un collier de fer et des chaînes aux mains et aux pieds.

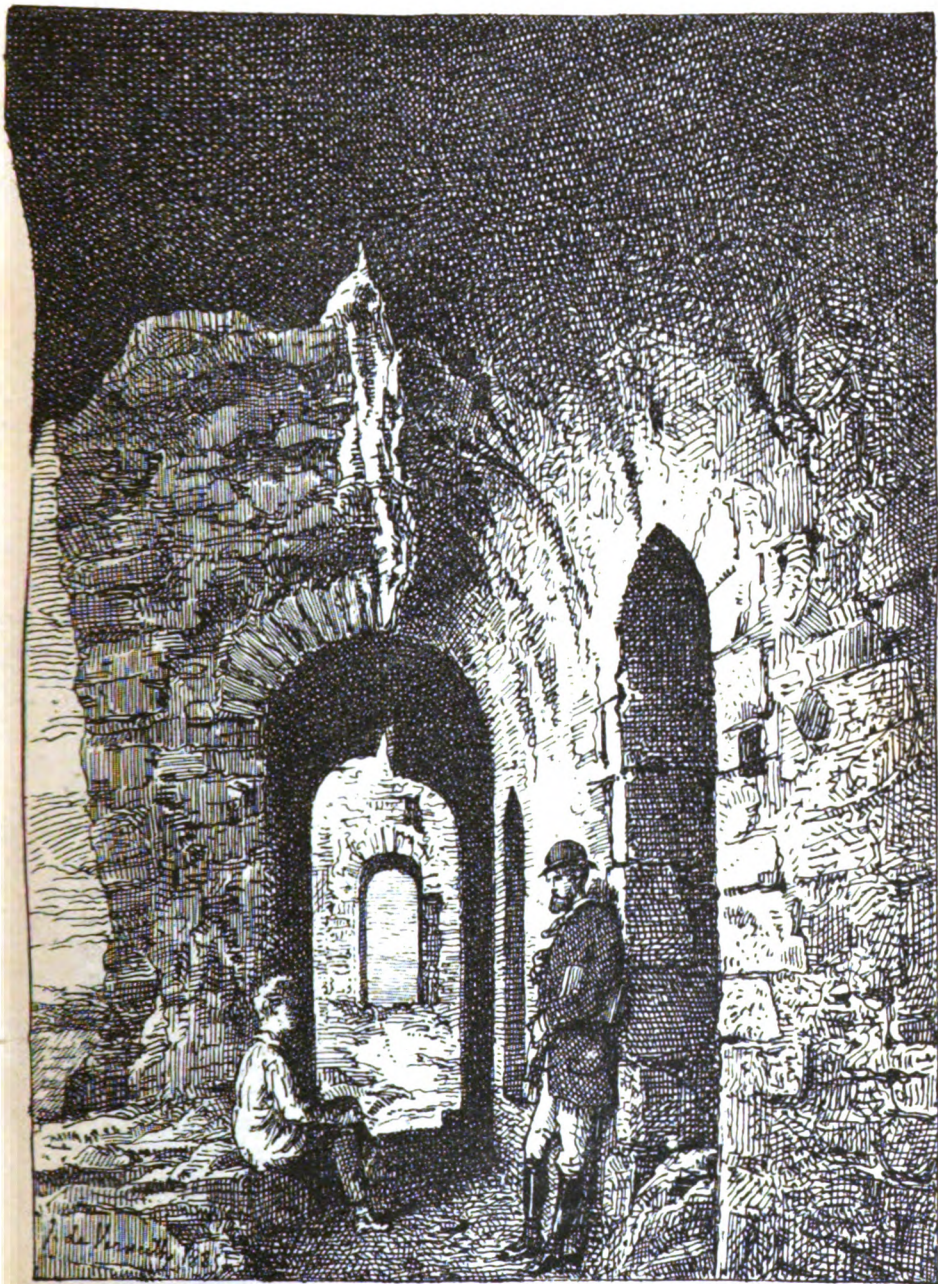
Le parti des révoltés ne désarma pas pour cela. Secondés par une diversion puissante de Philippe-Auguste, les barons de l'Aquitaine, que la mort d'Aliénor vint bientôt affranchir du seul lien qui les attachait à Jean-sans-Terre, continuèrent à tenir la campagne et quelques échecs partiels n'enrayèrent pas les progrès de leurs armes. En 1203, ils battirent en Limousin le chef des troupes Anglaises, Robert de Turneham, qui perdit deux mille routiers dans cette rencontre (2). L'évêque de Limoges, Jean de Veyrac, avec l'appui des seigneurs et des communes du pays, continuant l'œuvre de son prédécesseur Sébrand Chabot, travaillait activement à débarrasser la contrée des bandes qui l'infestaient. Il leur enlevait Noblat-Saint-Léonard et combattait sans se lasser l'influence anglaise restée prépondérante dans les villes. Le jeune frère de Gui, Adémar, avait pris les armes en l'absence de son aîné : il fit prisonnier, en 1204, l'abbé de Saint-Martial, Hugues de Brosse, qui, à peine sorti de ses mains, tomba, vingt jours après cette première mésaventure, dans celles de la garnison de Châluçet (3).

Le vicomte de Limoges, délivré de captivité par Philippe-Auguste, qui entra dans Chinon le 23 juin 1205, revint dans sa vicomté pour y assister au triomphe complet de son parti. Il est vraisemblable que Châluçet fut alors repris et sa garde rendue à ses légitimes possesseurs. Ce ne fut pas pour longtemps. Le roi Jean, qui avait réussi, après s'être reconcilié avec le Saint Siège à force de bassesses, à organiser contre Philippe-Auguste une ligue où entrèrent les princes les plus puissants de l'Europe, reprit pied en

(1) RYMER, t. I, p. 38.

(2) *Historiens de France*, t. XVIII, p. 712.

(3) *Hugo, abbas, capitur ab Ademaro.... infra xx dies iterum capitur à Chaslucet* (DUPLÈS-AGIER, *Chron. de Saint-Martial*, p. 69).



LE HAUT CHÂLUCET

LA GRANDE GALERIE DU SUD-OUEST

Aquitaine et y réoccupa un certain nombre de places parmi lesquelles il faut compter Châlusset. Mais, honteusement battu par le prince Louis à La Roche-aux-Moines, il vit la glorieuse journée de Bouvines achever de ruiner ses espérances de revanche. En Limousin, comme partout, les partisans de la France reprirent le dessus. Gui V réunit les seigneurs de la contrée pour chasser les garnisons Anglaises des places qu'elles tenaient encore. Dans la seule année 1216, Royère fut enlevé — il s'agit du château de Royère, au sud-est de La Roche-Abeille, — La Porcherie détruit de fond en comble; Châlusset dut se rendre, et le vicomte entra de vive force, après un siège de neuf semaines, dans le château d'Aixe, que Jean avait confisqué sur lui (1). Les familles féodales qui occupaient ces forteresses étaient toutes alliées aux Jaunhac : tenaient-elles pour l'Angleterre, ou leurs manoirs étaient-ils, malgré elles, devenus les derniers boulevards de l'autorité de Jean-Sans-Terre dans la contrée ? Les Bernard de Jaunhac eux-mêmes tenaient-ils pour Philippe-Auguste ou pour le frère du Cœur-de-Lion. Nous l'ignorons. On connaît à peine, pendant cette période, les noms des membres de la famille : on trouve un B. de Jaunhac témoin en 1195, avec Gui de Périgord, Guillaume Jourdain et B. de Royère, à un acte entre les Frachet et le monastère de Solignac (2). Bernard de Jaunhac, chevalier, est nommé à une charte donnée en 1196 à la grande abbaye (3). Le même seigneur figure, avec son fils Bernard, et Aimeric Bernard, P. de Jaunhac et leur cousin Hugues, à un titre de 1199 (4).

Peu d'années après, une guerre terrible, dont nous ne connaissons ni les causes ni les principaux incidents, éclata entre le vicomte de Limoges et ses vassaux. Au cours des hostilités, en 1221, Châlusset fut de nouveau assiégé et emporté (5). Nos chroniques ne nous disent pas si ses maîtres avaient pris parti pour Gui V ou contre lui.

Le plus précieux des anciens registres consulaires conservés

(1) *Anno M^oCC^o XVI^o... La Porcharia diruitur; Roieira capitur; Chalusset Guidoni vicecomiti redderunt... Castrum de Axia obsidetur ab eodem vicecomite et capitur* (Bibl. Nat., ms. lat. 5452). M. DUPLÈS-AGIER écrit ici: *Chalusset*, probablement d'après un autre manuscrit. — Voir *Chr. de Saint-Martial*, p. 98 et 99.

(2) Arch. Haute-Vienne, l. 6846.

(3) *Bernardus de Jaugnac, miles* (Arch. Hte-Vienne, 8621).

(4) *Bernardus de Jaunaco, B. filius ejus... Ai. Bernart, P. de Jaunac et Hugonem, cognatum illorum* (Arch. Hte-Vienne 8623).

(5) *Guido vicecomes cum militibus suis pessimam guerram habebat... Chalusset capitur.* (DUPLÈS-AGIER, *Chr. de Saint-Martial*, p. 110.)

à l'Hôtel-de-Ville de Limoges révèle un fait assez curieux. Deux ans après la reddition de la forteresse, deux chevaliers de Châluçet, A. de Jaunhac et Gui de Périgord, traitent avec les bourgeois du Château de Limoges pour la garde des chemins et la protection des hommes de la commune « allants et venants » et de leurs biens (1). Il est dommage que la mention, trop sommaire, de l'engagement pris, sous leur serment, par ces deux chevaliers, ne nous permette pas d'apprécier la portée de cet engagement et ne nous fasse connaître ni les circonstances dans lesquelles fut conclue la convention, ni le prix de la protection promise. A. de Jaunhac et Gui de Périgord étaient-ils alors en possession du château? C'est vraisemblable. Ils ne paraissent pas, toutefois, en avoir été les principaux seigneurs. Cet A. de Jaunhac est probablement Aimeric, nommé avec Hugues, son frère, à un acte de 1218 (2). Pierre Bernard, fils de Hugues, qui est dit, en 1232, chevalier de Châluçet (3), s'intitule seigneur du fort en mars de l'année suivante, dans l'acte par lequel il donne à l'église de l'abbaye, pour fonder l'anniversaire de son père, la borderie de la Jus-sarie. On le retrouve en 1237, 1239, 1240, 1242, 1243, appelé tantôt seigneur, tantôt chevalier de Châluçet. Il est vraisemblablement le Pierre Bernard de Chasluz qui s'engage, en 1240 (4), à payer une rente pour lever les dernières difficultés qui s'opposent à l'installation, dans leur nouveau couvent du faubourg Manigne, des Dominicains de Limoges, dont Gérard de Frachet, de la famille des seigneurs du Bas-Châluçet, est à ce moment le prieur.

Le titre de 1232 dont nous venons de parler, fait également mention de Guillaume Metge, bailli de P. Bernard, de Hugues de Périgord, damoiseau, et de P. Lafforest, prêtre de Châluçet (5).

(1) *Memorial q[ue] A. de Jaunac e Gui de Peireguos jureren sobre s[ains] euoangel[is] ad gardar los chamise los homes de Lem[otges] anans e venens e las lors chاوزas en las mas deu Cossulum. Actum anno g[raci]e m^o cc^o xx^o tercio* (Ancien Reg. consulaire, à l'Hôtel-de-Ville de Limoges, fol. 24 v^o).

(2) *Hugo de Jaunac, miles, et Aymericus, ejus frater. et P. Bernardi, filius ipsius Hugonis.* (Arch. Hte-Vienne D. 771.)

(3) *P. Bernardus, miles de Chasluz, filius quondam nobilis viri Hugonis de Jaunhac.* (Ibid.)

(4) *BON. DE SAINT-AMABLE, Histoire de Saint-Martial, t. III. Annales, p. 543.*

(5) *Willelmus Metge, de Castro Lucii, bailiouis dicti militis... P. Lafforest, presbitero de Chasluz; Hugone de Peiregors, domisello.* (Haute-Vienne, D. 771.)

Il y avait donc, dès ce temps-là, à Châluçet, non-seulement une chapelle, mais un prêtre attaché à son service. Un testament daté de 1264 et dont on pourra lire à l'appendice le texte fort intéressant (1), établit qu'à cette date et probablement à une époque antérieure, il existait sur cette colline pierreuse qui n'a plus aujourd'hui un seul habitant, deux chapelles, l'une dans le château haut, l'autre dans le château bas. Nous savons par un autre testament, postérieur de soixante-six ans au premier (2), que Châluçet possédait, en 1330, une église sous l'invocation de saint Thomas, très vraisemblablement de saint Thomas d'Aquin, canonisé en 1323. Ce serait sans doute la première chapelle ou oratoire érigée à l'honneur de ce saint dans la région ; mais les liens étroits qui unissaient une des familles nobles de Châluçet à un membre notable de l'Ordre de Saint-Dominique, Gérard de Frachet, expliqueraient cette curieuse particularité. Cette église paraît avoir eu quelque importance et certaines phrases de la pièce dont il s'agit, celle par exemple où il est parlé des « prêtres et clercs de Châluçet », feraient croire que les ministres du culte étaient presque aussi nombreux dans le fort que les chevaliers. L'abbé Nadaud signale un document qui mentionne l'existence, à Châluçet, de la chapelle du « château vieux » en 1273 (3). Il s'agit vraisemblablement de celle du haut château, peut être de la chapelle construite pour l'évêque Eustorge ; on pourrait néanmoins tirer de cette mention un indice favorable à l'existence d'un château antérieur au fort élevé en 1132.

Cette chapelle subsistait, dit-on, en 1610 ; elle avait porté le titre de prieuré. Châluçet est encore dit paroisse à la fin du ^{xviii} siècle (4). La chapelle du château bas est aussi signalée en 1273 et elle porte le titre de cure jusqu'en 1438, date à laquelle elle devint simple succursale de l'église du Vigen. La chapelle de Châluçet haut est-elle la même que Saint-Thomas ? Dans ce cas, si l'hypothèse émise par nous tout à l'heure est exacte, elle aurait été à l'origine placée sous l'invocation d'un autre saint. — Il ressort du second testament que nous avons cité, celui d'Élie de Frachet, que Saint-Thomas est pourvu d'ornements, que le culte y est célébré avec décence et qu'il y existe un fonds spécial, alimenté par des legs et des aumônes, pour pourvoir au luminaire

(1) Appendice, pièce n° 9.

(2) Appendice, pièce n° 16.

(3) *Pouillé du diocèse de Limoges*, ms. du Séminaire, p. 213 et suiv.

(4) *Estat des paroisses de l'eslection de Limoges*, 1680-1686, manusc. de la Bibliothèque de Limoges.

du Saint-Sacrement. Un prêtre au moins la desservait et il y a été fondé une Confrérie de Notre-Dame. L'autre chapelle, beaucoup moins importante, est dédiée à saint Blaise et elle est désignée en 1428 (*al.* 1438) comme une succursale de l'église du Vigen (1). Laquelle des deux appartient au château haut, laquelle au Bas Châlucaet? Il nous est impossible de le dire. D'un passage de la curieuse pièce à laquelle nous empruntons la plupart de ces détails, il semblerait ressortir que les deux chapelles étaient non dans le château proprement dit, mais dans le village, ou peut-être Saint-Thomas se trouvait-il dans le Bas château et Saint-Blaise auprès des maisons construites en dehors de l'enceinte (2)? Y aurait-il eu trois chapelles à Châlucaet? Cela n'est pas impossible. L'une d'elles avait, à la fin du *xiii*^e siècle, un autel dédié à saint Jean-Baptiste : un seigneur de Châlucaet, Gérard de Maulmont (3), fit à cette époque un legs pour la fondation, à cet autel, d'une messe quotidienne.

Le testament d'Elie de Frachet nous révèle un fait intéressant : chaque année, le jour des Morts, on distribuait des aumônes, à Châlucaet, aux pauvres qui se présentaient. Nous avons parlé plus haut de la piété des habitants du château ; leurs testaments, dont nous connaissons cinq ou six, attestent leur charité. Tous contiennent des legs en faveur des pauvres. Elie de Frachet, non-seulement laisse une rente à l'aumône du 2 novembre et une offrande pour tous les pauvres qui veilleront son corps et assisteront à ses obsèques, mais ordonne que tous ses meubles, bijoux et armures soient vendus, et leur prix distribué aux pauvres de Châlucaet, du Vigen et de Solignac.

Outre les indigents des environs, les maîtres de la forteresse paraissent avoir eu leur « pauvre » en titre. Quelques documents donnent à penser qu'il exista à une certaine époque, auprès du pont jeté sur la Ligoure et pour ainsi dire au pied des tours, un

(1) Peut-être est-ce la chapelle déjà désignée en 1157 comme succursale du Vigen.

(2) La phrase suivante s'applique-t-elle à deux chapelles élevées dans l'enceinte d'un même fort, ou à des chapelles comprises dans les constructions de deux forts voisins..... *Domum meam de Castro Luceto, sitam..... inter ciam per quam itur et regreditur de capella Sancti Blasii ad capellam Sancti Thome.* (Appendice, n° 16.)

(3) *Geraldus de Malomonte..... legavit, pro missa singulis diebus dicenda ad altare sancti Joannis Baptiste, apud Chaslucetum* (coll. Gaignières, t. 186, p. 151.)

de ces ermitages (1) où se retiraient, pour y finir leurs jours dans l'isolement et les pratiques de la dévotion, des personnes pieuses, souvent frappées d'une inguérissable blessure dans le combat de la vie, et sans attaches désormais ici-bas, cherchant l'apaisement de leur douleur dans cette existence d'anachorète. Il y eut de semblables ermitages à Montjauvy près Limoges, à Pierrebuffière, au Pont-de-Noblat et en plusieurs autres localités du Limousin.

Diverses pièces établissent qu'aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, la colline de Châluçet possédait vraiment un centre d'habitation de quelque importance : outre les maisons comprises dans l'enceinte du haut château et celles qui s'étaient groupées autour du donjon du château bas, et où demeuraient, avec un certain nombre d'écuyers et de domestiques des deux sexes, les familles des Bernard de Jaunhac, des Frachet, des Périgord, des de Monts, des de Broses, etc. (2), il y avait là des maisons de tenanciers, des cultivateurs, des vigneron, peut-être même des marchands ; car un acte conservé dans les archives de l'abbaye de Solignac fait mention d'un marchand « *de Castlucio* » du nom d'Adémar Vigier, qui, mort sans doute au cours d'un voyage, avait laissé au monastère de Souillac, une rente de dix sols de monnaie raymondine. Son fils, Raymond Vigier, confirme en 1310 cette libéralité et porte à 15 sols la redevance léguée par son père (3).

(1) Un registre contenant une liève des revenus de la seigneurie de Châluçet, renferme cette mention : *la Vignie de l'Hermite au Pont de Chaslucet*. (Arch. Haute-Vienne, 5530.)

(2) Une pièce intéressante, mais en fort mauvais état, qui paraît appartenir au ^{xiii}^e siècle et qui est conservée dans le fonds de Solignac, aux Archives de la Haute-Vienne, liasse n° 4207, donne le relevé des cens et rentes acquis ou dus par un religieux du nom d'Adémar, non autrement désigné. On y voit figurer, à l'article Châluçet (*de Castro Lucii*), les noms suivants : *Gui de Periguos, dominus P. Bernardi, G. deu Girardet, W. Jordas, Hel. La Rocha; Gui de Bosco, presbiter; Hugo La Porcharia, P. de Monte, W. Amlars, G. Portier, P. Auderii, S. deu Girardet, B. de Bosco, Hugo La Rocha, Bozo de Montibus, P. Lesclava, J. Escharvat, Maria Pelergara, Felips de Domibus, G. Perardit, Agnes de Domibus, G. de Castro Lucii, B. Peraus, Gauterius Rainaudit, P. La Bozonnia, etc.* Rappelons cette formule significative : *In toto castro predicto seu villa ejusdem, et in barriis et pertinentiis*. (Arch. Hte-Vienne, 3703.)

(3) *Ademarus Vigerii, mercator (?) de Castlucio... in infirmitate qua decessit, legavit venerabili conventui monasterii Soliacensis, etc.* (Arch. Haute-Vienne, 2432.) Le seul fait de l'attribution donnée par la cote et de l'existence de cette pièce dans le fonds de Solignac nous l'a fait attribuer à un marchand de Châluçet.

III

DERNIERS SEIGNEURS DE LA FAMILLE DES BERNARD DE JAUNHAC. —
LA FORTERESSE PENDANT LA GUERRE DITE DE LA VICOMTÉ. —
GÉRALD DE MAULMONT, SEIGNEUR DU HAUT ET DU BAS CHÂLUCET.

La famille de Jaunhac est tellement nombreuse au temps de Saint-Louis qu'il est très difficile de distinguer ses diverses branches à l'aide des mentions, le plus souvent fort sommaires, des documents à notre disposition. Toutefois, même à cette date, nous reconnaissons aisément le groupe de Pierrebuffière et le groupe de Châlucaet.

Le premier est représenté, en 1255, par cinq membres qui, à leurs fiefs individuels, joignent la possession indivise de la prévôté de Pierrebuffière : trois chevaliers, Pierre de Jaunhac, surnommé « les Flammes » — *Las Flamas* — (1); un autre Pierre, que, pour le distinguer du précédent, on appelle le Roux (2); Gérald de Jaunhac; et deux damoiseaux : Gui et Hugues. Ils font usage d'un sceau commun dont nous avons rencontré la mention dans plusieurs titres (3), mais dont il nous a été impossible de retrouver une seule empreinte. Un sixième Jaunhac de Pierrebuffière est nommé dans un acte de 1277; c'est un clerc, Ramnulf, frère de *Las Flamas*.

A Châlucaet, deux ou trois familles nobles, les Périgord et les de Monts notamment, ont acquis, par suite d'alliances, à ce qu'il semble, avec les Jaunhac, certains droits sur une partie du fief; mais les descendants des fondateurs restent les principaux seigneurs du lieu et les seuls maîtres du château haut (4). Peut-être même les chevaliers qu'on trouve vers le milieu du ^{xiii}^e siècle copossesseurs du bas château, avaient-ils jadis rendu hommage aux Jaunhac. Toutefois il faut reconnaître que nous avons peu d'indications sur les rapports réciproques des deux groupes féodaux.

(1) *Petrus de Jaonhac, miles, cognominatus Las Flamas... Petrus de Jaonhac Las Flamas, miles de Petrabuferia... Petri de Jaunhaco Las Flamas.* (Arch. Haute-Vienne, D, 1082, D, 1086, etc.)

(2) *Petrus de Jaunhach lorros.* (Ms. latin, 9193, p. 21 et 22). *Petrus de Jaonhac Ruffi, miles, prepositus de Petrabufferia.* (Arch. Haute-Vienne, D, 1086.)

(3) *Petrus... pro me et porcionariis meis... sigillo quo ego et dicti porcionarii in talibus communiter utimur.* (*Ibid.*)

(4) Voir toutefois ce qui est dit plus bas au sujet de la cession, par Jourdain de Montcocu, de ses droits sur Châlucaet, en 1279.

Vers le milieu du ^{xiii}^e siècle, on trouve plusieurs fois mention d'un damoiseau nommé Gérard de Châlucet, qui, en 1247 et 1249, fait des libéralités à l'abbaye des Allois (1). Un peu plus tard, au mois de mai 1256, un titre provenant de Solignac montre le même personnage vendant à ce monastère divers revenus qu'il possède dans les environs. Gérard fut enterré sous le porche de l'église abbatiale, entre le passage et la muraille, auprès des Jaunhac et des Frachet. Il eut pour héritier Pierre Amblard, chevalier, Gausbert de Livron, damoiseau, et Gui de Périgord (2). Ce Gérard ne fut peut-être seigneur que du bas château. Appartenait-il à la lignée des Jaunhac? C'est fort probable. Toutefois le prénom de Gérard est fréquent chez les Frachet. Il faut au surplus noter qu'au lieu de le désigner par son nom de famille, comme ils le font presque toujours des autres seigneurs de Châlucet, les cartulaires et les nécrologes l'appellent constamment du nom de la forteresse, ajouté au prénom de Gérard. Il en est de même de trois ou quatre autres personnages, dont il semble presque impossible d'établir l'identité : d'Elie de Châlucet, par exemple, qui, dans la première moitié du ^{xiii}^e siècle, figure comme témoin à plusieurs actes où il est seulement appelé *Hel. de Castlucio*, *Hel. de Chasluz*. On trouve plus tard, vers 1330 notamment (3), un chanoine d'Eymoutiers du nom de Guillaume de *Casthuto* (?), chargé de la garde du sceau royal au bailliage de Limoges : mais il ne paraît pas appartenir à nos familles de Châlucet.

Un acte, reproduit par le cartulaire de la maison Grandmontaine du Châtenet, donne le titre de seigneur de Châlucet à Hugues de Jaunhac (4), à la date du jeudi après Pâques de l'an 1211. Deux ans plus tard, un autre document, qui nous est fourni par le même recueil, donne le même titre à Aymeric Bernard et à P. de Jaunhac, « fils de feu Hugues de Jaunhac,

(1) On trouvera le texte d'une de ces donations sous le n° 7 bis de l'appendice.

(2) *Geraldus de Chaslutz, Geraldus de Castro Lucii*. Arch. de la Haute-Vienne, 5003, 6568, et Bibl. nationale, ms. latin, 9195, Coll. D. Col., (fol. 668, 690, 694) et 9193.— Nécrologe de Solignac, n° 86 : *Sepultus in portico, inter viam et murum et inter tumbas illorum de Frachet et deus Tabas... Petrus Amlardi, miles, Gausbertus de Lioro, domicellus, Guido de Peyrigos et plures alii*.

(3) Archives de la Haute-Vienne, 8551.

(4) *Hugo de Jauniac, dominus de Castro Luceto*. (Arch. Haute-Vienne, titres de Grandmont, provenant de l'Hôpital général. Voir appendice, n° 4.

de bonne mémoire » (1). Que se passe-t-il entre 1213 et 1218? Les deux chevaliers sont-ils tués en 1216, lorsque Châlucaet est pris (ou repris) par le vicomte de Limoges? La forteresse est-elle, en vertu des stipulations d'un traité, remise en de nouvelles mains? Tout ce que nous savons, c'est qu'en 1218 (2), Aymeric et Hugues de Jaunhac, frères, paraissent être devenus les maîtres du château, et qu'à cette époque, le second a un fils du nom de Pierre Bernard. Celui-ci, nous l'avons vu plus haut, est dit, en 1232, chevalier de Châlucaet et en 1233, seigneur de ce lieu.

Notons qu'à l'acte de 1213, par lequel, après la mort du premier Hugues, ses deux fils confirment la libéralité de leur père, il est fait mention du sceau des coseigneurs de Châlucaet (3), dont la charte n'a pas conservé l'empreinte. Nous avons toutefois été assez heureux pour découvrir tout récemment, aux archives de la Haute-Vienne, dans une liasse non inventoriée du fonds de l'abbaye des Allois, un exemplaire, le seul que nous connaissions, du sceau d'un seigneur de Châlucaet. Il s'agit de celui de Pierre Bernard, le dernier de sa famille qui ait possédé la forteresse. Ce sceau, apposé à un titre de 1264 constatant une cession à l'abbaye, est de forme ronde, a environ 27 millimètres de diamètre, et présente un écu triangulaire portant trois ailes empennées, en pal, trois demi-vols pour parler la langue héraldique, mouvant de senestre, disposées 2 et 1, mais fort rapprochées l'une de l'autre et couvrant presque entièrement le champ de l'écu. Peut-être y a-t-il quelque rapport entre ces emblèmes et les êtres ailés, anges ou chauves-souris, qui ornent un chapiteau existant encore dans une des pièces du château. La légende a en partie disparu. A peine lit-on : † S. P. B.... *Sigillum Petri Bernardi [de Jaunhaco] ou [domini de Chasluceto]*; encore donnons-nous cette lecture sous réserve. Le contre-sceau, dont le champ est d'un diamètre un peu moindre, offre un animal de forme assez lourde, bas sur jambes, à tête allongée et poils hérissés : un sanglier sans doute. Aucune légende (4). Parmi les familles féodales du pays qui paraissent avoir eu des alliances ou des rapports suivis avec les

(1) *Aimericus Bernardi et P. de Jauniac, domini de Chaslucet... cum bone memorie dominus Hugo de Jauniac, pater noster, quondam dedisset*, etc. (*Ibid.*, et liasse 4826.) L'original écrit *Jaunac*.

(2) Voir plus haut.

(3) *Et erat sigillata duobus sigillis : Sigillo domini prioris Grandimontis in cera alba, et dictorum dominorum de Chaslucet etiam in cera alba*.

(4) Arch. de la Haute-Vienne, fonds des Allois, liasse 5633,

Jaunhac, les Royère seuls portent *trois demi-vols d'or, sur un écu d'azur* (1). Il est très possible que cette famille (Bernard de Royère), soit sortie de la même souche que les seigneurs de Châlucet. On voit du reste, dans les dernières années du ^{xii}^e siècle, plusieurs chevaliers de Royère figurer comme témoins à des actes concernant les Jaunhac. B. de Royère, neveu de Jourdain est nommé en 1195, et « P. de Royère de Châlucet » en 1224 (2). L'animal du revers ne viendrait-il pas d'une alliance avec les La Porcherie?

Le second des Hugues de Jaunhac dont nous avons parlé plus haut laissa au moins trois fils : Pierre-Bernard, Bernard et Guillaume (3). On a vu que le premier, appelé en 1232, chevalier de Châlucet, est dit, au mois de mars de l'année suivante, seigneur du château. Ses frères ont certains droits sur les terres qui en dépendent, puisqu'à un acte de 1236 (4), leur consentement à une libéralité faite aux Allois par un de leurs tenanciers se trouve relaté; mais Pierre Bernard porte seul le titre de seigneur de Châlucet et il stipule seul en 1233, pour la fondation de l'anniversaire de son père dans l'église de Solignac. De 1235 à 1258, on ne trouve mention que de deux membres de la branche des Jaunhac de Châlucet : Pierre Bernard, dont nous venons de parler, et qui est qualifié tantôt de seigneur de Châlucet, tantôt de seigneur du haut château seulement (5), et Aimeric, son

(1) Une branche des Royère portait un blason différent. Peut-être celle qui avait les trois demi-vols, ne les avait-elle adoptés qu'à la suite d'une alliance avec les Jaunhac.

(2) Arch. de la Haute-Vienne, Cartulaire du Châtenet, et liasse 6846.

(3) *Haymericus de Jaunac, miles, ex una parte, et P. Bernardi, miles, Bernardus et Guillelmus, domicelli, fratres, ex alia, 1237* (fonds de Grandmont). *Ego P. Bernardi de Castlucio.... fratres mei, videlicet Bernardus et Gulielmus*. Arch. Haute-Vienne, 5984. (Voir appendice nos 5, 6, 7). — *Ann. Petri Bernardi de Jaunhac, militis, domini quondam de Castro Lucii superiori et fratris sui Bernardi, domicelli*. (Nécrologe de Solignac, nos 141 et 142). Ce Pierre Bernard est-il le *Petrus Bernardi de Chasluz, miles*, nommé dans un acte de la liasse 6346 du même dépôt?

(4) Appendice, pièce n° 6.

(5) *Nobili viro Petro Bernardi, domino de Castro Lucii, 1247* (Arch. Haute-Vienne 6531); *Petrus Bernardi, dominus de Castro Lucet, miles, 1257* (Bibl. Nation., coll. Gaignières, t. 186, p. 130); *P. Bernardi, miles, dominus Castri Lucii superioris* (Arch. Haute-Vienne, 6568) et aussi les notes précédentes. Dans un titre du fonds de Saint-Augustin, aux Archives de la Haute-Vienne (l. 2980), il est parlé de P. de Jounhac, chevalier, lequel cède à l'abbaye des redevances sur les mas de *Pela-Puey*, et *Pela-Vezy*, paroisse du Vigen, en mars 1236,

oncle, (1) dont nous avons déjà rencontré le nom et dont nous ne trouvons plus aucune trace après octobre 1237. De cet Aimeric ou plutôt d'un des frères de P. Bernard était né un troisième Hugues de Jaunhac, dont son oncle, Pierre Bernard, fut le tuteur, et qui figure, à côté de celui-ci, dans plusieurs actes à partir de 1258. Ils traitent notamment avec l'abbé de Saint-Augustin-lès-Limoges au sujet des redevances qu'ils sont en possession de lever à La Plagne, près de Saint-Priest-Ligoure, village dont les habitants, cette année-là même, ont été victimes d'extorsions de la part d'un certain chevalier du nom de Guillaume de Richebort et de ses sergents et baillis, prétendant agir comme officiers de Gui VI, vicomte de Limoges (2). Peut être à ce moment le vicomte avait-il réoccupé la forteresse, et faut-il considérer comme une sorte de protestation, une déclaration solennelle faite le 7 des calendes de novembre (26 octobre 1260), par Pierre Bernard et Hugues de Jaunhac, en présence de l'évêque de Limoges et du sénéchal de roi de France en Périgord, Limousin et Querci (3) : ces deux seigneurs reconnaissent qu'ils tiennent à foi et hommage de l'abbé de Solignac et du monastère, le château haut ou repaire de Châluçet avec ses dépendances et les mas de la Ville, de la Bosonie, du Puy, des Maisons, de Ligoure, de la Peyre, du Monteil, de la Faurie, dans la paroisse du Vigen, la dîme du mas supérieur de Loubet et toutes leurs possessions dans cette même paroisse, sauf le mas de Vilars; les mas de Champ-Espinasse, du Bois, de la Marronie, de Cresten, de La Valeille, et tout ce qu'ils peuvent posséder dans la paroisse de La Porcherie, à l'exception du fort (4); — que leurs auteurs ont, comme eux, possédé la forteresse à titre de fief mouvant de l'abbaye; que ni les déclarants ni leurs prédécesseurs n'ont jamais eu ni reconnu d'autres seigneurs; et ils corroborent leurs dires par le serment, s'engageant, sous peine de perdre le fief, à ne jamais avouer d'autres maîtres et à ne consentir à aucun arrangement, à aucune aliénation de nature à porter préjudice aux droits du monastère. Les religieux, de leur côté, s'obligent par serment

(1) *Aimericus de Jauniac et P. Bernardi de Caslucio, ejus nepos* (Arch. Haute-Vienne, 3351).

(2) Bibliothèque Nation., fonds Moreau, coll. de Chartes, tomes 180, p. 208, et 181, p. 87.

(3) C'est-à-dire dans les trois diocèses rétrocédés par Louis IX à Henri III.

(4) Ces possessions dans la paroisse de La Porcherie avaient été acquises par un mariage, peut-être celui de Bernard de Jaunhac avec Agnès, nommée au cartulaire d'Aureil (appendice, pièce n° 1).

à conserver Châluçet et ses dépendances aux « héritiers du lieu », à leur en garantir la possession tranquille, à les défendre, à ne jamais invoquer à l'avenir aucun suzerain en ce qui aura trait au fief en question et à ne pas le placer, sans l'aveu des Bernard de Jaunhac, sous une autre seigneurie que celle du monastère (1).

On pourrait supposer, d'après les déclarations des religieux, que ceux-ci avaient à cet égard quelque chose à se reprocher. Il n'y aurait rien d'impossible à ce qu'il en fût ainsi, et une convention était peut-être intervenue entre eux et le vicomte au sujet de Châluçet. L'abbé Pierre de Vieilleville, qui occupait alors le siège abbatial, était en excellents rapports avec Gui VI. Celui-ci, désigné pour servir d'arbitre entre le monastère et les habitants de Solignac, qui s'étaient soulevés contre leur seigneur et avaient essayé d'organiser une commune, rendit, en avril 1242, une sentence dont l'abbaye n'eut pas trop à se plaindre. D'autre part un lien féodal unissait le chef du monastère et le vicomte, qui devait hommage à Solignac pour plusieurs places et terres, notamment pour la moitié du château d'Aixe. De là une certaine communauté d'intérêts et des relations que les difficultés survenues entre l'abbaye et les habitants du bourg devaient avoir resserrées. Néanmoins, quand cette querelle, un instant assoupie, s'était ranimée, les maîtres de Châluçet avaient défendu les religieux et servi, comme on l'a dit, de caution au monastère, pour l'exécution du nouvel arbitrage confié, en 1247, à l'official de Limoges (2). Nous verrons du reste l'abbaye réclamer indistinctement, dans la suite, l'hommage des possesseurs des deux châteaux de Châluçet et se défendre d'avoir jamais aliéné ses droits. Si, à un moment donné, des arrangements pour l'occupation de la forte-avaient pu être pris, ils ne portaient en rien atteinte à la suprématie féodale du monastère. Nous n'avons au surplus trouvé aucun document qui mentionne une convention de cette nature. On ne peut que la supposer.

Les vicomtes de Limoges avaient, nous l'avons dit, certains droits sur le bas-château. De quelle nature étaient ces droits? Quelle pouvait être leur origine? nous l'ignorons. Rappelons seulement que si la plupart des titres et un passage de nos chroniques montrent les deux hôtes de l'évêque Eustorge construisant leur manoir sur les terres de l'abbaye de Solignac, Geoffroi de

(1) Appendice, pièce n° 8.

(2) Arch. Haute-Vienne, liasses 3969 et 4209.

Vigeois rapporte que ce fut « dans les possessions du vicomte, au-delà de la Vienne » que le prélat chercha un asile (1), et qu'un autre chroniqueur ajoute : « Eustorge n'osait demeurer ailleurs que sur les terres d'Adhémar (2) ». — Il est possible que les vicomtes possédassent la moitié de la seigneurie du bas château et qu'ils n'eussent jadis rendu ce fort aux Jaunhac que sous condition d'hommage. Nous allons voir la veuve de Gui VI le donner à son conseiller, Gérard de Maumont, en 1275. Il ne paraît nullement qu'elle l'eût acheté à une date récente. Peut-être même le bas-château tout entier était-il un fief vicomtal. — Dans son testament, fait en l'an 1264, c'est-à-dire onze ans avant la donation dont nous venons de parler, Gui de Périgord, seigneur pour moitié du bas-château, prend la précaution de déclarer qu'au cas de prédécès de ses héritiers naturels, il entend que sa maison de Châluçet avec les dépendances de celle-ci et tous les droits du testateur sur le Bas-Châluçet reviennent à ses copossesseurs, habitant le dit manoir, — « non au vicomte ou à ses héritiers » (3). Que viendrait faire ici cette mention du vicomte, et pourquoi cette stipulation prudente du testateur, si Gui VI n'avait pas eu un droit de suzeraineté sur le bas-château ? Au cas où l'abbé en aurait été le seigneur, n'est-ce pas à lui, non au vicomte, que fût revenu par dévolution l'héritage du vassal mort *ab intestat* ? — Il y a là un état de choses mal connu de nous et déterminé par des faits sur lesquels aucun document ne jette un peu de lumière.

Ce même Gui de Périgord avait du reste fait, avec son frère, hommage au vicomte pour la moitié du bas-château. Son fils rendit le même devoir à Gérard de Maumont, quand celui-ci eut reçu Châluçet de la veuve de Gui VI ; il reconnut, il est vrai, devant l'abbé de Solignac, que son père et lui avaient avoué à tort un autre seigneur que le monastère et s'engagea à se remettre, s'il pouvait en trouver le moyen, sous la dépendance et la sujétion de Solignac (4). Au mois de décembre 1264, Pierre de

(1) *Episcopus ultra Vigennam, in terra Ademari demorabatur, etc....*

(2) *Non erat ausus morari nisi in terra vicecomitis, et una cum Arnauco Bernardi et Bernardo de Jaunhac, edificavit Chaslusset* (ms. lat. 5452, fol. 25).

(3) *Precipio quod porcionarii mei, videlicet illi qui commorantur in Castro Lucii inferiori, non vicecomes Lemovicensis nec ipsius heredes, habeant, etc.* (Appendice, pièce n° 9).

(4) *.. Pater suus, dominus Guido de Peyrigos, et patruus suus fecerunt homagium indebite pro dicto castro vicecomiti Lemovicensi, et ipse fecit homagium domino magistro G. de Malo Monte, pro dicta*

Monts, chevalier de Châlucaet, rendant pour son propre compte hommage à l'abbé de Solignac, pour sa maison du bas château et pour tous les droits qu'il y possède, déclare que feu Gui de Périgord, chevalier, s'est jadis reconnu homme-lige du monastère, à raison de son fief du Bas-Châlucaet (1). Gérard de Maumont, de son côté, ne fait aucune difficulté, une fois devenu seigneur de Châlucaet, pour rendre hommage à l'abbé et reconnaître qu'il tient de lui le château haut; mais il refuse péremptoirement tout devoir à Solignac pour le bas château (2), dont il se prétend seul seigneur et pour lequel il ne doit hommage qu'au roi.

Quoi qu'il en soit, Gui VI ou sa veuve, Marguerite de Bourgogne, mirent garnison, entre 1263 et 1268, dans Châlucaet, qui devint, après le château d'Aixe, la place la plus importante du cordon de forts d'où leurs soldats bloquaient les bourgeois de Limoges, alors en guerre déclarée avec leur seigneur. Marguerite n'était pas seulement en lutte avec la commune du Château : plusieurs des chevaliers du pays, notamment Pierre de Pierrebuffière, s'étaient ouvertement révoltés contre la vicomtesse, qui avait, d'un autre côté, de graves différends avec le Chapitre de Saint-Yrieix. Le seigneur de Pierrebuffière, qui avait renversé les fourches du vicomte, fait alliance avec ses ennemis et donné asile à ceux-ci dans son château, avait été pris et Marguerite le tenait captif. Craignant que la détention de Pierre n'excitât des troubles dans une partie de la province, le sénéchal de Périgord et du Limousin, Raoul de Trappes, le fit mettre en liberté.

medietate... Sed ipse promisit Archambaldo, abbati Sollempniacensi, quod, si posset facere bono modo, ad jus et proprietatem monasterii Sollempniacensis procuraret quod rediret (Rouleau d'hommages dont on trouve des fragments dans plusieurs liasses du fonds de Solignac, notamment dans celles n^{os} 6691, 6927, 9195).

(1) *Petrus de Montibus, de Castro Lucii, recognovit quod illud deoerium seu jurisdictio, quod deoerium et quam juridictionem ipse habet in Castro Lucii inferiori, et domus sua, sita in dicto loco, juxta domum dicti Las Vinhas defuncti, et vinea sua que olim fuit Aymerici de Montibus, sunt et movent de feodo et dominio abbatis et conventus... Et scit pro cetero quod Guido de Peyriguos, miles defunctus, fecit olim, dum vivebat, predecessori dicti abbatis homagium litgium pro dominio dicti Castri Lucii inferioris, quod idem miles, dum vivebat, habebat ibidem.* (Arch. Haute-Vienne, fonds de Solignac, pièces non inventoriées.)

(2) *Homagium litgium venerabilis viri magistri G. de Malo Monte, pro castro et villa de Castro Lucii superioris, cum suis pertinenciis... excepto Castro Lucii inferiore.* (Ibid.)

Le sire de Pierrebuffière reconnut ses torts, rendit hommage et jura fidélité à la vicomtesse, qui lui pardonna (1).

Châlucet, au cours de cette querelle, avait rendu à la veuve de Gui VI d'immenses services; mais c'était surtout contre les bourgeois de Limoges que la forteresse paraissait aux vicomtes une position d'un prix inestimable : de ce fort écarté, les soldats de Marguerite tenaient la campagne, rançonnant les voyageurs et les marchands, commettant mille dégâts dans les domaines de la banlieue, emportant ou brûlant les récoltes, s'emparant des bestiaux, coupant les vignes, détruisant les moulins et les pressoirs, s'avancant jusqu'aux faubourgs de la ville. Les troupes de la Commune les repoussaient; mais ils se réfugiaient aussitôt, avec le butin conquis, dans leur retraite, où la milice bourgeoise, obligée à veiller jour et nuit sur les remparts pour déjouer une surprise ou répondre à une attaque, ne pouvait songer à les poursuivre. L'évêque Aimeric de La Serre, dont le clergé avait fort à souffrir de cet état de choses, et auprès duquel les seigneurs de Châlucet avaient sans doute porté leurs plaintes comme au témoin et au garant des engagements réciproques pris, en 1260, par eux et l'abbaye de Solignac, tenta de s'interposer et d'obtenir une trêve. La vicomtesse, qui était hautaine, accueillit mal ses ouvertures. Le prélat eut recours alors au moyen qu'avaient employé ses prédécesseurs contre les routiers de Richard et de Jean-Sans-Terre. Il convoqua les communes du pays et marcha contre Châlucet, qui fut emporté. On l'eût peut-être démantelé pour empêcher qu'il ne servît de nouveau de retraite à des perturbateurs de la paix publique; mais comme c'était un fief de l'abbaye de Solignac, il fut remis entre les mains de l'abbé, 1269 ou 1270 (2).

Que se passa-t-il alors? Nous ne pouvons que le conjecturer d'après des textes en apparence contradictoires, ou du moins fort décousus. Le conseiller de la vicomtesse, Gérard de Maulmont, qui était le véritable gouverneur de la vicomté, — titre que lui donnent plusieurs chroniques, — acheta le château-haut de Châlucet.

(1) Parlement de l'octave de la Toussaint 1267. (*Olim*, t. I, p. 693, 694.)

(2) *Anno M^oCC^oLXIX^o... Eodem anno, dominus Aimericus, episcopus Lemovicensis, habuit communias contra Chaslutz* (Bibliothèque nationale, mss. latins, 5452, fol. 23, et 11019, fol. 112). — 1270. *Dominus Aymericus, Lemovicensis episcopus, habuit communias Lemovicensis diocesis contra raptores qui erant apud Chaslucetum* (ms. latin 11019, fol. 269). Voir aussi *Annales manuscrites*, p. 204 : on remarquera que, dans un des paragraphes de cette page, l'annaliste écrit Chaslux et dans le suivant : Châlucet. Les deux passages se rapportant évidemment au même château, c'est dans le premier qu'il y a une erreur.

Un écrivain du temps affirme qu'il fit cette acquisition pour lui et non pour le compte de la vicomtesse : il est certain qu'elle fut faite en son nom ; mais au fond, on peut supposer que Marguerite n'aurait pas obtenu à ce moment la cession de la forteresse qui lui avait été enlevée de vive force deux ans plus tôt, et que, voulant recommencer la guerre, elle fit acheter Châlucet par son affidé (1). Ce qui le prouve, c'est que tout aussitôt les vicomtes rentrèrent dans le château, rompirent la trêve ordonnée par le roi et recommencèrent leurs courses, battant l'estrade, dépouillant les bourgeois, coupant les oreilles et la queue des bestiaux et commettant mille déprédations et mille insolences (2).

Le bas-château de Châlucet était à la même époque, comme la forteresse proprement dite, aux mains de la vicomtesse. Nous avons vu que les vicomtes avaient sur ce fief des droits dont nous ne connaissons ni l'étendue ni l'origine, et qu'en 1264, ils semblaient en être les seigneurs en partie du moins. Marguerite et sa fille, Marie de Limoges, donnèrent, en 1275, tous ces droits à Maulmont, qui, ayant acheté de divers copossesseurs du Bas-Château, de P. de Frachet notamment (3) et peut-être aussi de P. de Monts, leur part de juridiction et de seigneurie sur la colline où s'élevait Châlucet, réunit ainsi entre ses mains le fief tout entier — la moitié du Bas-Château restant aux Périgord, sous hommage (4). — Cinq ans plus tard, en 1280, la fille de

(1) *Anno Domini MCCLXXII, emit magister G. de Malomonte, clericus et rector vicecomitatus Lemovicensis, castrum de Chaslucet, quod est de dominio abbatis Sollempniacensis; tamen non emit ad opus vicecomitis, sed ad opus sui.* (Bibliothèque nationale, mss. latin 11019, fol. 127, 128.)

(2) *Circa eundem annum (1272), vicecomitissa voluit reiterare guerram mariti sui contra burgenses Castri Lemovicensis: sed rex inhibuit. Tamen ipsa tenebat armatos apud Axiam et apud Chaslucet, qui cotidie perturbabant protectionem, et capiebant quicquid inveniebant de rebus burgensium, preterea detruncabant aures et caudas bestiarum quas afferebant per tractus et fundendo bladum et multa mala.* (Ibid., et ms. latin 5453, fol. 28). Peut-être y a-t-il là une erreur de date, et ce passage se rapporterait-il à des déprédations antérieures à l'expédition de l'évêque et des communes contre Châlucet. Néanmoins les *Annales manuscrites* sont ici d'accord avec les anciennes chroniques. Nous avons donc cru devoir ne pas nous écarter de leurs indications, quand l'inexactitude de celles-ci ne nous a pas paru à peu près évidente.

(3) Voir Appendice, pièce n° 11.

(4) *Habuit a vicecomitissa magister G. castrum inferius de Chaslucet* (ms. latin 11019, fol. 128). On voit que l'indication donnée par la chronique n'est pas rigoureusement exacte : Maulmont acheta une partie du Bas-Château.

Produxit dictus dominus de Lebreto quoddam vidimus cujusdam dona-

Marguerite, héritière de la vicomté, et le mari de celle-ci, Arthur de Bretagne, voulant récompenser les services de Maumont, dont l'habileté leur avait permis de rentrer à Limoges (1), ajoutèrent à ces libéralités les châteaux de Châlus et de Courbefy, leurs dépendances, peut-être aussi certaines dépendances de Châluset ou les droits sur le château que s'était réservés, en 1275, la vicomtesse (2).

L'histoire de Châlus-Chabrol — l'autre *Castrum Lucii*, — n'avait pas été moins fertile en événements et en vicissitudes pendant les dernières années, que celle de Châluset. Un certain Ebles tenait, vers 1260, le fort à foi et hommage de la vicomtesse Marguerite. C'était un officier plus encore qu'un vassal; la vicomtesse avait en tout temps le droit d'occuper le château, d'y mettre garnison, de reléguer Ebles dans une partie du fort ou même au dehors, de placer guettes et sentinelles sur le haut de la tour, de faire garder ses prisonniers dans le repaire et d'en tenir les portes ouvertes ou fermées à son gré (3). Peut-être vers cette époque Ebles mourut-il. La veuve de Gui VI plaça alors à Châlus pour capitaine un neveu de ce chevalier (4), Adémar de Maulmont, frère de Gérard, son bras droit, et d'Elie, qui devint un peu plus tard doyen du cha-

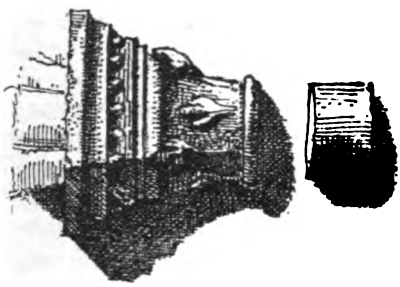
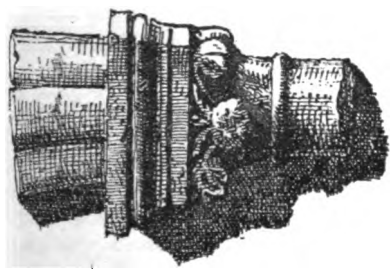
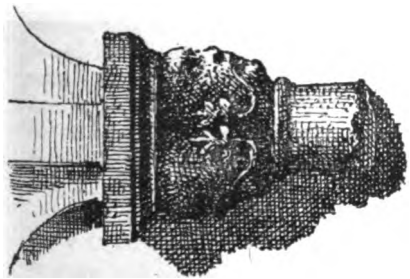
cionis facte eidem magistro Geraldo de Malomonte, de dicto castro et castellania de Castro Luceto et jurisdictione ejusdem per nobilem Mariam, vicecomitissam Lemovicensem, que donacio... fuit facta anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo quarto (Arch. Haute-Vienne, fonds de Solignac). — Il faut lire, de toute évidence : *septuagesimo quarto*.

(1) *Margarita... per industriam Geraldii de Malo Monte, Castrum Lemovicense subiecit dominationi sue*. (Bibliothèque nationale ms. latin 41019, p. 246).

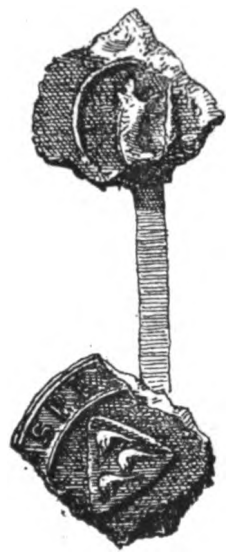
(2) *Castrum Lucii cum omni honore suo dat in beneficium*. (*Ibid.*) Voir aussi manuscrit français 18737, fol. 181 et 182 : « Les châtellenies de Chaluset (*lisez* : Châlus) et Courbefy, comprinse la grande forêt et autres biens ». L'acte est daté du lundi avant la fête de Sainte-Marie-Madeleine, l'an 1280.

(3) *Per inquestam inventum est quod dictus Ebolus fecerat homagium litigium vicecomitis... Quod vicecomitissa erat in possessione capiendi dictum castrum, sicut feodum suum, in manu sua, et dictum Ebolum ponendi aliquando ad partem dicti castri, aliquando extra dictum castrum, et ipsum reducendi in dictum castrum, et ponendi municionem in dicto castro, et speculatores seu vigiles in turre dicti Eboli, et tenendi prisonarios suos in dicto castro et faciendi claudi et aperiri portas vel posternulas*. (Olim, t. I, partie II, p. 264.)

(4) Nous n'avons d'autre raison de croire les trois Maulmont neveux d'Ebles, que les termes d'un arrêt du Parlement de 1322, qui, en mentionnant Gérard, lui donne cette qualification.



Trois chapiteaux du Haut-Châluçet.



Sceau de Pierre Bernard de Jaunhac, seigneur de Châluçet, 1264.

pitre de Saint-Yrieix (1). Cet Adémar, obligé de quitter le château d'Aixe (2), à la suite d'une révolte des habitants de la ville provoquée par ses vexations, — révolte qui motiva l'intervention du roi, puis un arbitrage de l'évêque de Limoges, ne fut pas plus heureux à Châlus. Les seigneurs du pays ayant à leur tête Boson de Bourdeilles et Elie Flamenc, marchèrent contre le fort qui servait de refuge à sa troupe, mirent à mort Adémar et retinrent ses enfants en otages. Boson s'installa à Châlus, invoquant, du chef de sa famille, certains droits sur ce fief et refusant de le restituer à la vicomtesse; celle-ci porta ses réclamations devant le Parlement. Ordre fut donné, en 1267, à l'usurpateur de rendre le château à qui de droit. L'affaire fut assez grave pour motiver l'envoi de Raoul de Trappes, sénéchal du Périgord, de Henri de Gaudonvilliers, bailli de Bourges, et de Nicolas de Menot, chevalier du Roi, en qualité de commissaires extraordinaires, et la réunion de forces militaires imposantes (3). Non sans résistance, à ce qu'il semble, Boson se décida à remettre aux commissaires le fort de Châlus, les deux enfants d'Adémar de Maulmont et un autre otage. La vicomtesse, à qui le château fut restitué, s'empressa d'en faire abattre une partie. Boson protesta; mais le Parlement, — Octave de la Pentecôte 1268, — jugea que Marguerite avait agi dans la limite de ses droits. La vicomtesse dut rendre ses otages au seigneur de Bourdeilles, qui, de son côté, fut condamné à restituer à Gérard de Maulmont, à sa mère, à la veuve et aux enfants de son frère Adémar, tout ce qu'il leur avait enlevé et à indemniser cette famille des dommages qui lui avaient été causés (4).

Malgré la reconnaissance solennelle des droits de la vicomtesse sur Châlus, Marguerite ne parvint pas à les exercer sans rencontrer certaines difficultés, et en donnant à Gérard de Maulmont le château où son frère avait été tué au service de la veuve de Gui VI, Marie de Limoges et son époux ne purent lui en garantir, que par une clause toute de style, la paisible possession. Le conseiller de la célèbre vicomtesse s'en aperçut bientôt.

(1) Les frères de Maulmont étaient originaires de Châlus, s'il faut en croire certains chroniqueurs, parmi lesquels nous citerons Bernard Gui. (*Historiens de France*, t. XXI, p. 750, etc.)

(2) *Annales manuscrites*, p. 203, 204.

(3) Les communes de tout le pays furent convoquées en armes pour se rendre à la chevauchée du Roi contre le château de Châlus. Saint-Léonard fournit environ trois cents hommes. Les consuls et les habitants de Figeac, qui n'avaient pas obéi à l'ordre des commissaires de Louis IX, furent condamnés pour ce fait à l'amende, au Parlement de l'Octave de la Toussaint 1267. (Arch. Haute-Vienne : Evêché, 2440.)

(4) *Olim*, t. I, part. II, 681, 682, 724, etc.
T. XXXIII.

Après le traité de Paris, la forteresse de Châlucaet fut, selon toute apparence, comprise au nombre des châteaux, villes et territoires qui demeurèrent sous la dépendance directe du roi de France. En rendant, en 1259, à Henri III, une partie des provinces confisquées sur Jean-Sans-Terre, le petit-fils de Philippe-Auguste avait formellement excepté de cette restitution les terres de ceux de ses vassaux vis-à-vis desquels ses prédécesseurs ou lui-même avaient pris l'engagement solennel de ne céder ni transférer à personne leurs droits sur eux et leurs possessions (1).

Il ne faut jamais perdre de vue cette clause expresse du traité quand on s'occupe des événements de cette époque. Le monastère de Solignac, de tout temps placé sous la protection spéciale et directe des rois de France, avait, comme l'évêque de Limoges et plusieurs autres seigneurs, obtenu après le traité des lettres formelles d'exception et de sauvegarde. Celles qui concernent l'abbaye et ses dépendances sont données au Parlement de la Pentecôte 1263, et prescrivent au sénéchal envoyé par Louis IX en Limousin, de défendre le monastère contre toute injure et toute usurpation, spécialement de la part du roi d'Angleterre (2).

Il nous a été impossible de retrouver l'acte de vente du Haut-Châlucaet à Gérard de Maulmont et nous n'avons pu découvrir davantage le contrat par lequel l'héritière de la vicomté lui abandonna les droits qu'elle tenait de son père sur le château-bas. Nous avons lieu de croire que l'acquisition fut antérieure à la date de 1272, indiquée par nos chroniques. On trouve, en effet, la trace de certaines dispositions prises au cours des années 1264, 1265 et 1266, par Pierre Bernard, seigneur de Châlucaet et son neveu Hugues de Jaunhac (3), et qui pourraient donner à penser

(1) « Li rois de France donra au Roi d'Engleterre tote la droiture qe li rois de France a e tient en ces trois eveschiez e citez, c'est a dire de Limoges, de Cahors e de Pieregord, en fiez e en demaines, sauf le homage de ses freres... e sauves les choses qe li rois de France ne peut mettre hors de sa main par lettre de lui ou de ses anceisors. » Préliminaires : Paris, 28 mai 1258, et Londres, 13 octobre 1259 (*Trésor des Chartes*, 4416). — De nombreux documents prouvent qu'en réalité une grande partie du territoire de ces trois évêchés se trouva par le fait soustraite à la suzeraineté du roi d'Angleterre.

(2) Archives de la Haute-Vienne, 8507. Voir ci-après appendice, n° 8 bis.

(3) Vente, en mai 1264, à l'abbaye des Allois, du bois et de la terre appelée *lo Deves*, et du bois ayant appartenu à Bernard d'Aureil, paroisse d'Eyjeaux (ms. latin 9193, fol. 693). Engagement, en décembre 1264, à l'abbaye de Solignac, de droits dans la paroisse de Saint-Hilaire-Bonneval. (Arch. de la Haute-Vienne, 3702, etc., etc.)

que la vente de Châlucaet étant sinon effectuée, du moins décidée dès cette époque, les Jaunhac s'occupaient de régler leurs affaires et de vendre les redevances possédées par eux dans les environs. Peut-être même les déclarations faites à la fin de 1260 devant l'évêque et le sénéchal de saint Louis, par les seigneurs de Châlucaet et le monastère de Solignac, n'étaient-elles que les préliminaires de cette vente, déjà arrêtée en principe. Toutefois nous serions disposé à croire plutôt que l'acte en question eut pour but de constater la mouvance féodale du château, afin d'établir qu'étant un fief de l'abbaye de Solignac, il se trouvait compris dans les territoires du diocèse de Limoges expressément exceptés des restitutions faites à Henri III. — Quoiqu'il en soit, nous n'avons pas rencontré d'acte postérieur au mois de janvier 1266 où un membre de la famille des Bernard de Jaunhac soit qualifié de seigneur de Châlucaet. En 1269, un Pierre Bernard, qui pourrait fort bien être l'ancien maître du Haut-Château, habite la Desmarie (par corruption pour l'Adémarie) près Saint-Jean-Ligoure; Pierre et Hugues de Jaunhac sont dits, en 1266, 1267, 1270, chevaliers de Saint-Vitte, et le second est seigneur en partie du bourg de Saint-Vitte à cette dernière date (1). Le dernier seigneur de Châlucaet de la famille de Jaunhac meurt avant le 25 mai 1279 (2). Un acte du fonds des Allois, daté du mois de mars 1301 vieux st. (1302) mentionne Missa, veuve de Pierre Bernard, chevalier de La Porcherie (3). Il n'est pas impossible que ce Pierre Bernard soit le même que notre Pierre Bernard de Châlucaet. Il faudrait admettre dans ce cas que celui-ci aurait été marié à une fille de la maison de La Porcherie, et se serait retiré dans ce château, en vertu des droits qu'il pouvait tenir de sa femme. Le porc ou le sanglier qui figure au sceau de Pierre Bernard, en 1264, viendrait à l'appui de cette conjecture.

On a vu qu'une branche de cette famille se fixa à Foursac, près Benayes; mais la principale demeura au centre de ses anciennes possessions, et les membres de cette dernière portèrent constamment, aux ^{xiv}^e, ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles, le titre de seigneurs d'Eyjeaux (4).

(1) Arch. de la Haute-Vienne, 3506, 3351. 3969, D 1054, D 1080, D 4132; et Nécrologe de Solignac, *passim*.

(2) Appendice, n° 10.

(3) Haute-Vienne; Allois, liasses sans numéro : *Domina Missa, relicta Domini Petri Bernardi, militis defuncti de La Porcharia*.

(4) Saint-Jean-Ligoure, commune du canton de Pierrebuffière (Haute-Vienne); — Saint-Vitte, (autrefois Saint-Vic ou Saint-Victe) commune du canton de Saint-Germain-les-Belles (Haute-Vienne); — Benayes, commune du canton de Lubersac (Corrèze).

Nous avons entendu Pierre Bernard et Hugues de Jaunhac déclarer, en 1260, qu'ils tiennent directement de l'abbé et du monastère de Solignac leurs droits sur Châlucaet. Cette affirmation se trouve contredite, au moins dans une certaine mesure, par un acte du mois de mai 1279, conservé aux Archives de la Haute-Vienne (1). A cette date, Jourdain de Montcocu, chevalier, investit Gérard de Maulmont, dans la personne d'un mandataire, Élie de La Roche, de tous ses droits féodaux sur la quatrième partie du haut-château de Châlucaet — portion pour laquelle feu Pierre Bernard, jadis seigneur du dit château, était tenu, au dire de Jourdain, à l'hommage envers lui. Le même seigneur abandonne tous les immeubles, héritages et redevances qu'il possède dans tout le château, dans le bourg de Châlucaet, dans les faubourgs et les dépendances du château et du bourg, plus tout ce qu'il a ou peut prétendre sur les tènements de La Bosonie, Les Maisons, Ligoure, La Peyre. Ces quatre mas sont précisément au nombre de ceux que P. Bernard et son neveu déclaraient solennellement, dix-neuf ans plus tôt, tenir directement de Solignac. Comme on voit Jourdain faire hommage à l'abbaye de ce même fief, on peut croire qu'il l'avait eu, par héritage, du neveu de Pierre Bernard, Hugues de Jaunhac, dont il était peut-être le gendre, ou le beau-frère. Nous ne saurions expliquer autrement l'intervention de Jourdain de Montcocu dans le règlement des affaires de Châlucaet.

IV

COPOSSESSEURS ET CHEVALIERS DE CHALUCET HAUT ET BAS : LES FRACHET, LES DE MONTS, LES PÉRIGORD, ETC.

Les Frachet sont, après les Jaunhac, la principale famille féodale de Châlucaet, ou, pour mieux dire, la seule dont l'histoire du pays ait conservé le souvenir.

Cette famille a-t-elle pris son nom du lieu de Fraisseix, paroisse d'Eyjeaux, du Frachet de la paroisse de St-Germain, ou du Fraisenias ou Fressenjas mentionné par la chronique de Vigéois? C'est possible. En réalité, tous ces mots semblent avoir la même racine. Dès le ^{xii}^e siècle, l'abbaye a inféodé à une branche de la famille des Frachet certaines juridictions et certaines redevances. Il y a la *baillie de Frachet*, dont les lièves de cette époque font plusieurs fois men-

(1) Voir appendice, pièces nos 10 et 11.

tion (1). Le nom de Gérard est très commun dans cette famille et semble y jouer le même rôle que celui de Bernard parmi les Jaunhac. Ainsi le cartulaire de l'Artige nomme, au ^{xii}^e siècle, Richardis et ses deux fils, Gérard de Frachet et Pierre Gérard (2). Pierre Gérard, chevalier, est dit, en 1230, frère de Gautier de Frachet (3). En 1195, Gérard de Frachet, chanoine de Limoges, a pour frères P. Gérard, Elie et Gautier, et tous les quatre concluent un accord avec le monastère, au sujet de droits acquis ou d'usurpations commises par eux sur les terres dépendant de l'église du Vigen (4). Ils ont leurs sépultures auprès de celles des Jaunhac, dans la vieille abbatale de Solignac (5); ils possèdent, dans le château de cette ville, plusieurs maisons situées tout auprès du dortoir des religieux et de l'habitation des prêtres séculiers (6). Dès le commencement du ^{xiii}^e siècle, des membres de cette famille habitent Châlucet. Le second prieur du couvent des Dominicains de Limoges, Gérard de Frachet, qui présida, le 25 décembre 1241, au transfert de la communauté dans les bâtiments du faubourg Manigne et qui fut un des hommes les plus distingués de son ordre, est désigné par les anciens chroniqueurs comme étant originaire de Châlucet (7). Du reste, plusieurs titres de 1195 à 1280 mentionnent des Frachet témoins à des actes concernant des Jaunhac, et réciproquement : B. de Frachet figure à une donation de 1213 (8). Gautier de Frachet, damoiseau, et Gaucelin de Frachet sont nommés en 1224 (9). Pierre Gérard, chevalier, Gautier, damoiseau, son fils, et Gautier de Frachet, frère de

(1) *Ballia de Frachet* (Arch. Haute-Vienne, 613).

(2) *Richardis, concedentibus filiis suis Geraldo de Frachet et Petro Geraldo* (fol. 57).

(3) *Petrus Geraldus, miles, et Galterus de Frachet, frater dicti Petri Geraldus* (Haute-Vienne : 8336 bis).

(4) *Geraldus de Fracheto...*, *P. Geraldus, Helias et Galterius de Fracheto, fratres* (Arch. Haute-Vienne, 6846).

(5) *Inter tumbras illorum de Frachet* (ms. lat., 9193, Néc. de Solignac, n° 86).

(6) *In domo seu domibus que sunt site apud Sollempniacum, in castro dicti loci, prope dormitorium monasterii, juxta domum presbiterorum seu clericorum Sollempniacensium; que domus fuerunt domini Galerii de Frachet, militis defuncti, et Petri de Frachet, domicelli, quondam filii dicti defuncti* (Arch. Haute-Vienne, 4209 et 3351).

(7) *Geraldus de Frachet, de Castro Luceti* (Bibliothèque Nation. ms. 5486 : *Exordia Fratrum Prædicatorum*, p. 218). Plusieurs documents copiés par Nadaud et Legros mentionnent ce religieux.

(8) Arch. Haute-Vienne, D. 568.

(9) *Galerio de Frachet, domisello... et Gaucelino de Frachet*. (*Ibid.*, Solignac, 6344).

Pierre Gérard, en 1230 (1). Nous avons déjà mentionné plus haut le premier et le troisième. Pierre Gérard, qui est le père du dominicain, et que nous retrouvons en 1241 (2), fait, à diverses dates, avec son fils Gautier, des libéralités à Aureil ; ils obtiennent des religieux, en 1234, leur pardon pour les injustices et les usurpations commises à leur préjudice (3). Pierre Gérard prend l'habit de Saint-Dominique avant de mourir (4). Il est fait mention de Gautier dans un grand nombre de documents (5) des archives de Solignac, des Allois, de Saint-Augustin de Limoges et du Chapitre cathédral. Il mérita d'être surnommé le *prud'homme*, c'est-à-dire le sage et le preux, mourut entre 1259 et 1265, et fut enterré à Solignac. Il eut pour fils Gautier et Elie, qualifiés tous deux en 1265 de damoiseaux de Châluçet (6); Elie vit en 1286 (7). Peut-être est-ce le même qu'Elie de Frachet, chanoine de Saint-Etienne (8). Il paraît y avoir eu deux Gautier de Frachet à qui les documents appliquent indistinctement le surnom de *jeune*. L'un, nous venons de le voir, était fils de Gautier l'aîné, de Gautier dit le *Prud'homme*; l'autre était sans doute le frère de ce dernier. Il est appelé en avril 1260, chevalier de Châluçet, et ses deux fils, Pierre et Gérard, sont nommés avec lui (9). Ce Gautier vit encore en 1271 et porte toujours le titre de chevalier de Châluçet. Peut-être Gérard entre-t-il dans les ordres et est-il le G. de Frachet, prêtre, chanoine de Limoges, dont il est parlé

(1) *Petrus Geraldii, miles, et Galterus, filius ipsius, domicellus, et Galterus de Frachet, miles, frater dicti Petri Geraldii* (Arch. Haute-Vienne, Solignac, 8556 bis).

(2) *Ibid.*, Solignac, 8556 bis.

(3) *P. Geraldus de Frachet, miles, et Gauterius, filius ejus, domicellus... et prior, pro se et monasterio Aureliensi, remisit eidem militi et ejus filio et suis heredibus omnem rancorem, injuriam et odium quod habebant vel habere poterant contra eos* (Arch. Haute-Vienne, D. 782).

(4) *Nobiliaire de la généralité de Limoges*, par Nadaud, publié par l'abbé Lecler, t. II, p. 157.

(5) Entre autres la liasse 2980, qui le nomme à propos d'une cession à l'archiprêtre de La Meyze.

(6) *Galterius de Frachet, senior, miles, ... Helia de Frachet, domisello de Chaslusseto, filio quondam Galterii de Frachet, dicti le Predome... Galterio de Frachet, domisello de Chaslusseto, filio Galterii senioris, dicti le Predom* (Arch. Haute-Vienne, 3351, 4598).

(7) Arch. de la Haute-Vienne, fonds de Solignac, pièces diverses.

(8) Nécrologe de Saint-Etienne, aux Arch. de la Haute-Vienne.

(9) *Galterius de Frachet, junior, miles de Castro Lucii, et Petrus et Geraldus de Frachet, ejus filii* (Arch. dép., Solignac, 6022).

dans deux ou trois documents. Pierre, fils de Gautier (1), après le don de la vicomtesse de Limoges à Maulmont, traita avec le conseiller de Marguerite, et lui céda ses droits sur le Bas-Châlus. Des membres de la famille continuèrent néanmoins d'habiter le bas-château. Elie, en 1330, s'intitule encore damoiseau de Châlus (2). Il y possède deux maisons et y habite avec sa famille. On trouve Michel de Frachet nommé au xiv^e siècle (3). Aux registres de l'abbaye des Allois, on relève, dans d'anciennes listes de religieuses, les noms d'Agnès de Frachet, Marie de Frachet et sa nièce (4).

Les de Mont ou de Monts — ou les appelle indifféremment de Monte ou de Montibus — sont mentionnés dans des actes remontant à la seconde moitié du xi^e siècle. Ce sont des membres de cette famille qui paraissent avoir commencé la construction de l'église de Sainte-Croix de Pierrebuffière, donnée, en 1063, à Solignac par les Gaucelin de Pierrebuffière, Aimeric de Jaunhac, le fils de ce dernier et les trois frères de Monts : Pierre, Gaucelin et Hugues (5). Aux titres de l'abbaye il est souvent question d'un mas des Monts ou du Mont dans la paroisse du Vigen. Peut-être cette famille tirait-elle son origine de ce lieu, pour lequel plusieurs de ses membres rendent hommage aux abbés de Solignac (6). Le cartulaire d'Aureil nous montre Gérard de Monts faisant une libéralité au prieuré à la veille de partir pour Jérusalem (7). Deux nobles hommes du même nom, Pierre et Hugues, sont dits, en 1247 et 1257, chevaliers de Pierrebuffière, et il est

(1) *Petrus de Frachet, filius Galterii de Frachet junioris* (Arch. Haute-Vienne, 7747, 9041, etc.).

(2) Appendice, pièce n° 16.

(3) *Obiit W. Chabot, ad cujus anniversarium debentur v sol. de domo Michaëlis de Frachet* (Arch. Haute-Vienne, Néc. de St-Etienne).

(4) *Maria de Frachet et ejus neptis... Agnes de Frachet*. (Haute-Vienne, Allois, 263). Ces listes, relevées au xvi^e siècle, se trouvent à la fin d'un Nécrologe qu'une note de l'abbé Legros fait remonter à la seconde moitié du xiii^e.

(5) *Petrus del Mont et fratres ejus Gauscelinus et Ugo* (Arch. Haute-Vienne, ms. Estiennot, p. 136 et suiv.).

(6) Il y avait aussi un mas des Monts près de Bujaleuf.

(7) *Geraldus de Monte, volens ire in Jherusalem* (Arch. Haute-Vienne, D. 836). Peut-être y a-t-il identité entre ce Gérard et celui mentionné au fol. 41 du manuscrit latin 48363 de la Bibl. nationale?

parlé de Gancelin, fils du premier (1). Pierre de Monts est chevalier de Châlucaet. Il reconnaît cinq ans plus tard (décembre 1264) tenir de l'abbé de Solignac sa maison du bas-château et tous ses droits au même lieu (2). Mention est faite de la vigne de feu Aimeric de Monts, sise près de Châlucaet et qui appartient alors à Pierre de Monts; son fils Bozon, mentionné dès cette époque avec le titre de damoiseau, est qualifié de chevalier de Châlucaet par le nécrologe du monastère. Il meurt dans son habitation du bas-château et est enterré à Solignac (3). Vers 1282, Hilaire de Monts est dit fils et héritier de feu Pierre (4). En 1286, Marie, veuve d'Hilaire, et ses deux fils, Etienne et Bernard, prêtent hommage à l'abbé pour le domaine bas de Monts (5). Un demi-siècle plus tard, Hugues de Monts, damoiseau, et ses frères, ont encore leur résidence à Châlucaet et y gardent certains droits, comme on le voit par un acte de 1330 (6) : Hugues, à cette époque, s'intitule prévôt du château pour le seigneur de Sully (7). On trouve Almodie, Raymonde, Philippe des Monts au catalogue des religieuses des Allois (8).

La famille qui, après les Jaunhac, a laissé le plus de traces de son séjour à Châlucaet, est incontestablement la famille de Périgord, qui, au xiii^e siècle, possède la moitié du bas-château, peut-être même à une certaine époque, l'a possédé tout entier. Nous ignorons l'origine de cette famille. Peut-être n'était-ce

(1) *Petrus de Montibus, miles de Petrabufferia .. Petrus deu Mon... Hugo de Montibus, miles de Petrabufferia... Petrus... et filius ejus Gancelinus* (Arch. Haute-Vienne, D. 1081, D. 1086, D. 1279).

(2) *Petrus de Montibus, miles de Castro Lucii, recognovit quod illud deverium seu jurisdictio, quod deverium et quam jurisdictionam ipse habet in Castro Lucii inferiori, et domus sua, sita in dicto loco... sunt et movent de feodo et dominio abbatis et conventus* (Arch. Haute-Vienne, fonds de Solignac, divers).

(3) *Petrus de Montibus, miles de Castro Lucii, et Bozo, filius ejus, domicellus... Bozone de Montibus, domisello de Chasluceto... Ann. Bozonis de Montibus, militis de Castro Lucii, qui obiit in domo sua de Castro* (Arch. Haute-Vienne, D. 1081, fonds de Solignac; liasses non inventoriées; nécrologe, n° 264, etc).

(4) *Ilario de Montibus, filio et herede... Petri* (Arch. Haute-Vienne, fonds de Solignac, pièces non inventoriées).

(5) *Ibid.*

(6) *Ibid.*, et 3120.

(7) *Ibid.*

(8) Haute-Vienne, Allois, 263.

qu'une branche des Jaunhac, ou plutôt des Bernard, autrefois transplantée dans une province voisine dont elle avait pris le nom et revenue ensuite en Limousin (1). Peut-être était-elle un rameau de la grande et illustre souche des Lastours; car un Gui de Périgord est dit, en 1102, fils de Hugues de Lastours (2), et à plusieurs dates, notamment en 1246, il est parlé des droits que Gui et Hugues de Périgord, frères, chevaliers (3), possèdent sur le mas de Maslhac, paroisse de Saint-Hilaire-Lastours. Un don fait à Solignac sous le règne de Philippe I et l'épiscopat de Pierre de Bordeaux, est le premier acte, à notre connaissance, révélant l'existence des Périgord (4): il semble être antérieur à la mention de 1102 dont nous venons de parler, et ne saurait être postérieur à 1104. Les divers représentants de cette famille signalés vers cette époque portent le nom de Gui: il n'est pas vraisemblable que les multiples mentions qu'on trouve ayant trait à Gui de Périgord soient toutes relatives au même personnage. On perd de vue quelque temps ces seigneurs pour ne les retrouver qu'en 1195. A cette date, un Gui de Périgord est témoin, avec B. de Jaunhac, à un acte passé entre les Frachet et l'abbaye de Solignac (5). Un manuscrit de la Bibliothèque nationale nomme ce Gui en 1209 et nous apprend qu'il avait épousé une fille d'Elie de Razès (6). Il mourut avant 1231. A cette date ses fils, Gui et Hugues, sont appelés damoiseaux de Châluçet. Le premier est-il le même qu'un chevalier nommé en 1237 dans les titres des archives de Solignac, mort outre-mer, et pour l'anniversaire

(1) Les possessions des Jaunhac à Villac, signalées par le cartulaire d'Aureil, tendraient à confirmer cette opinion. Toutefois ce cartulaire ne donne jamais aux Périgord le nom de Jaunhac, et il écrit parfois *Pairigol*.

(2) *Guido de Petragorico, filius Hugoni (sic) de Turribus* (Arch. de l'hôpital de Limoges, B. 422). Les cartulaires des monastères de notre province mentionnent du reste plusieurs libéralités faites par les Périgord et se rapportant à des droits possédés par eux dans les environs de Lastours.

(3) *Guido et Hugo de Pairiguos, fratres, milites* (Arch. de l'hôpital, B. 422, et Arch. de la Haute-Vienne, fonds de Solignac, liasses non classées).

(4) Manuscrit Estiennot, p. 131.

(5) *Guido de Petragoricis* (Arch. Haute-Vienne, 6846).

(6) *Guido de Perregors* (Bibl. nat., ms. latin 5452). — Ce chevalier est probablement celui qui traite avec les consuls de Limoges pour la protection des bourgeois, en 1223.

duquel le monastère recevait une rente de huit sols (1)? Ce n'est pas impossible.

Le second prit l'habit de Saint-Benoît à Solignac ; il est qualifié de « chevalier et moine » au nécrologe du monastère (2). Tous les deux avaient des droits sur le moulin du Bas-Châlucaet et y percevaient quelques redevances. Un autre Gui de Périgord, damoiseau du bas château, est mentionné au nombre des héritiers de Gérard de Châlucaet, mort vers le milieu du siècle, et reçoit précisément pour sa part de nouvelles rentes sur le même moulin, grevé de cinq sols de rente obituaire pour l'anniversaire de son père ou de son oncle, mort à la Croisade (3). En 1259, il est appelé Gui de Peirigueys, damoiseau (4). Nous avons le testament de ce Gui, qui tenait en fief, du monastère, le mas de Savignac, dans la paroisse de Meilhac, et divers fonds dans celle de Saint-Jean-Ligoure. Dans ce document, daté du mois d'octobre 1264, Gui se dit neveu de Pierre Bernard, seigneur du château haut (5). C'est selon toute vraisemblance ce Gui qu'un acte du mois de décembre suivant mentionne comme décédé, et qui avait fait hommage à l'abbé de Solignac pour le bas château de Châlucaet (6). En 1273, un autre Gui de Périgord prend le titre de coseigneur du Bas-Châlucaet dans des lettres par lesquelles il ratifie un don fait par Pierre Portier, son sergent et son homme (7). Le même, probablement, vend, en 1287, au Célérier de Saint-Augustin-lès-Limoges, certains droits sur des immeubles sis dans la paroisse de Saint-Priest-Ligoure (8). En 1313, Pierre de Périgord

(1) *Guido et Hugo de Peirigors, domiselli de Castro Lucio, filii Guidonis de Peirigors, militis jam defuncti* (Arch. Haute-Vienne, D. 777, D. 778, Sol. 7816, et nécrologe de Solignac, n° 166). Ce sont évidemment les mêmes que ceux mentionnés à la note 3 de la page précédente.

(2) *Anniversarium Hugonis de Peyriguos, militis et monachi Sollempniacensis*. (Nécrologe, n° 120 et 167.)

(3) *An. D. Guidonis de Peyrigos, militis, qui obiit ultra mare : VIII solidos renduales, quos debet Guido de Peyriguos, domicellus, de molendino inferiori de Castro Lucii, quod molendinum fuit Geraldii de Castro Lucii*. (Ibid., n° 86, 166, etc.)

(4) Arch. Haute-Vienne, fonds de Saint-Augustin, liasse 2980.

(5) Arch. Haute-Vienne, liasses non inventoriées du fonds de Solignac et pièce n° 9 de l'appendice.

(6) *Et scit quod Guido de Peyriguos, miles defunctus... fecit olim... homagium litgium pro dominio dicti Castri Lucii inferioris, quod idem miles, dum vivebat, habebat ibidem*. (Arch. Haute-Vienne : Solignac, liasses non numérotées).

(7) *Dominus pro parte Castri inferioris de Chasluceto*. (Ibid.)

(8) Arch. Haute-Vienne, fonds de Saint-Augustin, liasse 5108.

est encore qualifié de « damoiseau de Châluçet (1). » Une borderie de Peyregore est plusieurs fois mentionnée à l'ancienne liève-cartulaire de Solignac, et trois ou quatre titres du XIII^e siècle nomment la « vigne des Périgord (2). Ajoutons que cette famille, comme les Bernard, avait sa maison à Limoges. Plusieurs pièces en font mention : cette habitation était située dans la rue de Beauvoir ou de Beauvais, non loin de l'habitation des de Gain (3).

Parmi les autres nobles à qui divers documents donnent le titre de chevalier ou damoiseau de Châluçet, ou qui paraissent avoir habité la forteresse, il faut mentionner P. de Royère, de Châluçet, qui fait un don au prieuré grandmontain du Châtenet, en 1224 (4). Longtemps auparavant un autre Pierre de Royère avait donné à Solignac une borderie à Chabroas (5), et une fille de Gaucelin de Royère, au XII^e siècle, est mariée à Pierre de Jaunhac (6). En 1279, Gui de Royère, damoiseau de Châluçet, est nommé, à propos de droits fonciers dans la paroisse de Saint-Hilaire-Bonneval (7).

Guillaume Jourdain, parent ou allié du précédent (8), qui prête l'hommage à l'abbé Archambaud II — *al.* III (1263-126..), ou à Archambaud III — *al.* IV (1286-1318), pour sa maison de Soli-

(1) *Petro de Petraguoris, domicello de Chaslhuceto.* (Arch. Haute-Vienne, liasses sans numéros.)

(2) *Bordaria Peiregore* (man. lat. 18363), *vinea de Peyreguos.* (Haute-Vienne, Solignac, divers.)

(3) *In Bello Videre, ante domum W. de Peregorc... domum P. de Perigort, in carreria per quam recte itur de abbacia apud S. Micaelem.* (Arch. Haute-Vienne : Obituaire de Saint-Martial.)

(4) *P. de Roiera de Chasluz.* (Arch. Haute-Vienne : Grandmont, Cartulaire du Châtenet).

(5) Cartulaire d'Aureil, fol. 41 v^o.

(6) Bibl. nat. man. lat. 18363, fol. 24. Pierre de Royère, damoiseau, gendre d'Aymeric Vigier, chevalier, appartient manifestement à cette famille. En 1264, ce Pierre de Royère reconnaît tenir de l'abbaye tout ce qu'il possède dans la ville et le château de Solignac. Il laisse quatre enfants : Boson, clerc ; Elic, Ahélis et Bernard, qui, de concert avec leur mère, Ahélis Vigier, vendent au monastère, en 1287, leur part de la vigerie de Solignac, au prix de 10,000 sols, monnaie de Limoges. (Arch. Haute-Vienne : Solignac, 3970, 4592, etc.) Tiphaine et Agnès de Royère sont religieuses aux Allois.

(7) *Guidone de Roeria, domicello de Castro Lucii.* (Arch. Hte-Vienne, Solignac, 5900).

(8) De plus un titre du fonds de Solignac mentionne, en 1195, W. Jordani, oncle de B. de Royère (liasse 6846).

gnac (1), est certainement de la famille de Guillaume Jourdain nommé, avec les deux Bernard de Jaunbac, dans une charte de 1199 (2), et doit être le même que Guillaume Jourdain, qualifié, dans plusieurs actes, de chevalier de Châlucaet (3). A la même famille appartiennent, sans nul doute, Jourdain de Montcocu, qui se dit, en 1279, seigneur pour un quart du Haut-Châlucaet et en possession de l'hommage de Pierre Bernard pour ce quart (4), et Guillaume de Jourdain, chevalier de Jourgnac, et Olivier de Jourdain, qui vivent en 1366 (5).

Le titre de chevalier ou damoiseau de Châlucaet est donné à Hugues et Foucher de La Brosse ou de La Brousse, fils d'Aymeric, lesquels, en 1272, se reconnaissent les hommes-liges de l'abbé pour un mas qu'ils possèdent aux environs du Vigen, et dont le premier est enterré à Solignac (6), — à Pierre Amblard, qu'on trouve nommé en 1277 et 1287 et que le nécrologe du monastère désigne comme un des héritiers de Gérauld de Châlucaet (7), — à Foulques de Châlucaet, qui, vers 1340, après la mort d'Aymeric de Montcocu, réclame une rente de 30 livres due à sa femme, pour sa dot (8); — à Elie Vigier, membre, semble-t-il, de la grande famille des Vigier de Noblat-Saint-Léonard et de Saint-Paul, allié aux Royère, et qui, en mars 1236, fait une aumône aux Allois (9); — à Guillaume Narbonne et son

(1) Appendice, pièce n° 44.

(2) Arch. Haute-Vienne, Solignac, 8623.

(3) *Guillelmus Jordani de Chaslucet, miles*. (Bibl. nationale, Coll. Gaignières, t. 186, p. 130.) *Homagium litgium Guillelmi Jordani, militis de Castro Lucii*. (Arch. Haute-Vienne, Solignac, liasses sans numéro).

(4) Appendice, pièce n° 10.

(5) *Guillermo de Jordano, milite de Jornhaco.... Oliverio de Jordano*. (Arch. Haute-Vienne, 6995.)

(6) *Hugone et Foscherio de Brucia, domisellis de Castro Lucii* (Haute-Vienne, Solignac, 6995 et liasses sans numéro); *Hugonis La Brossa, militis de Castro Lucii*. (Nécrologe de Solignac, n°s 120 et 167). Deux filles de cette maison — *Alaïs* et *Marguarita La Brosso* — figurent sur les listes déjà mentionnées des religieuses des Allois.

(7) *Petrus Amblardi, miles de castro de Castro Lucii*. (Coll. Gaignières, t. 186, p. 132.) *Petrus Amblardi, miles*. (Nécrologe, n° 86.)

(8) *Fulco de Castro Lucii, miles*. (Arch. Haute-Vienne, pièces concernant la vicairie des Marteau.)

(9) *Helias Vigerii, domisellus de Chasluz* (Haute-Vienne, Allois, 7324). En 1256, Almodie Vigier est l'épouse de Faydit de Royère, damoiseau (*ibid.*), Alaïs Vigier est religieuse aux Allois, au xv^e et xvi^e siècle. En 1265, Pierre de Royère est gendre de feu Aymeric Vigier, chevalier (Solignac, 4597). C'est de cette famille que le Bostviger, près Saint-Paul-d'Eyjeaux, tient son nom.

frère Pierre, qu'on trouve en 1367, et dont deux localités voisines : Narbonneix et Narbonneau, conservent le nom (1). Ajoutons à cette liste Pierre de Laver, écuyer de Châluçet, nommé en 1282 (2).

On trouve aussi, dans les archives de nos monastères et de nos hôpitaux, le nom de quelques autres habitants nobles ou non nobles de Châluçet, d'Etienne Manha par exemple, qui, en 1232, fit un don à l'hôpital Saint-Gérald (3).

V

LES PROCÈS DE GÉRALD DE MAULMONT. — CHALUCET CÉDÉ AU ROI. —
IL EST DONNÉ AUX SULLY. — COMMENCEMENT DE LA GUERRE DE
CENT ANS.

Le nouveau seigneur de Châluçet, Gérald de Maulmont, n'était pas le premier venu. Chanoine et archidiaque de Limoges, conseiller du roi de France, chanoine de Lyon, chapelain du Pape, il fut, nous l'avons dit, le véritable gouverneur de la vicomté après la mort de Gui VI, et joua un rôle considérable au cours des événements qui agitèrent la province de 1263 à 1280. On le voit plus tard tuteur des enfants du vicomte de Thiers (4). Il fit bâtir, dans la Cité de Limoges, tout auprès du palais de l'évêque, une « forte tour carrée (5) » que Raynaud de La Porte, peu soucieux d'un tel voisinage, s'empressa d'acheter aux héritiers du remuant chanoine. Devenu seigneur de la forteresse élevée au confluent de la Briance et de la Ligoure, Gérald voulut affirmer les droits qu'il tenait des anciens possesseurs du château; peut-être même chercha-t-il à en faire revivre que ceux-ci avaient laissé sommeiller. Il se heurta d'abord aux prétentions rivales de l'évêque et du chapitre de Saint-Etienne; mais, homme d'église lui-même, il s'effraya moins que les hommes d'épée, ses prédécesseurs, d'un conflit avec la gent ecclésiastique. Se proclamant justicier à tous degrés de la paroisse de Boisseuil, il fit planter auprès du bourg

(1) *Petro de Narbona de Chalucet et filii suis*. (Néc. de St-Etienne de Limoges.) *Petrus Narbona, domicellus de Castro Luceto*. (Gaignières, t. 186, p. 188, et Haute-Vienne : Solignac, liasse sans numéro.)

(2) Arch. Haute-Vienne, liasse 6654.

(3) Arch. Haute-Vienne, liasse 7270.

(4) BALUZE, *Hist. de la maison d'Auvergne*, t. I, p. 32 et suiv.

(5) *Annales manuscrites*, p. 205, 206.

des fourches patibulaires et y fit pendre un criminel (1). Le chapitre cathédral, qui devait précisément à la famille de Jaunhac la plupart de ses possessions dans ces parages, protesta et invoqua l'état de choses existant depuis longtemps. On en vint à un accommodement : Gérard se décida, en 1274 ou 1275, — 1287 seulement, d'après le P. de Saint-Amable (2), — à renoncer à ses prétendus droits (3). — Peu après, ce fut avec l'évêque Gérard de Malemort que le conseiller de la vicomtesse Marguerite eut des contestations. L'un et l'autre revendiquaient la justice dans l'étendue de la paroisse de Feytiat. Un procès s'engagea devant le Parlement : on l'y trouve pendant en 1283. Après un compromis intervenu pour une année entre les parties, deux arbitres furent nommés; leur sentence reconnut les droits de l'évêque, et le seigneur de Châlusset y acquiesça (4). — L'abbé de Solignac eut son tour. Nous avons vu que Gérard avait consenti à lui faire hommage pour le Haut-Château; mais avait refusé pour le Bas-Château, qu'il tenait, en partie du moins, de Marguerite et de Marie de Limoges, et sur lequel il déniait tout droit au monastère. Le conflit s'aggrava d'un différend particulier concernant la limite de la juridiction respective de Maulmont et de l'abbé dans le bourg du Vigen. La route de Limoges séparait-elle les deux territoires? Telle était la question. Un procès fut engagé et il aboutit, soit du vivant de Gérard, soit peu après sa mort, au sequestre de la justice en litige, qui fut mise à la main du roi (5).

En 1284, Maulmont cessa de faire partie du conseil de Philippe III. Ses méfaits l'en auraient fait chasser, s'il faut en croire nos chroniques (6). Nous doutons fort que sa conduite en

(1) *Annales manuscrites*, p. 206.

(2) *Hist. de Saint-Martial*, t. III : *Annales du Limousin*, p. 596.

(3) Arch. de la Haute-Vienne : registres de l'évêché, *passim*.

(4) *Olim*, t. II, p. 833, etc. Les registres de l'évêché mentionnent ce compromis : *Littera compromissi facti inter magistrum G. de Malo monte, dominum de Chalusseto, super jurisdictione et justicia alta et bassa burgi et parrochie de Festiaco*, etc. (Reg. o Domina, fol. 41, v^o; *Te hodie* fol. 3, etc.)

(5) ... *Cum propter debitum olim motum inter religiosos viros abbatem et conventum Sollempniacenses et dominum de Chasluceto, jurisdictio burgi de Vicano et nonnullorum mansorum dicti loci ad manum nostram, tanquam superioris, posita fuerit*. (Arch. Haute-Vienne, fonds de Solignac, pièces non inventoriées.)

(6) *Fuit G. de Malomonte ejectus de consilio Regis, meritis suis exigentibus*. (*Chr. de Saint-Martial*, p. 128.)

Limousin ait été pour quelque chose dans une disgrâce qui dut avoir des causes d'un autre ordre. Nous ne les rechercherons pas ici.

On a vu que les services de Gérard de Maulmont avaient été récompensés, en 1280, par le don de Châlus et de Courbefy. Là encore sa prise de possession et l'exercice de ses droits de justicier rencontrèrent des difficultés. Il y eut même un conflit à main armée au sujet de la juridiction d'Oradour-sur-Vayres, entre les gens du nouveau seigneur et ceux du vicomte de Rochechouart (1). A la suite de plusieurs procès avec ses voisins, notamment avec le chapitre de Saint-Yrieix, l'ancien affidé de la vicomtesse Marguerite crut devoir s'adresser au Parlement pour réclamer des donateurs eux-mêmes, Arthur de Bretagne et Marie de Limoges, ce qu'il assurait manquer dans les dépendances de son château de Châlus qui lui avaient été livrées (2) : réclamation qui semble, au premier abord, un peu singulière après la libéralité dont Gérard avait été l'objet, mais qu'expliquent et justifient les usages féodaux : dans cette organisation où tous les échelons successifs de la société étaient étroitement solidaires les uns des autres, il n'y avait à l'origine aucun droit qui ne fût corrélatif d'un devoir. Gérard se voyait sommé de remplir des obligations se rapportant à des terres dont il n'avait pas été mis en possession par la vicomtesse et son mari. De là le procès. Marie étant morte, le Parlement décida, en 1291, que l'examen de l'affaire serait remis à l'époque de la majorité de ses enfants. Deux ans après, un arrêt du Parlement (Toussaint 1293), condamnait Arthur de Bretagne à ressaisir Gérard des châteaux dont il l'avait dépouillé, malgré l'*asseurement* donné par lui, à l'ancien conseiller de Marguerite, devant Pierre de Blanosc, sénéchal du Poitou et du Limousin. Nous ignorons à quels faits se rapporte cet arrêt ; ils devaient offrir une certaine gravité, puisque les officiers vicomtaux avaient maltraité des sergents du roi, requis sans doute par Gérard de Maulmont pour protéger ses droits. On ne voit pas, toutefois, que cette affaire ait eu de suites.

Gérard de Maulmont, qui avait, le 28 août 1285, donné dans son château l'hospitalité à Simon de Beaulieu, archevêque de Bourges (3), mourut une douzaine d'années plus tard — en 1299,

(1) *Annales manuscrites*, p. 219, 220. ; *Chr. de Saint-Martial*, p. 277.

(2) *Super hiis que dicto magistro Geraudo complende deficiunt in pertinenciis Castri Lucii as Chabrols*. (*Olim*, t. I, p. II, p. 322). Cette dénomination de Châlus aux Chabrols mérite d'être notée.

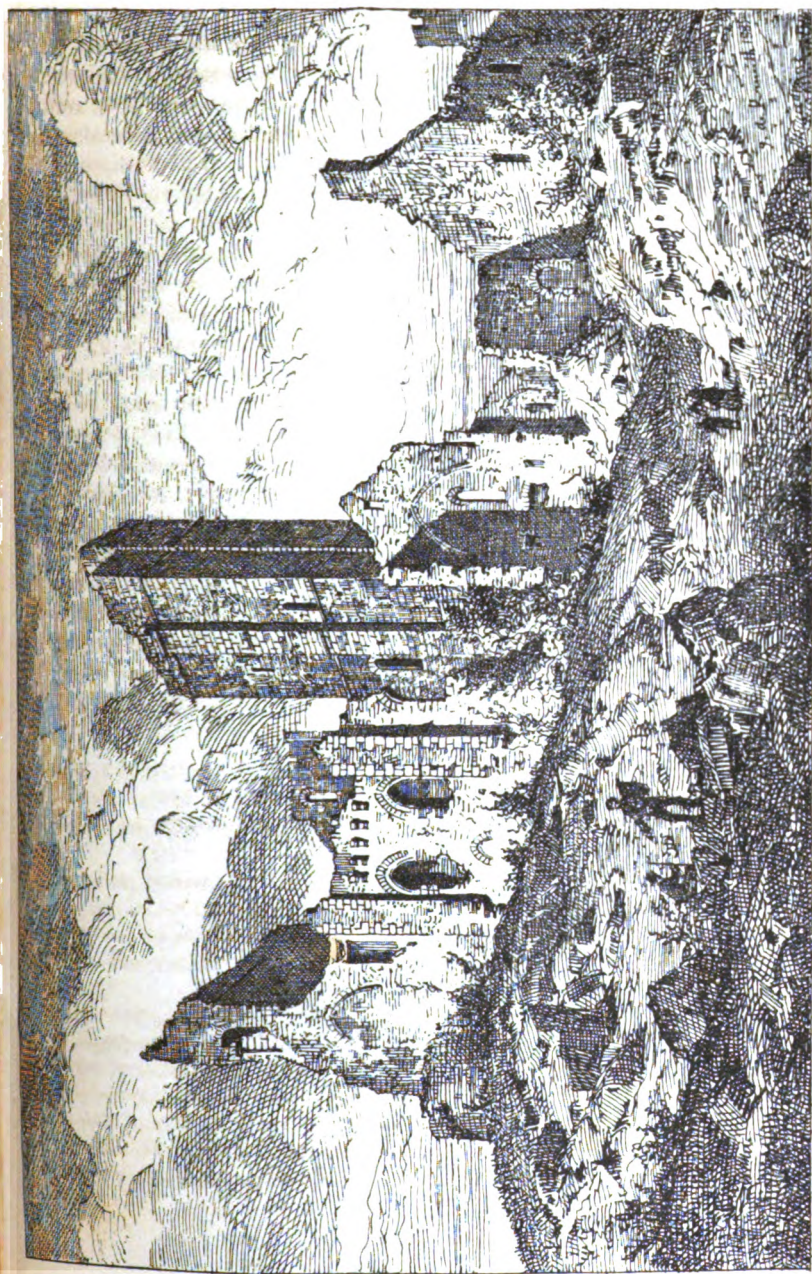
(3) *Exinde (de Solignac) venit apud Calucium, castrum magistri Geraldî de Malomonte et fuit ibidem ad invitationem dicti magistri ex gratia* (BALUZE, *Miscellanées*, édition de 1764, t. I, p. 286).

d'après Bernard Gui; en 1298, suivant d'autres chroniqueurs — à Châlus (1), peu aimé du clergé, détesté des bourgeois. Sa grande fortune passa à ses neveux, Guillaume et Pierre de Maulmont, fils d'Adémar. Ceux-ci, malgré les liens de famille qui les attachaient au pays, ne se soucièrent pas de conserver les possessions provenant des libéralités des vicomtes de Limoges. Ils vendirent à Raynaud de La Porte la tour que leur oncle avait fait construire dans la Cité, ainsi que divers droits et possessions; ils entrèrent aussi en arrangements avec le roi Philippe IV, qui, à ce moment même, travaillait à augmenter en Limousin l'influence et l'action directe de la couronne, en concluant avec un certain nombre de seigneurs ecclésiastiques, notamment avec l'évêque de Limoges et le chapitre de Saint-Yrieix, des traités de pariage. Les héritiers de Gérard de Maulmont cédèrent, en 1306, au roi toutes les terres, les domaines et les châteaux qu'ils avaient dans les diocèses de Limoges et de Périgord et qui faisaient partie de la succession de l'ancien conseiller de Marguerite (2). Cette cession devint définitive en 1313. Pierre et Guillaume de Maulmont abandonnaient à l'acquéreur « le château de Bourdeilles en Périgord, le fort d'Aixe, les châteaux du Haut et Bas-Châlus en Limousin; plus, tous les droits et possessions des vendeurs dans le bourg de Saint-Pardoux-la-Rivière, à Courbefy, aux Haut et Bas-Châlus et à Bré, y compris les forêts et les hommages ». Ils recevaient en échange les châteaux et châtellenies de Tournœl près de Riom, et de Châteauneuf en Auvergne, plus Château-Guyon et Cébazat, avec la haute et basse justice, les hommages et les bois en dépendant (3). Gérard de Maulmont,

(1) *Obiit in Castro Luceti, anno Domini 1299* (*Historiens de France*, t. XXI, p. 750). D'autres historiens le font mourir à Châlus (*Annales manuscrites*, p. 222, et *Chronique de Saint-Martial*, copiée par Estiennot, ms. latin 12763, p. 236).

(2) *Totam terram et hereditatem et omnia castra quam et que habent ex parte magistri Geraldii de Malomonte, quondam patris sui defuncti, in civitatibus et diocesis Lemovicensi et Petragoricensi* (ms. latin 41019, fol. 277). Nos *Annales manuscrites* donnent comme date, à ces conventions, 1307 au lieu de 1306 (p. 224).

(3) *Castra de Burdelia, Petragoricensis, et de Chalucio Chabrol superius et inferius, et quicquid habent in villa de Sancto Pardulpho, et Curvisinio, de Chasluceto superius et inferius (sic), de Breno, et fortalicium de Azia, Lemovicensis diocesum, cum forestis, homagiis, juribus omnibus... Castra nostra et castellanias de Castro Novo in Arvernica, de Tornolio, necnon castrum Guidonis et Cabazaci, cum alta et bassa justicia, homagiis, nemoribus* (Bibliothèque nationale, Armoires



LE HAUT CHÂLET (côté sud-est)

avait laissé des possessions assez considérables en Auvergne, notamment dans la vicomté de Thiers. — L'acte est du mois de février. Six ans auparavant, le chapitre de Saint-Yrieix, en traitant avec Philippe IV au sujet du pariage de cette ville, lui avait transporté tous ses droits sur Courbefy, Bré et le Haut et Bas-Châlus : certains de ces droits avaient fait l'objet d'un procès entre les chanoines et Maulmont.

Un juge spécial, que mentionnent plusieurs titres de 1314, 1315 et 1316 (1), paraît avoir été le seul officier que la couronne ait préposé à ses nouvelles acquisitions. Il résulte toutefois d'un précieux document copié par Baluze, qu'en 1317 il y avait un châtelain et une garnison entretenus par le roi à Châlus et qu'on fit cette année là des réparations au château-haut et au château-bas, pour les mettre en état de défense (2) ; mais les successeurs de Philippe IV ne continuèrent pas l'œuvre que ce monarque avait entreprise : des forteresses vendues par les Maulmont, et dont la possession eût été si précieuse au moment de la reprise de la lutte avec les rois d'Angleterre, aucune ne fut conservée. Philippe V, au mois d'octobre 1317, donna le Haut et le Bas-Châlus, le Haut et le Bas-Châlus, Bré, Courbefy et leurs dépendances, à Henri de Sully, bouteiller de France, pour prix du rachat d'une rente viagère de deux mille livres tournoises qui avaient été précédemment assignées à ce seigneur sur le château de Lunel et sur certaines localités, sises en Auvergne. Cette libéralité fut confirmée, avec d'autres dons faits à la même famille,

de Baluze, Arm. 1, t. XVIII, fol. 21). « En eschange le roy leur donna Tonny-Boutonne ». (*Annales*, p. 224). Tonny-Boutonne est-il mis pour Chef-Boutonne, par une mauvaise traduction de *Cabazacum*? — Il paraît évident qu'il s'agit ici de Tournœl, près Riom ; — de Châteauneuf, canton de Mauzat ; — de Chatelguyon, canton de Riom, — et de Cébazat, canton de Clermont-Ferrand.

(1) *Judex castrorum et terrarum illorum de Malomonte*. Les juges des Sully portent le même titre : en 1330, Philippe d'Aunai ; en 1368, Pierre Roger sont dits « juges de la terre qui a jadis appartenu aux Maulmont ». Pierre Roger est en outre garde du sceau du seigneur de Sully, dans toutes ses possessions du Limousin ; on trouve, en 1330, Geoffroi Lenfan, châtelain du château de Châlus — *Castellano de Castro Lucet* — pour le sire de Sully. (Arch. Haute-Vienne, D. 258, 259, et Solignac, 3120). — En 1473, Martial d'Auvergne est encore dit « *senescallus totius terre que condam fuit illorum de Malomonte*. » (*Ibid.*, 3190, et hôpital de Limoges).

(2) Pièce n° 12 de l'appendice.

par lettres du mois de février 1320, v. st. — 1321 — (1). Le roi se réserva toutefois l'hommage et la haute juridiction. — Henri IV de Sully était un des principaux représentants de la féodalité. Il fut, en 1321, un des exécuteurs testamentaires du roi, et remplit la charge importante de gouverneur de la Navarre, de 1329 à 1334. Ordre fut donné au sénéchal du Poitou de mettre ce seigneur en possession de ses châteaux : ce qui fut fait à très bref délai (2), puisque dès le 16 novembre 1317, le nouveau propriétaire recevait l'hommage d'Aymeric du Mas, de Foucher de Saint-Hilaire, de Guillaume Radulphe, d'Othon de Bré, de Gérard de Jaunhac, de Bernard La Melle (?), de Jean Vigier, de Jean de Bonneval, d'Adémar Lespinat, de Denise de Leymarie, veuve de Gui Adémar, et de plusieurs autres possesseurs de fiefs relevant des

(1) Arch. nationales, *Trésor des Chartes*, JJ. 60, n° 63. Pièces n°s 13 et 14 de l'appendice.

(2) Celui-ci en prit possession par procureur, comme nous l'apprend un intéressant article de l'*Inventaire des Titres de Pompadour*, ms. in-4° de 580 pages, du cabinet de M. Joseph Brunet, ancien ministre, et que celui-ci a bien voulu nous communiquer. Ce passage nous a paru assez curieux pour être reproduit ici :

— « Inventaire des titres produits par les seigneurs de Pompadour pour prouver qu'ils ont droit d'exiger foi et hommage des nobles qui tiennent fiefs et héritages dans l'étendue de la baronnie de Bré. Le premier article de cet inventaire est remarquable et bien propre à faire évanouir l'illusion dans laquelle est le Chapitre de Saint-Yrieix en prétendant qu'il a donné à Philippe-le-Bel les terres et seigneuries de Châlus-Chabrol, Châluçet, Courbouffi et Bré : voici l'article mot à mot :

« Et premièrement, un double d'instrument daté de l'an 1317, signé par » un notaire nommé Martin Drapier, notaire royal, autorisé par Aimeri » Fricon, garde du scel authentique au baillage de Limoges, (Laron, peut-être) » contenant comme, par le commandement de Philippe- » le-Bel, roi de France et de Navarre, le senechal du Limousin et du » Poitou a ce commis, comme il appert par les lettres dans le dit ins- » trument insérées, mit en possession et saisine l'abbé de Saint-Sulpice- » de-Bourges et Messire Heble de Ventadour, chevalier, procureurs de » noble et puissant seigneur de Soulli, grand Bouteiller de France, des » terres et seigneuries de Châlus-Chabrol, Châluçet, Courbouffi et Bré en » Limousin, lesquelles avoient été permutées avec sa seigneurie de » Limeuil. La possession desquelles places fut baillée réellement et de » fait aux dits procureurs etc. (en papier) ». — Liasse 3^e, *Hommages*, cote 17.

N'en déplaise à l'auteur de cet Inventaire, le Chapitre de Saint-Yrieix avait bien réellement possédé des droits, non sur Châluçet, mais sur Châlus Haut et Bas, Bré et Courbefy : la cession de ces droits à la couronne avait fait l'objet de conventions spéciales entre les chanoines et Philippe IV.

domaines que la couronne venait de lui abandonner (1). Ses successeurs ayant cherché à renouveler les prétentions de Gérard de Maulmont, eurent plusieurs procès malheureux, entre autres au sujet de la justice d'Aureil et de Marboau (Bost-las-Monjas), avec le chapitre de Saint-Etienne de Limoges (2).

Nous avons dit que Châlucaet, Châlus et Aixe avaient été vendus au roi de France par deux des neveux de Gérard de Maulmont : Pierre et Guillaume, fils d'Adémar, son frère. Ce dernier avait eu un troisième fils, Elie, dont la fille, Aguès, mariée en premières noces avec Guillaume IV, vicomte de Thiers, épousa, après la mort de ce seigneur, Guillaume Guenant, chevalier, sieur des Bordes et du Blanc, en Berri. Guillaume Guenant et sa femme se prétendirent frustrés des droits qui revenaient à Elie de Maulmont dans la succession de Gérard, et ils s'adressèrent au Parlement le 27 mars 1323 pour réclamer le quart de toutes les possessions du fameux chanoine, des châteaux vendus au roi notamment : Châlucaet, Châlus, Château-Chervix (?), Courbefy et Bré (3). Leurs revendications ne paraissent pas avoir abouti.

Sauf l'abbé de Solignac et ses religieux, nul ne songeait plus aux droits du monastère sur Châlucaet. L'abbé venait de traverser une période des plus difficiles. Il avait eu, avec le doyen du chapitre de Saint-Yrieix, de longs démêlés qui avaient amené, en 1304, le séquestre par les officiers royaux de la justice d'une partie de la paroisse du Vigen. On a vu que la juridiction du bourg et de plusieurs localités de la même paroisse était déjà sous la main du roi. Les différends entre le couvent et les habitants de la ville de Solignac étaient incessants. Néanmoins, en 1305,

(1) Fonds Bosvieux aux Arch. de la Haute-Vienne : copies faites aux Arch. des Basses-Pyrénées.

(2) *Domina Margarita de Borbonio, tutrix liberorum suorum, heredum defuncti Domini de Suliaco et terre de Malomonte et de Chasluceto, pretendebat justiciam apud Aurelium et Marbotin; sed causa cecidit et vicit capitulum* (coll. Gaignières, t. 186, p. 154).

(3) Arch. Haute-Vienne, 3090. Le roi ou plutôt Henri de Sully, sous son nom, revendiquèrent certains droits ou fiefs accessoires, qu'ils prétendaient mouvoir de Châlus et de Courbefy. Le conflit au sujet de la justice d'Oradour, assoupi en 1291, se réveilla. Le roi ou les Sully, prétendaient que la moitié de cette justice leur appartenait comme « ayant-cause de Gérard de Maulmont, neveu d'Ebles, seigneur de Châlus ». Le Parlement décida, en 1322, que cette justice devait être adjugée au vicomte de Rochechouart. — BOUTARIC : *Actes du Parlement*, t. II, p. 574; NADAUD : *Nobiliaire de la Généralité de Limoges*, publié par l'abbé Lecler, t. III, p. 208, 209.

l'abbé Archambaud III avait obtenu que les bourgeois lui rendissent hommage et lui prêtassent le serment de fidélité, devant le lieutenant d'Aymeric Frichon, garde scel au bailliage royal de Laron (1). L'abbé, tranquille de ce côté, se préparait sans doute à reprendre le procès jadis commencé entre lui et les maîtres de la forteresse, lorsque ceux-ci crurent devoir le prévenir. Peu de temps après leur prise de possession, les seigneurs de Sully obtinrent du roi qu'un ajournement serait donné à l'abbaye pour faire vider le débat. Le premier vendredi après la nativité de la Vierge, 1321, Colin Prévôt, sergent royal de Limoges, signifia cet ajournement à l'abbé de Solignac, devant le portail de l'abbaye de la Règle. L'affaire toutefois traîna en longueur. L'abbé réussit, en 1325 ou 1326, à obtenir de Charles IV des lettres adressées au sénéchal du Limousin et de la Marche, Hugues de Pouvreau — *Pulverelli* — et reconnaissant explicitement les droits de l'abbaye, au moins en ce qui a trait au château-haut de Châluçet. Hugues de Pouvreau s'empessa d'envoyer sur les lieux deux sergents royaux, Guillaume Paparet (*al.* Preparet), et Colin Prévôt, chargés d'assurer l'exercice libre et intégral de ces droits. Le seigneur de Sully protesta aussitôt contre cette violation des siens. Son procureur se présenta, le 20 juin 1326, à l'audience du sénéchal, affirma que Henri de Sully tenait le château-haut et le château-bas, ainsi que la châellenie de Châluçet, en fief direct du roi de France, à qui seul il devait l'hommage et le serment; que les terres ayant appartenu aux Maulmont et lui appartenant aux termes de la donation de Philippe V étaient sous la sauvegarde spéciale de la couronne et que les ordres de Hugues allaient à l'encontre de la volonté du roi et des intérêts de son fief. Il demandait, en conséquence, que ces ordres fussent révoqués. Le sénéchal se contenta d'en suspendre l'exécution et ajourna le seigneur de Châluçet et l'abbé de Solignac à l'audience du troisième jour après la fête de Sainte-Marie-Madeleine de la même année (2).

Nous ne connaissons qu'imparfaitement les incidents de cette cause; nous savons toutefois que Colin Prévôt et Guillaume Paparet demeurèrent dans le pays. On les voit on plusieurs occasions, proclamer et faire respecter les droits et privilèges du monastère. Il faut donc penser que la victoire du seigneur de Sully sur l'abbé ne fut pas complète. La querelle, au reste, dura longtemps et fut signalée par un certain nombre d'épisodes ana-

(1) Arch. Haute-Vienne, fonds de Solignac, pièces non inventoriées.

(2) Pièce n° 13 de l'appendice.

logues à celui dont nous trouvons le récit dans un rouleau de parchemin de plus de deux mètres de longueur, conservé aux Archives départementales. La scène se passe au bourg du Vigen, devant le grand portail de l'église, en 1330. Colin Prévôt est là ; Paparet aussi ; un troisième sergent, Etienne La Peyre, y arrive avec Hugues de Monts, damoiseau, se disant prévôt des seigneurs de Sully à Châlucaet et à Solignac (1). Celui-ci vient pour faire vendre, en vertu des droits de banvin que réclament les deux parties, la récolte des vignes de son seigneur. Le procureur du monastère s'y oppose et requiert les sergents royaux de défendre les prérogatives de l'abbaye et de la maintenir dans ses droits. Hugues de Monts, à son tour, les somme de ne pas s'opposer à l'exercice des privilèges de son maître, vassal du roi, et passant outre aux observations qui lui sont faites, il s'avance sur la place du bourg. Un écuyer du seigneur de Sully, qui mène par la bride une bête de somme chargée de deux barils de vin, marche derrière lui, escorté d'une troupe de gens de Châlucaet, armés de lances, de javelines, d'épées, de dagues et d'autres armes « prohibées ». On pénètre de force dans la maison de la nommée Almodie Petitaud, et là, malgré ses cris et ses protestations, auxquelles le procureur du monastère mêle les siennes, on met en vente le vin du seigneur de Châlucaet (2).

Le procès entre les Sully et l'abbaye de Solignac paraît avoir été terminé par une transaction. Une sorte de memorandum relatif à cette affaire et dont la partie inférieure à malheureusement été lacérée, le donne à entendre. « Il a été dit, écrit l'auteur de cette note, que nous remettrions au roi, notre seigneur, l'hommage qui nous est dû pour Châlucaet et que nous lui transférerions tous les droits que nous avons à cet hommage avec toute notre juridiction sur les lieux dont la justice fait l'objet du différend, notamment sur le château, mais sauf sur la partie du bourg du Vigen en question. Par contre, le roi nous mettrait

(1) *Et asserebat se esse prepositum pro domino de Seuliaco apud Castrum Luceti et apud Solempniacum* (Arch. Haute-Vienne, liasse 3190).

(2) *Venerunt ad plateam dicti burgi incontinenter dictus Colinus Prepositi, Stephanus La Peyra, seroientes regii, ac Hugo de Montibus, una cum Geraldo Bajuli, seroiente, ut dicebatur, domini de Seuliaco ; qui quidem Geraldus Bajuli duxit quoddam aminor honeratum de duobus bairilis plenis vino, una cum turba cohadunata plurium habitantium castri de Castro Luceti, armatorum lanceis, jaculis, ensibus, gladiis et aliis armis prohibitis : que turba cohadunata ducendo dictum animal, vino, ut dicitur, honeratum, per vim et violenciam intraverunt*

en pleine possession de la justice de cette partie dudit bourg, et nous ferait transfert et abandon de tous les droits qu'il peut y avoir. » (1).

Telles furent, et telles devaient être les bases de l'accommodement. C'était au fond avec le roi, non avec son ayant-droit, le seigneur de Sully, qu'on avait à traiter. Au ^{xiv}^e siècle le temps était passé où un petit seigneur ecclésiastique, comme l'abbé de Solignac, pouvait stipuler d'égal à égal avec la royauté. Philippe IV avait omis de faire intervenir le monastère, suzerain direct de Châluset, au contrat d'échange entre la couronne et les héritiers de Maulmont, pour obtenir de lui l'abandon de ses droits féodaux ; mais il n'était guère admissible qu'après la cession faite au roi, le domaine foncier de l'abbaye subsistât. Tout au plus celle-ci pouvait-elle demander une indemnité. On voit qu'elle ne l'obtint même pas ; car la justice qui lui fut remise lui appartenait depuis longtemps.

Quoiqu'il en fut, l'arrangement qui intervint laissait les religieux exposés à tous les inconvénients résultant du voisinage d'une forteresse qu'aucun lien féodal ne rattachait à l'abbaye. Les châteaux, à cette époque, étaient plutôt un danger qu'une défense. La guerre de Cent Ans venait de commencer. Bien que le Haut-Limousin ne ressentît pas encore le contre-coup des hostilités ouvertes en Picardie, en Normandie et en Artois, il y régnait une certaine inquiétude. La sécurité n'était pas complète dans la contrée. Une bande de malfaiteurs, renouvelant les exploits des routiers, avait pu s'établir à Combourn et y tenir, à ce qu'il semble, assez longtemps (2). Bientôt le théâtre de la lutte se rapprocha. On se battit en Guyenne et une partie du Périgord fut dévastée. Les bourgeois du Château de Limoges, qui depuis 1292

domum quam inhabitat Almodia Petitauda, preter et contra ejus voluntatem, dicta Almodia clamante semper et dicente : « Certe vos non intrabitis, » etc. (Arch. Haute-Vienne, 3120).

(1) ... *Tractatum fuit quod nos eidem domino Regi remitteremus homagium supradictum et transferremus in eum homagium nostrum predictum et nichilominus totam jurisdictionem et justiciam quam habebamus in dictis locis contenciosis et presertim in dicto castro de Chaluseto... excepta jurisdictione quam habemus in dicta parte dicti burgi de Vicano... et quod pro premissis, in recompensacionem eorum, dictus dominus nobis quitteret et remitteret jurisdictionem et justiciam et totum jus, si quod vel quam habebat, in dicta parte contenciosa burgi de Vicano (Arch. Haute-Vienne, fonds de Solignac, liasses non inventoriées).*

(2) *Annales manuscrites*, p. 230.

paraît être resté aux mains du roi de France, malgré les restitutions de 1303, envoyèrent au comte de l'Isle Jourdain, gouverneur de la province pour Philippe VI, « quatre gros engins » avec lesquels il battit vigoureusement les murailles de la petite place d'Auberoche (1). Les Anglais délivrèrent les assiégés. Le Limousin dut se préparer à son tour à prendre part à la lutte. Les villes et les châteaux remirent en état leurs fortifications, qu'une longue paix avait depuis cent ans rendues inutiles. Philippe VI autorisa, en 1345, la levée d'une aide pour la réparation des remparts du Château de Limoges, et de plusieurs autres villes ou bourgs. Ce fut l'occasion de quelques conflits entre les seigneurs et les monastères ou les églises, qui, même dans ces temps critiques, n'entendaient pas renoncer à leurs privilèges. Solignac réussit, au plus fort de la lutte en Guyenne, à faire reconnaître les siens par le prince Jean, lieutenant général de son père, et à obtenir qu'il fût défendu aux maîtres des châteaux voisins d'exiger « tailles, guet, manobres et autres servitutes » des vassaux de l'abbaye (2). Ces inhibitions s'adressaient probablement d'une façon toute spéciale au seigneur de Châluset ; elles ne servirent pas à grand chose. Solignac possédait des foires assez importantes, et il s'y tenait chaque samedi un marché pour lequel le vicomte de Limoges avait accordé une sauvegarde dès 1239. Un jour de foire, des officiers et serviteurs de la maison de Sully, « Jehan Chambon, Guillem et Pierre Narbone, avecques plusieurs aultres, leurs complices, s'en vindrent en la ville de Sollompnag, fermerent ou firent fermer la porte de ceste ville et y depputerent aucuns gardes de leur propre autorité ». Cela fait, ils « pristrent par leur force et violance en ladicte foire grant quantité de bestes contre le gré et volenté des bonnes gens, c'est assavoir vii bues et xxiij pors ou environ et s'efforcèrent de les mener avecques eux, se ne fussent les merchans et autres gens qui en ladicte foire estoient, qui les empescherent, sans faire a eulx aultre villenie ». Pour se venger d'avoir vu ainsi contrarier leurs desseins, les gens de Châluset revinrent peu après en armes « par maniere de guerre et d'ostilité », et « corurent la terre du couvent ». Ils commirent toutes

(1) *Annales*, p. 230, et *Chroniques de Jean Froissart*, édition Siméon Luce, t. 3, p. 63. D'après Froissart, qui décrit les terribles effets de ces engins — des canons à ce qu'il semble, — cette artillerie avait été envoyée par la ville de Toulouse et non par les consuls de Limoges.

(2) Arch. Haute-Vienne, liasse 4209. Ces lettres sont datées du camp devant Aiguillon, 1^{er} août 1346.

sortes de dégâts, enlevèrent « jusques au nombre de XL bues arrables ou environ, et LX aultres bestes grosses ou environ, berbis, moustons, pors », emmenèrent même les hommes de l'abbaye et emportèrent « grant foison de draps de lit, robes, pots, poelles et aultres », pris dans les maisons. Plainte en fut aussitôt adressée aux « capitaines depputez ès parties du Limosin ». Ceux-ci envoyèrent une de nos vieilles connaissances, le sergent Guillaume Paparet, pour faire mettre en liberté les prisonniers et restituer les animaux et objets enlevés dans cette razzia. Le sergent, accompagné du procureur du monastère, se rendit à Châ-lucet pour remplir sa mission ; mais les gens du château « dedens, entre les deux portes dudict chastel, enclosèrent ledict sergent et procureur, par telle maniere qu'il les covint a salhir hors par un lieu moul't perilleux ». Ce n'est pas tout. On arracha le chapeau et l'épée du sergent, on les jeta sur le chemin, et on garda le cheval du pauvre procureur, qui dut s'en revenir à pied. Pour montrer le peu de cas qu'ils faisaient des injonctions des gens du roi, les pillards sortirent de nouveau de Châ-lucet, en troupe nombreuse, à cheval et bien armés, coururent les villages relevant de l'abbaye, y prirent cent quatorze bœufs, et les vendirent. « Estienne de Morlans, soy pourtant sovereign cappitaine du chastel », vint à Solignac, enleva aux habitants « bles, vins et aultres vivres » et même « les armures que les bonnes gens de ladicte ville avoient pour garder et deffendre ladicte ville », — et cela « avecques grosses, injurieuses et villenes paroles de la sauvegarde du Roy (1) ».

Il est à croire qu'on mit bon ordre, cette fois, aux rapines des gens de Châ-lucet ; mais le temps des grandes compagnies était revenu, et pour le Limousin allait commencer une longue période de misères, de fléaux et de catastrophes. Le maréchal de Nesle, lieutenant du roi en Poitou, Limousin, Saintonge et Périgord, attaqua dans les premiers jours d'avril 1351, entre Saintes et Taillebourg (2), deux ou trois mille Anglais commandés par Jean de Beauchamp ou, selon Robert d'Avesbury, par le sire d'Albret, et fut complètement défait. Quelques-uns des meilleurs chevaliers qui se trouvaient alors dans la contrée tombèrent aux mains de l'ennemi, avec le lieutenant du roi. Parmi

(1) Arch. Haute-Vienne, fonds de Solignac, liasses non inventoriées.

(2) L'action eut lieu probablement à Saint-Georges-la-Valade. (E. MOLLIÈRE : *Etude sur la vie d'Arnoul d'Audrehem. Mém. de l'Académie des Inscriptions*, 2^e série, t. VI, 1^{re} partie).

eux se trouvait Arnoul d'Audrehem, qui, promptement délivré, se distingua peu après en Picardie et en Artois et fut nommé maréchal de France. Le 6 mars 1352, Arnoul était investi des fonctions de lieutenant du roi « ès pays d'entre Loire et Dordogne ». Il avait déjà, à cette époque, un commandement dans la contrée et venait de diriger une petite expédition sur Saint-Auvent, bourg situé entre Rochechouart et Aixe et que tenait un parti. Les Anglais occupaient plusieurs places dans le pays, Excideuil et Comborn, entre autres. Arnoul, qui avait renforcé toutes les garnisons importantes de sa lieutenance, recouvra Maisonnais, Montbrun, Nontron et plusieurs autres forteresses. Appelé en Normandie avant le milieu de l'année 1353, le brave maréchal revint au moins une fois en Limousin ; il y livra même aux Anglais, près de Comborn, en juillet ou août 1353, un combat où il perdit près de 150 hommes d'armes et manqua d'être pris (1). Le maréchal de Clermont le remplaça dans ses fonctions de lieutenant du roi ; le clergé, les gentilshommes et les communes du pays ne marchandèrent pas leur concours. Des assemblées des trois états de la province furent tenues et on vota un subside, le 16 juin 1355, au Maréchal, mais à la condition qu'il construirait un fort pour tenir en échec la garnison d'Excideuil (2).

Les Français firent cette année là quelques progrès ; mais, bientôt après, le prince de Galles, suivant la lisière de la province, — ses étapes du 9 au 19 août 1356 furent : Brantôme, Rochechouart, La Péruse, Lesterps, Bellac, Lussac-les-Eglises (3), —

(1) Nous empruntons ces détails à l'intéressante étude de M. Molinier.

(2) « Comme les seigneurs, nobles, genz d'esglize, consouls, villes, communes et autres du païs de Limosin et des parties d'environ, ou la greigneur et plus saine partie d'iceux, pour la tres grant affection et desir » de grever les ennemis et qu'ils ont a la deslvrance d'icellui païs, et pour » consideration de ce que Monsieur est moult grevez pour cause de ces » presentes guerres, et que du sien il ne peut bonnement satisfaire a » touz, nous avons octroïe et accorde certain subside et aide, a la condition que le mareschal ou autre bon capitaine demourera en Limosin, » qu'il construira un fort devant Excideuil, etc. » (*Ordonnances des rois de France*, t. III. p. 684 et 685). La pièce émane de l'évêque de Limoges, des abbés de Saint-Martial, de Saint-Martin, de Saint-Augustin, de Lesterps, des gens du vicomte, de la dame de Sully et du seigneur de Pierrebuffière. — Jean de Pierrebuffière est dit « capitaine de Limosin » dans un mandement du 3 janvier 1357, cité par M. Molinier sous le n° 28 des pièces justificatives qui accompagnent son travail.

(3) *Chroniques de Froissart*, édition Siméon Luce, t. V, p. 11, note. C'est à cette marche que se rapporte ce paragraphe de nos *Annales* où le

marcha au devant de l'armée du roi Jean. Les Anglais commirent beaucoup de dégâts sur leur passage et l'alarme fut grande dans toute la contrée. C'est aux années 1355 et 1356 qu'il faut rapporter la prise ou l'occupation, soit par les soldats du prince Edouard, soit par des bandes de routiers à ses gages, de plusieurs places fortes de la province : Excideuil, Ségur, Ayen, Château-Chervix et Aixe, aux portes de Limoges (1); Châluçet paraît avoir été conservé par les Français pendant toute cette période.

Le traité de Brétigny rendit le Limousin à l'Angleterre, et le maréchal de Boucicaut fut chargé de faire, au nom du roi de France, la remise des places de la province à Jean Chandos. Les populations des villes, qui avaient gardé un bon souvenir de la domination anglaise et du respect que celle-ci avait montré pour les libertés communales, paraissent avoir d'abord accepté, sans peine, le joug du vainqueur. Les seigneurs s'y résignèrent moins aisément. Toutefois, il fallut bien obéir au roi; d'ailleurs, la noblesse limousine avait été fort affaiblie par les dernières guerres. Beaucoup de ses membres étaient restés sur le champ de bataille de Poitiers; d'autres, faits prisonniers, devaient encore leur rançon. La misère était extrême; mais les pays cédés à Edouard III avaient, sur les contrées voisines, l'incalculable avantage d'être à l'abri des incursions des grandes compagnies. Les chefs de ces bandes, formées de l'écume de toutes les nations et où figuraient beaucoup d'aventuriers originaires du Limousin et du Périgord, respectaient les possessions anglaises et avaient une crainte salutaire du Prince Noir. On sait comment Charles V et Du Guesclin en débarrassèrent la France.

Le fouage levé par le prince de Galles sur l'Aquitaine, au mois de janvier 1368, causa un mécontentement général. Beaucoup de seigneurs en appelèrent au roi de France, alléguant que l'établissement de cet impôt violait une clause formelle des conventions de Brétigny. Des villes s'associèrent à ces réclamations. Charles V hésita quelque temps à mettre à profit l'occasion qui se présentait de déchirer le désastreux traité imposé par le vainqueur de Poitiers. Il se décida enfin à relever l'appel. Les nombreux partisans que la France avait gardés en Aquitaine reprirent courage,

chroniqueur indique Limoges comme l'objectif du prince Edouard : « Le prince de Galles... assembla gens de toutes partz et vint en bataille jusques près Limoges; mais connoissant l'advis des habitants, passa oultre sans s'approcher, pillant le pais de Lymosin. » P. 232.

(1) *Annales manuscrites*, p. 232.

et grâce à leurs agissements, un tel courant s'établit qu'en peu de mois, neuf cent vingt villes, bourgs ou châteaux adhèrent aux réclamations formées auprès du fils de Jean-le-Bon, dont on proclamait ainsi solennellement l'incessible souveraineté. Malgré les efforts des Anglais, le mouvement s'accroissait chaque jour. Le vicomte de Turenne se déclarait hautement pour Charles V ; le vicomte de Rochechouart ouvrait les portes de son château à une garnison française commandée par un capitaine breton, Thibaut du Pont. La ville du Dorat se donnait à son tour au roi et recevait ses soldats (1). — Charles V entretenait des émissaires dans tout le pays ; il avait mandé à Paris un certain nombre de seigneurs du Limousin, de la Marche, du Poitou et du Périgord, et s'efforçait de les détacher du parti anglais, n'épargnant ni les caresses ni les promesses. Le comte de la Marche résista d'abord à ces sollicitations. Le roi tenait d'autant plus à s'attacher son concours dès le commencement des hostilités qu'à ce moment, par suite de conventions dont nous ne connaissons ni les raisons ni l'origine, ce seigneur détenait diverses places fortes du Limousin dont les conseillers militaires de Charles V avaient dès lors en vue l'occupation : Châluset, Châlus et Courbefy, entre autres. La possession de la première de ces forteresses était doublement importante ; car le seigneur de Pierrefeu, son plus proche voisin, et les consuls du Château de Limoges demeuraient fidèles au roi d'Angleterre (2).

Charles V se fit alors donner par Louis de Sully, seigneur de Châluset, l'autorisation de mettre garnison dans cette place et dans les autres forts que celui-ci possédait en Limousin. L'acte de délivrance au roi de ces divers châteaux est du 26 octobre 1369.

« — Considérant, y est-il dit, que la ville et chastel de Chaluset, »
» le chastel et ville de Corveffin, le chastel de Malmont et le »
» chastel de Chasluz-Chavrol, lesquels sont de notre propre heri- »
» taige et demayne, assiz en la seneschaussée de Limosin et en la »
» la frontière des ennemis de Mons^r le Roy et de son royaume, »
» et qui, si ilz esloyent pris ou occupez par aventure desdiz enne- »
» mis, ce seroit ou tres grant grief et dommaige de mondit sei- »
» gneur le Roy et de son royaume, — baillons et deslivrons des »
» maintenant, et mettons es mains de mondit seigneur le Roy, le »
» gouvernement, possession et saizine de noz diz chasteaulx et »
» villes ; voulons et consentons que Mons^r le comte de la Marche, »
» qui noz diz chasteaux et villes tient, et ycelles devoit rendre,

(1) FROISSART, édition Siméon Luce, t. VII, p. 309 et 397.

(2) *Ibid.*, t. VI, p. 58.

» bailler et delivrer au mandement, voulente et ordenance de
» Mous^r le Roy, veu ses lettres ou coppies d'ycelles, noz diz chas-
» teaulx et villes il baille et delivre a mondit seigneur le
» Roy ou a son certain commendement. » La remise des places
était faite pour trois ans, durant lesquels Charles V s'engageait à
gouverner, défendre et entretenir les châteaux du seigneur de
Sully; ce terme expiré, il devait les rendre au propriétaire dans
l'état où il les aurait pris, et, le cas échéant, l'indemniser de
leur perte. Château-Landon, Moret et Grez en Gâtinais étaient
assignés comme garantie au maître de Châlucaet et de Châlus (1).

Cinq jours après ces conventions, le 31 octobre, un capitaine
berrichon, Guichard de Culant, entra, en vertu d'un ordre du
roi, dans le château de Châlucaet, à la tête d'une petite troupe
d'hommes déterminés et s'établissait fortement dans cette posi-
tion, aux portes de Limoges et au milieu des garnisons an-
glaises (2).

Plusieurs petites places des environs venaient d'être remises en
état de défense. L'anglais Thomas de Rooz, sénéchal du Limousin,
avait pris, de concert avec le bailli de Limoges, Jean de Rochelles,
des mesures pour s'assurer la conservation des villes qui recon-
naissaient encore l'autorité du prince de Galles. Solignac, pres-
que en vue de Châlucaet, avait été réparé, et nous possédons un
mandement ordonnant aux habitants de concourir à la construc-
tion des ouvrages destinés à protéger cette petite ville (3). plu-
sieurs forts de la Marche et du Bas-Limousin tenaient encore
pour les Anglais; mais la plupart avaient reçu une garnison
française. Le duc de Bourbon avait acheté, en 1360, La Chapelle-
Taillefer; cinq ans plus tard, on lui avait vendu Felletin (4).

Le commencement de l'année 1370 ne fut marqué en Limousin
que par des incidents sans importance; mais, au cours de juillet,
les garnisons françaises furent renforcées, et le mois suivant,
pendant que le duc d'Anjou et Du Guesclin s'avançaient à travers
l'Agénois et le Périgord, le duc de Berri, à la tête de douze cents
lances et de trois mille brigandiniers, partit de Bourges, son
quartier général, traversa la Marche, fit occuper plusieurs posi-

(1) Trésor des Chartes, J 400 n° 63.

(2) LÉOPOLD DELISLE : *Mandements et actes divers de Charles V. (Docu-
ments inédits sur l'Histoire de France, n°s 619 et 692.)*

(3) Archives de la Haute-Vienne, 4593. La pièce est malheureusement
en mauvais état et on ne peut lire qu'une partie de la date : mai 136...

(4) SIMÉON LUCK : *La Jeunesse de Du Guesclin*, p. 459 à 509.

lions, Grandmont entre autres, situées à proximité de la route suivie par ses troupes, et, le 21, arriva sous les murs de la Cité de Limoges, où l'avait vraisemblablement précédé le maréchal de Sancerre, qui, dès le commencement du mois de juillet, préparait « l'entreprise pour le recouvrement de cette ville (1). » Du Guesclin l'y rejoignit et prit part aux négociations déjà entamées par les émissaires du duc avec l'évêque Jean de Cros et les habitants de la Cité, que, confiant dans le dévouement du prélat, parrain d'un de ses enfants, le prince de Galles n'avait pas pourvue d'une garnison anglaise. Les pourparlers aboutirent, le 24, à la reddition de la place (2). L'armée se dispersa presque aussitôt et le duc de Berri partit, laissant dans la Cité cent hommes d'armes seulement. Vingt jours plus tard, le Prince Noir, accouru de l'Angoumois à la nouvelle du succès rapide de l'expédition du duc de Berri, venait mettre le siège devant la malheureuse ville, y entra le 19 septembre, et la livrait aux flammes, après avoir massacré un grand nombre de bourgeois. Plusieurs places des environs furent sans doute, à ce moment, attaquées par les Anglais. Du Guesclin, avec deux cents lances, battait l'estrade sur les derrières de l'ennemi, parcourait la vicomté en revendiquant les droits de la veuve de Charles de Blois, et réussissait à s'emparer de Saint-Yrieix. Cette place fut aussitôt mise en état de défense (3); mais les troupes anglaises ne se présentèrent pas devant ses murs, et le prince de Galles, satisfait du châtiment exemplaire qu'il venait d'infliger à la défection des citadins, reprit le chemin de l'Angoumois.

Guichard de Culant continuait à tenir Châluçet avec deux chevaliers et neuf écuyers. De ces douze hommes, dix occupaient le château et deux étaient logés dans le village (4). Les Anglais étaient venus les attaquer — vraisemblablement dans le cours de novembre 1369. — Nous ne connaissons pas les détails de cette

(1) *Mandements de Charles V*, n° 705.

(2) Voir le procès-verbal de reddition, publié dans l'*Almanach Limousin* de 1867. Consulter aussi Froissart, édit. Siméon Luce, t. VII, texte et notes du sommaire.

(3) Arch. de la Haute-Vienne, 5831. Lettre d'Alain de Beaumont à Du Guesclin, 24 septembre 1370.

(4) « Et comme il y ait tenu chascun jour dix hommes d'armes, et deux dans la ville d'illeuc. » (*Mandements de Charles V*, n° 619); — « se mist de nostre commendement a Chalucet et en entreprit la garde, ayant avec lui, chevalier, deux chevaliers et neuf escuiers ». (*Ibid.*, 692.)

expédition, ni sa durée; mais un mandement du roi Charles V, du 11 décembre suivant, nous apprend que les ennemis « avoient grande envie de le prendre et longuement y tinrent siège (1) ». Ils ne réussirent pas dans leur entreprise et furent obligés de se retirer. Châlucaet fut de nouveau menacé par les Anglais après le sac de la Cité de Limoges, entre le 20 et le 28 septembre 1370. Tout au moins les maisons construites au pied de la forteresse furent-elles pillées. C'est ce qui semble résulter des indications fournies par un très curieux rôle d'assises tenues par les prévôts de l'abbaye de Solignac. Ce document prouve combien peu solide était à ce moment la domination anglaise dans nos contrées, puisqu'à peine les soldats du prince de Galles avaient-ils quitté une localité, les victimes de leurs déprédations pouvaient actionner judiciairement les acquéreurs du butin fait à leur préjudice et, particularité bien plus significative encore, les seigneurs justiciers poursuivaient ces derniers d'office. Nous voyons dans ces assises les officiers du monastère condamnant à l'ameude toute personne ayant acheté quelque chose aux troupes d'Edouard : qui a acheté un cheval, qui une anesse, qui un poulain ou une pouliche, qui des grains, de menus ustensiles, des couvertures, des draps, des sacs (2). Parmi les objets ainsi vendus, il s'en trouve qui proviennent de Châlucaet, d'autres de Pierrebuffière.

Peut-être — mais nous ne saurions émettre qu'une hypothèse à cet égard — les Anglais s'étaient-ils débarrassés de ce butin au retour de l'échauffourée de Pierrebuffière, qu'il faudrait par conséquent placer dans les derniers jours du mois de septembre 1370. Nous ne savons que peu de chose sur cet épisode, bien curieux pourtant, de la guerre franco-anglaise dans nos pays. Les *Annales manuscrites* donnent à entendre qu'il y eut un engagement entre le seigneur de Bertincourt, sénéchal d'Angleterre, à qui le Prince Noir avait « donné lettres de la vicomté de Ségur », et que « messire Bertrand du Clesquin chaslongeoit », et quelques bandes françaises réunies sous les ordres du capitaine de Rocheschouart, le breton Thibaut du Pont (3). Froissart raconte d'une autre façon « la moult dure aventure » qui « en ce temps avint a mouseigneur Eustache d'Auberchicourt ». Chevauchant en Limousin, le sénéchal arriva un soir sous les murs de Pierre-

(1) *Mandements*, n° 619 (11 décembre 1369).

(2) Appendice, pièce n° 18.

(3) *Annales manuscrites*, p. 274 et 282. L'annaliste dit que le sénéchal marchait sur Limoges pour empêcher la défection des bourgeois du Château.

buffière et s'empessa de demander l'hospitalité au seigneur du lieu qu'il tenait « pour ami, pour compagnon et pour bon Anglois ». Piorrebuffière ne lui ferma pas sa porte ; mais comme il venait de se ranger au parti français, il trouva l'occasion excellente pour y payer sa bienvenue. Il fit prévenir Thibaut du Pont et sa *route*. Peut-être même étaient-ils déjà embusqués dans les environs du château. Le sénéchal, qui se croyait en pays ami et « ne se donnoit point de garde », fut pris comme un renard au gîte et rançonné sans miséricorde. Il n'obtint sa liberté que moyennant la somme énorme de douze mille francs, plus d'un demi million d'aujourd'hui. Ses finances ne se relevèrent pas de cette saignée (1).

A la nouvelle du désastre de la Cité, Charles V avait pris sur-le-champ des mesures pour que le Limousin ne restât pas sous le coup de cette catastrophe. Dès le 28 septembre, ordre fut donné au maréchal de Sancerre de conserver sous ses ordres cinq cents hommes d'armes pour tenir la campagne dans la province (2). Les places que gardaient encore les Anglais furent vigoureusement attaquées. Le fort de Solignac, qui leur avait à plusieurs reprises servi de refuge, fut occupé (3) ; la ville d'Aixe prise d'assaut, et le château de cette ville, assiégé par des forces importantes. La garnison se défendit avec courage ; mais l'emploi de la mine et l'offre de douze cents francs d'or (environ 12,800 fr. qui en vaudraient aujourd'hui plus de 60,000) décida les chefs à se rendre. Les fortifications furent aussitôt remises en état et on n'y dépensa pas moins de cinq cents francs (5,400 fr., près de 22,000) (4). Plusieurs autres places furent prises ou occupées. Les Anglais n'avaient laissé, en se retirant, aucune garnison ni dans le Château de Limoges ni dans ce qui restait encore debout des ruines de la Cité. Le duc d'Anjou nomma le nouvel évêque, Aimeric de Lage au Chapt, « gouverneur et réformatenr souverain » et général, pour et au nom du Roi et au sien, dans les » diocèses de Limoges et de Tulle, traiter avec les nobles, » barons, capitaines, consuls, etc. », non encore soumis, et les contraindre « par fait d'armes ou autrement » à se soumettre, avec autorisation de convoquer les communes et de prendre tou-

(1) *Chroniques de Froissart*, livre I, partie 2, ch. 327.

(2) *Mandements de Charles V*, n° 718.

(3) *Ibid.*, n° 844.

(4) *Ibid.*, nos 844, 845, 846.

tes les mesures nécessaires. (Lettres du 6 janvier 1371-72) (1). Peut-être les négociations du prélat contribuèrent-elles à la reddition du Château de Limoges. Les bourgeois de cette ville avaient envoyé à Paris trois d'entre eux, munis des pleins pouvoirs de la Commune pour traiter, avec le roi, des conditions de la reddition (2). Celle-ci était arrêtée en principe; si, en effet, les habitants ne paraissent avoir consenti à ouvrir leurs portes que le 24 avril 1372 (3), on voit, dès le 14 novembre précédent, les consuls et les notables avoir des pourparlers avec le maréchal de Sancerre (4) et lui avancer même de l'argent pour payer ses hommes d'armes (5). Le Limousin, bien que les troupes ne l'aient pas complètement évacué, est définitivement perdu pour l'Angleterre dès la fin de 1371. Charles V, après avoir réduit, au mois d'août 1371, les forces qu'il entretenait dans cette province à cent soixante-dix hommes d'armes : quatre-vingt-dix sous les ordres de Robert de Sancerre, cinquante sous le commandement de Jean de Pierrebuffière, et trente pour la garde de Lesterps (6), peut diminuer encore ce faible effectif et assurer la tranquillité du pays avec cinquante hommes d'armes sous les ordres de Gaucher de Passac, à qui il donne le titre de sénéchal, et avec une dépense de trois cents francs d'or par mois : la solde d'un chevalier étant fixée à 30 livres et celle d'un écuyer à 20 (7).

VI

LES ROUTIERS : EXPLOITS DE PERROT LE BÉARNAIS.

Les Anglais tenaient encore quelques forteresses dans le pays, et il semble résulter de deux passages de nos *Annales manuscrites* (8), qu'à l'époque où le Château de Limoges se rendit à Charles V, Châluçet avait déjà été repris par l'ennemi. Nous croyons toutefois qu'il y a ici erreur et que la forteresse ne fut

(1) *Ordonnances des rois de France*, t. V, p. 719.

(2) *Annales manuscrites*, p. 277.

(3) *Ibid.*, p. 281. Le maréchal y fit son entrée, le lundi 26 avril, d'après les registres du notaire Bermondet. (LEGROS, *Mélanges manuscrits*, t. I, p. 86 et 87.)

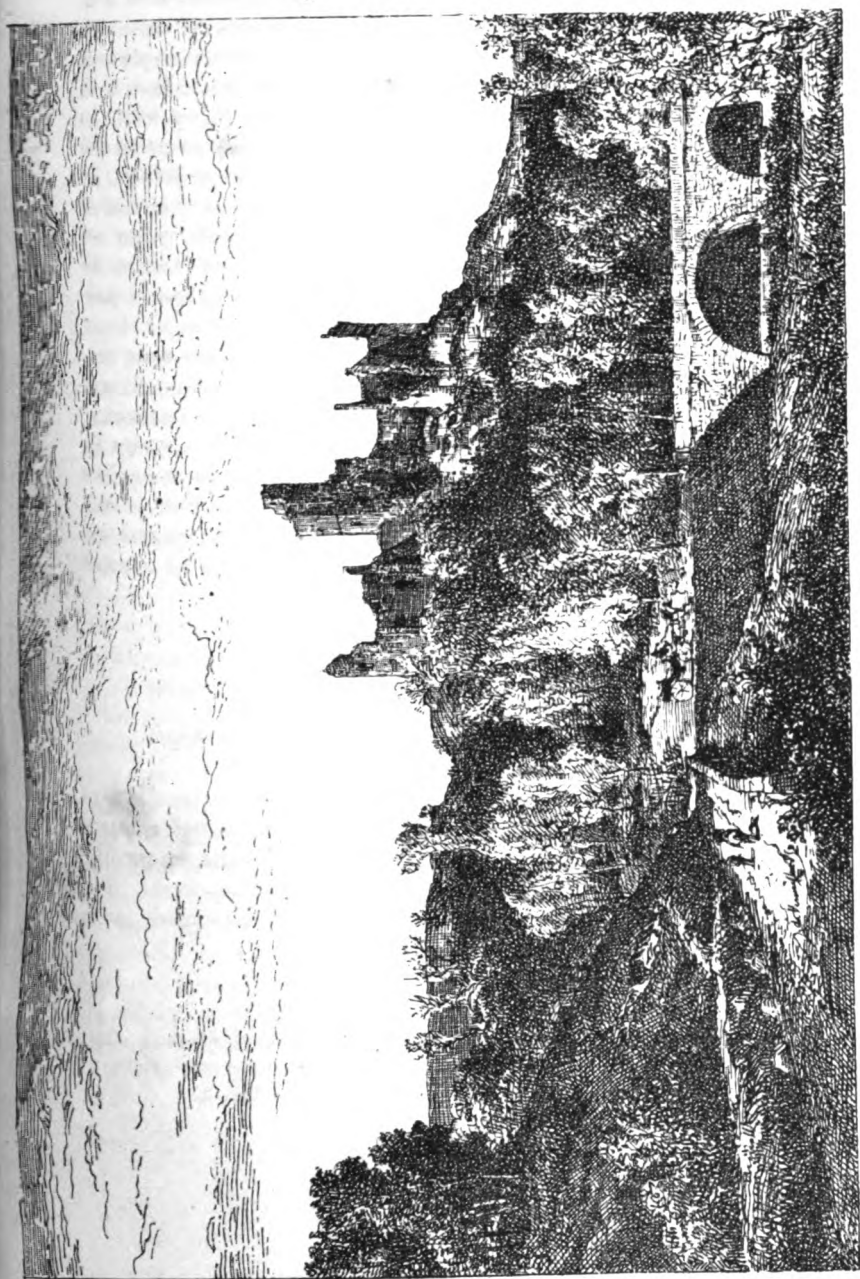
(4) *Bibl. nation.*, coll. Doat, t. 244, f. 63 et suiv.

(5) *Mandements de Charles V*, n° 844, du 8 janvier 1371 v. st. (1372).

(6) *Mandements*, n° 816.

(7) *Ibid.*, n° 845.

(8) P. 283.



LE HAUT CHALUCET

VUE PRISE DU MOULIN SUR LA BRIANCE

occupée par une bande d'aventuriers se disant à la solde de l'Angleterre que quelques années plus tard. Quoiqu'il en soit, Charles V avait, à la date du 30 avril 1371, renouvelé vis-à-vis de Louis de Sully les engagements pris le 26 octobre 1369 : les lettres qui nous l'apprennent nous font connaître en même temps que le château était occupé par le seigneur de Pierrefort, qui le tenait pour le Roi. Ce dernier déclarait qu'il ne garderait pas Châlus au-delà du terme d'une année, à moins de « tres grant et evident necessite » et s'obligeait, si l'ennemi venait à s'emparer du château, à « en faire digne et juste recompensation, tant en noblesce et forteresse de ville et chastel, comme en assiete et valeur » (1).

Un grand effort fut fait pour achever de chasser les Anglais, qui, profitant de la diminution de l'effectif des troupes chargées de la défense de la province et du relâchement de leur surveillance, avaient repris plusieurs places. L'argent paraît, dans cette campagne, avoir joué le principal rôle : preuve évidente qu'on n'avait pas affaire à des officiers du roi d'Angleterre, mais à des capitaines de bandes se livrant, sous le nom d'une des puissances en guerre, à un pur brigandage. Ces désordres avaient commencé depuis le départ du Prince Noir pour l'Angleterre, et la faiblesse du commandement en Aquitaine, après lui, avait beaucoup contribué à détacher les villes des Anglais. Limoges, devenu Français, s'imposa les plus lourds sacrifices pour contribuer au succès des troupes de Charles V. Ses habitants ne se bornèrent pas à avancer de l'argent au maréchal de Sancerre; ils donnèrent « de grosses sommes » à Du Guesclin, à Olivier Blanchard et à d'autres capitaines; au duc de Berri, qui assiégeait La Souterraine, ils envoyèrent « vivres, engins, charpentiers, massons, manouvriers et autres outils de guerre » (2).

(1) La pièce, communiquée par M. P. Marchegay à la Société arch. et hist. du Limousin, a été publiée dans le t. XXVI du *Bulletin* de cette Société, p. 158, 159.

(2) *Annales manuscrites*, p. 282, 283. Ces sacrifices étaient bien justifiés. La garnison de La Souterraine était une de celles qui poussait le plus loin ses courses et gênait le plus les habitants de Limoges. Nous avons trouvé mention de ses méfaits dans deux ou trois actes de 1371 et 1372. Ainsi, le 7 avril 1372, un boulanger du pont Saint-Martial, Guillaume Mathias, est prisonnier des Anglais de La Souterraine, — *Guillelmi Mathie, prisionarii Anglicorum habitancium in villa de Subterranea et ibidem captioati per dictos Anglicos* — : sa femme, Pétronille, vend un immeuble pour payer sa rançon — *pro redemptione et liberatione corporis dicti mariti sui* (Arch. Haute-Vienne, D. 422).

Six jours après son entrée dans Limoges, le 2 mai, le maréchal de Sancerre avait obtenu la reddition d'Isle, où un capitaine du nom de Marot Audebert commandait une garnison anglaise. Il avait fallu payer à cet officier 2,000 francs d'or pour obtenir qu'il délogeât (1). La place fut remise aux officiers de l'évêque, à qui elle appartenait. Le 18, Saint-Léonard se « tourna » Français ; mais cette fois ce ne fut pas à prix d'argent (2). Les Anglais évacuèrent la ville avec leurs armes, leurs chevaux et leur butin. D'autres villes se rendirent et prêtèrent serment de fidélité au roi de France (3). A Limoges, toutefois, l'autorité du Prince Noir, duc d'Aquitaine, sous la suzeraineté de Charles V, fut officiellement reconnue jusqu'au mois de mars 1373, époque à laquelle le sénéchal Français, Gaucher de Passac, arriva dans cette ville, et se saisit de tous les droits qui, depuis Brétigny, avaient été cédés à l'Angleterre (4).

Vers cette date, un des derniers châteaux des environs de Limoges qui tenaient pour le roi d'Angleterre, Veyrac, fut repris par les Français ; son propriétaire, Gui de Veyrac, chevalier, qui avait livré le fort à l'ennemi et s'était ouvertement déclaré contre Charles V, fut fait prisonnier, emmené à Paris et « justicié pour ses démérites » (5). Les chemins, autour de la capitale du Limousin, étaient cependant bien peu sûrs encore à cette époque, puisque Jourdain Laurent, lieutenant du sénéchal, n'osait se hasarder à aller jusqu'à Saint-Junien pour y remplir une commission du roi et chargeait le juge de cette ville d'y procéder à sa place (6).

Le château de Ségur, dont le capitaine, « Naudon du Can », avait entamé des négociations avec l'évêque de Limoges, fut rendu à Aymeric Chapt de L'Age-au-Chapt dans le courant de 1374. Le

(1) *Die secunda maii, Marotus Audeberti reddidit locum de Insula, quem pro domino principe tenebat stabilitum ; tamen habuit duo millia francos auri.* (Registres de Simon Boutineau, notaire, dans les *Mélanges manuscrits* de Legros, t. I, p. 86, 87.)

(2) *Die xviii maii, villa de Nobiliaco se reddidit Gallica dicto domino marescallo gratis.* (*Ibid.*)

(3) *Plures ville fecerunt sibi juramentum.* (*Ibid.*)

(4) Registres de Bermondet, notaire. (*Ibid.*)

(5) Archives Nationales : Trésor des Chartes, Q 1, 1620. Lettres royales du 20 novembre 1373. La même année, Charles V délivra des lettres de grâce à plusieurs seigneurs qui avaient fait leur soumission, notamment le 30 avril 1373, à Aymeric de Rochechouart, seigneur de Mortemart. (Arch. Nat., JJ 104, n° 166.)

(6) Arch. Nat., Q 1, 1620.

prêlat, pour obtenir la remise de cette forteresse, avança 1,500 francs d'or qui lui furent remboursés sur les fonds d'une « imposition mise nouvellement au pays de Limosin pour la expedition d'icelui ». Les Etats de la province avaient voté ce nouveau subside, et le remboursement fut ordonné par les commissaires « en ceste partie députés » pour les trois ordres : l'évêque, « pour le clergié » ; Jean, seigneur de Pierrebuffière et de Châteauneuf, « pour la noblesse », et Martial Bize, bourgeois du Château de Limoges, « pour les communes » (1).

Vers 1376, au rapport de nos *Annales manuscrites*, des garnisons se disant Anglaises tenaient encore en Limousin Chamberet, Châlucaet, Grandmont, Les Cars et Courbefy (2). Les châteaux de Jumilhac, Le Breuil, Saint-Vitte et La Vauguyon avaient été repris, et Gaucher de Passac avait obtenu, moyennant finance, la reddition de Château-Chervix, dont le fort, avec les dépendances et les revenus de cette petite seigneurie, avait été remis à la veuve de Charles de Blois, aux termes d'une ordonnance de Charles V, du 16 mai 1375 (3).

En 1379, le chef de la bande qui occupait Châlucaet se nommait Paya Negra. Ses hommes, du reste peu nombreux à ce qu'il semble, étaient de véritables voleurs de grands chemins. Pour se débarrasser de cet insupportable voisinage, Limoges et les villes et bourgs des environs offrirent spontanément au roi de France « un fouage d'un franc d'or — près de 50 fr. d'aujourd'hui — pour chaque feu, « le fort portant le faible, hormis les nobles, gens d'église et personnes mendiants ». Enorme contribution pour ce temps-là et pour une population déjà appauvrie par de longues guerres. Paya Negra évacua Châlucaet en 1380 (4); mais presque aussitôt un aventurier bien autrement hardi et redoutable, Perrot Foucaud, surnommé le Béarnais — il était originaire des environs d'Orthez (5) — s'en empara avec l'aide d'un second

(1) Arch. Haute-Vienne, fonds des Cars, liasse 7517 bis. L'ordonnance est du 4 janvier 1374-75.

(2) *Ibid.*, p. 283.

(3) Arch. des Basses-Pyrénées, E 716, et man. franc. 18757 de la Bibl. Nat., fol. 188.

(4) *Annales manuscrites*, p. 284.

(5) « Il (Perrot) fit ouvrir une buche ou il y avait plus de quarante mille francs, et tout venoit de pillage, que vous l'entendez, et non pas de ses rentes ni de ses revenus de Berne ; car en la ville la ou il fut ne, et ou il demeuroit quand il se partit de Berne, n'a que douze maisons, et en est le comte de Foix sire, et a nom La Ville Adam, et sied la ville à trois

capitaine non moins célèbre, Aymerigot Marcel (1), et s'y établit. Il devait s'y maintenir jusqu'en 1393. — « Fait si bel et bon voler en Auvergne et Limousin, que meilleur ne peut faire, » disait Aymerigot à ses compagnons (2). On le voyait assez.

Ce n'est pas qu'à ce beau métier on ne courût quelque risque. On rencontrait quelquefois par les chemins une troupe de gens d'armes du sénéchal, et avec ceux-là, on n'avait pas toujours le dessus ; ou bien les paysans, se trouvant en nombre, tombaient sur une petite escouade de routiers ou sur quelque compagnon isolé et il n'y avait pas, d'eux non plus, à attendre merci. Il arriva aussi plus d'une fois que les individus que pillaient ou que mal-traitaient les brigands se firent eux-mêmes justice : témoin cet habitant de Saint-Lazare, qui avait assommé d'un coup de bâton, un routier de Châluçet en train de faire violence à sa femme, et avait jeté son corps dans un puits (3). Mais ces mésaventures étaient en somme l'exception. La terreur qu'ils inspi-raient donnait une assez grande sécurité aux compagnons.

Ces gens-là pillaient et rançonnaient le pays, faisaient « guerre d'Anglais » pour parler comme Froissart ; mais la plupart étaient originaires du continent : il y avait dans leurs rangs, comme dans ceux des Brabançons du XII^e siècle, des Gascons, des Béarnais, des Limousins (4), des Périgourdins, et « toutes manières de gens qui vouloient mal faire » trouvaient un refuge dans les châteaux occupés par ces bandits (5).

Perrot était un des chefs les plus célèbres des compagnies qui ravageaient le pays depuis plus de vingt années. De La Rochelle aux extrémités de l'Auvergne, on respectait ses saufs-conduits. Il

lieues d'Orthez ». (*Chr. de Froissart*, liv. III, ch. 99, édit. Buchon, t. II, p. 669). — 40,000 fr. d'or, à cette époque, représentaient deux millions d'aujourd'hui.

(1) « Et prit Aymerigot Marcel, le fort chastel de Caluset, seant en Auvergne, en l'evêche de Clermont (*sic*) (*Chr. de Froissart*, liv. II, ch. 47, édit. Buchon, t. II, p. 58.) « ... En Caluset, a deux lieues de Limoges ». (*Ibid.*) « Comment primes nous Carlat, moi et le bour de Compagne, et Caluset, moi et Perrot le Bernois ». Liv. IV, ch. 14, édit., Buchon, t. III, p. 62.

(2) *Ibid.*, t. III, p. 62.

(3) L'histoire est racontée avec une naïveté un peu crue à la pièce n° 17 de l'appendice.

(4) Les archives de la ville de Montpellier mentionnent plusieurs fois, en 1365 et 1367 notamment, la bande « du Limousin ».

(5) *Ibid.*, liv. II, ch. 47, *Buchon*, t. II, p. 58.

avait été dans le principe sous les ordres d'Aymerigot (1) : il s'affranchit plus tard de cette dépendance, et devint le vrai roi de la contrée (2), grâce à l'abandon dans lequel on laissait le Limousin et le pays environnant. Perrot et sept ou huit autres capitaines avaient formé entre eux une sorte d'association : on les voyait, aussitôt que l'un d'eux était menacé, accourir tous à son aide, et comme ils pouvaient réunir 5 à 600 lances (3), il n'y avait pas, dans toute la région, de force capable de leur résister. Le plus puissant de ces bandits était alors Geoffroi Tête Noire, qui occupait le château de Ventadour et qui s'intitulait « duc de Ventadour, comte de Limoges, sire et souverain de tous les capitaines d'Auvergne, de Rouergue et de Limousin ».

A plusieurs reprises, on tenta de déloger ces brigands, mais sans succès. Les habitants de la contrée, qui les redoutaient, consentaient, pour vivre à l'abri de leurs déprédations, à leur payer des redevances en nature et de grosses sommes d'argent. Grâce à ces tributs, les garnisons étaient nombreuses, bien pourvues, bien armées, bien fortifiées. Il eût fallu un long siège pour s'emparer de chaque place. On essaya de traiter avec les chefs et d'obtenir à prix d'or leur éloignement. Mais les exigences des capitaines, leurs accointances avec quelques seigneurs français mécontents, les intrigues de l'Angleterre qui, ne pouvant entretenir des troupes sur le continent, réussissait du moins à augmenter les embarras de la France, faisaient traîner en longueur les négociations.

Beaucoup de documents témoignent de l'état vraiment pitoyable de toute la région du centre à cette époque. Aucun n'en donne une plus exacte idée qu'un recueil de miracles, composé après l'*ostension* des reliques de Saint-Martial, en 1388, par un moine du grand monastère, et publié, il y a peu de mois, par M. le chanoine Arbellot (4). L'auteur de ce curieux opuscule montre la ville de Limoges comme assiégée par les garnisons des places voisines, et les habitants presque affamés (5). Les gens de la

(1) « Si étoient de sa route..... Perrot le Biernois » (*Ibid.*, p. 58).

(2) « Ces deux (Perrot et Aymerigot) étoient ainsi que souverains des forts de par deçà la Dordogne » (*Ibid.*, liv. III, ch. 90, t. II, p. 645) « Perrot étoit le souverain en Auvergne et en Limousin de tous les autres » (*Ibid.*, p. 647.)

(3) *Ibid.*, p. 58.

(4) *Miracula S. Martialis anno 1388 patrata, ab auctore cœvo conscripta. (Ex Analectis Bollandianis).* — Bruxelles, Polleunis et C^{ie}, 1882.

(5) *Lemovicensis villa gravi et pestifera inimicorum persecutione circumquaque vallata... In ipsa villa vini, bladi et aliorum victualium carestia magna erat et timebatur major. (Miracula S. Martialis, p. 6.)*

campagne n'osaient plus apporter leurs denrées aux marchés ni mener leurs bestiaux aux foires. Les voyageurs, les vivandiers, les colporteurs, les négociants, les pèlerins ne se hasardaient guère sans un sauf-conduit, que les chefs des compagnies faisaient payer fort cher. Les habitants de Solignac eux-mêmes, voisins de Châluçet et en relations quotidiennes avec les compagnons, n'étaient pas plus ménagés que les autres s'ils oubliaient de se munir du précieux parchemin (1). Et ce que la tradition du pays rapporte des mauvais traitements infligés, par ces bandits, à leurs prisonniers, n'a rien d'exagéré. Tantôt les routiers attachent les malheureux derrière leurs montures; tantôt ils les mettent à califourchon sur un de leurs chevaux, en ayant soin de leur garotter les mains derrière le dos de façon à les empêcher de s'en servir, et de leur lier les jambes sous le ventre du cheval (2), afin qu'ils ne soient pas désarçonnés. Quand la route est longue et que les compagnons ne la font pas d'une traite, on les voit enchaîner leurs captifs à une poutre, dans l'auberge où ils passent la nuit (3). Arrivés à leur repaire, ils mettent aux prisonniers des fers aux mains et aux pieds (4) et les jettent dans une basse fosse infecte, ou dans les soubassements d'une haute tour (5), où on les gardera jusqu'au paiement d'une grosse rançon : les pauvres diables demeurent parfois des années entières dans ces cachots (6).

Nous choisissons dans l'opuscule dont nous venons de parler deux passages, parmi plusieurs, se rapportant à Châluçet. — Le premier est le récit d'un miracle. Plusieurs habitants de La Rochelle, se rendant en pèlerinage à Limoges, à l'occasion des Ostensions, sont faits prisonniers par les « Anglais » de Châluçet et jetés dans un sombre cachot. On leur déclare qu'ils n'en sortiront qu'après la mise en liberté de quelques compagnons pris par le duc de Berri et détenus dans les prisons de Poitiers. Les malheureux se croient perdus; car les routiers dont il s'agit

(1) *Gourmetus Gueyto, loci de Solempniaco, recedens a villa Lemociensi, credens habere saloum conductum, et non habebat, obviavit Anglicis, etc. (Ibid., p. 12.)*

(2) *Ligatus tibias subtus centrem manibusque vinculatus retro dorsum. (Ibid., p. 20).*

(3) *Ibid., p. 22.*

(4) *Terribiliter vinculatus, p. 12. — Vinculatus compedibus et duabus manicis ferreis (p. 17).*

(5) *In teterrima focea dejectus (Ibid., p. 17), in fœtidis carceribus (p. 18), in profundo unius turris obscurissimæ (p. 19).*

(6) *Ibid., p. 30.*

doivent avoir déjà subi la peine de leurs crimes. Dans ces tristes conjonctures, un des pèlerins songe à recourir à saint Martial. A l'instant où il achève sa prière, on vient chercher les captifs pour les mener devant le capitaine. Celui-ci leur parle avec douceur, leur fait ôter leurs fers et les met en liberté en leur recommandant de dire partout que les pèlerins peuvent venir en paix au tombeau de Saint-Martial et qu'ils n'ont rien à craindre de lui ni de ses hommes (1).

La seconde histoire ne manque pas de gaieté : trois braves gens, domestiques à Aix, se mettent en tête de voler les voleurs et de prendre leur part du butin fait par les routiers. Ils parviennent, la nuit, au pied des murs de Châlucaet, enlèvent dans le parc à bestiaux qui est auprès de la porte, cent vingt moutons, et les emmènent avec eux. Les « Anglais » s'aperçoivent du vol ; quinze d'entre eux montent à cheval et se lancent à la poursuite des Aixois, qu'ils atteignent. Mais ceux-ci, se jetant à genoux, invoquent saint Martial, et les Anglais tournent bride, laissant les moutons entre les mains des heffreux voleurs (2).

Il y avait déjà six ans que Perrot occupait Châlucaet et il paraissait peu disposé à abandonner la forteresse. Le gîte était bon et sûr ; de là, l'aventurier tenait tout le pays sous sa main. Il en sortait fréquemment, d'ailleurs, tantôt pour battre les routes autour de Limoges, tantôt pour entreprendre de véritables expéditions. En voici une, de belle hardiesse, qui est racontée par Froissart :

Un des lieutenant du Béarnais, Geronnet de Ladurant, avait été pris, avec vingt-deux de ses hommes, par messire Jean Bonnelance, un brave chevalier qui était au duc de Berri. Bon-

(1) *Anglici fortalicii Castri Luceti, cum plures peregrinos villæ Rupellæ... cepissent et suis tenebrosis carceribus mancipassent, etc.... Facta que oratione, capitaneus dicti fortalicii misit illico pro peregrinis, quos alloquens blando sermone, liberavit eos, exortans ut cunctis populis dicerent quod secure venirent peregre ad sanctum Martialem, promittens quod per eum et suos aliqua læsio non fieret eis. (Ibid., p. 8 et 9.)*

(2) *Tres famuli pedites et Gallici, loci de Axia, de prædis Anglicorum cupientes impinguari, cum de nocte percerissent ad fortalicium Castri Luceti, de prope portam ipsius castri sex viginti arietes furati fuerunt. Cumque prædam hujusmodi secum ducerent, Anglici, hoc sentientes, furore succensi armaque sumentes et equos ascendentes numero quindecim, ipsos pillardos Gallicos effrenate fuerunt insecuti... Factaque oratione, Anglici mox retro abierunt et ipsos tres pilhardos Gallicos cum tota præda recedere permiserunt. (Ibid., p. 28.)*

nelance emmena ses prisonniers à Montferrand et envoya de simples compagnons pour traiter de leur rançon. Ceux-ci se présentèrent devant Perrot. Nous laissons parler Froissart :

— « Vous êtes ci venus pour quérir argent et leur délivrance, n'est-ce pas? dit le capitaine.

— » Oui, répondirent-ils. On ne gagne pas toujours.

— » Je n'en sais, répartit Perrot, de gain ni de perte; mais de par moi n'auront-ils rien, car je ne les y fis pas aller; ils ont chevauché à leur aventure. Or, leur mandez ou dites, quand vous les verrez, qu'aventure les délivre. Peusez-vous que je veuille mettre mon argent en tel emploi? Par ma foi, beaux compagnons, nenni! Toujours aurai-je des compagnons assez qui chevaucheront plus sagement que ceux-ci n'aient fait. Si ne délivrerai ni rachèterai ja homme, s'il n'est pris en ma compagnie (1). »

Cette réponse prouve que les chefs de bande exigeaient de leurs hommes une discipline qu'on rencontrait rarement dans les armées régulières: elle n'était pas pour satisfaire Geronnet et ses camarades; mais elle ne les découragea pas. Le lieutenant chargea les porteurs du message de retourner auprès de Perrot. — « Qu'il » nous délivre d'ici, dit-il, et un mois après ma délivrance, je » le mettrai en tel parti d'armes, si à lui ne tient, qu'il gagnera, » avec ses compagnons, cent mille francs. »

Cent mille francs! C'était ce que la France et la Bretagne avaient payé pour la rançon de Du Guesclin. La perspective d'une si brillante *affaire* donna à réfléchir au capitaine de Châlucet. Il se décida à payer la somme qu'on lui demandait pour la liberté des vingt-trois soudards, qui revinrent au château, où leurs compagnons fêtèrent à l'envi leur retour. Puis Perrot rappela à Geronnet sa promesse; celui-ci lui proposa tout simplement le pillage de la ville de Montferrand. L'entreprise parut au bandit mériter d'être tentée. Il rassembla tous les compagnons qu'il put réunir et partit avec six autres capitaines. Geronnet marchait en avant avec onze hommes bien déterminés, et comme lui, déguisés en marchands.

Les douze compagnons allèrent se loger dans une hôtellerie de Montferrand. La nuit venue, ils se postèrent sur les remparts et attendirent l'arrivée de la troupe. Quand Perrot et ses hommes atteignirent le pied des murailles, Geronnet leur proposa de les escalader. Perrot refusa tout net. Bien que les pourparlers entamés avec lui par le comte d'Armagnac et le dauphin d'Auvergne

(1) FROISSART, livre III, c, 99, édit. Buchon, t. II, p. 669.

n'eussent pas encore abouti, certaines conventions préliminaires étaient intervenues et le capitaine avait pris l'engagement de n'emblér ni *escheler* aucune ville, bourg ou château du roi de France. La conscience de Perrot ne lui permettait pas de violer d'une façon aussi flagrante des engagements solennels. Il déclara donc à Géronnet qu'il n'entrerait « que par la porte et non par ailleurs ». Le lieutenant fut obligé de respecter ce scrupule inattendu de son capitaine.

A ce moment, un tailleur qui demeurait non loin de là, ayant entendu du bruit, monta sur le rempart, et, apercevant les compagnons, se mit à crier pour donner l'alarme; mais entouré aussitôt et menacé de mort, le pauvre homme promit de garder le silence. Sur l'ordre de Géronnet, il se rendit au corps de garde de la porte la plus voisine, réveilla le chef du poste, et lui conta qu'il était envoyé par le commandant de la place pour donner l'ordre de faire entrer dans Montferrand des marchands de Montpellier, qui, rompus de fatigue et trempés de pluie, attendaient l'ouverture des portes. L'officier, sans défiance, remit les clefs au tailleur qui ouvrit lui-même : ceux du dehors aidèrent à coups de hache à la besogne. La troupe entra ; on rencontra peu de résistance et le Béarnais se vit bientôt maître de Montferrand.

« Ainsi fust la ville de Montferrand en Auvergne prise, le jeudi, » par nuit, devant le dimanche gras, treizième jour de fevrier, » par Perrot le Bernois et ses complices. Et sitôt qu'ils virent qu'ils » étaient seigneurs de la ville, ils se logèrent par les hôtels, tout » à leur aise, sans bouter feu ni faire aucune autre violence ; car » Perrot défendit, sur la tête à perdre, que nul ne violât femme » ni pucelle, ni ne boutât feu, ne prensit pillage ni prisonnier, » grand ni petit, dont il n'eût connaissance, et que nul, sur la » peine dessus dite, ne grevât ni molestât église nulle ni hommes » d'église, ni que rien n'y fût pris ni ôté ».

Le lendemain la place fut pillée avec méthode. Pendant cette opération, une troupe d'arbalétriers et de gens de pied, sortie de Clermont, se présenta devant Montferrand ; mais les routiers contraignirent ces trouble-fête à tourner les talons, et, le soir, après avoir chargé leurs chevaux de tous les objets précieux dont ils avaient dépouillé les habitants, ils reprirent le chemin de Douzac, le fort d'Olim Barbe, un des capitaines qui avaient eu part à l'expédition. Là se fit le partage du butin et des prisonniers. Puis chaque troupe rentra sans être inquiétée dans sa forteresse. Au pillage de Montferrand, « Messier de Giac, chance-

lier de France, perdit bien, en or, 30,000 francs (1) », — quelque quinze cent mille francs d'aujourd'hui.

« Les nouvelles, ajoute Froissart, furent tantôt trop bien sues, comment les Anglais, Gascons et pillards avaient pris et conquis la bonne ville de Montferrand en Auvergne. Tous ceux qui en ouïrent parler et à qui il en touchait s'en émerveillaient et s'en doutaient, et frémissaient les voisins pays : Auvergne, Bourbonnais, Forez, jusques en Berri. Quand les nouvelles en furent venues à Paris, le roi et ses oncles en furent tout courroucés : ce fut raison. »

Le dauphin d'Auvergne se plaignit à Perrot de ce qu'il avait, au cours des négociations, surpris et pillé une ville du roi. L'aventurier répondit « que les compagnons ne l'avaient point prise frauduleusement, emblée ni échelée », mais y étaient entrés par la porte, — « laquelle on ouvrit à l'encontre d'eux et de leur venue ». La phrase est charmante.

Froissart nous montre, deux ans plus tard, le bandit un peu plus respectueux des traités. Le vicomte de Meaux, qui assiège Aymerigot Marcel dans le fort de La Roche Vendais, dépêche un héraut à Olim Barbe et à Perrot pour connaître leurs dispositions. L'envoyé trouve ce dernier « à la barrière, avec grand foison de ses compagnons, s'ébattant à jeter la pierre ». Il s'acquitte de son message. — « Héraut, répond le capitaine, vous direz à vos maîtres que nous voulons aussi entièrement et loyalement tenir la trêve comme nous voulons qu'on nous la tienne ». Il fait dîner le messenger et lui donne dix francs, cinq cents de notre monnaie, quand celui-ci prend congé (2).

Lors de l'expédition du comte d'Arondel, en 1388, Perrot, dans le but de faciliter sa descente en divisant les forces du duc de Berry, avait ravagé, à la tête de quatre cents lances et d'une compagnie d'aventuriers, les environs de la ville d'Argenton; quelques jours plus tard il pillait Le Blanc; puis il revint à Châ-lucet et continua à y vivre sans être inquiété. Plusieurs villes du pays durent, comme les villages, traiter avec lui; les consuls de Bellac conclurent avec ce capitaine un accommodement aux termes duquel, moyennant le paiement d'une somme d'argent, il s'engagea à respecter les bourgeois, la ville et son territoire.

(1) Cet exploit est rapporté d'une façon un peu différente dans *la Vie de Charles VI*, de Juvénal des Ursins, qui fait, de Geoffroi Tête Noire, le capitaine de Châ-lucet, « place bien forte, en Guienne, vers Limosin », et qui lui rapporte tout l'honneur de la prise de Montferrand (Buchon, choix de *Chroniques et Mémoires*, t. IV de la collection, p. 361).

(2) *Chroniques de Froissart*, liv. IV, ch. 14, édit. Buchon, t. III, p. 67.

Nous avons dit que les négociations entamées avec Perrot par le duc de Berri traînaient en longueur. L'aventurier avait demandé, pour livrer la forteresse, une somme énorme. Telle était l'importance qu'on attachait à l'évacuation de Châluçet, qu'on décida la levée d'un subside extraordinaire dans toute l'étendue de plusieurs provinces. Le clergé lui-même dut payer sa part de cette taxe : une bulle de Robert de Genève, qui occupa seize ans le siège pontifical d'Avignon sous le nom de Clément VII et prêta aux rois de France un précieux concours dans leur lutte contre les Anglais, autorisa, en 1391 (ou 1392?), l'imposition de cette taxe sur les biens ecclésiastiques, et nomma des commissaires chargés de présider à sa levée (1).

Le prix total fixé pour le rachat des châteaux occupés par les routiers dans la région du centre, était de deux cent cinquante mille francs, plus de douze millions d'aujourd'hui. Encore Geoffroi Tête Noire s'était-il refusé à prendre part aux négociations, et la reddition du fort de Ventadour n'était-elle pas comprise dans le marché. Châluçet était considéré par les Français comme le point qu'il importait le plus d'occuper. Le comte d'Armagnac répétait qu'« assez tôt aurait-il Aimerigot Marcel ; mais qu'il pût avoir Perrot le Béarnais » (2).

Ce dernier avait déjà amassé quelques économies. Il possédait dans son pays une belle habitation construite aux frais des gens du Limousin et de l'Auvergne, entourée de magnifiques jardins, et située auprès d'un bourg dont le biographe du duc Louis de

(1) *Dudum siquidem pro expeditione et liberatione castri de Chaluceto, Lemovicensis diocesis, tantum per Anglicos, regis et regni Francie publicos inimicos hostiliter occupati, certum subsidium super clero et personis ecclesiasticis, exemptis et non exemptis, certarum civitatum et diocesium indici mandavimus et imponi, certis super hoc executoribus deputatis prout in nostris ibidem confectis litteris plenius continetur.....* La phrase que nous reproduisons ici se lit dans une bulle datée d'Avignon, six des calendes de mai, au seizième du Pontificat de Clément VII, conservée aux Archives nationales, L. 365, et dont nous avons publié le texte dans le t. 29 (2^e livr.) du *Bulletin de la Société archéologique du Limousin*. Cette dernière bulle dispose que le clergé et les monastères du duché de Bourbon, du comté de Forez et des autres terres du duc de Bourbon, ne doivent pas être compris dans le rôle de la taxe en question. Quant aux lettres apostoliques antérieures que mentionne ici la bulle à laquelle nous empruntons cet extrait, nous n'avons pu en retrouver le texte.

(2) *Chr. de Froissart*, livre III, ch. 90, — t. II, p. 615 et 617.

Bourbon, Cabarret d'Orronville, nous fait connaître le nom barbare : Brassempoing (1). Ces dépenses ne l'empêchaient pas d'avoir plus de quarante mille francs dans sa « huche » à Châlucaet (2). — « Monseigneur, dit au duc le comte de Foix, son hôte d'Orthez, quand vous partirez d'ici, je vous conseille que vous alliez en Bourdelois, en la ville appelée Brassempoing... et en allant là, vous trouverez une forte maison qui est de Perrot le Bernois, laquelle a bien coûté à faire quinze mille francs de la finance qu'il conquist à Challusset ; et m'est avis que si la maison faisiez ardoir, que ce ne seroit pas mal ». Le prince suivit ce bon conseil ; il fit brûler le château et « degaster tous les jardins », et, ajoute le chroniqueur, « fut appauvri Perrot à cette heure de tout ce qu'avoit amassé, pillé et robé en son temps (3) ». Médiocre consolation pour les volés. Cela se passait du reste en 1388, et Perrot devait encore prendre aux Limousins, Berrichons, Périgourdiens et Auvergnats, assez d'argent pour faire rebâtir son castel.

Après la mort du « duc de Ventadour », Geoffroi Tête Noire, survenue en 1390, ses neveux continuèrent ses brigandages ; mais ils laissèrent prendre par surprise leur forteresse et ils furent mis à mort. Il eût été plus difficile peut être d'enlever Châlucaet. Heureusement Perrot, qui commençait à se sentir isolé — plusieurs places voisines occupées par des chefs de compagnies venaient de se rendre aux Français — était enfin disposé à déguerpir. Il semble même avoir accordé quelques concessions sur le prix qu'il avait fixé en premier lieu pour remettre la forteresse au duc de Berri. Plus de deux ans après la prise de Ventadour, le 4 janvier 1393, ayant touché la somme convenue — Limoges fournit pour sa part douze mille livres — le Bernois et sa compagnie sortirent de Châlucaet. Ils y étaient restés douze ans et neuf mois (4). Les habitants des environs, trouvant leur compte aux dépenses de cette troupe de soudards, qui sans doute vivaient bien, et dont ils étaient à la longue devenus les fournisseurs, avaient fini par entretenir avec eux d'excellents rapports : à ce point que les bourgeois de Solignac, après le départ de Perrot, durent solliciter de Philippe d'Artois, connétable de France, des

(1) Le duc de Bourbon va d'Orthez à Brassempoing, ensuite à Lectoure. Brassempoing est une localité des Landes, chef-lieu d'une commune de l'arrondissement de Saint-Sever.

(2) *Froissart*, liv. III, ch. 99.

(3) *Histoire de la vie de Louis de Bourbon*, (coll. Buchon, t. IV, p. 168).

(4) *Annales manuscrites*, p. 286, 287.

lettres de grâce qui leur furent octroyées. Nous avons trouvé, dans les recueils de Dom Estiennot, le texte de ces lettres, mentionnées seulement à l'inventaire des titres du chartrier de l'abbaye (1). Elles nous apprennent que Perrot avait enlevé Solignac à « Messire Amanyon de Mussidan et ses compagnons qui avoient prins et tenoient la dicte ville de Solempnac vii a cinq ans ou environ ». Dès 1389, les habitants d'Aixe, qui s'étaient aussi trouvés à la merci des garnisons de Châluçet et Courbefy et avaient entretenu avec elles des relations suivies, avaient sollicité et obtenu du roi semblable rémission (2).

Le Livre des Faits du bon messire Jean le Maingre, dit Boucicaut — il s'agit ici du second maréchal de France de ce nom (3) — rapporte, parmi les premiers faits d'armes de ce brave soldat, un combat singulier dans lequel il vainquit un « chevalier Anglois de Gascogne » du nom de Sicard de La Barde. Cette joute (les adversaires étaient à cheval et armés de lances) eut lieu, d'après le biographe, « devant le chasteau de Chaulucet » occupé par une garnison anglaise et situé non loin de l'Angoumois et du Poitou, qui avaient été le théâtre des précédents hauts faits de Boucicaut. Le duc de Bourbon avait nommé le jeune homme son lieutenant « es frontières et au pays de delà » (4). Bien que le site de Châluçet se prête peu à une joute, il n'est pas impossible que la forteresse limousine ait été témoin du fait en question.

VII

CHALUCET SOUS LES D'ALBRET. — JEAN DE LAIGLE. — UNE PAGE DES HISTOIRES TRAGIQUES DE BANDELLO.

Le pays, délivré des incursions des compagnies, put enfin respirer; mais sa tranquillité ne devait pas être de longue durée. La faiblesse et l'incertitude du gouvernement sous le règne de

(1) « Lettres de grace accordées par Philippe d'Arthois, connestable de France, aux habitans de Solignac, qui avoient fourni des vivres et donné d'autres assistances aux Anglois qui occuperent Chaluset pendant treize ans. — Du 16 septembre 1393 ». — (Archives Haute-Vienne : Inventaire des titres du chartrier de Solignac, *Miscellanea*, liasse 4^{re}, n° 4). Nous donnons ces lettres à l'appendice, sous le n° 21.

(2) Appendice, pièce n° 20.

(3) Le maréchal de Boucicaut le père avait été un des négociateurs du traité de Brétigny et était venu, en 1361, en Aquitaine, pour remettre à Chandos les places des provinces cédées à l'Angleterre.

(4) *Collection universelle des Mémoires relatifs à l'Histoire de France*, t. VI, p. 36, 40, 44.

Charles VI, livrèrent le royaume à tous les désordres. L'œuvre toute entière de deux grands hommes, Charles V et Du Guesclin, fut compromise. On vit reparaître les routiers qui avaient, durant quelques années, cessé leurs ravages et dont on avait pu se croire pour jamais débarrassé. Des provinces entières se trouvèrent à la merci d'une bande de pillards. Malgré l'énergie de Guillaume Le Bouteiller, qui s'était emparé de Ventadour en 1390 et qui remplissait encore, en 1407, les fonctions de sénéchal du Limousin (1), plusieurs places du haut et bas pays, Ayen, Courbefy et Châluçet notamment, furent réoccupées par des garnisons anglaises (2). Un peu plus tard, le sieur d'Orval, lieutenant du roi de France, se voyait obligé de faire crier à son de trompe « que toutes places et forteresses qui nese pouvoient garder, fussent démolies et abattues » (3). Le trouble était partout. En ce temps-là, raconte un contemporain, « il y avoit tant de rôtiars, gens d'armes » et autres gens pour piller et destrosser les gens, qui n'estoient ozez » ne si hardis d'aller pour païs, qui ne fussent pillez et aulcunes » fois tués; car la pluspart de France et de Guienne estoit detenue » par les Anglois, et y avoit grands garnisons qui pilloient toute » maniere de gens, et l'on ne sçavoit de qui se garder ou des » Anglois ou des François... « On ne savoit, dit un autre, pour » qui s'advouer, à qui se rendre » (4). Parmi les symptômes les plus significatifs des désastres de la fortune publique à cette époque, il faut noter l'avitissement du prix des immeubles. L'argent était devenu si rare et l'avenir si incertain que personne n'osait faire d'acquisition. Quatre ou cinq actes de vente, dont les dates se placent entre 1385 et 1425 et que nous avons eus entre les mains, constatent ce fait intéressant : à Limoges, on ne trouvait plus à vendre les maisons qu'à des prix dérisoires et souvent il ne se présentait pas d'acquéreur (5).

En 1404, l'évacuation de Courbefy, dont la garnison ruinait le pays, avait coûté douze semaines de siège et 14,000 écus —

(1) Archives de la Haute-Vienne, liasse 4524.

(2) *Annales manuscrites*, p. 289 et suiv.

(3) Arch. Hte-Vienne, *Reg. d'hommages de l'Evêché*, t. II, p. 33.

(4) Coll. Doat, t. 246, p. 47, 75, etc.

(5) Un acte de subhastation de 1388 est particulièrement explicite à cet égard : *Attentis guerris inimicorum domini nostri Regis que vigent de presenti in Lemovicino, domus predictae et nonnullae alie in villa Lemovicensi situate, sunt et fuerunt in maxima cilitate et modici valoris, et parcum de ipsis habetur, propter asperitatem magnam et pestilenciam dictarum guerrarum.* (Arch. Hte-Vienne, pièces non inventoriées du fonds de Saint-Martial).

300,000 fr. d'aujourd'hui, — outre les frais de l'expédition (1). Peu après, cette place, la plus forte du Limousin, était de nouveau occupée par une compagnie. Un capitaine, du nom d'Audet de la Rivière, la tenait en 1435. Les Etats provinciaux traitèrent avec lui et réussirent à faire déloger sa bande; mais, trois ans plus tard, une nouvelle compagnie s'y établissait; on s'en débarrassait par les mêmes moyens et elle était aussitôt remplacée par une autre troupe (2). Les ressources de la province s'épuisaient. La misère était extrême.

Châlus, de rechef devenu un repaire de brigands, fut assiégé au commencement de l'année 1412. Le 21 mars, Jacques d'Ailly, maréchal d'Aquitaine, traversa Limoges avec des troupes pour se rendre sous les murs de la forteresse (3). Il est vraisemblable que, fort peu de temps après, elle tomba aux mains des Français, qui, depuis lors, y entretenaient constamment une garnison. Mais les Anglais faisaient des progrès en Bas-Limousin, et les bourgeois de Limoges prenaient, en 1413, des hommes d'armes à leur solde, pour guerroyer contre ceux qui s'étaient postés dans un château, près de Donzenac.

Le vieux fort des Jaunhac n'appartenait plus aux Sully. Depuis le 1^{er} janvier 1401, il avait changé de maîtres, et, à la suite d'un mariage, il était passé aux mains des d'Albret. Marie de Sully, fille de Louis, arrière-petite-fille de Henri et héritière de cette illustre famille, était veuve de Gui VI de la Trémouille, garde de l'oriflamme de France (4). En épousant Charles I d'Albret, connétable, lequel mourut, en 1415, sur le champ de bataille d'Azincourt, elle lui porta des biens considérables, entr'autres les châteaux de Châlus, Courbefy et Châluset. Les races féodales qui,

(1) « Les Anglois... avoient, entr'autres places, une nommee Corbefin, forte et comme imprenable. Et tous les ans levoient cinquante mille ecus de patis... S'en alla le connestable mettre le siege devant Corbefin, a la requeste de ceux du pays et y tint le siege par douze semaines. Enfin, apres plusieurs assauts et essayements d'avoir la place, ceux de dedans parlementerent et furent contents de s'en aller, saufs leur corps et leurs biens et 14,000 ecus qu'ils eurent. (JUVÉNAL DES URSINS, *Histoire de Charles VI*, année 1404).

(2) A. THOMAS, *Etats provinciaux du centre de la France*.

(3) *Ad locum de Chalucet, ubi erat obsidium* (ms. lat. 9195, copies de D. Col. : *Actes de notaires*, BERMONDET, p. 621). Avant d'entrer dans la ville, le maréchal avait dû prêter, dans l'église de Notre-Dame-des-Arènes, le serment de respecter les franchises de la commune.

(4) Elle avait été fiancée à Charles, fils du duc de Berri, mort très jeune.

depuis le xii^e siècle, avaient résidé dans la dernière de ces forteresses, n'existaient plus ou avaient quitté le lieu. Nous n'avons trouvé aucune pièce y mentionnant leur présence après 1372. Il semble aussi que, dès la même époque, le Bas-Château ne fût plus qu'une annexe du Haut-Châluçet : c'était, du reste, la conséquence nécessaire de la réunion des deux manoirs dans les mêmes mains.

La châtellenie n'avait pas eu depuis longtemps d'officiers; les nouveaux seigneurs instituèrent, pour rendre la justice, un préposé qui, comme le juge de l'évêque à Saint-Léonard, prit le nom de sénéchal. Cette charge paraît être très longtemps demeurée dans une famille de petite robe très connue à Limoges et à laquelle on doit vraisemblablement un des plus aimables poètes du xv^e siècle. Audoin d'Auvergne l'occupe dès 1425 ou 1428 (1). En 1469, vénérable et scientifique personne maître Marcial d'Auvergne est juge de la cour et juridiction de Châluçet (2); en 1473, le même est dit sénéchal, pour Isabelle de La Tour, tutrice de Jean d'Albret, seigneur d'Orval, « de toute la terre qui a au » trefois appartenu, en Limousin, à ceux de Maulmont. » (3). On trouve cet officier remplissant, vers 1485, la charge de juge civil du Château de Limoges pour les consuls. — Cette famille était de vieille souche limousine. Un titre de 1266 nomme Gérard d'Auvergne. En 1349, Pierre d'Auvergne porte le titre de clerc du roi (4). En 1504, Mathieu d'Auvergne meurt investi des fonctions de juge civil du Château de Limoges. Des hommes de loi du même nom existent aux deux derniers siècles. Un Dauvergne est actuellement commis-greffier du tribunal civil.

Jean de Bretagne, désigné par nos chroniques sous le nom de Jean de Laigle, frère d'Olivier, vicomte de Limoges, et lieutenant-général de ce dernier dans la vicomté, puis vicomte lui-même en

(1) *Audoinus de Alvernhia, senescallus Castri Luceti pro excellentissimo domino ejusdem loci, domino de Allebreto* (coll. GAIGNIÈRES, t. 186, p. 154).

(2) *Ad curiam jurisdictionis Castri Lucii... coram venerabili et scientifico viro magistro Martiale de Alvernhia, iudice dicte curie* (ms. lat. 9195, p. 324).

(3) *Marcialis de Alvernhia... senescallus totius terre que condamn fuit illorum de Malomonte in Lemovicinio, pro illustri et potenti domina Isabelle de Turre,... tutrice illustris et potentis domini Johannis de Lebreto, domini d'Orval, ejus filii.* (Arch. Hte-Vienne, liasse 3190).

(4) Arch. de l'Hôpital de Limoges et Arch. de la Hte-Vienne, 2989, 3511, 5789 et D 297.

1432, fut un des plus actifs et des plus énergiques champions du parti français entre la Loire et la Garonne, durant les jours mauvais du début du règne de Charles VII. Il était, déclarent des contemporains, entendus un demi-siècle plus tard dans une enquête, « défense du pays... frontière et barrière à tous les pays » de par deçà » (1). Des témoignages, non entièrement impartiaux et désintéressés il est vrai, le montrent réunissant les gentilshommes de toute la région, faisant appel aux communes, donnant aux gens des campagnes des armes, des vêtements, des jacques de toile, aux pauvres écuyers des chevaux et un équipement, courant sus aux Anglais partout où ils tenaient, vendant, pour payer la solde de ses compagnons ou subvenir à leurs besoins, les pièces de vaisselle d'argent que les petits-fils de Charles de Blois avaient conservées comme derniers vestiges de leur ancienne opulence, « ne se laissant rien » pour mener à bonne fin son œuvre : inspirant enfin et dirigeant, dans le Limousin, le Périgord et l'Angoumois, ce grand mouvement patriotique qui devait bientôt se personnifier et se résumer dans l'héroïque bergère de Domrémy (2).

Charles VII donna, à plusieurs reprises, à Jean de Laigle, des témoignages de son attachement et de sa confiance. On trouve diverses commissions adressées par le roi à ce seigneur et le chargeant de tenir des garnisons dans cinq ou six places du Limousin et du Périgord ; l'une de ces lettres le nomme capitaine du château de Dôme (3).

La bourgeoisie des villes s'associait à ce mouvement. En 1416, les consuls du Château de Limoges envoyèrent, au siège d'Ayen, des soldats et de l'artillerie sous les ordres de Jean Dupont (4). Puis la commune fit remettre en état ses murailles ; on dut en

(1) Coll. Doat, t. 246, fol. 55, etc. — Les bourgeois de Limoges représentent toujours Jean de Laigle comme attaché au parti anglais : cela s'explique, non-seulement par leur animosité contre le lieutenant du vicomte, mais aussi par ce fait que, plus d'une fois, Jean de Laigle eut pour alliés des routiers qui avaient tenu le parti des Anglais : « *Ipse enim dominus de Aquila habebat plures Anglicos qui facebant sibi ut Gallici.* » (Chron. de Gérauld TARNEAU.)

(2) Coll. Doat, t. 246, f. 43, 61, 65, 85, etc.

(3) Arch. Basses-Pyrénées, E 723. etc.

(4) En 1416, Limoges est dit « chef et clef de tout le refuge contre les Anglois ». En 1382, des lettres royales accordées aux habitants de Saint-Léonard mentionnent, comme occupés par l'Anglais, Châluçet, les Cars, Courbefy et — à tort — le Château de Limoges. (*Ordonnances des Rois de France*, t. X, p. 358 et 444 ; XI, 84, et XII, 126).

reconstruire entièrement une partie. En 1417, Ahun et Montberon étaient occupés par les Anglais qui, en 1420, s'établirent en nombre au Châlard, près de Saint-Yrieix. Le sénéchal du Limousin organisa une expédition pour les en déloger : les bourgeois donnèrent cinq cents hommes, dix pièces de canon et des munitions (1). Et comme certaines garnisons du Périgord faisaient encore des courses jusqu'aux portes de la ville, ils prirent à leurs gages une troupe de cinquante lances, avec lesquelles Poton de Saintrailles nettoya tous les environs (2).

Vers 1420, une troupe de compagnons, qui avaient à leur tête un chef de bande renommé, le Petit Basque, s'empara de Châ-lucet. Nous n'avons aucun détail sur cet événement. Toutefois, il semble résulter de la chronique de Gérard Tarneau, notaire à Pierrebuffière (3), que la forteresse fut prise par la faute de Jacques Ferrand, un des principaux officiers du comte d'Albret. Le manque de vigilance de ce personnage faillit replonger tout le pays dans les misères des dernières années du *xiv^e* siècle. Toutefois, on prit aussitôt d'énergiques mesures pour se débarrasser de cet incommode voisinage. Les habitants de Pierrebuffière et leur seigneur prêtèrent un concours dévoué aux gens du comte d'Albret : ils réussirent à surprendre, dans une de ses expéditions, le Petit Basque avec une partie de sa troupe et à les faire prisonniers. Ce qui restait de compagnons dans le château vint à composition, et Châ-lucet fut remis, encore une fois, à son légitime propriétaire. Il n'est pas impossible que ces événements se soient passés un peu avant la date que nous leur assignons, et que l'expédition dirigée, en 1412, par le maréchal d'Ailly, et dont nous avons parlé plus haut, eût précisément pour objet de reprendre le fort à la compagnie du Petit Basque.

En 1424, Guillaume d'Albret, seigneur d'Orval, lieutenant du roi en Limousin, se fit déléguer par le roi une somme qui avait été votée, à titre de subside, par les Etats de la province. Le seigneur d'Orval n'était pas aimé dans le pays ; il avait la main dure et le gouverneur de ses domaines particuliers, Bertrand Ferrand,

(1) *Annales manuscrites*, p. 291.

(2) *Ibid.*, p. 292.

(3) Manuscrit de la Bibliothèque communale de Limoges. Le texte de cette chronique, d'une lecture assez difficile, va être incessamment publié par M. Alf. Leroux, archiviste de la Hte-Vienne, dans un nouveau recueil de documents pour l'histoire limousine.

malmenait et détroussait sans vergogne le pauvre peuple (1). Sur plusieurs points, la taxe ne fut recouvrée qu'avec peine. Les habitants de Pierrebuffière, entr'autres, qui avaient été imposés à quatre-vingts livres, reçurent en armes le commissaire chargé de percevoir leur contribution et déclarèrent qu'ils refusaient de la payer. Guillaume d'Albret prit alors le parti de déléguer à son tour cette somme à un officier gascon du nom de Jean de *Lespero* ou de Saint-Paul, un des compagnons d'Etienne de Clermont, capitaine de Châluçet, qui avait peu auparavant succédé, peut être pas immédiatement toutefois, à un certain « de Lissa », longtemps pourvu de ces fonctions. La garnison de Châluçet fit des courses dans les environs de Pierrebuffière et enleva plusieurs habitants, qui furent emmenés prisonniers dans la forteresse. Un des hommes de Jean de Saint-Paul, nommé Pedegos, ayant eu son cheval tué dans une de ces rencontres, cet incident devint le point de départ de nouvelles hostilités et le prélude de violences qu'on essaya en vain d'arrêter en soumettant l'affaire à l'arbitrage d'un gentilhomme du pays, Guillaume de Salagnac, seigneur de Magnac, et de Hugues de La Barre, capitaine de Courbefy. La chronique de Tarneau, à laquelle nous empruntons tous ces détails, raconte plusieurs épisodes de cette lutte, entr'autres l'incendie du bourg de Saint-Priest-Ligoure et une tentative d'évasion de deux ou trois compagnons faits prisonniers par les habitants de Pierrebuffière, et qui marque bien l'énergie et l'audace de ces soudards. Louis de Pierrebuffière et son frère, le baron de Châteauneuf, avaient déclaré qu'ils n'interviendraient qu'après le paiement des 80 francs dus au seigneur d'Albret, et les bourgeois s'étaient décidés à s'exécuter. Les courses de la garnison de Châluçet ne cessèrent point pour cela : le cheval de Pedegos coûta cher aux pauvres gens. Jean de Laigle prit parti, à la sollicitation de leur seigneur, pour les habitants de Pierrebuffière. Ce patronage eut pour conséquence de mêler ces derniers à la lutte engagée, depuis longtemps déjà, entre le lieutenant du vicomte et les consuls du Château de Limoges. Les consuls s'allièrent avec Poton de Saintrailles, alors capitaine de Châluçet, et, quelque temps à la solde de la commune. Les hostilités s'envenimèrent, et le 31 janvier 1427, Poton surprit la ville de Pierrebuffière. Cette petite guerre portait à son comble le trouble qui régnait dans la province et compliquait singulièrement les difficultés qu'avaient fait naître les revendications de Jean de Bre-

(1) *Magnus latro, et depredator, et deppopulator agrorum.* (Chron. de Gérard TARNEAU).

tagne réclamant les droits des vicomtes sur le Château de Limoges, revendications auxquelles le roi s'efforçait d'imposer silence. Charles VII se décida à intervenir. Poton, qui avait épousé une demoiselle de la maison limousine de Brachet, avait, sur ces entrefaites, traité avec le seigneur de Laigle (29 mars 1427). Au mois de juillet suivant, une trêve fut conclue entre les consuls du Château, d'une part, les seigneurs de Laigle, de Châteauneuf et de Pierrebuffière, de l'autre, (1) grâce à l'intervention des évêques de Poitiers et de Limoges et du sire de Mortemart, envoyés par Charles VII pour mettre fin à des désordres dont les ennemis pouvaient tirer profit. Vers la même époque, Poton, qui commandait alors la garnison du Château de Limoges, fit nommer, par le comte d'Albret, à la charge de capitaine de Châlucaet, un jeune officier périgourdin, Tandonnet de Fumel. Nous ignorons s'il agit ainsi pour être agréable à Jean de Bretagne, avec lequel, on l'a vu, il s'était réconcilié et à qui Tandonnet était tout dévoué, ou pour calmer les inquiétudes et les ressentiments des gens de Pierrebuffière.

Tandonnet de Fumel appartenait à une famille noble et était seigneur de Monségur. Il passait pour fort brave. Châlucaet l'eut pour capitaine depuis l'année 1427 jusqu'en 1443. Il était encore préposé à la garde de ce château lorsque Jean de Laigle, en récompense de ses services, lui donna en mariage sa propre sœur, Vauldrue de Bretagne, petite-fille de Charles de Blois et de Jeanne de Penthievre. Les conventions sont datées de Ségur, le 16 novembre 1441. Il fut constitué à l'épousée une dot de deux mille royaux d'or, plus cent livres de rente (2). Jean, en homme avisé, qui voulait prendre racine dans le pays et s'y assurer des amis, maria plusieurs autres demoiselles de sa famille avec des gentilshommes du Limousin ou du Périgord. — On trouve Tandonnet délégué comme commissaire royal, de 1435 à 1441, pour faire mettre à exécution, dans le Bas-Limousin, les ordonnances relatives à l'arrière-ban, dont le service fut racheté par les Etats provinciaux (3).

(1) Nous avons publié le texte de ces conventions, d'après une copie de la collection Doat, dans le *Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin*, t. XXXI, p. 76. (Voir, pour le récit des événements dont nous donnons ci-dessus un rapide aperçu, la chronique de Tarneau, *l'Essai sur la Sénatorerie de Limoges*, de Duroux, p. 203 et suiv.; les *Annales manuscrites*, p. 300; Doat, t. 244, p. 236, et *Chartes et Chroniques Limousines*, publiées par notre confrère M. Alfred Leroux.

(2) Coll. Doat, t. 246, fol. 47.

(3) A. THOMAS, *Etats provinciaux du centre de la France*, passim.

Outre ses démêlés avec les bourgeois de Limoges, Jean de Laigle avait eu plusieurs différends assez graves avec le clergé. Une pièce des Archives des Basses-Pyrénées nous apprend qu'il encourut même l'excommunication pour avoir battu un clerc. Les autres seigneurs de la province avaient du reste presque tous, à ce moment, de gros procès avec les chapitres et les monastères. Depuis le commencement du siècle, les d'Albret, seigneurs de Châluset, étaient en querelle avec les chanoines de Saint-Etienne au sujet de la juridiction de quelques localités de la paroisse de Boisseuil. En 1414, Bérard et Amanieu d'Albret avaient pris plusieurs habitants de Bellegarde et de La Doulenarie, les avaient maltraités et contraints de s'avouer les hommes du seigneur de Châluset (1). Vingt-un ans après, Tandonnet de Fumel obtint, par force, le même aveu des gens de Peireix. Des violences graves envers des dignitaires ecclésiastiques s'ajoutèrent à ces procédés peu scrupuleux. L'évêque Hugues de Magnac et un assez grand nombre de chanoines et de serviteurs de l'église cathédrale furent pris et rançonnés. Le successeur de Hugues de Magnac, Pierre de Montbrun, tomba, à son tour, entre les mains de la garnison de Châluset et fut contraint, pour se racheter, de payer une grosse somme d'argent. Il l'acquitta à l'aide d'un subside levé sur le clergé de son diocèse; mais on accusa le prélat d'avoir réclamé une taxe fort supérieure à sa rançon et d'avoir tiré de sa mésaventure un scandaleux bénéfice (2).

Malgré le renouvellement de la trêve conclue, sur les ordres formels du roi, entre le seigneur de Laigle, représentant et champion des prétentions des vicomtes, et les habitants du Château de Limoges, ces derniers avaient fort à souffrir du voisinage de la garnison entretenue à Châluset par les d'Albret, mais toute à la dévotion de Jean de Bretagne. Cette garnison était, il faut le dire, fort mal composée. Les bourgeois n'avaient pas gagné grand' chose à l'expulsion des Anglais qui occupaient jadis la forteresse. Les hommes de Tandonnet, tout en commettant moins de déprédations que les aventuriers de Perrot le Béarnais, tenaient le pays en alerte et ne respectaient guères les propriétés des environs (3).

(1) Appendice, pièce n° 23.

(2) Arch. Hte-Vienne, *Registres du fonds de l'Evêché*, et coll. Doat, *passim*.

(3) Voir les aveux rappelés dans les lettres de rémission accordées à Jean Paris, Appendice, n° 20.

Aussi, lors du passage de Charles VII à Limoges, le 5 mars 1439, Martial de Bermondet, lieutenant général du roi et un des consuls de la ville, exposa-t-il au prince les doléances des habitants de la contrée au sujet des « voleries » des gens de de Châluçet (1). Charles VII promet sans doute d'y mettre ordre. On ne voit pas qu'il l'ait fait. Il est possible, néanmoins, qu'il soit intervenu auprès du seigneur d'Albret, car nous n'avons pas trouvé trace de nouvelles plaintes de la part des bourgeois. On remarquera d'ailleurs que la garnison du Château faisait à ces derniers plus de peur encore que de mal. Ce qu'ils craignaient par dessus tout, c'était Jean de Laigle et les prétentions des vicomtes. Or, l'occupation de la forteresse par une troupe dévouée à la maison de Bretagne était une menace pour les franchises du Château de Limoges. Si formels qu'eussent été les engagements de Charles V, si inébranlables que parussent les bonnes dispositions de Charles VII pour la commune, les bourgeois avaient appris, par expérience, qu'on n'est jamais sûr du lendemain. Ils savaient que leurs anciens seigneurs réclamaient tous les droits qu'avait reconnus à Marguerite de Bourgogne et à sa fille, au détriment du Consulat, la sentence rendue en 1276 par les Maulmont; ils n'ignoraient point que l'abandon de la vicomté consenti à Charles V par la veuve de Charles de Blois, le 9 juillet 1369, n'avait été qu'un pur semblant, et que, par une contre-lettre du même jour, le roi s'était obligé à la restituer à la duchesse (2); que, dans des lettres-patentes du 4 janvier 1381, Charles VI avait ratifié, de la façon la plus formelle, l'engagement pris par son père de rendre Limoges à la famille de Bretagne (3). Ils avaient entendu invoquer ces divers actes lors de la reprise, devant le Parlement, du grand procès de la vicomté. L'intervention du roi avait fait taire, pour un temps, les revendications des anciens maîtres de la ville (4); mais un jour viendrait, les habitants le sentaient bien, où, la tranquillité rétablie, les Anglais complètement chassés, la commune ne pèserait plus du même poids que ces grands seigneurs. Jean de Laigle ne

(1) *Magister Marcialis Bermundeti, locum tenens regius et consul dicte ville in ipso anno, multum bene et notabiliter coram rege proposuit et arengam fecit, exponens et dicens publice paupertates, miserias et afflictiones, raubationes Castri Luceti et alia que patiebatur omni die patria.* — DUPLES-AGIER, *Chron. de St-Martial*, p. 209.

(2) Arch. des Basses-Pyrénées, E 137. — Coll. Doat, t. 244, fol. 14 et 99.

(3) Bibliothèque nationale, manuscrit français, n° 18757, fol. 170.

(4) Collection Doat, vol. 244, fol. 201, 205, etc.

cessait, du reste, de réclamer de Charles VII l'exécution des très formels engagements pris par ses prédécesseurs vis à vis de la famille de Bretagne. Ses services méritaient une récompense, et, malgré l'affectation des bourgeois à suspecter le dévouement de leur adversaire à la cause française, ils ne pouvaient se dissimuler les grandes obligations que la couronne avait à ce vaillant soldat. De là leurs inquiétudes et leurs appréhensions ; de là leur plus gros grief contre Châlucaet, resté pour eux ce qu'il était au temps de Marguerite de Bourgogne : le fort d'où les guettait sans cesse l'ennemi.

Les bourgeois de Limoges n'étaient pas les seuls à redouter la garnison du château ; ceux de Solignac et des environs, contraints par le capitaine de Châlucaet à de lourdes et fréquentes corvées, souffraient depuis longtemps de cet incommode voisinage. Ils n'avaient pas eu dédommagement, comme au temps des routiers, les profits qu'ils savaient tirer des folles dépenses de la garnison. L'abbé de Solignac porta ses doléances au roi. Celui-ci, par lettres du 8 octobre 1434, déclara que ni son très cher et aimé cousin le sire d'Albret, comte de Dreux, ni le capitaine de ce dernier à Châlucaet, ni un autre quelconque de ses officiers, n'avaient le droit d'obliger les hommes de Ménéiras, Mas le Fon, Fougeras, Bos Teisson, La Farge, Le Puy-Mathieu (1) et autres villages et hameaux à « faire guet, garde ou manœuvre audit chastel, et ailleurs que es ville et forteresse dudict Sollomphnac (2) ».

Mais c'était surtout le chapitre qui jetait les hauts cris. A en croire les bons chanoines, qui s'étaient réfugiés dans la ville du Château de Limoges depuis le sac de la Cité par le Prince Noir, ils n'osaient plus aller à la cathédrale pour y dire les offices, de crainte d'être enlevés par la garnison de Châlucaet (3). Il y a peut-être un peu d'exagération dans leurs suppliques ; il est certain, toutefois, que le pays n'était pas sûr.

Au mois de mai 1442, Charles VII vint de nouveau à Limoges et il entendit, pour la seconde fois, des plaintes s'élever de toutes parts au sujet des exactions des gens de Châlucaet. Le roi, s'il faut en croire un document que nous avons entre les mains, invita Charles d'Albret, qui se trouvait présent, à y porter remède, sinon il

(1) Villages des communes de Solignac et du Vigen.

(2) Arch. de la Hte-Vienne, fonds de Solignac, liasses non numérotées et 4725.

(3) Appendice, pièce n° 23.

y pourvoirait lui-même (1). Le seigneur de Châluçet promit de faire cesser les violences qu'on reprochait à ses gens. Au mois de juillet 1443, il remplaça Tandonnet de Fumel par deux gentils-hommes du pays, Jean de Brie et Gouffier de Laron ; mais la garnison de la forteresse n'en continua pas moins à fouler les environs et à percevoir les revenus des chanoines. Ceux-ci adressèrent au sire d'Albret, alors à Châluçet, une supplique dont nous avons trouvé le brouillon aux Archives de la Haute-Vienne (2). Les envoyés du chapitre chargés de présenter au sire de Châluçet les doléances du corps, furent bien accueillis dans la forteresse ; mais peu après, Charles d'Albret partit, et ses capitaines continuèrent à forcer les hommes de l'église de Limoges à faire le guet sur leurs remparts et à leur payer les redevances dues à Saint-Etienne, enlevant le bétail et le mobilier de ceux qui opposaient la moindre résistance. Impossible d'obtenir du juge de Châluçet des expéditions en règle de ses jugements pour en interjeter appel. Les chanoines se décidèrent à demander une sauvegarde spéciale au roi et à solliciter la permission d'essayer de pourvoir, « attendu la grande puissance » de leur adversaire, devant le Parlement, où ils pourraient plaider « plus seurement et sans paour » (3).

Les chanoines et leurs vassaux n'eurent pas la paix pour cela. On voit, huit ans plus tard, la garnison du château continuer ses exactions et ses violences. Un pauvre paysan, Pierre Crozilh, de Boisseuil, est attaqué dans sa maison, frappé et grièvement blessé ; non contents de l'avoir ainsi traité, les soldats de Gouffier de Laron lui attachent les bras avec une corde et le traînent à Châluçet en le chargeant de coups. Ils emportent ses poules et reviennent plusieurs fois, au cours des semaines suivantes, pour enlever le pauvre mobilier de sa maison (4). On ne le met en liberté que sous caution et après lui avoir extorqué tout ce qu'on apu lui prendre. Ces faits se reproduisaient de temps en temps

(1) Appendice, pièce n° 23.

(2) *Ibid.*, pièce n° 22.

(3) *Ibid.*, n° 23.

(4) *Penot et Lansament, una cum manguone suo, venerunt ad domum dicti Petri Crozilh de Boyssolhin, ubi tunc erat, cum ensibus et aliis armis secum portantibus (sic) valde acutis .. et enormiter verberaverunt et vulneraverunt dictum Petrum Crozilh usque ad magnam effusionem sanguinis inclusive..., et mala malis accumulando, ligaverunt brachia dicti Crozilh cum una corda, et sic ligatum dictus manguo trahebat per cordam... Et Lansamant ibat retro... et verberabat... et illo modo duzerunt sic ligatum de loco de Boysolhio usque ad Castrum Lucetum, etc.*

et les tribunaux n'avaient pas la force nécessaire pour les réprimer. On ne saurait être surpris de voir, au ^{xv}^e siècle, le pouvoir public ainsi désarmé, alors que deux cents ans plus tard, les *Grands-Jours* nous révèlent l'impuissance des sièges royaux en face de certains coupables.

Les officiers du roi étaient, à ce moment même, tenus à beaucoup de ménagements vis à vis d'un seigneur d'aussi grande importance que le sieur d'Albret. Les gens d'armes que celui-ci entretenait à Châlucaet étaient, du reste, employés au besoin à divers services publics; on les chargeait même de débarrasser le pays des malfaiteurs et des batteurs d'estrade (1). C'est ainsi qu'en 1435, sur l'aide de 5,000 livres votée par les Etats provinciaux, on avait alloué une gratification de 50 livres au capitaine de Châlucaet, — c'était alors Tandonnet de Fumel — « pour despense par luy » faicte pour avoir envoyé ses gens poursuivre le bastard de » Leau et autres estradeurs qui rouboient et pilloyent le pays » et pour luy ayder a entretenir ses gens ». On avait, à la même époque, promis 200 livres au capitaine de Courbefy pour « garder une saison ses gens de piller et appatisser » la contrée. On en était là... Courbefy, du reste, fut, peu après, vendu et évacué par le fameux Jean de Xantoux, et, en 1438, le sénéchal du Limousin tenait une garnison dans la terrible forteresse (2).

Anglais et pillards, c'était tout un : il s'en fallait, on le voit, que ces gens là fussent chassés du pays. Au mois de février 1441, les Etats du Bas-Limousin, assemblés à Ussel, votaient au roi une aide de 6,000 livres « tant pour l'entretienement des frontieres de Normandie que pour plusieurs autres besoignes et affaires les touchant de beaucoup plus près » (3). Le 14 octobre 1442, Charles VII donnait la seigneurie de Moyllières à Pierre de Beaufort, vicomte de Turenne, en récompense de ses services et en particulier du recouvrement d'un certain nombre de places du Périgord et des provinces environnantes occupées par les Anglais, — « et encores est, ajoutent les lettres royales, pour » recouvrer autres que encores y detiennent ». Le roi renouvelait, à cette occasion, l'ordre, déjà donné en 1439 au vicomte, d'attaquer ces forteresses (4). Une nouvelle somme de 11,672 livres était imposée sur le pays, par les Etats du Haut-Limousin,

(1) A. THOMAS, *Etats provinciaux du Centre de la France*, t. II, p. 69.

(2) *Ibid.*, t. II, p. 66, 67, 73, etc.

(3) Arch. nationales, K 67, n° 2.

(4) *Ibid.*, K 67, n° 17 et K 65, n° 3.

réunis à Limoges le 27 mai 1443, et donnée à Charles VII « pour le faict et conduite de sa guerre et de certaine armée qu'il « avoit fait mestre sus oudit pays », ainsi que « pour le recouvre- « ment d'aulcunes places Anglesches qui tenoient d'ancienneté soit « en pays de Quercy et de Pierregort et audict (1) ». En 1446, 1447, 1448, le maréchal de Culent parcourt en tous sens le Limousin avec ses forces.

Gouffier de Laront était encore capitaine de Châlucaet le 1^{er} octobre 1452. Il acheta, à cette date, de Jean de Bretagne, moyennant douze cents livres, qui ne provenaient vraisemblablement pas de son patrimoine, le château et la châtellenie de Château-Chervix. Peu d'années après, la famille de Bretagne voulut profiter de la faculté de rachat qui avait été réservée à son profit dans le contrat de vente. Gouffier s'y refusa et réclama la délivrance du fort et de sa justice dont il avait jusqu'ici touché seulement les revenus. Pour l'amener à s'exécuter, il ne fallut pas moins qu'une ordonnance de Charles VII, datée du 7 mai 1455 (2).

En 1487, Châlucaet avait pour capitaine un hobereau du pays, Jean des Pousses, dont le nom se trouve mentionné au testament de son frère, daté de La Triquerie, paroisse de Saint-Maurice-les-Brousses, le 9 août de la dite année (3).

Dans son intéressant Mémoire sur la *Vicomté de Limoges*, M. Cl. Simon fournit peu de renseignements sur Châlucaet. Au xv^e siècle, la forteresse était en fort mauvais état. La seigneurie s'étendait sur onze paroisses : on ne comptait que six ou sept fiefs en dépendant : Eyjeaux, alors possédé par un Jaunhac ; Jourguiac, aux mains d'un membre de la même famille, à ce qu'il semble ; Le Buisson et La Rochette, paroisse de Boisseuil, tenus par un David de Vanteaux ; Saint-Hilaire-Bonneval, par un Faulcon ; Saint-Jean, paroisse de Saint-Jean-Ligoure, par un de Corguac ; enfin Les Pousses, par une famille qui portait le nom de ce petit manoir (4). Ajoutons qu'en 1437 les décimes du bourg de Châlucaet et des mas qui en dépendaient étaient accusés pour 107 se-

(1) Archives Nationales, K 67, n° 23.

(2) *Golfo de Larunte, domicello, cappitanoo Castri de Castro Luceto* (Arch. des Basses-Pyrénées, E 714 et E 716. Nous lisons *Golfo de Larunt* au manuscrit français 18757 de la Bibliothèque Nationale, fol. 189 verso, et à plusieurs documents des archives de la Haute-Vienne.

(3) *Nobilem virum Johannem de Possis, capitaneum Castri Luceti* (Bibl. Nationale, man. lat. 9195 p. 628 à 633.

(4) CL. SIMON. *La Vicomté de Limoges*, p. 112, 113, 114.

tiers de blé : 35 de froment et 72 de seigle, à Etienne Mondau, de Châluçet, par l'abbaye de Solignac (1).

L'histoire de Châluçet, pendant la seconde moitié du xv^e siècle et la première du xvi^e, ne paraît offrir aucun événement digne d'intérêt. En 1551, le nom de ce château est mentionné par un compilateur à l'occasion d'un forfait horrible dont un des auteurs principaux fut un prêtre de Châluçet, du nom de Bernardiéras, ou Bernardeiras. Le P. Bonaventure de Saint-Amable, dans son grand ouvrage sur Saint-Martial (2), et M. Marvaud, dans son *Histoire de la Vicomté de Limoges* (3), font allusion à ce crime ; mais c'est à tort qu'on désigne un seigneur de Châluçet comme en ayant été l'instigateur. Le dominicain Mathieu Bandello, qui fut évêque d'Agen et ambassadeur de François I^{er} en Turquie, nous a laissé dans ses *Histoires tragiques*, le lamentable récit de cette affaire, dont aucun autre document contemporain n'a, croyons nous, parlé avec autant de détails. Nous nous bornerons à résumer les pages qu'il y a consacrées (4).

Un sieur de Saint-Jean-Ligoure, impliqué dans un procès de fausse monnaie, ayant vu son beau-père emprisonné au « Châtelet » d'Angoulême, et redoutant les révélations de sa propre femme et de ses enfants, s'ouvrit de ses inquiétudes à un prêtre « autant detestable comme sa vie fist depuis aparoir ». Celui-ci ne trouva pas de meilleur remède à proposer au malheureux, que le massacre de tous les siens. — Ne vaut-il pas mieux, lui dit-il, que « vostre femme, enfans et chambrières meurent innocens, que si, vous accusans, ils ont l'ame souillée de trahison ? » — Le seigneur perdit la tête, écouta les conseils de ce scélérat et acquiesça à l'exécution de son abominable dessein. Le prêtre et un domestique affidé pénétrèrent un soir dans le château de ce gentilhomme, tuèrent ses enfants sous les yeux de leur mère, firent ensuite subir à celle-ci le même sort, puis massacrèrent tout ce qui se trouvait dans la maison. Avant de quitter le théâtre du crime, ils allumèrent un incendie qui brûla une partie du manoir.

(1) Arch. Haute-Vienne, fonds de Solignac, 6344.

(2) *Histoire de Saint-Martial*, 3^e partie : *Annales*, p. 775.

(3) Tome II, p. 161 et 162.

(4) *Histoires Tragiques*, t. VI, p. 371 et suiv. (Loiselet, Rouen, 1604) : *Acte cruel du sieur de Saint-Jean-Ligoure, gentilhomme Limosin, faisant occir (sic) sa femme et toute sa famille et bruslant son chasteau, transporté de desespoir et de furie, et quelle fust sa fin.*

Mais un petit domestique avait échappé à cette tuerie. L'incendie n'atteignit pas la cachette où il s'était réfugié. Une voix put donc accuser les assassins dont le crime avait été dénoncé par les blessures des victimes; car l'incendie n'avait pas entièrement consumé leurs corps. On arrêta Bernardiéras et son complice, « et furent ces galans mis sur la roue, » comme « les registres du greffe de Limoges en donnent assurance, ou ces meurtriers furent despezchez. »

Le sieur de Saint-Jean-Ligoure, qui, durant l'affreuse tragédie, s'était tenu sur un côteau voisin, et avait, d'un œil hagard, vu les flammes dévorer son château, réussit à se dérober aux poursuites et se réfugia en Suisse. Le roi demanda son extradition. Les magistrats de Bernuc, où il résidait, envoyèrent à Limoges un homme « sage et de bonne conscience » pour procéder à une enquête. Les faits qu'attesta le rapport de ce personnage causèrent une telle horreur aux Bernois que, ne voulant pas livrer leur hôte au roi de France, ils crurent néanmoins devoir punir un aussi odieux forfait. On fit le procès du sieur de Saint-Jean; il fut condamné à mort et subit le dernier supplice.

Il est possible que plusieurs détails de cette histoire soient de pure imagination; mais le fond est réel. Bandello l'atteste expressément (1). Il dit s'être trouvé à Limoges le jour de l'exécution de Bernardiéras; il ajoute qu'il a vu lui-même l'envoyé des magistrats de Berne. Le P. Bonaventure raconte les faits d'une façon un peu différente. Notons que, d'après lui, le crime aurait été commis le 6 décembre 1551 et qu'il place au 31 mars 1552 l'exécution de Bernardiéras. Celui-ci prétendit n'avoir participé à ce carnage que sur les menaces du seigneur: il fut, dit l'historien de Saint-Martial, conduit au supplice sur un tombereau, tête nue, nu-pieds, et, à côté de lui, on voyait, dans la charrette, un mannequin à l'image de son complice. Le misérable fut « tenaillé par les carrefours », puis « coupé vif à quatre quartiers ». Enfin on trancha la tête au cadavre ainsi qu'au mannequin, et on les jeta ensemble sur un bûcher (2).

(1) Bandello raconte ailleurs, accommodée à sa façon, la légende de la Tour-du-Lion, au château de Rochechouart, sous ce titre: *D'une dame, laquelle, fausement accusée d'adultère, fust mise et exposée en pasture aux lions, et comme elle fust destliorée, et comme son innocence congneue, l'accusateur porta et sentit la peine preparée pour la dame. Hist. toires Tragiques*, t. I, p. 489 (Lyon: Rollet, 1578).

(2) *Hist. de Saint-Martial*, 3^e partie, p. 775.

L'abbé Nadaud mentionne l'exécution de Bernardières, sous la date de 1554 (1). C'est par une erreur évidente que d'autres écrivains ont reporté ces faits au siècle suivant (2). Il n'y a aucune raison de placer à Château-Chervix la scène de ce drame, et surtout d'attribuer à un seigneur d'Albret le crime que Bandello impute, avec beaucoup plus de vraisemblance, au seigneur de Saint-Jean.

En 1497, la seigneurie de Châluçet porte le titre de baronnie (3), qui lui appartient du reste, aux termes des lettres de Philippe V transférant, au mois d'octobre 1317, le château et la châtellenie à Henri de Sully. A la fin du ^{xv} siècle, cette baronnie a pour titulaire Jean d'Albret, comte de Nevers et de Rethel, baron de Donzy, seigneur d'Orval; Courbefy et Châlus sont restés au même maître (4). A la suite d'un long procès de famille, le Parlement de Bordeaux, par un arrêt du 16 novembre 1514, reconnut Alain d'Albret seul et légitime propriétaire des « châteaux et terres de Maumont, Chasluz Chabrol, Chaslucet, Courbaffin et Sollompnac, » à la charge, toutefois, de verser au seigneur d'Orval une somme de 5,944 livres, 4 s. 1 d., monnaie tournoise. Ce paiement fut effectué le seize novembre de la même année, à Châlus, entre les mains de Martial Douhet, marchand de Limoges (5). Alain d'Albret avait épousé Françoise de Bretagne. Leur fils fut roi de Navarre. Ainsi furent réunies dans les mêmes mains la vicomté de Limoges et la seigneurie de Châluçet.

Sous Jean d'Albret avait commencé l'émiettement des seigneuries jadis données à Henri de Sully par Philippe V. Le roi de Navarre vendit plusieurs dépendances des châteaux de Châluçet et de Courbefy. Beaucoup de droits seigneuriaux ressortissant à la châtellenie de Château-Chervix furent vendus à la même époque et acquis par Christophe de Bony, sieur de La Vergne (6).

(1) *Notes sur les Bréviaires*, reproduite dans le *Limousin Historique*, t. I, p. 83.

(2) GONDINET : *Mémoires sur les antiquités des divers âges de l'arrondissement de Saint-Yrieix*, Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin, t. VII, p. 157.

(3) « Le chatel et baronnie de Chaluset » (ms lat. 9197 de la Bibl. nationale).

(4) En 1491 et 1497 notamment (*Ibid.*)

(5) Archives des Basses-Pyrénées, B. 1780 et E 744.

(6) Archives des Basses-Pyrénées, E 810.

Martial Douhet, entre les mains de qui le trésorier d'Alain d'Albret avait payé ou plutôt consigné la somme due à Jean d'Orval aux termes de l'arrêt du Parlement, paraît avoir entretenu des relations d'affaires très suivies avec ces seigneurs. Il est probable qu'il était leur banquier. Ce qui paraît l'établir, c'est qu'on voit, le 17 octobre 1527, Henri d'Albret, roi de Navarre, vendre à Martial Douhet, au prix de 8,400 livres (1) « la terre, place » et seigneurie de Chaslucet, au païs et senneschaucée de Limosin, avec la justice, cens, rentes, revenu, hommes, subjects et tous aultres droits et devoirs » sous réserve de l'hommage et du ressort d'appel (2). Quatorze mois après, le 5 décembre 1528, Martial Douhet rétrocède, moyennant le remboursement de la somme versée au roi de Navarre, la seigneurie de Châlucet, dont il n'avait, cela va sans dire, jamais été mis en possession. La dette payée, le gage se trouvait libéré, voilà tout.

VIII

LA BARONNIE DE CHALUCET. — REVENUS ET CHARGES. — LE CHATEAU, OCCUPÉ PAR LES PROTESTANTS, EST ASSIÉGÉ PAR LES BOURGEOIS DE LIMOGES ET DÉMANTELÉ.

Plusieurs notes ou mémoires de la première moitié du xvi^e siècle, ayant trait à la seigneurie de Châlucet et à ses revenus, nous donnent, de cette baronnie, un tableau assez complet. Elle ne s'étendait pas sur moins de onze paroisses : Le Vigen, Saint-Maurice-les-Brousses, Boisseuil, Saint-Hilaire-Bonneval, Eyjeaux, Château-Chervix, Saint-Jean-Ligoure, Saint-Priest-Ligoure, Feytiat, Jourgnac et Solignac, et sur une longueur de quatre lieues, mais ne renfermait qu'un seul bourg : Saint-Maurice; il en dépendait une belle forêt, située près de Château-Chervix, et d'environ trois lieues de tour, avec « bestes noires et rousses dedans ». Les bois étaient de haute futaie. Le *Bos-Vieil* et la garenne de Châlucet, de beaucoup moins d'importance, et un pré, dit La Prade, sont également mentionnés dans plusieurs mémoires (3). A la date du mois de mars 1535, les redevances ordi-

(1) Soit : 39,800 francs de notre monnaie, qui en vaudraient 140,000 aujourd'hui.

(2) Archives des Basses-Pyrénées, E 714.

(3) Archives des Basses-Pyrénées, B 1780 et E 714. (Copies de M. Aug. Bosvieux, aux Arch. de la Haute-Vienne.)

nares, outre 61 livres 10 sous 11 deniers d'argent, se composaient de 168 setiers et demi de froment, 251 setiers et demi de seigle, 90 setiers d'avoine, 6 chapons et 78 gelines. Il faut y ajouter les « revenus muables : » la prévôté, dont le produit était évalué à 12 livres; le greffe, 12 livres; le pré, 15 livres; l'herbage et glan-dée pour le Bos-Vieil, 100 sous tournois; pour la Garenne, 60 sols; la forêt de Chervix, 60 livres (elle en avait donné 200); les guets et charrois, 40 livres; les lods et ventes, 25; les amendes, 15 (1).

Si l'on tient compte des indications qui accompagnent ce relevé, on voit que le revenu total de la seigneurie de Châluçet ne dépassait pas à cette époque 580 à 590 livres qui vaudraient de 4,500 à 4,800 francs de nos jours.

Les habitants des terres relevant de Châluçet avaient donné à Henri d'Albret quatre cents livres pour l'aider à payer sa rançon, après Pavie (2).

Les charges ordinaires n'étaient pas considérables : le capitaine de Châluçet prenait les guets et charrois, soit 40 livres; c'était la plus grosse part. Le juge touchait cent sous tournois; le procureur quarante; le receveur jouissait sans doute de remises proportionnelles (3).

Les trois seigneuries de Châlus, Courbefy et Châluçet avaient été affermées, depuis 1514, de 2,100 à 2,500 livres par an. Celle de Châluçet ne figurait dans cette somme que pour une fort modeste part, puisqu'on la voit, pendant le cours de ces fermes, réaccensée à des sous-fermiers pour le prix de 393 livres 6 sols 8 deniers. Il n'en dépendait du reste, à cette époque, qu'un petit nombre de fiefs nobles, et trois gentilshommes du pays seulement devaient encore hommage au seigneur de Châluçet : « le sieur de Jornhac à cause » de son repaire de Longequeue, le sieur de La Bastide à cause » de la tour appelée Peyzac, et le sieur de Las Tours, à cause » de Las Pousses, de Fousimbert, La Tricarie et l'Eyraudie (4) ». Eyjeaux et d'autres fiefs avaient sans doute été vendus.

En 1538, on trouve la cour et juridiction de Châluçet pourvue d'un juge qui ne réside pas; d'un lieutenant du juge qui est M^e Laurent du Pin, notaire à Limoges; d'un procureur, Jean Léonard, qui habite Aix; d'un substitut du procureur, et d'un

(1) *Etat de la situation des trois seigneuries de Châlus, Courbefy, Châluçet, mars 1535.* (Arch. des Basses-Pyrénées, B 1780.)

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.* — Longequeue (commune de St-Jean-Ligoure); La Triquerie (commune de St-Maurice); Fousimbert, Leyraud et Les Pousses (même commune); Peyzac, serait-il Pazat (commune de Solignac)?

greffier. Jean d'Hautefort, dit Verneuil, capitaine du château, lequel semble à peu près abandonné à cette époque, habite « Cusset » (peut-être Cussac) (1). Peu d'années après, en 1555, le substitut du procureur des juridictions de Châlucaet et Solignac (le roi de Navarre était coseigneur de Solignac) sollicite de celui-ci la survivance du procureur en titre ou la permission d'avoir lui-même un substitut, moyennant quoi il s'oblige à poursuivre à ses frais toutes causes criminelles où il y aura amende seulement (2). Un document de la collection Moreau (3), à la Bibliothèque nationale, nous apprend qu'entre 1556 et 1559, la totalité des revenus de Châlucaet et de Solignac étaient accensés à Jacques Guyonnaud, dit Lebre, de Saint-Priest-Ligoure, moyennant 625 livres tournoises par an pour le principal, à la charge par le fermier de faire tous les frais de justice.

La reine de Navarre paraît s'être réservé Châlucaet; nous ne voyons pas cette seigneurie mentionnée dans l'acte par lequel, en 1566, Charles de Peyrusse de Cars, évêque de Poitiers, acheta à Jeanne d'Albret une partie de ses terres en Limousin. Les fiefs et tènements qui dépendaient de Châlus et de Courbefy, furent d'ailleurs rétrocédés en 1584 à Henri de Navarre, le futur roi de France, par le même prélat, devenu évêque de Langres (4).

L'histoire du château de Châlucaet paraissait terminée. La vieille forteresse, à peu près abandonnée, tombait en ruines, et après avoir été longtemps, pour toute la contrée, un objet de terreur, n'excitait plus que la curiosité, lorsque les guerres de religion vinrent lui rendre une importance qu'elle semblait avoir pour jamais perdue. En 1574, Jacques de Maulmont, seigneur de St-Vitte (5), s'y jeta avec une poignée de gens armés et s'y fortifia si bien qu'il y put demeurer trois années en paix, inquiétant le voisinage et courant le pays. Nos *Annales manuscrites* nous le montrent détroussant les passants (6) et le P. Bonaventure de Saint-Amable traite ce seigneur et ses hommes de gens « sans foi ni loi, » de « pillards » et de « voleurs (7) ». Nous n'avons aucune raison de révoquer en doute les exploits de cette compa-

(1) Archives Basses-Pyrénées, E 714.

(2) *Ibid.*

(3) Tome 335, p. 136 (d'après une pièce du Trésor des Chartes).

(4) Arch. Basses-Pyrénées, B 1813 et B 1888 (copies Bosvieux).

(5) On disait autrefois *Saint-Vic* ou *Saint-Victe*.

(6) p. 357.

(7) *Histoire de Saint-Martial*, t. III, *Annales*, p. 795.

gnie; mais nous devons faire remarquer que les consuls de Limoges ne se décidèrent, d'après le P. Bonaventure lui-même, à faire marcher des troupes contre Châlus, qu'à la nouvelle « d'assemblées et monopoles » tenus dans ces parages par les Huguenots. A ce moment, au surplus, les bourgeois avaient assez à faire de garder leur ville et ne devaient guère se soucier d'entreprendre une expédition au dehors.

Le gouverneur du Limousin, Gilbert de Lévy, comte de Ventadour, dont la fidélité à Henri III était douteuse, voulut, sur ces entrefaites, mettre garnison dans les principales villes de la province, pour les défendre, prétendait-il, contre les attaques des ennemis du roi. Les consuls de Limoges lui déclarèrent qu'ils étaient prêts à le recevoir, lui et ses gentilhommes, avec les honneurs dus à son rang; mais que pas un de ses soldats n'entrerait dans leurs murs : les bourgeois avaient toujours su se garder eux-mêmes, et leurs privilèges les exemptaient de tout logement de gens de guerre. Le gouverneur, considérant cette réponse et le déploiement de forces qui l'avait accompagnée comme une rébellion contre le roi, voulut attaquer la ville. Un combat s'engagea; Ventadour fut repoussé après avoir perdu cent quarante de ses gens, au dire de nos *Annales* (1).

Il avait été plus heureux à Saint-Léonard, où il plaça quatre compagnies; celles-ci, composées de calvinistes, s'il faut en croire le P. Bonaventure de Saint-Amable, désarmèrent les habitants et formèrent le projet de mettre le feu à l'église collégiale pendant la nuit de Noël 1575 — singulière façon, on en conviendra, de garder une ville —; mais les bourgeois de St-Léonard réussirent à empêcher l'exécution de ce complot, et comme ils étaient las des vexations des soldats, ils résolurent de s'en débarrasser. Ils demandèrent des secours à leur voisins de Limoges, firent secrètement acheter des munitions; puis, un jour qu'une partie de la garnison était sortie de la ville, quelques hommes de cœur, sous la conduite d'un chanoine du nom de Gay, se saisirent des portes, appelèrent leurs concitoyens aux armes et firent prisonniers le baron de Saint-Angel, commandant de la place, et ceux de ses hommes qui étaient demeurés avec lui : on les laissa partir et ils rejoignirent leurs compagnons, qui, battus aux Allois par Pierre de La Roche, dit Vouzelle, capitaine de la milice de Limoges, s'étaient réfugiés les uns à Châlus, les autres à Sainte-Anne près Eymoutiers. Vouzelle les en débusqua avec l'aide des habitants du pays (2).

(1) *Annales manuscrites*, p. 358.

(2) *Ibid.*, p. 359.

La publication de la paix (paix de *Monsieur*, 20 avril 1576), n'avait pas mis fin à l'occupation de Châlucaet par Jacques de Maulmont, qui prétendait être seigneur de ce château, à titre de descendant des héritiers du fameux Gérard de Maulmont, le fidèle conseiller de la vicomtesse Marguerite, et qui ne cessa ni ses courses ni ses voleries. Les habitants de Saint-Léonard étaient surtout l'objet de ses persécutions. Il poursuivait contre eux une véritable guerre, marquée par de fréquentes rencontres et où les deux partis montraient un acharnement singulier (1) ; acharnement qui s'explique par l'adjonction, à la garnison de Châlucaet, d'une partie des réformés chassés de Saint-Léonard.

Le roi commanda de « courir sus » à ces perturbateurs de la paix publique (2). On savait du reste qu'il se tenait à Châlucaet des assemblées de réformés et le pays en était fort ému. Le capitaine Vouzelle fut chargé, non pas tout d'abord, à ce qu'il semble, de diriger une expédition en vue de s'emparer de la forteresse, mais de battre la campagne à la tête de deux cents hommes pour empêcher les allées et venues des huguenots, effrayer la garnison de Châlucaet et la contraindre à se tenir derrière ses murailles.

A Boisseuil, un soir, les gens de Vouzelle rencontrèrent un gentilhomme huguenot, le seigneur de Beaupré, qui se rendait à Châlucaet, lieu de rendez-vous assigné aux réformés de la contrée, peut-être en vue de la reprise prochaine des hostilités. Assailli à l'improviste, Beaupré n'eut que le temps de se jeter, avec quelques compagnons, dans l'église du bourg. Il se posta dans les combles et y passa la nuit. A la pointe du jour, voyant qu'un détachement de soldats appelé de Limoges venait renforcer la troupe qui entourait l'église, il prit une résolution désespérée, et faisant ouvrir tout à coup la porte de l'église, il se précipita, l'épée à la main, sur les miliciens bourgeois ; ceux-ci, surpris, firent peu de résistance. Beaupré put se dégager et rentrer dans Châlucaet, emmenant avec lui un prisonnier, le capitaine Gallichier (3), qui appartenait à une famille bien connue de la ville.

(1) « Ceux de Saint-Léonard estoient toujours aux prises contre ceux de Chalucet, et se touient comme des bestes. » (*Hist. de Saint-Martial*, t. III, p. 793).

(2) *Annales manuscrites*, p. 357.

(3) *Hist. de Saint-Martial*, t. III, p. 793 à 799.

Cet incident n'était pas de nature à encourager les bourgeois de Limoges. Toutefois comme on apprit, sur ces entrefaites, que le vicomte de Pompadour s'était saisi, dans son propre château, de la personne de Jacques de Maulmont, une expédition décisive contre Châluset fut résolue. Vouzelle en eut la direction. A la milice placée sous ses ordres devaient se joindre des contingents fournis par la ville de Saint-Léonard, Solignac et Eymoutiers (1). Le 14 octobre 1577, « les troupes de Limoges, tant à pied » qu'à cheval, partirent, enseignes déployées et d'abord gagnèrent les maisons voisines du fort, et se mirent en état de planter le siège, quoique ceux du château fissent grand feu et jetassent de grosses pierres sur les assiégeants. Les habitants de Solignac gardaient les avenues de la forteresse; le sieur de Fraisseix, avec « une compagnie de gens de pied et des communes du pays » entoura Châluset d'un cordon de troupes. Pendant ce temps, Vouzelle parcourait les environs à la tête de ses deux cents chevaux, « visitant souvent le corps de garde, où quelques-uns du parti contraire « les venoient reconnoître, mais ne les osoient attaquer ». Sommée de se rendre, la garnison refusa, comptant être promptement délivrée; puis elle se décida à parlementer, et s'engagea à rendre la forteresse au bout de deux jours, si dans l'intervalle elle n'était secourue. De part et d'autre on donna des otages. Le 19 octobre (2), date fixée pour la remise du château, celui-ci fut évacué. Il en sortit plus de soixante soldats, sans parler des familles de réformés qui devaient s'y être réfugiées. La garnison était commandée par le capitaine Plaix et le sergent Latour. Elle fut conduite à deux lieues de Châluset par les troupes de Limoges, et là, renvoyée vie et bagues sauvées. Puis la forteresse fut démantelée et rendue inhabitable (3).

Cette expédition de six jours coûta fort cher aux habitants de Limoges, qui levèrent une taxe spéciale pour en payer les frais. Sur le registre du Consulat, à la suite des noms des magistrats en charge pendant l'année 1577, on lit cette mention, d'une écriture postérieure à celle du reste de la page :

(1) Cette expédition rappelle celle organisée par l'évêque Aymeric de Serre, en 1269, avec le concours des communes.

(2) « Le samedi, dix-neuf avril », dit le P. Bonaventure de Saint-Amable.

(3) Les *Annales manuscrites* nous apprennent peu de chose sur la prise de Châluset. C'est surtout au P. Bonaventure de Saint-Amable que nous devons les détails rapportés ci-dessus.

« Memoire que les consuls de la presante année ont cothisée et
» levé l'argent de Chalucet.

» *Requiescant in pace!* » (1).

Il ne paraît pas que le roi de Navarre ait fait aux consuls aucun reproche de la façon dont ils avaient assiégé et achevé de détruire un de ses châteaux. Les ordres de Henri III couvraient les bourgeois. Au surplus la forteresse était, nous l'avons dit, depuis longtemps abandonnée. Des bois dépendant de Chalucet avaient déjà été vendus en 1566 et 1567; on avait, à la même époque, accensé plusieurs fonds. Le président de La Vallade céda en 1563 et 1584, pour le compte du roi, à M. de Fayac (2) la fondalité des trois villages d'Aren, Mars et Rilhac; à M. de Bonneval la rente foncière et les autres devoirs du village de Beylie; à M. d'Estivaulx tous les droits de la famille d'Albret sur le village de Las Lebreys, enfin à Pierre Trenchant, marchand de Solignac, le greffe de toute la châtellenie (3). Quelques usurpations avaient été commises au préjudice du seigneur. Les habitants de Bosmie s'approprièrent le regain de La Prade; M. Decordes contraignait les familles de huit villages à faire moudre à son moulin du Bas-Ligoure, alors que, de tout temps, elles avaient été tenues de venir au moulin du roi de Navarre, au Bas-Chalucet. Le greffe fut vendu 333 écus 1/3; à cause de cette vente et de l'aliénation de divers fonds, Jean de Lachenaut, fermier de Chalucet, obtint en 1584 une réduction de trente écus par an sur son fermage (4).

IX

DESTRUCTION DÉFINITIVE DE LA FORTERESSE. — LA SEIGNEURIE DE CHALUCET PASSE DANS LA FAMILLE DE VERTHAMONT

La Ligue compta un grand nombre d'adhérents dans la province. Ses partisans purent néanmoins être contenus par les sei-

(1) Registre consulaire B, fol. 433 recto. — Les consuls élus le 7 décembre 1576 étaient Audoin Maledent, Michel Verthamon, receveur-particulier, Guillaume Verthamon, receveur-général, Pierre de La Roche, dit Vouzelle, Grégoire Baud, Jean de Lapine, conseiller, Jean Lavandier, Joseph Blanchard, Gabriel Albiac, Jacques David, Aymeric Guybert, avocat pour le roi au siège sénéchal, et Jean Disnematin dit « le Dourat ».

(2) Il faut probablement lire « Jayat ».

(3) Arch. Basses-Pyrénées, E 714.

(4) *Annales manuscrites*, p. 359.

gneurs et les villes dévoués au roi. Malgré leur ardent attachement à la religion catholique et leur haine des Huguenots, les bourgeois du Château de Limoges demeurèrent fidèles à la cause royale. Leur bon sens les mit en garde contre les prédications exaltées et leur fit deviner plutôt qu'apercevoir clairement les conséquences des divisions où quelques meneurs cherchaient à les entraîner. Ils gardèrent leur ville à Henri III, et, après l'assassinat de ce prince, à leur vicomte, le roi de Navarre, son successeur légitime. L'entreprise dirigée par l'évêque Henri de La Marthonie, le 15 octobre 1589, pour mettre Limoges aux mains des Ligueurs, échoua, grâce à la ferme attitude des chefs de la commune, qui prêtèrent un concours énergique à l'intendant de Vic et aux magistrats du Présidial. La révolte de Paris et le crime de Jacques Clément avaient indigné les bourgeois, mais n'avaient pu les troubler. Plusieurs engagements eurent lieu autour de l'église de Saint-Michel-des-Lions et sur la place des Bancs. Deux consuls furent blessés, dont l'un, Etienne Pinchaud, à mort. Un capitaine de la milice, Joseph Mosnier, succomba aussi à ses blessures. Mais les Ligueurs furent bloqués dans l'église de Saint-Michel et plusieurs des chefs du mouvement furent exécutés le 17. Parmi eux figurait malheureusement le brave Vouzelle, qui s'était laissé entraîner dans le complot. Les gentilshommes qui s'étaient retranchés dans la Cité, durent capituler (1) quatre jours plus tard. Le trouble était grand dans toute la province. Saint-Yrieix venait d'être surpris par les Ligueurs, qui avaient poussé une pointe hardie jusqu'aux portes de Limoges. Peu de temps auparavant, les huguenots avaient failli s'emparer de Saint-Germain et de Saint-Junien. Le gouverneur reprit diverses positions importantes : Eymoutiers, Masseret, Saint-Paul, Ladignac; mais il fut, au retour de cette expédition, assailli par le chef de la Ligue dans le pays, le comte de Pompadour, qui mit en fuite ses gens, et leur enleva du canon. Saint-Yrieix, abandonné par les Ligueurs, se vit de nouveau assiégé par eux; Bellac, attaqué à son tour, ne dut son salut qu'à l'énergie du consul Genebrias et à l'approche du prince de Conti (2).

Les consuls de Limoges, qui craignaient une surprise et qui avaient fait abattre une partie des murs de la Cité pour empêcher les Ligueurs de s'y loger, furent informés, le 1^{er} janvier

(1) *Annales manuscrites*, p. 364 et suivantes.

(2) *Ibid.*, p. 364, 370, 371, 372. V. notre notice sur *la Ligue à Limoges*, appendice au vol. III des Registres consulaires de Limoges en cours de publication.

1593, qu'à plusieurs reprises, pendant le mois de décembre, des hommes à pied et des cavaliers avaient été vus aux environs de Châluçet; ils semblaient reconnaître la place et étudier ses abords. On y envoya immédiatement, accompagnés d'une bonne escorte, un maître charpentier et un maître maçon de la ville, avec mission d'examiner les ruines et de faire leur rapport au retour : ceux-ci déclarèrent qu'« il y avoit encores quatre tours et le dongeon et » la plus part des murailles qui estoient bonnes, et que, dans peu » de jours, veu la situation du lieu, s'y pourroient loger a cou- » vert plusieurs ennemys, apres avoir faict quelque peu de » reparations ».

Le 3 janvier, le capitaine Lauvige, habitant de Solignac, examina à son tour, à la demande des consuls, les restes du château. Il confirma les renseignements donnés la veille et assura que vingt ou trente ouvriers feraient, en sept ou huit jours, de Châluçet « une des plus fortes places de toute la province, et » que peu de gens pourraient garder ».

Une assemblée générale des bourgeois du Château de Limoges fut convoquée pour le lendemain. Les consuls exposèrent la gravité de la situation, les mauvais desseins des ennemis du roi, la menace perpétuelle de Châluçet. La démolition de la vieille forteresse fut résolue à l'unanimité, en présence du lieutenant particulier Lamy et des autres officiers royaux. On s'occupa sans perdre un instant des moyens d'exécution et les paroisses voisines reçurent l'ordre de fournir des ouvriers pour aider les Limogeauds.

Le 5, quatre-vingts à cent soldats de la milice bourgeoise, commandés par un capitaine, arrivaient à Châluçet; ils étaient accompagnés des archers du vice-sénéchal et d'un certain nombre de volontaires. Mathieu du Mas et François de Rancon, les mêmes qui, deux jours auparavant, avaient été chargés par les consuls de constater l'état des ruines, les suivaient avec leurs ouvriers, auxquels se réunirent un grand nombre d'habitants des paroisses dont le concours avait été réclamé. Ils s'étaient munis de tous les outils nécessaires. On se mit au travail, et au bout de quatre jours, on avait fait de Châluçet la ruine que nous voyons aujourd'hui (1). — En 1660, d'après Collin, les habitants de Limoges achevèrent de rendre inhabitable Courbefy, qui servait encore, à cette époque, de repaire à des bandits.

La seigneurie de Châluçet semble avoir été aliénée peu de temps avant la réunion de la vicomté de Limoges à la Couronne.

(1) *Registres consulaires de Limoges*, vol. III, p. 34 et 35.

L'abbé Nadaud mentionne un acte de l'année 1600, dans lequel il est parlé de « Madame, sœur unique du roi, seigneur de Châluçet (1) ». Ce dernier titre paraît s'appliquer au roi et non à sa sœur ; mais il n'y aurait rien d'étonnant à ce que la vieille forteresse, avec sa châellenie et les droits en dépendant, eût été donnée, en même temps que la vicomté de Limoges, à Catherine de Bourbon, sœur de Henri IV, mariée en 1599 à Henri, duc de Lorraine et de Bar, et mortesans postérité, le 13 février 1604. Peut-être même cette vicomté, dont l'érection en marquisat par Charles IX paraît avoir été bientôt oubliée (2), fut-elle, entre 1590 et 1600, érigée en comté pour cette princesse, car deux ou trois titres des Archives de la Haute-Vienne donnent à la duchesse de Bar le titre de « duchesse d'Albret et comtesse de Limoges (3) ». Il faut vraisemblablement placer à une date comprise entre le 13 février 1604 et l'an 1610, la vente de Châluçet.

Depuis près de trois siècles, le monastère n'exerçait plus aucun droit réel sur la forteresse de Châluçet et ses dépendances. L'abbé de Solignac, qui avait bonne mémoire, s'intitulait encore seigneur de Châluçet en 1692. Mais ce titre ne tirait pas à conséquence ; car dès longtemps l'abbaye ne possédait plus que des redevances insignifiantes sur la pointe de rocher où Bernard de Jaunhac et Arnaud Bernard avaient, en 1132, donné asile à l'évêque Eustorge.

Une des plus illustres familles de robe de la région, les Verthamont, que nous croyons sortie de la même souche qu'une famille du même nom de la Boucherie de Limoges, très connue aux ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles (4), acquit la seigneurie de Châluçet, nous

(1) NADAUD, p. 38 du t. VI, désigné sous le titre inexact de *Table alphabétique de Mémoires*.

(2) Nous ne connaissons qu'un seul document où Antoine de Bourbon prenne le titre de marquis de Limoges. Il est consigné au vol. II, p. 240, des *Registres consulaires de Limoges*, et porte la date du 25 juin 1562. On remarquera que, lors de la constitution de l'apanage du comte d'Artois, en 1774, il est parlé du « comté et vicomté » de Limoges.

(3) A un titre du 5 juillet 1601 entre autres (liasse 8548). Notons qu'un acte relatif aux marchands d'Aixe et de Solignac, conservé aux archives de l'hôpital et daté du 16 février 1601 donne seulement le titre de vicomtesse à la sœur du roi. Une mention de 1602 (répertoire des titres de l'hôpital de Limoges, 1764), la qualifie de vicomtesse du Limousin.

(4) Ce fait pourrait expliquer le silence complet gardé sur les origines de cette famille et sur son histoire avant le ^{xvi}^e siècle, par le *Nobiliaire de Guyenne et Gascogne*, et après celui-ci par le *Nobiliaire de la généralité de Limoges*. — On trouve Jean de Vertamo, témoin à un acte en 1318 (Arch. de la Haute-Vienne, liasse 8088).

ignorons dans quelles circonstances et de quelle façon. Peut être le premier qui l'obtint fut-il Jean-Baptiste, général des Finances en Guyenne, « député » par Henri IV, après son accession au trône, « pour la vérification et restauration de l'ancien domaine de Narre et la réception des hommages à lui dus », ou bien Guillaume, président en l'Élection de Limoges (1). Dans plusieurs actes dont les dates sont comprises entre 1650 et 1660, entr'autres dans le procès verbal d'une élection d'officiers de la milice bourgeoise, Guillaume Verthamont, conseiller du roi, trésorier général de France en la généralité de Limoges, receveur des décimes, est qualifié de seigneur de Châlucaet (2). Cette seigneurie passa ensuite, d'après le *Nobiliaire*, à François Michel de Verthamont, seigneur de la Ville-aux-Clercs, conseiller au Parlement de Paris, lequel la vendit, en 1683, à son frère Guillaume, trésorier de France à Limoges : celui-ci prend, à plusieurs actes, le titre de baron de Châlucaet. Après lui, son fils Martial, son petit fils, Martial-François, et le fils aîné de ce dernier, Jean-Baptiste-Maurice-Martial, tous conseillers ou présidents au Parlement de Bordeaux, portèrent le même titre (3). Le dernier mourut sans enfants en 1809 : avec lui s'est éteint le titre de baron de Châlucaet. — De nos jours on a vu les propriétaires des ruines accoler quelquefois à leur nom celui du château.

Au ^{xvii}^e siècle, on trouve peu de renseignements sur la seigneurie de Châlucaet et son importance. Toutefois, un document assez curieux, que possède la Bibliothèque de Limoges, fournit quelques indications sur la « paroisse » de Châlucaet de 1680 à 1686 ; imposée pour les tailles, à la première de ces dates, à 368 livres ; en 1684, à 430 ; en 1686, à 380, elle produisait du vin, du froment et du seigle ; on y comptait de neuf à dix bœufs et quelques vaches (4).

Avec la Révolution, l'histoire des châteaux est terminée. Depuis la fin du siècle dernier, on n'entend plus parler de Châlucaet, et ce

(1) NADAUD, *Nobiliaire de la généralité de Limoges*, publié par M. l'abbé A. Lecler, t. IV, p. 635.

(2) *Registres consulaires* (Archives communales de Limoges).

(3) *Nobiliaire*, t. IV, p. 638 à 642. Les derniers barons de Châlucaet affermaient, de la famille Blondeau de Combas, les dîmes de Meuzac. On trouve aux Archives de la Haute-Vienne (Titres de Familles et Seigneuries diverses, une lettre adressée au sujet de ces dîmes, par « Maurice-Martial de Verthamon de Châlucaet » au directoire du district de Limoges, en mars 1792.

(4) *Estat des paroisses de l'élection de Limoges*, manuscrit.

nom, mêlé autrefois à tous les événements dont la province a été le théâtre, ne se trouve plus mentionné que dans les livres d'archéologie. Les ruines du vieux château s'élèvent, tristes, solitaires, oubliées, sur la colline où il n'existe plus aujourd'hui une seule habitation. Les paysans des environs prennent, dans cette inépuisable carrière, des matériaux pour construire leurs granges, leurs maisons, leurs murs de clôture : pacifiquement, peu à peu, ils achèvent l'œuvre de la guerre et du temps. Ainsi disparaîtront les restes de la vieille forteresse. Le cri des oiseaux de proie qui ont leur retraite dans les tours, trouble seul, par instants, le silence qui règne dans le vieux manoir abandonné. De temps en temps un passant, artiste, poète ou penseur, vient interroger ces imposants débris, leur demander les secrets des âges héroïques et y respirer un moment le parfum des temps passés. Mais chaque jour ces murs perdent quelque chose de leur charme pittoresque, de leur âpre majesté.

Depuis une trentaine d'années, les dégradations sont plus profondes et plus sensibles. Beaucoup de murs qui avaient tenu bou commencent à fléchir. Les eaux ont entièrement pénétré la maçonnerie ; leur action lente et prolongée a achevé de délayer le mortier et de disjoindre les pierres. Emus de l'état où se trouvaient ces belles ruines, des indices faisant prévoir leur prochaine et irréversible destruction, et aussi d'un bruit d'après lequel des ouvriers avaient fait tomber une muraille du château pour se procurer des matériaux nécessaires à l'édification d'une grange, quelques membres du Conseil général de la Haute-Vienne avaient, en 1859, appelé l'attention de l'assemblée départementale sur le grand intérêt archéologique et historique qui s'attache à la conservation des restes de la vieille forteresse. Le Conseil goûta les observations qui lui furent soumises à cet égard et émit le vœu suivant :

« Le Conseil général, informé que des dégradations continuelles se commettent aux ruines de Châlusset, verrait avec plaisir qu'il fût employé des moyens pour en assurer la conservation, dans l'intérêt des souvenirs historiques qui s'y rattachent. Il prie M. le Préfet d'entrer en pourparler avec le propriétaire de ce vieux monument, et de s'entendre avec lui pour assurer au département la conservation de ces nobles débris (1) ».

Le Préfet se conforma au désir du Conseil et proposa à M. le docteur Thézillat, propriétaire des ruines, de les céder au départe-

(1) *Procès-verbaux des séances du Conseil général. Année 1859, p. 249.*

tement ; mais M. Thézillat déclara « qu'il ne consentirait pour aucun prix à s'en dessaisir ». Le Préfet informa le Conseil que ses démarches n'avaient abouti à aucun résultat. — « Je pense toutefois », ajoutait cet administrateur en rendant compte à l'assemblée départementale de cette tentative infructueuse (1), que le propriétaire, dans l'intérêt de l'art et des souvenirs qui se rattachent à une époque disparue, ne voudra pas, — il me l'a fait espérer d'ailleurs, — que ces débris soient totalement dispersés et qu'il prendra des mesures pour en assurer, dans la limite du possible, la conservation et la durée ».

Le Conseil remercia le Préfet, en manifestant le regret que sa démarche n'eût pas abouti (2).

En 1841, les ruines de Châlucaet furent, sur les indications de M. Boullée, alors architecte de la Préfecture, inscrites sur la liste des édifices dont on demandait au Ministère le classement au nombre des monuments historiques : elles étaient, avec le château de Rochechouart, les seuls spécimens d'architecture civile qu'on eût fait figurer à ce relevé. La Société archéologique et historique du Limousin, à son tour, dans les propositions qu'elle a été appelée à fournir pour le même objet en 1874, les a comprises en première ligne dans le catalogue des restes dignes à tous égards de fixer l'attention et d'appeler la sollicitude du Gouvernement (3). Nous sommes forcé d'avouer que nous ignorons tout-à-fait si, à l'heure actuelle, Châlucaet est, ou non, classé parmi les monuments historiques auxquels sont réservées les libéralités du budget de l'État. Aucune mesure n'a été prise pour arrêter les dégradations du temps et celles qu'y ajoutent chaque jour les hommes. Il faut, sans nul doute, abandonner toute idée de restauration de ces intéressants débris (4) ; mais il serait possible, croyons-nous de retarder leur complète destruction. Nous n'en demandons pas davantage pour notre part et nous souhaitons que ce vœu modeste soit entendu.

(1) *Rapport du Préfet. Session du Conseil de 1860*, p. 173.

(2) *Procès-verbaux des séances du Conseil général. Année 1860*, p. 233.

(3) Rapport présenté par M. L. Guibert au nom de la Commission des Monuments Historiques (*Bull. de la Société archéologique*, t. XXII, p. 165).

(4) Nous devons dire, toutefois, qu'un projet de restauration a été étudié il y a peu d'années par M. Bonnet, ingénieur des Ponts et Chaussées.

APPENDICE

I

Extraits du Cartulaire du prieuré d'Aureil (1) se rapportant à divers membres de la famille de Jaunhac et aux alliances de cette famille (2) (XI^e et XII^e siècles).

... Domnus Bernardus de Joviniaco et fratres ejus dederunt Deo et Sancto Johanni (3), pro animabus suis et pro anima patris sui Petri, quicquid habebant in Vilola (4), in manu fratris Gaucherii (5), prioris (fol. 2 v^o).

Petrus Bernardus donavit Deo et Sancto Johanni, pro remedio anime sue et patris sui, totum alodium quod habebat apud villam que dicitur *Li Treis* (6), aut habere vel ratiocinari poterat, in manu Domni Gaucherii prioris, audientibus cunctis fratribus, in capitulo (fol. 3 v^o).

(1) Aureil est aujourd'hui un petit bourg à 14 kilomètres Est Sud-Est de Limoges, et le chef-lieu d'une commune du canton Sud. On y voit une assez belle église, qui dépendait de l'ancien prieuré.

(2) Il va sans dire que nous donnons seulement les principaux des passages du cartulaire se rapportant à cette famille. Les Jaunhac sont nommés en vingt autres endroits. M. G. de Senneville prépare en ce moment la publication de ce précieux document, dont nous avons, il y a quatre ans, donné un certain nombre d'extraits.

(3) Saint Jean l'Évangéliste était le principal patron de l'église d'Aureil.

(4) Virolle, commune d'Aureil.

(5) Saint Gaucher, né à Meulan, fut le fondateur et le premier prieur d'Aureil. Il s'y établit vers l'an 1070 (al. 1082), et mourut en 1140.

(6) Peut-être *Le Treis*, commune de Tarnac, canton de Bugeat (Corrèze).

... Domina Almodis, uxor Icterii Bernardi, dedit et concessit Deo et Sancto Johanni pro anima sua, hanc eandem partem silve, et pro anima matris sue Umberge. Hoc donum concessit Icterius Bernardus et filii sui Geraldus, Gauscelinus, Bernardus. Testes sunt Bernardus de Jovennac, Geraldus de Sancto Hilario (1) (fol. 7 v°).

... Fulcherius, clericus de Sancto Genesio (2), quando perrexit in Jerusalem, donavit Deo et sancto Johanni de Aurel talem consuetudinem qualis pertinebat ad parrochiale ecclesiam de Ejau (3), in totam terram que est circa monasterium, scilicet in tribus mansis, in hominibus et in feminis, in vivis et in mortuis; quam donationem Bernardus, miles, frater ejus, concessit, audientibus Geraldo Umberto, canonico, et Stephano del Bose, et Stephano de La Ribera, et Stephano, ipsius ecclesie presbitero, qui hoc donum concessit in capitulo Santi Johannis, audiente conventu fratrum. Hoc donum concesserunt Petrus et Bernardus de Joviniac, et Bernardus, et Aimericus Bernardi, et Arnaldus Bernardi de Jovinnac (*sic*) (fol. 40 r°).

Ecclesiam de Burnac (4) donaverunt Deo et sancto Johanni, pro animabus suis et patrum ac parentum suorum, Bernardus de Jaunac et fratres ejus Aimericus Bernardus et Arnaldus Bernardus; similiter Petrus de Jaunac et Bernardus Bucarst atque Aimericus, canonicus, fratres, quicquid habebant in feudo presbiterali. In manu domni Galcherii, prioris ejusdem loci, apud Petram Buferiam (5), in domo Sancte Crucis (6), fuit factum hoc donum; Aimericus vero et Arnaldus fecerunt hoc donum in turre sua. Hoc factum est anno incarnationis Domini millesimo c[entesi]mo primo (fol. 13 v°).

(1) Famille de riches chevaliers dont on trouve quelques mentions dans nos chroniques et nos cartulaires. Une dame de cette famille, Lucie de Saint-Hilaire, fit rebâtir l'hôpital de St-Martial, à Limoges, dans les premières années du xiii^e siècle (Chron. de Bernard Itier).

(2) Saint-Genest, commune du canton de Pierrefeu, arrondissement de Limoges.

(3) Eyjeaux, commune du même canton de Pierrefeu.

(4) Burgnac, commune du canton d'Aixe, arrondissement de Limoges (Haute-Vienne). Le prieuré-cure de Burgnac a pu avoir des dépendances dans le diocèse de Périgueux; mais nous ne croyons pas qu'il ait jamais relevé lui-même de ce diocèse, comme le pense M. Leroix (*Inventaire des arch. de la Haute-Vienne*, C 327).

(5) Pierrefeu, aujourd'hui chef-lieu de canton de l'arrondissement de Limoges, était un des centres féodaux les plus importants de la province au moyen âge. Ses seigneurs, connus dès le x^e siècle, ont porté le titre de *Premiers Barons du Limousin*. Une dizaine de familles nobles, dont les membres portaient le nom de chevaliers de Pierrefeu : les Jaunhac, les Ponroi, les Tranchelion, les Champmesme, les de Monts étaient vassaux du seigneur de Pierrefeu et tenaient de lui divers fiefs, soit dans le château ou la petite ville qui s'était formée sous ses murs, soit dans les environs.

(6) Le prieuré de Sainte-Croix de Pierrefeu avait été donné, en 1063, à Solignac, par le seigneur de Pierrefeu, les de Jaunhac et les de Monts.

Tempore quo Lodolcus, rex Francie, cum exercitu Jerosolimam perrexit (1), Bernardus de Jauniaco et frater ejus Geraldus, cum illo pergere cupientes, in capitulo Aureliensi venerunt et partem suam de decima d'Esjau, que paterna consuetudine illis contingebat, miserunt in vadimonio (2) fratribus ejusdem loci per CCC ^{tos} solidos, tali tamen condicione, quod si unus illorum in via moreretur (*sic*), pro anima ipsius fratres Aurelienses in eadem dimidium modium siliginis haberent; alter vero CCC ^{tos} solidos redderet. Quod si ambo morerentur, pro animabus suis et parentum suorum Deo et sancto Johanni et fratribus ejusdem loci predictam decimam libere et absolute dederunt et concesserunt. Hoc donum Petrus Bernardi et Willelmus, nepotes eorum, concesserunt; factum est autem in manu fratris sui Guidonis, qui tempore illo prior erat monasterii, presente et audiente omni fratrum conventu (fol. 20 v^o) (3).

Presentibus et futuris sit notum quod domina quedam, filia Gaucelini de Rocira (4), uxor Petri de Jaunaic (*sic*) de Sancto Vito (5), Falcha dicta, ad mortem suam dedit Deo et Sancto Johanni XII denarios reddendos in festo Sancti Aredii, in parrochia Sancti Justi (6), a la Buissoira (7), de suo maritali (8); sepulta namque fuit in Aurelio, concedente filio suo Petro de Jaonaco (fol. 41 v^o).

Notum habeant tam presentes quam futuri quod quedam domina que vocata fuit Aiba, soror Ademari, abbatis Sancti Marcialis (9), uxor Stephani de Jaonac, que nata fuit de vicariis de Laurieira (10), dedit Deo et Sancto Johanni, pro anima sua et parentum suorum, de suo maritali, mansum qui vocatur Montuan (?) in manu domni Gaucherii, prioris, audiente et con-

(1) En 1147.

(2) Les exemples de ces engagements de droits et de terres aux églises par des Croisés, au moment de leur départ pour les Lieux-Saints, sont très fréquents.

(3) Gui de Jaunhac ne figure pas aux catalogues des prieurs d'Aureil publiés jusqu'ici. Ne serait-ce pas le « Germain, prieur jusque vers 1150 » du catalogue de l'abbé Royde Pierrefite?

(4) On a vu que plusieurs alliances unissaient les Jannhac aux Royère.

(5) Saint-Vitte (autrefois Saint-Vicq ou Saint-Victe), aujourd'hui commune du canton de Saint-Germain-les-Belles, arrondissement de Saint-Yrieix (Haute-Vienne).

(6) Saint-Just, commune du canton sud de Limoges.

(7) Nous ne connaissons pas de localité de ce nom dans la commune de Saint-Just et il est peu vraisemblable qu'il s'agisse ici de La Bussière, commune de Saint-Léonard.

(8) Provenant de sa dot, ou peut-être d'un don à elle fait par son mari, d'une de ces libéralités *jure osculi*, comme nous en constatons d'assez fréquentes à cette époque.

(9) Ademar a été abbé de Saint-Martial de Limoges de 1063 ou 1064 à 1114.

(10) Laurieira, aujourd'hui chef-lieu de canton de l'arrondissement de Limoges, paraît avoir jadis appartenu aux comtes de La Marche. Les évêques de Limoges y eurent aussi des droits. Les vigiers de Laurieira sont nommés dans deux ou trois chartes. On sait qu'on appelait de ce nom, dans nos pays, des officiers à qui le seigneur inféodait la justice et certains droits accéssoires.

cedente hoc marito suo. Testes sunt Petrus Gaucelini, Petrus Brunus (1), Aimericus deu Mont, canonici; Huguo deu Mont; Fulcherius La Brosa (2); Bocharius, milites (fol. 43 r°).

Mansum qui vocatur Tort (3) donavit Stephanus de Joviniaco, amicus noster, et filius ejus Aimericus, Deo et Sancto Johanni, pro anima patris sui Aimerici et fratrum suorum : in quo manso habebat ipse Stephanus censum et *espleit* et unum receptum (4); quem mansum donare concessit Aimarus vicecomes (5), de quo movebat (fol. 53 r°)....

Domina Mateldis, filia Stephani de Joviniaco, dedit Deo et Sancto Johanni, concedente fratre suo, Bernardo Trencaleon (6), molendinos qui sunt apud ecclesiam de Ligora (7), sub ipsa villa, quos dedit ei pater suus, pro anima sua et pro anima patris sui et matris sue, in manu fratris Gaucherii. Audierunt hoc donum Aimericus major de Ponroi (8), et Stephanus et Guilelmus, canonici, et alii plures, concedente marito suo, Guidone Gaucelino. Hoc donum concessit postea domnus Ademarus vicecomes, de quo movebat, Deo et Sancto Johanni, in manu fratris Gaucherii, audiente Bernardo de Joviniaco, in porticu Sancti Marcialis, ubi sunt tabule nummulariorum (9) (fol. 53 v°).

Volumus notum esse presentibus et futuris hominibus quod, in eodem anno quo domnus Bernardus de Joviniac mortuus est, domna Agnes, uxor ejus, donavit Deo et Sancto Johanni de Aurelio quinque sextarios

(1) La famille Brun ou de Brun avait des fiefs dans diverses parties de la contrée, notamment à Aixe, à Saint-Léonard et aux environs de Châlus. Un de ses membres, Aymeric Brun, construisit le château de Montbrun en 1177 ou 78.

(2) Nous trouvons, déjà ici, nommés auprès des Jaunhac, les de Monts et les La Brosse, que nous retrouverons au XIII^e siècle, au nombre des chevaliers de Châluçet.

(3) Tort, localité que nous n'avons pu identifier, mais qui est située près de Villac, canton de Terrasson, arrondissement de Sarlat (Dordogne).

(4) Le cens est l'impôt seigneurial foncier proprement dit, qui se paie d'ordinaire annuellement. L'exploit (d'où le verbe *exploiter* dans un sens demeuré usuel) est la taille ou impôt seigneurial dû par les personnes. *Receptum* a, le plus souvent, le sens de droit de gîte.

(5) Il s'agit ici d'un vicomte de Limoges : vraisemblablement Adémar III ou Adémar IV.

(6) Les Tranchellion — *Trencaleus*, *Trenchals*, *Trenchaleo* — vieille famille noble de Pierrebuffière.

(7) Saint-Jean-Ligoure, canton de Pierrebuffière.

(8) On trouve, dans les documents des XII^e et XIII^e siècles, de nombreuses mentions des chevaliers de Ponroi — *de Ponte-Rubeo*. Ils sont souvent appelés : *Chevaliers de Pierrebuffière*.

(9) Les tables des changeurs, à Limoges, étaient, dès l'époque la plus reculée, placées au devant de l'entrée de la basilique de Saint-Martial. Il en est fait mention dans la *Vie de Saint Geoffroi du Châlard*, publiée par Auguste Bosvieux, d'après deux versions manuscrites copiées par D. Col (man. lat. 9194, p. 459 et 509). La rue des Taules, qui conduisait de la Porte Poulaillière à l'église de l'apôtre d'Aquitaine, a pris de là son nom et conserve de nos jours encore ce souvenir.

frumenti perpetuo possidendes (*sic*) apud castrum de La Porcharia (1), pro anima sua et pro anima patris et matris sue et pro amore Sancte Agnetis virginis, ut in die festivitatis ejus fratres habcant semper in die refec-tionem. Testes sunt et auditores Aimericus de Montet, et Aimericus, capel-lanus, Bernardus de la Porcharia, Geraldus du Brob (Brol?) (2), Bernardus Esporners, Geraldus Magreforts, Guido de Sautorn (3), Arnaldus de Livers (4) (fol. 59 r°).

(1) La Porcherie, ancien archiprêtre, aujourd'hui commune du canton de Saint-Germain, ar-rondissement de Saint-Yrieix (Haute-Vienne), possédait un château habité jadis par une des vieilles races féodales de la contrée. Ce château fut pris et démoli en 1216, rebâti peu après.

(2) Sans doute pour *de Brolio* : le Breull, commune d'Eyjeaux, canton de Pierrebuffière.

(3) Sautour, commune de Linards, canton de Châteauneuf-la-Forêt, arrondissement de Limoges.

(4) Peut-être faut-il lire Liners, et s'agit-il ici de Linards. Un hameau du nom de Liviers existe près de Jumilhac-le-Grand (Dordogne), presque sur la limite de la Haute-Vienne.

II

Deux lettres de Pierre, archevêque de Bourges, à Gérard du Cher, évêque de Limoges, au sujet des violences commises par V. de Jaunhac à l'égard des religieux de Solignac, et du rétablissement de la paix entre ce seigneur et le monastère (entre 1142 et 1147).

1. — P[etrus], Dei gracia Bituricensis ecclesie archiepiscopus (1), venerabili fratri G[eraldo], Lemovicensi episcopo (2), salutem. — Quot labores et expensas pro ecclesia de Aenno (3). G., Sollempniacensis abbas (4), sustinuit, Fraternitati tue non extat incognitum. Tandem vero ad nos rediens, queritur quod et ipsa ecclesia sibi violenter ablata sit, atque multe et graves injurie sibi et monachis suis a parrochianis vestris illata sint, de quibus, sicut asserit, necdum per vos plenam potuit adipisci justiciam. Tirannus (5) etenim quidam de vestro episcopatu, V. de Jaunac, quemdam monachum suum ausu sacrilego cepit et crudeliter vulneravit et impietati sue addens impietatem, vulnera ejus curari non permisit, donec quantum potuit pecunie ab eo extorsit, hominesque suos incarceravit et ad redemptionem coegit. Que omnia, Frater Episcopo, et si personam tuam fraterna karitate diligamus, absque tamen gravi (?) vindicta (?) preterire non possumus. Nos, quod litteras tuas ante abbatis adventum receperamus, in quibus continebatur quod [eos ? qui ?] ecclesiam abstulerant, et eos qui monachum ceperant, excommunicacionis vinculo innodaveras,..... sic a tanta crudelitate respiscunt, juxta sacre scripture testimonium, ferro resecanda sunt..... informata non mandamus Fraternitati vestre quatenus tam illos qui monachum ceperunt et incarceraverunt et homines abbatis ceperunt et ad redempcionem coegerunt, et illos qui ecclesiam de Aenno per nos sibi adjudicatam et per vos restitutam et

(1) Pierre I de La Châtre, archevêque de Bourges de 1141 à 1171.

(2) Gérard II du Cher, évêque de Limoges, de 1137 à 1177.

(3) Ayen, chef-lieu d'un ancien duché, aujourd'hui chef-lieu de canton de l'arrondissement de Brive, (Corrèze).

(4) Ce G désigne sans doute Gérard IV, abbé de Solignac de 1130 à 1157 ou 58 et qui, d'après le *Gallia*, recouvra définitivement en 1147, l'église d'Ayen qui avait été l'objet de longs litiges entre lui et l'évêque Gérard du Cher. Il ne semble pas ici que le débat fût précisément entre l'évêque et l'abbé de Solignac. Gérard IV paraît avoir eu pour adversaire le Chapitre de Saint-Yrieix.

(5) *Tirannus* est ici employé dans le sens de seigneur. On trouve quelques exemples de la même acception dans nos chroniques antérieures au XIII^e siècle.

concessam et scripto firmatam, violenter abstulerunt et eorum fautores in maleficio sicut jam excommunicastis, in conventibus vestris publice excommunicatos denunciatis et excommunicatos tamdiu habeatis et haberi faciatis, donec abbati ablata restituant et de sacrilegio satisfaciant. Clericos vero qui invasioni predictae ecclesie interfuerunt vel quorum consilio et auxilio facta est, ecclesiasticis privetis beneficiis (1). De supradictis vero et aliis talem ei justiciam faciatis ut pro defectu justicie ad nos redire iterum non [co]gatur. In terra vero illorum qui monachum ceperunt vel captum detinent et in locis ad que pervenerint, divina prohibeatis officia celebrari, donec, ut prediximus, resipiscant, et de tanto sacrilegio et querimoniis suis satisfaciant. Data Bituricis.

(Arch. Haute-Vienne, fonds de Solignac, liasse 9172).

2. — P. (Dei gracia Bituricensis ecclesie archiepiscopus, venerabili G.) Lemovicensi episcopo, salutem. Venerabilis frater G., Sollempniacensis abbas, significavit nobis quod V. de Jaunac, [qui] versus eum guerram gerebat, posuit se in manu vestra pro compositione pacis (?). Rogamus igitur Dilectionem vestram quatinus studiose operam detis ut inter eos pax componatur ad utilitatem Sollempniacensis ecclesie et honorem abbatis. Preterea decanum A. (2) conmonialis ut, quod super (?) est de dampno ei (?) et hominibus suis illato, sine..... one et minutione restituat. Illud etiam deprecamur ut donum quod eidem (?) abbati de ecclesia S. Cipriani (3) in presencia nostra fecistis, re et opere comp...

(Ibidem.)

(1) Le rouleau qui nous a fourni cette lettre, est couvert d'écriture des deux côtés et renferme plusieurs autres lettres de l'archevêque de Bourges, de l'évêque de Limoges, de celui de Périgueux, se référant à la même affaire et à l'excommunication d'un prêtre du nom de Bernard, en lutte avec Gérard, abbé de Solignac.

(2) Il s'agit ici du doyen du Chapitre de Saint-Yrieix, plusieurs fois mentionné au cours des lettres de l'archevêque de Bourges relatives à cette affaire.

(3) Aujourd'hui commune du canton d'Ayen.

III

Lettre de Pierre, archevêque de Bourges, à Gérard du Cher, évêque de Limoges, ordonnant à ce prélat d'interdire la chapelle du château de Châluset (entre 1142 et 1147) (1).

P[etru]s, Dei gracia Bituricensis ecclesie archiepiscopus, venerabili fratri G[eraldo], Lemovicensi episcopo, salutem. Audivimus mala plurima contigisse abbatie Sollemniaci occasione cujusdam capelle (2) que est in castro de Chaslut. Proinde mandamus Fraternitati vestre quatenus capellam illam sub interdicto teneatis et divina celebrari non permittatis, nisi ad petitionem et voluntatem Sollemniacensis abbatis et nostram concessionem.

(Arch. Haute-Vienne, Solignac, n° 9173).

(1) Nous avons quelques raisons de croire que cette lettre est antérieure à la bulle du mois de septembre 1147, mentionnant la chapelle de *Caslusceth* au nombre des églises qui relèvent de Solignac. (ESTIENNOT : *Recueil de documents concernant l'abbaye de Solignac*, conservé aux Archives de la Haute-Vienne, p. 146).

(2) Cette chapelle ne saurait être que celle du château construit, en 1132, pour servir d'asile Eustorge. On a vu qu'elle est mentionnée dans une bulle d'Eugène III, du mois de septembre 1147.

IV

Lettres d'un évêque de Limoges relatives à un don fait à la celle Grandmontaine du Châtenet, par Hugues de Jaunhac, seigneur de Châluçet (7 avril 1211).

Guido (1), Dei gracia Lemovicensis episcopus, universis has presentes visuris [salutem]. Notum sit omnibus presentibus et futuris quod Hugo de Jauniac, dominus de Castro Luceto, in nostra presentia constitutus, affectans divinum consorcium et celesti beatitudine perfrui, et ut particeps efficiatur omnium bonorum celestium et omnium benefactorum totius ordinis Grandimontis (2), dedit, concessit perpetuis temporibus et quittavit Deo et domui Grandimontis, et specialiter domui de Chastanet (3), predicti ordinis Grandimontensis, octo sextarios frumenti ad mensuram Petrabufferie annuatim levandos super omnibus bonis et rebus suis pacifice et quiete. Deditque insuper preffatus H[u]go totum jus quod habebat vel poterat habere in bosco fratrum predictorum et in nemore de Boscvielh (4), quod jungit fossato antiquo dicte domus, a parte inferiori dicti nemoris, et itineri per quod itur a dicta domo versus Buxolhium (5), a parte sinistra ipsius itineris, et ascendit a superiori usque ad aliud iter per quod itur a manso de Polenac (6) apud

(1) Cette pièce renferme une grosse erreur, qui doit être attribuée à la faute d'un copiste. En 1211, ce n'était pas un prélat du nom de Gui qui occupait le siège de Limoges; ce diocèse avait pour évêque Jean de Veyrac. Or, la date de ces lettres paraît exacte, puisque nous retrouvons dans le fonds de Grandmont (liasse 4826) l'original d'un titre confirmatif de la libéralité faite par Hugues de Jaunhac, et que cette confirmation émanant de ses fils, Aymeric Bernard et P. de Jaunhac, coseigneurs de Châluçet, remonte à l'année 1213. Il faut donc supposer que le nom de l'évêque était, à l'original de la donation, désigné par une initiale, et que le copiste aura pris un J pour un G.

(2) L'ordre de Grandmont avait été fondé par saint Etienne de Thiers, mort en 1125. Celui-ci s'était établi à Muret, près Ambazac, vers 1076. Ses disciples allèrent demeurer à peu de distance, à Grandmont en Marche. Grandmont appartient aujourd'hui à la commune de Saint-Sylvestre, canton de Laurière, arrondissement de Limoges. Il ne subsiste du monastère que d'informes débris.

(3) Le Châtenet, près Feytiat, canton sud de Limoges. Il reste quelques bâtiments de ce prieuré où l'abbé F. de Neufville avait, en 1576, installé des religieuses de l'ordre, malgré la défense formelle des statuts.

(4) Le Bosvieux, commune de Boisseuil.

(5) Boisseuil, bourg entre Limoges et Pierrebuffière, aujourd'hui chef-lieu d'une commune dépendant du canton de Pierrebuffière.

(6) Poulénas, commune d'Eyjeaux, canton de Pierrebuffière.

Lemovicis. Deditque insuper preffatus H[ugo] totum et quicquid habere poterat, tam in aliis nemoribus dictorum fratrum quam in suis. Et H[ugo] de premissis, sicut supra dictum est, donatis et quietatis, devestivit se et suos heredes coram nobis, et fratrem Johannem, presbyterum, ordinis predicti Grandimontis, de premissis investivit, ut correctorem (1) dicte domus, et promisit preffatus H[ugo] pro se et suis, juramento super premissis facto, quod contra donacionem premissorum per se vel per alium seu alios aliququaliter non veniret in futurum, et quod premissa donata dicte domui et fratribus contra omnes in jure tueretur, deffenderet et guar[ent]iret. Et ne super hiis premissis debatum vel questio in futurum possint oriri, licteras presentes in testimonium premissorum, ad pelicionem ambarum partium dedimus et concessimus, sigilli nostri munimine roboratas. Actum anno Domini millesimo ducentesimo x^{to}, die Jovis post Pascha.

(Archives de la Hte-Vienne, fonds de Grandmont. Terrier du Châtenet).

(1) Jusqu'à la réforme ou plutôt à la réorganisation de l'ordre, en 1317, les supérieurs des celles Grandmontaines portèrent le titre de *Correcteur*. Le seul supérieur de la maison de Grandmont, qui était général de tout l'ordre, était qualifié de *Prieur*.

IV bis

Confirmation par Aymeric Bernard et Pierre de Jaunhac, seigneurs de Châtlucet, fils de feu Hugues, de la donation ci-dessus (1213).

Aimiricus Bernardi et P[etrus] de Jaunac, domini de Chaslucet, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noveritis quod, cum bone memorie dominus Hugo de Jaunac, pater noster quondam, pro salute sua et suorum omnium dedisset et concessisset Priori Grandimontis (1) et fratribus de Chastaneto, ejusdem ordinis, octo sextarios frumenti ad mensuram Petrabufferie, annuatim reddendos pacifice et quiete, nos postmodum, de voluntate et consensu eorundem Prioris et fratrum, eos fratribus assignavimus in manso de la Croza superiori (2), singulis annis perpetuo sine reclamacione nostra vel heredum nostrorum pacifice possidendos. Deposuimus insuper et quitavimus predictis fratribus quicquid querimonie et querele, tam in bosco eorum quam in nostris dicebamus habere; et ut hoc ratum sit et firmum permaneat, sigillum nostrum presenti carte apposuimus, in confirmationem et testimonium hujus rei, et, ad majorem providentiam et cautelam, sigillo domini Prioris Grandimontis eam fecimus communiri. Actum anno M^o CC^o XIII^o, presentibus dicto domino A[demaro] (3), Priore Grandimontis, in cujus manu factum fuit; G[erald]o? deu Troil et Johanne de Chastaneto, sacerdotibus, et Lamberto, converso, fratribus Grandimontensibus; Bernardo de Rocira; Hel[ia] de Chasluz, militibus, et Narbona, burgensi.

(Arch. de la Haute-Vienne, fonds de Grandmont, liasse 4826).

(1) On a vu que le supérieur du monastère de Grandmont, général de l'ordre, ne porta, jusqu'à la réforme de 1317, que le titre de Prieur.

(2) Peut-être Crouzeix (commune de Feytiat) ou La Crouzette (commune de Solignac).

(3) Adémar de Frac, neuvième prieur général (1198-1215).

V

Fondation par Pierre Bernard, seigneur de Châluçet, d'un anniversaire à Solignac pour Hugues de Jaunhac, son père (mars 1237).

Omnibus has litteras inspecturis, P. Bernardi, dominus de Chaslucio, salutem in vero salutari (*sic*). Ad noticiam omnium enucleare cupio quod ego, constitutus in presencia Ugonis, abbatis Sollempniacensis (1), dedi et concessi monasterio Sollempniacensi, ad anniversarium domini patris mei, Hugonis de Jounhac, faciendi annuatim, bordariam de La Jussaria (2), sitam juxta pontem Varniam (?), quiete et pacifice possidendam. Et in eadem bordaria nullum jus retinui; nec baylivas (3) aliquis potest de jure aliquo interrogare in eadem bordaria. Conventus vero dicti monasterii debet habere pro eadem bordaria decem solidos eadem die quo (?) fiet anniversarium patris mei superius nominati. Hoc actum fuit anno Domini M^o CC^o XXX^o secundo, mense marcii (4), presentibus, videntibus et audientibus G. Rodier, cellerario Sollempniacensi, et Aymerico La Brossa milite (5), et Guillelmo Las Gorsolas, serviente meo, et multis aliis. Et in testimonium hujus rei, meas presentes litteras eidem monasterio dedi, mei sigilli (6) munimine consignatas.

(Arch. Haute-Vienne, fonds de Solignac, pièces non inventoriées. *Vidimus*).

(1) On trouve mention de Hugues II, abbé de Solignac, en 1233 et 1236. Son *rouleau* mortuaire, conservé aux archives de la Haute-Vienne, a été publié par M. C. Rivain, archiviste.

(2) Il n'est guère admissible qu'il s'agisse de la Joussanie, ou Jaussonie, entre Saint-Jean-Ligoure et Nexon.

(3) Il semble qu'il faut entendre ici le mot *baylivas* dans son acception la plus large et qu'il signifie : droits inféodés de toute nature, ou, si l'on veut : redevances féodales quelconques. Les bailes, dans nos pays, sont les derniers, les plus humbles des officiers féodaux. Beaucoup de ces bailes, qui sont à la fois des collecteurs et des chefs de hameaux, semblent n'être à l'origine que de simples paysans.

(4) Selon que la pièce a été donnée avant ou après le 25 mars, elle se rapporte à l'année 1233 ou à 1232.

(5) Des personnages de ce nom figurent parmi les chevaliers de Châluçet.

(6) Le sceau manque.

VI

Ratification, par P. Bernard de Châlucaet, d'une vente faite à l'abbaye des Allois (1236).

Ego, P. Bernardi de Caslucio, omnibus has litteras videntibus salutem. Noverint universi quod J. de Gimillac, in presencia nostra constitutus, dedit et concessit Deo et Beate Marie de Alodiis (1) et monialibus ejusdem loci, pro se et pro suis, II sextarios siliginis ad mensuram Lemovicensem et unam eminam et XII denarios de acaptamento (2), quos habebat renduales in Campo Troseu et in nemore de Riucorbs (3). Et devestiens se in manu nostra, investivit J. presbiterum, loco abbatisse. Unde predicta abbatissa dedit ei C solidos Lemovicensis monete. Hoc autem concesserunt fratres mei, videlicet B[ernardus] et W[illelmus]. In cujus rei testimonium presentem paginam sigillo meo consignavi (4). Actum publice, anno Domini M^o CC^o XXX^o VI^o.

(Arch. de la Haute-Vienne, fonds de l'abbaye des Allois, liasse 5984, original).

(1) Ancienne abbaye de filles située sur le territoire de la commune actuelle de La Geneytouse, canton de Saint-Léonard, arrondissement de Limoges (Haute-Vienne).

(2) Le droit d'accapt était une redevance qui se payait à chaque mutation de seigneur ou de vassal. — L'hémime était la moitié du setier.

(3) Nous n'avons pu savoir à quelles localités se rapportent ces deux noms.

(4) Le sceau manque.

VII

Lettres de Hugues, abbé de Solignac, relatives à une cession faite par Aimeric de Jaunhac, avec le consentement de son neveu, P. Bernard de Châluçet, à l'abbaye des Allois (7 octobre 1237).

Ugo (1), Dei gracia, abbas Sollemniaci, omnibus has litteras inspecturis, salutem in perpetuum. Noverint universi, tam presentes quam futuri, quod Aimericus de Jauniac, miles, in presenciam nostra constitutus, dedit Deo et Sancte Marie, totique conventui de Alodiis, V. cartas (2) siliginis ad mensuram Lemoviensem (*sic*), cum acceptamento, quas habebat renduales in nemore de Riucorps et in terra de Campo Troseu, cum voluntate et concessione P. Bernardi, nepotis sui, de Caslucio. Quem etiam redditum idem Aimericus debet garentire abbatisse totique conventui et defendere pro posse suo ab omni vivente per annum et per unum diem (3), et de cetero per omne tempus de jure. De quo etiam idem Aimericus habuit quinquaginta solidos; et se devestiens, investivit J. deu Teil, presbiterum, loco abbatisse et conventus. In cujus rei auctoritatem, presentem paginam sigillo nostro (4) fecit consignari. Datum apud Sollemniacum, nonis octobris M^o CC^o XXX^o VII^o.

(Arch. Haute-Vienne, fonds de Solignac, liasse 3351).

(1) Hugues II, abbé de Solignac en 1233, 1235 et 1240.

(2) La quarte valait le quart du setier, soit 12 litres 8, mesure de Limoges et 101. 67, mesure de Pierrebuffière.

(3) Ce laps de temps d'un an et un jour est souvent stipulé dans les contrats.

(4) Le sceau manque.

VII bis

Abandon à l'abbaye des Allois, par Gérard de Châluçet, damoiseau, de tous ses droits sur le Mas-Adèmar et la borderie de Vergnenègre (4 mai 1249).

Universis presentes litteras inspecturis, magister Helias (1), officialis curie Lemovicensis, salutem in Domino. Noveritis quod Geraldus de Castro Lucii, domisellus, in nostra presenciam personaliter constitutus, dedit, concessit et quittavit perpetuo, pro se et omnibus suis, in helemosinam, abbacie et venerabili abbatisse et conventui domus monialium de Alodiis, omne jus quodcumque habebat vel habere vel requirere usque ad diem hodiernam poterat in manso Ademari (2) et in bordaria de Vernhanegra (3), et in pertinentiis mansi et bordarie predictorum. Et decessit se coram nobis de jure eodem, et investivit, ad opus abbacie et abbatisse et conventus predictorum, Bernardum de Manso, presbiterum dicte domus, coram nobis, et promisit, prestito juramento, se contra donacionem hujusmodi de cetero per se vel per alios aliquatenus non venturum, et quod ab omni homine, quantum erit de jure, omnia dicta donata defendet et garentiet pro posse suo abbacie et abbatisse et conventui predictis. Si vero premissa non garentiret et defenderet, vel non posset defendere et garentire, ipse promisit, sub eodem juramento, se assignaturum in loco competenti, ad arbitrium venerabilis prioris de Aurelio (4), sex solidos Lemovicensis monete renduales abbacie et abbatisse et conventui supradictis ad submonicionem abbatisse predictae; et recognovit quod pater ipsius omne jus quodcumque habebat in premissis, dederat et concesserat perpetuo alias abbacie et abbatisse et conventui memoratis. Et nos, super hiis, ad instanciam ipsius domiselli et dicti presbiteri, qui dictam donacionem ad opus abbacie et abbatisse et conventus predictorum coram nobis recepit, nostras presentes litteras dedimus et concessimus testimoniales, sine juris prejudicio alieni. Datum quarto nonas maii, anno Domini M^o CC^o XL^o nono.

(Arch. Haute-Vienne, les Allois, n^o 5003).

(1) Nous possédons beaucoup d'actes et de lettres émanant de l'official Elie Coral.

(2) Peut-être l'Adémarie ou l'Aymarie : — Leymarie, près Saint-Jean-Ligoure.

(3) Vergnenègre, hameau de la commune de La Geneytouse, canton de Saint-Léonard.

(4) Le monastère d'Aureil n'était distant de l'abbaye des Allois que de 2 à 3 kilomètres.

VIII

Hommage rendu à l'abbé et au monastère de Solignac par Pierre Bernard, seigneur du Haut-Châluçet, et Hugues de Jaunhac, son neveu, en présence de l'évêque Aymeric de Malemort et du sénéchal du roi de France (26 octobre 1260).

Aymericus, Dei gracia Lemovicensis episcopus (1), et Radulphus de Trappas, serviens illustrissimi Regis Francorum, ex parte ipsius Regis in Lemovicensi, Petragoricensi et Caturcensi diœcesibus senescallus (2), omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Insinuacione præsencium ad singulorum notitiam volumus pervenire quod nobilis vir Petrus Bernardi, dominus de Castro Lucii, in nostra presencia personaliter constitutus, recognovit in iure, coram nobis, gratis et spontanea voluntate, quod ipse et Hugo de Jaunhac, nepos suus, domisellus, tenebant et predecessores sui tenuerunt semper castrum, seu repayre (*sic*) de Castro Lucii superius, cum omnibus pertinentiis suis; et eciam mansos de la Vila (3), et de la Bosonia (4), et de Podio (5), et de Las Maios (6), et de Ligora (7), et de la Pera (8), et de Montilio (9), et de la Fauria (10), sitos in parrochia de Vicano, et quicquid habebant, vel habere poterant aliquo modo in parrochia antedicta, excepto manso de Vilars (11); et eciam amplius decimam de manso

(1) Aymeric de Serre de Malemort, évêque de Limoges, de 1245 à 1272.

(2) Raoul de Trappes aurait à plusieurs reprises rempli les fonctions de sénéchal du roi de France dans le diocèse de Limoges. Il est nommé ici, au 26 octobre 1260, en cette qualité. Le même office est rempli, vers le milieu de l'année 1263 par Pierre *Servientis*. La pièce ci-après établit que Raoul de Trappes est de nouveau, à la date du 24 juin 1266, sénéchal des trois diocèses rendus à l'Angleterre par Saint-Louis.

(3) La Villette ou les Villettes, commune de Saint-Jean-Ligoure, canton de Pierrebuffière.

(4) La Bosonie, au sud des ruines de Châluçet, même commune de Saint-Jean-Ligoure.

(5) Le Mas-du-Puy, commune du Vigen.

(6) Les Maisons, près des ruines et à proximité de La Bosonie, comm. de St-Jean-Ligoure.

(7) Ligoure, commune du Vigen, possédait un petit château, aujourd'hui restauré et où M. Le Play, l'illustre économiste, a passé une partie des dernières années de sa vie.

(8) Très probablement Pêrcix, aujourd'hui commune de Boisseuil.

(9) Il existe deux villages de ce nom; le grand et le petit Monteil, dans la commune de Saint-Priest-Ligoure. Mais il est peu probable que ce soit de l'un d'eux qu'il s'agisse ici.

(10) On trouve plusieurs localités de ce nom autour de Châluçet.

(11) S'agit-il de Villard, aujourd'hui commune de Janailhac? C'est peu probable.

superiori de Lobeac (1), in feodum a religiosis viris abbate et conventu et monasterio Sollempniacensibus; et quod premissa universa et singula sunt et movent de feodo et dominio eorundem; et quod ipse nobilis fecerat homagium litgium Petro, pro tempore abbati dicti loci et predecessori ipsius (2), et quod predecessores sui fecerant similiter homagium litgium predecessoribus ipsius abbatis... pro universis et singulis supradictis. — Adhuc dictus Hugo de Jounhac, domisellus, in eadem presencia constitutus, recognovit gratis et spontanea voluntate, in jure, coram nobis, premissa universa et singula... prout dictus patruus suus recognoverat coram nobis, sicut superius est expressum... Dictus nobilis et dictus domisellus nepos suus, coram nobis, prestitio ad sancta Dei evangelia coram nobis juramento, [confessi sunt?] quod premissa ab aliquo alio domino non tenebant nec habebant; et quod premissa universa et singula alicui non vendiderant nec obligaverant aliquo genere obligationis; nec dominum recognoverant de premissis, nisi abbatem, conventum et monasterium antedictos (sic), et promiserunt, sub virtute prestiti juramenti et amissione feodi antedicti ita quod in continenti (?) rediret dictum feodum in jus et proprietatem dictorum conventus et monasterii et abbatis, pro se et successoribus suis, quod alium dominum super premissis seu in premissis universis et singulis non advocabunt nec recognoscent; nec premissa universa et singula vendent seu distrahent, vel obligabunt aliquo genere alienacionis, obligationis, alicui, in prejudicium predictorum abbatis pro tempore et conventus, nec sine voluntate et licencia eorundem petitis ab ipso abbate, qui pro tempore fuerit, et conventu dicti loci, petitis et obtentis. Preterea recognoverunt iidem nobilis et nepos suus in jure, coram nobis, quod quicquid ipsi habebant vel habere poterant aliquo modo in parrochia de La Porcharia, habebant et tenebant in feodum, excepto fortalicio. Et quod habent infra aquas ab ipsis conventu et monasterio et abbate, videlicet mansos de Campo Espinassos (3), et de Bosco (4), et de la Marronha (5), et duos mansos de Crestenos (?), et tres mansos de la Valelha (6) cum omnibus pertinentiis suis, et omnes alios mansos cum bordariis, et quicquid aliud habent vel habere possunt in tota parrochia de la Porcharia supradicta, et quod premissa universa et singula sunt et movent de feodo et dominio

(1) Loubet, commune de Saint-Hilaire-Bonneval. Il est souvent parlé du chemin qui va de la Croix-de-Lobéac ou Loubet à Châluçet.

(2) L'abbé Hugues II, prédécesseur de Pierre, mourut vers 1240.

(3) Probablement Espinassou ou Espinasseau (Cassini), commune de La Porcherie, canton de Saint-Germain-les-Belles, arrondissement de Saint-Yrieix (Haute-Vienne).

(4) S'agit-il du Maubos, entre La Porcherie et Cirat, ou de Boix, commune de Meuzac, même canton de Saint-Germain.

(5) La Maronnie, commune de La Porcherie.

(6) Les Vareilles, commune de La Porcherie.

eorumdem conventus, monasterii et abbatis; et quod, pro premissis, ipse nobilis fecit homagium litgium dicto abbati et predecessori suo, et predecessores sui similiter fecerant homagium litgium ipsius abbatis predecessoribus, ut credebat.— Et sciendum quod, in presencia nostra personaliter constituti, Petrus de Suyssac, prepositus Solempniacensis, et Clemens de Veteri Villa, cellerarius, et Geraldus de Montibus, monachi dicti loci, procuratores et syndici dictorum abbatis et conventus, promiserunt, pro dictis abbate et conventu, prestito in eorum animas et dictorum abbatis et conventus corporaliter juramento et sub amissione feodi, dictis patruo et nepoti et heredibus eorumdem, quod de cetero alium dominum vel aliud dominium non advocabunt super premissis omnibus, nec de novo infeodabunt nec recipient homagium ab alio quam ab heredibus dicti loci de Castro Lucii vel tenentibus dictum locum, nisi de voluntate ipsorum et heredum suorum petita pariter et obtenta; nec dominium istud transferent in aliam personam aliquo genere alienacionis, donacionis, permutacionis, vendicionis vel alio quoquo modo. Et dicti abbas et conventus debent eisdem nobili et domisello premissa defendere ab omni homine, quantum erit de jure, ac eciam garentire. Et ad premissa observanda, si necesse fuerit, voluit et petiit utraque pars a nobis, Lemovicensi episcopo, per censuram ecclesiasticam se compelli. In quorum omnium testimonium et munimen, ad petitionem et instanciam utriusque partis, sigilla nostra presentibus duximus apponenda, una cum sigillis dictorum abbatis et conventus, et dicti nobilis, qui pro se et dicto suo nepote duxit sigillum suum presentibus apponendum. — Datum septimo kalendas novembris anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo.

(Archives de la Haute-Vienne, fds de Solignac, liasse 6037). Cette pièce n'a conservé que des fragments de deux sceaux : celui de l'abbaye et celui, semble-t-il, de Raoul de Trappes.

VIII bis

Lettres de sauvegarde royale en faveur de l'abbaye de Solignac, données par Pierre Servientis, sénéchal du roi de France dans le diocèse de Limoges après la restitution de ce diocèse à l'Angleterre. (Vidimus du 24 juin 1266). Parlement de la Pentecôte 1263.

Universis presentes litteras inspecturis, Radolphus de Trapis, senescallus domini Ludovici, illustris Regis Francie in Lemovicensi, Caturcensi, Petragoricensi diocesisibus deputatus (1), salutem ac pacem. Noveritis sequentes litteras Petri Servientis, senescalli quondam Domini Ludovici, Regis Francie, in Lemovicensi diocesi deputati (2), non viciatas, non rasas, non abollitas, non cancellatas, vere sigillo ipsius Petri Servientis sigillatas, non in aliqua parte sui corruptas, nos vidisse et diligenter inspexisse in hec verba: — « Universis presentes litteras inspecturis, Petrus Servientis, senescallus Domini Ludovici, illustris Regis Francie, in Lemovicensi diocesi deputatus, salutem et pacem. Noveritis quod cum Dominus noster Ludovicus, Dei gracia Rex Francie, partem terre (3) diocesis Lemovicensis regi Anglie reddidisset, visis et inspectis diligenter privilegiis monasterii Sollempniacensis, per que dictum monasterium sub protectione ejusdem Domini regis Francie esse constabat, nobis viva voce precepit, religioso viro Archambaud (4), venerabili abbate dicti monasterii, instante, quod dictum monasterium cum omnibus membris suis ab omnibus violentiis, injuriis, maleficiis, contra quoscumque injuriatores et malefactores, et specialiter contra gentes ejusdem regis Anglie defendamus. Datum Parisius, in parlamento Pentecostes, anno Domini m^o cc^o lx^{mo} tercio. » — In cujus rei testimonium presenti transcripto sigillum nostrum duximus apponendum. Datum octavo kalendas julii, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo sexto.

(Arch. de la Haute-Vienne, fonds de Solignac, n^o 8587 du classement provisoire)

(1) Raoul de Trappes est qualifié de sénéchal du roi de France dans ces trois diocèses par plusieurs documents de nos archives. On a vu ce personnage figurer, avec la même qualité, à un acte d'hommage du 26 octobre 1260 (pièces n^o 8).

(2) Pierre Servientis avait précédé Raoul de Trappes dans les fonctions de sénéchal en 1253, 1263 et 1261. Les bourgeois de Limoges se plaignirent du concours qu'il avait prêté au vicomte Gui VI, au cours de la guerre de la vicomté.

(3) On voit que la restitution, par saint Louis, du diocèse de Limoges à Henri III n'avait pas été aussi complète qu'on l'imagine généralement.

(4) Archambaud II, qu'on ne trouve pas mentionnée comme abbé avant 1263.

VIII *ter*

Vente à l'abbaye des Allois par Pierre Bernard, chevalier, seigneur de Châluçet, et par Hugues de Jaunhac, damoiseau, son neveu, du bois et de la terre du Devès (22 mai 1264).

Universis presentes litteras inspecturis, magister G., officialis curie Lemo-
vicensis, eternam in Domino salutem. — Noverit universitas vestra quod,
in nostra personaliter presencia constitutis nobili viro Petro Bernardi,
milite, Domino de Castro Lucii, et Hugone de Jaunhac, domisello, nepote
suo, ex parte una, et venerabili et religiosa domina Halaide (1), abbatissa
de Alodiis, pro se et conventu suo et domo de Alodiis, ex altera; dicti miles
et domisellus, gratis et spontanea voluntate, vendiderunt et concesserunt
in perpetuum pro se et omnibus heredibus et successoribus suis, dictis
abbatisse et conventui et domui de Alodiis et successoribus eorumdem,
precio centum et decem librarum monete Lemovicensis, de quibus confessi
fuerunt se habuisse gratum suum plenarie a dicta abbatissa in pecunia
numerata, renunciantes expresse ac ex certa sciencia excepcioni non nume-
rate pecunie, non habite, non recepte, et spei future numeracionis, ac
excepcionibus doli, fori, loci et in factum (?) actioni et sine causa, et bene-
ficio coerenti rei et persone, et omni excepcioni, actioni et defensionii
reali et personali, et omni usui, consuetudini et statuto et beneficio mino-
ris precii, et restitutionis in integrum, et omni auxilio et beneficio juris
canonici et civilis, que premissa in parte vel in toto sibi et suis possent com-
petere, et dictis abbatisse, conventui ac domui de Alodiis n (2) et
juridiceuti generalem renunciacionem non debere valere de jure, nemus
suum totum et terram cum omnibus appendiciis, juribus et pertinenciis dicti
nemoris, quod vocatur *Lo Deves* (3), et nemus quod fuit Bernardi de
Aurelio; ita quod sibi et heredibus suis nullum jus retinuerunt in premissis
omnibus venditis et pertinenciis premissorum absis et vestitiis; que pre-

(1) Le *Gallia Christiana* ne mentionne qu'une abbesse du nom d'Alaïde, qu'il place en 1231. Cette date est elle inexacte, et faut il reculer l'abbatit d'Alaïde après celui d'Almodie (1236) et celui de Foulque (vers 1240)? Ou bien doit on admettre que le monastère des Allois a eu, dans le cours du XIII^e siècle, deux abbessees de ce nom?

(2) Une tache rend le mot suivant illisible.

(3) Il résulte des indications de cet acte et aussi de celles de la pièce n° 1X *bis* ci-après, qu'il n'est pas question ici du Deveix, commune de Saint-Priest-Ligoure, canton de Nexon, ni de Duveix, commune de Linards. Serait-ce le *Débat*, commune d'Aureil ?

missa vendita sita sunt in parrochia de Esgallo, inter mansum Gualteri (1) et mansum de Cluzello (2) et mansum de Aqua sparsa (3), ita quod dictum jus et quicquid possessionis et proprietatis habere possunt (?) in premissis omnibus venditis transtulerunt irrevocabiliter in abbatissam, conventum, et domum de Alodiis; que omnia premissa vendita, sunt de feodo et dominio dicti nobilis prout ipse et dictus nepos suus asseruerunt. De quibus premissis omnibus venditis devestiverunt se coram nobis in jure dicti miles et domisellus, et investiverunt de eisdem dictam abbatissam nomine et ad opus ipsius et conventus et domus de Alodiis, promittentes quod contra dictam vendicionem et contenta in litteris istis in parte vel in toto per se vel per alios de cetero non venirent, tacite vel expresse; et quod premissa omnia vendita defenderent et garentirent abbatisse, conventui et domui de Alodiis ab omnibus hominibus, prout de jure esset, specialiter et expresse ab Aymerico de Axia (4), milite, et suis, et ab omni domino et dominio, preposito, prepositatu, bailivo, bailiagio, serviente, serviencia, forestario, forestagio, et ab omni deverio, obligacione, gatgeria et enjecto. Promiserunt eciam dicti miles et domisellus quod abbatissam, conventum et domum de Alodiis ponerent in corporale, vacuum, liberam et pacificam possessionem de premissis. Hec vero predicta singula et universa promiserunt dicti venditores, per stipulacionem sollempnem, se observaturos inviolabiliter et contra non venturos, prestitis ad sancta Dei evangelia corporaliter juramentis. Nos vero dictos venditores, ad instanciam dicte abbatisse, instantis pro se et conventu et domo de Alodiis, ad observandum premissa formaliter condempnamus. In cujus rei testimonium, sine juris prejudicio alieni, presentibus litteris sigillum Lemovicensis curie duximus apponendum, una cum sigillo dicti nobilis. Nos vero, P. Bernardi, miles, dominus de Castro Lucii, presentibus litteris, una cum sigillo curie Lemovicensis, pro nobis et dicto nepote nostro, sigillum nostrum duximus apponendum (5); quo sigillo ego, Hugo de Jaunhac, domisellus, contentus sum in hac parte. Datum et actum undecimo kalendas junii, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo quarto.

(Arch. de la Haute-Vienne, Allois, 5633).

(1) Le Mas-Gautier, commune d'Eyjeaux, canton de Pierrefeu. Il y a un autre Mas-Gautier près Feytiat, canton sud de Limoges.

(2) L. Cluzeau, commune d'Aureil.

(3) Il y a deux localités du nom d'Aigueperse à proximité d'Eyjeaux : l'une dans la commune de Saint-Paul d'Eyjeaux, l'autre dans celle de Saint-Bonnet-la-Rivière.

(4) Les Aymeric d'Aixe étaient seigneurs en partie de la ville d'Aixe, près Limoges, et on peut se demander s'ils n'étaient pas la souche d'où aient sorti les Brun. Seuls de toutes les familles féodales de la contrée, ils jouissaient du privilège d'être enterrés dans le chapitre même de Solignac, auprès des abbés.

(5) Ce sceau est appendu à la pièce. Nous en avons publié plus haut le dessin. C'est l'unique exemplaire que nous connaissions du sceau d'un seigneur de Châluset, avant les Sully.

IX

Testament de Gui de Périgord, damoiseau du Bas-Châluçet,
(25 octobre 1264).

In nomine Patris et Filii et Spiritus sancti, Amen. Ego, Guido de Peiriguos, domisellus, bene compos mentis mee, licet eger corpore, in hunc modum facio seu ordino testamentum meum : — Volo et precipio quod de bonis meis clamores mei et debita mea emendentur et persolvantur. Et facio et constituo ac dimitto unicam filiam meam heredem in omnibus bonis meis, et, si contigerit dictam filiam meam mori sine heredibus exstantibus, ab ipsa legitime procreatis, substituo heredem unicam sororem meam in bonis meis. Et eligo sepulturam meam apud Sollempniacum, cum parentibus meis, sive inter parentes meos. Et volo et precipio quod furnumentum (1) meum et exequie mee honorifice fiant de bonis meis, prout furnumentum et exequie alicujus militis, domini de Castro Lucii, fieri consueverunt. Et lego, do et concedo in puram et perpetuam helemosinam et pro salute anime mee, Deo et monasterio Sollempniacensi et abbati ejusdem loci, viginti solidos Lemovicensis monete renduales. Et lego presbiteris et clericis Sollempniacensibus quinque solidos ejusdem monete renduales. Item lego helemosine Pascali que solet fieri apud Sollempniacum, in die Pasche Domini, annuatim (2), duos sextarios siliginis ad mensuram censualem renduales. Item lego ecclesie de Vicano quinque solidos ejusdem monete renduales. Item lego predictæ ecclesie de Vicano quatuor solidos et quatuor denarios renduales, ita quod in dicta ecclesia, qualibet die dominica cujuslibet anni, in perpetuum fiant commemoraciones pro salute anime mee et pro salute parentum meorum, cum vulgariter dictæ commemoraciones appellentur *oblias* (3). Item lego capelle Castri Lucii superioris tres solidos renduales et alie capelle Castri Lucii inferioris alios tres solidos renduales. Et monasterio Beate Marie de Regula (4) lego sex denarios renduales. — Item si contingeret quod dicta filia mea premorcretur (*sic*), sine heredibus

(1) *Furnumentum* est, à proprement parler, l'appareil des obsèques.

(2) Cette mesure, qui est la mesure *cessaressa* des documents en langue romane, est souvent mentionnée aux XII^e et XIII^e siècles.

(3) Ce sens donné au mot *oblia*, ne se trouve pas dans Ducange. Cependant, le mot *oblia* ou *oblie* se rencontre dans un assez grand nombre de pièces avec le sens de services commémoratifs ou de rentes obituaires destinées à acquitter ces services. Ce nom leur était venu, selon toute probabilité, des distributions qui devaient être faites ce jour-là aux religieux de la maison.

(4) Notre-Dame-de-La-Règle, très ancien monastère de femmes dans la Cité de Limoges. La tradition faisait remonter son origine au temps de saint Martial. On a la preuve de son existence sous le règne de Louis-le-Débonnaire.

exstantibus ab ipsa legitime procreatis, et eciam si contingeret quod dicta soror mea premoreretur sine heredibus exstantibus ab ipsa legitime procreatis, volo et precipio quod ea que ego legavi dictis ecclesiis et personis ecclesiasticis duplicentur, ita quod dicte ecclesie et persone ecclesiastice premissa legata duplicitus habeant. Item volo et precipio quod, predicta condicione existente, videlicet si contingat dictas filiam et sororem meas premori sine heredibus exstantibus, dictum monasterium Sollempniacense habeat et teneat in perpetuum, tanquam suum, mansum dictum de Savinhac (1), cum omnibus pertinentiis et juribus dicti mansi; qui mansus situs est in parrochia de Melhac et movet de feodo et dominio venerabilis abbatis et monasterii Sollempniacensium. Et si contingat quod dictum monasterium habeat dictum mansum, volo et precipio quod legatum quod feci dicto monasterio non remaneat, ita quod dictum monasterium illud legatum non habeat, sed tantummodo dictum mansum cum pertinentiis et juribus dicti mansi que habeo in presencium [data?] ibidem. Item si contingat dictas filiam et sororem meas premori sine heredibus exstantibus, volo et precipio quod porcionarii mei, videlicet illi qui commorantur in Castro Lucii inferiori, non vicecomes Lemovicensis nec ipsius heredes, habeant, sed tantummodo dicti porcionarii in dicto Castro Lucii commorantes, habeant domum meam sitam ibidem, cum pertinentiis dicte domus et dominium quodcumque habeo vel habere possum in dicto Castro Lucii inferiori. Et, si contingat quod ad dictos (*sic*) porcionarios meos in dicto Castro Lucii inferiori commorantes deveniant, premissa que ipsis legavi sub predicta condicione, volo et precipio quod, pro salute anime mee, dicti porcionarii faciant in perpetuum, in ecclesia sive capella Castri Lucii inferioris, qualibet die dominica cujuslibet anni, commemorationes que vulgariter appellantur oblias. Item lego uxori mee dicte La Comtor (2), nomine oscii (3), trescentos solidos Lemovicensis monete renduales, ita quod ipsa habeat eosdem quamdiu vixerit; et volo, post mortem dicte uxoris mee, quod dicti trescenti solidi revertantur ad heredes meos: ita tamen quod si contingat dictas filiam et sororem meas premori sine heredibus exstantibus, ut superius est expressum, volo et precipio quod dicta uxor mea habeat trescentos solidos renduales in perpetuum. Item lego centum solidos semel solvendo ad hoc faciendum, videlicet quod

(1) Savignac, commune de Meilhac, canton de Nexon, arrondissement de Saint-Yrieix (Haute-Vienne).

(2) Ce titre a été porté, du *x^e* au *xiii^e* siècle, par de très puissantes familles féodales, et en particulier par celle de Laron. Le contors était placé, dit-on, immédiatement au-dessous du vicomte dans la hiérarchie féodale.

(3) Pour *osculi*. La donation qu'on désignait sous le nom de droit d'oscle, et qu'on trouve, dans nos contrées, mentionnée au *x^e* siècle (DELOCHE : *Cartulaire de Beaulieu*).

dividantur sive distribuuntur in ecclesiis sive parrochiis quibus ecclesiis sive parrochiis intuli dampna aliqua. Item, cum ego assumpserim signum Crucis (1), lego dicto Davinau, qui loco mei assumat dictam crucem et transfrelare non dubitet, sex libras Turonensis monete, et amplius quamdam rabam (2) et omnes armaturas meas, exceptis armaturis de ferro. Et si non contingat dictum Davinau transfretrare (*sic*), volo et precipio quod alius assumat signum crucis, cui lego premissa, prout superius sunt expressa. Item volo et precipio quod clamores mei emendentur et debita mea persolvantur, prout superius est expressum, ante omnia supradicta, et eciam quod ea que legavi ecclesiis predictis et personis ecclesiasticis penitus persolvantur sive reddantur. Item facio et constituo helemosinarios (3) meos seu exequutores testamenti presentis dominos Gollerium Las Tors (4) et Engaleumum Chabrol (5), canonicum Sancti Aredii, et magistrum P. Chagat, capellanum meum, canonicum Lemovicensem, et Petrum Bernardi, militem, dominum Castri Lucii superioris, avunculum meum. Et si contingat quod dicti quatuor helemosinarii dictum testamentum meum nolunt exequi, volo quod unus, vel tres, vel duo ex ipsis helemosinariis dictum testamentum meum exequantur, et rogo, modis omnibus quibus possum, dominum meum, abbatem Sollempniacensem, quod ipse donet consilium dictis helemosinariis. Et volo quod dicti helemosinarii juxta consilium suum universa et singula premissa faciant et disponant, et ad premissa omnia et singula facienda et exequenda, et ad me exeundum a suis interdicto et excommunicatione quibus sum innodatus (6), obligo equitaturas meas et omnia alia bona mea mobilia et immobilia. Hec verò premissa acta fuerunt coram nobis, Officiali Lemovicensi, et coram nobis, Archambauda (7), miseracione divina humili abbati Sollempniacensi; et

(1) Comme j'ai pris la croix (pour aller en Terre-Sainte).

(2) *Rabam*, sans doute.

(3) Nous avons dit ailleurs quels pouvoirs étaient attribués à Limoges, et vraisemblablement dans les environs, aux exécuteurs testamentaires (*la Famille Limousine d'autrefois, d'après les testaments et la coutume*. — Limoges, Ducourtieux et Leblanc, 1883). On voit qu'ici ces pouvoirs sont diminués par l'adjonction aux exécuteurs de l'abbé de Solignac.

(4) S'agit-il ici du Gouffier de Lastours que le *Nobiliaire de la Généralité de Limoges*, t. III, p. 47, fait mourir en « 1254 ou 1354 » ?

(5) Ce nom avait été porté par les anciens seigneurs de Châlus. Peut-être les Chabrol avaient-ils la même origine que les Bernard de Jaunhac et les Bernard de Bré. Le Cartulaire de Vigeois mentionne un *Cabrols*, fils d'Ilier Bernard et d'Almodis (Bibl. nat., ms latin 5048, nouvelles acquisitions, fol. 13).

(6) Le testateur se trouvait-il sous le coup de l'excommunication parce qu'il avait différé, sans motif légitime, au-delà du terme fixé, son départ pour la Croisade, ou à cause des méfaits dont il s'accuse plus haut, des « dommages causés à plusieurs églises ou paroisses ? »

(7) Archambaud, abbé de Solignac en 1263 et 1264. L'abbé Nadaud a trouvé mentionné, dans les manuscrits de l'Évêché, un Archambaud, abbé de Solignac en 1275 ou 76. Est-ce le même ?

ad preces et instanciam dicti Guidonis, nos, Officialis, sigillum Lemovicensis curie (1), et nos, predictus abbas, sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponenda in testimonium premissorum. Datum vii^o kalendas novembris, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo quarto.

(Arch. Haute-Vienne, fonds de Solignac, liasse 6568).

(1) Le sceau de la cour ecclésiastique, de l'officialité.

IX bis

Abandon, à l'abbaye des Allois, par Pierre Bernard, seigneur de Châ-lucet, de toute revendication éventuelle, en vertu du droit de retour sur le Devès (19 janvier 1266, vieux style : 1267).

Universis presentes litteras inspecturis, Petrus Bernardi, miles, dominus de Chalusseto, salutem in Domino. Noverint universi quod nos, attendentes beneficia et servicia nobis impensa a venerabilibus abbatissa et conventu domus monialium de Alodiis, damus et concedimus et quitamus eidem domui, pro nobis et heredibus nostris in perpetuum, quidquid juris habemus vel habere seu requirere possumus ratione torni (1) vel alias quoquo modo, in nemore dicto deu Deves et in omnibus pertinenciis ejusdem nemoris, que omnia sita sunt prope dictam domum de Alodiis; et promittimus, prestito corporaliter juramento, quod contra premissa non veniemus tacite vel expresse. In cujus rei testimonium damus et concedimus dictis abbatisse et conventui nostras presentes litteras, sigillo nostro proprio (2) consignatas. Datum quarto decimo kalendas februarii, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo sexto.

(Arch. de la Haute-Vienne, fonds des Allois, liasse 6932).

(1) Droit de réversion au seigneur dans plusieurs cas déterminés. Ce droit de retour a été travesti plusieurs fois, dans les copies faites en Angleterre sous la direction de Bréquigny, en « droit du corbeau », *jure Corvi*.

(2) Le sceau manque.

X

Donation, devant l'official de Limoges, par Jourdain de Montcocu, à Gérard de Maulmont, de ses droits sur la quatrième partie du Haut-Châluçet et sur divers fonds (25 mai 1279).

Universis presentes litteras inspecturis, Officialis curie Lemovicensis salutem in Domino. Noveritis quod in nostra presencia personaliter constitutis Dominis Jordano de Monte Cuculli, milite, ex una parte, et dilecto in Christo Helia La Rocha, clerico, procuratore venerabilis et discreti viri magistri G[eraldi] de Malomonte, canonici Lugdunensis, domini Regis Francie clerici, quoad subsequenda recipienda nomine et ad opus ipsius magistri G[eraldi], ex altera. — Dictus miles non coactus, non seductus, nec ab aliquo circumventus, set mera et spontanea voluntate sua, dedit donacione pura et simplici, irrevocabili, inter vivos, pro se suisque heredibus et successoribus, et in perpetuum concessit et quitavit predicto magistro G[eraldo], ejus heredibus successoribus, et totum feodum et totum jus quod idem miles habebat, vel habere poterat, quoquo modo, in quarta parte castri de Chaslucio superioris, pro qua quarta parte dominus Petrus Bernardi, miles, jam defunctus, olim dominus dicti castri de Chaslucio (1), prout idem Jordanus dicebat, eidem ad hommagium tenebatur. Item dedit dictus Jordauus, donacione pura et simplici, irrevocabili, inter vivos et in perpetuum, pro se et omnibus suis heredibus et successoribus concessit et quitavit, predicto magistro G[eraldo] et suis heredibus et successoribus, omnia jura et deveria universa et singula que habebat, vel habere poterat, in toto castro predicto seu villa ejusdem, et in barriis et pertinentiis castri et ville predictorum, nec non et omnes domos, hereditates, deveria, jura, et quicquid aliud habebat vel habere poterat, vel sibi et heredibus suis competeat vel competere poterat, in castro, barriis et pertinentiis eorundem, et amplius quicquid habebat vel habere poterat in mansis, hominibus seu villa de Chaslucio predictis, et in hominibus et teneuris de la Bozonnia, de las Mayos et de Liguora (2), et in pertinentiis omnium predictorum; item et amplius quicquid homines de Liguora tenebant ad ipso in manso de [la

(1) Nous avons dit que Pierre Bernard fut le dernier seigneur de Châluçet de la famille des Jaunhac. Il y a lieu de s'étonner qu'il ne soit pas fait mention des droits de Jourdain de Montcocu dans l'acte d'hommage de 1260 (pièces n° 8 ci-dessus). On pourrait en inférer que Jourdain tenait ces droits de Hugues de Jaunhac, dont il était peut-être le gendre.

(2) Ces trois mas sont mentionnés à l'hommage, rendu en 1260, par Pierre Bernard et Hugues de Jaunhac à l'abbaye de Solignac.

Pera (1), cum] omnibus (2) terris cultis et incultis, pratis, pascuis, nemoribus, aquis, ripariis, et aliis ejusdem... (2) pertinentiis universis; et amplius omnia illa bona que dicti homines de Liguora vel alii quicumque eidem debebant ratione dicti mansi de la Pera, vel sibi tenebantur. Et hec omnia premissa, universa et singula, prout superius sunt contenta, promisit pro se et suis heredibus et successoribus predicto procuratori solempniter pro dicto magistro G[eraldo] stipulanti, se tenere in perpetuum et inviolabiliter observare, et contra non venire per se nec per alium, tacite vel expresse, et eciam dare et concedere eidem magistro G[eraldo], ad requestam ipsius vel suorum, litteras confirmationis, sigillatas sigillo venerabilis abbatis Sollempniacensis, domini feudalium omnium premissorum, necnon et quascumque alias litteras confirmatorias cujuscumque sigillo sigillatas que (*sic*) eidem magistro placuerit, et sibi viderit esse utiles et necessarias, sub meliori forma qua dictari poterunt atque scribi, ad expensas ipsius magistri G[eraldi], formam et substantiam tantum presentis littere continentes, prestito ab eodem Jordano super hiis ad sancta Dei Evangelia corporaliter juramento. Et pro premissis omnibus universis et singulis attendendis, complendis et inviolabiliter observandis, obligavit idem Jordanus eidem magistro G[eraldo] et suis in perpetuum, se et heredes et successores suos, et omnia bona sua mobilia quecumque et ubicumque sint, et quocumque nomine censeantur. Et devestiens se coram nobis in jure, pro se et omnibus heredibus et successoribus suis, de omnibus premissis universis et singulis predictum, procuratorem presentem et recipientem nomine et ad opus predicti magistri G[eraldi] et suorum de eisdem perpetuo investivit, quicquid juris, proprietatis et possessionis in premissis habebat vel habere poterat, aliquo jure seu aliqua ratione, in prefatum magistrum G[eraldum] et suos irrevocabiliter transferendo. Et ad omnium premissorum et singulorum observantiam, voluit et peccit prenominaus Jordanus se et heredes et successores suos per nos et per quemcumque alium judicem ecclesiasticum seu secularem, si necesse fuerit, se compelli. Et nos ipsum volentem et consencientem, petente dicto procuratore, quoad hoc sententialiter condemnamus. In quorum omnium premissorum testimonium, ad preces et instantiam partium predictarum, sigillum Lemovicensis curie presentibus litteris duximus apponendum. — Constat de interlinea : abbatis. — Datum viii kalendas junii, anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo nono. Faber scripsit (3).

(Arch. de la Haute-Vienne, fonds de Solignac, liasse 3703 : — original).

(1) Le mas de Peireix est également désigné à l'hommage du 26 octobre 1260.

(2) La pièce est percée.

(3) Le nom du notaire, rédacteur de l'acte, qu'on trouve au bas de tous les contrats aux *xiv^e* et *xv^e* siècles, est assez rarement indiqué aux actes limousins antérieurement au règne de Philippe-le-Bel. Le *Faber* signataire de ce parchemin serait-il le *Petrus Fabri*, chancelier de l'officialité de Limoges, à qui est due une importante réforme dans la supputation des années?

XI

Extraits d'un rouleau d'hommages de l'abbaye de Solignac, commencé vers 1280, avec des additions de la première moitié du XIV^e siècle.

... Homagium litgium venerabilis viri magistri Geraldii de Malomonte, pro castro et villa de Castro Lucii superioris (*sic*), cum suis pertinenciis et pro mansis de La Vila, de la Bozonnia, de Podio, de las Mayios, de la Ligora (1) et de Girardesc (2), et pro omnibus que habet in parrochia de Vicano; — et pro omnibus que habuit a P. de Frachet, excepto Castro Lucii inferioris (*sic*), et pro omnibus que habuit ab Aymerico de Jaunhac, domicello, videlicet manso et riperia de Bona (3), debet homagium, que site sunt in parrochia Sancti Ylarii Bone Vallis (4), et eciam que habuit ab eodem. Item pro medietate mansi de Colhac (5) superioris, et pro medietate mansi *aus Donetz* (6) inferioris, siti in parrochia Sancti Mauricii de Brete... (7).

Homagium litgium Aymerici de Jaunhac, domicelli, pro hiis omnibus que habet in parrochia de Vicano et apud Sollempniacum, et pro hiis que habet, vel P. de Frachet, [in] mansis de las Olieiras (8), sitis in parrochia de Esgallo; et pro mansis de la Gauteria (9), de Valle (10), de la Neycho-

(1) Ces quatre mas sont mentionnés à l'hommage de 1260 (pièce n° 8) et à la donation qui précède.

(2) Aujourd'hui Le Gilardeix, commune de Boisseuil.

(3) Bonne, commune de Saint-Hilaire-Bonneval.

(4) Saint-Hilaire-Bonneval, commune du canton de Pierrefeu (Haute-Vienne).

(5) Peut-être Couyer ou chez Couyer, commune du Vigen. Plus probablement Cuillat ou Guillat, de Saint-Maurice-les-Brousses.

(6) Il n'est pas impossible qu'il s'agisse ici de Tourdonnet.

(7) Saint-Maurice de Bré ou de Bretet, aujourd'hui Saint-Maurice-les-Brousses.

(8) Les Aulières, commune d'Eyjeaux.

(9) Est-ce La Gauterie, commune de Saint-Priest-Ligoure ?

(10) Peut-être Lavaud, de Saint-Priest-Ligoure, ou Lavaud-Cossas, de St Paul-d'Eyjeaux.

nia (1) et deu Vinhal (2), et pro tencuris *aus Constans* (3), que omnia sita sunt in parrochia Sancti Hylarii Bone Vallis; et pro omnibus illis que habet in dicta parrochia, et pro mansis de Valeta (4) et de Vinhals, et de Bosco, et bordaria de Leschalier, sitis in parrochia de Buxolio, et pro mansis de Noalhas (5), de Baulo (6), de la Tieira (7) et pro omnibus que percipit in mansis de las Oliveiras (8), et pro manso deu Cluzen (9), de Podio Irat (10) et de Laga (11) et de la Barrieira (12) et pertinenciis eorum; que omnia sita in parrochia de Esgallo; et pro omnibus que habet in dicta parrochia et in mansis de Micuols (13), et pro mansis de Virola (14) et pro manso sive bordaria de Dompnhio (15), sito in parrochia Sancti Pauli; et pro duabus partibus mansi de Valle (16), et pro quadam terra in qua habet v[est]extario[s] f[r]ument[i]? renduales, que sunt in parrochia Sancti Prejecti de Ligora. Et sciendum quod non percipit in mansis de las Oliveiras nisi tantum quadraginta solidos renduales, nec in manso de Podio Irat nec pertinenciis eorumdem; et debet habere ab eisdem hominibus seu mansis annuatim xl solidos renduales et non plus. Preterea est sciendum quod non debet percipere nec levare ab ipsis hominibus, quando erit novus miles, nisi xl solidos tantum semel, et non in aliis sirvenciis sive *estobers* seu expletis (17), videlicet si contingebat predictum domicellum transfretare, seu maritare filiam suam, vel redimi a captivitate — quod absit! — nec in aliis deveriis. Isti mansi sunt nostri (18).

... Item Hugo de Jaunhac, filius domini Aymerici de Jaunhac, pro pre-

(1) Nous n'avons pu identifier cette localité.

(2) *Id.*

(3) *Id.*

(4) La Valette, commune de Boisseuil. Nous n'avons pu identifier les localités suivantes. Toutefois le mas de *Bosco* pourrait désigner le hameau actuel de Bosvieux.

(5) Les Nouailles, commune d'Eyjeaux.

(6) Bosloup, ou Beauloux, même commune.

(7) Lathière, hameau de la commune d'Eyjeaux.

(8) Les Aulières, commune d'Eyjeaux.

(9) Le Cluzeau, commune d'Aureil; moins probablement Le Cluzeau, de Saint-Hilaire Bonneval.

(10) Peut-être Peyrat, de Saint-Hilaire-Bonneval.

(11) Peut-être l'Age, de Saint-Hilaire-Bonneval. Il existe toutefois dans toutes les communes environnantes plusieurs lieux de ce nom.

(12) Peut-être chez Barrière, hameau de Boisseuil.

(13) Micaud, ou Chez Micaud, commune de Saint-Hilaire-Bonneval.

(14) Virolle, commune de Saint-Paul-d'Eyjeaux.

(15) Les localités du nom du Dognon ne sont pas rares dans la Haute-Vienne; mais nous n'en connaissons pas à proximité de Saint-Paul.

(16) Lavaud, commune de Saint-Priest-Ligoure.

(17) Il s'agit ici de ce qu'on appelait la taille aux 4 cas. On voit qu'Aymeric de Jaunhac ne pouvait réclamer que dans un seul de ces cas, lors de sa réception à la chevalerie, la redevance dont il s'agit aux hommes des mas dénommés à son hommage, et que le montant de la taille était fixé à 40 sols.

(18) Ces mas sont à nous. — C'est le moine rédacteur de l'hommage qui a ajouté ici cette note constatant que le monastère de Solignac était seigneur-foncier de ces mas.

missis fecit homagium litgium, et nichilominus fecit homagium de mansis de Grataloba (1) et de Colomberio (2), in parrochia Sancti Justi, et de omnibus hominibus que habet in burgo Sancti Justi, cum promissione facta quod, si dicti mansi de Colomberio et de Grataloba movebant ab alio domino, quod [nou] intendit facere, nec nos nolumus facere nec recipere homatgium dictorum duorum mansorum in prejudicium domini de quo debet teneri, si de alio domino debent teneri. Actum in capitulo de Sollempniaco, die dominica ante Penthecostem, anno Domini M^o CCC^o X^o.

... Homagium litgium P. de Monte, militis, pro dominio et jurisdictione quam vel quod habet in castro de Chaslucet inferiore et pro domo sua quam ibi habet et pro vineis suis sitis in mansis de Moyssac (3), et pro manso de Lastrada (4), sito in parrochia de Vicano, pro quibus debet ii sextarios framenti vigeriales (5) de censu et xii denarios *d'achapt*. Et recognovit quod ipse vidit et audivit et presens fuit, quando (?) dominus Guido de Peyrigos, miles, fecit homagium litgium pro hoc quod habebat in dicto castro abbati qui tunc erat. — Et Bozo de Montibus, domicellus, filius dicti Petri, fecit hommagium litgium dompno Archambaldo, abbati Sollempniacensi, et rotulum hoc recognovit. Et (6) hoc eodem modo Bozo de Montibus, domicellus *dou Bocz* (?), fecit hommagium litgium domino Petro, abbati Sollempniacensi.

Homagium litgium domini Guillermi Jordani, militis de Castro Lucii, pro domo sua castri Sollempniacensis et pro omnibus que habet apud Sollempniacum et circa, in vineis, terris, censibus et redditibus bladi et denariorum, denariis, acceptamentis et quibuscumque aliis, et pro mansis de la Jarrossa (7) et de la Lambrascha (8), sitis in parrochia de Buxolio, cum omnibus pertinentiis eorumdem.

Die (9) dominica ante festum Assumptionis Beate Marie, anno Domini M^o CCC^o XX quinto, presente in capitulo Sollempniaci domino abbate et conventu dicti loci, in presencia dilecti in Christo Audoeni Rayraudi, presbiteri, P. de Perigues, domicello, et Guillermo Jordani, domicello, testibus, Guillermus Jordani junior, filius quondam dicti militis, de premissis,

(1) Grateloube, village de la commune de Saint-Just, canton sud de Limoges. Cet article est d'une écriture postérieure à celle du texte primitif du rouleau.

(2) Le Petit Colombier, commune de Saint-Just. Le Grand Colombier, même commune, était alors et est encore désigné souvent sous le nom de *Las Queyrias*.

(3) Moissac ou Moissaguet, commune de Feytiat, canton sud de Limoges.

(4) Lastrade, commune de Bosmie, canton d'Aixe.

(5) La mesure *vigeriale*, est surtout mentionnée dans les hommages et contrats de Limoges, Saint-Léonard et des localités situées sur le cours de la Briance.

(6) Cette dernière phrase est d'une écriture postérieure. Le *Bocz* désigne-t-il ici Lage du Bois ?

(7) Peut être Les Jarrousses, près Saint-Martin-le-Vieux.

(8) Localité inconnue.

(9) Paragraphe d'une écriture postérieure à celle des précédents.

amoto primo panno (1), flectis genibus et manibus complois, dicto domino abbati fecit homagium litgium cum juramento fidelitatis... Item, die jovis Cene, (anno Domini M^o CCC^o tricesimo septimo), fecit modo consimili homagium domino Petro abbati personaliter...

Homagium litgium Guidonis de Peyrigos, domicelli de Castro Lucii, pro mansis de Savinhac (2) et deu Blatz (3), sitis in parrochia de Melhac et pro manso de Noalhas, sito in parrochia de Annexonio (4), cum pertinentiis eorumdem, et pro manso de Viridario (5), cum omnibus pertinentiis suis, sitis in parrochia Sancti Johannis de Ligora; et tenet in refeodum, censum, redditum, dominium et accaptamentum quecunque Guido de Roeria et filii quondam B. de Roeria, domicelli, nepotes ipsius Guidonis... Et debebat facere homagium idem Guido de Peyrigos pro medietate Castri Lucii inferioris et pertinentiis ejusdem; sed pater suus, dominus Guido de Peyrigos, et patruus suus, fecerunt homagium indebite pro dicto castro vicecomiti Lemovicensi, et ipse fecit homagium domino magistro G[eraldo] de Malo Monte pro dicta medietate dicti castri indebite, quod castrum idem dominus magister Geraldus habuit a domina Margarita, vicecomitissa Lemovicensi, et domina Maria, ejus filia; sed ipse promisit Archambaldo, abbati Sollempniacensi, quod, si posset facere bono modo, ad jus et proprietatem monasterii Sollempniacensis, procuraret quod rediret, a quo inferius castrum movebat, sicuti et superius. — Et dictus magister G[eraldus] (6) tenet indebite aliam medietatem castri a vicecomite Lemovicensi, et promisit quod teneret, si posset, ab abbate Sollempniacensi, sicut tenet castrum superius.

Homagium litgium domini Jordani de Monte Cuculli, milite, pro hiis omnibus que habet in Castro Lucii superiore, cum omnibus pertinentiis, ubicunque sint, et pro hiis omnibus que habet in parrochia de Vicano, et pro hoc quod dominus Petrus Bernardi tenebat quondam ab ipso in dicto castro et circa, pro quibus dominus Petrus Bernardi fecit homagium eidem domino Jordano; modo autem tenet totum dominus Geraldus de Malomonte. Et idem dominus Jordanus debet dare v solidos dicto *au marechal* (7) dompni Abbatis, quum faciet homagium; et magister

(1) Son premier vêtement. Le suzerain dispensait le vassal de cette formalité et de plusieurs autres, quand le vassal était de haute condition. Parfois le vêtement que le vassal dépouillait pour la prestation de l'hommage devenait la propriété d'un des officiers du seigneur, ou devait être racheté pour un prix déterminé.

(2) Le mas de Savignac, commune de Meilhac, a déjà été mentionné (pièce n^o 9).

(3) Les Blads, village de la commune de Meilhac.

(4) Nexon, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Saint-Yrieix. Il y a plusieurs localités du nom de Nouaille et Nouaillas, à proximité de Nexon.

(5) Nous ne connaissons pas de localité de ce nom dans les environs de Saint-Jean.

(6) Le sens semble indiquer *Guido*; mais la qualification de *magister* ne peut guère s'appliquer qu'à Gérard de Maulmont.

(7) Ces droits perçus par certains officiers du seigneur, lors de l'hommage du vassal, se rencontrent assez fréquemment en Limousin. Souvent c'est le vêtement ôté par le vassal pour prêter le serment de ligeance, et remis au chambrier du seigneur, qui doit rester à ce domestique. Les registres d'hommages des évêques de Limoges fournissent plusieurs mentions de ce fait.

Geraldus de Malomonte, capam seu dalmaziam (1). Et debet amplius facere homagium idem dominus Jordanus pro hiis omnibus que habet in parrochia Sancti Mauricii de Brete (2) et in vico (3). Et eodem modo fecit homagium dompno patri (?) P. B. abbati, dominus Jordanus de Monte Cuculli, filius dicti domini Jordani, et etiam eodem modo fecit idem dominus Jordanus de Monte Cuculli, miles, homagium dicto Archambaudo de Sancto Amancio, abbate Sollempniacensi.

... Dominus Jordanus de Monte Cuculli et dominus (*sic*) Agnes de Maravalle (4) tenent a nobis, abbate Sollempniacensi, in feodum, mansum de Brete (5), et medietatem mansi de Decimaria (6), et mansum de Fossaria (7), qui mansi siti sunt in parrochia de Brete; et pro istis omnibus sunt homines nostri.....

(Archives de la Haute-Vienne, fragments divers dans les liasses 6691, 6927, 9193, fonds de Solignac).

(1) Voici un exemple de l'usage que nous signalons à la note précédente.

(2) Saint-Maurice-les-Brousses s'appelait autrefois Saint Maurice de Bret ou de Bretet.

(3) Il ne s'agit pas ici du bourg de Vicq, mais du bourg de Saint-Maurice. *Vicus* désigne le chef-lieu de la paroisse. On trouve plus souvent le mot *villa* employé dans ce sens.

(4) Marval, canton de Saint-Mathieu, arrondissement de Rochechouart (Haute-Vienne).

(5) Bretet ou Bretet-le-Vieux, commune de Saint-Maurice-les-Brousses.

(6) La Dixmerie, même commune.

(7) La Fossierie, commune de Saint-Maurice-les-Brousses.

XII

Attestation du commissaire du prévôt royal relative au paiement, par Hugues de La Tour, fermier des revenus de Châluscel, des sommes dues en 1317 tant pour les gages du châtelain et des hommes d'armes entretenus par le roi à Châluscel, que pour les dépenses faites en vue de fortifier les châteaux du dit lieu (19 avril 1317).

Nos, Gaufridus de Mauritania. miles, dominus de Rossilhone, commissarius datus per nobilem virum Pontium de Mauritania, vicecomitem de Aunayo, domini Francie Regis militem ac custodem senescalliæ Xanctonensis, comitatum Pictavensis et Engolismensis ac terræ Lemovicini pro dicto Domino nostro Rege (1), notum facimus universis quod Hugo de Turre, domicellus, solvit et tradidit, de mandato nostro, pro vadiis seu gaggiis servientium et castellani qui morati fuerunt in castro Chasluceti a die dominica qua cantatur *Laetare Jerusalem*, usque ad diem dominicam post octavas Paschæ (2), anno infrascripto, tresdecim libras, tresdecim solidos et quatuor denarios; et pro aliis necessariis ad munitionem castrorum dicti loci (3), sexdecim libras et quatuor solidos, tres denarios cum obolo : unde damus in mandatis, per has presentes literas, receptoribus pro dicto domino Rege in Lemovicinio constitutis, ut de summa dicte pecunie in qua dictus Hugo ratione assensæ censuum et reddituum dictorum castrorum tenetur prædicto domino Regi, dicti denarii in sortem solutionis et pagiam predicto Hugoni deducantur. In cujus rei testimonium sigillum nostrum duximus apponendum. Datum die martis post quindenam Paschæ, ante Chaslucetum, anno Domini M CCC XVII.

(Bibl. nationale, Armoires de Baluze, *Arm.* I, t. 17, fol. 128) (4).

(1) Cet officier était préposé, semble-t-il, à l'administration de l'apanage constitué à Philippe-le-Long et réuni à la couronne par l'élévation de ce prince au trône.

(2) Du 13 mars au 17 avril.

(3) Il y a lieu de remarquer ces mots. Ils attestent qu'à ce moment les deux châteaux existaient encore.

(4) A la fin de cette pièce, on trouve d'autres lettres, de teneur analogue, du mardi après la quinzaine de la Pentecôte, 7 juin de la même année.

XIII

Donation, par le roi Philippe V, en son conseil, à Henri de Sully, boutillier de France, des châteaux de Châlus haut et bas, Châluçet haut et bas, Courbefy et Bré (octobre 1317).

Philipus, Dei gracia Francorum et Navarre Rex. Et si dextera munificencie nostre fideles subditos nostros regia liberalitate, quadam generali regularitate, prosequitur, illis tamen graciose porrigit quadam specialitate libencius quos ad obsequia grata continuo necessarios et utiles claris semper experienciis et iudiciis experitur : per hoc cum quod (*sic*) merentibus eiargimur convenienter premia, ad obsequia fidelia ceteros mutamus, sicque regni nostri sentimus evidenter accomoda, dum in nostris serviciis ipsos merita retribucione, studiis et laboribus assiduus pervigiles comprobamus. Ea propter, actendentes fidem puram, devotionem et grata servicia que dilectus et fidelis miles noster Henricus, dominus Soliaci, buticularius Francie, nobis ac nostris predecessoribus et regni nostri culmini, non sine magnis expensis, constamentis, periculis et laboribus exhibuit hactenus et adhuc exhibet incessanter, dudum eidem et suis heredibus, seu causam habituris ab ipsis, dederimus mille libratas (1) terre ad touronenses (*sic*), quas eidem assignari fecimus et mandavimus assideri in villa, castro et castellania de Lunello (2), in senescallia Bellicadri (3), nec non duo millia librarum ejusdem monete, rendualium, ad vitam dumtaxat ipsius, quarum mille eidem assignavimus in castro, castellania et villa de Lunello predictis, et alias mille in certis aliis locis in Avernia (*sic*), sicut per licteras tunc inde confectas, quas cancellatas retinuimus, plenius nobis constat (4); postmodum vero, considerantes quod castrum predictum de Lunello, solutum et liberum supradictis redditibus, expediebat nos in usus habere proprios, et ex multis

(1) Mille livres tournois en terres. Mille livres tournois représentaient 20,263 fr. 82 c. d'aujourd'hui au pouvoir de 120,000 fr.

(2) Lunel, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Montpellier (Hérault).

(3) Beau-lire, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Nîmes (Gard), célèbre par ses foires, qui avaient autrefois une importance considérable.

(4) C'est donc en échange d'un capital d'environ 20,264 francs (121,000 d'aujourd'hui) et d'un revenu viager de 40,528 fr. (243,000) pouvant représenter un capital de 4.860.000 fr., en tout près de 5,000,000 fr. d'aujourd'hui, que Philippe V donne à Henri de Sully les terres et châteaux désignés à cette pièce.

causis necessariis et utilibus predicta donata in nostris manibus retinere, eundem Henricum requiri fecimus ut castrum ipsum et villam redditusque predictos nobis cederet et dimitteret, competentem recompensationem sibi pro eisdem offerantes (*sic*), sicut et ipsam facere justum erat; qui quidem Henricus gratis et animo prompto nostris beneplacitis acquiescens, premissa omnia in manu nostra possuit, eisdem renunciavit liberaliter ac etiam sponte cessit; actendantes (*sic*) igitur et infra nostri claustra pectoris revolventes quod in premissis nec non multiplicatis laboribus, vigiliis et utilibus serviciis, prefatti (*sic*) Henrici erga nos et negocia regni nostri viget continue fides pura, crescit sincera devotio, quodque pro premissis ad recompensationem uberioremq[ue] gratiam eidem faciendum de ratione tenemur, in predictorum olim datorum recompensationem, et si plus infra scripta quam olim data valerent (?), in eorum ob causas predictas augmentum, cum nostro Magno Consilio deliberacione super hoc habita, ex certa sciencia, damus, recompensamus, tradimus et assignamus eidem Henrico [pro se et?] heredibus et successoribus suis, et causam habituris ab eo recipiendi (*sic*) perpetuo castra..... de Chaslucio-Chabrol superius et inferius, de Chasluceto inferius et superius, de Curvisinio et de Breno, cum omnibus (?)... castellaniis, honoribus, districtibus, feodis, retrofeodis, mero, mixto imperio et iurisdictione... proprietate, dominio... redditibus, censibus, prestacionibus et questis, talhiis, homini [is seu hominibus] (1)... terris, pratis, forestis, nemoribus, molendinis, piscariis, aquis, stagnis, edific[i]is..... et cum eorum iuribus.... statu integro, et aliis pertinentiis universis, nichil prorsus [retinendo]... nisi superioritatem cum ressorto duntaxat, omnia universa et singula..... [vo]lumus et habere possi [denda] dictum Henricum] et successores suos pleno jure et perpetuo transferen[tes]... [recompensaci]one et donacione in perpetuum valituris : quem Henricum in omnium et...
.....
in premissis forsitan appareret, et onus ante concessionem presentem..... obligantes nos eidem Henrico de et pro evictione universali et parti[culari] omnium prem]issorum, predicta.....
heredibus suis, successoribus et causam habituris ab eis, bona.....
promictimus..... sui a nobis et successoribus nostris tenebunt in baronia et ad [homagium]..... quod duntaxat prestare tenebantur, tam pro eisdem quam pro aliis que superioritate in premissis retenta, extra manum nostram nunquam ponere promictimus, sed penes nos et coronam regiam perpetuo remanebunt : ipsum etiam Henricum ad fidem..... nullo sibi prejudicio super bina homagii prestacione pro istis et aliis generando. Ceterum ne fortitudinem (*sic*) et statum edifi-

(1) Les mots entre crochets ont été ajoutés par M. Auguste Bosvieux.

ciorum valoremque locorum predictorum et pertinenciarum [quis] forsitan ignorare nos credat, et ob hoc donacionem hujusmodi, tanquam non ex certa nostra sciencia procedentem, subrepticiam reputet aut etiam excessivam, cunctos scire volumus nos statu, edificiis, fortaliis eorumdem. Unde consideratis prefati Henrici meritis, ex causis predictis et aliis justis et multiplicibus que nos movent, quas ex causa presentibus liciteris non. predictam donacionem et nostram presentem recompensacionem censentes justam et validam, ne nobis aut successoribus nostris, aut cuicumque alii contra eam nullo tempore venire liceat, cum nostri Magni Consilii deliberacione, de regie potestatis plenitudine, ipsam ex certa sciencia perpetuo valere decernimus et tenere. Quod ut firmum et stabile permaneat in futurum, presentes licteras sigilli nostri fecimus impressione muniri. Datum Parisius, anno Domini millesimo trecentesimo decimo septimo, mense octobris (1).

Per dominum Regem, presentibus domino comite L. de Oycen (?), domino de Borbonio, comite Sabaudie, Laudunensi et Mimatensi episcopis, domino Ryvelli et pluribus aliis de Majori Consilio.

(Archives des Basses-Pyrénées, E 713. Copie dans les papiers d'Auguste Bosvieux, aux Archives de la Haute-Vienne).

(1) On sait que, d'ordinaire, les arrêts du conseil et souvent les édits et règlements émanant de la royauté ne portaient pas l'indication du jour où ils étaient rendus et n'étaient datés que de l'année et du mois.

XIV

Lettres relatives à la même donation, en français (décembre 1317).

Ph. par la grace de Dieu, Roys de France et de Navarre, savoir faisons à touz presens et avenir que (1), comme nous avons donne a nostre chier et feal chevalier Henri, seigneur de Seully, bouteiller de France, pour les bons et profitables services qu'il a faiz a nos predecesseurs et a nous, non senz granz mises, travaux et despens, ou temps passe, et fait chascun jour diligemment et loiaument, mil livres de terre ou rente pour li et pour ses hoirs et successeurs, et por ceus qui de li ou de eus auront cause ; lesqueles nous li avons fait asseoir en la ville et chastellanie de Lunel, en la seneschaucie de Beaucaire, et li avons ansi donne, a sa vie tant seulement, deus mile livres de rente, desqueles les mil li ont este assises es dites villes et chastellenie, et les autres mil en autres certains lieux, et certaines choses en Auvergne, si comme toutes ces choses estoient plus a plain contenues en nos autres lettres sus ce faites ; lesqueles nous avons retenues chancelees (2) par devers nous. Et pour ce que les dictes choses et lieux bailliez en assiete audit sire de Seuly, si comme dessus est dit, nous estoient bien seanz et mout necessaires, il, a nostre requeste, les nous a du tout lessiet. Nous, en recompensacion des dites choses, en sus ce bon avis, avec tout notre Grant Consal, et resgardant en ce notre tres grant et evidant profit, avons baillie et donne, baillons et donnons des orendroit (3) a perpetuite audit sire de Seuly, pour li et pour ses hoirs, ses successeurs et pour ceus qui de li ou de eus aront cause, tout ce que nous avons ou devons et poons avoir es chasteaus et chastelenies de Challuz Chabrol, de Challucet, de Courbefin et de Brees et es appartenances et appendances d'iceus, soit en terres, vignes, prez, fourrez, eaues, pescheries, estans, justices, jurisdictions, fiez, hommages, ou en autres choses, et toutes autres redevances, revenues, queles que elles soient et en quelque chose,

(1) On remarquera que le préambule des lettres précédentes est ici supprimé.

(2) Annulées. Le mot *cancellare* avait le sens de biffer, effacer la minute de l'acte sur les registres.

(3) Dorénavant, à l'avenir.

sanz riens retenir par devers nous, ne par devers nos successeurs, en saisine ne en propriete, fors la souverainete, le ressort et l'ommage (1), tant seulement. Et outre ladite recompensacion, nous avons donne et donnons audit sire de Seuli, pour le bon et loial service qu'il a fait a nos predecesseurs et a nous ou temps passe et fait chascun jour diligemment et profitablement, et pour les granz despans et mises qu'il a fait en notre service et de nos predecesseurs, et pour la cause de nous et de notre service, et fait chascun jour, si comme nous le savons bien de certain et veons clerement, pour li, ses hoirs et ses successeurs et pour ceus qui de li ou d'eus auront cause, les edefices et chastiaus dessus diz avent, l'outre ou plus que les dites choses que nous li avons baillie et donne dessus en recompensacion valent ou poient valoir mendroit (2) ou valoir pourroient ou temps avenir, outre ce que les choses que nous li avons avant donnees et bailliees valent ou valoient, lesquelles nous avons retenues par devers nous, si comme dessus est dit. Et pour ce que en aucun temps l'en ne peust dire que nous eussions este deceupt en la donation ou bail et ou transport desdites choses, tant pour cause de ladite recompensacion, come de notre presente donation, nous volons que l'on sache que nous savons bien de certain que lesdiz chastiaus sont mout fors, mout beaus et mout bien edefiez et le edefices de granz couz; mes considerez les bons, loials et profitables services que notre dit chevalier a fait a nous et a nos predecesseurs et mout d'autres causes qui a ce nous meuvent et doivent mouvoir, pour quoy nous seumes trop plus tenuz a lui que lesdiz edefices et le seurplus des choses que nous li baillons et donnons ne pourroit monter, lesquelles causes nous taisons a present pour certaines et bonnes raisons, et pour ce volons nous que il ait de pur don les edefices et seurplus devanz diz. Lesquelles choses dessus dites toutes ensamble et chascune par soi, nous li baillons a tenir de nous et de nos successeurs en baronnie a une seule foi et a un seul hommage, avec tout ce qu'il tenoit de nous, et promettons a garantir les choses dessus dites contre touz audit seigneur de Seuli et ses hoirs et ses successeurs et a touz ceus qui de li ou d'eus auront cause en jugement et dehors jugement, a noz propres couz et despens, et promettons ancores que l'ommage desdites choses, chastiaus et chastellenies, nous ne nos successeurs ne mettrons jamais a nul temps, en tout ou en partie, hors de la coronne de France; ainz y demourront a touz jours, mais tout entierement sanz departir; et pour plus parfaitement acomplir les choses dessus dites, nous prenons des maintenant la possession des choses dessus dites, lesquelles les sires de Sueili nous laise et

(1) On voit qu'il n'est ici tenu aucun compte des droits de l'abbaye de Solignac.

(2) Ce mot, que nous ne trouvons ni dans le dictionnaire de Trévoux, ni dans le glossaire français qui accompagne l'ouvrage de Du Cange, paraît signifier : à présent, actuellement.

sanx (*sic*) devest des ores en avant et aussi prent des maintenant de fait la possession des choses dessus dites, a li baillees et donnees, si comme dessus est dit, laquele nous li baillons et donnons en la manere dessus dite sanz riens retenir devers nous en saisine ne en propriete, et l'en avons receu en notre foy et en notre hommage, lequel nous avons receu de li et nous sommes desvestuz et desvestons des orendroit des choses dessus dites, que nous li avons donnees et bailliees, si comme dessus est dit. Et apres toutes les choses dessus dites, ainsi faites pour ce que ou temps a venir les choses dessus dites ne puissent estre dites ne contenir en elles autre effet que de contract de donation ou permuacion fait entre personnes privees, a plus grant fermeite (?) d'icelles, a grant cognoissance de cause et par information faite seur ce, rapotee et diligemment veue par nous et par notre Conseil, en toutes les choses dessus dites, et chascune d'elles, de certaine science et de notre plain pover royal, mettons notre auctorite royal et notre decre, et volons qu'elles soyent perpetuellement tenues et gardees sanz venir encontre, comme de chose jugiee en la court de France. En tesmoing de ce, nous avons fait mettre notre seel en ces presentes lettres, sauf en autres choses notre droit et en tout le droit d'autrui. Ce fut fait a Paris, l'an de grace mil CCG et dis et sept, ou mois decembre (*on pourrait lire* octobre).

(Arch. nationales, Trésor des Chartes, JJ 53, n° 363) (1).

(1) L'art. 262 du même registre est relatif à une autre donation en faveur de Henri de Sully.

XV

Sentence du sénéchal de la Marche et du Limousin au sujet de la seigneurie de Châluçet (20 juin 1326).

In Dei nomine, amen. Noverint universi hoc presens publicum instrumentum inspecturi, quod, anno Domini M^o CCC^o vicesimo sexto, die veneris ante festum natalis beati Johannis Baptiste, videlicet die XX mensis junii, regnante illustrissimo principe domino Karolo, Dei gracia Francorum et Navarre rege, in mei subscripti, publici notarii et testium infrascriptorum presentia, in Civitate Lemovicensi (1), in domo dicta de Benavent (2), ibidem existente nobili viro Hugone Peulverelli, domicello, senescallo Marchie et Lemovicensi (3), discretus vir magister Robertus de Doue, procurator regius Lemovicensis, et Guillelmus Hugonis, clericus, procurator, ut asseruit, nobilis et potentis viri domini de Soliaco et procurator nomine ejusdem, dixerunt et asseruerunt quod dictus dominus de Soliaco tenebat castrum inferius et superius et castellaniam de Chasluçeto in fidem et homagium ligium, cum alia terra que fuit illorum de Malo Monte, a dicto domino Rege, et quod dictus dominus Rex tenebatur sibi ex certa causa et justis rationibus eidem domino premissa garentire, et quod dictus dominus de Soliaco, castrum et terra predicta erant in speciali gardia dicti domini Regis, et quod dicti procuratores intellexerunt quod idem dominus senescallus dederat, pretextu cujusdam rescripti regii, quoddam mandatum religioso viro abbati de Sollempniaco, directum Guillelmo Preparati (4) et Colino Prepositi, regiis servientibus, continens, ut dice-

(1) La Cité épiscopale de Limoges était distincte de la ville du Château; elle avait alors pour co-seigneurs le roi de France et l'évêque : ce pariage avait été institué en 1307.

(2) On appelait ainsi une maison située dans la Cité de Limoges, et appartenant à l'abbaye de Benevent; cette maison paraît avoir été un des principaux édifices de la vieille ville, car on la trouve mentionnée dans divers titres et on la voit ici servir de prétoire au sénéchal.

(3) Jusqu'en 1276 ou 77, le sénéchal du Limousin est dit « sénéchal du roi de France, dans les diocèses de Limoges, Périgueux et Cahors ». Il porte ensuite le titre de sénéchal du Poitou et du Limousin. Itier ou Irénée du Puy-Aymar (1324-1325) et Hugues Peulverelli, prennent le titre de sénéchaux de la Marche et du Limousin.

En septembre 1306, on trouve mention d'un sénéchal du roi d'Angleterre dans les trois diocèses rendus par Louis IX à Henri III : *Arnaldus de Cava penna, miles, senescallus Petragoricensis et Lemovicensis pro domino rege Anglie*, est nommé à la liasse E 190 des Archives des Basses-Pyrénées. — Jean de Lalinde, souvent nommé dans les documents des Archives royales anglaises, avait rempli cet office en 1266.

(4) Ce sergent royal est mentionné dans un grand nombre de pièces de l'époque, appelé *Paperet*, tantôt *Preparat*.

batur, inter cetera, quod castrum superius de Chaluceto movebat et immediate tenebatur ab ipso abbate et ejus conventu ad fidem et homagium cum sacramento fidelitatis, et quod non impedirentur quominus ad dictum castrum accederent et uterentur jure suo, et quod premissa prejudicaverant dictis domino Regi et domino de Soliaco, qui alias advoaverat (*sic*) premissa tenere in fidem et homagium a dicto domino Rege; cumque parati erant sufficienter informare de predictis dictum dominum senescallum, et pr... ptare fidem facere de eisdem per litteras et testes, et aliter legitime et quod nichilominus dictum mandatum importabat cause cognitionem. Quare petebant et pecierunt instanter, requirentes dictum dominum senescallum ut dictum mandatum revocaret et eis prefigeret certam diem ad docendum (1) de premissis. Qui quidem dominus senescallus negocium hujusmodi in suspenso posuit, in statu et puncto quibus erat hodie, usque ad tertiam diem post festum beate Marie Magdalene (2), qua assignavit coram se, Lemovicis, dictis procuratoribus ad faciendum fidem, et predictis, ad cavendum si fuerit necesse et ad providendum? ulterius ut fuerit rationis. Et dedit nichilominus in mandatis dicto Guillelmo Prepareti, regio servienti, ne ulterius procederet aut procedi diceret super contentis in dicto mandato; et quod inhiheret dicto abbati ne interim aliquid faceret aut innovaret nec alterius procederet aut procedi diceret super contentis in dicto mandato; et quod nichilominus ipsum abbatem adjornaret Lemovicis ad dictam diem coram dicto domino senescallo, visuro et audituro oppositiones supradictas dictorum procuratorum, et aliter processurus cum eisdem super premissis ut ratio suaderit. Fuit tunc protestatus dictus procurator dicti domini de Soliaco quod propter premissa non intendebat appellationibus suis, quas se interposuisse dicebat, ratione dicti mandati, ad dictum dominum Regem ab eodem domino senescallo et contra dominum abbatem renunciare quinimo eis insistebat. Acta fuerunt hec ut supra, presentibus testibus Perroto Vigerii et Petro Girart, valletis dicti domini senescalli, ad premissa vocatis et rogatis.

Et ego, Bernardus de Veteri Villa (3), clericus Lemovicensis dyocesis, dicti domini Regis auctoritate notarius, etc.

(Archives de la Haute-Vienne, fonds de Solignac, liasse 7854 : original).

(1) On ne peut pas lire *dicendum*. Il s'agit au surplus de l'information et non de la sentence.

(2) La fête de sainte Madelaine tombant le 22 juillet, on voit que la cause est remise au 25.

(3) Vielleville, canton de Bourgneuf (Creuse).

XVI

Fragments du testament d'Elie de Frachet, damoiseau de Châluçet
(10 ou 17 septembre 1330)

In nomine Patris, et Filii, et Spiritus Sancti, Amen. Ego, Helias de Frachet, domicellus de Castro Luceto corpus meum terre humandum in cimiterio de Sollempniaco, in busto (1) parentum meorum, ubi meam eligo sepulturam. Item volo et precipio quod, de rebus meis, furnumentum meum expenseque funeris mei ac sepulture fiant apud Castrum Lucetum et Sollempniacum honorifice, secundum statum et condicionem persone mee. Et volo quod, antequam sepeliatur, corpus meum deferatur ad ecclesiam Sancti Thome de Castro Luceto, et quod ibidem... dicatur vigilia pro defuncto, ad quam vigiliam offerantur sex solidi, et quod in crastinum dicatur seu celebretur ibidem missa pro anima mea et parentum meorum. Item volo et precipio quod, cum corpus meum deferetur de Castro Luceto apud Sollempniacum, quod ibidem celebretur missa pro defuncto... Item lego... septem denarios cuilibet presbitero celebranti missam in die dicti septimi mei in capellis de Castro Luceto et ecclesia de Vicano et in monasterio et ecclesia Sollempniacensi semel. Item lego duas denariatas panis preconizatas (2) per Castrum Lucetum cuilibet pauperi presenti et vigilantibus corpus meum in nocte, et, cuilibet pauperi presenti (?) sepulture mee, alias duas denariatas panis. Item lego presbitero servienti Deo in dicta capella Sancti Thome quatuor denarios pro commemoratione anime mee, percipiendos in dicta capella qualibet die dominica per unum annum post mortem facienda. Item lego capelle Sancti Blasii et capelle Sancti Thome de Castro Luceto, cuilibet unum sextarium frumenti rendualem ad mensuram cessaressam (3), quos assigno in vinea Johannis Gantolh, fabri de Castro Luceto, sita in vinoblio de Castro Luceto, dicta (?) vulgariter *au Prat Reynau* (4). Item

(1) Dans le tombeau. Le mot *vas* est souvent employé, du XIV^e au XVII^e siècle avec le même sens que *bustum*.

(2) Il est fait mention dans beaucoup de testaments d'aumônes « criées », c'est-à-dire annoncées à son de trompe ou de clochette, par un crieur ou héraut, dans l'étendue d'une paroisse ou d'une localité.

(3) Nous avons déjà rencontré, dans une pièce précédente, la *mensura censualis*. Nous ne savons pas si elle est la même que la mesure *vigeriale*.

(4) Peut-être le Reynou, près du Vigen.

lego confratrie Beate Marie dicte ecclesie Sancti Thome, que fit anno quolibet apud Castrum Lucetum quatuor sextarios frumenti renduales.. Item lego pro Deo et salute anime mee, helcemosine que datur annuatim in die Omnium Fidelium Deffunctorum apud Castrum Lucetum (1), una emnam frumenti..... Item lego dicto Alavalensia, de Castro Luceto, pro serviciis mihi ab eodem impensis, decem solidos semel ; item lego Bernardo Moys-syac de Castro Luceto, jupam meam sive *dobblet* et alium *dobblet* dicte Alamasela de Castro Luceto, ancille mee. — Item lego Hugoni de Montibus, domicello et ejus porcionariis (2) et fratribus, unam balistam (3)... Item lego Margarite, filie quondam Agnetis, sororic deffuncte, de Castro Luceto, domum meam de Castro Luceto cum omnibus pertinencis suis, que quondam fuit Bernardi de Fonte de Castro Luceto, sitam inter viam per quam itur et regre-ditur de capella Sancti Blasii ad capellam Sancti Thome ex parte una, et alteram domum meam ex altera, et inter portam novam et dictam (4) La Torencha ex alia, et solare quod vendidi dicto Johanni Gantolh, fabro, ex alia parte ; pro qua domo confrontata debentur annuatim presbiteris et cle-ricis de Castro Luceto quatuor denarios (*sic*) monete currentis renduales et octo (?) denarios renduales nobili Petro de Peyriguos, militi..... Item et amplius dicte Margarite lectum, scilicet unam culcitram, unum pulvinar de pluma, duo paria linteaminum de nostris (?) et duas flassatas pictas (5), item et amplius duas pelves ereas nostras, sive conchas, et precipio quod alia utensilia, jocalia, dolia, tine, arche, machs (*sic*) (6), armature et alia mobilia mea vendantur et dentur pauperibus dictorum locorum. Item lego cappelle Sancti Thome unam casulam sive infulam de serico sive de sendac, coopertum (7) et novum. Item lego ad opus cereorum qui accen-duntur ad elevacionem corporis Christi in dictis capellis Sanctorum Blasii et Thome, cuilibet tres denarios renduales..... Datum die lune..... Exaltationem Sancte Crucis, anno Domini m^o ccc^o tricesimo.

(Arch. Haute-Vienne, fonds de Solignac, liasses non inventoriées).

(1) Ces aumônes publiques, distribuées une fois par an à la porte des villes et des châteaux, avaient été établies, au témoignage du prieur de Vigéois, peu après la première Croisade. *Per ecclesias quoque, castella vel oppida, semel in anno publice pauperibus... dari eleemosynam mos inolevit* (ap. LAUBE, t. II, p. 297).

(2) Il résulte de ce passage que Hugues de Monts et d'autres membres des familles des anciens possesseurs du château bas, l'habitaient encore à cette époque et y avaient conservé certains droits.

(3) Les balistes étaient des engins employés pour l'attaque et la défense des places, et servaient à lancer des pierres, des pièces de bois et toutes sortes de projectiles. Il y en avait de très compliquées et d'autres d'une construction absolument rudimentaire.

(4) Il faut probablement comprendre « et la maison de la nommée Torencha » ou peut-être « et la porte dite Torencha. »

(5) Courtépintes ?

(6) La niée est le coffre où on enferme la farine et où l'on pétrir,

(7) Garni ou plutôt recouvert.

XVII

Lettres en faveur de l'abbaye de Solignac, données par Jean, fils aîné du roi de France et son lieutenant général (1^{er} août 1346).

Jehan, aîné fils et lieutenant du roy de France, duc de Normandie, de Guienne, de Poitou, d'Anjou et du Maine, — Au senechal de Lymosin et de Poitou ou a son Lieutenant, salut. Noz amez les religieux, Abbe et convent de Solongnac, de l'ordre de Saint-Benoît, nous ont signifié en complainte que come ils soient fondez de fondation royal et exemps de touz servitutes et subiections pour ce, neantmoins aucuns nobles et barons du pays se veulent efforcier et efforcent de faire tailles, guet et manobres et autres servitutes sur les homes subgez desdiz religieux, de leur abbaie, et des membres d'icelle, qui est en leur grant grief, prejudice et domage et ameusement des drois de leur dite eglise, en euls empeschant en leur possession et saisine qu'il en ont eu par si long temps qu'il n'est memoire du contraire, dont il nous desplaist se il est ainsi. Pourquoi nous, qui ne voulons les drois de l'eglise estre empeschiez indeuement, mais yceuls voulons estre tenuz et gardez, vous mandons que les diz Religieux vous maintenez et gardez en leurs justes possessions, saisines esquelles il sont et ont esté d'ancienneté, et ne souffrez leurs homes estre contrainz a faire aucune servitude par lesdiz nobles et barons; mais s'aucuns en estoient faiz, si les ramenez ou faites ramener au premier estat, en contraignant a ce lesdiz nobles et barons et aultres, si comme il sera a faire de raison ce faites, en tele maniere que les diz religieux n'ayent cause de retourner en por ce plaintifs par devers nostre dit seigneur ou nous. — Mandons a touz les justiciers ou officiers du royaume de France que a vous en ce fais obeissent et entendent diligament. Donne en noz tentes devant Aiguillon (1), le premier jour d'aoust l'an mil CCC quarante six, souz le sel de nostre secret (2).

(Arch. Haute-Vienne, fonds de Solignac, art. 4209).

(1) On lirait plutôt Anguillon.

(2) On appelait *secret*, du mot latin *secretum*, le contre-sceau ou le sceau personnel.

XVIII

*Extraits du rôle des assises tenus par le prévôt de l'abbé de Solignac ;
condamnations prononcées contre les personnes qui ont acheté aux
Anglais une part de leur butin (1^{er} octobre 1370).*

Assisia de Sollempniaco fuit tenta die martis post festum Beati Michaelis, anno Domini M^o CCC^o septuagesimo. — Emendam debet Johannes de Canat pro eo quia, post inhibitum sibi factum per gentes dominorum de Sollempniaco, emit ab Anglicis quandam azinam que erat de Petro de Bosco, de Castro Luceti, et postea vendidit Guillermo Fabri — *taxatum viginti solidis*. — Emendam debet Johannes de Canat pro eo quia, post sazinam positam ad instanciam dicti Nigri de Petrabufferia in quodam rocinum pilli mourelli, quem rocinum dictus Niger dixit se... emisse per Anglicos, et dictum rocinum transtulit dicto Johanni de Canat sine licentia curie — *alibi taxatum viginti solidis*. — Emendam debet Johannes Vinaudi pro eo quia, post inhibitum sibi factum, emit ab Anglicis quamdam polinam et plura alia pignora... Geraldus Laplou, quod emit ab Anglicis unum tripodem qui erat Johannis Lasala;... Johannes Martini... quod emit ab Anglicis unum muletum quod erat Johannis de Prato, de Petrabufferia...; Gerardus Poydenot... pro eo quia emit ab Anglicis tres eminas frumenti que erant Guillermi Gaffari, de Capella (1), et unam patellam et duas copertas et unum absecho... et duos saccos? et unum pannum lini...; P. Bendou, quia indebite cepit unum gladium qui erat Helie de Guilhat... Gallerius Brigolh, quia emit ab Anglicis duas equas et unum caputium panni burelli; — Johannes de Viridario, quia emit ab Anglicis duos saccos... Petrus Nabot, quia... emit ab Anglicis unum polinum et unum concho (2);...

(Arch. Haute-Vienne, fonds de Solignac, liasse 3440, original.

(1) La Chapelle, commune de Solignac.

(2) Chaudron ou bassin de cuivre.

XIX

*Lettres de grâce et rémission pour Pierre Polet, autrefois habitant
de Saint-Lazare près Limoges (juin 1389).*

Charles etc. savoir faisons a tous presens et avenir, nous avoir esté humblement expose de la partie des amis charnelz de Pierre Polet, povre laboureur de bras du pays de Limosin, que, pour le temps que noz ennemis ont tenu le chastel de Chalucet, ledit suppliant estoit demourant en un vilaige appelle Saint Ladre (1) pres de la Cite de Limoges ; et estoit lors mariez a une jeune femme de l'aage de quinze ans ou environ ; et pour iceluy temps, un Anglois ou autre, de la garnison dudit chastel de Chalucet, vint tout seul, a cheval, en l'ostel dudit suppliant, et quant il fu descendu oudit ostel, il trouva icellui suppliant et sa dicte femme qui se chauffoyent a leur feu ; et lors icelluy Anglois dist audit suppliant tels paroles ou semblables en substance : — « Villain, il me fault avoir ta femme ». — Lequel lui respondi ; « Monsieur, ne la me vueilliez pas tolir. » Et adonc ledit Anglois print sa dicte femme devant son dit mary et coucha avecques elle et la congnut charnelement contre son gre et en la presence de son dit mary, lequel fu de ce moult niez. Et pour ce print un baston et fery ledit Anglois par la teste, lui estant sur sa dite femme, tellement que tost apres mort s'en ensuy en sa personne. Et ce fait, ledit suppliant et sa dite femme porterent de nuyt ledit Anglois en un puis ; et apres deslia son cheval et le lascia aler ne scet quelle part. Pour occasion duquel fait ledit suppliant et sa dite femme se sont partis du país, et sont venus demourer en la terre des religieux de Laigny-sur-Marne (2), en un vilaige nommé Monteurain (3), ont ilz ont demoure environ l'espace de cinq ans, pendant lequel temps la femme d'icelui suppliant est alce de vie a trespassement ; et la s'est ledit suppliant gouverne simplement, vivant de son labour, jusques ad ce que, pour souspecon de ce que la justice

(1) C'est Saint-Lazare, que traversait alors, comme aujourd'hui, la route qui menait à Châ-lucet, *in itinere Castri Luceti*.

(2) Lagny, chef-lieu de canton, arrondissement de Meaux (Seine-et-Marne).

(3) Montevrain, canton de Lagny.

desdiz religieux de Laigny lui a impose qu'il avoit gete des pierres aux fenestres de Maciot le Maire, et tue deux de ses canes; par quoy il a este mis es prisons d'iceux religieux, es queles il a confesse l'omicide dessus dit; pour occasion duquel il est en voie de fenir miserablement ses jours, si comme il nous a fait exposer, se sur ce ne lui est impartie nostre grace, requerant humblement icelle. Pour ce est il que nous, ces choses considerees, et que le dit Maciot ne fait aucune poursuite contre lui, ne autre aussi pour les causes dessus dites, exceptee la justice dudit Laigny tant seulement, voulans pour ce lui estre piteables et misericors, a ycellui exposant, ou cas dessus dit, avons quitte, remis et pardonne, quittons, remettons et pardonnons, etc.— Donne a Paris, ou mois de juing, l'an de grace mil CCC IIIJ^{xx} IX et de nostre regne le X^{me}.

Par le Roy a la relation du Conseil

FREYON.

(Arch. Nationales, Trésor des Chartes, JJ 138, n° 262.

XX

Lettres royales de rémission aux habitants d'Aixe sur Vienne, pour l'aide qu'ils ont donnée à la garnison de Châluçet (septembre 1389).

Charles, etc. Savoir faisons a tous presens et avenir, de la partie des manans et habitans en notre ville et chastel de Ayxe (1), en Limosin, a nous avoir este humblement expose que, comme notre dite ville et chastel soient assiz es frontiere de noz ennemis et environnez des chasteaulx de Chalucet, de Corbasin et de plusieurs uîtres chasteaulx et forteresses seans a trois, quatre, cinq et vi lieues d'iceulx; lesquels chasteaulx et forteresses ont tenu et occupe, tiennent et occupent noz diz ennemiz et malveillans, et qui continuellement ont fait et font guerre aux diz exposans, chascun jour conru nostre dite ville et le païs d'environ, ars et destruit plusieurs maisons, granches et autres edifices, prins, raenconne et mis a mort plusieurs desdiz habitans et du païs d'environ, leur bestail et autres leurs biens et chevances, dont ilz se devoient vivre et gouverner, eulx, leurs femmes et enfanz, priuz et emp'ortez, dont ilz sont tellement gastez, destruis et mis a povrete que par neces-site a convenu les aucuns d'iceulx exposans partir du païs par pourete et estre alez demourer hors de notre royaume, et les autres, par oppres-sions et inquietacions que plus ne pvoient souffrir ne endurer eulx estre raenconnez et apattiz a nosdiz ennemiz puis VI ou VII ans a de plu-sieurs grans raencons dont ilz sont tellement apovriz et diminuez de leurs povres chevances que a grant peine ont ilz de quoy vivre; pour lesquelles raencons et appatiz paier a noz diz ennemiz, les diz exposans ont(2)..... frequente et marchande avec eulx et leur ont vendu, livre et administre blef, pain, vin, poissons et autres vives pour pis esche-vir et que autrement ne pvoient durer ne leurs dites raencons et apatiz paier. Pour occasion desquelles choses dessus dites, combien que les diz

(1) Chef-lieu du canton de l'arrondissement de Limoges : le château d'Aixe appartenait au vicomte de Limoges et à plusieurs coseigneurs, et relevait en partie de l'abbaye de Solignac.

(2) Deux mots de lecture douteuse.

exposans en tous autres cas aient tousjours este et soient nos bons loyaux subgez et vraz obeissans, neantmoins aucuns de noz mareschaulx et de noz autres officiers se sont efforcez et efforcent de contraindre les diz exposans, iceulx molester et opprresser en corps et en biens, dont ilz sont en voye d'estre du tout deffaits et destruis, se par nous ne leur est et impartit notre grace et misericorde, humblement requerant icelle. Pour ce est il que nous, eue consideracion a leur dite requeste, voulans en ceste partie misericorde preferer a rigueur de justice, iceux diz supplians, manans et habitans en notre dite ville et chastel d'Ayxe et a ceulx qui pour ledit temps y estoient demourans, habitans et a chascun d'eulx, tout le fait dessus dit ou dit cas avec toute peine, amende, et offense corporele, criminele et civile, en quoy ilz et chascun d'eulx sont et peuent estre encouruz et encheuz envers nous et justice, a cause et pour occasion des faiz dessus diz, nonobstant que autrement que en general ne soient en ces presentes specifiez ne declairez, ne les noms des diz supplians cy denommez, avons quitte, remis et pardonne, quittons, remectons et pardonnons par ces presentes, de notre grace espediale et autorite royal, et les restituons a leur bonne fame, renommee, au pais et a leurs biens non confisquees. Et imposons silence perpetuel a notre procureur et a tous autres. Si donnons en mandement au senechal de Lymosin et a tous noz autres justitiers ou aultres (?) lieux tenens presens et avenir et a chacun d'eulx, si comme a lui appartiendra, que les diz exposans et chascun d'eulx facent, sueffrent et laissent joir et user paisiblement de notre presente grace et remission, senz pour ce les contraindre ne molester en corps ne en biens; et se leurs corps ou leurs biens ou l'un d'eulx estoient pour ce prinz ou empesches, qu'ilz leur mettent ou facent mettre tantost et senz delay a plaine delivrance. Et que ce soit chose ferme et estable a tousjours. Nous avons fait mettre notre seel a ces presentes, sauf en autres choses notre droit et l'autrui (1) en toutes. Donne a Paris, ou mois de septembre, lan de grace mil CCC IIII^{xx} et IX et de notre regne le X^{mo}.

Par le Roy a la relacion du conseil, ouquel estoient vous, les Evesques de Langres, de Noyon et autres.

L. BENOIT.

(Trésor des Chartes, JJ 138, n° 54).

(1) Le droit d'autrui. — Cette formule diffère singulièrement du « bon plaisir », si souvent allégué par les ignorants.

XXI

Lettres de Philippe d'Artois, connétable de France, accordant grâce et rémission aux habitants de Solignac pour les mêmes faits (16 septembre 1393).

Philippe d'Artois, comte d'Eu et connestable de France, — Scavoir faisons a tous presens et a venir, de la partie des bourgeois, manans et habitans de la ville et parroice de Solempnac, ou pays de Lymosin, que, comme nous avons este humblement expose que comme ils sont a demie lieue prez du chastel de Chalucet, lequel a este detenu et occupe par les ennemis du royaume de France, bien par l'espace de treze ans ou environ, et encores est, (1) et qu'il soit ainsy que, pour les grands dommages et vexations que les dits ennemis faisoient au commencement des guerres aux dits supplianz, en corps et en biens et en plusieurs autres manieres, et aussy que pourceque Perrot le Biernoys, capitaine dudit Chalucet, les osta des mains de messire Amanyon de Mussidan et de ses compaignons (2), qui avoient prins et tenoient la dite ville de Solempnac vu (*sic*) a cinq ans ou environ, — il leur ait este force et convenu, pour cause des choses dessus dictes, de servir les Anglois de la dicte garnison de Chalucet et euls adjoindre avec euls et marchander publiquement et leur porter vendre vivres, comme blez, vins, fromens, avoines et aultres denrees et vivres, et avec ce aucuns desdits habitans, gens de mestier, ont converse avec les dits Anglois, et ouvre de leurs mestiers pour passer leur temps affin qu'ils les laissassent vivre et demourer en leurs pauvres habitations, ou autrement ils les eussent tuez et boute le feu en leurs dites habitations; et il soit ainsi que les dits pauvres habitans se doubtent que pour cette cause en temps avenir on les reproche des faiz et cas dessus dits. Et nous ont fait humblement supplier etc. Et nous, meuz de pitié, considerans le fait dessus dit et la qualité d'iceluy, voulans grace et misericorde être prefferee a rigueur, etc.

Donne a Poitiers, le xvi^e jour de septembre, l'an de grace mil trois cent quatre vingt et treze.

Par Monsieur le connetable,

DE LONGUEIL.

(Bibl. nat. ms. n° 12764, p. 239).

(1) On voit, par ce passage, que la compagnie de Perrot évacua Chalucet dans les derniers mois de 1493.

(2) Nous n'avons aucune indication sur l'événement qui est mentionné ici, et qui ne nous est connue que par cette pièce. Le rôle d'Amanieu de Mussidan, malgré les recherches de plusieurs érudits, de M. E. Labrousse, professeur au Lycée de Bordeaux, entr'autres, est peu connu encore. Les Archives municipales de Bergerac parlent avec détails des incursions de ce personnage et de ses déprédations, de 1379 à 1382. Amanieu était fils de Bérard d'Albret, seigneur de Verteuil et de Veyres (Gironde), et frère de Marguerite d'Albret, mariée à Raimond de Montant, seigneur de Mussidan.

XXII

Minute d'une supplique adressée par le Doyen et le Chapitre de Limoges à Charles d'Albret, seigneur de Châlus, au sujet des usurpations commises par ses officiers (juin ou juillet 1443).

A tres hault et puissent prince et redoubte seigneur de Lebrét, comte de Dreux et de Gaure.

Supplient humblement vos orateurs (*sic*) (1) les Doyen et Chappitre de l'église de Limoges, qui est de fondation royal et une des sollempnes eglises de la duche de Guienne, que, comme a cause de la dicte eglise ilz aient plusieurs cens, rentes, seigneuriez, terres et villaiges, et entre les autres, les lieux et reppayres de Bellegarde et de La Deulenarie (2), assis en la paroisse de Bossueilh, desquels ils aient joui et usé, par tel temps que n'est memoire de contraire jusques ad ce, feu Berart de Lebrét, lors vostre cappitaine a Chalus, prist par force les hommes des dicts lieux et les aprisonna et par force leur fit recognoistre tenir les dits lieux de vous, et despuis, vos dits officiers aient tenu et occupé, tiennent et occupent les dits lieux; et pour y remedier, d'aucuns d'eux furent (?) esté (?) devers Monseigneur vostre pere, que Dieu absoille! qui, informe de leur droit, leur ayt promist randre et restituer les dits lieux apres son retour de France, ou il morust. Et aussi vous auserent encor faite exposer ceste chose et offert de monstrier leur droit et de par vous aye este permis leur fere droit et raison. Et depuis peu de temps en ca, noble homme Tandonnet de Fumel, cappitaine de Chalus, leur aye prins et de fait reunis en vostre justice de Chalus leur lieu de Perveilh (3) et les habitans d'iceluy; contre lequel ne veulent venir en justice ordinaire, doubtons voie de fait et de encourir votre indignacion, ne exposer au Roy, leur souverain seigneur, les choses dessus dites, sans premierement les vous fere assavoir, qui aimes sainte

(1) Supplians, du latin *orare*, prier.

(2) Bellegarde et La Dournelarie, hameaux de la commune de Boisseuil, canton de Pierre-buffière.

(3) Peireix, commune de Boisseuil.

eglise et ne voules riens de l'autrui et estes de la noble flour de lis. Ce considere, il vous plaise de leur laisser et fere randre leurs dits lieux, et souffrir qu'ilz puissent joyr et user d'iceulx, ou leur donner congie et licence de pourssuivre et demander leur droit par justice en la court royalle de Limoges ou en la court de Parlement, et de deffendre a voz cappitaines de Chaslucet et autres voz gens et cappitaines et officiers, que par voye de fait contre la dite eglise et choses dessus dictes, ne vueillent venir ne troubler les droitz de la dite eglise et autrement leur pourveoir de remede. Et vous feres bien et aumosne, et ilz prieront Dieu pour vous et votre haulte et noble lignee (1).

(Arch. Haute-Vienne, Chap. de Saint-Etienne, 3025).

(1) Cette pièce est d'une lecture assez difficile, à cause des nombreuses ratures et surcharges qu'elle présente. Il est donc fort possible que quelques mots aient été mal lus. C'est un simple projet de lettre; il paraît, par la pièce qui suit, que cette supplique fut remise au comte d'Albret.

XXIII

Mémoire pour les mêmes contre le sire d'Albret et ses officiers de Chaslucet, que le Chapitre demande à assigner devant le Parlement. Procès verbal d'un sergent royal constatant les déprédations commises par les gens du sire d'Albret (août 1443).

Memoire pour Messseigneurs Doyen et Chappitre de l'esglise de Lymoges

Contre monseigneur de Lebret et ses cappitaine, lieutenant de juge et officiers du chastel de Chaslucet.

Premierement, est vray que l'esglise cathedrale de Lymoges est notable eglise et principale des eglises du diocese de Lymoges, de fondacion royalle, doee de beaux et notables privileges tant apostoliques que royaulx ; et en especial est en la sauvegarde du Roy nostre seigneur, avec tous ses suppos, et leurs meubles et imeubles, et a plusieurs sergens, gardiens et conservateurs de leur dite sauvegarde et privilege ;

Item, ladite eglise cathedrale de Lymoges, tant a cause de ladite fondacion royalle que aussi par ampliacion de la fondation, de plusieurs autres seigneurs, a plusieurs revenus, cens et rentes tant en villaiges que en chasteaux et chastellenies, et en plusieurs d'iceulx ou la plus grande part, a justice haulte, moyenne et basse, mere et mixte, impere, en especialement au bourg et parroisse de Bosseul, prest ledit lieu et chasteau de Chaslucet.

Item, ladite eglise desdits bourgz et parroisse de Boisseul est en bonne possession et saisine, et a esté par tant de temps que n'est memoire du contraire, en especial des lieux de Bellegarde (1), de La Doulenarie (2), dedans lesqueulx ung nomme Berard de Lebret et Amanieu de Lebret, (3) en l'an mil lllle et quatorse, prisrent Estienne des Molnars du Galoys, tenancier dudit lieu de Belle Garde et le misrent en prison, et a finance de argent

(1) Bellegarde, près La Chalussie, commune de Boisseuil.

(2) La Doulenarie, même commune.

(3) S'agit-il ici d'Amanieu de Mussidan, nommé à la pièce 21 ?

et de ble, et que pis est, luy firent recognoistre ledit lieu de Belle Garde pour aténir dudit lieu et chasteau de Chaslucet. Et pareillement prisrent et mirent en prison Perard de Baroilhs, tenencier dudit lieu de La Doulenarie et le luy firent pareillement recognoistre aténir dudit lieu et chasteau de Chaslucet, endespoillant ladite eglise, Doyen et chappitre de leur possession que avoient tenu par l'espace de cent ans et plus, et par tant de temps que n'est memoire du contraire.

Item, a ce tiltre, par la force et violence desus dite, ledit chasteau de Chaslucet a tenu et occupe lesdits lieux de La Bellegarde et de la Doulenarie, dont lesdits Doyen et chappitre ont fait plusieurs impetracions que n'ont ause mectre a execucion, comme yssi desoubz sera dit et remonstre.

Item, Tandonet de Fumel, estant cappitaine du dit chasteau de Chaslucet, sans cause et raison, mes de sa plaine volente et oultrage, prist et ousta, en l'an mil III^e XXXV, a ung nomme Cheyrous une piece de terre nomme *du Le*, estant en ladite paroisse de Boisseul, lequel Cherroys la tenoit de nosdits seigneur Doyen et chanoynes de Lymoges par tant de temps que n'estoit memoire du contraire; et l'aplica audit chasteau de Chaslucet par force et violence.

Item, en icellui mesme an mil III^e et XXXV, ledit Tandonet, estant capitaine de Chaslucet, prist les hommes et habitans du villalge de Pereilh (1) et les mistz en prison, et par force et violence les fist confesser d'estre de la justice dudit lieu de Chaslucet et les compella illec a fere le guet, nonobstant que ledit lieu de Pereilh et hommes soyent de la justice et justiciables de ladite eglise de Lymoges, et de ce ladite eglise de Lymoges estoit en bonne et juste possession et saisine jusques a la dite prise par force et violence faite par ledit Tandonet.

Item, pour venir a la matiere, est vray que la dite eglise de Lymoges est situee en la Cite (2), que par les Anglois a este destruite et inhabitaible, ouverte et en plain champ, et est de necessere audit Doyen et chappitre et aux suppos d'icelle de demorer au Chasteau de Lymoges et d'illecques venir au descouvert a l'eglise pour fere illecques le divin service, ainsi que estoit acoustume de fere tous les jours, et en la mercy dudit Chaslucet.

Item, est a presupposer que, depuis l'an mil III^e et dix, audit lieu de Chaslucet, a eu plusieurs cappitaines qui ont use de voye de fait et tenu

(1) Péreix, commune de Boisseuil.

(2) La Cité, qui avait le Roi et l'évêque pour coseigneurs, depuis le traité de Pontoise (1307), avait été prise en 1370, en partie brûlée et totalement démantelée. La plupart de ses habitants l'avaient abandonnée. Depuis lors l'évêque demeurait dans son château d'Isle, les chanoines s'étaient réfugiés dans la ville du Château et avaient dit quelque temps l'office à Saint-Pierre. Un peu plus tard, ils retournèrent chaque jour à Saint-Etienne pour y célébrer le service religieux; mais ils continuèrent assez longtemps à habiter le Château.

grande compagnie de gens de guerre et vescu comme ylieux, et que pis est, plusieurs foiz ont fait guerre audit chasteau et ville de Lymoges et a ladite eglise et aus suppos d'icelle.

Item, ont prins par force et violence, comme dit est, lesdits lieux et justice de Pereilh; mes ce n'est pas merveilles, car ils ont prins, en venant a l'esglise fere le divin service et prieres (?), les suppos d'icelle eglise c'est assavoir l'evesque Hugon de Manhat (1), messire Jehan Gueret (?), chanoine de Lymoges, messire Pierre de Viex (2), maistre Mattieu de Julien, messire Jehan de Peyzat, chanoines de Lymoges, et, de nouvel, messire Pierre de Monthrun (3), a present evesque, et messire Jehan de Roziers, chanoine de ladite eglise, et plusieurs autres chappelains, vicaires, serveurs et hommes de ladite eglise, et les menoyent prisonniers audit lieu de Chaslucet, et la les mettoient a finances a grosses sommes de deniers, selon leur puissance, et tant quant ilz en pouvoient avoir, comme anglois, et tiellement que despuis nul ne ause sonner mot.

Item, lesdits capitaines dudit lieu de Chaslucet tous les ans leur ont prins leurs bles de leurs prebendes et distributions des lieux de Boyxeul, Saint-Paul (4), et de Saint-Prieix (5) et d'ailleurs, sans ce que ladite eglise ni nul d'eulx se ausat plaindre par doubte de la mort et des choses dessusdites, tant les bles de dismes appartenans au doyen et chapitre qu'aux pauvres de l'ospital Saint-Geral (6).

Item, est vray que le Roy messire, au moys de may, l'an mil III^e quarante et deux, vint a Lymoges (7) et demora illecques par tout le dit moys, et oy les complaints du pais, les maux, dommaiges que faisoit ledit chasteau et une partie des chosses dessusdites; et pour ce commanda a mondit seigneur de Lebret, illecques present, qu'il y mist remede, ou autrement il y pourvoiroit. Lequel Monseigneur de Lebret le promist a fere, et d'estre obeissant a luy et a justice.

Item, aussi est vray que, an ce moys derrier de juillet mil III^e XLIII, mondit sieur de Lebret a mis hors dudit chasteau de Chaslucet ledit Tan-

(1) C'est, croyons-nous, la seule mention qu'on ait de ce fait. Hugues de Magnac occupa le siege de Limoges de 1403 ou 4 à 1412.

(2) Peut-être de Videix, *de Video*. Hugues *de Video* est curé de Saint-Pierre de Limoges en janvier 1402; il l'est encore en 1441. (Arch. Haute-Vienne, liasses 3883, 4471, 5300, 6267, 8113.

(3) Evêque de Limoges de 1427 à 1456.

(4) St-Paul-d'Eyjeaux, canton de Pierrebuffière, arrondissement de Limoges (Hte-Vienne).

(5) Saint-Priest-Ligoure, canton de Nexon, arrondissement de Saint-Yrieix (Haute-Vienne).

(6) Hôpital fondé vers le milieu du XII^e siècle, sous les murs du Château de Limoges, par l'évêque Gérard du Cher.

(7) Charles VII arriva à Limoges le 1^{er} mai. M. A. Leroux, archiviste de la Haute-Vienne, a récemment réédité dans la *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, t. 46, année 1885, le récit des deux séjours faits à Limoges en mars 1439 et mai 1442 par ce prince, d'après le registre de la Chamberrie de l'abbaye de Saint-Martial, récit publié déjà plusieurs fois, mais d'une façon incorrecte.

donnet de Fumel et ses gens, et y a mis, pour soy et pour la garde d'iccel-luy, Jehan de Brie et Gauffier de Lerunte (1), qui sont du pays de Lymosin et ses familiers et serviteurs; et ledit seigneur de Lebrez s'en ala et delaissa audit Jehan de Brie et de Lerunte ledit chasteau.

Item, incontinant et apres que mondit sieur de Lebrez s'en fust ale, ledit Gauffier de Lerunte, se pourtant cappitaine dudit chasteau de Chaslucet, de fait et sans raison a fait prendre tout le bestial dudit lieu de Pereulh par ses sergens et ses compaignons de Chaslucet; contre laquelle capcion lesdits hommes par devient ung sergent royal se sont appelegez (2) selon la coustume et stile de la Court royale de Lymoges.

Item, est vray que ledit sergent et gardien de la sauvegarde de ladite eglise ala a Chaslucet devers ledit Gauffier, cappitaine, et mes dits sieurs envoyerent avecques ledit sergent ung d'eulx, c'est assavoir mestre Jehan Rogier, chanoine de ladite eglise de Lymoges, qui parlerent audit Gauffier et fist ledit sergent son exploit comme plus a plan peut apparoir par sa relation; la coppie de laquelle se bailhe yssi par maniere de memoire (3).

Item, aussi ledit Gauffier a fait venir les tenenciers desdits lieux de Belle Garde, de La Deulenarie et de Pereilh a Chaslucet, fere le guet, en continuant tousjours icelle possession dampnee, et les fait respondre comme dessus, au grant dommaige, prejudice de l'eglise comme dit est.

Item, est vray que, quant le juge dudit lieu de Chaslucet fay aucuns exploix sur lesdits hommes de Belle Garde et de la Deulenarie et de Pereulh, et l'en se appelle de luy et l'en luy demande apostres (4), en la dacion des appostres, il revoque tout ce qu'il a fait en disant qu'il ne le cuide pas avoir fait et affin que l'en ne puisse avoir relevement de son appel; mes ce non obstant, ledit cappitaine et ses compaignons de guerre *vi et violencia* exequent et prennent lesdits hommes comme dit est et s'en font a croire.

Item, quant aucun des receveur, baile et procureur de ladite eglise et lesdits seigneurs d'icelle se complaignent des tors, violences et villenies et occupacions et detencion de leur temporel, ilz sont et ont este et de present sont menasses par les cappitaines et compaignons dudit chasteau, en regniant Dieu et ses vertus, que lesdits suppotz, en venant a l'eglise, seront prins et [sera] gaste leurs cours (5), et si sont riches, menes (?) prisonniers

(1) On a lu *de Lermite*. Nous croyons, toutefois, qu'il faut lire *Lerunte* et que le personnage en question appartenait à l'illustre famille de Laron.

(2) Ont déposé une plainte, se sont pourvus.

(3) Voir à la suite du mémoire.

(4) On appelait *apôtres* « les lettres dimissoires données à un appellant par les juges, adressées au juge d'appel, par lesquelles il (*sic*) le certifioit de l'appel interjeté et lui en renvoyoit la connoissance » (*Dictionnaire de Trévoux*).

(5) On les empêchera d'exercer leur juridiction. — Nous ne croyons pas que *cours* soit mis ici pour *corps*.

audit chasteau de Chaslucet, et mis a rancon et finances, comme d'autres foys ils ont fait, ou courront et pilleront toute leur terre, tellement qu'ilz n'aussent sonner mot.

Item, quant mondit seigneur de Lebret a este ce derrier moy de juillet a Lymoges et a Chaslucet, le chappitre de Lymoges a envoye devers luy des plus notables d'eulx avecque d'autres notables gens de la ville de Lymoges pour luy remontrer l'occupacion et detencion des lieux dessus-dits et la spoliacion d'iceulx, et que la dite esglise est despoillee, en le suppliant qu'il luy pleust, de sa benigne grace, leur restituer leurs dits lieux et fere cesser toutes menasses et voyes de fait, et tiellement qu'ilz puissent venir seurement a leur dite esglise fere le divin office et prier Dieu pour luy et pour sa noble lignee, ou, si ce ne vouloit fere, de prendre juge comme que, parties ouyes, eussent a fere droit sommerement et de plain (1).

Item, est vray que mondit seigneur de Lebret les ouy volontiers et les excota (*sic*), et leur promist de fere responce ; et, sans faire icelle, il s'en est ale, delaisse ledit Gauffier de Lerunta, cappitaine dudit lieu et chasteau de Chaslucet, qui, ampres sen aller, a pris le bestial des dits hommes et fait l'esloit que dessus est dit, au grant griefz, prejudice et dommaige de ladite esglise et suppos d'icelle.

Et pour ce, actendu les chosses dessus dites, en especial l'esglise qui est en plain champ, et pres de Chaslucet de deux lieues, les voyes de fait, prises, rancons, emprisonnemens tant de evesques que de chanoynes que d'autres, et du temps de ces presents guerres, ou toutes pilleries et vengances ouvertes, estions es volentes des cappitaines et de gens de guerre, qui donne bien paour et faisoit paour (*sic*) a toute maniere de gens, et estoit bien paour que conbe bien au plus constant homme de ce royaume, que, durant icelles paours et voyes de fait, temps de prescription n'y devret (?) pas acourre (2) ne avoir lieu, et est de necessite d'avoir ung mandement de cas de complainte relevant (?) du (?) las de temps dessus-dit, ou tiel mandement que la dite esglise soit restituee en sa premiere possession et que, par icelluy mandement, le Roy les mette d'abundant en son especial sauvegarde, en deffendant audit seigneur de Lebret et a ses officiers toute voye de fait, ou autrement de les pourvoir selon la matiere subjecte et que l'opposicion et cognoissance de cause veigne en Parlement, ou l'en plaidera plus seurement et sans paour, actendu la grande puissance de mondit seigneur de Lebret (3).

(1) Voir la pièce qui précède.

(2) Avoir cours.

(3) Le seigneur d'Albret avait, en effet, à cette époque, plusieurs commissions importantes du Roi de France.

Coppie de la relation dont est fuicte mencion dessus.

Saichent tous que le second jour du moys d'aoust III^e quarante et troys, comparurent par devant moy, Jehan Chabrier du Compeyt (1), sergent royal en la seneschaucee de Lymosin, Jehan Mouret et Aymery de Pereulh, Aymery Teret, Jehanot Excleuson et Liennart de Las Salas. hommes de Messeigneurs doyen et chappitre de l'eglise de Lymoges, lesquieulx me disrent que Bernart de La Bolonie, et Gartempe, et un autre nomme Pierre Lantene *alias* Doust, de Chaslucet, les avoyent excequtez et gaiges, cest assavoir : ledit Jehan Mouret, de deux vaches de poil vermeilh et d'ung corset de drap blanc, et ledit Aymery de Pereulh, d'une jument de poil bay et d'une gibe (2), et ledit Merigot Teret d'une jument noire, d'une robe de femme de drap blanc et d'une congnie, et ledit Janot Exclouson de dix chap de chabres et de chabreaux (3) et d'une robe blanche de femme; et ledit Liennart de Las Salas d'une [robe] d'estran. Et pour ce lesdits hommes, en la meilleure forme et maniere qu'il pouvoyent et devoient a l'encontre desdites excecutions et gaigeries, se applegeoient illec par devant moy. Et pour soubstenir leur applegement, donnerent en caucion l'ung l'autre et me requisrent que je les receusse a leur applegement, disans que ainssi fere le debvoys; lesquieulx hommes dessus nommes je receuz a leur applegement, et pour leur fere fere recreance desdits gaiges ainsi prins et emprins, me transpourtay de la ville de Lymoges audit lieu de Chaslucet, en la compaignie de discrete personne Jehan Rogier, chanoine de ladite eglise de Lymoges, procureur desdits messeigneurs Doyen et Chappitre de ladite eglise; auquel lieu de Chaslucet, trouvay noble homme Gaulfier de Lerunte, escuyer, auquel ledit Jehan Rogier dit comment lesdits hommes avoient este gaiges et excequtes et comment ilz estoient hommes desdits Doyen et Chapitre, et s'estoyent appleges contre lesdites gaigeries et prinse desdits biens, et le requisit qu'il me laissast user de justice et de fere mon exploit; lequel de Lerunte moy dist et respondy qu'il estoit bien content que je feisse mon exploit par justice, mes qu'il renioit Dieu que lesdits hommes payeroient et feroient le guet a Chaslucet, ou il les feroit pendre. Et lors je, sergent dessusdit, je me transpourtay aux domiciles desdits Pierre Doust *alias* Lantene et dudit Gartempe, lesquieulx aprehenday en personne, et au domicile dudit Bernard de Boloine, en la personne de sa femme, ausquieulx je feiz commandement de par le Roy messire, que feissent ausdits hommes recreation reale desdits biens et chosses ainsi prinses ausdits hommes

(1) Le Compeix, auj. village de la commune de Saint-Pierre-le-Bost, canton et arrondissement de Boussac (Creuse).

(2) Instrument qui sert à remuer la terre.

(3) Dix têtes de chèvres ou chevreaux.

apologies; lesquieulx Pierre Daoust et Gartempe moy respondirent que rien n'en feroient. Et par ce, je, sergent dessus dit, les adjournay, c'est assavoir lesdits Pierre Daoust et Gartempe a leurs personnes et ledit Bologne a la personne de sadite femme, aux audiences royales qui se tiendront a Lymoges, ampres la feste Saint Pierre prochain venant, pour proceder sur ledit appeigement avec lesdists hommes appleges, et fere en oultre ainsi que raison donra. Et pour ce que lesdits sergents ne vouloient fere ladite recreance (1), ledit Jehan Rogier, chanoine, comme procureur desdits Doyen et Chapitre, me requist que je, sergent royal dessusdit et gardien de la sauvegarde de ladite eglise, les adjournasse sur sauvegarde enfreinte ausdites audiences royales, laquelle chose, pour doubte de ma personne, ne osay fere. Et (2) a tous ceulx a qui appartient ou peut appartenir par ceste . . . presente relacion seellee de mon seel, duquel je use en mon office dessusdit. Faist l'an et jour dessusdits.

(Archives de la Haute-Vienne, fonds du Chapitre, liasse 3025).

(1) Jouissance effective du bénéfice ou toutes procédures ayant pour objet de la procurer, de l'assurer ou de la restituer.

(2) Cinq ou six mots effacés, sur le pli du papier.

XXIV

Lettres de grâce et rémission à Jean Paris, homme d'armes de la compagnie de Tandonnet de Fumel, capitaine de Châluçet (septembre 1447).

Charles, etc., savoir faisons ... Nous avoir reçu humble supplication de Jehan Paris, homme de guerre, natif du pays de Beauvoisiz, que, des son jeune aage qu'il n'avoit que dix-huit ans ou environ, il se mist en la compagnie de Tandonnet de Fumel, lequel se tenoit avec notre ame et feal premier escuier d'escuirie et grant escuier de corps, Poton de Santrailles, lors ayant charge de gens d'armes de par nous, en la compagnie duquel le dit suppliant nous a servy bien et loyamment ou fait de noz guerres a l'encontre de noz anciens ennemis les Anglois et autres tenans nostre party contraire, en la bataille de Vernueil (1), et devant le siege d'Orleans (2), et ailleurs, sans avoir tenu autre party que le nostre. Depuis lequel temps nostre dit escuier envoia ledit Tandonnet au chasteau de Chalusset, en notre pays de Lymousin, dont notre dit escuier estoit capitaine, et s'en ala le dit suppliant avecques luy, et illec demoura de douze a treize ans ou environ. Lequel suppliant, estant lors en garnison au dit lieu de Chalusset, a couru, seul et acompaigné, par le dit pays de Limosin et ailleurs, en plusieurs et divers lieux de notre royaume, et souventes foiz prins et raenconne gens de nostre party, tant gens d'eglise que autres indifferement, aussi prins vivres de moutons, pourceaulx et autre aumaille (3), telz qu'il povoit trouver, batu et navre ceulx qui l'empeschoient ou contredisoient, prins boeufz arables, chevaux, jeumens, et autres bestes chevalines, et raenconnez a argent, dont il avoit son butin, et fait plusieurs autres maulx durant qu'il estoit en la dite garnison, desquelz il n'est recors; pour occasion desquelz cas, il doubte que aucuns sur lesquelz ont este faiz les dits maulx, voyes de fait et autres excès dessus ditz voulsissent es temps avenir fere poursuite par

(1) Combat livré en 1424 aux Anglais et perdu par les troupes françaises et écossaises de Charles VII.

(2) On sait que Poton de Xaintrailles s'était jeté des premiers dans Orléans.

(3) Ce mot s'entend de toute nature de bétail, plus particulièrement des bêtes à cornes.

justice a l'encontre de lui, et par ce moyen qu'on lui vouldist donner aucun destourbier ou empeschement en sa personne, ou autrement le molester, et rigoureusement proceder a l'encontre de lui ou le pugnir corporelement, se noz grace et misericorde ne lui estoient sur ce imparties, humblement requerant que, actendu les dits services par lui a nous faiz ou fait de nos dictes guerres a l'encontre de nos diz ennemis comme dit est, et le bon vouloir qu'il a de faire, quant le cas s'i ofrera, et que ce qu'il a fait a este la plus part par le commandement du dit Tandonnet et aultres, soubz qui il estoit, et aussi que depuis il s'est retraits oudit pays et s'est bien et honnestement gouverne et a esperance de faire esdiz temps avenir, nous plaise lui impartir icelles. Pourquoi nous, ces choses considerees... A celui suppliant avons aboly, remis, quicté, etc., pourveu toutes voyes qu'il n'ait commis ravissement de femmes, meurdre, violemens et boutemens de feux etc. Donne a Bourges ou mois de septembre, l'an de grace mil III^e XLVII, et de notre regne le XXV^e. Ainssi signe par le Roy et son conseil, Rolant. *Visa contentor.* P. LE PICART.

(Trésor des Chartes, JJ 178 n° 231).



XXV

La seigneurie de Châluçet : mémoire s.-d. (de la première moitié du xvi^e siècle).

En la seigneurie dud. Chalucet, n'y a paroisse entiere ne bourg qu'un qu'on appelle Saint-Maurice, et touteffoyz s'estand environ quatre lieux, en diverses paroisses.

Ladite seigneurie est affermee.

Il y a deux forestz : l'une appelée Cherviz, de grande estandue ; l'autre appelée la garenne dudit Chalucet.

Il y a cappitanye, et est le cappitayne le bastard d'Auteffort (1), qui se tient a Cusset (2), quatre ou cinq lieux dud. Chalucet. Lad. cappitanye vault en guetz environ trente livres.

Chenault, advocat a Bordeaux, est juge dudit Chalucet, et ne se tient sur les lieux. Il a faict son lieutenant son pere, qui se tient a Limoges, et ledit pere a faict, en son absence, ung autre filz qu'il a son lieutenant, qui se tient à Poytiers.

Le procureur, nomme M^e Jehan Leonard, du lieu d'Aisse, qui ne se tient sur les lieux, et son substitut, François Roullans (3), demourant a Limoges et ne se tient sur les lieux.

Il seroit bien requis annexer ladite seigneurie de Chalucet avec le corps de la viconte, et la cappitanie dudit Chalucet, qui vault environ quarente livres, la bailler a quelqu'un qui fust fort, qui se tiendrait en la ville de Limoges, afin que la justice dudit lieu fust myeulx exercee, aussi que la crainte des habitans en seroit plus grande, et en seroient plus obeissans.

(Arch. des Basses-Pyrénées, E 714).

(1) Une pièce datée du 3 avril 1538, mentionne Jean d'Auteffort *alias* Verneil, capitaine de Châluçet (Arch. Basses-Pyrénées, E 714).

(2) Cusset, canton d'Oradour-sur-Vayres, arrondissement de Rochechouart (Haute-Vienne).

(3) Roullac, nom d'une famille très connue de Limoges.

XXVI

Liève de la seigneurie de Châlucaet (1688 et années suivantes).

Un registre couvert en parchemin et déposé aux Archives de la Haute-Vienne (Titres de famille, liasse 5330) commence par ces mots :

« C'est la liève du revenu de la seigneurie de Chaslucaet que j'ay livrée à M. Duboys, mon fermier, pour l'année 1688 ».

Ce registre indique que des rentes foncières et directes étaient dues au seigneur de Châlucaet dans les localités suivantes :

Paroisse du Vigen. — Villages et tènements de Pazat, Mas-du-Jard, Châtenet et Le Buisson, Narbonneys, Le Puy-Tort, La Grange; village du Haut-Ligoure et tènement de Vignias; villages du Bas-Ligoure, de La Rouffarie et ses appartenances, La Bousonie; garennes du château et appartenances de La Grange; tènements de Las Alimandias, Claud La Ville et terre de La Fayolle (La Bousonie), Puy Las Vignas, La Vignie de l'Hermite au pont de Chaslucaet; maison et jardin ou masures dans la cour du moulin de Laisenne; divers jardin à Chaslucaet; maison du pont de Chaslucaet qui a appartenu à François Exsartean, avec jardin; moulin du Bas-Ligoure.

Paroisse de Boisseuil. — Villages et tènements du Chastoin et de Las Escuras, du Giraldeix, Lavaud, La Crose et La Bade, Bellegarde, Lage Grauli, Bosvieux, tènement de La Dournelarie, village de La Chaslucie, moulin du Giraldeix.

Paroisse de Saint-Hilaire-Bonneval. — Village de La Planche (tènement des Chardonneix), de Rabré, de Chenoux; tènements de Loubéat, de La Joussonnie, de Lescharpie; villages et tènements du Grand et du Petit-Bonnet (pour le Mas de Lavaud, La Gouterie, La Moulinarie, les Gastaux, La Rochebandie et La Faucherie).

Paroisse d'Eyjeaux. — Villages des Salles, de Poulénas, d'Eyjeaux (pour le tènement du Boucheron).

Paroisse de Jourgnac. — Village du Marzat ou de Marsat, près Béchadie et du Puy-de-Baneys.

Paroisse de Saint-Jean-Ligoure. — Village de La Bernardie, La Lauterie, tènements de Las Gabias, de Las Peirieras et de Las Renardieras.

Paroisse de Chantaux (Château-Chervix). — Villages de Brugères ou Briégères, de La Jugie, de Las Chambauidas, de Marneuf ou Masneuf (pour le tènement de Veissières), de Lavaud Bousquet (pour le tènement de Las Déliadas), de Las Planchas, le Mas La Ribière, las Ternias de La Forest, *al.* L'Auge Plane, le « Mallier » de Chervix, le tènement de La Badie, près Chervix, la maison de Malissen de Saint-Priest dans le bourg de Chervix, le village de La Belle, le village du Colombier « pour le boys appelé de Chaluscel dans les despances (dépendances) du Colombier » (1).

Les hommes de la plupart de ces villages ou tènements étaient, d'après cette liève, « guetables, charroiables et banables ». On a vu que, dès le *xiii^e* siècle, ceux de plusieurs des localités ci-dessus nommées n'étaient pas « taillables ».

(1) On remarquera que cette liève ne mentionne aucune des anciennes possessions des Bernard de Jaunhac autour de La Porcherie.

XXVII

Lettres de procureur postulant en la juridiction et baronnie de Chalucet (11 février 1782).

Nous, Martial François de Verthamon d'Ambloy, chevalier, seigneur d'Ambloy, marquis de Tercis, comte de Castillon, vicomte de Biscarrosse, baron de Chalucet, de La Caunau et d'Andernos, chatelin (*sic*) des Gous, Briaigne et La Carcodrie, seigneur de la prévôté de Born, Parentis, Saint-Paul et Sainte-Eulalie, et des fiefs de Nouailla, La Salargue, Fournès, Cadaujac, et autres lieux, Conseiller du Roi en ses conseils, Président au Parlement de Bordeaux, — étant bien informé des bonne vie et mœurs, religion catholique, apostolique et romaine, capacité, expérience, au fait de la pratique, de la personne de Martial Pradeau, notaire royal de la ville de Soullignac, a ces causes, nous lui avons donné et octroyé, donnons et octroyons par ces presentes, l'office de procureur postulant en notre baronnie et juridiction de Chalucet, pour par lui en jouir, et l'exercer autant de tems qu'il nous plaira, aux honneurs, prerogatives, profits et émoluments attribués au dit office, tout et ainsi qu'en ont joui et jouissent, ou doivent jouir, les pourvus de pareils offices, à la charge par le dit Pradeau de s'acquitter de son devoir en honneur et conscience, et de prêter son ministère au pauvre comme au riche. Mandons à nos officiers de la dite baronnie de Chalucet de le recevoir et installer dans le dit office, et à tous nos justiciables de le reconnoître en la dite qualité. Donné à Bordeaux, en notre hôtel, sous le sceau de nos armes et le seing de notre secrétaire, le onsième fevrier mille sept cent quatre vingt deux. VERTHAMON D'AMBLOY. Par Monseigneur le Président : CHAIGNY LAMOTHE. (Sceau de cire rouge plaqué). Enregistré au greff (*sic*) de la juridiction et baronnie de Chalucet, pariage de Soligniat, le saize fevrier mille sept cents quatre vingt deux. DONNET, gr.

(Communiqué par M. A. Du Boucheron, à Limoges.)

XXVIII

Extraits de l'acte de vente de la terre de Châlusset par Maurice-Edmond de Verthamon à Jean-François de Thézillat (27 mai 1836).

.....
Les domaines cédés font partie de la terre de Châlusset qui appartenait au vendeur comme l'ayant recueillie avec d'autres immeubles dans la succession de **M. François-Marie**, comte de Verthamon, son oncle, maréchal-de-camp, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint Louis, domicilié et décédé à Saint-Germain-en-Laye, duquel il est légataire universel, aux termes d'un testament olographe en date des **2 octobre 1838**.
.....

M. de Verthamon a été envoyé en possession des biens de cette succession par ordonnance rendue le **24 août 1830**.

M. le comte de Verthamon, qui n'avait pas laissé d'héritiers à réserve légale, ainsi que le constatait l'acte de notoriété dressé le **18 août 1830**, possédait lui-même la propriété de Châlusset à la suite de ses auteurs depuis plus de trente ans.

Le domaine de Châlusset, qui faisait partie du comté d'Albret-Limousin, appartenant au roi de Navarre, fut adjugé le **13 août 1641**, à **M. François de Verthamon**, un des ancêtres de **M. François-Marie**, comte de Verthamon, maréchal-de-camp, représenté aujourd'hui par son neveu, **Maurice-Edmond**, par **MM. les commissaires-députés du roi de Navarre**, pour la vente et revente des domaines que ce prince possédait dans le ressort du Parlement de Bordeaux, ainsi qu'il est énoncé dans un acte de vente et une quittance passés à Paris, devant Lemoyne, notaire, les **2 septembre 1652 et 18 mai 1666**.

La loi du **14 ventôse an VII**, ayant déterminé les formalités à remplir pour la confirmation définitive, en faveur des acquéreurs, du droit de propriété sur les domaines engagés, il fut procédé, en conformité de cette loi et par suite d'une décision du ministre des finances, en date du **6 novembre 1812**, à l'estimation du domaine de Châlusset engagé par les

commissaires-députés du roi de Navarre, et, après homologation de cette estimation, par arrêté de M. le Préfet de la Haute-Vienne, en date du 20 septembre 1813, M. François-Marie, comte de Verthamon, versa à la caisse de la direction des Domaines, le 30 novembre 1813, ainsi qu'en fait foi la quittance dressée le dit jour, la somme capitale de quatre mille trois cent quatre-vingt-dix francs, formant le quart du montant de l'estimation de la dite portion du domaine de Chalusset, en conformité de la loi précitée.

Ainsi se trouve légalement établie la propriété de cette terre sur la tête de mon dit sieur François-Marie, comte de Verthamon.

.....
.....

(Communiqué par le propriétaire actuel, M. C. de Thézillat.)

XXIX

Seigneurs de Châluçet.

1132 ARNAUD BERNARD et BERNARD DE JAUNHAC construisent le château.

Vers 1147 V. DE JAUNHAC : HUGUES qui suit, ou peut-être GUILLAUME, qui est frère de Pierre Bernard, neveu de Bernard de Jaunhac et de Gérard, et probablement fils d'Arnaud Bernard (Pièce 1 de l'appendice, 6^e extrait).

Avant 1153 HUGUES DE JAUNHAC et PIERRE BERNARD.

1199 et 1211 HUGUES DE JAUNHAC, nommé en 1199, seigneur de Châluçet en avril 1211, mort entre 1211 et 1213.

1213 AIMERIC BERNARD et PIERRE DE JAUNHAC, fils de Hugues, coseigneurs de Châluçet en 1213 — et peut-être HUGUES, leur frère, qui vit en 1218 et meurt entre 1218 et mars 1233.

1233 PIERRE BERNARD, fils de Hugues, nommé en 1218, est dit seigneur de Châluçet en mars 1233, frère de Bernard et de Guillaume (1236), neveu d'Aimeric (1237). C'est presque sûrement le même que Pierre Bernard, seigneur du Haut Châluçet, ci-après.

NOTA.— Les seigneurs nommés ci-dessus sont qualifiés simplement « seigneurs de Châluçet ». Nous ne connaissons aucune mention spéciale de seigneurs du Haut ou du Bas-Château avant les suivants :

SEIGNEURS DU HAUT CHALUCET

Avant 1240-1272. — PIERRE BERNARD, Vers 1260. — frère de Bernard et de Guillaume, seigneur du Haut Châluçet, prête hommage, à ce titre, à l'abbé de Solignac Pierre (1236-1240) et à ses successeurs. Il meurt entre 1267 et le 25 mai 1279.

1258?-12... — HUGUES DE JAUNHAC, fils de Bernard ou de Guillaume, coseigneur du Haut Châluçet, prête hommage à l'abbé. Tous deux prêtent hommage à l'abbaye le 26 octobre 1260.

SEIGNEURS DU BAS CHALUCET

GUI DE PÉRIGORD, seigneur pour moitié du Bas Château, et son frère ou son beau-frère, soit Pierre Bernard, soit Pierre de Frachet ou P. de Monts, font hommage au vicomte de Limoges pour le Bas Château. A la même époque, PIERRE DE FRACHET et PIERRE DE MONTS en sont coseigneurs.

1264. — GUI DE PÉRIGORD, fils de Gui et neveu de Pierre Bernard, seigneur pour moitié du Bas Châluçet, teste, le 25 octobre 1264, et avoue l'abbé de Solignac pour seigneur. Il n'a, à

12....-1279. — **JOURDAIN DE MONT-**
cocu prétend tenir directe-
ment de l'abbé de Solignac la
quatrième partie du Haut
Château. L'avait-il eue de Hu-
gues de Jaunhac ci-dessus?

1272-1298 ou 99. — **GÉRALD DE MAUL-**
MONT, archidiacre de Limoges,
chanoine de Lyon, clerc du
roi de France, achète le châ-
teau Haut de Châluçet de ses
propriétaires en 1272, et Jour-
dain de Montcocu lui fait
abandon de ses droits. Le fils
de ce dernier, Jourdain, prête
cependant hommage, pour ces
mêmes droits, aux abbés Ber-
trand (vers 1318) et Archam-
baud de Saint-Amant (1320-
1334).

cette date, ni frère ni enfant
male.

1273.... — **GUI DE PÉRIGORD**, damoiseau,
peut-être le même que le pré-
cédent, fait hommage, peu
après, à **Gérald de Maulmont**.

1275-1298 ou 99. — **GÉRALD DE**
MAULMONT reçoit en don, en
1275 (*al.* 1274), de la vicom-
tesse Marguerite et de sa fille
Marie, héritière de la vicomté
de Limoges, la moitié du Bas
Châluçet. Il achète les droits
de P. de Frachet, peut-être
aussi ceux des de Monts et
des Périgord. (Toutefois, la
moitié donnée par la vicom-
tesse pourrait être précisé-
ment celle possédée jadis par
les Périgord et dévolue au
vicomte par suite de l'extinc-
tion de cette famille ou du
moins d'une de ses branches.)
Boson de Monts, fils de **Pierre**,
fait hommage à l'abbé **Archam-**
baud pour le Bas Châluçet, et,
en 1330, **Elie de Frachet**, **Hu-**
gues de Monts et les frères
de ce dernier possèdent encore
des droits au Bas Châluçet.

GÉRALD DE MAULMONT, ci-dessus.

1299-1306 ou 7 **GUILLAUME et PIERRE DE MAULMONT**, frères, fils d'Adémar,
neveux et héritiers de **Gérald de Maulmont**.

1306 ou 7-1314 **PHILIPPE IV**, roi de France, qui achète, en 1306 ou 7, le
Haut et le Bas Châluçet aux héritiers de **Gérald de**
Maulmont.

1314-1316 **LOUIS X**, roi de France.

1316-1317 **PHILIPPE V**, roi de France, donne, en octobre 1317, le
Haut et le Bas Châluçet à **Henri de Sully**.

1317-1334 (?) **HENRI (IV) DE SULLY**, bouteiller de France.

1334 (?) - 1343 **JEAN (II) DE SULLY**.

1343-1381 (?) **LOUIS (I) DE SULLY**, fils du précédent.

1381-14 ... **MARIE**, fille unique de **Louis** et d'**Isabeau de Craon**, héri-

- tière de Sully, mariée à Charles d'Albret, connétable de France, le 1^{er} janvier 1401.
- 14...-1421 CHARLES (II) et GUILLAUME D'ALBRET, frères.
- 1421-1429 GUILLAUME D'ALBRET, seigneur d'Orval et de Châlucet, à la suite d'un partage; lieutenant du roi de France en Limousin.
- 1429 (?) - 1455 (?) CHARLES (II) D'ALBRET, comte de Dreux.
- 1455-1463 ARNAUD-AMANIEU D'ALBRET, seigneur d'Orval, lieutenant du roi de France en Roussillon.
- 1463-1514 (?) JEAN D'ALBRET, comte de Nevers et de Rethel, seigneur d'Orval, fils du précédent et d'Isabelle de La Tour, qui est sa tutrice en 1473.
- 1514-1522 ALAIN D'ALBRET, reconnu seul propriétaire de Châlucet par arrêt du Parlement de Bordeaux du 16 novembre 1514.
- 1522-1555 HENRI D'ALBRET, roi de Navarre.
- 1555-1572 JEANNE D'ALBRET, reine de Navarre, mariée à Antoine de Bourbon.
- 1572-159... HENRI D'ALBRET, roi de Navarre, devenu, en 1589, Henri IV, roi de France.
- (?) 159...-1604 ? CATHERINE DE BOURBON, sœur de Henri IV, duchesse d'Albret et comtesse de Limoges, mariée à Henri, duc de Lorraine et de Bar.
- 1604 (?) - 1641 Domaine de Navarre.
- 1641-164... FRANÇOIS DE VERTHAMONT (1), achète le château de Châlucet aux commissaires du Domaine, le 13 août 1641.
- 164... à 166... GUILLAUME DE VERTHAMONT, conseiller du roi, trésorier en la généralité de Limoges, receveur des décimes.
- 166...-1683 FRANÇOIS-MICHEL DE VERTHAMONT, seigneur de la Ville-aux-Clercs, conseiller au Parlement de Paris, vend Châlucet au suivant en 1683.
- 1683-1686 GUILLAUME DE VERTHAMONT, trésorier en la Généralité de Limoges, « baron de Châlucet ».
- 1686-170... MARTIAL DE VERTHAMONT, conseiller au Parlement de Bordeaux, fils du précédent.
- 170...-1750 JACQUES-MARTIAL DE VERTHAMONT, conseiller au Parlement de Bordeaux, fils du précédent.
- 1750 vers 1770 MARTIAL-FRANÇOIS DE VERTHAMONT, président au Parlement de Bordeaux, marquis de Tercis, baron de Châlucet et de Noalhat, fils du précédent.
- Vers 1770-1809 JEAN-BAPTISTE-AURICE DE VERTHAMONT, président au Parlement, marquis de Tercis, baron de Châlucet, etc.

(1) La date de la vente par le Domaine à la famille de Verthamont nous est fournie par l'acte que nous avons publié sous le n° 23 ci-dessus.

XXX

Description des ruines de Châlusset

PAR M. FÉLIX DE VERNEILH

« Le château de Châlusset, fondé sur des terrains qui relevaient de l'abbaye de Solignac, est situé au confluent de la Briance et de la Ligoure. Ces deux petites rivières, avant de se confondre, coulent presque parallèlement pendant quelques centaines de mètres, et l'étroit coteau qui les sépare, très élevé d'abord, s'abaisse par degrés et se termine sans aucun escarpement. Aussi paraît-il qu'on avait renoncé à défendre le passage des deux rivières et même à fortifier le pont jeté sur la Ligoure. C'est à une certaine distance du confluent, là où les pentes commencent à devenir rapides, que l'on trouve des vestiges certains de fortifications. Ils consistent en une enceinte carrée, isolée en avant et en arrière par un fossé, au milieu de laquelle s'élevait un donjon parfaitement conservé. On l'appelle, d'après une tradition quelconque, la tour de la Jeannette. Indépendamment de quelques meurtrières, il offre une seule ouverture cintrée, ayant nécessairement servi de porte, et élevée néanmoins de quatre ou cinq mètres au-dessus du sol actuel. Il a cela de bizarre qu'un contrefort très large et peu saillant garnit le milieu, non les angles, de chacune de ses quatre faces. Il est certainement de style roman, et l'on n'observe même dans ses dépendances aucune ouverture qui rappelle le style ogival par sa forme ou par ses moulures.

» Le chemin suivi par les charrettes et les chevaux traversait ou longeait seulement ces premières constructions. Après les avoir dépassées, on parcourt un intervalle d'au moins cent mètres avant de trouver aucun nouvel obstacle et même aucune muraille qui les reliât au corps de la forteresse. Alors on rencontre le vaste ensemble de fortifications dont nous donnons le plan à l'échelle de 0^m001 pour mètre (1). Dans les instructions des comités sur l'architecture militaire, on a pu voir déjà un plan de

(1) Ce plan a été plusieurs fois reproduit. Voir ci-après, *Bibliographie*, n^{os} 43, 44, 46.

ce même château et un plan très différent; mais il ne faudrait pas en conclure que ce château est un protée insaisissable, dont les dessins ne méritent jamais aucune confiance. Sans avoir, dans toutes ses parties, l'exactitude qu'on aurait pu lui donner avec plus de temps et de soin, notre œuvre n'en est pas moins un plan fait sur les lieux et mesuré, auquel on fera bien de s'en tenir en attendant mieux. Au contraire, M. Mérimée a nécessairement fait le sien de mémoire et ne s'est même occupé de décrire Chalusset que lorsque ses souvenirs commençaient à s'effacer singulièrement. Nous croyons pouvoir l'affirmer sans manquer au respect que nous professons pour le savant inspecteur-général des monuments historiques.

» Il n'est pas besoin d'entrer dans les détails de la description de Chalusset : le plan gravé dit assez la belle conservation et la vaste étendue de ce château ainsi que sa curieuse distribution. Partout où les murs sont entièrement rasés, partout où leur base se perd sous les décombres, nous les avons pourtant suivis et retrouvés et il reste peu de chose de la première enceinte. L'entrée s'est cependant conservée; elle n'avait point de pont-levis, quoiqu'elle soit précédée d'une espèce de fossé; elle n'avait pas davantage de herse. C'était un simple portail en ogive. Du reste, de ce côté, on paraît s'être plutôt précautionné contre une surprise que contre une attaque régulière. On remarquera la terrasse en demi-cercle qui couvre la porte principale du château; c'étaient encore deux barrières qu'il fallait forcer en prêtant le flanc aux archers postés sous les nombreuses meurtrières de la façade.

» A cette porte principale, haute ogive percée dans une tour carrée, on constate enfin l'emploi de la herse; et même, comme quelques assaillants auraient pu tenter de la briser en s'abritant sous la voussure du portail, on a ménagé au sommet de l'ogive un trou carré servant de machicoulis. Une dernière ressource était enfin ménagée aux défenseurs du château. La cour oblongue dans laquelle on débouchait, après avoir surmonté tant de difficultés, n'avait pas de communication directe avec les salles qui la bordent des deux côtés, et l'ennemi s'y trouvait retenu plus ou moins longtemps sous une grêle de projectiles.

» Au surplus le donjon, dans le dernier état du château, ne conservait nullement son rôle primitif, mais était devenu une simple tour d'observation. Enveloppé presque de toutes parts par des constructions ogivales, il est de style roman comme la tour de la Jeannette dont il reproduit les singuliers contreforts. Sa porte, en plein-cintre, est pratiquée sur un de ses petits côtés et à une grande hauteur. A l'opposé, et dans la direction où les attaques paraissaient le plus à craindre, quand il était isolé, il présente, au lieu d'un contrefort plat, un éperon analogue aux avant-becs

d'un pont. A l'intérieur, un mur de refend le divise en deux parties inégales. L'une contenait un escalier en pierre à deux courses; l'autre, les logements du châtelain et de ses soldats. Des planchers divisaient les étages, mais des voûtes en berceau couronnaient tout le donjon et soutenaient sa plate-forme à quarante mètres d'élévation.

» Le véritable donjon de ce château, c'était le château lui-même. Sur tout ce vaste développement, les courtines, presque aussi hautes que les murs et couronnées comme eux de machicoulis et de créneaux, n'ont jamais moins de 20 mètres de hauteur. Tout assaut, toute escalade était impossible avec de semblables remparts. Il est à noter que, dans la façade, les créneaux ne forment pas, selon l'usage, le manteau des machicoulis. Ceux-ci sont suspendus en encorbellement bien au-dessous du sommet des murailles. Aux deux extrémités du trapèze, qui s'est d'ailleurs modelé sur la colline dont il occupe le sommet, les murs sont assez exhaussés pour masquer les pignons et les toits des bâtiments inférieurs, de sorte qu'ils en gardent l'empreinte et comme la coupe à leur revers. Cela est particulièrement vrai pour ce grand corps-de-logis que l'on était parvenu à rendre assez régulier malgré la difficulté du terrain, et qui n'a pas moins de 70 mètres de long sur une largeur de 13^m50. On voit donc que le toit était fort aigu et semblable de tout point au grand comble d'une cathédrale. On voit très bien de même que les étages supérieurs n'étaient point voûtés, si ce n'est au-dessus de la salle la plus reculée. Mais il n'y avait point de piliers intermédiaires pour soutenir la voûte qui était d'une réelle élégance et d'une certaine hardiesse, car elle avait environ 15 mètres sous clef et plus de 40 de portée. Comme l'escarpement du flanc de la colline, non moins que l'élévation des murs, éloignait tout danger de ce côté, de grandes fenêtres à roses et à meneaux éclairaient latéralement cette pièce. Elle était pavée en carreaux émaillés dont on retrouve quelques débris. Là, devait être sans doute la salle d'honneur. La chapelle était placée ailleurs et de même au premier étage, au dessus du passage voûté, conduisant au préau, qu'elle a obstrué de ses décombres. Un des angles du donjon a conservé les arrachements de sa voûte et même quelques restes des peintures religieuses qui la décoraient.

» La façade postérieure du château est fortifiée de trois tours, l'une carrée, les autres rondes, et n'est percée que de meurtrières. Au lieu de deux mètres d'épaisseur, elle en a trois; et l'on en a profité pour ménager, dans toute la longueur de la muraille, une étroite galerie qui établissait une prompte communication entre les tours et recevait, en outre, un certain nombre d'arbalétriers. Les six meurtrières en croix qui s'y voient encore pouvaient battre les approches du fossé pardessus la première enceinte, car la galerie est située dans la région moyenne de la façade,

fort au-dessus de l'atteinte du bélier. Elle est indiquée sur le plan par des hachures.

» Ces précautions extraordinaires montrent bien que l'ingénieur jugeait ce côté le plus faible ; et, en effet, l'ennemi y pouvait aborder de plain-pied les murs du château, tandis qu'à l'opposé il aurait difficilement fait mouvoir ses machines de guerre sur le terrain accidenté qui s'étend jusqu'à la tour de la Jeannette. Cependant l'on avait renoncé à créer des ouvrages avancés, et l'on s'était contenté de flanquer de tours la première enceinte et de la faire précéder d'un large et profond fossé, creusé dans le roc, qui coupe le plateau d'une pente à l'autre.

» On n'oubliera pas de remarquer l'originale façon dont sont disposés deux des escaliers à vis du château. Ils se trouvent, non dans les tours, non dans des tourelles accolées, mais au point précis où les tours se soudent aux murs, de manière à desservir directement toutes les pièces et toutes les galeries.

» Où étaient placés les caves, les magasins, et enfin les écuries nécessaires dans une grande forteresse féodale ? Probablement sur cette cour formée le long du plus grand côté du trapèze par l'enceinte extérieure. Une large porte, très inférieure au rez-de-chaussée, s'y ouvrait dans une tour carrée, et, en outre, il pouvait exister quelques bâtiments de dépendances adossés au rempart. Une tradition assez accréditée dans le pays, veut qu'il ait existé un souterrain partant du château pour aboutir au-delà de la Briance ; et il suffit d'avoir lu Froissard pour se convaincre que cela n'a rien d'absolument improbable. Dans les écrits du célèbre chroniqueur, tantôt c'est un château que l'on assiège encore trois jours après que la garnison s'est évadée jusqu'au dernier homme, tantôt ce sont des assiégeants qui pénètrent, par une voie souterraine, jusqu'au cœur de la place. Peut-être donc les fondateurs de Chalusset avaient-ils songé, en effet, à se donner un *tunnel* débouchant au loin dans la campagne. Quoique le château repose presque partout sur le roc, il n'était point impossible de rencontrer un banc de tuf qui se serait prêté le mieux du monde à un travail de ce genre. En tout cas, s'il y a eu un tel souterrain à Chalusset, on n'en connaît nullement l'entrée.

La date de la première fondation de Chalusset n'est pas douteuse. La chronique des évêques de Limoges, écrite au ^{xii}^e siècle par Bernard de Guido (1), la donne clairement en ces termes :

« Eustorgius cum Arnaldo Beraldi ac Bernardo Janiliaco Castrum *Luceti* » prope Lemovicum ædificavit, ubi morabantur, non audentes habitare Le-

(1) Bernard Guidonis a écrit au ^{xiv}^e siècle. — L'indication est empruntée à Geoffroi de Vigeois, qui vivait plus de cent ans auparavant.

» movico, timore comitis Pictavensis, Aquitanie ducis. » (Bib. mss. lib. P. Labbæi, t. 2, p. 370.)

» C'est donc avant le milieu du ^{xii}^e siècle que l'évêque Eustorge bâtit Châlusset; car ces démêlés avec le duc d'Aquitaine se placent vers cette époque. Deux chevaliers, Arnaud de Bérald et Bernard Jœniliac, s'étaient associés à lui dans son entreprise et peut-être faudrait-il expliquer par ce fait curieux pourquoi il existait à Châlusset un grand et un petit château qui se protégeaient mutuellement, mais qui restaient indépendants l'un de l'autre. La tour de la Jeannette aurait été primitivement le donjon de l'un des compagnons d'Eustorge.

» Dans le grand château, il ne reste aussi que le donjon de cette première fondation. Quoique les constructions actuelles soient généralement en moellons de schiste fortement cimentés, et que, là où l'on a employé la pierre de taille, comme pour les nervures des voûtes, les fenêtres, les cages d'escaliers, et quelques parties des façades, on ne se soit servi que de granit, il reste cependant assez de détails caractéristiques pour pouvoir affirmer que Châlusset a été complètement rebâti et fort agrandi dans la première moitié du ^{xiii}^e siècle. Les crochets des chapiteaux et des consoles, les doubles tores des nervures, les jambages de plusieurs cheminées, enfin le dessin des fenêtres se rapportent nettement au mauvais style ogival qui était alors en usage dans la province. A cette époque, d'ailleurs, le château était devenu la propriété des vicomtes de Limoges, qui semblent avoir voulu en faire leur résidence principale ou du moins le siège principal de leur puissance. Mais bientôt l'héritière de Limoges porta tous les fiefs de la vicomté dans la maison de Bretagne (1), et le château de Châlusset, dont nul village et nulle maison même n'étaient encore venus altérer la solitude ou diminuer la tristesse infinie, fut dès lors à peu près abandonné. Pendant tout le ^{xiv}^e et le ^{xv}^e siècles, on le voit tantôt au pouvoir des Anglais, tantôt occupé par quelque bande de routiers, mais toujours pris facilement, parce que sa garnison n'était jamais proportionnée à son immense étendue. On s'étonne même de ce qu'il tient si peu de place dans l'histoire. Ce n'en est pas moins un monument du plus grand intérêt, et, certes, le plus curieux de la province. Dans la France entière, on aurait peine à citer un type aussi complet, aussi bien conservé, et à la fois aussi ancien de l'architecture militaire du moyen-âge. »

(Congrès archéologique de France : Séances générales tenues à Sens, à Tours, à Angoulême et à Limoges, par la Société française, pour la conservation des monuments historiques). Paris, Derache, 1848, p. 415.

(1) Il y a ici quelques erreurs historiques qu'il est superflu de relever. Nous renvoyons nos lecteurs au chapitre III du présent ouvrage.

XXXI

Bibliographie de Châlusset

§ 1. — OUVRAGES SPECIAUX

1. FRANÇOIS LEVASSEUR : *Le Château de Châlusset ou l'Excommunication*, chronique du XI^e siècle (1). — Limoges, Bargeas, imprimeur, place Royale, 1840; 2 vol. in-12, titre gravé avec frontispice.
2. L'abbé ARBELLOT : *Château de Châlusset; description et documents historiques*, suivis de quelques notes sur l'église de Solignac. --- Limoges, Ardillier fils, 1831; in-8° (vue et plan d'après M. F. de Verneilh, n° 43 ci-après).
3. ANONYME : *Le Sire de Châlusset, complainte sur l'air du tra la la*, s. l. n. d.; autographie Garjanne, in-4° de 8 pages avec couverture et dessins humoristiques. (Attribué à M. le comte de Coëllogon, alors préfet de la Haute-Vienne).
4. LOUIS GUIBERT : *Le Château de Châlusset*, notice historique et descriptive, avec un plan (lith. par Payenneville). — Limoges, Sourilas-Ardillier, 1863; in-12. — Nouvelle édition : Limoges, Sourilas-Ardillier, 1871; in-12.
5. ARMAND DE SOLIGNAC (Armand de La Porte) : *Les Mattres de Châlusset, les Chevaliers du Temple*. — Limoges, Barbou frères, s. d., gr. in-8°.
6. ÉMILE POUMEAU : *Les Tours de Châlusset*, pièce historique en 4 actes et 5 tableaux, en vers, représentée pour la première fois sur le Théâtre de Limoges le 30 mai 1883.
7. LOUIS GUIBERT : *Les Tours de Châlusset*, notice complétée à l'aide d'un grand nombre de nouveaux documents. — Limoges, v° Ducourtieux, 1886; in-8° avec cinq dessins de M. J. de Verneilh et un plan général.

§ 2. — NOTICES ET ARTICLES CONSACRÉS A CHALUCET DANS DES OUVRAGES GÉNÉRAUX, DES JOURNAUX, DES PUBLICATIONS DIVERSES

8. *Description des monuments des différents âges observés dans le département de la Haute-Vienne*, avec un précis des Annales de ce pays,

(1) Il n'est pas inutile de rappeler que la fondation de Châlusset remonte seulement à 1132.

- par C.-N. ALLOU, ingénieur au corps royal des mines. — Limoges, F. Chapoulaud, imprimeur-libraire, place des Bances, 1821 ; in-4°. Pages 289 à 294 : *Tours de Châlusset*.
9. *Revue Limogienne*, publiée à Limoges, imprimerie Bargeas ; Bonnet, gérant. N° spécimen du 21 octobre 1834 : *Une visite aux ruines de Châlusset*, article signé B.
10. *Album historique du Limousin*, dessins et illustrations par J.-B. TRIPON, texte par Louis AYMA. — Limoges, lithographie Tripon, s. d. (vers 1835) ; in-8°. P. 112 : *Tours de Châlusset*. La vue n° 37 à la fin.
11. *Gazette du Haut et Bas Limousin, de la Marche et du Bas Périgord*. — Limoges, Laurent, directeur-gérant. N° du vendredi 9 octobre 1835, feuillet : *Notice sur Châlusset* (avec une pièce de vers), signée Z.
12. *Id.*, n° du vendredi 27 novembre 1835, feuillet : *Châlusset, histoire d'hier*. Signé : CYRANO (de Bergerac).
13. La *Gazette du Haut et Bas Limousin, de la Marche, de l'Angoumois*, du 24 avril 1836, a donné comme supplément une lithographie signée Alfred Fr. (n° 39 ci-après). Cette vue accompagnait un article ou une notice publiée dans la feuille en question, et que nous n'avons pu retrouver.
14. *Historique monumental de l'ancienne province du Limousin*, par J.-B. TRIPON. — Limoges, Martial Darde, 1837 ; in-4°. P. 141 à 145 : *Tours de Châlusset* (reproduction de la notice de M. Allou). — L'album qui accompagne cette publication et qui est intitulé : *Ancienne province du Limousin, publication des monuments anciens, mis en regard des monuments modernes qui les ont remplacés*, par J.-B. TRIPON, 1836, renferme une *Vue de Châlusset* (V. n° 38 ci-après).
15. *Notes d'un Voyage en Auvergne et en Limousin*, par P. MÉRIMÉE. — Paris, 1838, in-8°, p. 113 : *Châlusset*.
16. *Gazette du Centre*, publiée à Limoges, imprimerie Darde ; Alf. de La Guéronnière, rédacteur en chef : Première année, n° 31 — 18 août 1838 — commencement de la publication du feuillet : *Le Château de Châlusset, chronique du XII^e siècle (sic)*, par Francis LEVASSEUR (V. le n° 1 ci-dessus). Ce feuillet ne paraît pas avoir été continué.
17. *Guide pittoresque du voyageur en France*. — Paris, Firmin Didot, s. d. ; in-8°. 57^e livraison : Route de Paris à Toulouse, département de la Haute-Vienne, p. 5 : *Boisseuil* (notice sur Châlusset), avec une vue dessinée par ALLOU (n° 40 ci-après).
18. *Le Cabinet de l'amateur et de l'antiquaire*. — Paris, 3^e vol., 1844-1845 ; in-8°. Architecture militaire au moyen âge par P. Mérimée et Albert Lenoir, p. 534, quelques lignes seulement, avec plans et coupe (V. n° 42 ci-après).
19. *Congrès archéologique. Séances générales tenues à Sens, à Tours, à*

- Angoulême et à Limoges, en 1847, par la Société française pour la conservation des monuments historiques. — Paris, Derache, 1848. — Rapport de M. F. de Verneilh sur les monuments visités dans l'excursion archéologique du 23 septembre; p. 415, *Châlusset*; aux pages 416 et 418, *Vue et plan de Châlusset*, par M. Jules DE VERNEILH (n° 43).
20. *Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin*. — Limoges, Chapoulaud frères; in-8°. T. I, 1846, p. 130 : *Anciennetés limousines : Châlus, Châlusset; mort de Richard Cœur-de-Lion*, par M. GRELLET-DUMAZEAU.
21. *Le Chroniqueur du Périgord et du Limousin*. — Périgueux, Boucharie, 7^e année, 1854; in-fol. Pag. 203 à 209 et 236 à 239 : Reproduction du mémoire de M. Grellet-Dumazeau (n° 20).
22. *Dictionnaire géographique, statistique et historique de la Haute-Vienne*, par Emile GRIGNARD; 5 vol. in-4°, plus deux volumes de supplément : *Dictionnaire des communes et Renseignements*, manuscrits, à la Bibliothèque des archives départementales de la Haute-Vienne. T. I, p. 554 à 557 : *Châlusset* (avec un plan d'ensemble). — Achevé vers 1855.
23. *Revue archéologique et historique de la Haute-Vienne, Guide du voyageur en Limousin*, par l'abbé ARBELLOT, chanoine honoraire. — Limoges, Ducourtieux et Cie, éditeurs, 1856; in-12. P. 103 et 104 : *Châlusset*.
24. *Le Vingt-Décembre*, courrier de Limoges, journal quotidien, Limoges, Chatras : *Lettres sur le Limousin*; la première, datée de juin 1856, au n° du 28 février 1857. La publication a duré jusqu'en 1859. Il est question de Châlusset dans plusieurs de ces lettres. (L'auteur était M. Flour de Saint-Genis, directeur de l'enregistrement, à Limoges).
25. *L'Essor*, revue littéraire, scientifique, artistique des départements du Centre (hebdomadaire). Limoges, imprimerie Sourilas-Ardillier. — Première année, n° 6, 16 juillet 1859 : *Châlusset*, par Louis G...
26. *Limoges et le Congrès scientifique en 1859*, par M. A. DE LONGUEMAR (Extrait du journal *la Vienne*). — Poitiers, Dupré, 1859; in-18. P. 100 à 110 : *Solignac et Châlusset*, avec des vers de M. VILLEMSSENS.
27. *Rimes franches*, par Louis GUIBERT. — Paris, Librairie centrale, 1864; in-12. P. 52 à 64 : *Pélerinage*.
28. *Abécédaire ou Rudiments d'Archéologie*, par M. A. DE CAUMONT, correspondant de l'Institut, fondateur des Congrès scientifiques, etc. — Architecture civile et militaire; 3^e édition, Caen, F. Le Blanc-Hardel, 1870, in-8°, p. 535 à 539 : *Château de Châlusset (Hte-Vienne)*; à la p. 536, le Plan; à la p. 538, la Vue dessinés par M. J. de Verneilh (n° 43 ci-après).
29. *Notes de Voyage*, poésies, par Louis GUIBERT. — Paris, E. Lachaud, 1872; in-12. P. 48 : *Le Château de Châlusset*.

30. *La Vicomté de Limoges, Géographie et Statistique féodales*, par M. G. CLÉMENT-SIMON, correspondant du Ministère de l'Instruction publique. — Paris, Champion, 1873; in-8°. P. 142 et suiv., chap. VII : *La Châtellenie de Châlusset* (1).
31. *Géographie de la Haute-Vienne*, par Adolphe JOANNE. — Paris, Hachette, 1877; in-18. P. 39 : *Boisseuil* (art. sur Châlusset), avec une *Vue* du château à la p. 11 (V. n° 48).
32. *Limoges et ses Environs, Guide du voyageur*, par M. Paul DUCOURTIEUX. — Limoges, V° H. Ducourtieux, 1884; in-12. P. 91 à 95 : *Solignac et Châlusset*.

§ 3. — PLANS, DESSINS ET VUES

33. 18° s. *Chalusset*. carton aquarelle. (Cabinet de M. Roméo Chapoulaud, à Limoges). — Inédit.
34. Collection des dessins de M. Allou destinés à accompagner la *Description des monuments de la Haute-Vienne* (n° 8 ci-dessus) : planche représentant une *Vue des ruines de Châlusset, prise du bas de la montagne*, et trois *Chapiteaux et Pilastres de Châlusset* (Bibliothèque de la Société archéologique et historique du Limousin, à Limoges). — Inédit.
35. *Vues pittoresques du Limousin et monuments anciens dessinés d'après nature*, par M. ALBERT aîné. — Limoges, chez l'auteur, 1823 et suiv.; in-4° : *Vue du château-fort de Châlusset, — castrum Lucilli, —* gravure s. d. signée : Albert — de Saulx.
36. *Château-fort de Châlusset*, autre vue; dessin d'Albert, gravure de Mantoue.
37. *Album historique du Limousin*, dessins et illustrations par J.-B. TRIPON; texte par Louis AYMA. — Limoges, lithographie Tripon, s. d. (vers 1835); in-8°. — Petite vue : *Tours de Châlusset*, à la fin de l'ouvrage.
38. *Ancienne province du Limousin. Publication des monuments anciens, mis en regard des monuments modernes qui les ont remplacés*, par J.-B. TRIPON. — Limoges, 1836; in-4°. Lithographie sur feuille double : *Vue des Tours de Châlusset, prise du bord de la Briance* (V. le n° 14 ci-dessus).

(1) Il n'est pas absolument exact de dire que le château de Châlusset fit partie de la Vicomté de Limoges. On a vu qu'il avait appartenu aux d'Albret de longues années avant que la vicomté passât à leur famille. Châlusset était une possession Limousine de la famille d'Albret au même titre que la vicomté, ne relevant aucunement de celle-ci, à laquelle depuis la fin du treizième siècle, tout au moins depuis 1307, ne la rattachait plus aucun lien féodal.

39. *Châlusset*, supplément à la *Gazette du Haut et Bas Limousin, de la Marche et de l'Angoumois*, du 24 avril 1836; lithographie signée Alfred Fr. — Cette vue accompagnait sans doute un article publié par ce journal.
40. *Le Guide pittoresque du voyageur en France*. — Paris, Firmin Didot, s. d. (vers 1840); in-8°. 57^e livraison : *Châlusset*, vue dessinée par Allou, gravée par Schröder.
41. *Instructions du comité des travaux historiques : architecture militaire*. — Plan de Châlusset.
42. *Le Cabinet de l'amateur et de l'antiquaire*. — Paris, 3^e vol., 1844-45 (V. n^o 18 ci-dessus), p. 534 : *Plan du donjon* de Châlusset; p. 546, plan du château et coupe suivant ce plan.
43. *Congrès archéologique. Séances générales tenues, en 1847, à Sens, Limoges, etc.* — Paris, Derache, 1848; in-8°. P. 415 : *Châlusset*; à la page 416 : *Vue du château de Châlusset*, par M. Jules de Verneilh; à la page 448 : *Plan du Château Haut*, par le même.
44. *Abécédaire d'Archéologie...* par M. A. de Caumont. — 3^e édit., Caen, Leblanc-Hardel, 1870 (n^o 28 ci-dessus) : Reproduction de la *vue* et du *plan* ci-dessus (n^o 43) aux pages 533 et 538, sous les titres : *Plan du château de Châlusset et de la seconde enceinte* et *Vue de l'entrée du château de Châlusset et d'une partie de la première enceinte*.
45. *Dictionnaire géographique, etc., de la Haute-Vienne*, par Emile Grignard (n^o 22 ci-dessus). T. I, p. 555 : *Ruines du château-fort de Châlusset*, plan (échelle de 0^m01 par 25 mètres).
46. *Château de Châlusset. Description et documents historiques*, suivis de quelques notes sur l'église de Solignac, par M. l'abbé Arbellot, 1851, in-8° (n^o 2 ci-dessus) : Reproductions lithographiées du plan et du dessin de M. J. de Verneilh (n^o 43 ci-dessus).
47. *Le Château de Châlusset, etc.*, par Louis Guibert (V. n^o 4 ci-dessus); plan général dressé par l'auteur, lithographié par Payenneville.
48. *Géographie de la Haute-Vienne*, par A. Joanne. — Paris, Hachette, 1877. P. 11 : *Château de Châlusset*, planche sur bois, signée : Thorion.
49. *Les Tours de Châlusset*, notice, par M. Louis Guibert (V. ci-dessus n^o 7). Dessins de M. Jules de Verneilh : 1^o *Châlusset* (vue générale); 2^o *Le Château Haut de Châlusset*, vu du moulin de la Briance; 3^o *Le haut Château de Châlusset*, côté sud-est, vue prise du nord-est; 4^o *Galerie sud-ouest au haut Châlusset*; 5^o *Trois chapiteaux de Châlusset*; 6^o *Château et contre-sceau de Pierre Bernard, seigneur de Châlusset*, 22 mai 1264; 6^o Plan général, dressé par M. L. Guibert.

Nous devons à la bienveillante obligeance et au talent si connu et si apprécié de M. Jules de Verneilh les excellents dessins qui accompagnent cette notice. Ce sont les mêmes que ceux portés ci-dessus sous le n° 49. Ils ont été faits d'après des croquis remontant à quelques années et vérifiés à l'aide de vues photographiques obligeamment prises par notre ami et confrère M. Camille Marbouty.

Notre plan est fait à peu près à la même échelle que celui de M. Grignard, 0^m,01 c. pour 25 m. Toutefois nous avons été obligé, pour présenter d'une façon suffisamment distincte tout l'ensemble de la colline, de raccourcir assez sensiblement la distance qui sépare les derniers ouvrages du Bas Châluçet des premières défenses extérieures du Haut Château.

ERRATA

P. 446, lignes 6 et 7. — On retrouve la Briançe. *Lire* : On trouve la Ligoure.

P. 448, lignes 20-21. — Nous ne retrouvons pas de traces bien précises d'une première enceinte. *Ajouter* : Le grand mur qui contourne au nord et au nord-ouest les premières constructions, nous paraît avoir constitué l'enceinte des constructions extérieures du village, et non du Château proprement dit.

P. 421, ligne 18. — 200 mètres. *Lire* : 20 mètres.

P. 422, ligne 26. — A l'intérieur. *Lire* : A l'extérieur.

P. 434, note 4, ligne 2. — *Prossessionibus*. *Lire* : *Possessionibus*.

P. 440, ligne 6. — Siècle. *Lire* : Siècle.

P. 447, ligne 29. — Devint. *Lire* : Devient.

P. 454, ligne 8. — Héritier. *Lire* : Héritiers.

P. 460, ligne 2. — Maumont. *Lire* : Maulmont; — ligne 11 : Vers 1260. *Lire* : 1263.

P. 468, ligne 2. — *Lire* : Pierre de Monts est chevalier de Châluçet en 1259.

P. 491, ligne 16. — Sous ses ordres. *Lire* : Avec lui.

P. 215, ligne 29. — Cathédrele. *Lire* : Cathédrale.

P. 228, ligne 4. — Cothisée. *Lire* : Cothisé.

P. 230, dernière ligne. — Semble avoir été aliénée peu de temps avant la réunion de la vicomté de Limoges à la couronne. *Lire* : ne fut aliénée que longtemps après la réunion, etc.

P. 231, lignes 14-15. — Il faut vraisemblablement placer à une date comprise entre le 13 février 1604 et l'an 1610 la vente de Châluçet. *Lire* : En 1641 seulement, les commissaires chargés de la vente de l'ancien domaine de Navarre vendirent Châluçet; — dernière ligne : supprimer le *Vous*.

P. 233. — *Supprimer les six premières lignes, jusqu'à* : l'Election de Limoges. *Lire* : Elle fut vendue, nous ignorons pour quel prix, à François de Verthamont, le 13 août 1641.

P. 234, ligne 30. — Croyons-nous de retarder. *Lire* : Croyons-nous, de retarder.

P. 254, ligne 12. — Renuneiantes. *Lire* : Renunciantes.

P. 257, ligne 23. — Deveniant, premissa. *Lire* : Deveniant premissa.

P. 262, ligne 22. — Et singulis predictum, pro curatorem. *Lire* : Et singulis predictum procuratorem.

P. 263, ligne 13. — *áchapt*. *Lire* : achapt.

P. 275, note 4. — Ce sergent royal est mentionné dans un grand nombre de pièces de l'époque, appelé Paparet, etc. *Lire* : Ce sergent royal, mentionné dans un grand nombre de pièces de l'époque, est appelé tantôt Paparet, etc.

P. 276, ligne 20. — Procederet au procedi diceret. *Lire* : Aut procedi diceret; — ligne 28 : Renunciare quinimo. *Lire* : Renunciare, quinimo.

P. 278, ligne 2. — Apud Castrum Lucetum quatuor sextarios. — *Lire* : Apud Castrum Lucetum, quatuor sextarios; — ligne 4 : Una eminam. *Lire* : Unam eminam.

P. 283, ligne 13. — Priuz. *Lire* : Prinz.

P. 285, note 2, ligne 2. — Connue. *Lire* : Connue.

P. 301, ligne 19. — MM. les commissaires du roi de Navarre, pour la vente, etc. *Lire* : MM. les commissaires du roi de Navarre pour la vente.

La feuille 16 a été numérotée de 141 à 156, au lieu de 241 à 256.

TABLE DES MATIÈRES

CHALUCET	113
I. — Etat actuel des ruines et description de Châluçet.....	115
II. — Légendes et traditions. — Châluçet sous les Bernard de Jaunhac.....	125
III. — Derniers seigneurs de la famille des Bernard de Jaunhac. — La forteresse pendant la guerre dite de la Vicomté. — Gérald de Maulmont, seigneur du Haut et du Bas Châluçet.	150
IV. — Copossesseurs et chevaliers de Châluçet Haut et Bas : les Frachet, les de Monts, les Périgord.....	164
V. — Les procès de Gérald de Maulmont. — Châluçet cédé au Roi. — Il est donné aux Sully. — Commencement de la guerre de Cent Ans	173
VI. — Les Routiers. — Exploits de Perrot le Béarnais.....	192
VII. — Châluçet sous les d'Albret. — Jean de Laigle. — Une page des Histoires tragiques de Bandello.....	205
VIII. — La baronnie de Châluçet. — Revenus et charges. — Le château, occupé par les protestants, est assiégé par les bourgeois de Limoges et démantelé.....	222
IX. — Destruction définitive de la forteresse. — La seigneurie de Châluçet passe dans la famille de Verthamont.....	228

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I. — Extraits du Cartulaire du prieuré d'Aureil se rapportant à divers membres de la famille de Jaunhac et aux alliances de cette famille (x ^e et xii ^e siècles).....	235
II. — Deux lettres de Pierre, archevêque de Bourges, à Gérard du Cher, évêque de Limoges, au sujet des violences commises par V. de Jaunhac contre l'abbaye de Solignac, et du rétablissement de la paix entre ce seigneur et le monastère (entre 1142 et 1147).....	240
III. — Lettre de Pierre, archevêque de Bourges, à Gérard, évêque de Limoges, ordonnant à celui-ci d'interdire la chapelle du Château de Châluçet (entre 1142 et 1147).....	242
IV. — Lettres d'un évêque de Limoges relatives à un don fait à la celle Grandmontaine du Châtenet, par Hugues de Jaunhac, seigneur de Châluçet (7 avril 1211).....	243
IV bis. — Confirmation de la donation ci-dessus par Aymeric Bernard et Pierre de Jaunhac, seigneurs de Châluçet, fils de feu Hugues (1213).....	245
V. — Fondation par Pierre Bernard, seigneur de Châluçet, d'un anniversaire dans l'église de l'abbaye de Solignac, pour l'âme de son père Hugues de Jaunhac (mars 1233).....	246
VI. — Ratification, par P. Bernard de Châluçet, d'une vente faite à l'abbaye des Allois (1236).....	247
VII. — Lettres de Hugues, abbé de Solignac, relatives à une cession faite à l'abbaye des Allois par Aimeric de Jaunhac, avec le consentement de son neveu, P. Bernard de Châluçet (7 octobre 1237).....	248
VII bis. — Abandon à l'abbaye des Allois, par Gérard de Châluçet, damoiseau, de tous ses droits sur le Mas-Adémar et la borderie de Vergnenègre (4 mai 1249).....	249
VIII. — Hommage rendu à l'abbé et au monastère de Solignac par Pierre Bernard, seigneur du Haut Châluçet et Hugues de Jaunhac, son neveu, en présence de l'évêque Aymeric de Malemort et du sénéchal du roi de France (26 octobre 1260).....	250
VIII bis — Lettres de sauvegarde royale en faveur de l'abbaye de Solignac, données par Pierre <i>Servientis</i> , sénéchal du Roi de France dans le diocèse de Limoges après la restitution de ce diocèse à l'Angleterre. (Parlement de la Pentecôte, 1263). <i>Vidimus</i> de 1266.....	253
VIII ter — Vente à l'abbaye des Allois par Pierre Bernard, chevalier, seigneur de Châluçet et Hugues de Jaunhac, damoiseau du bois et de la terre du Deveix (22 mai 1264).....	254

IX. — Testament de Gui de Périgord, damoiseau du Bas Châ-lucet (25 octobre 1264).....	256
IX bis. — Abandon à l'abbaye des Allois, par Pierre Bernard, sei-gneur de Châluçet, de toute revendication éventuelle sur le Deveix, en vertu du droit de retour (19 janvier 1267).....	260
X. — Donation, devant l'Official de Limoges, par Jourdain de Montcocu, chevalier, à Gérard de Maulmont, de ses droits sur la quatrième partie du Château du Haut Châluçet et sur divers fonds (25 mai 1279).....	261
XI. — Extraits d'un rouleau d'hommages rendus à l'abbaye de Solignac, commencé à la fin du XIII ^e siècle (vers 1280) avec des additions de la première moitié du siècle suivant.....	263
XII. — Attestation du commissaire du préposé royal relative au paiement, par Hugues de La Tour, fermier des revenus de Châluçet, de sommes payées en 1317, tant pour les gages du châtelain et des hommes d'armes entretenus par le Roi de France à Châluçet, que pour les dépenses faites en vue de fortifier les châteaux du dit lieu, 1317	268
XIII. — Donation, par le roi Philippe V, en son conseil, à Henri de Sully, bouteiller de France, des Châteaux de Chalus Haut et Bas, Châluçet Haut et Bas, Courbefy et Bré (octobre 1317).....	269
XIV. — Lettres (en français) relatives à la même donation (dé-cembre 1317).....	272
XV. — Sentence du sénéchal du Roi de France pour la Marche et le Limousin au sujet de la seigneurie de Châluçet (20 juin 1326).....	275
XVI. — Fragments du testament d'Elie de Frachet, damoiseau de Châluçet (10 ou 17 septembre 1330).....	277
XVII. — Lettres en faveur de l'abbaye de Solignac, données par Jean, fils aîné du Roi de France et son lieutenant gé-néral (1 ^{er} août 1346).....	279
XVIII. — Extraits du rôle des assises tenues par le prévôt de l'abbé de Solignac : condamnations prononcées contre les personnes qui ont acheté aux Anglais une part de leur butin (1 ^{er} octobre 1370)	280
XIX. — Lettres de grâce et rémission pour Pierre Polet, autrefois habitant de Saint-Lazare, près Limoges (juin 1389) ...	281
XX. — Lettres royales de rémission aux habitants d'Aixe-sur-Vienne pour l'aide qu'ils ont donnée à la garnison de Châluçet et le trafic qu'ils ont eu avec les routiers (septembre 1389).....	283
XXI. — Lettres de Philippe d'Artois, connétable de France, ac-cordant grâce et rémission aux habitants de Solignac	

	pour les mêmes faits (16 septembre 1393).....	285
XXII. —	Minute d'une supplique adressée par le doyen et le chapitre de Limoges à Charles d'Albret, seigneur de Châluçet, au sujet des usurpations commises par ses officiers (juin ou juillet 1443).....	286
XXIII. —	Mémoire pour les mêmes contre le sire d'Albret et ses officiers de Châluçet, que le chapitre demande à assigner devant le Parlement. Procès-verbal d'un sergent royal constatant les déprédations commises par les gens du seigneur d'Albret (août 1443).....	288
XXIV. —	Lettres de grâce et rémission à Jean Paris, homme d'armes de la compagnie de Tandonnet de Fumel, capitaine de Châluçet (septembre 1447).....	295
XXV. —	La seigneurie de Châluçet. Mémoire sans date (première moitié du xvi ^e siècle).....	297
XXVI. —	Liève de la seigneurie de Châluçet (1688 et années suivantes).....	298
XXVII. —	Lettres de procureur postulant en la juridiction et baronnie de Châluçet (11 février 1782)	300
XXVIII. —	Extraits de l'acte de vente de la terre de Châluçet, par Maurice Edmond de Verthamont, à Jean François de Thézillat (27 mai 1836).....	301
XXIX. —	Seigneurs de Châluçet	303
XXX. —	Description de Châluçet, par M. FÉLIX DE VERNEILLE	306
XXXI. —	Bibliographie de Châluçet.....	311
	Note relative aux dessins et errata.....	316

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

SÉANCE DU 29 JANVIER 1884.

Présidence de M. l'abbé Arbellot, Président.

Le 29 janvier 1884, la Société s'est réunie au lieu ordinaire de ses séances, à huit heures du soir; sont présents : MM. l'abbé Arbellot, Guibert, Hervy, Moufle, Ducourtieux, Leroux, Nivet-Fontaubert, l'abbé Joyeux, Bourdery, Goutenègre, Romanet du Caillaud, Soullignac, Fage, de Bruchard, André Louvet, Degron, Henri Louvet, Camille Jouhanneau, l'abbé Tandeau de Marsac, Malevergne de Lafaye, Melchior de La Pomélie, l'abbé Pascaud, l'abbé Gilbert et Garrigou-Lagrange, secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président fait le dépouillement de la correspondance, et communique à la Société : 1° une lettre de M. le Préfet, qui s'excuse de ne pouvoir assister à la séance; 2° une lettre du Président de la Société archéologique de Pau, demandant à échanger ses publications avec les nôtres : la proposition est adoptée; 3° une lettre de M. le Ministre de l'instruction publique et des Beaux-Arts, recommandant de faire parvenir à la direction des Beaux-Arts, avant le 18 février 1884, les mémoires que les Membres des Sociétés savantes se proposent de lire à la réunion de la Sorbonne, et autorisant les Sociétés savantes de province à envoyer à cette réunion trois délégués chacune, outre les mem-

bres qui feront des lectures, et 4° une lettre de M. Ch. de Latour, Président honoraire du Tribunal de Saint-Yrieix, adressée à M. l'abbé Lecler, le 4 janvier 1884, dans laquelle ce magistrat raconte qu'il a trouvé sous le pavé de son écurie, sur l'emplacement du cloître du prieuré du Chalard, une dalle en pierre, brisée en deux, sur laquelle paraissent sculptés un écusson, des fleurs de lys, un chevalier, une femme, un lion et un serpent, et qu'il croit être la dalle qui, au rapport de Nadaud (*Pouillé*, p. 214), recouvrait le tombeau de Gouffier de Lastours, dans une chapelle souterraine de l'église du Chalard, M. Ch. de Latour prie M. l'abbé Lecler de se rendre au Chalard, avec un de ses confrères, pour examiner ce monument. La Société remercie M. de Latour de cette communication.

M. le Président énumère les publications et bulletins reçus par la Société depuis la dernière séance, et signale notamment : 1° *Le Bulletin Monumental*, par M. Léon Palustre, contenant un article de M. J. de Laurière sur l'épithaphe de Basilia, à Angoulême ; 2° *Notes et documents pour servir à l'histoire des juridictions royales en Bas-Limousin*, par M. E. Decoux-Lagoutte ; 3° *le Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, contenant un article de M. G. Marnier, sur l'emplacement du *Monasterium Genoliacense* ; 4° *le Bulletin de la Société archéologique de Bordeaux*, avec un article de M. Charles Robert sur divers monuments portant des inscriptions et des épitaphes limousines ; 5° *l'Almanach de la Corrèze et l'Almanach-Annuaire Charentais pour l'année 1884* ; par M. Ducourtieux ; 6° *l'Annuaire de la Haute-Vienne, pour l'année 1884*, par M. J. Dumont ; 7° Une petite brochure sur *l'art de vérifier les dates*, par M. O. Lacombe, juge suppléant à Tulle.

MM. Soullignac et Lavergnolle présentent comme Membre résident, M. Eugène Boudet, docteur en droit, demeurant à Limoges.

En la même qualité, MM. Chassoux et Fage présentent M. Delcaire, avoué près la cour d'appel de Limoges.

MM. Lavergnolle et Fage présentent M. René Sazerat, avocat au barreau de Limoges.

MM. Leroux et l'abbé Arbellot présentent M. le comte de Couronnel, conseiller général, demeurant à Magnac-Laval.

MM. Firmin Tarneaud et Garrigou-Lagrange présentent M. Louis Brigueil, ancien président du tribunal civil de Lyon, demeurant à Limoges.

M. Nivet-Fontaubert met sous les yeux de la Société, de la part de M. Wotlling, qui n'a pu assister à la séance, divers objets découverts au cours des travaux de construction du nouveau pont Saint-Martial : des ossements d'animaux, un tranchant de

hache en silex, une tête de béliet en terre cuite paraissant être un goulot de rhyton.

On procède ensuite aux élections pour le renouvellement triennal du Bureau de la Société, et sont nommés successivement, au scrutin secret, savoir :

Président, M. l'abbé Arbellot.

Vice-Présidents, MM. Guibert et Astaix.

Secrétaire-général, M. Garrigou-Lagrange.

Trésorier, M. Hervy.

Secrétaire, M. René Fage.

Archiviste, M. Guillemot.

Bibliothécaire, M. Emile Lachenaud.

Membres du Conseil d'Administration : MM. l'abbé Tandean de Marsac, Ducourtieux et Nivet-Fontaubert ;

Et Membres du Comité de publication : MM. Leroux, l'abbé Lecler, Camille Jouhanneau et Beaure d'Augères.

M. l'abbé Joyeux présente à la Société un boulet en pierre, trouvé, ainsi qu'un certain nombre d'autres, en 1881, à 1 mètre 50 c. de profondeur, près de Saint-Sulpice-les-Feuilles, non loin des belles ruines du château de Lavaupôt, et provenant des combats que se livraient entre eux, suivant la tradition, les seigneurs de Lavaupôt, et ceux du château de La Salle. A ce propos, M. l'abbé Joyeux fait une pittoresque description de ces deux manoirs féodaux, aujourd'hui en ruines, et manifeste le désir qu'un travail d'ensemble vienne soustraire à l'oubli ces monuments que le temps et les démolisseurs feront bientôt complètement disparaître.

Un autre boulet moins gros et en terre cuite, a été découvert récemment à 1 kilomètre du bourg de Vicq, près de la chapelle de N.-D. des Chauvets. Quelques boulets en terre de brique sont signalés par le lecteur (1).

M. l'abbé Joyeux croit que les boulets de pierre remontent au règne de Charles VI, et il appuie son opinion sur les détails que donne en cette matière le *Glossaire archéologique* publié par son savant ami, M. Victor Gay.

M. Guibert lit un travail sur les formules de date et le commencement de l'année en Limousin. L'usage, dit-il, de dater l'année de Jésus-Christ ne remonte pas à l'origine du christianisme. Les actes, jusqu'à la fin du ^{xii}^e siècle, y sont datés du règne du roi et de

(1) Ils ont été découverts autour du château de Vicq, et M. l'abbé Joyeux a trouvé un boulet de fonte sur le champ de bataille de la Roche-l'Abécille.

l'épiscopat de l'évêque, et souvent de l'année de l'incarnation, mais ce n'est que vers 1220, qu'on commence à dater de l'an de grâce où de l'an du Seigneur. Il y avait de profondes différences entre les diverses formules, et, suivant que l'on adoptait l'une ou l'autre, l'année, dans diverses contrées, commençait le 1^{er} ou le 25 mars, le jour de Pâques, le jour de Noël, 25 décembre, ou le 1^{er} janvier. Mais, à partir de 1301, le commencement de l'année, en Limousin, fut fixé au 25 mars, par Pierre Faure, chancelier de l'officialité, et cet usage subsista jusqu'à l'ordonnance rendue par Charles IX, au château de Rossillon, sur le Rhône, le 4 août 1564, vérifiée à Bordeaux le 20 avril 1565, et publiée à Limoges le 2 septembre suivant, qui fixa définitivement au 1^{er} janvier le commencement de l'année.

La séance est levée à dix heures.

Le Secrétaire général,
GARRIGOU-LAGRANGE.

SÉANCE DU 29 FÉVRIER 1884.

Présidence de M. l'abbé Arbellot, Président.

La Société s'est réunie le 29 février 1884, à huit heures du soir, au lieu ordinaire de ses séances. Sont présents : MM. l'abbé Arbellot, Président; Guibert, Bourdery, André Louvet, Melchior de La Pomélie, l'abbé Pascaud, l'abbé Gilbert, Bourgoin-Méllisse, Degron, Fage, Ducourtieux, Leroux, Goutenègre, Lachenaud, Nivet-Fontaubert, Ch. Blanchaud, l'abbé Tandean de Marsac, Fougeras-Lavergnolle, Camille Jouhanneau et Garrigou-Lagrange, secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président indique les publications et bulletins reçus par la Société depuis la dernière séance, et signale particulièrement les suivants : 1^o *Tables des bulletins et mémoires publiés par la Société des Antiquaires de la Morinie*, par M. Dramard; 2^o *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, publié à Tulle; 3^o *Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze*, publié à Brive; 4^o *le Répertoire des travaux historiques*; 5^o *la Revue de l'art chrétien*, et 6^o *le Dictionnaire des rues de Limoges*, 2^e édition, par M. Ducourtieux.

M. le Président donne lecture : 1^o d'une lettre de M. Astaix

qui accepte les fonctions de vice-président auxquelles il a été nommé dans la dernière séance; 2° d'une lettre de M. l'abbé Didelot, chanoine archiprêtre de la cathédrale de Valence, qui demande des explications sur une très belle sainte Cène qui aurait été sculptée sur le portail de l'église Saint-Martial, à Limoges, et qui prie la Société de lui désigner les églises romanes des XI^e et XII^e siècles qui existent encore en Limousin et celles d'entre elles où l'on trouverait encore des bas-reliefs représentant la sainte Cène, et 3° d'une lettre du garde du musée céramique de Limoges, indiquant qu'il a reçu de M. Bourgoin-Mélisse, membre de notre Société, une miséricorde provenant des hautes stalles du chapitre de Saint-Junien (année 1402), démolies le 13 avril 1819.

MM. Eugène Boudet, Delcaire, René Sazerat, de Couronnel, et Louis Brigueil, présentés à la dernière séance, sont successivement et au scrutin secret, admis comme Membres résidants de la Société.

Sont présentés comme Membres résidants, savoir : M. de Labrouhe de Laborderie, par MM. Moufle et Fage; M. l'abbé Coffre, par MM. l'abbé Tandeau de Marsac et l'abbé Arbellot, M. Granet de Saint-Junien, par MM. Bourgoin-Mélisse et Ducourtieux, et M. l'abbé Gaumy, par M. l'abbé Arbellot et M. Guibert.

M. le Président rappelle que la réunion annuelle des délégués des Sociétés savantes aura lieu à la Sorbonne, les 15, 16 et 17 avril prochain. La Société délègue six de ses membres pour y assister.

La Société, sur la proposition de M. Guibert, émet à l'unanimité, le vœu que, dans tous les musées nationaux, des étiquettes apparentes fournissent au public, sur chaque objet, une notion simple, précise et claire, caractérisant suffisamment cet objet; et que cette mesure soit étendue, autant que possible, à toutes les collections publiques, départementales ou communales.

Ce vœu sera transmis à M. le Ministre de l'instruction publique.

M. l'abbé Arbellot donne lecture de son travail sur l'origine des noms de lieux en Limousin. Partant de ce principe que tout nom propre a sa raison d'être, le savant archéologue croit que les origines et l'étymologie des noms de lieux, souvent défigurés et perdus, peuvent se retrouver dans les langues anciennes ou modernes. Nous devons les chercher, dit-il, dans la nature ou dans l'humanité. Les lieux tirent leurs noms de leur situation, du sol qu'ils occupent, des accidents du terrain qui les entoure,

de leur aridité ou de leur mode de culture, de la vallée qu'ils dominant, de la colline qu'ils couronnent, de la source qui les fertilise, du ruisseau qui les arrose, de l'arbuste qui croît à leurs pieds, ou de l'arbre qui les ombrage. Ils les tirent encore de leur fondateur ou de leur propriétaire, du patron qu'ils ont choisi, des monuments, temples, oratoires ou ermitages, en un mot de tous les travaux dont l'homme a laissé la trace sur le sol. C'est ainsi que l'auteur remonte à l'origine de nos localités limousines, et nous explique leurs noms avec cette merveilleuse facilité que lui donnent ses connaissances philologiques. Un travail de cette nature ne se résume pas : il faut le lire en entier, et on le lira bientôt dans le *Bulletin de la Société*.

M. Guibert apporte à la Société le programme des *Récits limousins* qu'elle se propose de publier. Le programme adopté consistera à faire ces récits en trente-deux chapitres, ou lectures, qui fermeront chacun un tout complet, mais dont l'ensemble pourra donner une idée de l'histoire entière du Limousin. Ces récits seront mis à la portée de tous, on en bannira toute discussion et on y fera de l'histoire du meilleur aloi possible. L'ouvrage sera édité par MM. Barbou, qui vont incessamment en publier l'avant-propos et la table des matières. Les collaborateurs ne nous manqueront pas : M^{re} Rougerie, MM. de Lasteyrie, Molinier, Pérathon, Antoine Thomas ont promis leur concours. C'est assez dire que nous pouvons espérer une œuvre aussi intéressante que bien écrite.

Après l'avant-propos, le premier chapitre comprendra la description du Limousin et l'histoire de notre province jusqu'à l'arrivée de saint Martial dans les Gaules. C'est M. Guibert qui est chargé de ce premier chapitre, et il en donne lecture. Il décrit notre province, l'aspect du sol, le pittoresque et la variété des paysages, le climat, les monuments, les Lémoviques avant Jules César, qui le premier les a nommés, ainsi que la ville Gallo-Romaine sur la rive droite de la Vienne ; et il s'arrête à l'administration romaine.

Cette lecture est écoutée avec le plus vif intérêt, et si l'on peut faire un reproche à l'auteur, c'est d'avoir écrit ce premier chapitre dans un style un peu élevé pour le livre auquel il est destiné.

M. Leroux analyse une étude publiée par M. Molinier sur Arnoul d'Audrehen en Limousin durant la guerre de Cent Ans, de 1349 à 1370. Ce travail, qui forme un volume de 350 pages, se distingue par le style et se recommande par l'exactitude des faits. Il y est souvent question du Limousin, et l'on s'intéresse au héros qui, de pauvre soldat de fortune, né sur les confins de la Flandre,

parvint à la dignité de maréchal de France, et travailla toute sa vie à chasser de France les Anglais.

La séance est levée à dix heures.

Le Secrétaire général,
GARRIGOU-LAGRANGE.

SÉANCE DU 25 MARS 1884.

Présidence de M. l'abbé Arbellot, Président.

Sont présents : MM. l'abbé Arbellot, Mayaud, Hervy, Geay, Ducourtieux, de Bruchard, Rayet, Ch. Blanchaud, C. Jouhanneaud, Leroux, Henri Louvet, André Louvet, Moufle, Delcaire, Froidefond, Degron, Chassoux, de Montégut et Garrigou-Lagrange, secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président énumère les publications et bulletins reçus par la Société depuis la dernière séance, et signale spécialement l'*Inventaire*, par M. Leroux, archiviste, des archives hospitalières de Limoges, fonds de l'hôpital, séries A et B.

Il donne ensuite lecture d'une lettre de M. le Président de la Société des Antiquaires de l'Ouest, nous invitant à envoyer une délégation au Congrès régional que cette Société organise à Poitiers, pour les premiers jours du mois de juin prochain, à l'occasion du cinquantième de sa fondation, et auquel sont conviées toutes les Sociétés savantes des départements compris entre la Loire et la Dordogne. La Société délègue MM. l'abbé Arbellot, Geay, Lecler et C. Jouhanneaud pour la représenter à ce Congrès.

M. le Préfet s'excuse par lettre de ne pouvoir assister à la séance.

M. de Couronnel remercie, par lettre, la Société de l'avoir admis au nombre de ses Membres, et signale à son attention la notice publiée actuellement par le *Nouvelliste de Bellac*, et contenant la description d'un monument antique récemment découvert.

MM. de Labrouhe de Laborderie, l'abbé Coffre, Granet et l'abbé Gaumy, présentés à la dernière séance, sont successivement et au scrutin secret, admis comme Membres résidants de la Société.

Sont présentés en la même qualité : M. A. Gilbert, Président du Tribunal civil de Limoges, par MM. Guibert et l'abbé Arbellot ; M. Mallebay, docteur-médecin, par MM. Nivet-Fontaubert et Fage ; M. Joseph Redon, par MM. Fage et Froidefond, et M. le

docteur Bourdeau d'Antony, par MM. André Louvet et de Bruchard.

Le vote sur ces présentations est, conformément au règlement, renvoyé à la prochaine séance.

M. Hervy présente à la Société une urne ou vase funéraire, en poterie commune de l'époque gallo-romaine, contenant encore des ossements calcinés, et plusieurs autres vases en verre et en poterie de diverses formes, de la même époque, le tout découvert à Limoges, sur la propriété de M. Guérin, membre de la Société, à 30 mètres environ de la rue du Petit-Tour, et à la hauteur du carrefour formé par cette rue et par celle de la Mauvendièrre. Il y avait certainement là un cimetière gallo-romain, dont l'existence n'avait pas encore été signalée et qu'il serait intéressant d'explorer.

M. l'abbé Lecler envoie à la Société une interprétation de la médaille qui porte en exergue : « *F.-D. Michael de Molina, episcopus MELINVS, anno 1679, reædificatæ cathedrales ecclesiæ fundamenta posuit.* »

Le mot *Melinus*, très nettement buriné, ne signifie point, d'après lui, de *Medina*, en Espagne, que les Romains appelaient *Methymna*, mais de Mélos, ou de Milo, capitale de l'île de ce nom dans la mer Egée (voir le mot *Melinus* dans Quicherat).

M. Moufle, au nom de M. Guibert, absent, dit que le Comité chargé par la Société de la publication des récits Limousins, s'occupe avec activité de ce travail. Les ouvertures faites à ce sujet aux écrivains et savants les plus autorisés ont reçu le meilleur accueil. Mgr Rougerie, MM. de Cessac, Pérathon, Emile Fage, Ernest Rupin, Antoine Thomas et bien d'autres, ont promis, quelques-uns ont envoyé déjà leurs articles, et tout fait espérer que l'ouvrage ne tardera pas à paraître.

M. Mayaud indique qu'il continue ses recherches sur l'emplacement de l'ancienne station de *Prætorium* et sur les voies romaines. Il se propose de demander à M. le Ministre une subvention à cet effet. La Société adhère à sa demande, et l'appuiera auprès de M. le Ministre.

La parole est ensuite donnée à M. Charles Blanchaud, qui raconte, dans le langage le plus littéraire et le plus pittoresque, un des faits les plus glorieux de l'histoire de Bellac : la défense de cette ville par le consul Genebrias, en 1591. Les ligueurs parcouraient la province, sous la conduite de leur chef, le comte de La Guerche, et, après avoir attaqué Le Dorat, après avoir sapé et détruit en partie ses remparts, ils mirent le siège devant Bellac, le 11 mai 1591. La garnison n'était que de vingt-trois hommes ;

les faubourgs étaient pour la Ligue : tout semblait perdu, et déjà quelques-uns parlaient de se rendre. Le consul Genebrias ne désespère pas ; on peut conjurer le péril : il fait fermer les portes, il organise la défense. Il prend les mesures que la prudence exige ; il rassure les uns, il encourage les autres et communique si bien à tous sa patriotique énergie, que, pendant dix-huit jours, les habitants de Bellac, les femmes elles-mêmes, repoussent, sur les pentes abruptes qui dominent le Vincou, les efforts des assaillants, et les forcent à lever le siège.

Ce récit, qui a été écouté avec le plus vif intérêt, sera un de ceux que la Société se propose de réunir en volume pour l'histoire du Limousin.

M. de Montégut rend compte à la Société des excursions qu'il a faites à Arnac-Pompadour, à Tauron, près de Pontarion, et à Maisonisses, près de Guéret, ainsi que des objets qui ont frappé son attention : de la belle église d'Arnac, dont l'architecture et les proportions sont celles d'une vraie cathédrale ; de l'église de Tauron, monument du *xiv^e* siècle, et du cippe romain qui se trouve dans son cimetière, et enfin de la remarquable statue de templier, œuvre aussi du *xiv^e* siècle, que l'on voit encore au lieu où fut la commanderie de Maisonisses. Il propose à la Société de visiter ces diverses localités.

M. l'abbé Arbellot lit un travail sur les recluses en Limousin, dont l'origine remonte, d'après Grégoire de Tours, au temps de Sainte-Radégonde. Les plus anciennes recluses dont il soit fait mention, après la religieuse qui se fit murer dans sa cellule, au couvent de Sainte-Radegonde, sont du *xiv^e* siècle. Nous en trouvons trois, à cette époque : une à Pierre-Buffière, une autre à La Souterraine et la troisième à Limoges, place des Carmes ou des Arènes. La recluse était choisie et installée par les consuls, qui étaient chargés de pourvoir à ses besoins. Le cérémonial, fort curieux, de son installation, nous a été conservé. Après sa réception, elle était conduite solennellement par les consuls à la retraite qui lui était destinée, et où elle devait passer sa vie à prier pour la ville et pour les habitants.

Après cette lecture, la séance est levée à dix heures et demie.

Le Secrétaire général,
GARRIGOU-LAGRANGE.

SEANCE DU 29 AVRIL 1884.

Présidence de M. l'abbé Arbellot, Président.

Présents : MM. l'abbé Arbellot, Astaix, Guibert, Marbouty, Lachenaud, Granet, Ducourtieux, Camille Jouhanneaud, Leroux, Fage, Froidefond, Fougeras-Lavergnolle, Soullignac, Boudet, l'abbé Tandeau de Marsac, Nivet-Fontaubert, et Garrigou-Lagrange, secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président indique les publications et bulletins reçus par la Société depuis la dernière séance, et signale particulièrement les suivantes : *les Confréries de dévotion et de charité et les Œuvres laïques de bienfaisance à Limoges, avant le xv^e siècle*, par M. Louis Guibert ; *les Délibérations du Conseil municipal de Limoges, année 1883*, offert par la municipalité, et *le Bulletin de la Société des antiquaires de l'Ouest, 4^e trimestre de 1883*, contenant une *Étude de la bataille de Poitiers*, par le colonel Babinet.

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, en date du 5 avril 1884, lui annonçant qu'il a accordé à notre Société une subvention de 600 fr. pour la publication du *Cartulaire de l'abbaye de Vigéois*. On sait que notre collègue, M. Bonhomme de Montégut, est chargé de cette publication.

Il présente ensuite à la Société un vase d'eau bénite fort ancien trouvé à Rochechouart, près de l'église, envoyé par M. le docteur Marquet, maire de Rochechouart, et divers fragments de silex provenant des arènes de Paris.

M. Guibert présente, de la part de M. Rouveroux, entrepreneur, une hache en pierre de diorite, trouvée à Limoges, au lieu de la Croix-Buchillien, près l'entrée du tunnel de la ligne d'Angoulême à Limoges.

MM. Gilbert, Mallebay, Redon et Bourdeau d'Antony, sont successivement et au scrutin secret admis comme Membres résidents de la Société.

MM. Henry et André Louvet présentent, en la même qualité, M. Georges Buisson de Masvergnier.

M. Guibert fait connaître la table définitivement arrêtée des *Récits Limousins*, dont il annonce la prochaine publication. Ces *Récits*, d'après la table des matières, formeront une histoire assez complète du Limousin.

M. l'abbé Arbellot rend un compte succinct des séances des délégués des Sociétés savantes à la Sorbonne, en 1884, pour la section d'histoire et pour celle d'archéologie, dont les procès-verbaux ont été insérés au *Journal officiel*, numéros des 16, 17 et 18 avril 1884.

M. Guibert présente, de la part de M. Blanchaud, un sceau portant les lettres M I B et une croix avec les mots : PRIOR DE PUYA ORDINIS FONTIS E BRALDENSIS. A ce propos, M. Guibert prie les membres de la Société de vouloir bien lui communiquer les divers sceaux de villes, de sociétés, de corporations, etc..., qu'ils pourraient connaître, afin de les décrire dans le travail qu'il prépare sur cette matière.

Puis il met sous les yeux de la Société un curieux certificat de bonnes vie et mœurs délivré en 1281, par les consuls de Montauban à Pierre de Rocamadour, et que l'on trouve dans les pièces du procès des consuls de Saint-Léonard de Noblac contre l'évêque de Limoges.

Il rappelle ensuite qu'il a communiqué à la Société, il y a deux ans, une lettre écrite, le 24 octobre 1764, par Rochevalier, médecin de Marvejols, aux consuls de Limoges, relativement à la bête féroce qui ravageait alors le Gévaudan, faisant mention de ravages analogues causés en Limousin par un animal féroce. Il ajoute que, depuis cette communication, il a reçu grand nombre de documents et de renseignements desquels il résulte qu'à diverses époques, notamment en 1619, 1698, 1710, 1712 des bêtes inconnues parcouraient le Limousin, et tuaient et dévoraient les habitants des campagnes, surtout les femmes et les enfants. On ne peut dire quelles étaient ces bêtes. Ce qu'il y a de plus probable, c'est que c'étaient des loups-cerviers.

M. Fage, que l'ordre du jour portait comme devant faire une lecture sur la prise de Tulle par les Anglais, en 1346, et sur l'origine de la procession, dite de la Lunade, qui se fait chaque année en cette ville, ajourne sa lecture à une prochaine séance et lit un intéressant travail de M. Emile Fage, son père, sur la prise de Tulle et sa délivrance en 1585 et 1586. Ce dramatique épisode des guerres de religion en Limousin formera un des récits qui vont être prochainement publiés sous les auspices de notre Société.

M. Leroux, dans un article qui figurera également au nombre des chapitres de cet ouvrage, nous indique « où s'apprend l'histoire de notre pays ». Il remonte aux sources mêmes de notre histoire. Il les trouve d'abord dans les auteurs grecs et latins, plus tard dans les vieilles chartes et dans les vies des saints, puis dans nos vieux annalistes et dans nos chroniqueurs, Adhémar de Chaban-

nes, Bernard Itier, Geoffroi de Vigeois, Bernard Gui, Maleu et tant d'autres, dont les écrits sont conservés à la bibliothèque nationale ou dans le dépôt de nos archives. Et quand les textes viennent à faire complètement défaut, il nous montre comment les monuments en ruines, les débris enfouis dans le sol, les médailles, et jusqu'à ces vieilles poteries brisées, qui font sourire l'indifférent, nous révèlent les mœurs et les coutumes de nos ancêtres.

Après cette lecture, la séance est levée à dix heures et demie.

Le Secrétaire général,
GARRIGOU-LAGRANGE.

SÉANCE DU 27 MAI 1884.

Présidence de M. l'abbé Arbellot, Président.

Réunion à huit heures du soir dans le lieu ordinaires des séances. Sont présents : MM. l'abbé Arbellot, Astaix, Guibert, l'abbé Pascaud, l'abbé Gaumy, Marbouty, Cam. Jouhanneau, Henri Louvet, Fougeras-Lavergnolle, Nivet-Fontaubert, André Louvet, E. Boudet, l'abbé Tandeau de Marsac, Geay, Ducourtieux, Berger, Chassoux, Leroux, Fage et Garrigou-Lagrange, secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président indique les publications et bulletins reçus par la Société depuis la dernière séance, et mentionne spécialement : 1° *les Commentaires d'Etienne Guibert sur la Coutume de Limoges*, par M. Louis Guibert ; 2° *le Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, publié à Tulle, contenant un article de M. Vayssière sur l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem ou de Malte en Limousin et dans l'ancien diocèse de Limoges, et un grand nombre de Chartes des archives départementales et hospitalières de Limoges, communiquées par M. Leroux, archiviste.

M. le Président rappelle que la publication des *Récits limousins*, sous les auspices de notre Société, va avoir lieu incessamment à l'imprimerie Barbou, et il invite à souscrire et à faire souscrire à cet ouvrage qui formera une histoire intéressante et complète de notre ancienne province.

Sont présentés comme membres résidants :

M. de Bletterie, avoué près la Cour de Limoges, par MM. Fage et l'abbé Gilbert.

M. Albert Maurat-Ballange, avocat à Limoges, par MM. Maurat-Ballange, ancien magistrat, et Garrigou-Lagrange.

MM. Hubert Dorât, lieutenant-colonel de l'armée territoriale à Limoges, par MM. Brigueil et Garrigou-Lagrange.

M. Antoine du Mazaubrun, avoué près le Tribunal civil de Limoges, par MM. Guillemot et Garrigou-Lagrange.

Il sera, suivant le règlement, voté, sur ces présentations, dans la prochaine séance.

M. Georges Buisson de Masvergnier, présenté à la dernière séance, est ensuite admis, au scrutin secret, comme membre résidant de la Société.

M. le docteur du Basty, de Saint-Léonard, envoie en communication à la Société un sceau du pape Paul II, trouvé à Saint-Léonard par M. Mounier, dans la maison où est né Gay-Lussac, et sur lequel on distingue, d'un côté le pape, avec la légende PAVLVS pp. II, et de l'autre les apôtres saint Pierre et saint Paul.

M. Fage communique aussi à la Société une médaille représentant saint Jean de la Croix, des Carmes déchaussés de sainte Thérèse, ^{xviii} siècle, trouvée par M. René Peyrat, horticulteur, dans le jardin de M. Demerliac, avenue d'Antony, à Limoges.

M. Guibert, de la part de M. l'abbé Grange, demande qu'on veuille bien lui indiquer les bienfaiteurs des villes du Limousin ; et de la part de M. Léopold Delisle, il prie ceux qui auraient connaissance d'une édition de 1539 des *Auctores octo*, de vouloir bien la lui communiquer.

M. Berger fait une lecture sur *le Château de Turenne pendant la Fronde*. C'est un intéressant épisode de notre histoire locale, en 1650, qui figurera parmi les *Récits Limousins*, en cours de publication à la maison Barbou. Dans un style charmant, M. Berger trace devant ses auditeurs l'esquisse de scènes originales, où le drame et la comédie donnent tour à tour leur note. Sa lecture est écoutée avec un vif intérêt.

M. Leroux lit une *Notice sur les institutions charitables en Limousin*, et fait l'historique depuis les temps les plus reculés jusqu'à la fondation de l'hôpital général, au ^{xvii} siècle, des divers asiles ouverts à l'indigence et à la douleur par la piété de nos pères, ainsi que des associations et confréries instituées pour le soulagement de toutes les souffrances.

M. Marbouty lit le récit humoristique d'une excursion faite par divers membres de la Société aux ruines de Breth, près de La Souterraine, sous la direction de M. Fesneau, et d'une visite au musée de cet infatigable et modeste savant.

M. Guibert donne, sous le titre de *Fragments de l'Histoire de l'Hôtel-de-Ville de Limoges*, quelques passages de notre histoire municipale ; il parle surtout des élections aux ^{xvii} et ^{xviii} siècles.

cles. Il indique les divers modes qui furent en usage durant cette période, et signale l'esprit d'indépendance dont nos pères firent toujours preuve dans le choix de leurs magistrats.

Après cette lecture, la séance est levée à dix heures et demie.

Le Secrétaire général,

GARRIGOU-LAGRANGE.

SEANCE DU 24 JUIN 1884.

Présidence de M. l'abbé Arbellot, Président.

Présents : MM. l'abbé Arbellot, Astaix, Guibert, Rayet, Marbouty, Redon, Lachenaud, Ducourtieux, Bourdery, Leroux, Mallebay, Chassoux, Fougères-Lavergnolle, Nivet-Fontaubert et Garrigou-Lagrange, secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président énumère les publications et bulletins reçus par la Société depuis la dernière séance, et signale notamment un travail de M. A. Héron de Villefosse sur une feuille de dyptique consulaire conservée au musée du Louvre, et sur les dyptiques trouvés en Limousin.

M. le Ministre de l'instruction publique et des Beaux-Arts, répondant à un vœu émis par la Société, écrit qu'il fera son possible pour obtenir que les objets composant les musées et les collections publiques soient étiquetés.

Une lettre de M. l'abbé Bernault, de Blois, signale un document duquel il résulte qu'en 1076, Almodie de Limoges, fille du duc d'Aquitaine, entra au couvent.

MM. de Bletterie, Albert Maurat-Ballange, Hubert Dorat et Antoine du Mazaubrun, présentés à la dernière séance, sont ensuite successivement, et au scrutin secret, admis comme Membres résidents de la Société.

Sont présentés en la même qualité : M. Jules Tardieu, par MM. l'abbé Arbellot et Guibert; M. Hippolyte Dalpayrat, par MM. Guibert et Bourdery; et M. Lamy de La Chapelle, avocat, par MM. Fage et Garrigou-Lagrange.

M. Guibert présente à la Société le dessin, par M. Bourdery, des sceaux du Château et de la Cité de Limoges, sous saint Louis, avec leurs contre-sceaux. Celui du Château porte au milieu le buste de saint Martial et autour la légende : *Sigillum consulatus Castri Lemovicensis*. L'autre représente une porte de la Cité autour de

laquelle on lit : *sigillum Civitatis Lemovicarum*. M. Guibert propose de les réduire et d'en faire le frontispice du bulletin de la Société. Cette proposition est acceptée.

M. Guibert présente, de la part de M. Gernolle, une pièce en bronze de l'empereur Vespasien, dont les légendes sont en grec.

Il indique ensuite le nombre de bulletins que la bibliothèque de notre Société possède, et propose de ne tirer, à l'avenir, qu'à 350 exemplaires au lieu de 400, et de vendre, au prix que fixera le Conseil d'administration, tout ce qui excède le nombre que doit conserver la bibliothèque.

Cette double proposition est adoptée.

M. Guibert communique aussi à la Société une lettre de M. de Linas, qui croit que le saint Jacques en cuivre émaillé, de M. Astaix, provient, non de la châsse de saint Etienne de Muret, qui est de 1189, mais d'un autel dont le style serait du XIII^e siècle.

Une lettre de M. l'abbé Damourette signale une fresque de saint Martial à l'abbaye de Miobec en Berry, ce correspondant croit que saint Lusor de Déols était le frère de sainte Valérie.

M. Leroux communique à la Société un numéro du *Nouvelliste de Bellac*, contenant un article de M. le comte de Couronnel sur l'histoire de la ville de Magnac-Laval, et la Société émet le vœu que le monument mégalithique dont l'auteur signale l'existence près de Magnac, ainsi que la pierre milliaire qui se trouve à Magnac, soient recommandés à M. le Ministre de l'instruction publique et des Beaux-Arts, en vue de la conservation de ces monuments.

M. l'abbé Arbellot donne lecture d'un écrit de M. l'abbé Lecler sur la découverte faite, au Chalard, chez M. de Latour, du tombeau de Gouffier de Lastours. Il a reconnu la dalle sur laquelle sont sculptés un chevalier, une femme, un lion et un dragon, avec une inscription rappelant que sous cette dalle était la sépulture de *Golferius de Torribus* et de sa famille.

M. Guibert, au nom de M. le baron de Verneilh, lit un travail de ce dernier sur les monuments religieux de notre province, notamment sur les clochers de Saint-Michel-des-Lions et de la cathédrale de Limoges, et sur les églises de Solignac, de Saint-Léonard et d'Eymoutiers. La conclusion de cette étude est que nos principaux monuments religieux ont été construits du XI^e au XII^e siècle. Ce travail formera un chapitre des *Récits limousins*.

Après cette lecture, la séance est levée à dix heures.

Le Secrétaire général,
GARRIGOU-LAGRANGE.

SÉANCE DU 29 JUILLET 1884.

Présidence de M. l'abbé Arbellot, Président.

Présents : MM. l'abbé Arbellot, Astaix, Guibert, Nivet-Fontaubert, Blanchaud, Raymondaud, Mazard, Geay, Ducourtieux, Hervy, Goutenègre, de Labrouhe de Laborderie, l'abbé Tandean de Marsac et Garrigou-Lagrange, Secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président énumère les publications et bulletins reçus par la Société depuis la dernière séance, et fait une mention particulière des ouvrages suivants : 1° *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, publié à Tulle, contenant le travail de M. Louis Guibert sur Dom Col en Limousin, et d'autres articles intéressants; 2° *Description de deux monnaies antiques trouvées dans le Bas-Limousin, l'une cellibérienne, l'autre néo-punique*, par M. Deloche; 3° le *Bulletin monumental*, contenant une notice des peintures de l'église de Bethléem, au nombre desquelles on trouve un saint Léonard; 4° *Rêves et réalités, poésies*, offert par M. Martial Paland; 5° *L'hypogée des Dunes à Poitiers*, par Dom Chammard, et 6° *L'inventaire sommaire des Archives hospitalières antérieures à 1790*, par M. Leroux, archiviste.

MM. Jules Tardieu, Hippolyte Dalpayrat et Lamy de La Chapelle, présentés à la dernière séance, sont successivement et au scrutin secret, admis comme Membres résidants de la Société.

Sont ensuite présentés, en la même qualité : M. Mazard, ancien bibliothécaire du musée de Saint-Germain, demeurant à Paris, et M. Mazard fils, demeurant à Limoges, par MM. Astaix et l'abbé Arbellot, et M. Dubois, ancien inspecteur primaire, demeurant à Limoges, par MM. Guibert et Ducourtieux.

M. le Président rend compte des séances du Congrès archéologique de Poitiers, auquel il avait été délégué par notre Société avec M. Geay et M. l'abbé Lecler, et il décrit spécialement l'hypogée, vaste sépulture de martyrs ou cimetière mérovingien, que le P. de La Croix vient de découvrir, au lieu des Dunes, près de Poitiers, et qui a fait l'objet d'une brochure publiée par Dom Chammard.

M. Geny fait ensuite une description détaillée des ruines de Sanxay, découvertes au lieu de ce nom, par le P. de La Croix, qui a bien voulu diriger lui-même l'excursion que devaient y faire les membres du Congrès de Poitiers. Ces belles ruines cou-

vrent un terrain de plus de quatre cents mètres de long, à quelques kilomètres de la ville de Lusignan, sur les deux rives de la petite rivière La Vonne, affluent du Clain. Le premier monument qui attire l'attention est un temple qui mesure soixante-douze mètres de façade sur cent mètres de longueur, et dont la construction paraît, d'après les monnaies qu'on y trouve, remonter au premier siècle de notre ère.

Le temple s'ouvre sur un espace carré ceint de murs, et à la suite, s'étendent les thermes, vaste établissement, dont la façade avait probablement une colonnade sur ses soixante-dix mètres de longueur, et qu'on retrouve encore parfaitement conservé, avec ses piscines aux larges proportions, ses conduits, ses hypocaustes et ses salles d'attente, ainsi que ses bains froids sur le bord de la petite rivière.

Un peu plus loin, c'est un immense bâtiment de deux cents mètres de long sur soixante de large, que l'on peut supposer être une hôtellerie, et dans lequel on retrouve une piscine de quarante mètres de long.

Enfin, sur l'autre rive de la Vonne, s'élevait un théâtre dont la façade mesurait quatre-vingt-quatre mètres de long, et dont l'arène avait trente-quatre mètres de diamètre.

On se demande ce que pouvait être un pareil lieu, loin de tout grand centre de population ; mais il serait téméraire de hasarder même une conjecture lorsque le P. de La Croix étudie la question depuis trois ans et n'a pas encore émis un avis définitif à ce sujet.

Après cette lecture, M. Mazard présente à la Société des fragments de poterie provenant de Sauxay et que lui a envoyés le P. de La Croix. La poterie est grossière, mais l'intérieur en est revêtu d'une épaisse vitrification. On ne peut dire à quels usages ces vases pouvaient être destinés.

La Société a également reçu des fers de flèches en silex et en quartz qui lui ont été envoyés de Philadelphie par M. Wagner.

La séance est levée à dix heures.

Le Secrétaire général,
GARRIGOU-LAGRANGE.

SÉANCE DU 26 AOUT 1884.

Présidence de M. l'abbé Arbellot, Président.

Présents : MM. l'abbé Arbellot, Président ; Astaix, Guibert, Malevergne de Lafaye, Leroux, Hervy, l'abbé Tandean de Marsac, Ducourtieux, Bourgoïn-Mélisse, Nivet-Fontaubert et Garrigou-Lagrange, Secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président énumère les publications et bulletins reçus par la Société depuis la dernière séance, et fait une mention spéciale des ouvrages suivants : 1° *Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze*, publiée à Brive, contenant un article de M. Guibert sur les hommages des seigneurs de Turenne, de Malemort et de Comborn ; 2° *Rapport général sur les conseils d'hygiène publique et de salubrité pendant les années 1882-1883*, présenté à M. le Préfet par M. J.-B.-A. Barny, pharmacien à Limoges ; 3° *Notice sur Magnac-Laval*, par M. le comte de Couronnel ; 4° *Bulletin de la Société de statistique, sciences, lettres et arts du département des Deux-Sèvres*, contenant une enseigne antique de Notre-Dame de Rocamadour, et 5° un article de M. Héron de Villefosse, dans le *Bulletin archéologique*, sur le diptyque d'Anthémius.

La maison Marc Barbou offre à la Société un magnifique exemplaire des *Récits Limousins*. La Société vote, pour cet en voi, ses meilleurs remerciements à la maison Barbou.

MM. Mazard, de Paris, Mazard fils et Amand Dubois, présentés à la dernière séance, sont ensuite successivement, et au scrutin secret, admis, le premier comme Membre correspondant et les deux autres comme Membres résidants de la Société.

M. l'abbé Arbellot fait lecture d'un travail qu'il intitule : *Drames sacrés au moyen âge*.

L'auteur rappelle qu'il y en avait de deux sortes ; les drames liturgiques, qu'on représentait dans les églises, et les mystères, qui se jouaient en dehors.

Les premiers drames liturgiques qu'on connaisse se trouvent dans un manuscrit de l'abbaye de Saint-Martial ; ce sont : *les saintes Femmes, les Vierges sages et les Vierges folles, et les Prophètes du Christ*.

M. le Président résume le second de ces drames.

Il nous montre les cinq vierges sages rangées dans la basilique et veillant sur leurs lampes, en chantant que l'époux va venir. L'ange Gabriel arrive et annonce à son tour, que l'époux est venu et qu'il reviendra. Les vierges folles surviennent éplorées et se lamentant d'avoir trop dormi et d'avoir perdu l'huile de leurs lampes : « *Ah! dolentas, chetivas, trop y avem dormi!* » Elles vont en vain des vierges sages aux marchands, et de ceux-ci aux vierges sages, pour demander de l'huile. Elles n'en peuvent obtenir et leur chant plaintif recommence : « *Ah! dolentas, chetivas, trop y avem dormi!* » Et l'époux arrive, il leur reproche de n'avoir pas veillé et de n'avoir pas conservé l'huile de leurs lampes ; il leur dit qu'il ne les connaît pas, les livre aux démons qui les entraînent dans l'enfer, et l'on n'entend plus que l'écho affaibli de leurs plaintes : « *Ah! dolentas, chetivas, trop y avem dormi!* »

Un autre drame, celui des *Rois Mages*, écrit en latin, se trouve dans un manuscrit du grand séminaire, portant la date de 1630. M. le Président en donne la traduction et une courte analyse. Il en indique divers autres. Il rappelle qu'ils étaient représentés au ^{xii}^e siècle, par des acteurs désignés sous le nom de *joculatores*, d'où vient le mot jongleur, et que ces représentations se donnaient surtout les années d'ostensions, à Limoges et à Saint-Junien et se sont continuées jusqu'au ^{xvi}^e siècle, époques où le bienheureux Bardou de Brun fit jouer, à Limoges, le *dernier mystère*, la tragédie de Saint-Jacques.

M. L. Guibert rappelle que Berton, Garnier et de La Nouaille furent les premiers imprimeurs qui s'établirent à Limoges. On trouve, en effet, qu'en 1504 une maison, sise au haut de la rue Fourie, appartenait à Jean Berton, imprimeur, et plus tard à son fils Paul, et qu'en 1528, Garnier, imprimeur, était en face de l'abbaye Saint-Martial. La maison de de La Nouaille se trouvait dans le quartier des Bancs. Divers actes cependant font mention de Jean Faure, imprimeur à Limoges, en 1444, en 1459 et en 1479. Ce ne pouvait être un imprimeur : c'était probablement un enlumineur, un cartier.

M. le Président informe la Société que M. le curé de la paroisse de Sainte-Marie se propose de faire faire, à ses frais, dans son église, des fouilles pour y rechercher le tombeau de Bernard Guidonis, évêque de Lodève, qui, d'après son biographe, fut inhumé *in presbiterio ante majus altare*, ce qui veut dire dans le chœur.

La Société fait des vœux pour que ces fouilles soient entreprises le plus tôt possible, avec d'autant plus de raison qu'elles

peuvent amener la découverte du tombeau d'un autre évêque de Limoges, inhumé dans la même église.

La séance est levée à dix heures et demie.

Le Secrétaire général,
GARRIGOU-LAGRANGE.

SÉANCE DU 28 OCTOBRE 1884.

Présidence de M. l'abbé Arbellot, Président.

Sont présents : MM. l'Abbé Arbellot, Astaix, Louis Guibert, Marbouty, Leroux, de Labonne, de Montégut, l'abbé Lecler, Hervy, Camille Jouhanneau, Dorat, docteur Raymondaut, Goutenègre, Nivet-Fontaubert, Geay et Garrigou-Lagrange, Secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président indique les publications et bulletins qu'a reçus la Société depuis la dernière séance, et fait une mention spéciale des ouvrages suivants : 1° *Exposition systématique des lichens de Cauterets, de Lourdes et de leurs environs*, par M. Edouard Lamy de La Chapelle; 2° *Répertoire des travaux historiques pendant l'année 1883*, dans lequel on rappelle les divers articles publiés par MM. Leroux, Molinier et Antoine Thomas; 3° *Bulletin de la Société des lettres, sciences et arts de la Corrèze*, contenant la notice de M. L. Guibert sur Dom Col, et plusieurs chartes publiées par M. Leroux; 4° *Les Carolingiens en Limousin*, par M. Ludovic Drapeyron; 5° *Limoges et ses environs, guide du Voyageur en Limousin*, par M. Ducourtieux, et 6° le journal le *Périgord*, numéro du 28 septembre dernier, contenant un article de M. Dujarric-Descombes au sujet de la notice de M. l'abbé Pergot curé-doyen de Terrasson, sur le lieu de naissance de saint Vaast, catéchiste de Clovis.

M. Charbonnier, du Puy-Réjaud, près Limoges, interne des hôpitaux de Poitiers, envoie en communication à la Société une belle hache celtique, en pierre, trouvée au dit lieu du Puy-Réjaud, et se fait présenter comme membre résidant par MM. l'abbé Arbellot et l'abbé Tandeau de Marsac.

MM. l'abbé Arbellot et Louis Guibert présentent en la même qualité M. l'abbé Moynat.

Il sera, conformément au règlement, statué sur ces présentations au cours de la prochaine séance.

M. le Président communique à la Société le programme du

Congrès des Sociétés savantes à la Sorbonne, et donne lecture des divers articles proposés à traiter pour la section d'histoire et de philologie, et pour la section d'archéologie.

Il fait passer ensuite, sous les yeux de la Société, le plomb d'une bulle de Clément VI, qui fut trouvé dans les fouilles du palais de justice, et qui appartient à M. le docteur Raymondaud, et quatre pièces d'or d'Henri II, de Philippe II, de Marie Stuart et de François II, trouvées au village de La Biche, commune de Rilhac-Rancon, et parfaitement bien conservées.

M. Louis Guibert informe la Société que la Bibliothèque nationale vient de faire l'acquisition d'un livre imprimé à Limoges, en 1528, chez Garnier, en face de l'abbaye de Saint-Martial.

M. l'abbé Arbellot, rapporte qu'on vient de découvrir, à l'entrée de la cour de l'Evêcaud, les substructions d'un édifice, d'une sorte de tour carrée, qui pourrait être la tour de Maulmont. On y a découvert aussi un puits, et un aqueduc qui se dirige de la cathédrale vers l'évêché.

M. de Montégut raconte une excursion qu'il vient de faire en Bas-Limousin. Il a visité Comborn, Allassac et Issandon. Il nous conduit par Pompadour, Glandier et Orgnac, jusqu'au château de Comborn, qui n'a gardé de remarquable qu'une clef de voûte, portant les armes des Comborn et une sculpture représentant un serpent et un arbre au pied duquel est un animal qui paraît être un ours. Il revient par Allassac, où l'on ne trouve plus qu'une tour de son vieux château et une église qui tombe en ruine; il gravit ensuite les hauteurs d'Issandon, dont il décrit l'église romane, restaurée au xvi^e siècle, le donjon qui n'est plus qu'un tronçon de tour, ainsi qu'un silo en maçonnerie bien conservé.

M. l'abbé Arbellot commence la lecture d'un travail sur le lieu de naissance de saint Vaast, évêque d'Arras et catéchiste de Clovis. Il combat l'opinion émise récemment dans un article de *la Semaine religieuse* de Périgueux, par M. l'abbé Pergot, curé-doyen de Terrasson, qui revendique pour le Périgord l'honneur d'avoir donné le jour au saint évêque, que la tradition fait naître à Courbefy, en Limousin. Notre Président remonte aux sources, rapporte les autorités, et démontre que ce n'est pas dans un document du xi^e siècle qu'il faut aller puiser ses preuves, comme le fait l'abbé Pergot, mais dans une très ancienne vie de notre saint connue sous le nom de *Vita brevior*, et qui paraît être antérieure à la première moitié du vii^e siècle. Or, il résulte de cette ancienne vie que saint Vaast est né sur une montagne située à égale distance de Limoges et de Périgueux, et que ce lieu ne peut être que Courbefy.

La suite de cette lecture est renvoyée à une prochaine séance.

M. Guibert a trouvé, aux archives de Pau, dans un inventaire, mention d'un registre du notaire de l'Hôtel-de-Ville de Limoges, et il a été assez heureux pour découvrir ce registre. Ce recueil, qui commence le 4 mars 1489, contient les noms et les actes de nos consuls pendant environ dix ans : il abonde en documents utiles, et l'on peut dire qu'il sert de prélude, durant cette période, à nos registres consulaires.

M. Leroux indique, comme un ouvrage intéressant, un livre que viennent de publier MM. Gaidos et Sébillot, sous le titre de : *le Blason populaire de la France*, et qui contient une section pour le Limousin.

M. l'abbé Arbellot lit une notice de M. Charbonnier sur le Puy-Réjaud. Il y avait autrefois un château. On y trouve encore une maison de 1518, un puits très profond et une galerie souterraine qui part de ce puits, à trois mètres de son orifice, et qui conduit à une chambre d'où part une autre galerie conduisant aussi à un puits. Ces puits, qu'on appelait les puits du diable, sont aujourd'hui comblées.

La séance est levée à dix heures.

Le Secrétaire général,
GARRIGOU-LAGRANGE.

SÉANCE DU 25 NOVEMBRE 1884.

Présidence de M. l'abbé Arbellot, Président.

Sont présents : MM. l'abbé Arbellot, Guibert, Astaix, Marbouty, Lachenaud, de Bletterie, Leroux, Ducourtieux, Camille Jouhannaud, Fage, Fougères-Lavergnolle, l'abbé Tandeau de Marsac, Gilbert, Mariaux, Mazard, de Bruchard, docteur Raymond, Nivet-Fontaubert, Lamy de La Chapelle, Joseph Redon, Tardieu et Garrigou-Lagrange, Secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président passe en revue les publications et bulletins reçus par la Société depuis la dernière séance, et fait une mention spéciale des ouvrages suivants : 1° *Histoire de Magnac-Laval*, par M. le comte de Couronnel ; 2° *le Journal des savants*, contenant un article sur la statue équestre de Marc-Aurèle, qui paraît avoir servi de modèle à celles de Constantin ; 3° *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, contenant une excursion

aux ruines de Sanxai, par M. de Roumejoux, et la nomination d'un lieutenant du Sénéchal en Périgord au xiv^e siècle, par M. L. Guibert ; 4^e *Table analytique des matières contenues dans le Bulletin de la Société archéologique du Périgord, de 1874 à 1883*, par M. Dujarric-Descombes ; 5^e un numéro du journal *le Périgord*, dans lequel M. Dujarric-Descombes rend compte du dernier bulletin de notre Société ; et 6^e *Grand Annuaire-Almanach de la Creuse pour 1885*, par M. Ducourtieux.

M. le Président communique à la Société une lettre de M. le Maire de Limoges, lui annonçant que le Conseil municipal, dans sa séance du 3 novembre 1884, a voté, pour la continuation des registres consulaires, payable en trois annuités, une allocation de 1,200 fr.

La Société remercie le Conseil municipal et prie M. le Président de vouloir bien transmettre ces remerciements à M. le Maire.

Une Commission composée de MM. de Bruchard, Mariaux, Lavergnolle, L. Moufle et Marbouty, est nommée pour continuer, sous la présidence de M. L. Guibert, la lecture et la copie des registres consulaires.

M. le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts annonce que la réunion des délégués des Sociétés des beaux-arts, aura lieu à la Sorbonne, en avril 1885, et il demande qu'on envoie, autant que possible, au comité, des mémoires ayant trait à l'histoire de l'art dans notre région.

M. le Président communique à la Société, de la part de M. Bréjonnard, plusieurs monnaies en bronze du n^e siècle, trouvées à Sermur, dans la Creuse.

M. Gilbert présente un Tétricus trouvé dans la cour de l'école Saint-Martial, à Limoges.

M. le Président communique la copie faite par M. Depoin, sténographe de la Chambre des députés, de divers documents et actes de la commune de Rochechouart sur les fontaines de cette ville et sur la construction de son clocher en 1522.

MM. Charbonnier et l'abbé Moynat, présentés à la dernière séance, sont successivement et au scrutin secret admis comme Membres résidants de la Société.

Sont ensuite présentés, comme Membres correspondants : M. Depoin, par MM. l'abbé Arbellot et Leroux ; M. Emile Ruben, par MM. Hervy et L. Guibert ; M. Octave Demartial, par MM. L. Guibert et Henri Demartial, et M. André Lacoste, par MM. L. Guibert et l'abbé Lecler.

Et comme membres résidants : M. Charles Lamy de La Chapelle, par MM. Auguste Lamy de La Chapelle, et F. Lavergnolle, et

M. Albert Gérardin, avocat, par MM. Beaure d'Augères et F. Lavergnolle.

Il sera, conformément au Règlement, statué sur ces présentations à la prochaine séance.

M. Fage donne lecture de quelques lettres de Mascaron à M^{lle} de Scudéri, en 1672. Cette gracieuse correspondance de l'éloquent évêque de Tulle contient les détails les plus intéressants, non-seulement sur son diocèse, sa ville épiscopale et le Limousin, mais encore sur le salon de l'illustre auteur de *Cyrus* et de *Clélie*.

M. Marbouty fait un spirituel et charmant récit d'une excursion de quelques-uns des membres de notre Société aux ruines de Courbefy. Il raconte comment, à travers d'immenses landes et par des pentes abruptes, nos excursionnistes, partis de Bussière-Galand, sont parvenus au lieu où naquit le saint évêque qui devait initier le roi Clovis aux grandeurs du christianisme. Il décrit ce qui reste de Courbefy, situé au sommet de la montagne, à 560 mètres d'altitude.

Il rappelle qu'un oppidum gaulois et plus tard un château ont couronné ces hauteurs, et il joint à sa description, pour la rendre plus complète, un dessin et un plan en relief exécutés par M. Tardieu.

M. l'abbé Arbellot continue sa lecture sur le lieu de naissance de Saint-Vaast. Il démontre que la chronique de l'abbaye de ce nom, publié par M. l'abbé Dehaisnes, sur le manuscrit n° 753 de la bibliothèque de Douai, qui fait naître le saint dans la région du Périgord, confirme le passage de la *Vita brevior*, et que les mots région et confins du Périgord sont des termes équivalents. Il corrobore son opinion de celle de Bernard Guidonis, et rappelant les traditions consignées dans nos *Annales manuscrites*, et adoptées par nos meilleurs auteurs, depuis le P. Bonaventure jusqu'à Félix de Verneilh, il les rapproche des traditions liturgiques, et établit que la science et la liturgie sont d'accord pour faire naître à Courbefy le saint évêque d'Arras.

Après cette lecture et quelques mots de M. Guibert, au sujet d'articles intéressants des *Récits Limousins*, qui n'ont pu être lus à la Société et qu'il signale à l'attention des lecteurs, tels que les *Carlovingiens en Limousin*, par M. Drapeyron; les *Ermitages*, par Mgr Rougerie; les *Routiers de Châluset*, par M. Molinier, la séance est levée à dix heures.

Le Secrétaire général,
GARRIGOU-LAGRANGE.

SÉANCE DU 30 DÉCEMBRE 1884.

Présidence de M. l'abbé Arbellot, Président.

Présents : MM. l'abbé Arbellot, Astaix, Guibert, Tardieu, Marbouty, Bourgoïn-Mélisse, C. Jouhanneaud, Leroux, Ducourtieux, Dorat, Savodin, Mazard, Henri Louvet, Hervy, Nivet-Fontaubert, Malevergne de Lafaye et Garrigou-Lagrange, Secrétaire.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le Président énumère les publications et bulletins reçus par la Société depuis la dernière séance, et signale tout particulièrement : 1° *le Bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques*; 2° *le Bulletin de la Société scientifique, historique et archéologique de la Corrèze*, publié à Brive, contenant un article de M^{re} Barbier de Montault, sur les monnaies émises par les papes Limousins; 3° *le Bulletin Monumental*, par M. Léon Palustre; 4° *les Documents historiques concernant la Marche et le Limousin*, publiés par MM. A. Leroux, E. Molinier et A. Thomas; 5° *l'Almanach limousin*, pour 1885, par M. Ducourtieux; 6° *l'Almanach limousin* pour la Corrèze, 1885, par le même; 7° *la Ville gallo-romaine de Beauclair*, commune de Voingt, près d'Herment (Puy-de-Dôme), fouilles et découvertes, par M. Ambroise Tardieu.

MM. Depoin, Emile Ruben, Octave Demartial et André Lacoste, présentés à la dernière séance, sont successivement et au scrutin secret admis comme membres correspondants de la Société.

MM. Charles Lamy de La Chapelle et Albert Gérardin sont de même admis comme membres résidents.

M. Louis Guibert lit un travail sur l'histoire municipale du Limousin, et particulièrement de la ville et de la cité de Limoges. Il a découvert un très grand nombre de documents intéressants sur cette histoire. Il en fait passer une rapide analyse sous les yeux de la Société, et suivant le développement du régime municipal à travers les âges, il montre que cette institution a eu plusieurs périodes bien distinctes, la première qui va jusqu'en 1277, et où le régime municipal, doté d'assez larges libertés, se développe à côté d'institutions féodales auxquelles président le vicomte et les chevaliers possesseurs de la vigerie; la seconde période est inaugurée par la sentence arbitrale des frères de Maulmont, qui remet entièrement la ville aux vicomtes (1277) et va jusqu'au

traité de Brétigny. Sous l'égide du prince Noir et du roi Edouard III, la liberté municipale renaît et Charles V est obligé, pour amener les Consuls à se donner à la France, de confirmer les privilèges de la Commune. Celle-ci jouit de toutes ses libertés jusqu'à l'arrêt du Parlement de 1544, qui rend au vicomte, après un procès de plus d'un siècle, les prérogatives dont il avait été dépouillé par les princes d'Angleterre.

M. l'abbé Arbellot continue son travail sur le lieu de naissance de saint Vaast. Il s'attache, dans cette partie de son œuvre, à réfuter les objections faites par M. l'abbé Pergot. Qu'importe que le saint évêque ait eu de grandes propriétés à Villac et à Châtre? Qu'importe qu'une de ces paroisses l'ait choisi pour patron, qu'elle ait même donné son nom à une fontaine? Rien ne prouve qu'il y soit né, et des inductions de cette nature ne peuvent prévaloir contre les énonciations de la *Vita brevior*, d'un manuscrit du ^{xiv}^e siècle, et d'un autre manuscrit qui remonterait au ^{viii}^e siècle, et dont la publication serait, paraît-il, annoncée pour paraître incessamment.

M. Marbouty communique à la Société une pièce d'or trouvée à Courbefy, il y a dix ans environ, et que l'on croit être de Charles VI ou de Charles VII.

M. Malevergne de Lafaye en présente une qu'il a découverte dans sa propriété de Cintras, commune de Saint-Just, et que des numismates distingués de Bourges ont cru devoir attribuer à Louis XI ou à Charles VIII.

La séance est levée à dix heures.

Le Secrétaire général,
GARRIGOU-LAGRANGE.

BIBLIOGRAPHIE

La Société archéologique et historique du Limousin a reçu, titre de don et hommage gracieux, un volume de M. Edmond Jabet, *les courses de chevaux en Limousin*.

M. Edmond Jabet, qui a donné longtemps à la Société des courses de Limoges un concours aussi intelligent que dévoué, a voulu réunir, dans un traité complet, tous les documents, tous les faits intéressant non-seulement les éleveurs des chevaux de courses en Limousin, mais encore tous les hommes qui étudient l'histoire de Limoges et de l'ancienne province limousine.

Son livre, écrit avec une compétence parfaite, nous montre d'abord, dans un résumé d'études historiques, le cheval considéré, jusque dans les âges les plus reculés, comme un des plus précieux dons de la création et tenu en haute estime chez tous les peuples.

Laissant de côté les coursiers fabuleux du quadriges d'Apollon, Hippocampus qui entraînait sur les ondes le char de Neptune, et Pégase qui emporte encore les poètes au sommet du Parnasse, on n'en doit pas moins à ceci juger du prix que les auteurs des fables mythologiques attachaient à la possession du cheval.

Dans la réalité, nous voyons Homère chanter sur sa lyre les chevaux fameux des héros. Ceux de Rhésus, pour la conquête précieuse desquels Ulysse et Diomède affrontèrent de si grands périls. Ceux d'Achille qui étaient fils de Zéphir. *Xanthe* et *Balius* dont un dieu fit présent à Pélée. Homère n'a pas seulement vanté l'excellence de ces coursiers, il en a indiqué la race et l'origine. Les chevaux de Rhésus avaient été nourris dans les montagnes du Caucase; les chevaux d'Enée venaient de la Thessalie, où l'équitation hardie, déjà pratiquée, donna naissance à la fable des Centaures.

Nestor, vainqueur d'Itimonee enleva aux Eléens 150 juments poulinières à la crinière d'or, d'où nous devons conjecturer que leur robe était de couleur alezane. Dans des âges plus pénétrables aux recherches et à la critique de l'historien, l'auteur nous montre les célèbre haras de Salomon d'où est descendue directement la

race pure la plus estimée encore dans tout l'Orient, celle des Koklani. Il nous apprend que Cyrus fut le premier guerrier, après le roi Salomon, dont les armées comptaient quarante mille cavaliers, qui comprit vraiment l'utilité stratégique des troupes à cheval. La république romaine, au contraire, n'entretenait à ses débuts que 300 cavaliers, *equites*. Seuls les sénateurs avaient le droit de combattre à cheval et ce privilège fut l'origine de la noblesse romaine qui s'honora du titre de chevalier.

Pyrrhus et Xantippe démontrèrent aux Romains, et au grand dommage des légions, les avantages de la cavalerie. Et plus tard, César, dans ses guerres en Numidie et en Gaule, conçut une tactique nouvelle pour laquelle il fallut considérablement augmenter le nombre des troupes montées.

M. Edmond Jabet parle ensuite des courses dans l'antiquité. Il suffit, à ce sujet, de rappeler les courses en chars des jeux olympiques et les courses à Rome au temps des empereurs.

Pendant le moyen âge, la France eût sur toutes les autres nations de l'Europe une supériorité hippique incontestable. La chevalerie s'exerçait dans les tournois qui étaient aussi des courses. D'ailleurs, il est certain, qu'en dehors de réglementations précises telles que celles de nos jours, des courses avaient lieu, soit à la suite de paris, soit à d'autres occasions. On cite même un document relatif aux courses, bien antérieur à la chevalerie, le plus ancien qui soit connu. C'est un poème en langue gaélique. Il célèbre une course de barrières dont le prix était inestimable : ce n'était rien moins que la main d'une fille de roi, la princesse Aliénor, fille de Badik, chef des Bretons d'Armorique, mort en 509. Ceci touche de trop près à la légende et le poème est évidemment postérieur, datant d'une époque qu'il est difficile de déterminer exactement. Quoiqu'il en soit, il apporte la preuve que les courses et même les courses d'obstacles ont été pratiquées dans des jours très lointains. Ce qu'on sait avec toute certitude, car des constatations authentiques ont été conservées, c'est qu'en 1370 il existait des courses de paris entre gentilshommes à Sémur-en-Auxois et dans toute la province de Bourgogne.

On n'a aucune indication semblable pour le Limousin.

On ne connaît pas, non plus, d'une façon certaine l'origine de cette race de chevaux dont les qualités et l'élégance firent la faveur pendant des siècles. Les uns ont prétendu que l'origine de cette race de chevaux limousins doit être rattachée aux étalons sarrazins demeurés aux mains de Charles Martel après sa victoire. D'autres pensent que l'on doit s'en tenir à la date des premières croisades. On cite même un chevalier du Limousin

auquel nous devrions l'importation de reproducteurs arabes, le comte de Royères, qui aurait pris part à la première croisade. Les premières courses régulièrement organisées à Limoges, le furent par l'initiative d'un de ses descendants.

Le 13 fructidor, an XII (31 août 1805), Napoléon rendit, au camp de Boulogne, un décret ordonnant qu'il serait établi des courses successivement dans tous les départements de l'Empire. Mais ce décret ne fut d'abord exécuté que dans le département de la Seine. En 1810, M. Labarhellerie, un éleveur de la Corrèze, gagna à Paris, avec une jument limousine, un prix de 4,000 fr.

Ce fut le 13 juin 1820 que le département de la Haute-Vienne vit les premières courses régulières. Elles eurent lieu sur la route de Limoges à Pierrebuffière. Quelques jours avant, M. de Royères, un des premiers éleveurs du Limousin, avait amené le préfet de Limoges pour lui faire connaître le parcours qu'il avait choisi sur la route. Comme il fallait tourner presque court pour revenir au but, M. de Royères avait choisi pour cet exercice un cheval parfaitement dressé qui s'acquitta très bien de cette tâche difficile.

Le préfet trouva l'épreuve satisfaisante et autorisa les courses sur la route de Limoges à Pierrebuffière. M. de Royères eut les honneurs de cette réunion; il gagna trois prix sur quatre; le premier de 800 fr. avec *Ecureuil*, le troisième avec *Méconnu*, et le quatrième avec *Hirondelle*. M. de La Place avec *Coquette* remporta le deuxième prix de 600 fr.

Le lendemain, les mêmes chevaux de M. de Royères furent encore trois fois victorieux.

Le 17 juin, un prix de 900 fr. fut couru, mais la distance de 4 kilom. n'ayant pas été parcourue en temps voulu, le prix fut retiré.

L'année suivante (1806) vit l'inauguration de l'hippodrôme de Texonnières, non pas tel qu'il est actuellement, car il a reçu successivement de grandes améliorations. Cette année-là MM. de Royères et de La Place se partagèrent les prix courus dans les trois jours. *Mignonne*, à M. de Royères, remporta le prix principal, 2,000 fr., et *Royal*, à M. de La Place, le prix d'arrondissement, 1,200 fr.

En 1822, M. de Bonnefond remplaça M. de La Place et gagna deux prix avec *Giraffe* et *Sophie*. M. de Royères remporta les autres avec *Minerve*, *Préféré* et *Général*.

En 1823, M. de Vanteaux fit son apparition sur le turf et gagna, avec *Séducteur*, le prix de 800 fr. En 1824, le baron de La Bastide gagna, avec *Princesse*, le prix d'arrondissement; M. de Vanteaux remporta trois prix, deux avec *Bijou* et l'autre avec *Volage*.

En 1828, apparut l'étoile du turf limousin, la fameuse *Vesta*, au baron de La Bastide; elle gagna le prix d'arrondissement et le prix principal.

L'année suivante, en 1829, après des exploits dont la liste serait trop longue, elle fut engagée aux courses du Champ-de-Mars, étant jugée digne de soutenir la gloire de la race limousine. M. de La Bastide ne s'était pas trompé sur le mérite de *Vesta*; elle gagna le Prix Royal, 5,000 fr., contre *Louise*, *Fédon* et *Lisette*. Le 11 octobre, elle remporta le prix du Roi, composé d'un vase en argent de 1,500 fr., une coupe de 800 fr., et 3,700 fr. en espèces, battant *Louise*.

Mais le triomphe de *Vesta* fut la course qu'elle eut à soutenir contre *Lionel*, superbe produit sorti du haras de Meudon, à lord Seymour.

Ce match célèbre fut couru les 18 octobre, au milieu d'une assistance considérable. Le pari était de 300 louis et la distance 4,000 mètres. Tom Webb montait *Vesta*. Elle gagna la course en cinq minutes trois secondes; *Lionel* mit cinq minutes cinq secondes. Le résultat de cette course fut accueilli avec des applaudissements et des bravos frénétiques. *Vesta* était par *Bijou*, cheval de pur sang; sa mère était petite-fille de *Meddlethorpe* aussi pur sang anglais; elle naquit chez le marquis de La Celle, dans le département de la Creuse.

L'écurie de Nexon, qui a pris sur le turf une si grande situation, débuta modestement, avec *Florian*, en 1849.

M. Edmond Jabet a complété son historique des courses en Limousin par le recueil des procès-verbaux des courses de Limoges depuis leur fondation. Il en a fait autant à la suite de la notice consacrée aux courses du Dorat, organisées, pour la première fois, seulement en 1864.

Hors du département, mais dans la limite de l'ancienne province limousine, M. Edmond Jabet, nous a résumé l'histoire des courses de Tulle et celle de tout l'établissement de Pompadour. Enfin il a donné d'intéressantes notices sur les courses en Angleterre et en Russie.

Son livre a donc toute la valeur d'un document; il a, en outre, l'avantage d'être écrit, hors des parties nécessairement techniques, avec un réel attrait et une simplicité du meilleur goût.

Il a sa place marquée dans toutes les bibliothèques des turfmen; il l'a aussi dans toutes celles où l'on a souci, nous l'avons dit en commençant, de notre histoire provinciale.

Charles BLANCHAUD.

LISTE

DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

AU MOMENT DE LA PUBLICATION DU BULLETIN

BUREAU.

Président-né. — M. le PRÉFET de la Haute-Vienne (1).

Président. — M. l'abbé ARBELLOT, A. .

Vice-Présidents. — MM. ASTAIX, *, I. P. , GUIBERT (Louis), A. .

Secrétaire général. — M. GARRIGOU-LAGRANGE.

Trésorier. — M. HERVY.

Secrétaire. — M. FAGE (René), A. .

Archiviste. — M. GUILLEMOT (Albert), I. P. .

Bibliothécaire. — M. LACHENAUD (Emile).

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

MM. LES MEMBRES DU BUREAU.

M. l'abbé TANDEAU DE MARSAC.

M. DUCOURTIEUX (Paul), A. .

M. NIVET-FONTAUBERT.

COMITÉ DE PUBLICATION.

MM. LE PRÉSIDENT, LES VICE-PRÉSIDENTS, LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.

M. LEROUX (Alfred), A. .

M. l'abbé LECLER.

M. JOUHANNEAUD (Camille).

M. BEAURE D'AUGÈRES (J.-B.-Gustave).

Commission chargée de la publication des Registres consulaires de la ville de Limoges.

M. GUIBERT (Louis), Vice-Président de la Société.

M. DE BRUCHARD (Jean).

M. FOUGERAS-LAVERGNOLLE (Gaston).

M. MARBOUTY (Camille).

M. MARIAUX (Paul).

M. MOUFLE (Léonard).

(1) La Société a été fondée le 26 décembre 1845, et s'est constituée à la suite de la nomination d'une commission pour la recherche, l'étude et la conservation des monuments historiques, désignée, le 3 du même mois, par M. L. Morisot, préfet de la Haute-Vienne.

MEMBRES RÉSIDENTS.

MM.

1848.

ARBELLOT (l'abbé), A. , chanoine de Limoges, correspondant du Comité des travaux historiques, boulevard de la Corderie, 19.

ASTAIX *, I. P. , directeur honoraire de l'École de médecine, 8, rue Pont-Hérisson.

LA BASTIDE (le baron Hubert DE), *, ancien capitaine d'état-major, 2, cours Jourdan.

NIVET-FONTAUBERT, directeur d'assurances, 32, avenue de Juillet.

POUYAT (Emile) *, négociant, 2, cours Jourdan.

1850.

BOURGOIN-MÉLISSE, à Saint-Junien.

BRISSET (Frédéric), ancien juge au tribunal civil, boulevard de la Promenade.

LAMY DE LA CHAPELLE (Edouard), ancien banquier, 17, rue du Saint-Esprit.

1851.

GRAVES (le comte de), propriétaire, à Verneuil-sur-Vienne.

1857.

DUVERT DE LA GABIE, propriétaire, maire de Verneuil.

1858.

ROGUES DE FURSAC (Victor), notaire, à Aix-sur-Vienne.

1859.

LECLER (l'abbé), curé de Compreignac (Haute-Vienne).

TANDEAU DE MARSAC (l'abbé), chanoine, 2, place Fournier.

1860.

GUILLEMOT (Albert), I. P. , rédacteur en chef du *Courrier du Centre*, 16, rue Turgot

LABONNE (Martial DE), propriétaire, au château de Montbrun, par Chalus.

1861.

GARRIGOU-LAGRANGE, avoué au tribunal civil de Limoges, 23 avenue Foucaud.

1862.

FONT-RÉAULX (Théophile DE), ancien notaire, à Saint-Junien.

HERVY (Emile), notaire, 33, boulevard Sainte-Catherine.

1863.

LE SAGE (Charles), *, A. , ingénieur civil, ancien maire de Limoges, 8, faubourg des Arènes.

MM.

LINARD (Albert), architecte, capitaine des Pompiers, 15, place du Champ-de-Foire.

1869.

JABET (Edmond), propriétaire, 3, place des Bancs.

MAURAT-BALLANGE, *, ancien conseiller à la Cour d'appel, 5, faubourg des Arènes.

1870.

DUCCOURTIEUX (Paul), A. ④, imprimeur-libraire, 7, rue des Arènes.

1871.

LAGRANGE (Paul), propriétaire, 18, rue Manigne.

1872.

ARDANT (Georges), imprimeur, 14, rue Pont-Hérisson.

BAJU (Henri), avocat, 15, rue Pétiniaud-Beaupeyrat.

BLEYNIE (Francis), docteur en médecine, 34, rue Manigne.

DUBREUIL (Alfred), *, négociant, 8, rue d'Isly.

FAGE (René), A. ④, avocat, correspondant du ministère de l'instruction publique pour les travaux historiques, 25, boulevard Sainte-Catherine.

FRANCEZ (René), propriétaire, au Mas-Rome.

GUIBERT (Louis), A. ④, agent d'assurances, correspondant du ministère de l'instruction publique pour les travaux historiques, 16, rue Pétiniaud-Beaupeyrat.

HENRY (Charles), *, avocat, 7, rue Sainte-Valérie.

JOUBANNEAU (Camille), avoué, 23, boulevard de la Poste-aux-Chevaux.

JOYEUX (l'abbé), curé d'Oradour-sur-Glane.

LARUE (Armand), avocat agréé au Tribunal de commerce de Limoges, 6, avenue de Juillet.

PINOT (l'abbé), curé de Saint-Michel, 13, impasse des Clairettes.

ROMANET DU CAILLAUD (Frédéric), au château du Caillaud, près Isle.

SÉNÉMAUD, greffier au tribunal du commerce, 19, rue du Consulat.

TANDEAU DE MARSAC (Henri), propriétaire à Marsac (Creuse).

1873.

CHOUFFOUR, avocat, 26, boulevard Sainte-Catherine.

CLAPPIER (Amable), avocat, 9, boulevard de la Poste-aux-Chevaux.

CRESSAC-BACHELLEME (DE), percepteur, au Dorat.

GADON (Abel), avoué à la Cour d'appel, 3, boulevard Montmailler.

VANDERMARCO (Eugène), propriétaire, 7, rue Sainte-Valérie.

1874.

BOUDET (Gabriel), docteur en médecine, 4, rue Sainte-Valérie.

RAYMONDAUD (E.), I. P. ④, directeur de l'Ecole de médecine, 28, faubourg Manigne.

1878.

MM.

BOURDERY (Louis), avocat, 1, rue des Combes.
CONSTANTIN (Jérémie), avocat, 42, avenue de Juillet.
LEOBON-LÉTANG, juge de paix, à Jarnages (Creuse).
MONTÉGUT (Emile), *, homme de lettres, à Thias, commune d'Isle, près
Limoges.
PÉNICAUT (Léonce), négociant, 3, place Dauphine.

1876.

BEAURE D'AUGÈRES (J.-B.-Gustave), avocat, 15, rue du Saint-Esprit.
GUÉRIN-LÉZÉ (Guillaume dit William), fabricant de porcelaine, 41, rue du
Petit-Tour.
MONSTIER-MÉRINVILLE (le comte Jean des), au château du Fraisse, par
Mézières (Haute-Vienne).
NOUALHIER (Gabriel), propriétaire, à Linards.
VIGIER (l'abbé), curé de Nedde.
MASBARET DU BASTY (Gabriel), docteur en médecine, à Saint-Léonard.

1877.

BONNET-LABORDERIE, avocat, docteur en droit, à Bersac.
BOUTANT (Charles-Junien), à Saint-Junien.
DELOR (Adrien), propriétaire, maire du Vigen.
DELURET DE FEIX, propriétaire, 21, avenue du Crucifix.
GÉNARD (Emile), négociant, 26, boulevard de la Pyramide.
LAPORTE (l'abbé), curé de Morterolles.
MURET (Eugène), vice-président de la Société d'agriculture de la Haute-
Vienne, 11, cours Vergniaud.
POMÉLIE (le baron Melchior de la), *, propriétaire, au château du Mont-
joffre, près Saint-Léonard.
SAZERAT (Léon), fabricant de porcelaine, 48, faubourg Montjovis.

1878.

BERGER (Elié), A. 41, professeur au Lycée, 32, avenue de Toulouse.
BLANCHAUD (Charles), rédacteur en chef de la *Gazette du Centre*, 4, avenue
Saint-Surin.
GOUTENÈGRE, professeur au Lycée, 23, rue du Consulat.
LEROUX (Alfred), A. 41, archiviste de la Hte-Vienne, en mission à l'étranger.
LEYGONIE, ingénieur hydrographe, 3, rue Neuve-de-l'Évêché.
PROUFF, médecin-oculiste, 6, rue Sainte-Valérie.
RAYET (Etienne), avocat, à Oradour-sur-Vayres.
THÉZARD (Lucien), notaire, 8, rue Pont-Hérisson.

1879.

BELLABRE (Jules de), propriétaire, au château de Puyjoubert, commune de
La Ceneytouse, par Saint-Léonard.

MM.

BELLABRE (Frédéric DE), propriétaire, au château de Bellabre, commune de Bujaleuf.

DURAND (Hubert), négociant, 31, rue Haute-Vienne.

LACHENAUD (Emile), entrepreneur, 7, avenue du Midi.

LEGROS (Michel), pharmacien, 15, rue du Clocher.

LÉPINAY (Gaston DE), maire de Lissac, au château de Moriolle, par Larche, (Corrèze).

MALLEVERGNE DE LA FAYE, ancien juge suppléant près le tribunal civil de Limoges, 32, boulevard de la Poste-aux-Chevaux.

PELLET (Julien), avoué, boulevard de la Poste-aux-Chevaux.

1880.

BOULLAND (Henri), docteur en médecine, 34, boulevard de la Poste-aux-Chevaux.

DEMEUGEON (Emile), receveur de l'enregistrement, 13, cours Jourdan.

1881.

BRISSET-DESISLES, inspecteur de la Compagnie d'assurances *la France*, ancien magistrat, 11, avenue du Champ-de-Juillet.

GEAY, architecte, inspecteur des bâtiments diocésains, 36, avenue de Juillet.

GILBERT (l'abbé), ancien professeur à l'Ecole Saint-Martial, rue du Consulat.

MARBOUTY (Camille), 48, cours Gay-Lussac.

MARIAUX (Paul), avocat, 9, boulevard de la Poste-aux-Chevaux.

MERLIN-LEMAS (Abel), avoué près la Cour d'appel, 1, rue Léonard Limosin.

MORÉLIÉRAS, notaire, à Saint-Priest-Ligoure (Haute-Vienne).

1882.

CATHEU (Théodore DE), propriétaire, au château de Juillac.

CHATARD (Emile), propriétaire, à Vicq, par Magnac-Bourg.

FROIDEFOND (André), percepteur.

BOURDEAU DE LAJUDIE (André), lieutenant d'infanterie, à Bernay (Eure).

NENERT (André), 4, avenue du Crucifix.

SAVODIN (Jules), 50, avenue de Juillet.

TIXIER (Jules), architecte, 34, boulevard Sainte-Catherine.

1883.

BRUCHARD (Jean DE), avocat, 30, rue Bancléger.

CHASSOUX *, ancien préfet, cours Bugeaud, 8.

DUMONT-SAINT-PIERRE (Henri), avocat, cours Bugeaud.

DEGROND *, ancien préfet, 9, place Dauphine.

FOUGERAS-LAVERGNOLLE (Gaston), avocat, 24, boulevard de la Pyramide.

LOUVET (Henri), propriétaire, 1, place Fontaine-des-Barres.

LOUVET (André), avoué près la Cour, 13, boulevard de la Poste-aux-Chevaux.

MORTEROL, propriétaire, à Bessines (Haute-Vienne).

MOUFLE (Léonard), avocat, 16, rue Pétiniaud-Beaupeyrat.

MM.

SOULIGNAC (Robert), avoué, docteur en droit, 20, boulevard de la Poste-aux-Chevaux.

WOTTLING, A. , directeur des travaux de la ville, 24, avenue Garibaldi.

1884.

DE BLETTERIE, docteur en droit, avoué près la Cour d'appel, 1, place d'Aine.

BOUDET (Eugène), docteur en droit, 3, boulevard Louis Blanc.

BOURDEAU D'ANTONY, docteur en médecine, 7, boulevard Louis Blanc.

BRIGUEIL (Louis) *, ancien président du tribunal civil de Lyon, 2, boulevard de la Pyramide.

BUJSSON DE MASVERGNIER (Georges), 1, place Fontaine-des-Barres.

COFFRE (l'abbé), secrétaire à l'Evêché.

COURONNEL (comte de) *, membre du Conseil général, à Magnac-Laval.

CHARBONNIER, interne des hôpitaux, au Puy-Reyjaud, près Limoges et à Poitiers, rue Cloche-Percée.

DALPAYRAT (Hippolyte), 23, place de la République.

DELCAIRE (Maurice), avoué, près la Cour d'appel, 3, rue Sainte-Valérie.

DORAT (Hubert), *, ancien officier supérieur, 8, rue des Augustins.

DUBOIS A. , ancien inspecteur primaire, 3, avenue de Juillet.

GAUMY (l'abbé), professeur à l'école Saint-Martial.

GÉRARDIN (Albert), avocat, 14, avenue du Midi.

GILBERT, président du tribunal civil, 27, avenue du Midi.

GRANET (Vital), négociant, à Saint-Junien.

LABROUHE DE LABORDERIE (DE), avocat, 5, place d'Aine.

LAMY DE LA CHAPELLE, avocat, 3, rue Montant-Manigne.

LAMY DE LA CHAPELLE (Charles), 4, boulevard de la Pyramide.

MAZARD fils, 16, boulevard de la Pyramide.

MALLEBAY, docteur en médecine, 35, route de Paris.

MAURAT-BALLANGE (Albert), avocat, 16, place du Champ-de-Foire.

Du MAZAUBRUN (Antoine), avoué près le Tribunal civil, 14, rue Turgot.

MOYNAT (l'abbé), supérieur du petit-séminaire du Dorat.

REDON (Joseph), 13, boulevard de Fleurus.

SAZERAT (René), avocat, 2, rue Dalesme.

TARDIEU (J.), négociant, 17, cours Bugeaud.

1885.

BERTHET (Alphonse), propriétaire, boulevard de la Promenade, 19.

BLEYNE (Louis), docteur en médecine, 4, rue d'Isly.

BOUDET (Louis), 3, rue Sainte-Valérie.

BOUCHERON (Edouard du), capitaine d'état-major, à Saint-Gaudens.

CANTILLON DE TRAMONT, contrôleur-principal, 24, faubourg des Arènes.

GARRIGOU-LAGRANGE (Paul), secrétaire général de la Société Gay-Lussac, à l'Observatoire météorologique, 23, avenue Foucaud.

GAUTIER (Edouard), archiviste-paléographe, chargé des Archives départementales de la Haute-Vienne, 31, faubourg des Casseaux.

GUYONNET, chef de district à la compagnie d'Orléans, cours Gay-Lussac.

MM.

MAIGNE (Léopold), banquier, 6, rue Pétiniaud-Beaupeyrat.

PARADIS, entrepreneur de serrurerie, 11, rue Haute-Cité.

POULLIN (Marcel), secrétaire de la rédaction du *Courrier du Centre*, rue de l'Observatoire.

MEMBRES HONORAIRES (1).

1832-1876

MM.

BRUNET (Joseph), O. *, ancien conseiller à la Cour de Paris, ancien sénateur, ancien ministre de l'Instruction publique, des cultes et des beaux-arts, 41, rue de Vaugirard, Paris.

DELOCHE (Maximin), C. *, membre de l'Institut, ancien chef de division au ministère du Commerce, 60, avenue de Gravelle, à St-Maurice (Seine).

ROUGERIE (Mgr), évêque de Pamiers.

1864-1869.

LAROMBIÈRE, G. *, président de chambre à la Cour de Cassation, 16, rue d'Assas, Paris.

1867-1874.

DUBÉDAT, *, ancien conseiller à la Cour d'appel de Toulouse.

1872.

ALLOU, *, avocat à la Cour d'appel de Paris.

TEISSERENC DE BORT, O. *, sénateur, ancien ambassadeur à Vienne, ancien ministre du commerce, 89, avenue Marceau, Paris.

1879.

DELISLE (Léopold), C. *, administrateur général directeur de la Bibliothèque nationale, rue de Richelieu, Paris.

MEMBRES CORRESPONDANTS.

1848.

MM.

BARDY (Gustave), ancien conseiller à la Cour d'appel, à Alger-Mustapha.

1887.

CLÉMENT-SIMON, ancien procureur général, 7, rue Rouget-de-l'Isle, Paris.

1864.

DERONT (Gabriel), propriétaire, à Montaiguët, arrondissement de La Palisse (Allier).

(1) Quand il y a deux dates, c'est la dernière qui indique l'année de la promotion au titre de membre honoraire.

1868.

MM.

COUSTIN DU MASNADAUD (le marquis DE), au château de Sazerat, par Bénévent (Creuse).

TANDEAU DE MARSAC, notaire, 44, place Dauphine, à Paris.

1866.

CESSAC (DE), au château du Mouchetard, près Guéret (Creuse).

1867.

LALANDE (Philibert), rue Haute, à Brive.

1870-1878.

PICHON (François), avocat, 36, rue Carpenteyre, à Bordeaux.

1871-1874.

AUBÉPIN, archiviste du département du Cantal, à Aurillac.

1872.

DECOUX-LAGOUTTE, ancien magistrat, 46, route d'Angoulême, à Périgueux.

POULBRIÈRE (l'abbé), professeur au petit-séminaire de Servières (Corrèze).

1874.

CLARETIE (Jules) *, homme de lettres, 10, rue de Douai, à Paris.

1874-1878.

RIVAIN (Camille), archiviste aux Archives nationales, à Paris.

1878.

BOUTRILLER (l'abbé), curé du Vigen (Haute-Vienne).

Du BOYS (Emile), licencié en droit, 424, rue Gambetta, à Rochefort.

DUPLÈS-AGIER, 46, rue Saint-Louis, à Versailles.

LASTEYRIE (le comte Robert DE), *, professeur à l'Ecole des Chartes, archiviste aux Archives nationales, 43, rue des Saints-Pères, à Paris.

MASBARET DU BASTY, conservateur des hypothèques, à Apt (Vaucluse).

1876.

BARBIER DE MONTAULT (Mgr), à Maris, par Jaulnay (Vienne).

1877.

AUBUSSON DE SOUBREBOST (Edouard), propriétaire à Boussac (Creuse).

CERCLE DE L'UNION, à Limoges.

LAMBERTYE (le marquis DE), au château de Cons-la-Grand'Ville (Meurthe-et-Moselle).

MONTCHEUIL (Paul DE), avocat à la cour, 44, place Dauphine, à Bordeaux.

MM.

MONTVALLIER (Paul DE), avocat, à Confolens (Charente).

PETIT-SÉMINAIRE d'Ajain (Creuse).

SAINT-MARC-GIRARDIN (Barthélemy) *, rue Bonaparte, 5, à Paris.

1878.

DAVID (Gaston), avocat, 44, rue Thiac, à Bordeaux.

DUCHATEAU (Georges), notaire, à Bessines (Haute-Vienne).

DUJARRIC-DESCOMBES, A. **, licencié en droit, notaire au Grand-Brassac, par Tocane-Saint-Apre (Dordogne).

FREYSSINAUD-MAS-DE-FEIX (Henri), juge de paix au Grand-Bourg (Creuse).

MALEPLANE (Paul VEYRIER DE), receveur particulier à Saint-Claude (Jura).

MAZAUDOIS (Philibert), notaire, à Treignac (Corrèze).

PATAUX (l'abbé), curé de Saint-Quentin, par Felletin (Creuse).

1879.

CHAMPION, libraire-éditeur, 45, quai Malaquais, à Paris.

CHALIS (l'abbé), curé de La Souterraine (Creuse).

RANCOGNE (DE), à Angoulême (Charente).

THOMAS (Antoine-André), maître de conférences à la Faculté des Lettres 6, place Montouliou, à Toulouse.

1880.

DE BORT DE PIERREFITTE (Henri), pharmacien, 75, rue du Tondu, à Bordeaux.
LAROCHÉ, percepteur.

1881.

FOUGERAS (Joseph), receveur de l'enregistrement à Tuffé (Sarthe).

LACOMBE (Oscar), ancien archiviste du département de la Corrèze, à Tulle.

MOLINIER (Emile), attaché au Musée du Louvre, 94, quai Saint-Michel, à Paris.

1882

BERTHOMIER, propriétaire, au château de Saint-Germain-Beaupré (Creuse).

GRELLET DE FLEURELLE, substitut du procureur de la République, à Lyon.

SENNEVILLE (DE), conseiller à la Cour des Comptes, 52, rue de Grenelle, à Paris.

1883.

LAUGARDIÈRE (DE), propriétaire, à Nontron (Dordogne).

1878-1884.

BONHOMME DE MONTÉGUT, ancien magistrat, 35, rue Bonaparte, à Paris.

BOSVIEUX, inspecteur de l'enregistrement, à Auch (Gers).

1884.

MAZARD, ancien bibliothécaire du Musée de Saint-Germain, à Paris.

MM.

DEPOIN, sténographe de la Chambre des Députés, à Paris.
RUBEN (Emile), libraire, à Charleville (Ardennes),
DEMARTIAL (Octave), conseiller à la Cour d'appel, 5, rue Lebascles, à Poitiers.
LACOSTE (André), négociant, à Châteauponsac (Haute-Vienne).

1874-1883.

DEMARTIAL (Henri), procureur de la République, à Rouen.

1883-1888.

MAYAUD père, propriétaire, à Villeneuve-sur-Yonne (Yonne).

1888.

HECQUART (Arthur), au château de Vost, par Aigurande (Indre).
THÉZARD (Philippe), ingénieur civil, Paris, 40, avenue de l'Opéra.
THOUMIEUX (Zénon), notaire, à Royères (Creuse).

Établissements auxquels la Société envoie ses publications.

Ministère de l'Instruction publique, à Paris.
Bibliothèque de l'Ecole des Chartes, à Paris.
Bibliothèque communale de Limoges.
Archives départementales de la Haute-Vienne.
Grand-Séminaire de Limoges.
Ecole normale d'Instituteurs, à Bellevue, près Limoges.

LISTE

DES SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES

Aisne :

Société Historique et Archéologique de Château-Thierry.
Société Archéologique, Historique et Scientifique de Soissons.
Société Académique de Laon.

Algérie :

Société Historique algérienne, à Alger.
Société Historique de la province de Constantine.
Académie d'Hippône, à Bone.

Allier :

Société d'Emulation de l'Allier, à Moulins.

Alpes-Maritimes :

Société des Lettres, Sciences et Arts des Alpes-Maritimes, à Nice.
Société des Sciences naturelles, des Lettres et Beaux-Arts de Cannes et de l'arrondissement de Grasse.

Aude :

Société des Arts et des Sciences, à Carcassonne.

Aveyron :

Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron, à Rodéz.

Bouches-du-Rhône :

Académie des Sciences de Marseille.
Société de Statistique de Marseille.
Académie des Sciences, Agriculture, Arts et Belles-Lettres d'Aix.

Calvados :

Société des Antiquaires de Normandie, à Caen.

Charente :

Société Archéologique et Historique de la Charente, à Angoulême.

Charente-Inférieure :

Académie de La Rochelle.
Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, à Saintes.

Cher :

Société Historique, Littéraire, Artistique et Scientifique du Cher, à Bourges.
Société des Antiquaires du Centre, à Bourges.

Corrèze :

Société des Lettres, Sciences et Arts de la Corrèze, à Tulle.
Société Scientifique, Historique et Archéologique de la Corrèze, à Brive.

Côte-d'Or :

Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres, à Dijon.

Creuse :

Société des Sciences naturelles et archéologiques de la Creuse, à Cuéret.

Dordogne :

Société Historique et Archéologique du Périgord, à Périgueux.

Doubs :

Société d'Emulation du Doubs, à Besançon.

Société d'Emulation de Montbéliard.

Eure-et-Loir :

Société Dunoise, à Châteaudun.

Finistère :

Société Académique de Brest.

Gard :

Académie du Gard, à Nîmes.

Garonne (Haute-) :

Académie des Jeux-Floraux, à Toulouse.

Société Archéologique du Midi de la France, à Toulouse.

Gironde :

Société Archéologique de Bordeaux.

Hérault :

Académie des Sciences et Lettres, à Montpellier.

Société Archéologique, Scientifique et Littéraire, à Béziers.

Ile-et-Vilaine :

Société Archéologique, à Rennes.

Indre :

Rédaction de la *Revue du Centre*.

Indre-et-Loire :

Société Archéologique de Touraine, à Tours.

Société française d'Archéologie pour la conservation et la description des monuments, à Tours.

Isère :

Académie Delphinale, à Grenoble.

Jura :

Société d'Émulation du Jura, à Lons-le-Saulnier.

Landes :

Société de Borda, à Dax.

Loir-et-Cher :

Société Archéologique, Scientifique et Littéraire du Vendômois, à Vendôme.

Société des Sciences et des Lettres, à Blois.

Loire :

Société d'Agriculture, Industrie, Sciences, Arts et Belles-Lettres, à Saint-Etienne.

Loire-Inférieure :

Société Archéologique, à Nantes.

Loiret :

Société Archéologique de l'Orléanais, à Orléans.

Lot :

Société des Etudes Littéraires, Scientifiques, Artistiques du Lot, à Cahors.

Lot-et-Garonne :

Société d'Agriculture, Sciences et Arts, à Agen.

Maine-et-Loire :

Société d'Agriculture, Sciences et Arts de Maine-et-Loire, à Angers.

Manche :

Société académique de Cherbourg.

Marne :

Académie des Lettres, Sciences et Arts, à Reims.

Société des Sciences et Arts, à Vitry-le-François.

Meurthe-et-Moselle :

Académie de Stanislas, à Nancy.

Société Archéologique de Lorraine et du Musée Historique lorrain, à Nancy.

Morbihan :

Société Polymathique du Morbihan, à Vannes.

Nord :

Société des Sciences, de l'Agriculture et des Arts, à Lille.

Société Dunkerquoise, pour l'encouragement des Sciences, Lettres et Arts, à Dunkerque.

Oise :

Société Académique d'Archéologie, Sciences et Arts, à Beauvais.

Comité Archéologique, à Senlis.

Pas-de-Calais :

Académie des Sciences, Lettres et Arts d'Arras.

Société Académique, à Boulogne-sur-Mer.

Société des Antiquaires de la Morinie, à Saint-Omer.

Puy-de-Dôme :

Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts, à Clermont-Ferrand.

Pyrénées (Basses-) :

Société des Sciences, Lettres et Arts, à Pau.

Pyrénées-Orientales :

Société Agricole, Scientifique et Littéraire des Pyrénées-Orientales, à Perpignan.

Rhône :

Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts, à Lyon.

Société Littéraire, Historique et Archéologique de Lyon, à Lyon.

Saône-et-Loire :

Académie des Sciences, Agriculture, Arts et Belles-Lettres, à Mâcon.

Société d'Histoire et d'Archéologie, à Chalon-sur-Saône.

Société Eduenne, à Autun.

Sarthe :

Société Historique et Archéologique du Maine, au Mans.

Savoie :

Société Savoisienne d'Histoire et d'Archéologie, à Chambéry.

Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Savoie, à Chambéry.

Savoie (Haute-) :

Société Florimontane, à Annecy.

Seine :

Société des Antiquaires de France, à Paris.
Société Française de Numismatique et d'Archéologie, à Paris.
Société Philotechnique, à Paris.

Seine-et-Marne :

Société Historique et Archéologique du Gatinais, à Fontainebleau.

Seine-et-Oise :

Société des Sciences morales, des Lettres et des Arts, à Versailles.
Société Archéologique, à Rambouillet.

Seine-Inférieure :

Société Havraise d'études diverses, au Havre.
Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts, à Rouen.

Sèvres (Deux-) :

Société de Statistique, Sciences et Arts du département des Deux-Sèvres,
à Niort.

Somme :

Société des Antiquaires de Picardie, à Amiens.
Académie des Sciences, Belles-Lettres, Arts, Agriculture et Commerce, à
Amiens.

Tarn-et-Garonne :

Société Archéologique de Tarn-et-Garonne, à Montauban.

Var :

Société d'Etudes Scientifiques et Archéologiques, à Draguignan.
Société des Sciences, Belles-Lettres et Arts du département du Var, à
Toulon.
Société des Sciences naturelles, des Lettres et Beaux-Arts, à Cannes.

Vaucluse :

Société Littéraire, Scientifique et Artistique, à Apt.

Vienne :

Société des Antiquaires de l'Ouest, à Poitiers.
Société académique d'Agriculture, Belles-Lettres, Sciences et Arts, à Poitiers

Vienne (Haute-) :

Société d'Agriculture, Sciences et Arts, à Limoges.

Vendée :

Société d'Emulation à la Roche-sur-Yon.

Vosges :

Société d'Emulation des Vosges, à Epinal.

Yonne :

Société des Sciences Historiques et Naturelles de l'Yonne, à Auxerre.
Société Archéologique, à Sens.
Société d'Etudes, à Avallon.

Belgique :

Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique,
à Bruxelles.
Académie d'Archéologie d'Anvers.
Société Scientifique et Littéraire du Limbourg, à Tongres.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
Sceaux et armes des deux villes de Limoges et des villes, églises, cours de justice, chancelleries, corporations des trois départements limousins, par M. Louis GUIBERT.....	4
Les ermites du Limousin, par M. l'abbé ARBELLOT.....	21
Le tombeau du cardinal de Tulle à Saint-Germain-les-Belles, par M. René FAGE.....	51
Extraits du registre de la Compagnie du S. Sacrement de Limoges, 1647-1663, par M. Alfred LEROUX.....	58
Visite aux émaux anciens et modernes de Limoges, par M. Camille MARBOUTY.....	77
Mélanges, par M. Alfred LEROUX.....	89
Bibliographie. Histoire du Parlement de Toulouse par M. Dubédut, par M. René FAGE.....	105
Un cas de trigamie au XIII ^e siècle, par M. Louis GUIBERT.....	112
Châlusset, par M. Louis GUIBERT.....	113
Bibliographie, par M. Charles BLANCHAUD.....	349

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

Séance du 29 janvier 1881.....	323
— du 29 février 1884.....	326
— du 25 mars 1884.....	329
— du 29 avril 1884.....	332
— du 27 mai 1884.....	334
— du 24 juin 1884.....	336

	Pages.
Séance du 29 juillet 1884.....	338
— du 26 août 1884.....	340
— du 28 octobre 1884.....	342
— du 25 novembre 1884.....	344
— du 30 décembre 1884.....	347
Liste des membres de la Société au moment de la publication du Bulletin.....	353
Liste des Sociétés correspondantes.....	364





This book should be returned to
the Library on or before the last date
stamped below.

A fine is incurred by retaining it
beyond the specified time.

Please return promptly.

STALL STUDY
CANCELLED
CHARGE

STALL STUDY
CANCELLED
CHARGE



Widener Library



3 2044 100 885 540